

l'Action Syndicaliste

A. I. T.

Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste

A. I. T.

Perspectives

pour 1946

L'année 1946 vient de s'ouvrir. Espérons qu'elle ne ressemblera pas à ses devancières, tant pour notre mouvement que pour la Paix elle-même.

Depuis 1939, nous avons vécu des années noires, des années qui virent la tyrannie s'étaler sur le monde, malgré le magnifique sursaut du peuple espagnol en 1936-37, dont les sacrifices demeurèrent vains, par la faute de ceux qui auraient dû les comprendre et aider l'Espagne libre à battre Franco, qui règne toujours, par la faute de ceux qui n'ont qu'un geste à faire pour faire rentrer dans le néant ce « Caudillo » de malheur. C'est en Espagne que Hitler et Mussolini ont mis au point le monstrueux appareil qui faillit submerger le monde. Il était facile alors d'empêcher cette « répétition générale », si les démocraties occidentales l'avaient voulu. Mais elles ne le comprirent, ni le voulurent. Puis ce fut Munich et, enfin, l'horrible guerre qui embrasa l'Europe et sous les coups de laquelle disparut partout le mouvement syndical, parce que, lui non plus, il ne comprit, ni ne voulut ce qui était nécessaire pour faire obstacle au féau. Et cinq ans durant, ce fut d'abord le baillon de Pétain, de Vichy et de Hitler. Tout le monde ne se tut pas, bien sûr, mais parmi ceux qui ne voulurent pas courber la tête, combien sont morts fusillés ou déportés dans les camps allemands. Enfin vint la libération, espoir de tant d'entre nous. Mais la libération, ce n'était pas la liberté et on nous le fit bien voir. Et après la libération, la fin de la guerre, qui aurait dû amener le retour aux libertés d'antan: la liberté tout court. Au lieu de cela, la presse resta bâillonnée, les journaux durent demander des autorisations délivrées au compte-goutte par une administration tâtilonne mal intentionnée, toujours portée à satisfaire les gens de réaction au détriment des autres, la parole ne fut que tolérée et la bureaucratie triompha dans tous les domaines sur les ruines du pays.

Voilà, *grosso modo*, le bilan de la guerre, sur le plan général. En ce qui concerne le plan syndical, il n'est pas meilleur. Si la C. G. T. commença à se reconstituer dans la clandestinité, elle ne sut ou ne voulut pas jouer son rôle dès la libération. Alors qu'il lui appartenait — et qu'il n'appartenait qu'à elle — de dresser un programme et un plan complet sur tous les terrains et d'entraîner toute la classe ouvrière derrière elle; de forcer, par l'audace de son programme, tous les partis à se mettre à sa suite pour faire triompher ce programme, elle se livra pieds et poings liés au parti communiste. Elle ne sut même pas se donner un journal quotidien, pour exprimer le point de vue des travailleurs et fut immédiatement tributaire des partis politiques pour sa propagande et son ac-

(Suite page 2.)

L'ALIGNEMENT DE LA MONNAIE ET DES PRIX

La Constituante vient de ratifier les accords de Bretton Woods. Désormais, le dollar vaudra 119,10669 francs français et la livre 480 francs, ce qui met le franc « Pleven » à 2 centimes 1/2, c'est-à-dire presque zéro.

Que cette mesure ait surtout pour but de permettre à la France d'exporter et de rechercher à rétablir, dans la mesure du possible, l'équilibre de la balance commerciale, nul n'y peut contredire. Cependant, une question se pose: en l'état actuel, que pouvons-nous exporter? A peu près rien! Par contre que devons-nous importer? A peu près tout! L'alignement profitera donc à d'autres qu'à nous.

Mais là n'est pas le seul mal. Croit-on qu'une dévaluation aussi massive, puisqu'elle atteint, compte tenu de la monnaie et des prix de 1913, 98 % de la valeur d'alors, sera sans influence sur les prix intérieurs?

Nous sommes, au contraire, convaincus que ces prix monteront rapidement, pour atteindre à peu de chose près l'étiage des prix extérieurs et que le décalage entre les prix et les salaires sera considérablement aggravé par la dévaluation dont il s'agit.

Dans toute cette affaire, on oublie d'ailleurs volontairement qu'il n'y a, actuellement, aucun équilibre entre les prix et les salaires; que le pouvoir d'achat est toujours inconstant et que le déséquilibre augmentera encore au détriment des salaires, ce qui veut dire que le pouvoir d'achat du consommateur s'amenuisera sans cesse.

Pour que la dévaluation donne, à l'intérieur l'effet attendu, il fallait tout d'abord réaliser l'équilibre aussi exact que possible entre les salaires et les prix et, par le blocage de l'un et de l'autre, garantir la constance du pouvoir d'achat.

Si le gouvernement se croit capable d'assurer le blocage des salaires, au moins théoriquement, il est, par contre, totalement incapable de bloquer les prix.

Il le reconnaît lui-même par la voix de ses deux ministres qualifiés: celui des Finances et celui de l'Economie Nationale.

M. Pleven déclare en effet, lorsqu'il pose la question suivante: « L'alignement monétaire entraînera-t-il une hausse des prix et les taux nouveaux tiendront-ils? Telles sont les questions que se posent la plupart des Français. »

Et, sans répondre à la double interrogation qu'il pose lui-même, M. Pleven enchaîne et ajoute: « Nous avons tenu compte des prix pour fixer le nouveau taux des changes. Ce nouveau taux ne peut modifier le niveau du prix de la vie. Nous briserons toute hausse injustifiée. »

C'est surtout cette dernière phrase qui nous inquiète et qui réduit à néant celle qui la précède.

Que veut dire le ministre des Finances « par hausse injustifiée? » Où commence et où finit une telle hausse? Qui dira si elle est justifiée ou injustifiée.

La seule chose dont nous soyons sûrs, dès maintenant, est celle-ci: il y aura hausse — probablement générale — et industriels et commerçants s'arrangeront toujours pour prouver que cette hausse est justifiée; et le gouvernement l'entérinera comme toujours.

Tout naturellement, c'est le consommateur qui en fera les frais et, en premier lieu, le travailleur sans défense, parce qu'il est encore inorganisé comme consommateur.

De son côté, M. Billoux ajoute: Le rajustement n'aura presque aucune répercussion sur les prix intérieurs. Ce « presque » serait délicieux s'il n'était

Et maintenant, au travail !

La F. S. a pour but le groupement de tous les travailleurs syndicalistes révolutionnaires dans le but d'organiser et d'impulser la lutte révolutionnaire pour la destruction définitive des régimes politiques et économiques actuels.

Elle poursuit, par la lutte de classe, la libération des travailleurs qui ne sera réalisée que par la transformation totale de la Société.

Elle précise que cette transformation ne s'accomplira que par la suppression du Patronat, l'abolition du Saliariat et la disparition de l'Etat.

Son action se déroule en dehors de celle des partis politiques et en opposition avec ceux-ci.

Elle vise à l'instauration d'une Société basée sur le Communisme libre.

La FEDERATION SYNDICALISTE se déclare en plein accord avec la déclaration de principes de l'A. I. T., organisation internationale à laquelle la F. S. donne son adhésion.

Tels sont les principes fondamentaux de l'organisation adoptés par notre conférence nationale. De nombreux camarades, en accord avec nous, ne nous ont pas encore rejoint. Pourtant la situation actuelle est-elle si brillante qu'elle puisse leur permettre de rester à l'écart de la lutte. Nous disons non.

1945 a vu la main-mise complète des politiciens sur la C. G. T., la domestication de la classe ouvrière et son enchaînement au char de l'Etat.

1946 porte nos espoirs. Le syndicalisme révolutionnaire et apolitique devra reprendre sa place de premier plan dans les batailles ouvrières. La notion de lutte de classe et de solidarité devront redevenir une réalité. Seulement il est des situations à ne pas laisser passer; c'est dès maintenant qu'il faut agir, demain il sera trop tard. La tâche à accomplir est importante, non sans difficultés. C'est pour cela que nous disons aux camarades de la Fédération Syndicaliste: « Au travail », à ceux qui tout en étant d'accord avec nous étaient restés en dehors de l'organisation, « rejoignez sans plus tarder la Fédération Syndicaliste ».

Avec l'aide de tous les amis, nos espérances deviendront des réalités, la C. A. et le bureau issus de la conférence nationale sont décidés à mettre en application les décisions prises, et sont convaincus que l'appel que nous lançons sera entendu. Contre les politiciens, pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire, camarades, tous au travail.

La C. A. et le Bureau.

archi-faux. Et, en l'employant, M. Billoux pratique la restriction mentale, avec aussi peu d'adresse que M. Pleven. Rapprochez ce « presque » de « toute hausse injustifiée ». Tirez de ces expressions leur conclusion logique et vous arrivez au même résultat: les prix intérieurs monteront certainement, dans une proportion impossible encore à déterminer, et le déséquilibre du pouvoir d'achat continuera, aggravé encore par les impôts exorbitants que l'Etat percevra de toutes les façons sur le travailleur littéralement sans défense.

C'est tout ce que nous voulons dire pour aujourd'hui, mais nous y reviendrons sous peu, parce que les circonstances nous y obligeront.

PERSPECTIVES POUR 1946

(Suite de la 1^{re} page)

tion. Elle mit le sceau à son esclavage, en permettant au parti communiste de la diriger comme une « chose morte ». Enfin, elle abandonna, aux mains de son directeur de conscience tout ce qui constituait sa raison d'être: sa tradition, sa Charte, ses statuts.

Aujourd'hui, on peut dire qu'il ne reste de la C. G. T. que le titre. Le rôle qu'elle a joué dans la préparation de la bataille électorale et, par la suite, pour la constitution du ministère, les camoufflets qu'elle a encaissés en ont fait un « paillason sur lequel tout le monde vient s'essuyer les pieds », même si ce n'est pas l'avis de certains de ses militants, aujourd'hui minorités et, demain « martyrs » de la place qu'on ne continuera à leur reconnaître qu'à la condition qu'ils marchent droit. Sinon, gare à la porte.

Telle est la situation au seuil de 1946. Je veux espérer que cette année ne se terminera pas, sans que cette situation se modifie complètement, qu'elle soit, d'une façon ou d'une autre, redressée au profit des travailleurs.

Il ne leur est plus permis d'hésiter devant l'effort à fournir. Ils doivent comprendre que leurs revendications les plus essentielles sont en sommeil cataleptique, parce que les intérêts politiques du parti communiste l'exigent. Que les nouveaux ministres communistes tempêtent déjà devant le gouffre, qu'ils essayent de rejeter leurs responsabilités sur leurs prédécesseurs, qu'ils aient même l'intention de se dégager « à temps » des responsabilités ministérielles, de reprendre leur liberté quelques semaines ou quelques mois avant les élections et d'accuser leurs collègues des pires crimes, tout cela est dans l'ordre, quelque temps avant les élections. Mais cela ne changera rien. Leur faillite sera celle de leur Parti.

Reste à savoir comment le bon peuple prendra cela, si aveuglé qu'il soit. Il n'est même pas sûr — et nous l'espérons bien — que les travailleurs suivent ce parti, lorsqu'il voudra reprendre sur le plan économique le terrain perdu sur le plan politique et gouvernemental.

Mais pour que cela ne soit pas, il est indispensable que le Comité de défense syndicaliste puisse d'abord grouper toutes les oppositions syndicales du pays, les orienter ensuite en vue des nécessités d'une action de défense et d'organisation indispensable, que tous ceux qui le peuvent et le désirent rejoignent la F. S.

Et puis, le Congrès Fédéral, si retardé qu'il aura été — et nous savons bien pourquoi — peut ou réserver des surprises amères à ceux qui se croient déjà tout permis, surprise de deux ordres, sur lesquelles nous reviendrons en temps utile.

Lorsque le moment en sera venu, nous examinerons tout cela, *tous ensemble*, et nous en tirerons les conclusions qui s'imposent, pour assurer la pérennité et le salut du mouvement syndical français.

Camarades! Haut les courages et les cœurs.

Le syndicalisme n'a jamais été si près de sa porte. Il peut, si vous le voulez, être tout près aussi de son renouveau et voir s'ouvrir devant lui de magnifiques perspectives et de clairs horizons.

En tout cas, son sort est entre vos mains vigoureuses. A vous de dire si vous voulez qu'il succombe ou qu'il vive!

Agissez de telle façon que 1946 soit une année faste et marque sa résurrection.

Une brochure d'actualité: LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT

par EDOUARD ROTOT

Prix: 8 fr. — Envoi franco: 9 fr. 20

En vente à notre service librairie, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

UNITÉ syndicaliste

Le syndicalisme n'est pas seulement une doctrine née de l'évolution des phénomènes économiques et sociaux, mais aussi une théorie d'action. Elle est exclusivement expérimentale et réaliste. Elle diverge des autres en ce qu'elle s'applique à un milieu uniquement matériel qui échappe aux spéculations de l'esprit: la production. Là, ce ne sont pas des notions abstraites qui se posent à l'observation, à la réflexion ou à la sollicitation des hommes, mais des données précises qui les empoignent et devant lesquelles ils doivent s'incliner.

Il est évident que la force et la vérité qu'elle déploie est d'une puissance d'attraction telle que d'autres se sont efforcés de l'utiliser à leur profit pour des fins à quoi elle n'est pas destinée.

Ne pouvant influencer les masses avec les moyens propres à leur idéologie, par un compromis entre l'immédiat et le but, en les reliant nécessairement, ils s'approprient des vertus syndicalistes en les déformant.

Leur activité est par conséquent essentiellement déviatrice. Elle participe à détourner, à sophistiquer l'action des masses de ses objectifs et de ses intentions réels, en la limitant ou en la subordonnant aux nécessités tactiques de sa lutte politique. Dans le meilleur des cas, il peut y avoir une concordance d'intérêts entre les masses et leurs aspirations politiques, mais sans dépasser le stade de l'action. Une séparation très nette ne tarde pas à s'accuser à nouveau entre les principes qui les ont inspiré et les raisons qui ont déterminé les masses à agir.

De ce fait, il y a rupture en puissance, en raison de ces contradictions, dans la combinaison qui propulse l'action, entre la réalité matérielle et les facteurs subjectifs qui découlent d'un postulat politique.

Les syndicalistes ne doivent pas se borner à ces constatations. Leur attitude doit se régler d'après les contingences qui permettent de hâter le processus de dislocation de cette combinaison hétérogène et s'écarter résolument de tout ce qui pourrait perpétuer la confusion par la persistance de cette situation.

Loin de s'accoler à des formations ou des groupuscules politiques, comme s'ils subissaient un complexe d'infériorité, ils doivent s'attacher à se révéler tels qu'ils sont, à devenir le centre de gravitation de l'activité sociale ouvrière, notamment de l'action revendicative.

Composer avec des éléments politiques, impuissants à réaliser par eux-mêmes, qui ne peuvent se maintenir ou se développer que par le concours d'une force et d'une idéologie extérieures, c'est non seulement faire montre d'un abaissement doctrinal mais aussi se faire l'auxiliaire inconscient d'éléments de régression dont le mouvement ascensionnel est conditionné par l'indifférence, l'apathie ou la bienveillance qui les entourent.

Le syndicalisme s'est abaissé en qualité et en quantité parce que, précisément au lieu de rechercher en son sein les réactifs et les stimulants de nature à le régénérer, après les capitulations et les trahisons de ses principaux leaders, qui ont suivi les grands courants d'idées au lendemain de l'avant-dernière guerre, il s'est engagé vers des compromis avec des courants adverses. Cette opération n'aboutissait même pas à une synthèse des opinions en présence, mais à un nivellement du syndicalisme à la plate-forme d'action économique des composants politiques. C'était une renonciation aux buts spécifiques du syndicalisme pour la satisfaction du nombre qui, s'il pouvait l'animer, ne pouvait faire ressortir les solutions concrètes à apporter au problème social.

C'est ainsi que les syndicalistes alimentèrent le monstre des partis qui devait les dévorer.

Ces années d'expériences auraient dû les amener à réflexion et à méditation. Malheureusement il ne semble pas qu'il en soit toujours ainsi. Il semble même que certains se font un plaisir à rester prisonnier de formules mesquines qui contribuent à les anéantir en tant que personnalité humaine.

Le corps enseignant nous en fournit un exemple typique. Depuis quelques années une opposition pompeusement intitulée « syndicaliste », s'est cristallisée autour d'un organe: « L'École Emancipée ». C'est une coalition de courants différents, un amalgame de

A. I. T.

Service de presse

Nous recevons du service de presse de l'A.I.T. les nouvelles ci-dessous:

Une nouvelle fois nos camarades espagnols sont victimes de l'effroyable répression franquiste. Nous ne doutons pas un seul instant, qu'à leur habitude, ils surmonteront ce nouveau coup du sort courageusement.

Si les gouvernements de tous les pays dits démocratiques ne font rien pour faire changer la politique de Franco vis-à-vis de nos camarades, c'est parce que leurs intérêts sont en danger; c'est qu'ils craignent que nos amis de la C. N. T. reprennent la place qu'ils avaient en 1937 et que leur exemple fasse tache d'huile. Comme à son habitude la presse pourrie passe sous silence les événements au delà les Pyrénées.

Nos amis de la C. N. T. ont la foi et le courage qui manquent tant à d'autres, mais il est indispensable qu'ils se sentent soutenus par leurs camarades des autres pays. Notre aide morale et matérielle leur est indispensable, ne leur marchandons pas!

Le fascisme espagnol comprend très bien que son règne touche à sa fin. Voilà une des causes qui expliquent la nervosité toujours plus alarmante et les méthodes toujours plus brutales employées par Franco et ses bourreaux contre le peuple espagnol. L'arrestation d'un grand nombre de militants antifascistes dans la province de Cadix qui depuis ont été condamnés à mort, ont été suivies par de nouvelles arrestations dans tout le pays. Comme d'habitude, ces persécutions sont dirigées avant tout contre le mouvement syndicaliste révolutionnaire espagnol, c'est-à-dire la C. N. T. Ce mouvement mène une lutte clandestine implacable contre le régime fasciste.

Tout le Comité National de la C. N. T. clandestine a été arrêté. De même, beaucoup de militants qui étaient membres des Comités régionaux d'Aragon, de Catalogne, du Centre, de l'Andalousie et du Levant, sont tombés aux mains de la police phalangiste. Ces camarades sont menacés par toute la rigueur de la loi. Franco est décidé à se venger.

Solidaridad Obrera, le journal que la C. N. T. publie dans la région catalane, ne peut plus sortir car l'imprimerie clandestine où il était tiré, a été découverte par les autorités fascistes. Ce journal était publié en 10.000 exemplaires.

Par cette nouvelle persécution contre les

sentiments contradictoires unis par des idées communes et limités sur l'organisation et l'administration internes des syndicats, sur leur orientation, mais qui ne peuvent aborder les questions fondamentales sans risquer de faire apparaître les divergences profondes qui pourraient la briser. Là, les syndicalistes sont contraints de limiter leur comportement, de ravalier leurs pensées au niveau des nécessités de la coalition.

Il y a effacement de leur part, au profit des autres tendances qui, par dévouement calculé, quoique désintéressé, absorbent des responsabilités, donnent une empreinte à l'activité qui n'a de syndicaliste que le titre.

Au lieu de cela, il serait plus utile et plus urgent que les syndicalistes de l'enseignement se groupent d'une façon distincte, avec des moyens de propagande particuliers leur permettant de trouver leur voie du rayonnement. Ce n'est pas à eux de s'aligner sur des concepts étrangers au milieu qui leur est propre, mais aux autres d'épauler leur action.

Ce n'est que le jour où les syndicalistes seront décidés à se distinguer en œuvrant par leur doctrine, leurs buts et leurs méthodes d'action que leurs théories réchaufferont le cerveau des hommes.

militants héroïques de notre mouvement le mouvement syndicaliste a reçu un coup très grave, il faut le dire franchement. Mais en dépit de cela, le mouvement révolutionnaire est loin d'être détruit. Non, mille fois non! Avec leur énergie habituelle, les militants du mouvement espagnol ont repris la lutte. Selon les rapports que nous possédons, le moral de nos camarades espagnols est excellent. Ils espèrent que dans cette situation désastreuse les ouvriers des autres pays leur apporteront leur aide solidaire. Ils ont aussi besoin d'une aide purement pécuniaire; ils déclarent que l'organe du prolétariat catalan *Solidaridad Obrera* pourra reprendre sa tâche au cas où il serait possible de ramasser les fonds nécessaires à sa publication, et il est indispensable que le journal continue de paraître comme auparavant.

A la place des comités dissous par les arrestations, de nouveaux comités ont été formés. L'organisation continue sa vie clandestine, et dans un manifeste destiné au prolétariat mondial, et adressé au Secrétaire de l'A. I. T., l'organisation espagnole proclame son opinion.

Les fascistes, lisons-nous dans ce manifeste, nous ont attaqué de nouveau. Beaucoup de camarades ont été arrêtés. Tout le pays a été transformé en une vaste prison. La politique de Franco, disent nos camarades espagnols, est une conséquence de la confusion générale qui caractérise le monde d'après-guerre. Ces conditions donnent une nouvelle chance à Franco.

Bientôt, la légalité de nos organisations sera conquise de haute lutte et le prolétariat espagnol guidera le prolétariat mondial sur la voie de la vraie Révolution.

LA NATIONALISATION de la Banque d'Angleterre

Un spécialiste financier a déclaré que le gouvernement britannique a le plan d'acheter le capital de la Banque d'Angleterre. Aux actuels propriétaires de celle-ci, seront offertes des obligations d'Etat à longue durée, qui rapporteront un intérêt de 3 %. Jusqu'à présent le capital de la banque avait donné un rendement de 12 %. L'Etat intervient donc dans les affaires de la Banque d'Angleterre pour réduire les profits des capitalistes de 12 à 3 %. Les autres 9 %, paraît-il, représentent le gain de l'Etat et du peuple en général. Cela signifie que l'exploitation diminue considérablement. Les profits des capitalistes sont sérieusement « rationnés ». Et le socialisme par conséquent est en marche.

Mais ne nous trompons pas! La réalité est que les capitalistes de la Banque d'Angleterre continueront de recevoir leur intérêt de 12 % de même qu'auparavant. Le capital de la Banque se monte à présent à 14.553.000 Livres. Mais pour acquérir ce capital, l'Etat britannique paiera la somme de 48.212.000 Livres. Nous ne comprenons pas comment la presse socialiste puisse désigner ces méthodes comme relevant du socialisme. En tout cas, voilà le socialisme que le gouvernement britannique offre au prolétariat de son pays. L'Etat paye 4 Livres pour chaque Livre qui se trouve en possession des anciens capitalistes de la Banque. En payant un intérêt de 3 % sur la somme offerte par l'Etat, les anciens capitalistes recevront en effet 12 % sur leur capital réel, exactement comme auparavant.

En outre les capitalistes de la Banque d'Angleterre auront le grand avantage de disposer, à l'avenir, d'un profit garanti par l'Etat lui-même puisque c'est l'Etat qui se charge de l'Administration et de tous les risques. Il n'y aura plus de risques privés. L'exploitation sera pleinement garantie par l'Etat socialiste — voilà l'effet réel de l'espèce de socialisme qui sera introduit en Angleterre. C'est en effet un socialisme très intéressant.

Et il est évident que le socialisme que les différents partis socialistes construiront dans l'avenir immédiat dans différents pays, sera de même caractère.

L'agence Reuter déclare que la loi sur la socialisation de la Banque d'Angleterre satisfait complètement les espoirs mis dans une compensation juste

Terre de malheur

C'est au mois de juillet que les premiers symptômes d'une agitation se produisirent dans le nord de l'Iran, dans la province d'Azerbaïdjan. Les incidents qui en ont résulté, qui remplissent d'inquiétude les cercles gouvernementaux turcs pour leurs conséquences ultérieures, d'après ce qu'il ressort, ont des causes où l'expansionnisme économique n'est pas à exclure.

Le gouvernement iranien a pu établir que le matériel de propagande utilisé par les démocrates, étiquette qui sert de camouflage aux communistes, avait été importé de Russie. Les armes dont se servaient les rebelles ont été transportées par des camions russes, tandis que les troupes d'occupation soviétiques concouraient à leur armement, favorisaient leur mouvement insurrectionnel en faisant abstraction et en suscitant des difficultés insurmontables aux troupes du pouvoir central et aux fonctionnaires restés loyaux.

A ces accusations précises et formelles, le Gouvernement russe fit entendre que les incidents furent provoqués par des éléments réactionnaires après la victoire du candidat « démocrate » et avant l'appel de l'Iran aux Nations Unies, qu'ils n'avaient qu'un caractère local n'intéressant que l'Iran. On se rend compte facilement de la duplicité des arguments mis en avant, selon la tournure des événements. A qui ferait-on croire que la Russie est indifférente au déroulement d'événements provoqués originellement par des éléments réactionnaires, d'après ses dires initiaux.

Il est plus sensé de penser, comme l'a souligné l'ambassadeur de l'Iran aux Etats-Unis, que les raisons de l'immixtion russe en Azerbaïdjan proviennent du refus du gouvernement iranien de lui octroyer des concessions pétrolifères. Effectivement il y a environ un an l'U.R.S.S. lui avait demandé des concessions dans le nord du pays, ce qui ne fut pas accepté, et dut se contenter de la promesse que tant que le pays serait occupé par des troupes alliées aucune concession pétrolifère nouvelle ne serait consentie à des compagnies étrangères, qui ne pouvaient être qu'anglaises ou américaines.

Comme l'évacuation totale par ces troupes doit se faire au mois de mars 1946, on comprend le peu d'empressement de la Russie à satisfaire les gouvernements iraniens et américains qui demandent une évacuation anticipée, mais aussi celui incontestable d'une modification territoriale de l'Iran avant la date fatidique. D'ailleurs des raisons aussi impérieuses que celles d'ordre économique la pousse à ne pas voir s'installer des rivaux à proximité de ses frontières: c'est que l'Iran est un nœud important de communication et de relation entre la Mer Noire et le Proche-Orient.

La Russie avec son industrialisation accrue, la motorisation de son agriculture et de son armée, la consommation énorme que cela crée, sans considérer les réserves à constituer pour parer à toutes éventualités militaires, à des ressources en pétrole correspondantes à ces besoins. Mais cet équilibre ne peut être maintenu que si les gisements et les puits fournissent une quantité allant toujours en progressant, selon le rythme et la cadence de l'élévation d'utilisation du pétrole et de ses sous-produits. Seulement ses gisements, comme ceux de l'Amérique, ne sont pas intarissables. Il faut donc pourvoir à leur remplacement en en cherchant ailleurs, en pratiquant comme un vulgaire brigand impérialiste. L'Azerbaïdjan iranien étant de même constitution géologique que son voisin de l'U.R.S.S., les ambitions et les besoins de celui-ci le pousse à le convoiter sérieusement.

Jusqu'à présent l'extraction du pétrole iranien était

pour les intéressés et que cela est un fait de grande importance politique.

Nous le croyons aussi. Nous pouvons nous imaginer que tous les capitalistes britanniques se transformeront en socialistes enthousiastes. En garantissant un intérêt de 12 % sur le capital exproprié et un profit sûr comme revenu payé par l'Etat, nous prévoyons que cette espèce de socialisme triomphera bientôt dans le monde entier.

(Du service de presse de l'A. I. T.)

— LA VIE DE LA FÉDÉRATION —

GROUPES D'ALGER

Les adhérents se rencontrent tous les dimanches matin au lieu habituel. Vente et location de librairie et périodiques traitant des questions syndicales et professionnelles ainsi que des sujets sociaux et économiques.

Nous y recevons quiconque veut connaître notre groupement ou désire des renseignements. S'adresser au camarade qui vous aura fait connaître le journal ou écrire au siège de la Fédération, à Paris.

Travailleurs salariés, vous pourrez consulter les textes et le barème de l'Arrêté du 26 septembre 1945 relatif à la révision des salaires en Algérie (augmentation de 30 % avec effet rétroactif au 1^{er} août) dans le *Journal officiel de l'Algérie* du 28 septembre 1945, n° 78.

Une ordonnance du 4 octobre 1945 (*Journal officiel de l'Algérie* du 25-10-45) ainsi qu'un arrêté du 20 octobre 1945 (*J.O.A.* du 13-11-45) viennent de modifier le régime des allocations familiales.

Les camarades pourront consulter ces textes et obtenir tous renseignements à notre permanence du dimanche matin.

Le bénéfice de ces allocations est étendu en principe à tous les travailleurs salariés, y compris le personnel domestique.

L'âge limite des enfants y donnant droit est porté à 14 ans, et même à 21 ans dans certains cas.

Les cas d'interruptions de travail, de décès, de divorce, maladie, maternité, etc., y sont prévus.

Travailleurs notre groupement n'est pas un parti, il ne s'occupe pas de politique, il s'en tient à l'activité d'ordre professionnel et économique. Mieux-être immédiat par l'entraide professionnelle mutuelle. Etude de meilleures conditions économiques de vie future. Adhérez, venez avec nous.

Un pour tous, tous pour un.

Une permanence est ouverte tous les jours de la semaine de 15 h. à 19 h. et le samedi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h.

Pour tout renseignement concernant la Fédération s'adresser à la permanence.

Un service de librairie fonctionne à la permanence et s'efforcera de satisfaire les camarades.

Pour vos achats de livres, brochures, camarades, passez à la permanence.

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)
(Métro Belleville)

assuré en presque totalité par l'« Anglo-Iranian Oil Co » qui le traitait sur place. Son activité s'exerçait surtout dans le Sud-Ouest. Pour ce qui est du nord et de l'Azerbaïdjan, le Gouvernement de Téhéran s'est engagé envers les Compagnies américaines à leur fournir des concessions étendues et en priorité sur les autres Compagnies étrangères. Les pourparlers ont été menés rondement, les dollars ont été un argument convaincant, d'autant plus que l'installation de ces Compagnies suppose un nouvel aménagement économique modifiant et modernisant sa structure actuelle, source de profits nouveaux pour la bourgeoisie indigène pour qui l'indépendance est une monnaie d'échange.

Les financiers yankee ne paraissent pas décidés à lâcher leur proie, pas plus que les russes. La question doit être débattue à la Conférence des « Trois Grands » larrons à Moscou. Qui l'emportera? Il est possible qu'en définitive ils s'associent pour dépouiller le peuple iranien de ses richesses naturelles. Ne dit-on pas que ce « tour d'exploration » est le prélude à une détente internationale? S'il y a détente c'est qu'il y a accord pour que les mêmes victimes fassent les frais de leurs marchandages, que ce soit au sujet de l'Iran ou de tout autre chose.

Quand le gendarme se fait bandit !

Un petit village à la frontière franco-espagnole. Un carabinier passe majestueux : le règlement est élastique pour les habitués. Son manteau-cape tombe superbement de ses épaules. Un cercle se forme. Alors le carabinier écarte son manteau : attachés à la ceinture il porte 3 litres d'huile, du chocolat, du savon, des soieries. Ne marchandez pas, tous les commerçants de l'endroit vous indiqueront les prix du marché noir aussi officiels que les autres.

Car l'Espagne possède bien des choses qui nous manquent. Abondance factice produite par la misère ! Les ouvriers espagnols gagnent si peu qu'ils ne peuvent rien acheter en dehors du strict indispensable. Et les policiers innombrables, clef du régime, n'ont pas à craindre non plus les indigestions. Alors... ils se débrouillent. Et ces grands manteaux sont si commodes pour passer les marchandises...

Mais les contrebandiers, — les vrais, — que font-ils pendant ce temps-là ? Eh bien, ils se débrouillent de leur côté.

Et les bandits?... Ils courent.

Voilà pourquoi les actes de pillage, — révolte ou banditisme, — se multiplient. Voilà pourquoi le régime espagnol est en pleine décomposition.

Franco lâché par le peuple qui le vomit, par les monarchistes qui le tournent en ridicule, par les requêtes qui commencent à faire parler la poudre, par les industriels dont les affaires étant dans le marasme, ne trouve plus d'appui suffisant ni dans l'armée, ni dans la police, ni dans la Compagnie de Jésus qui le trouve trop compromettant. Et pourtant il s'accroche. Soutenu par un tas de malfaiteurs publics groupés dans la phalange, des gens qui ont vendu père et mère, — comme on dit, — tué leur frère et mis le feu à la grange de leur voisin, des gens dont chacun est un assassin, dont chacun mérite la corde et qui le savent, et qui défendent leur peau en défendant leur Caudillo, Franco répond à l'abandon par la terreur.

Mais les policiers font du marché noir au lieu de pourchasser les bandits ou les opposants politiques. Qu'à cela ne tienne : on arrête au hasard tous ceux qui sont soupçonnés de n'être pas franquistes, — et ils sont des millions, — et des millions d'hommes sont emprisonnés depuis quelques mois.

Et qu'on les torture, pour faire peur aux autres qu'on n'a pas le loisir de rechercher ! Et Auswittch et Dachau ont leurs frères en Espagne.

Et qu'on les fusille pour en finir ! Et les condamnés de Cadix ne sont qu'un exemple entre mille de cruauté.

Ils étaient 22 qui étaient des hommes qui riaient à la vie, au soleil, à l'espérance, qui caressaient leurs enfants et prenaient leur femme par la main quand ils marchaient sur le chemin. Ils sont morts. Et nous pouvons rire encore et manger s'ils n'étaient pas nos frères ! Et l'indignation ne nous soulève pas ! Et les fusils ne parlent pas encore !...

Ah !... quelles vengeances se préparent en Espagne !

« Taisez-vous ! » va me crier aussitôt quelque timide. « Il ne faut pas parler de ça ! sinon les démocraties ne feront rien contre Franco. »

Elles commencent à nous plaire les démocraties, — elles et leur prudence et leurs marchandages, — autant l'américaine que l'anglaise qui s'oppose à la rupture des relations avec Franco ou que la russe qui, le 15 novembre dernier, disait à radio-Moscou, dans son émission en espagnol : « Il faut que les Espagnols comprennent les gouvernements qui en attendant la rupture des relations, concluent des traités de commer-

ce avec l'Espagne. » Et vas-y donc : l'argent n'a pas d'odeur !

Mais s'il y a une démocratie, qui nous plaît plus que les autres, c'est bien celle que dirige ce grand déguinguandé de De Gaulle. Pendant 4 ans, celui-là, nous a dit, ou nous a fait dire de radio-Londres : « Pas difficile pour arrêter les trains : un pétard de dynamite suffit, — de préférence aux aiguillages. Et faites donc sauter les ponts et les tunnels aussi. » Et il nous envoyait de la dynamite par parachute !

Pense-t-il donc que nous l'ayons toute employée cette dynamite ? Et que nous ne saurions pas nous en procurer d'autre s'il nous en manquait ? Et que nous avons oublié ses leçons ?

Nous voulons arrêter le commerce de l'Espagne, et si nous ne sommes pas capables du moins — pas encore, — de l'arrêter par bateaux, nous sommes capables de l'arrêter par train. Qui en peut douter ?

Il y aura de la prison pour certains, mais il y aura un bel exemple donné au monde.

Et que les démocraties y songent : ça gagne vite, ces mouvements-là. Franco vaut-il pour elles de courir le risque d'une révolution ?

Il est juste temps pour elles d'agir avant que nous n'agissions !

Paul LAPEYRE.

AUX GROUPES

AUX CAMARADES ISOLES

Les cartes et timbres 1946 sont édités et à la disposition des camarades.

Passer les commandes au Trésorier :

René DOUSSOT,

9, avenue de la Porte-Clignancourt
Paris (18°)

Pour tout envoi de fonds concernant

« L'ACTION SYNDICALISTE »

« LA FEDERATION
SYNDICALISTE »

ainsi que la Librairie :

C. C. 5046-35 Paris

René DOUSSOT

9, avenue de la Porte-Clignancourt
Paris (18°)

Pour ce qui concerne

« La Bataille Syndicaliste »

et « Le Comité de Défense
Syndicaliste »

C. C. 4522-38 Paris

A. CAPELLE,

9, avenue Secrétan, Paris (19°)

Imprimerie Spéciale
de l'Action Syndicaliste



On nous prie d'insérer :

Camarades métallurgistes qui êtes las des manifestations politiques dans les syndicats de la C. G. T., n'abandonnez pas l'action syndicale ; vos intérêts sont permanents, la lutte à mener pour arracher vos revendications l'est aussi.

Adhérez au Syndicat des Métaux de la Région Parisienne.

Permanence tous les samedis après-midi, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10° arrondissement).

Service de Librairie de l'A. S.

<i>Les Syndicats ouvriers et la Révolution Sociale</i> (P. Besnard)	Fr. 30
<i>Le Monde Nouveau</i> (P. Besnard) (épuisé).	
<i>L'Ethique du Syndicalisme</i> (P. Besnard)	20
<i>Dans la Tourmente</i> (livre sur l'Espagne)	30
<i>La Véritable Révolution Sociale</i> (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric)	25

BROCHURES

<i>La C. N. T. parle au Monde</i> (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.)	5
<i>Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire</i> (contenant buts et principes de l'A.I.T., les statuts de la C.G.T.S.R., les statuts types de syndicat, conseils utiles, etc...)	5
<i>Propos d'un Educateur</i> (Sébastien Faure)	5
<i>Pour la justice économique</i> (Barbedette)	5
<i>La fin de la guerre</i> (Ernestan)	5
<i>Deux martyrs: Sacco et Vanzetti</i> (Sébastien Faure)	5
<i>La Politique et les Politiciens</i> (E. Rothen)	10
<i>Mourir pour la Patrie</i> (Ch. Boursinot)	10
<i>Qu'est-ce que le prolétariat</i> (Lashortes)	5
<i>Les anarchistes</i> (Sébastien Faure)	5
<i>Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme</i> (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937)	2
<i>Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire</i> (P. Lapeyre)	1
<i>En se promenant</i> (Editions C.G.T.S.R.)	1

Pour tout envoi franco, joindre frais d'expédition et de recommandation en plus.

Le meilleur moyen de soutenir « L'ACTION SYNDICALISTE », c'est de s'abonner.

Camarades, abonnez-vous.

Nom et prénom

Adresse

déclare souscrire un abonnement pour 12 numéros à l' « Action Syndicaliste ».

Abonnement ordinaire à 45 fr.
ou un abonnement de soutien à 100 fr.

Envoyer ce Bulletin à René DOUSSOT, 9, avenue Porte-de-Clignancourt, Paris-18°. C. C. 5046-35 Paris.

l'Action Syndicaliste

A. I. T.

Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste

A. I. T.

VERS UNE DICTATURE LARVÉE

La crise ouverte par le départ du Général de Gaulle, provoqué par l'indocilité d'une unanimité nationale factice, ne semble pas être à la veille d'être résolue.

Sur le plan parlementaire, la décomposition se poursuit, mettant à nu les tares et les vices d'un régime représentatif qui n'est qu'une coalition d'intérêts politiques pour la restauration d'un système économique condamné par l'Histoire.

Le prédécesseur de M. Félix Gouin à qui l'on reprochait de ne pas tenir compte de la souveraineté nationale, de manifester des velléités autoritaires, de ne pas se faire l'arbitre des partis, doit être confondu devant la désinvolture avec laquelle les partis ont décidé de supprimer la souveraineté parlementaire. Pour éviter la prééminence d'un homme, ils installent la dictature des partis.

En ce cas, on se demande à quoi sert un Parlement. En fait, ils apportent la démonstration de son inutilité, chose dont nous sommes convaincus depuis longtemps.

Par conséquent, plus besoin d'assemblée, les députés délibèrent, décident, un petit cénacle de députés réuni en commission entérine et représente la nation à parole. C'est commode, pratique et expéditif. Ça ne sera pas plus mal qu'avant, les résultats ne seront pas pires, s'ils ne sont pas meilleurs.

Puisque les gesticulateurs sont en surabondance, en toute logique il faudrait que la compression d'emplois atteigne ces fonctionnaires d'une espèce particulière. Pourquoi garder 600, si une vingtaine suffisent? Une vingtaine de dictateurs, évidemment. A la direction des « grands » partis « représentant la classe ouvrière » pour que la démocratie soit sauvée. Il n'y aurait même plus besoin d'élections, chacun adhérerait au parti de son choix. Quant à ceux qui sont sceptiques sur la valeur et l'utilité du parlementarisme-croupion, une bonne petite loi « organique » les mettrait à la raison. Il n'y aurait qu'à les déclarer d'indignité nationale. Vous pouvez être sûrs que la démocratie des banques et des exploités serait ainsi définitivement consolidée.

A la vérité, cette crise n'est pas due uniquement au fonctionnement des institutions du système capitaliste. Elle est bien plus profonde. Ses causes ont leurs racines dans l'ébranlement du régime consécutif à la guerre, à son incapacité chronique à satisfaire aux besoins des hommes. La guerre avec ses destructions, sur le vieux continent, en même temps qu'elle a pulvérisé son appareil de production, a accru le potentiel économique et industriel d'outre-Atlantique dans des proportions gigantesques. Pour remonter la pente, la France doit et a sollicité des concours onéreux, comportant des obligations inexorables auxquelles elle doit faire face si elle ne veut pas aliéner son indépendance non seulement politique, mais aussi économique.

En maintenant son attachement aux théories et aux principes classiques de l'économie libérale et capitaliste, elle ne peut opter que pour une solution qui implique une accélération des échanges internationaux, de façon à se procurer une contre-partie aux importations. Dans la situation présente, ce mécanisme donne comme conséquence une ponction dans la substance du pays, en mettant à contribution les ressources insuffisan-

tes dont dispose le pays pour sa subsistance.

Mais sur le marché international, les concurrents sont nombreux, certains disposent de moyens financiers et industriels qui les placent dans une situation privilégiée. La France est nettement infériorisée par son outillage désuet, périmé et fatigué. Ses prix de revient sont plus élevés qu'ailleurs. Ses prix intérieurs dépassent les cours mondiaux. Comment exporter dans ces conditions? D'autant plus que ces exportations conditionnent dans une certaine mesure la reprise de l'activité économique.

Nos augures officiels n'ont fait guère preuve d'originalité, en reprenant la politique poincariste.

Félix Gouin vient d'inaugurer une politique déflationniste impopulaire qui aura de répercussions sérieuses sur le standard de vie des travailleurs, entraînant une désaxation politique de ces derniers. Il faut même ajouter qu'elles offriront des conjonctures favorables à notre audition par eux.

Les mesures financières du Gouvernement actuel démontrent que le capitalisme tourne dans un cercle vicieux, qu'il est incapable de trouver une issue à sa crise.

Les réformes de structure sont impuissantes à y remédier, puisque, obligé de faire feu de tout bois, les nationalisations sont remises en cause par ceux-là mêmes qui les avaient votées; leurs immeubles et leurs portefeuilles seront vendus. En d'autres termes, ce qui a été acheté sera revendu, sauf les moyens de production, à des personnalités, si ce n'est aux anciens propriétaires. Et dans quelles conditions!

Rien de positif, rien de constructif ne peut sortir du capitalisme décadent. Il faut, pour sortir du marasme, pour que l'humanité s'achemine vers une ère nouvelle de prospérité, que les producteurs imposent leur solution.

Ce ne sont pas des réformes structurelles qui ne font que modifier les rapports de production qui sont susceptibles de renverser la situation, mais des mesures radicales et profondes qui atteignent les **RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ**.

C'est par la syndicalisation des moyens d'échange et de production comportant, en plus de la gestion économique directe des travailleurs, une **MUTATION DE LA PROPRIÉTÉ** qui ne laisse plus trace au **PROFIT**. Tout au moins dans les secteurs vitaux de l'économie.

La syndicalisation ainsi conçue devrait avoir pour corollaire un aménagement du système financier non plus basé sur l'or, mais sur le travail.

Un des derniers hommes d'Etat de notre IV^e (?) République déclarait, dans un récent discours, que les véritables richesses de la France étaient « ses cerveaux et son travail ». C'est parfaitement vrai. C'est rompre aussi avec les théories économiques, autant surannées que stupides, qui proclamaient que le capital engendre le travail, alors que c'est le contraire qui est vrai. Mais cette vérité, elle devrait se traduire dans les faits.

Nous n'avons que faire de tous les stocks d'or que la Banque de France garde jalousement dans ses caves ou ailleurs, si nous n'avons rien à nous mettre sous la dent.

Une monnaie-travail, gagée sur les richesses naturelles et sur les moyens de pro-

LA SOLUTION DU PROBLÈME COLONIAL

Il y a un malaise colonial. Vouloir le nier serait se refuser à reconnaître l'évidence. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler ce qui s'est passé en Algérie, principalement dans la région de Sétif, plus récemment à Dakar et dans une grande partie de l'A.O.F.; enfin il y a la grave question d'Indochine. Je suis d'ailleurs persuadé que dans toutes les autres Colonies, il y a aussi de graves mécontentements.

Cette situation prend ses sources très diversement. Chaque Colonie a sans doute des raisons particulières, mais toutes en ont de communes et générales. Elles sont donc assez difficiles à expliquer et même à comprendre. Essayons, cependant, d'y parvenir.

En ce moment, le grand sujet de mécontentement paraît découler de la guerre elle-même. Comme chacun sait, les Colonies ont pris place dans la guerre alors que la Métropole n'y était plus, au moins activement. C'est du Tchad, du Congo, voire même de la Nouvelle-Calédonie que sont partis les premiers volontaires de la Résistance. C'est en pleine Afrique noire que se sont formés les bataillons qui devaient, après des randonnées incroyables, arriver en Tripolitaine, batailler à Bir-Hakeim et remonter sur la Tunisie, puis passer en Sicile, en Italie, etc. Or, depuis la fin des hostilités en Europe, la majeure partie de ces soldats coloniaux sont encore en France, dans des camps, dans des ports. Ils ont la nostalgie de leur pays et ça se comprend aisément. Il n'y a pas de bateaux, leur répondent les autorités, pour vous rapatrier. Ils ne parviennent pas à trouver cette réponse pertinente. Pour tous ces esprits simples, si on en a trouvés pour les faire venir, on doit en trouver encore pour les faire revenir. Logique élémentaire, mais logique tout de même. Je crois, mois aussi, que si on voulait, en haut lieu, rapatrier tous ces gens, on y parviendrait. Il y a bien quelque part, maintenant, des bateaux inutilisés et on doit pouvoir en acquérir quelques-uns pour ramener chez eux ces braves gens. Ce ne serait d'ailleurs pas une mauvaise opération, puisqu'aussi bien les mêmes bateaux pourraient, à leur voyage de retour, être chargés de marchandises qui nous font défaut et qui, faute de moyens de transport, se détériorent sur place, causant la ruine des économies coloniales.

Il est donc certain qu'en faisant disparaître cette cause de mécontentement, momentanée, mais moralement très grave, on résoudre partiellement un problème économique d'importance.

Il est certain qu'à côté de cela, il y a d'autres causes, plus générales, économiques et politiques. La liaison, notamment entre la France et les Colonies est très relâchée depuis le début de la guerre. Pen-

duction, serait à l'abri des fluctuations et des estimations arbitraires; elle aurait un pouvoir d'achat constant, invariable, qui permettrait une stabilisation des prix en attendant qu'une réorganisation totale nous oriente vers une économie distributive.

Quant à l'or, puisqu'il est d'un attrait irrésistible pour les financiers internationaux, il servirait pour les paiements extérieurs. D'ailleurs, mieux vaudrait que ce soit avec ça plutôt qu'avec notre blé, notre vin, nos produits alimentaires ou manufacturés, ce qui se fait présentement, malgré la pénurie dont nous souffrons.

En somme, ce n'est pas de thérapie qu'il s'agit, mais de chirurgie.

Le salut n'est pas ailleurs.

dant près de 5 ans, elles furent livrées à elles-mêmes. Cela a eu pour conséquence de les obliger à prendre des initiatives, à organiser leur vie en ne comptant que sur elles. Elles ont, en quelque sorte, pris l'habitude de l'indépendance. Il est bien difficile de leur en faire perdre le goût maintenant et je ne suis pas certain qu'on se rende bien compte de cela dans les sphères gouvernementales. Pourtant, certaines paroles prononcées par l'amiral Thierry d'Argenlieu, gouverneur général de l'Indochine, le laisserait supposer en partie. Tant mieux si cela est.

On doit aussi retenir ceci. Pendant plus de 4 ans, les Colonies ont produit des choses en quantité et, toujours faute de bateaux ou par suite du blocus, elles ont dû écouler ces produits vers d'autres destinations, prendre de nouvelles habitudes et, aujourd'hui encore, elles sont dans l'impossibilité de commercer normalement avec la Métropole. Elles ont donc conquis, par la force des choses, une sorte d'indépendance économique, qui, jointe à une semi-indépendance politique, n'est pas loin de représenter l'indépendance tout court.

Enfin, elles ont eu affaire à des clients nouveaux; elles ont parfois vécu sous des régimes nouveaux et connu de nouveaux pavillons: ceux de nos alliés, et tout cela a bouleversé leurs habitudes, même après leur retour à la France. Dans de nombreux endroits des troubles ont éclaté, parce que la faim s'y faisait sentir et que, dans notre pénurie et notre misère actuelles, nous étions incapables de pourvoir à la subsistance de nos frères coloniaux. Et cela n'est pas fini, puisque la presse affirme que le 15 février, la famine pourra faire son apparition dans certaines régions algériennes et dans les territoires du sud. La disette est endémique au Maroc et il ne semble pas qu'on soit décidé à tout faire pour la juguler. D'autre part, l'Algérie, cette seconde France, dispose de quantité énorme de vin et d'autres produits qui nous font terriblement défaut et nous sommes incapables d'aller les chercher, faute de bateaux. Il serait aussi urgent, croyons-nous, de se procurer ces bateaux que d'acheter des matières premières. Les deux vont de pair, à notre avis, et ce faisant, on établirait des courants d'échanges profitables.

Que d'autres raisons, plus subtiles, ne soient pas étrangères à la crise coloniale, ce ne paraît pas douteux; que certaines colonies, comme le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, le Congo et d'autres plus lointaines soient l'objet de sollicitations au cours desquelles la France n'apparaît pas sous un jour très favorable, c'est évident.

Mais, à tout cela, il y a un remède énergique, qui paraît être le suivant: la constitution entre la France et ses colonies d'une vaste Fédération, après que les colonies eussent, au préalable, reçu leur indépendance. Si l'amiral d'Argenlieu a pu déclarer que le fait, pour les annamites, de revendiquer leur indépendance ne le choquait nullement, pourquoi ne pas accorder aux colonies cette indépendance?

Il est devenu évident que les peuples coloniaux ont presque tous acquis une maturité suffisante pour se diriger eux-mêmes. Cela doit être reconnu par la Métropole et celle-ci doit en tirer toutes les conséquences qui en résultent. J'ajoute que c'est le seul moyen, pour la France, non pas de conserver son empire colonial, mais de grouper autour d'elle toutes ses anciennes colonies, de se les attacher à nouveau, pour marcher avec elles vers de nouveaux destins.

Reconnaître l'indépendance des colonies, s'en faire des alliés, construire avec elles une nouvelle économie, mettre en valeur, par une aide intelligente et constante les richesses de ces pays, c'est créer de la prospérité, de l'abondance là où règnent la misère et le rareté. C'est aussi marcher, avec certitude, vers un avenir différent et meilleur.

Je ne sais si on se rend compte de l'importance de la question, si on en saisit bien tout l'intérêt, mais en tout cas la seule solution à apporter au problème colonial est incontestablement là.

La France s'honorerait grandement en adoptant cette solution humaine et juste. Elle servirait aussi utilement ses intérêts, tout en servant la cause des peuples coloniaux en général et celle de l'Humanité tout entière. En effet, les autres puissances coloniales ne pourraient encore bien longtemps refuser à leurs colonies ce que la France accorderait aux siennes. Ce serait, cette fois-ci, la fin du colonialisme, le commencement de la compréhension et de la fraternité des peuples, sans distinction de races, ni de couleurs, et ce serait aussi un pas immense fait dans la voie de la paix générale entre tous les peuples.

VAGUE DE GRÈVES AUX ÉTATS-UNIS

La vague de grèves continue à déferler sur les Etats-Unis d'Amérique. Et le désarroi est à son comble, dans les sphères gouvernementales et patronales.

Les industriels américains, chacun le sait, ont réalisé, du fait de la guerre, des fortunes colossales, des bénéfices extraordinaires. Mais cela ne les incite pas, loin de là, à donner satisfaction aux revendications de leurs ouvriers.

De leur côté, ceux-ci, qui se rendent parfaitement compte de la position très privilégiée de leurs employeurs, entendent bien participer, sous forme d'augmentation de salaires, à cette prospérité dont ils ont été, au fond, les véritables artisans.

Le gouvernement enfin, comme partout ailleurs du reste, paraît incapable de faire son choix: de soutenir ceux-ci ou ceux-là. Il préfère une attitude d'expectative et ne s'engage ni d'une façon, ni d'une autre. En somme, il n'a pas l'attitude d'un gouvernement qui sait ce qu'il veut, où il va et surtout où il veut aller. En temps normal, cette position n'aurait sans doute pas des conséquences bien graves; elle lui permettrait peut-être même, en choisissant son moment, de faire figure d'arbitre dans les meilleures conditions pour lui. Mais nous ne sommes pas en temps normal et telle attitude qui aurait pu être bénéfique, se révèle au contraire très dangereuse pour le gouvernement lui-même et sape son crédit tous les jours un peu plus.

Et puis, Truman n'est pas Roosevelt. Il n'en a ni la popularité, ni le ressort, ni ce don psychologique qui faisait deviner tant de choses à Roosevelt.

La situation est donc très grave et le silence de l'administration Truman n'est pas fait pour l'arranger et l'aiguiller dans la voie de la détente.

La presse d'aujourd'hui, 21 janvier, annonce que la « plus grande grève » de l'histoire des Etats-Unis a commencé à minuit et que 800.000 ouvriers métallurgistes ont cessé le travail, par suite du rejet des propositions de Truman par les patrons. Elle affecte, en outre, plus d'un demi-million de travailleurs des autres branches de l'industrie.

Cette grève doit être bientôt suivie de celle des cheminots et des mineurs qui, au nombre de deux millions s'appêtent à quitter le travail et elle a été précédée de la grève des téléphones et du personnel des ascenseurs de New-York.

Le conflit est donc total entre les patrons et les ouvriers et d'après le président du syndicat des travailleurs de l'industrie automobile, qui place la question sur son véritable terrain: « il faut que la poignée de millionnaires se décident à choisir entre la paix industrielle et la lutte à mort avec les travailleurs américains. »

En effet, la constitution de ces Fédérations entre les Métropoles et leurs colonies n'ouvrirait-elle pas la voie à d'autres Fédérations entre les peuples dits libres eux-mêmes? N'y a-t-il pas dans cette idée de constitution de Fédérations inter-continéntales entre les Métropoles et leurs colonies, quelque chose de très important qui milite en faveur de la formation de Fédérations inter-continéntales entre les pays composant un même continent et, par extension, d'une Fédération mondiale?

Je le crois très sincèrement et je ne vois pas ce qui pourrait s'opposer à la réalisation de ce fédéralisme continental et universel, qui serait la garantie majeure de la Paix entre les peuples et les individus.

Si oui, alors qu'on s'y engage dans cette voie, sans tarder.

Ces déclarations suffisent à montrer le caractère véritable de la lutte maintenant engagée à fond entre le capital et le travail.

Nous avons dit, il y a quelques semaines, ici même, que le moment était arrivé, pour les travailleurs américains, de se rendre compte qu'ils appartenaient, comme leurs frères de tous les pays, au prolétariat et qu'ils devraient se conduire vis-à-vis de leurs employeurs, comme tous les prolétaires du monde.

Aussi, nous n'hésitons pas à leur dire: Votre combat est notre combat, comme il est celui de tous les travailleurs du monde et tous sont à vos côtés et souhaitent votre victoire de tout leur cœur.

Mais cela serait seulement une manifestation sentimentale si nous en restions là. Nous devons donc en tirer d'autres enseignements et d'abord celui-ci: la lutte de classes est internationale et il importe qu'elle soit organisée à l'échelle suivant laquelle elle se déroule.

La lutte qui vient de commencer aux Etats-Unis est lourde de conséquences. Ouverte par l'intransigeance du patronat américain, elle a, dès l'origine pris son véritable caractère en raison de la conjoncture économique favorable à l'action des travailleurs. Elle aboutira vraisemblablement à un succès. Cependant, ce succès n'aura de répercussions qu'aux Etats-Unis, si la Fédération syndicale mondiale et l'Association Internationale des Travailleurs ne réussissent pas, chacune de leur côté, à internationaliser la lutte engagée, à lui donner le caractère évident de lutte internationale contre le capitalisme et à la poursuivre avec toute l'énergie désirable.

Nous savons que c'est le plus ardent désir de l'Association Internationale des Travailleurs, mais nous ne pourrions en dire autant, malheureusement, en ce qui concerne la Fédération Syndicale mondiale, que cette situation semble plutôt laisser indifférente.

Est-ce que cette organisation mondiale, qui groupe, nous dit-on, 55 pays et près de 100 millions de travailleurs, va rééditer la Fédération syndicale internationale, de si triste mémoire ou, au contraire, est-ce qu'elle va se décider à lancer ses lourdes cohortes dans la bataille sociale et livrer le combat pour lequel elle semble avoir été constituée?

Elle est à la croisée des chemins. Lequel prendra-t-elle? Nous serons fixés sous peu.

Vouloir être représentée aux Conférences préparatoires de la Paix et participer à l'édification de celle-ci est un louable souci. Mais, pour le moment, il ne nécessite qu'une action diplomatique, dirons-nous, alors qu'une autre, plus exigeante, requiert une action tout court et immédiatement.

Les deux actions peuvent d'ailleurs être menées de front, sans que l'une ou l'autre ait à en souffrir et rien ne milite pour que la seconde soit abandonnée.

La solidarité internationale à l'égard du prolétariat américain exige, en tout cas, que la Fédération syndicale mondiale prenne position et le fasse rapidement et c'est là où nous la jugerons, elle et ses lourdes centrales, si atones dans leurs pays respectifs.

Elle a la parole.

ABONNEMENTS

Abonnements ordinaires. 45 fr.
Abonnements de soutien 100 fr.

Pour tout envoi de fonds:

C. C. 5046-35 Paris

R. DOUSSOT, 9, avenue de la
Porte-Clignancourt, Paris (18^e)

Pour toutes commandes et envois de fonds,

adressez-vous à R. DOUSSOT
9, Avenue de la Porte Clignancourt - Paris - 18

BRETTON - WOODS

C'est un fait, l'accord international, dont la France a adhéré le 27 décembre, est en voie d'application. Les caractéristiques principales sont connues: création d'un fonds monétaire et de stabilisation des changes, d'une banque internationale pour la reconstruction par l'ouverture de crédits à long terme aux pays dévastés. Le fonds monétaire sera constitué par des souscriptions des Etats signataires pour un total de 8 milliards 800 millions de dollars, la France versant 450 millions de dollars, soit 53 milliards 595 millions de francs Plevin, dont environ 12 milliards en or. La banque sera dotée d'un capital de 9 milliards 100 millions de dollars couvert par les versements proportionnels des nations adhérentes.

La France recevra du fonds de stabilisation, en principe, c'est-à-dire que les chiffres pourront être révisés, des crédits s'élevant à 112 millions 1/2 de dollars par an, au total 562 millions 1/2, soit annuellement 13 milliards 398 millions de nouveaux francs. L'intérêt n'est pas fixé, mais comme la banque se propose de stabiliser son taux, il y a tout lieu de penser que ce sera autour de celui fixé à l'emprunt consenti à l'Angleterre ou celui de l'Export-Import Bank à la France, de 550 millions de dollars au taux de 2 3/8 %.

Pour faire face aux charges qu'entraînerait sa reconstruction, la France ne pourra se contenter des crédits qui lui reviendront de par sa participation aux deux organismes précités. Elle devra, d'une part, solliciter des emprunts à l'extérieur; d'autre part, faire appel à l'épargne du pays.

Sur le premier point, des négociations seraient en cours, en Amérique, pour l'octroi d'un crédit de 2 milliards de dollars à long terme, au taux de 2 %, avec remboursement échelonné.

Si le plan financier aboutit dans son ensemble, c'est au bas mot 25 milliards d'intérêts que la classe ouvrière devra payer chaque année aux financiers internationaux, sans compter les annuités de remboursement qui s'élèveront à une quinzaine de milliards par an.

Ceci implique une sortie de devises qui risquerait à tout moment de compromettre la sécurité de la monnaie, de reconsidérer le taux des changes si une contre-partie n'est pas offerte à la France par des exportations importantes.

Mais quoi exporter, puisque la reconstruction est à peine ébauchée, que les usines tournent au ralenti faute de matières premières, que leur outillage est ou fatigué ou désuet, que le réseau ferroviaire ne s'est pas encore relevé de ses destructions, que les ports ne peuvent assurer un trafic répondant aux besoins, que l'agriculture sort lentement de son marasme, déjà notablement insuffisante à pourvoir au marché intérieur rationné ou contingenté?

Par des restrictions plus graves, s'étendant sur tous les produits consommables, exporter l'excédent. « En même temps exporter, c'est-à-dire soustraire à notre propre pénurie d'importantes ressources et, notamment, prélever en faveur des produits et des fabrications destinés à l'étranger, une partie de nos propres et médiocres moyens », déclarait le général de Gaulle à la Constituante.

Parallèlement, pour maintenir le rapport entre les salaires et les prix actuels, développer la production pour réduire les marges bénéficiaires.

Mais ce développement de la production, qui vise moins à accroître les capacités d'absorption du marché national qu'à une expansion extérieure, n'est nullement certain de trouver les débouchés qui lui font défaut, même de retrouver ceux d'avant-guerre.

Les Américains, en établissant les bases de cet accord, se sont inspirés surtout des

conjonctures économiques nationales qui découleront de la cessation des hostilités, du passage de l'économie de guerre à l'économie de paix. En échange de leurs capitaux, ils exigent l'abolition des régimes préférentiels, l'abandon des tarifs protectionnistes, le contrôle des changes par le fonds monétaire, en somme toutes choses qui leur donneront des avantages sérieux pour l'écoulement de leurs produits dont les prix peuvent affronter favorablement ceux de l'économie continentale, grâce à un puissant appareil de production, d'une technique hautement développée, et d'une productivité considérable.

Il n'y a pas que les Etats-Unis qui devront agir dans le domaine des échanges internationaux pour assurer le plein-emploi de sa main-d'œuvre et un standing de vie minimum à cette dernière pour pallier aux troubles sociaux. L'Angleterre, pour amortir ses dettes de guerre et rénover son équipement industriel, a été obligée de faire appel à la finance américaine, ce qui l'amène, pour faire face à ses obligations, assurer le service de sa dette, à orienter sa production vers l'exportation.

La France va se trouver dans une compétition qui sera une course de vitesse déjà acquise par les Etats-Unis alors qu'elle est au point mort. Il y a, évidemment, des industries, celles de luxe et de la haute couture, qui bénéficieront de leur renommée et se frayeront une voie dans les débouchés, mais dans l'ensemble elles subiront une pression vigoureuse de l'industrie étrangère, sur les marchés continentaux et extra-continentaux.

Les conséquences d'une balance commerciale déficitaire permanente, ou périodiquement permanente, seraient considérables pour l'évolution politique du pays. Ce serait, à bref délai, la main mise yankee sur l'économie française par la prise de gages pour le paiement des intérêts et le remboursement des emprunts. On sait que la banque de reconstruction pourra suspendre le paiement des annuités lorsque la balance du commerce extérieur d'une nation motivera sa carence, mais il est clair qu'un moratoire ne pourra en surseoir indéfiniment l'exécution. Pour les emprunts contractés à d'autres sources, il n'est pas certain que la même clause soit insérée. De cela, on peut inférer que si le colosse industriel américain n'est pas jugulé par la concurrence, ce qui est douteux, la France, malgré ses restrictions et les privations imposées aux masses laborieuses, en mauvaise posture pour le placement de ses produits à l'étranger, inapte ou impuissante à se procurer de nouvelles sphères d'écoulement, ou de se substituer à l'extérieur aux produits et objets étrangers, le capital financier international se superposera au capitalisme français dans l'exploitation de la classe ouvrière.

Pour acquérir les moyens de domination sur cette situation, la bourgeoisie française est sortie du traditionalisme économique. Elle s'oriente de plus en plus vers le dirigisme. Orientation de la distribution du crédit sous le couvert de nationalisation, demain de l'électricité, peut-être du gaz et de certaines industries-clé. Non pas expropriation, mais contrôle pour réduire les marges excédentaires à un profit licite et orientation dans le cadre d'une économie planifiée où seuls quelques secteurs auront une initiative et une liberté d'action relative.

Ces mesures ne peuvent avoir un caractère décisif, puisqu'elles maintiennent l'existence et la mobilité du profit.

A l'annonce de la nationalisation du crédit, la Bourse s'est agitée fébrilement, la cote a subi une courbe descendante comme elle n'en avait pas connu depuis de nombreuses années. Mais la perspective d'apports importants aux détenteurs de capitaux

pour la reconstruction, avec toutes les opérations fructueuses que cela entraînera, a fait remonter le niveau de la confiance. C'est dire que le caractère social qu'on leur conférerait se trouve considérablement diminué à la lueur des faits. La propriété privée n'est nullement atteinte, si ce n'est le pouvoir discrétionnaire des propriétaires.

Aux charges qui résulteront de la dette extérieure, s'ajouteront celles d'une dette flottante enflée par les prochaines ponctions dans l'épargne et que devra supporter le monde du Travail, sans qu'en compensation des sacrifices identiques soient exigés des classes possédantes.

En haut lieu on se rend compte que le mécontentement prendra une forme aiguë dans un proche avenir, que les salaires insuffisants maintenant le seront davantage demain, qu'il faudra les reviser, ainsi que les traitements, mais avec le dessein de relever les salaires nominaux pour maintenir les salaires réels, soit en élevant les prix par la suppression des subventions et des primes à la production ou l'augmentation des impôts indirects, soit en mettant une plus grande masse de billets en circulation.

Nous, nous n'avons pas de solution à apporter à la crise que traverse le capitalisme français. D'ailleurs il n'y en pas de valable dans ce régime.

Il y a la nôtre: la syndicalisation des moyens d'échange, de production et de distribution. Ce sera l'œuvre des travailleurs en marche pour leur libération.

Toutefois, il faut rendre plus actuel notre mot d'ordre d'échelle mobile des salaires et traitements. Il faut créer un vaste courant d'opinion parmi les exploités en sa faveur, car c'est un moyen de ruiner, dans une certaine mesure, les espérances de la bourgeoisie de sortir des difficultés aux frais exclusifs des travailleurs.

Le dilemme est posé: briser le carcon ou subir un plan d'esclavage pour au moins quinze ans.

DÉMOCRATIE SYNDICALE

Pour le Congrès confédéral qui doit se tenir en avril, les crabes s'agitent. La bataille se déchaîne entre les politiciens pour obtenir les leviers de commande.

Bien entendu, le syndicalisme reste bien à l'écart de toutes les discussions, l'important est, pour les disciples du révérend fils du peuple, de triompher. Aussi toutes les manœuvres, plus ou moins habiles, plus ou moins basses, plus ou moins propres, sont mises en œuvre pour arriver à ce résultat.

Un exemple, dans la métallurgie parisienne. Sous le fallacieux prétexte de décentralisation, le Congrès, tenu il y a quelques mois, a transformé la structure du Syndicat. C'est ainsi que les sections locales de banlieue sont devenues syndicaux locaux.

Soixante-cinq syndicats, au lieu d'un. De cette façon dirent les augures, subventions, locaux, etc..., pourront être obtenus en plus grand nombre, de nouveaux cadres se feront jour, et ce sera la panacée. Bien entendu, ces syndicats locaux resteront sous la coupe de l'Union syndicale des Métaux, dont les dirigeants, comme par le passé, imposeront leurs méthodes et leur action com... syndicales.

Evidemment, la présentation de cette transformation fut habilement développée et, bien entendu, les bénis oui-non d'opiner leur plein accord avec la direction syndicale.

Mais la réalité est toute autre. Cette habile manœuvre ne fut exécutée que pour obtenir des voix supplémentaires au Congrès confédéral.

D'après les propres déclarations des pontifes, le Syndicat des Métaux, ancienne structure, ne disposait, en effet, que de 98 voix, alors que maintenant il disposerait de 375 voix. Voyez d'ici la mince différence.

Dans d'autres régions et pour la même industrie, la même opération s'est accomplie.

A l'heure présente, en haut lieu, l'on n'est pas encore d'accord sur les modalités d'expression des syndiqués.

Il ressort d'un exposé de Frachon, aux cadres des entreprises de la région parisienne, qu'au Congrès confédéral, chaque syndicat disposera d'autant

de voix qu'il a d'adhérents. Très bien, cela irait si tous les adhérents étaient d'accord sur les rapports présentés par le Bureau, mais s'il y en a (et il y en aura) qui sont contre, comment déterminer le nombre de voix afférent à ces derniers, afin qu'il pèse dans la balance? Sur ce point, le benoit secrétaire confédéral a été muet.

Cependant, puisqu'il s'est posé en champion de la démocratie syndicale en faisant voter tous les syndiqués, il apparaît logique que dans chaque syndicat le décompte des voix pour et contre soit opéré, afin que les représentants au Congrès et leur mandat soient bien l'émanation de tous les syndiqués.

Mais allez donc demander de la franchise et de la logique à des dirigeants qui ne se plaisent qu'à manœuvrer pour le triomphe de leur parti politique.

Il y a mieux, beaucoup mieux. Seuls les rapports établis par le Bureau confédéral frachonniste seront communiqués aux syndicats afin d'en discuter, mais les travaux accomplis par les organisations qui ne sont pas dans la ligne et n'absorbent pas bénévolement toutes les couleurs, ne pourront voir le jour qu'au Congrès.

Qu'en pensez-vous, les amis? Est-ce que toutes ces façons d'opérer ne partent pas du plus parfait démocratisme?

Ainsi, malgré leur situation dans l'appareil confédéral, nos néo-nationalistes ont-ils peur de ne pas obtenir une majorité suffisante pour manœuvrer de la sorte.

Voilà comment l'on travaille, au nom de la sacrosainte démocratie syndicale, et un Congrès va délibérer librement, alors que la majorité est fabriquée de toute pièce.

Cette cuisine nous écœure, et les syndicalistes que nous sommes pensent que le travail à faire n'est pas dans de telles assises, mais parmi les exploités qui souffrent et qui peinent quotidiennement. La Fédération syndicaliste s'est assignée ce but, elle n'y failira pas.

La vie de nos Groupes

UNE TOURNÉE

Qu'en dire, si ce n'est une réussite complète qu'elle a comblé largement nos espérances.

Pourtant elle fut mise debout avec les moyens du bord, c'est-à-dire avec peu de choses.

A Saint-Etienne, dans cette grande cité sombre, mais mouvante, aux industries métallurgiques variées, un fort groupe de syndicalistes avait tenu à assister à la réunion qui fut chaleureuse et enthousiaste. On sentait une volonté de réaliser, de remettre le syndicalisme à l'actualité du monde ouvrier.

A Saint-Chamond, malgré une préparation hâtive qui ne dépendait pas des animateurs locaux, la réunion publique, quoique restreinte, donna un résultat appréciable, si l'on songe qu'un orateur syndicaliste n'avait pas pris la parole dans cette cité depuis une vingtaine d'années.

Là comme à Saint-Etienne, un groupe de la F.S. est en formation. Le mécontentement et le dégoût envers la C.G.T. sont tellement profonds que l'on peut prévoir son développement.

A Lyon, ce fut un succès complet. Les syndicalistes vinrent de loin pour assister à la réunion; la salle était comble. Un groupe est en formation. Il y a quelques désaccords sur la tactique syndicale, mais le temps et les événements les annuleront.

GRUPE RÉGIONAL PARISIEN

RÉVEIL SYNDICALISTE

Dans la région parisienne, un sérieux réveil syndicaliste se manifeste. Nous ne parlerons pas du mouvement énergétique de nos camarades rotativistes. Dans toute la presse, ce dernier a fait couler beaucoup d'encre. Malgré la reprise du travail, l'action directe continue à se manifester à l'intérieur des entreprises de presse qui ont cru bon suivre les décisions prises au Conseil des ministres — sur proposition de l'ex-métallo Croizat, présentement ministre du Travail — décisions se refusant à mettre en application la sentence arbitrale Saillant, sentence rendue sous le couvert du C.N.R., pour masquer l'ignoble attitude des responsables cégétistes en cette affaire.

Ailleurs aussi se sont produits des mouvements d'action spontanés, mouvements qui ont fait béchir l'arrogance patronale. Il y a, en effet, quelques jours, dans une importante usine métallurgique du 20^e ar-

rondissement, les ouvriers, excédés de voir se servir toujours davantage leur ceinture, ont considéré qu'ils n'avaient que faire des rodomontades des dirigeants du Grand Syndicat des Métaux, leur demandant de produire toujours plus, leur prêchant la confiance au gouvernement (entre autre, à leur prétendu camarade ministre cité plus haut), en un mot, leur enlevant leur dignité de travailleurs pour en faire les abrutis si nécessaires aux exploitants des méthodes stakanovistes.

Donc, les travailleurs, exacerbés, ont passé outre aux prédications de leurs ministres cégétistes et ont mis en pratique l'action directe. Oh! ça n'a pas entraîné. Quatre heures de mouvement dans l'entreprise ont suffi pour obtenir des avantages que le Grand Syndicat est impuissant à faire homologuer, et pour cause.

Nous ne pouvons qu'applaudir, être solidaires de ces actions et enregistrer que, malgré tous les coups d'éteignoir, le syndicalisme marque un sérieux réveil à la base. Ces mouvements prouvent que nous avons raison, envers et contre tous ces détracteurs, de maintenir haut levé le flambeau du syndicalisme révolutionnaire.

Les faits cités plus haut se produisent certainement ailleurs. Par notre propagande, notre agitation, les consciences syndicalistes s'éveillent.

Continuons donc hardiment notre travail de clarification, malgré les injures dont nous sommes abreuvés.

Le syndicalisme ne peut pas mourir, il reste ancré au plus profond du cœur des masses laborieuses. S'il est présentement en sommeil, il nous faut sonner le tocsin d'une façon énergique, afin de le tirer de sa léthargie.

CHATEAUROUX

ASSURANCES SOCIALES & COMITÉS D'ENTREPRISES

Dans la période actuelle, les travailleurs encouragés en cela par les syndicats et les partis politiques se tournent vers l'Etat pour qu'il donne une solution à certains problèmes sociaux: retraite des vieux, allocations aux familles nombreuses, secours aux malades. Mais l'Etat, tout en prélevant des impôts de plus en plus élevés, dont les travailleurs font tous les frais, et en distribuant les fonds ainsi obtenus après avoir prélevé une forte dîme, ne peut résoudre ces problèmes.

Les Assurances sociales ont, par exemple, dissipés plus de 40 % des sommes par elles recueillies en frais généraux.

Depuis quelque temps, les travailleurs ont créé, dans certaines entreprises, des Comités contrôlés par la section syndicale qui se chargent de résoudre dans le cadre de l'entreprise ces mêmes problèmes. Ces Comités viennent en aide aux malades, aux accidentés, aux familles nécessiteuses, aux jeunes ménages, et dirigent les cantines d'usine, tout cela avec une contribution fort modique versée par les travailleurs et l'employeur: 1 % en général.

Ces Comités, contrairement aux Assurances sociales, emploient un personnel très restreint et ne sont pas en déficit. Et l'on peut se demander si les fonds remis aux A. S. étaient versés aux Comités d'entreprises, ceux-ci ne pourraient-ils pas se substituer entièrement à celles-là, au plus grand avantage des travailleurs?

Là encore on retrouve l'impuissance de l'Etat, la malfaisance du centralisme, et les bons résultats obtenus même dans le régime capitaliste par une organisation reposant sur le syndicat et contrôlée directement par les travailleurs. Nous avons mis tout notre espoir dans une société nouvelle reposant sur le Fédéralisme et ces résultats nous indiquent clairement que nous ne serons pas déçus.

A BEUCAIRE

A l'annonce parue sur les journaux locaux de la constitution d'un syndicat, adhérent à l'A.I.T., ce qui représentait pour beaucoup de camarades le retour au vrai syndicalisme revendicatif et révolutionnaire, les copains qui s'étaient chargés de placer cartes et timbres se sont vu débordés par les demandes.

Aussi, sans forfanterie, nous espérons avoir bientôt une organisation aussi importante que l'ex-S. U. B.-C.G.T.S.R.

A l'heure présente, un Syndicat du Bâtiment est

constitué dans notre ville et les adhésions ne font que croître. Nous n'en disons pas plus pour le moment, et les faits prouveront bientôt que le vrai syndicalisme est toujours vivace au pays de Beaucaire.

PERMANENCES

PARIS

Les camarades du groupe régional parisien sont avertis qu'une permanence fonctionne tous les jours, de 15 à 19 heures et le samedi toute la journée, au siège, 22, rue Sainte-Marthe.

MARSEILLE

Permanence tous les lundis, de 18 h. 30 à 19 h. 30, 12, rue du Pavillon, 2^e étage, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

**

Note de la Rédaction. — Les groupes locaux ou régionaux, désirant passer communiqués ou articles, sont invités à envoyer ces derniers pour le 1^{er} du mois, au siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e.

Service de librairie de l'«A.S.»

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)

	fran-	co
<i>Les Syndicats ouvriers et la Révolution Sociale</i> (P. Besnard) ..	30	39
<i>Le Monde Nouveau</i> (P. Besnard) (épuisé).		
<i>L'Éthique du Syndicalisme</i> (P. Besnard) ..	20	20
<i>Dans la Tourmente</i> (livre sur l'Espagne) ..	30	36
<i>La Véritable Révolution Sociale</i> (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric) ..	25	31
<i>Les Bourses du travail</i> (F. Pelloutier) ..	100	106
<i>Fernand Pelloutier</i> (M. Pelloutier)	40	45
BROCHURES		
<i>La C.N.T. par le Monde</i> (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.) ..	5	8
<i>Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire</i> (contenant buts et principes de l'A.I.T., les statuts de la C.G.T.S.R., les statuts types de syndicat, conseils utiles, etc..) ..	5	8
<i>Propos d'un Educateur</i> (Sébastien Faure) ..	5	7
<i>Pour la justice économique</i> (Barbedette) ..	5	7
<i>La fin de la guerre</i> (Ernestan) ..	5	7
<i>Deux martyrs: Sacco et Vanzetti</i> (Sébastien Faure) ..	5	7
<i>La Politique et les Politiciens</i> (E. Rothen) ..	10	7
<i>Mourir pour la Patrie</i> (Ch. Bour-sinot) ..	10	7
<i>Qu'est-ce que le prolétariat</i> (Lashortes) ..	5	7
<i>Les narchistes</i> (Sébastien Faure) ..	5	7
<i>Centralisme et fédéralisme</i> ..	5	7
<i>Le Syndicalisme et l'Etat</i> (E. Rotot) ..	8	10
<i>Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme</i> (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937) ..	2	3
<i>Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire</i> (P. Lapeyre) ..	1	2
<i>En se promenant</i> (Editions C.G.T.S.R.) ..	1	2

Pour tout envoi recommandé joindre
6 francs en supplément.

En raison des frais élevés d'expédition le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.
Abonn. ord. pour 12 numéros 45 fr.

L'ACTION SYNDICALISTE

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL,
S'ADRESSER A RENÉ DOUSSOT,
9, Avenue de la Porte Clignancourt - Paris-18^e

ABONNEMENTS } Ordinaire-12 Nos : 45. »
Soutien » 100. »

Organe de la Fédération Syndicaliste
section française de l'A.I.T.

PRIX : 4 Francs

1^{er} AVRIL 1946 - Numéro 11

RÉDACTION
22, RUE SAINTE-MARTHE - PARIS-10^e
MÉTRO ; BELLEVILLE

Contre la guerre qui vient, lutte sans merci !

LA CRISE GOUVERNEMENTALE est ouverte

Associés malgré eux, attachés les uns aux autres comme par une sorte de fatalité historique, les « trois grands » sont réduits à l'impuissance totale. Il n'est pas un problème d'importance sur lequel ils soient d'accord et la frousse de chacun est que l'un d'eux abandonne ce radeau de la Méduse qu'est le ministère actuel.

Et l'attelage continue de tirer dans trois directions différentes, malgré la persuasion déployée par le maître charretier aidé par le premier valet. On comprend que, dans ces conditions, ce pauvre attelage n'avance guère et avec quelles difficultés !

Cependant, l'heure de la rupture approche et il faudra bien que les « trois grands » se décident à laisser l'un d'eux faire cavalier seul. Ce n'est pas encore pour tout de suite; et puis, ces messieurs voudraient bien ne se séparer qu'après l'accomplissement, bien ou mal, de la tâche pour laquelle ils se sont réunis: LE VOTE DE LA CONSTITUTION PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Que celle-ci doive être rejetée ou acceptée par les électeurs, ceci n'a sans doute guère d'intérêt. L'essentiel, c'est que les « ouvriers » aient accompli leur besogne.

Après, les grandes manœuvres électorales commenceront. D'abord, à l'occasion du referendum, puis pour les élections elles-mêmes et là chacun aura à cœur de défendre son « ours ». Et que de poil arraché en perspective ! Car, comme on le suppose aisément, chacun voudra rejeter sur l'autre la situation sans issue dans laquelle le pays se trouve et nous tous avec lui. Et ce sera la crise totale, la rupture définitive, après six mois de vie impossible à exprimer !

Personne ne voudra prendre la responsabilité de l'état actuel de nos finances, pas plus que de notre économie et tous voudront rejeter cette responsabilité sur le voisin.

Il est pourtant incontestable que tous sont responsables au même titre, tous ont fait preuve de la même incapacité à la place où le hasard des combinaisons les a placés. Cela n'empêchera pas les Communistes de déclarer qu'ils ont gagné la bataille de la production, ni les socialistes de dire qu'ils ont sauvé les finances, ni le M. R. P. d'affirmer qu'il a sauvé l'honneur de la France à l'extérieur.

Et il y aura, malgré l'évidence, beaucoup de braves bougres pour le croire.

Le pays n'en sera pas moins au fond de l'abîme, sans pouvoir trouver les moyens de remonter la pente.

Qu'auront donc fait ce gouvernement et cette Chambre Constituante? Sous eux, nous aurons vu la vie se faire tous les jours plus difficile pour tout le monde, les prix monter sans arrêt, les salaires stagner et le pouvoir d'achat s'amenuiser sans cesse, le ravitaillement devenir de plus en plus impossible — et à quel prix! — la caisse se vider, les crédits étrangers se refuser à nos négociateurs, qui ne réussissent d'ailleurs à se mettre en route qu'avec des difficultés et après bien des démentis contradictoires. Nous aurons vu aussi le triomphe des administrations dévorantes, incapables, quand ce n'est pire et, brochant sur le tout, le règne de la pagaille la plus extraordinaire. En un mot, il ne nous restera plus rien à voir... que la remontée, qui n'est pas pour demain et ne sera pas l'œuvre des mêmes hommes.

Qu'on le veuille ou non, la IV^e République a déjà épuisé l'immense crédit que lui a consenti le peuple français il y a dix-huit mois à peine. Quelle consommation et quel appétit ! Et pourquoi? Pour rien, rien, rien, absolument rien.

Voilà où nous en sommes, après la défaite du fascisme par les « alliés », qui surent le demeurer si peu qu'on craint à tout instant que l'un, emporté par son zèle à défendre, non pas la paix, mais ce qu'il appelle « ses intérêts », ne crée un conflit impossible à résoudre autrement que par le recours aux armes.

VARIATION SUR UN MINISTERE

Les nouveaux Messieurs du Gouvernement (dit provisoire) qui devaient redresser sa situation, ont, comme la montagne, accouché d'une souris.

Tous les expédients employés se sont révélés inopérants. Seize mois d'incurie d'un gouvernement de « libération » n'ont fait qu'aggraver la crise dans laquelle se débat le pays. On a vécu sur le reste des possibilités morales et économiques sans jamais chercher à résoudre sérieusement le problème. Aujourd'hui, on ose parler de stabilisation !

De quelle stabilisation s'agit-il ?

La valeur de la monnaie-papier s'amenuise chaque jour davantage. Les billets sont de plus en plus difficilement négociables à l'extérieur. Vouloir résorber cette masse de papier, alors que la planche à billets fonctionne à plein rendement, constitue une plaisanterie. L'Etat n'offre pas les garanties nécessaires pour la reprise de l'exportation; de ce fait, il se procure avec des difficultés croissantes les devises nécessaires à l'importation des produits dont il a besoin. Les gouvernants qui, lorsqu'ils appartenaient à l'opposition, s'étaient déclarés les ennemis irréductibles du capitalisme, s'efforcent, depuis qu'ils sont au Pouvoir, de prolonger son existence par n'importe quels moyens.

Si vous exportez, l'Etat s'approprie les devises de valeur relative et vous donne en échange un papier sans valeur. Ce n'est un secret pour personne que les banques achètent au marché noir livres et dollars. La planche à billets est devenue la planche de salut !

L'augmentation des impôts entrainera infailliblement une nouvelle hausse du coût de la vie. La suppression des subventions

aux agriculteurs provoquera l'augmentation du prix des denrées alimentaires et les consommateurs seront encore victimes. On prétend que nous aurons des pommes de terre à la fin de l'année (laquelle?). En attendant, on bloque les salaires et on augmente les restrictions; et pourtant le cheptel est presque égal à celui d'avant-guerre. Si vous voulez du vin, il faudra vous rabattre sur les « appellations contrôlées »; on ne sait ni par qui ni comment. Pour la viande, vous vous apercevrez sans doute que le veau d'or est toujours debout et que les vaches sont indéfectiblement « résistantes ». On provoque une rareté artificielle afin de favoriser le marché noir au cours duquel vous obtenez du beurre à 600 francs le kilo et la viande à 350 francs le kilo.

Qu'ont fait nos incorruptibles socialistes? Qu'ont fait nos farouches communistes? Rien! Pourtant ne sont-ils pas majoritaires? Qui mieux est, ne sont-ils pas au Gouvernement? Seraient-ils atteints d'amnésie au point d'oublier leur programme? Que sont devenues leurs promesses?

Thorez est redescendu à la mine. Hélas! il n'y est pas resté. Tanguy tanguait vers la peine de mort aux trafiquants, mais Teitgen lui a dit: « Tu ne tueras point ! »

Devant le populo, nos dirigeants crient à gueule déployée. Leurs journaux protestent, vitupèrent. On réunit les P.C.F. (Pauvres Couillons de Français) dans des meetings, au cours desquels on chante victoire... ou bien la messe. Ça prend! Chacun s'en retourne gonflé d'espoir.

Tout va très bien! Le « tovaritch » Croizat bloque les salaires. Son « collègue » homologue l'augmentation des prix des den-

(Suite page 3.)

La Commission administrative a décidé de convoquer une CONFERENCE NATIONALE EXTRAORDINAIRE pour examiner la situation syndicale après le Congrès confédéral.

Une question unique sera portée à l'ordre du jour: LE PROBLEME SYNDICAL.

La C. A. et le Bureau ont la conviction que les groupes feront le maximum d'efforts pour être représentés, de même les individualités qui le pourront se devront d'assister à cette conférence.

Elle tiendra ses séances le SAMEDI 4 MAI, à 9 h. 30, salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette. (Métro Colonel Fabien)

Le lendemain dimanche 5 mai, à 9 h. 30, le Comité de Défense syndicaliste organise également une Conférence nationale, à laquelle sont conviées les organisations syndicalistes, les minorités et les individualités qui veulent défendre l'indépendance et la liberté du syndicalisme.

P. S. — Une permanence fonctionnera le 3 mai, au Siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e), de 20 heures à 24 heures, pour recevoir les délégués de province.

Et chacun sait ce que cela signifie. Cette fois, c'est la planète embrasée dès le début, quel que soit l'endroit où l'incendie éclatera. Quant aux « frais » de l'affaire, ils seront probablement de l'ordre de 500 millions de morts, si on considère les progrès accomplis dans l'art de tuer et de détruire.

Riante perspective que tout cela. Ruines intérieures, effondrement de toute l'économie, de la finance et du crédit, vie impossible et insécurité totale.

Telle est la situation actuelle et tous les cris de victoire de tel ou tel de nos ministres ne saurait en rien la modifier. Et, demain, quel que soit le résultat des élections qui viennent, ça ira encore plus mal, parce que les politiciens ne peuvent aucunement résoudre les problèmes qui attendent des solutions justes qu'ils ne peuvent leur donner.

Ceci veut dire que, quelles que soient les vicissitudes actuelles, l'heure du syndicalisme approche, parce que lui seul peut donner aux problèmes posés des solutions convenables... et sauvegarder la liberté, que, de nos jours, on écartèle, nie ou supprime si aisément.

LA TRAGÉDIE DE L'ÉMANCIPATION OUVRIÈRE

Vers 1868, quand retentissait à tous échos la grande voix de l'Internationale des travailleurs: « Prolétaires » de tous les pays, unissez-vous... » les sections ouvrières surgissaient en tous lieux pour annoncer la fin de l'Empire français, la naissance d'un monde nouveau et l'avènement d'une fédération plébéienne des peuples émancipés. Pourquoi faut-il que, près de 80 ans plus tard, nous ayons à enregistrer une guerre franco-allemande, deux guerres mondiales, des expéditions coloniales, des insurrections noyées dans le sang, la barbarie triomphante et le militarisme dominant le monde entier?

Depuis toujours les hommes se sont battus pour des phantasmes: guerres de tribus, de castes, de races, de religions, guerres d'influences et de conquêtes. Le vieux fond de sauvagerie qui subsiste en la bête hominienne se réveille périodiquement sous l'influence du Verbe, de la presse et actuellement de la radio. Et pourtant les hommes devraient savoir qu'en dehors de l'appui mutuel, de l'entraide et de

la solidarité, il n'est pas de salut; que l'homme en série n'apporte au monde que ruines, désolations, douleurs, cruautés et désirs de revanche et si la première Internationale des travailleurs n'a pas réussi sa mission salvatrice, ce n'est pas seulement à la suite des persécutions que les puissants ont appliqué contre elle, c'est aussi qu'elle portait en son sein le germe de la division, la cause de désorganisation, le virus politique.

Déjà, en septembre 1872, la fraction bakouniste et jurassienne, réunie en Congrès à Saint-Imier, se prononçait: a) pour la destruction de tout pouvoir politique; b) contre tout gouvernement provisoire; c) pour la solidarité et l'action révolutionnaire en dehors de toute compromission bourgeoise. Nos aînés avaient dénoncé le mal et montré le chemin à suivre. Ils savaient que tout gouvernement s'appuie sur les forces mauvaises de la société: religions, armées, prisons, magistrature: chaînes d'esclavage et bâillons, moyens de domination et d'abrutissement.

Après trois quarts de siècle de luttes ouvrières et paysannes pour le bien-être, la terre, la liberté, le pain quotidien et la dignité du producteur, nous voyons le syndicalisme officiel devenir un rouage de l'Etat et du Super-Etat, et c'est au moment où l'Internationale syndicale prétend causer au nom de 60 à 80 millions de salariés que nous assistons à la consécration de l'esclavage d'un peuple de l'Europe et à celui des indigènes africains et orientaux.

Pour trouver le chemin de l'émancipation ouvrière, il faut méditer sur le quatrième alinéa des « principes fondamentaux de la F. S. »: « Son action se déroule en dehors de celle des partis politiques et en opposition avec ceux-ci... » C'est net, catégorique. La conjonction anarcho-syndicaliste n'est pas une spéculation de l'esprit, elle est une constatation des faits économiques et sociaux, elle est une réalité brutale. Tous les systèmes politiques ont fait faillite, ils ne subsistent plus que par la valeur et la lâcheté des principaux intéressés, car tous ils se ramènent à cette question: Comment exploiter, dominer, humilier, amoindrir les travailleurs? Comment les diviser pour mieux s'en rendre maîtres?

Nous avons besoin de matières premières: laine, coton, caoutchouc, etc., et de denrées coloniales: café, thé, sucre de cannes, figes, dattes, oranges, bananes... nous ne pouvons pas nous désintéresser du sort de ceux qui produisent, manipulent, soignent, chargent, cultivent, triturent ou améliorent ces denrées et matières. Nous devons exiger pour nos frères coloniaux un standard de vie égal à celui que nous réclamons pour nous-mêmes en poursuivant les uns et les autres des luttes finales qui doivent aboutir à notre intégrale émancipation. Leur cause est la nôtre comme notre cause est la leur: Impérialisme et Colonialisme nous sont également nuisibles et dangereux.

Que la lumière pénètre dans la maison syndicale pour réchauffer les cœurs et éclairer les cervaux; qu'elle devienne un lieu de revendication, un foyer de solidarité, une athénée culturelle;

Quelle soit la maison du bon accueil pour les cœurs endoloris et ulcérés par 6 ans de guerre, de privations et d'horreurs et que chacun accepte affectueusement le don généreux et désintéressé d'une Berthe Albrecht (1), qu'un gouvernement de scélérats fit décapiter à la hache dans l'enceinte de la prison de Fresnes le 6 juin 1943. Que sur chaque question intéressante l'humain, le travailleur puisse répondre l'Homo sum de Térence: « Je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger », il comprendra que l'union fait la force et que c'est par l'association ouvrière qu'il réussira à s'émanciper.

(1) Au Congrès de la Ligue Mondiale pour la Réforme sexuelle tenu à Brno, en 1932, Berthe Albrecht présenta un rapport rédigé de concert avec notre amie Jeanne Humbert (La Grande réforme, n° 1, mars 1946).

Pour tout envoi de fonds concernant

« L'ACTION SYNDICALISTE »
« LA FEDERATION »
SYNDICALISTE »

ainsi que la Librairie :

C. C. 5046-35 Paris

René DOUSSOT

9, avenue de la Porte-Clignancourt
Paris (18^e)

SYNDICAT DES « BOURRIQUES »

Il fut un temps, pas très éloigné d'ailleurs, où les chroniqueurs, pour qui l'ironie et le sarcasme étaient la forme d'expression préférée, se trouvaient obligés, pour exercer leur verve, de se livrer à une certaine acrobatie imaginative, non pas que les sujets manquaient totalement.

On y mettait cependant de la prudence, de la mesure, bref, une certaine hypocrisie bourgeoise et de bon aloi masquait tant bien que mal les turpitudes et les malversations d'une société pourrie.

Actuellement, le décor a complètement changé; pour un observateur perspicace, c'est un véritable florilège d'imbécillités qui s'offre à sa sagacité, tout en restant parfaitement objectif.

Un souffle de folie vient de passer sur la planète entière où toute la technique a été employée pour détruire ce que pendant des siècles la science et le travail des hommes avaient accumulé de richesses, humbles bicoques et palais fastueux, usines modernes et monuments historiques irremplaçables, d'où la poésie qui s'en dégageait avait été acquise par la patine du temps, des villes entières, des ports, moyens de transport et vivres de toutes sortes, sans compter les vies humaines en nombre considérable: enfants, femmes, vieillards, hommes en pleine vigueur. Tout cela, parce qu'une poignée de brigands qui dirigent les destinées des nations en avaient décidé ainsi et s'étaient associés pour faire triompher leur idéologie, ce qui d'ailleurs est totalement inepte étant donné que l'idéologie de chaque associé est absolument contraire à celle des autres.

En réalité, ce vocable ne sert qu'à dissimuler les intérêts parfaitement connus des divers impérialismes qui continuent à s'opposer jusqu'au prochain règlement de comptes.

Ce qui est triste, c'est que les victimes innombrables de toute cette histoire n'ont jamais rien compris de tout cela. Les pauvres « Jean le cul » qui, périodiquement, bourrent leur musette pour aller joyeusement s'entretenir, sont d'autant plus acharnés à vouloir défendre quelque chose qu'ils n'ont rien à défendre. Il leur suffit que l'ennemi qui leur est désigné soit né sur la rive du fleuve opposée à celle sur laquelle ils sont nés, qu'il s'appelle Franz Müller, alors qu'eux ont nom François Meunier, ce qui est exactement identique, pour qu'ils trouvent cela intolérable et se mettent à détruire tout ce qui peut donner un sens à la vie, et qui d'ailleurs est leur œuvre propre, pour faire cesser cet état de choses.

On aurait pu croire que ce long moment d'aberration collective passé, les hommes, ayant enfin un peu compris, n'auraient rien eu de plus pressé à faire que de chasser les mauvais bergers qui les ont si mal conduits, et d'essayer, à défaut d'idéal qui naitrait ensuite, mais par simple instinct de conservation, de remettre un peu d'ordre dans leurs affaires. Il suffirait qu'ils voulassent écouter, puisqu'il leur faut des guides, ceux qui ont de tous temps conservé le cerveau froid, et qui depuis des années clament dans le désert: leurs voix finiront bien par se faire entendre, malgré toutes les vicissitudes de l'heure.

Il faut bien le constater, la période de maboulisme dure encore; si le ridicule tuait, en France, comme on l'a dit, il ferait encore plus de victimes que la guerre en a faites. Le ridicule et le grotesque sont rois dans ce pauvre pays. Que ce soit par la plume, la parole, la presse, la radio ou les assemblées, jamais on n'a lu ou entendu un aussi grand nombre d'inepties, jamais il n'a été écrit ou dit de choses aussi contraires au simple bon sens.

On peut affirmer que les valets de plume qui sévissent dans la presse ouvrière, la fameuse presse des masses, sont encore plus abjects que ceux de la presse bourgeoise, que des fantoches qui gueulent à longueur de journée dans cet antre de fous qu'on appelle le Palais Bourbon; les plus odieux sont ceux de la majorité qui trahissent de la façon la plus infâme les pauvres cornichons qui les ont élus.

Quant à la C.G.T., elle est embarquée dans la galère politicienne qui la dirige vers des objectifs qui n'ont jamais été les siens, nous allons en parler plus loin.

Passons rapidement en revue les derniers événements. Le grand journal des masses, comme il s'intitule, *L'Humanité* du 1^{er} mars, nous montre dans une photo, en première page, une paire de ministres dans un accoutrement burlesque dont l'un, le grand patriote fils du peuple, s'est fait la gueule de l'abbé Bridaine des *Mousquetaires au Couvent*; l'autre, les mains croisées sur le bide, a la mine d'une vieille bigote qui savoure les gaillardises que débite M. le Curé à la suite d'un copieux déjeuner. Les deux

compères sont accompagnés d'un grand bougre à lunettes qu'on nous dit être délégué mineur qui, lui, en la circonstance, s'est déguisé en cow-boy du Far-West. Sans autre avertissement, nous aurions pris cette photo pour celle de trois clowns venus distraire un peu les mineurs avant leur descente à la mine. Ce n'était pas cela du tout, nos ministres avaient d'autres soucis. Il s'agissait, par des discours bourrés comme à l'habitude de solécismes, d'encourager les mineurs à accroître la production. Qu'il ne se soit pas trouvé une équipe de gens bien décidés pour reconduire les deux complices bien gras et bien roses à coups de pieds au cul jusqu'à leur belle bagnolle, cela dépasse l'entendement.

Voyons maintenant ce qui se passe du côté de notre C.G.T.

Depuis quelques jours, les Congrès de Fédérations se succèdent, précédant le fameux Congrès Confédéral qui va se tenir prochainement. On peut dire que celui de la Fédération des Fonctionnaires a fait du bon travail.

Ecoutez bien, camarades, il a enregistré, dans le sein de notre vieille C.G.T., le Syndicat de toutes les polices de France. Cela se passe de commentaires, dirait à peu près un reporter de la grande presse, aussi n'en ferons-nous aucun. Nous dirons seulement que, depuis mai 1936, où les masses bien stylées hurlaient « la police avec nous », ces masses ont enfin obtenu satisfaction, c'est d'ailleurs la seule qu'elles aient obtenue.

Autrefois, à la sortie des meetings, ou sur les lieux de grève, il y avait parfois des contacts entre les travailleurs et la police et ceux des « flics » qui opéraient en civil et que l'on désignait, étant donné leur costume, sous le nom de bourgeois, puis plus simplement de « bour » et enfin de bourriques, étaient plus spécialement chargés de mettre le lion populaire à la raison. Ils s'en acquittaient consciencieusement à grands coups de matraques.

A l'avenir, ce sera plus simple, camarades, le dressage se fera dans le sein de votre organisation même, en toute... fraternité!

Les bourgeois de l'époque révolue, malgré la protection que leur offrait une police à leur dévotion, n'étaient jamais bien rassurés dès qu'arrivaient des journées comme celle du 1^{er} mai. Les exploités de tout acabit avaient tellement de méfaits à se reprocher qu'ils craignaient tout de la colère du peuple, aussi prenaient-ils la précaution de charger malles et valises sur leur limousine, comme on disait à ce moment-là, et quelques journées avant les dates mémorables, Paris se vidait de tout ce que l'on appelle les gens de qualité. Ils allaient s'enfermer dans leurs castels de province où ils armaient leurs vieilles pétoires en cas d'attaques éventuelles.

Allons, braves bourgeois, soyez rassurés, le lion populaire, momentanément, n'est plus à craindre, seuls les cauchemars dus à la digestion laborieuse d'un trop substantiel repas viendront troubler votre sommeil.

A côté du poison, on a mis l'antidote, les bourriques sont à la C.G.T.

JAMA.

PROPOS D'UN PASSANT

Sur des vers

Napoléon disait qu'un petit croquis vaut souvent mieux qu'une longue explication. J'apprécie l'exactitude de cette affirmation en prenant connaissance des trois délicieux petits quatrains que nous adresse notre ami Hoche Meurant. En voici la teneur:

PARIAS DU TEXTILE 1946

Ceux qui font les satins et les plus beaux tissus
Portent des pantalons tout rapiécés aux fesses.
Celles qui font les draps connus pour leur finesse
Ont robes et jupons raccommodés aux culs.

VALET DE PRESSE

Démocratie... Honneur... Budget... Nation vaillante...
Le pain est rationné... Notre peuple a du cran...
Il suivra ses élus de la Constituante...
Et... Pangloss bouffera dans un bon restaurant.

DISCOURS PRESIDENTIEL

« Mes amis, tout va bien et moi je démissionne,
Quand vous aurez demain la merde jusqu'au cou,
Je vous jouerai ce film: « Le don de ma personne »,
Si vous ne marchez pas, et bien... démerdez-vous! »

Hoche, mon ami Hoche, tu continues à rester un mauvais sujet. Tu es perdu au milieu de milliers d'autres, y compris les sujets de mécontentement qu'on ne parvient pas à dénombrer. Tu persistes à demeurer un « dangereux individu », ce qui, pour moi, est une qualité rare par le temps qui court et durant lequel on ne rencontre partout que pleuterrie, duplicité et lâcheté. Semblable attitude pourrait être fâcheuse en période de dictature du prolétariat exercée par Thorez, le Fils du Peuple mineur. Dans chacun de tes quatrains, il y a plus

matière à réflexion que dans les diatribes de nos révolutionnaires en chambre et le plus grand des discours de ce mineur en congé illimité.

Tu essaies de rappeler aux réalités tangibles les esclaves endormis par les promesses des « politiciens. Ne crains-tu pas d'en rencontrer, hélas! encore beaucoup qui te diront qu'il vaut mieux avoir des pantalons tout rapiécés aux fesses que pas de pantalon du tout et tu devras constater, à ton grand dam, que véritablement ces gens-là n'ont pas l'âme de sans culotte. Quant à celles « qui ont robes et jupons raccommodés aux culs », elles s'estiment probablement satisfaites de trouver encore du coton à repriser et se trouvent vraisemblablement mieux partagées que la défunte Reine Pomaré, laquelle, dit la chanson, « n'avait pour toute tenue, au milieu de l'été, qu'un tuyau de pipe... là où, précédemment, sont placées les raccommodures. »

Le pain est rationné, le Peuple rouspète en sourdine?

Qu'on lui foute la Marseillaise ou la Marche Lorraine! Qu'on lui envoie un prédicateur du couvent Bourbon! On lui prêchera l'évangile selon saint Marx! On lui promettra le Paradis à la condition de faire abstinence! Qu'on organise des processions de la Bastille à la Nation, avec le concours de Leurs Eminences les cardinaux de la rue Lafayette! Qu'on lui fasse enfin comprendre que « tout n'est pas possible » et qu'aussi bien ses « représentants » sont là de par sa volonté, qu'ils le représentent en tout et pour tout. Ils se reposent pour lui! Ils boivent pour lui! Ils mangent pour lui! Ils font tout pour lui!

Lorsque Duclos a bu, le Peuple n'a plus soif! Quand Tillon a bouffé, le Peuple n'a plus faim!

Ce n'est certes pas sans raison que Renan disait: « Seule, la bêtise humaine peut donner une idée de l'infini. »

Tant que gueux tisseront satins et beaux tissus,
En ayant pantalons rapiécés aux fesses,
Tant que celles qui font draps de grande finesse
Porteront des jupons raccommodés au cul,
Tant que « Démocratie », « Honneur », « Nation

[vaillante »

« Sacrifice », « Grandeur », et cent autres slogans
Avec les singeries de la « Prostituante »,
Occupent l'esprit de ce Peuple béant
Qui semble se complaire à marcher à la botte,
Du plus fort ou du plus malin,
Vois-tu, on ne peut rien, que jouer... Don Quichotte
Partant à l'assaut d'un moulin.

LE PASSANT

— ÉCHOS —

ELECTIONS A LA RUSSE

Chacun sait que la Sainte Russie est le pays de la véritable démocratie. Comme dans toute démocratie qui se respecte, on y « organise » des élections.

Afin de faire l'unité, il a été présenté des candidats sur une liste dite de « Sans Parti ». Bien entendu, le général Staline figurait sur cette liste et, naturellement, a été élu à l'unanimité. Pouvait-il en être autrement?

On peut en conclure que tous les « citoyens soviétiques » ou, tout au moins, la majeure partie, sont sans parti. Oui, Madame! Ils n'en ont pas! On s'en doutait! Grâce à la propagande du P.C., le prolétariat français deviendrait-il pareil?

UNE GRANDE VICTOIRE COMMUNISTE

Des « contre-révolutionnaires » de l'espèce « vipère lubrique » ayant eu l'audace de distribuer des tracts à la sortie des usines Renault, tracts invitant les travailleurs à s'affranchir de la « bienfaitante » tutelle des policiers, une soignée de cosaques honoraires de 150 tovaritchs, après avoir prudemment attendu que la foule des ouvriers se soit éloignée, a surgi et dans un irrésistible élan a surpris la misérable patrouille de 6 propagandistes qu'elle a complètement dispersés. Pour cet acte de courage, le chef de cette soignée est proposé pour l'Etoile Rouge ou pour la Croix de Bois.

UNE PROUESSE DE LA GUEPEOU FRANÇAISE

Dimanche 24 février et dimanche 10 mars, à la Porte Clignancourt, de louches individus ont été surpris par les zélés inspecteurs secrets d'une cellule communo-stalinienne alors qu'ils vendaient à la criée les journaux « Pouvoir ouvrier » et « le Libérateur ». La police française, aussitôt alertée, a été mise en demeure d'avoir à conduire au plus prochain poste les délinquants, lesquels seront vraisemblablement poursuivis pour concurrence déloyale et braconnage sur chasse réservée.

Autrefois, les cocos se contentaient de gueuler: « La police avec nous! », aujourd'hui, ils exigent: « La police à nos ordres! »

LES DELEGUES DU GUET

Aux Usines Ratier, les « délégués », comme faire se doit, se comportent en chiens Ratier. Ils organisent la chasse à la perruque et poursuivent leur gibier jusque dans les urinoirs et les lavabos. Ceux qui ne comprennent pas qu'il s'agit de produire toujours davantage et de gratter jusqu'à la dernière seconde de la dernière minute n'ont qu'à bien se tenir. Les chiens Ratier sont là pour leur rappeler leurs obligations.

Qu'attend le syndicat pour organiser une collecte afin d'offrir à ses délégués des tenues de flic avec bâtons casse-tête et chaussettes à clous?

N. B. — Les camarades ayant connaissance de faits précis, pouvant être utilisés dans un échos, sont invités à nous les faire parvenir au siège.

A. I. T.

FÉDÉRATION SYNDICALISTE

APPEL AUX TRAVAILLEURS IMPUISSANCE OU INCONSCIENCE!

Pour n'avoir pas conservé le véritable syndicalisme LUTTE DE CLASSE et d'ACTION DIRECTE qui fut de tous temps l'esprit et la charte du syndicalisme français, la C.G.T. est aujourd'hui incapable de solutionner le moindre conflit.

Verbiage, discours ou délégations dans les bureaux ministériels, voilà où en est réduite maintenant une organisation forte de 5 millions d'adhérents, face à un patronat plus arrogant que jamais, patronat sachant bien que contrats, conventions, lois, ne sont que fadaïses devant ses intérêts et privilèges qu'il veut conserver et augmenter.

En remplaçant l'intérêt des travailleurs, par l'intérêt général, la C.G.T. a failli à sa mission.

Ses chefs sciemment ou inconsciemment ont laissé glisser le mouvement ouvrier vers la collaboration de classes, sur le plan de l'intérêt général, motif trompeur dont les travailleurs sont nécessairement dupes et victimes.

Car ce prétexte « l'intérêt général » n'a d'autre but que de permettre au patronat de franchir les difficultés dressées devant lui par la guerre, tout en masquant ses desseins impérialistes et fascistes d'avenir qui commencent déjà à se réaliser.

De plus, toutes les énergies ouvrières ont été détournées au profit des partis politiques, lesquels se sont introduits au sein des syndicats pour pratiquer cette besogne de désunion, de trahison, qui se constate chaque jour.

Ayant ainsi banni de vos organisations, la pensée syndicaliste LUTTE DE CLASSE, qui seule peut donner au prolétariat la possibilité de détruire les privilèges patronaux; les partis politiques ont conduit la C.G.T. à l'impuissance.

Complices ou dupes, les chefs cégétistes ne peuvent plus se réclamer des principes de l'Internationale ouvrière syndicaliste.

Aussi Travailleur, si tu veux vaincre un patronat plus fort, plus rapace que jamais, Si tu veux acquérir plus de réel bien-être en revendiquant victorieusement cette fois, Si tu ne veux plus être à la merci de tes exploités,

Reviens à la belle et sûre formule syndicaliste de la I^{re} Internationale (Association Internationale des Travailleurs, A. I. T.):

L'EMANCIPATION

DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Pour cette action rénovatrice par un SYNDICALISME D'ACTION DIRECTE, tu adhères à la F. S. où seul ton intérêt de classe peut être défendu.

Travailleur, lis et fais lire ton journal: *L'Action Syndicaliste*.

12, Rue Pavillon, 2^e étage.
F. S., Marseille,

SERVICE DE PRESSE DE L'A. I. T.

EQUATEUR

(A.I.T.). — En Amérique Latine, un nouveau journal de tendance anarchosyndicaliste vient d'apparaître. Son nom est *Ade-lante (En Avant)*, et il est publié comme organe des ouvriers des chemins de fer de l'Equateur. Le secrétariat de l'A.I.T. a tâché de nouer des relations avec ces groupes syndicaux.

APRES LA DICTATURE AU BRÉSIL

(A.I.T.). — Les nouveaux groupements anarcho-syndicalistes au Brésil réalisent un travail actif. *Cultura Proletaria*, à New-York, communique que le mouvement brésilien dispose déjà de deux publications dont l'une, si possible, devra être transformée en quotidien. L'un des deux journaux s'appelle *Renovacoes*, l'autre *A Lanterna*.

Tout indique que le mouvement syndicaliste révolutionnaire évolue favorablement après les périodes de dictature qui ont caractérisés les dernières dix années, dans une série de ces pays.

UN SIGNAL DE VIE DE VIENNE

(A.I.T.). — Le secrétariat de l'A.I.T. vient de recevoir une salutation de Vienne. Un militant du mouvement libertaire autrichien profita de la première occasion légale pour écrire à l'A.I.T. Il communique que seul très peu de camarades libertaires ont pu survivre les misères et les persécutions du fascisme et de la guerre. 80 % des militants ont succombé pendant les dernières années. Les militants survivants nous demandent des journaux et de la littérature pour pouvoir rompre l'isolement du mouvement causé par les deux régimes fascistes que le pays a dû subir. Ils nous promettent de nouveaux rapports.

« La Somme Révolutionnaire »

A part « Pour une Démocratie Nouvelle », dans laquelle l'esquisse d'une organisation sociale fédéraliste, ou l'homme prend possession de son destin, sont exposées des conditions nouvelles de l'action directe des masses dans le domaine économique, nous étions habitués à l'indigence intellectuelle de la gent sociologue.

« La Somme Révolutionnaire » (!) renouvelle l'exception. Non pas parce que l'auteur proclame que « le syndicalisme révolutionnaire est le seul ennemi sérieux du capitalisme », mais surtout par son érudition, ses convictions honnêtes et la force de persuasion qu'il met au service de sa cause. Dans un style direct, clair, dégagé de tout poncif prétentieux, il examine, analyse les faits, en fait une critique impitoyable, ou les approuve, selon leurs relations avec la thèse qu'il soutient.

Pour lui, les événements historiques ont un enchaînement dialectique. A chaque époque les hommes ont été placés en tête de l'Histoire ou ont joué un rôle que les circonstances leur imposaient de remplir. Au cours de ce processus, des idées ont été broyées, d'autres ont apparu, certaines de ces dernières sont restées inachevées ou incomprises. Celles de Saint-Just sont parmi celles-ci, comme elles sont les premiers balbutiements du syndicalisme révolutionnaire.

Toutes les valeurs spirituelles émises au cours des siècles font de la France le centre de la civilisation en même temps qu'elles constituent la somme révolutionnaire qui rend possible l'instauration du syndicalisme révolutionnaire.

Mais alors que nous ne voulons voir en les Patries que des divisions géographiques arbitraires pour n'y voir que des hommes, dressés quelquefois les uns contre les autres par le jeu des ambitions ou par des intérêts qui ne peuvent s'harmoniser dans la Société présente, pour l'auteur la Patrie est une fait historique, elle limitera le champ d'expérience révolutionnaire, elle est la négation de la Nation, de date récente, création organique du système capitaliste.

La Cité future doit être animée par toutes les bonnes volontés, quelle que soit leur origine philosophique. Le mysticisme doit y avoir sa place pour donner le sentiment d'amour et de fraternité, seul capable de susciter de nobles actions pour le bien de tous.

C'est une opinion erronée. Le sens mystique s'oppose, contrairement à l'athéisme, non seulement à la raison, mais aussi à toutes les formes subjectives de la raison.

L'inquisition, le fascisme et le stalinisme pour autant qu'ils ont représenté, ou qu'ils représentent des mystiques ayant reçu l'adhésion enthousiaste ou contraint des foules, n'en constitue pas moins la négation de la raison et de tous sentiments humains, par la violence, la haine, l'intolérance et le mépris de l'homme qu'ils déchainent.

La rédemption du monde ne peut se faire que sur des bases reposant sur l'homme, entité réelle et vivante. Et si la France, pour reprendre sa place dans le monde, doit rechercher des appuis et des contacts extérieurs, ce ne peut être par une jonction de son spiritualisme au matérialisme russe. Ça peut correspondre à des conjonctures politiques, pas à des nécessités révolutionnaires. Si le système capitaliste a donné la primauté « aux sciences de la matière sur les sciences de la vie », Lénine et le marxisme qui en est inséparable, loin d'accorder aux sciences biologiques toute leur valeur les ont réduites à des proportions infinitésimales.

Ce n'est pas vers la force qu'il faut se tourner pour conserver son indépendance, car les forces spirituelles sont impuissantes à donner une âme à la force positive envahissante, mais vers ce qui peut concourir au développement révolutionnaire dans le monde. Dans les pays latins il y a des forces neuves et viriles, ce sont celles-ci qu'il faudrait appuyer, ce sont celles-ci qui nous aideront à étayer la Cité future. Mais pour ce faire, faut-il sortir de la conception nationaliste surannée?

L'infrastructure sociale qui nous est présentée, devant être les assises de cette Cité, n'est pas inconnue pour nous. Elle fut exposée dans « Les Syndicats ouvriers et la Révolution Sociale » et, en partie, dans « Pour une Démocratie Nouvelle ». Seulement, et c'est une divergence fondamentale, l'auteur de « La Somme Révolutionnaire » considère devoir maintenir l'Etat. Il aurait, certes, des attributions limitées: relations extérieures, établissement des normes de conduite; les syndicats ayant la gestion de l'économie. En vérité la persistance de l'Etat ne peut être motivée que par la discordance des intérêts en présence dans la société. D'autant plus avec le maintien des partis qui sont le reflet, sur le plan politique, des oppositions entre couches sociales.

Le maintien des partis est l'antithèse fondamentale qui rompt l'équilibre de sa construction sociale. En poussant la pensée jusqu'à ses conclu-

sions logiques, il faut dire que c'est s'éloigner du syndicalisme pour tomber dans le corporatisme caporalisé et caporalisant. Pas mal de dictatures se sont servies du syndicalisme — comme d'autres ont puisé dans le stalinisme ou ont pris certains éléments de la démocratie — pour bâtir leur édifice, mais un syndicalisme abâtardi, défiguré, après avoir extirpé tout ce qu'il y avait de dangereux pour la civilisation capitaliste. En toutes circonstances il s'est agi de conserver la somme révolutionnaire du pays, caractérisée par la hiérarchie des fortunes et des droits. Mussolini, Salazar, Franco et Vichy en ont usé et même abusé. Mais le syndicalisme n'y a rien gagné. On l'a domestiqué, on l'a mis, non au service exclusif de la classe ouvrière pour sa libération totale, mais à celui de la société pour la conservation des intérêts particuliers qui s'opposent à ceux de l'Humanité.

Si le syndicalisme est majeur il doit aller de lui-même vers sa destinée, la présence d'une force supérieure qui s'impose à lui comme aux autres est l'affirmation de la subjugation. Et l'on ne peut le faire que si l'on a en vue des intérêts à maintenir, des rivalités à contenir, des rancœurs à taire.

Et puis, il faut le reconnaître, nous sommes énormément sceptiques, sur le choix des moyens proposés pour y parvenir. Nous ne discutons pas de la valeur du « chef », mais il est indiscutable que dans de nombreuses occasions il a montré une propension au pouvoir absolu.

Dans ces conditions on est à même de penser que l'évolution du nouvel ordre aboutirait à ce que nous condamnons précisément.

Pétain ne s'était-il pas aventuré dans cette voie? Comme pour donner plus de relief à cette idée, l'auteur écrit « que Pétain, après l'écroulement d'un régime pourri, condamné à plus ou moins brève échéance, ait instauré sur le mode de Franco, un régime corporatif (forcément transitoire parce qu'archaïque); qu'il ait, dans ce dernier, remplacé, compte tenu des circonstances, par simple déplacement d'intrigue, la duperie de l'élection par l'arbitraire de l'investissement, là n'est pas le crime.

Pour nous, si, c'était un crime, au même titre que les autres qui lui sont reprochés. L'abolition de la « condition prolétarienne » était un article de programme pour le pouvoir personnel; en fait, les congrégations économiques et financières avaient le monopole de direction et de décision. Tout comme ailleurs où existe un régime analogue.

Nous sommes aux antipodes de ce que nous préconisons. En revendiquant la gestion de l'économie et du social, nous entendons que les masses aient le pouvoir de régler toutes ces questions par elles-mêmes en dehors de toutes prééminences.

Toutes les expériences démontrent que nous n'avons rien à amender de notre doctrine.

Ses opinions sur le problème allemand rejoignent, dans une certaine mesure, les sentiments de la diplomatie officielle. Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. Pour atteindre cette liberté qui fuit constamment, pour ne pas être rongé par l'inquiétude des réactions possibles d'un peuple écartelé et mis en tutelle, le devoir qui s'impose pour tout homme désireux de bannir la barbarie, c'est de créer les conditions morales d'un rapprochement, ensuite de faciliter l'épanouissement des possibilités de libération humaines et sociales.

Dans le domaine impérial, les mêmes inspirations et les mêmes intentions doivent guider la politique des syndicalistes révolutionnaires.

Il y aurait beaucoup à écrire sur ce livre. Malheureusement la place nous manque.

Quoi qu'il en soit, par la richesse et la variété des sujets qu'il traite, l'aspect nouveau sous lequel il les représente, et les controverses qu'il engendre, sa place est dans la bibliothèque des militants qui veulent étudier le syndicalisme dans toute sa complexité doctrinale. Ils y puiseront des réactifs et des stimulants pour augmenter la force de leur conviction.

CONFÉRENCE

PARIS

« Le Problème des Salaires », tel fut le thème développé à la conférence organisée par le groupe parisien, salle de la Géographie.

Nos conférenciers développèrent leur sujet avec ardeur et clarté.

Au moment où le régime, que nous vivons, est dans l'impossibilité totale de résoudre ce problème vital pour les travailleurs manuels et intellectuels, il était bon que les syndicalistes apportent, une fois de plus, une solution qui viennent, à l'encontre de celles, plus ou moins hétéroclites, que nous offrent les politiciens et la C.G.T.

Les camarades qui assistèrent à cette conférence se montrèrent satisfaits et manifestèrent le désir de voir se renouveler plus fréquemment ces conférences.

NUAGES SUR LE MONDE

Les délégués à l'assemblée de l'O.N.U., où l'on s'était efforcé vainement d'apaiser ou de réduire les oppositions qui dressent l'impérialisme anglo-saxon contre l'impérialisme russe, venaient à peine de rentrer dans leur pays que la tension entre ces deux blocs prend une allure inquiétante, à tel point que la presse du nouveau continent, qui fabrique l'opinion publique, exige que des mesures draconiennes soient prises contre son antagoniste soviétique et déclare nettement que les désaccords doivent être tranchés par les armes.

Les causes apparentes de cette recrudescence antistalinienne sont connues: elles ont débuté avec l'affaire d'espionnage qui a éclaté au Canada. Des documents se rapportant aux bases militaires et stratégiques des Dominions anglais ont disparu, ainsi que d'autres ayant trait aux inventions nouvelles utilisées au cours de la guerre, perfectionnées et tenues secrètes. Cette affaire était suivie depuis plus de six mois par les services de la police et du contre-espionnage, ce qui prouve qu'elle était tenue en réserve pour influencer les courants d'opinion au moment propice et favorable. D'autant plus que ces procédés ne sont pas nouveaux, que de tout temps les Etats, par le canal d'agents spécialisés en cette matière, se sont efforcés de dérober, par la ruse ou la corruption, des documents d'ordre économique et militaire, aussi bien chez leurs adversaires que chez leurs amis, pouvant être utiles pour leurs Etats-Majors ou pour leurs banquiers et capitaines d'industrie.

Les Soviets, en la circonstance, n'ont fait que ce que les autres font.

Mais pourquoi ce courroux scandalisé et puritain de M. Mackenzie King? Pourquoi ces accusations lancées contre Moscou d'immixtion dans les affaires canadiennes par des agents diplomatiques accrédités et couverts par l'immunité diplomatique?

C'est que la Russie a mis à rude épreuve le bloc anglo-saxon à l'O. N. U. en s'opposant systématiquement à lui, notamment à l'Angleterre, sur la question iranienne et indonésienne et qu'il s'agit de la représenter comme fauteur de troubles et responsable d'insécurité permanente.

Mais ce n'est pas tout. C'est aussi parce que l'expansionnisme impérialiste russe heurte violemment les intérêts anglo-yankee en Iran et en Chine que du chantage et des menaces sont proférées contre lui.

Il semble aussi que c'est à dessein que les événements d'Iran ont été grossis démesurément, où règne d'ailleurs la pire confusion, où les nouvelles sont des plus contradictoires; les démentis succédant aux affirmations sans fondement et pessimistes.

Une seule chose est certaine, c'est que la Russie, contrairement aux termes du traité qu'elle a signé en 1942, maintient ses troupes sur le sol iranien, suscitant des réactions violentes à Londres tandis que le State Department ne manifeste aucune émotion débordante (1).

La vérité, c'est que les uns et les autres ont contribué à créer cette situation. Il est probable, pour ne pas dire certain, qu'à la Conférence de Potsdam les revendications russes sur le plateau de Kars et sur Ardakan ont été non seulement discutées, mais aussi prises en considération, sans préciser comment les Soviets mettraient la main sur ces territoires turcs. Or, si l'on s'en réfère uniquement aux données géographiques de la question, on comprend aisément que le seul moyen capable d'amener la Turquie à une amputation territoriale, c'est son encerclement, assorti d'une menace d'intervention militaire.

Les pourparlers secrets des « Trois Grands », l'imprécision de leurs décisions les rendent solidaires des incidents du Proche-Orient et l'on conçoit l'explosion d'indignation d'outre-Manche.

Ce qui est aussi vrai, c'est qu'en Iran les Soviets ont profité de leur installation dans le pays, prévue pour assurer la sécurité des communications dans le Proche-Orient, avec les troupes anglaises pendant la guerre, pour créer les conditions nécessaires à une main-mise sur cette partie de l'Asie et obtenir des concessions pétrolières que leur refusait le gouvernement iranien, en même temps avoir le contrôle des voies de communication qui mène vers le golfe Persique et celles qui vont vers le monde arabe.

En détachant l'Azerbeïdjan de l'Iran, ce qui est pratiquement réalisé actuellement, même au delà par l'absorption de territoires non azerbéïdjanais, la Russie s'assure aussi des possibilités d'encerclement de la Turquie.

Mais où la chose devient plus grave pour la démocratie du dollar, c'est que les gisements qu'elle convoitait lui échappe définitivement, puisqu'en presque totalité ils se situent en Azerbeïdjan et que ce nouvel Etat est passé dans l'orbite stalinienne.

On avait bien pensé à Londres, à l'O.N.U., après les discussions sur l'Iran, où le débat ne fut pas poussé à fond, à l'annonce de la reprise des négociations entre Moscou et Téhéran, que la Russie tiendrait compte des desiderata des autres autres puissances. Mais aujourd'hui c'est un désenchantement total; elle poursuit inexorablement sa politique qui soulève des protestations intéressées, où les notions de droit et de justice n'y entrent que pour cacher le dépit, et de nature à accélérer le processus d'où surgira des conflits sanglants.

Car les Soviets obéissent en même temps à des préoccupations moins que rassurantes: celles de posséder des bases stratégiques d'opérations militaires éventuelles qui puissent gêner considérablement ses futurs antagonistes; le contrôle des Dardanelles pour consolider leur hégémonie économique en Europe balkanique et centrale et écarter tout danger par la Mer Noire; pouvoir, éventuellement, apparaître en Méditerranée et gêner les voies de communications adverses; prendre possession de routes qui conduisent en Irak où se trouvent les sources d'approvisionnement en pétrole dont disposent les Anglo-Saxons, et qui sont un élément essentiel dans la guerre, et couper si possible, le canal de Suez; d'autre part, par le Golfe Persique, faire peser une menace permanente sur l'Inde.

Comme on peut en juger, les chances d'une paix durable sont plutôt légères.

Ce qui se passe en Mandchourie est aussi inquiétant. Ceux qui croyaient que la Chine, libérée de l'impérialisme nippon, unifiée par le démocrate Tchang Kai Cheik, allait leur livrer ses trésors et ses richesses soni fortement déçus. Sa plus riche province est sous la botte soviétique ou sous celle de ses mercenaires.

La querelle a commencé pour le contrôle des voies ferroviaires — le Sud Mandchourien — sans lequel aucune pénétration n'est possible, puisque c'est la seule ligne importante avec l'Est Chinois. Mais en même temps que les troupes soviétiques remontaient vers le nord, les bandes et les troupes communistes chinoises prenaient leur place, y installaient leurs administrations, sans que le gouvernement central chinois et l'état-major américain puissent intervenir; le port de Dairen n'étant accessible que si la Russie y consent, en vertu du traité russo-chinois.

Pour saisir toute la gravité de la situation, il ne faut pas perdre de vue que la Mandchourie n'est pas seulement riche par la fertilité de son sol, mais aussi par les richesses immenses de son sous-sol et qu'il y existe des industries importantes, pour aussi récentes qu'elles soient, où les capitaux américains furent investis.

La récupération des équipements industriels comme « prise de guerre » par la Russie affecte gravement les Etats-Unis qui y voient une atteinte au droit international et une spoliation qui les touchent directement. Ce « démantèlement » est d'autant plus mal fondé qu'en reconnaissant la souveraineté de la Chine sur la Mandchourie il dépossède son allié d'hier des biens qui devraient normalement lui revenir.

Mais là encore les mêmes soucis agitent les sphères du Kremlin. Il s'agit d'aller rapidement vers le rééquipement industriel de la Russie, avant que le conflit éclate. Elle a besoin de locomotives, d'usines spécialisées dans cette fabrication, aussi bien que d'installations sidérurgiques, comme son nouveau plan quinquennal le fait ressortir clairement. C'est la raison pour laquelle les troupes russes s'approprient des usines entières et des installations dans la même mesure, pour accroître sa puissance industrielle pendant qu'il est encore temps.

Toutes ces péripéties plongent le monde dans l'angoisse à l'idée que les épreuves que lui fait supporter l'impérialisme mondial quelle que soit sa couleur, ne sont pas terminées.

Elles n'auront pas de cesse tant que les travailleurs n'auront pas compris que seul le syndicalisme révolutionnaire, dans la mesure où il sera une force qui compte, peut faire échec à la guerre qui vient.

Quand l'aurons-nous? Personne ne peut le dire: peut-être dans six mois, dans un an ou dans cinq ans. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle avance à grands pas.

(1) On annonce que l'évacuation de l'Iran a commencé le 25 mars.

VARIATIONS sur un ministère

(Suite de la première page)

rées. L'indemnité des constituants est majorée. Sans doute cette indemnité n'est-elle pas considérée comme « un salaire », mais comme un prix de vente. Thorez se vautre dans la plus confortable des automobiles qu'il met à la disposition de sa progéniture et ceux-là qui, il n'y a pas si longtemps, hurlaient après les « gueules de vaches » et gueulaient: « A bas l'Armée! » ont voté 140 milliards de crédits militaires. Car, il nous faut une armée! On ne peut tout de même pas envoyer nos glorieux généraux se faire inscrire au fonds de chômage! Il y a bien, paraît-il, les bombes atomiques qui pourraient d'un seul coup désintégrer cette armée. Mais... il nous faut quand même une armée! Contre qui?

Voilà où en est le Peuple français qui passait, dit-on, pour le plus spirituel de la Terre. Il a sans doute beaucoup changé.

Quand comprendra-t-il que le fascisme n'est pas mort, qu'il est comme le caméléon, qu'il a seulement changé de couleur!

Il faut en finir avec tous les partis. Les solutions ne sont pas d'ordre politique, mais d'ordre économique. Il faut supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Il faut détruire toutes les contraintes. Il faut démolir les fondements d'une société qui asservit l'individu et construire une société au service de l'individu. Il faut syndicaliser tous les moyens de production, organiser l'échange et la distribution.

Tant que les travailleurs ne contrôleront pas effectivement l'activité économique, rien ne sera viable. Toute la production aux syndicats. Tout le social aux communes. Mais en attendant, faut-il continuer à crever de faim sans rien dire, sans rien faire? Non!

Travailleurs de toutes conditions, manuels et intellectuels, rejoignez l'organisation syndicale. Créez des comités d'usine, de bureau, de quartier. Les dirigeants de la C.G.T. se vautrent dans le char de l'Etat? Qu'ils y crèvent d'indigestion! Que les ouvriers n'abandonnent pas la lutte pour cela. Qu'ils viennent grossir nos rangs pour lutter fraternellement avec nous contre tous les politiciens, pour la réalisation de leurs légitimes aspirations, pour leur libération véritable, pour l'avènement d'une société vraiment humaine.

Dans les Syndicats

dans le Livre

S'il est une industrie à l'ordre du jour, c'est bien celle du livre.

Tout d'abord, ce fut le mouvement d'action des rotativistes, mouvement brisé par la coalition, patronale, gouvernementale et cégétiste.

Quoique ayant repris le travail sans avoir obtenu les promesses qui leur avaient été faites, sans que fut mise en application la décision Saillant grâce au veto de Croizat et de la Fédération de la presse que préside M. Bayet, la lutte continue au sein des entreprises de presse.

Il faut dire, et c'est à leur honneur dans une période d'asservissement aux partis politiques, que les « rotos » ont conservé une conscience de classe et n'ont pas oublié les vieux principes syndicalistes d'action directe qui firent et referont la force du syndicalisme, sachant que seule cette dernière leur permettra d'obtenir leurs légitimes revendications.

Malgré la trinité, ligée contre eux, leur volonté et leur ténacité viendront à bout de toutes les arrogances et montrera à la classe ouvrière tout entière, que si elle veut vraiment obtenir son droit à une vie décente, elle ne doit compter que sur elle-même pour l'acquérir.

Ceci n'est pas tout. Nous venons d'apprendre que les dirigeants des syndicats des « typos » et « rotos ». Largentier et Basignan, sont exclus à vie du mouvement syndical, par décision du bureau confédéral.

On leur reproche d'avoir témoigné au procès Luchaire.

Nous n'avons pas à examiner les dépositions au tribunal des deux camarades précités. Mais ce qui nous fait nous dresser contre la sanction prise, c'est l'abandon, une fois de plus, de la part du Bureau Confédéral, des principes du syndicalisme.

Par ce geste, l'on a foulé aux pieds l'autonomie des organisations de base. A notre humble avis, il était de toute logique, que si conflit il y avait, il devait être porté devant les syndicats intéressés, et ce sont les syndiqués eux-mêmes qui devaient prendre toutes décisions utiles.

Mais allez donc demander de la logique à nos dictateurs aux petits pieds du Bureau confédéral.

Les « typos » et « rotos » ont toutefois pris position, mais pas dans le sens que le pensaient nos augures. Ils se sont affirmés solidaires de leurs militants frappés. Le conflit en est là.

Si l'on maintient la sanction, il y aura — à l'exemple des marins de Bordeaux — inévitablement casure.

Nous pensons, pour notre part, qu'en haut lieu, l'on ira jusqu'au bout. Il est absolument nécessaire que les syndicalistes restant à la C. G. T. se soumettent ou se démettent. Le syndicalisme doit disparaître de la C. G. T. C'est peut-être paradoxal, mais c'est ainsi.

Qu'y restera-t-il? Seuls les deux partis frères, qui se dévoueront à qui mieux mieux et qui par leurs discussions byzantines, n'ayant rien à voir avec l'amélioration du sort de leurs mandants, ni pour activer l'action vers les buts que s'est assigné le mouvement syndical, feront le vide autour d'eux.

Est-ce que les travailleurs qui, à l'image des « rotos », ont conservé une conscience syndicaliste, vont continuer à accepter une telle situation? Nous ne le pensons pas. Les scissionnistes, les vrais se trouvent au bureau confédéral. Aux syndicalistes d'ouvrir les yeux et de prendre la solution, la seule qui s'impose, la renaissance du syndicalisme en France.

Résolution

Le dernier repaire du fascisme, le franquisme, est forcé. Une vague prolétarienne d'indignation déferle sur le monde, rejoignant les héroïques combattants de l'émancipation sociale qui combattent clandestinement sur le sol espagnol.

Le Conseil syndical, enregistre, une fois de plus, la carence des organisations les « plus représentatives » à s'engager dans une lutte effective pour des objectifs intéressants au plus haut degré le sort des travailleurs. Au lieu de prendre la direction de la lutte, elles se sont bornées à suivre le gouvernement, alors qu'il aurait fallu alerter les masses ouvrières de tous les pays pour forcer leur gouvernement pseudo-démocratique à prendre des mesures coercitives contre Franco. La F.S.M., organisation internationale de ces dernières, est sortie de son mutisme habituel, posant timidement l'idée de l'internationalisation de la lutte.

Le Conseil syndical dénonce l'attitude équivoque des impérialismes yankee et anglais, misant tout aussi bien sur Franco, Giral ou le prétendant Don Juan, l'essentiel pour eux étant de conserver les avantages économiques et les privilèges qu'ils ont acquis en Espagne par Franco.

C'est parce qu'ils ont mis la main sur le système bancaire, sur les réseaux téléphoniques, les ports, l'industrie de transformation, des chantiers navals et l'industrie textile, que leur politique heurte les sentiments de justice et de réprobation des masses ouvrières du monde entier.

La lutte pour la libération de l'Espagne est une lutte qui dépasse le cadre national pour atteindre tous les impérialismes intéressés à la mise en coupe réglée de ce pays.

Dans ces conjonctures, le Conseil syndical invite ses adhérents à soutenir moralement et par tous les moyens la Confédération Nationale du Travail d'Espagne qui a entrepris et continue son combat pour la libération totale des travailleurs espagnols; il salue son conseil national et ses comités régionaux qui, sur le sol espagnol, mènent un travail inlassable pour atteindre ce but, malgré les arrestations et les exécutions, ainsi que ses vaillants organes clandestins: Solidaridad Obrera; C.N.T. Madrid et C.N.T. Cadix.

Fédération des P.T.T.

Section d'Auxerre

Les Travailleurs des P. T. T. de l'Auxerrois, réunis en Assemblée générale le mardi 26 février 1946. Bourse du Travail d'Amiens:

Estiment que la fonction publique n'a pas été défendue par les responsables du Cartel Central des services publics qui n'ont pas eu le courage de poursuivre la lutte et de la rendre efficace.

Protestent, avec toute leur énergie contre la tendance politique qui se dessina à l'intérieur de la C. G. T., plaçant celle-ci à la remorque du gouvernement alors qu'elle devrait garder sa liberté d'action et faire aboutir nos justes revendications.

Réclament l'indépendance syndicale. Se désolidarisent du Bureau Fédéral pour ses méthodes d'action.

Motion votée à l'unanimité moins une abstention

Section d'Avallon

Les Travailleurs des P. T. T. de la Section avallonnaise, réunis en Assemblée générale le 17-3-46: Décident de s'abstenir dans le vote relatif au C. C. de la C. G. T.

Réaffirment avec force leur position: Consultation systématique des syndiqués sur toutes les questions importantes avant décision des sommets.

Neutralité absolue de la C. G. T. et des organisations qui la composent, en matière politique, sous réserve de leur droit de réponse à des agissements caractérisés dont elles seraient l'objet.

Non participation de l'organisation syndicale à des coalitions comprenant des organisations politiques, philosophiques ou religieuses et aux élections politiques.

Interdiction de cumuler des fonctions syndicales avec des mandats politiques rétribués.

Motion votée à l'unanimité.

Lille

Dans cette région, les politiciens ont une grosse influence parmi la classe laborieuse, ce qui rend très ardue la tâche de nos camarades. Néanmoins ces derniers, avec ténacité continue inlassablement leur travail de propagande syndicaliste révolutionnaire et ont le ferme espoir de voir leurs efforts couronnés de succès.

C'est ainsi que deux réunions se sont tenues à Lille et à Croix, avec la présence d'un délégué de la F.S. A Lille, les sympathisants furent invités par des convocations individuelles, malgré un temps épouvantable, et la tenue du Congrès de l'U. D., un bon noyau d'entre eux, assistèrent à la réunion.

Le représentant de la F.S. exposa les buts de cette dernière et sa position face aux problèmes présents intéressants au plus haut point les travailleurs manuels et intellectuels.

Après une discussion amicale, où des points particuliers furent précisés à la satisfaction de tous, des adhésions au groupe lillois furent enregistrées, d'autres vont suivre, car l'heure tardive nous fit évacuer la salle.

Le groupe lillois de la F.S. est donc maintenant bien assis et va certainement aller en se développant.

A Croix, réunion chez un de nos vieux camarades. Ce fut surtout un examen de la situation en général et du syndicalisme en particulier, entre militants de la région. Examen qui permit de situer très nettement la position de la F.S. dans tous les domaines, et les nécessités impérieuses de son activité.

Après cette entrevue de clarification, les camarades vont se mettre à la besogne pour faire rayonner la filiale française de l'A.I.T. à Croix, Roubaix, Tourcoing.

Afin de coordonner le travail de propagande dans la région du Nord, un camarade a été désigné.

En conséquence, les adhérents ou sympathisants des départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme sont invités à se mettre en contact avec le camarade O. Duhamel, café Alphonse, 13, rue du Molinel, à Lille (Nord).

LA VIE DE NOS GROUPES

ALGER

Permanence. — Le dimanche matin, lieu habituel. Service de librairie et journaux. Renseignements.

Adhésions. — Travailleurs qui sentez la nécessité de vous grouper pour lutter en commun (meilleures conditions immédiates d'existence, transformation sociale, avènement d'un monde nouveau), ne comptez ni sur les partis politiques « de gauche » qui soutiennent le régime responsable de vos maux, ni sur la C. G. T. qui a renié ses buts révolutionnaires. Venez vous joindre à nous, adhérez à notre groupement.

Pour tous renseignements, statuts, etc., écrivez au Siège Fédéral, à Paris, qui nous transmettra.

Local. — La crise des logements à Alger nous met en grosse difficulté pour obtenir un local qui nous permette de tenir une permanence quotidienne. Nous demandons à tous les sympathisants de nous transmettre tous renseignements utiles à ce sujet.

Manœuvres syndicalo-politiques. — Le Syndicat des Hospitaliers d'Alger (C.G.T.) renouvelle son Bureau... comme d'habitude selon les nuances politiques. Les communistes « français », cette fois, font bloc avec les fascistes, contre les Socialistes « S.F.I.O. », et surtout contre les syndicalistes révolutionnaires.

Les manœuvres contre un de nos camarades sont particulièrement actives, mais ces messieurs trouveront à qui parler... et les syndiqués apprécieront.

Rations de force. — Nous apprenons qu'une catégorie de travailleurs particulièrement intéressante, les flics devant les difficultés de ravitaillement à Alger, viennent d'être admis au bénéfice de la ration de force... probablement sur les instances de la C.G.T., et en vue du passage à tabac lors des prochaines grèves.

LILLE

Les camarades de Lille et de la région sont avisés qu'une permanence sera tenue tous les samedis de 18 à 20 heures, par le camarade O. Duhamel, au café Alphonse, 13, rue du Molinel, Lille.

PARIS

Les adhérents et sympathisants de la région parisienne sont avertis qu'une permanence se tient tous les jours de 15 à 19 heures et le samedi toute la journée au siège, 22, rue Sainte-Marthe, métro Belleville.

Ils y trouveront un service de librairie et toutes les publications les intéressants, et également les renseignements dont ils auraient besoin.

BEAUCAIRE

Nous sommes heureux de voir que les gars du bâtiment, comme par le passé, se serrent les coudes autour de notre Syndicat. Nous savons très bien, que tous ces camarades venus spontanément grossir nos rangs sont de vieux militants syndicalistes. Nous sommes certains que dans un avenir très proche de nouveaux éléments se joindront encore à notre organisation. Cela par la force des choses, car devant la carence des organisations cégétistes et des partis politiques une vague de mécontentement déferle sur les masses ouvrières de chez nous. Aussi, camarades qui êtes écœurés par l'action néfaste des dirigeants cégétistes et des partis politiques, venez nombreux grossir les rangs des vrais syndicalistes révolutionnaires.

A.I.T. Fédération syndicaliste A.I.T. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 h., au siège, bar du Casino.

L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE DE SEBASTIEN FAURE

Les camarades qui désireraient se procurer les tomes II, III, IV, en fascicules non brochés, sont priés d'écrire soit à Pierre Lentente, 55, rue Pixerécourt, Paris (20^e), soit à René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e).

Nota. — Il existe encore quelques collections complètes non brochées, dont le tome I est défectueux.

GROUPE LIBERTAIRE DE PUTEAUX

Samedi 6 avril, à 20 h. 30, salle du Pointage. Mairie de Puteaux: Causerie sur le Syndicalisme, par le camarade ROTOT.

Appel aux Camarades

Malgré toutes les difficultés rencontrées, dont les mesures coercitives contre la presse, « l'Action Syndicaliste » continue son chemin.

A partir de ce numéro, « l'Action Syndicaliste » paraît sur un format plus grand, ce qui permettra de rendre notre journal plus vivant et d'une diffusion plus facile.

Malgré les frais supplémentaires que nous impose l'agrandissement du format, malgré l'interdiction qui frappe « l'Action Syndicaliste » de la part du gouvernement, ce qui nous prive des répartitions normales de papier et qui nous oblige à des frais d'expéditions plus élevés; le prix de vente de « l'Action Syndicaliste » reste fixé à 4 francs et le prix des abonnements inchangé.

Mais notre effort resterait vain si tous les amis ne nous aidaient pas dans notre tâche. La diffusion de « l'Action Syndicaliste » doit augmenter, de nouveaux dépôts de vente doivent être créés, la chasse aux abonnements doit être faite de façon sérieuse.

Camarades, au travail!

De plus, l'aide financière des camarades, pour amplifier notre propagande et faire vivre notre journal, ne doit pas ralentir. Une grande souscription permanente est ouverte, demandez les listes de souscription qui sont à la disposition de tous, à l'administration.

Les souscriptions reçues à partir du 15 mars paraîtront au fur et à mesure, chaque mois, dans « l'Action Syndicaliste ».

« L'Action Syndicaliste », sur grand format, est le préluce de « l'Action Syndicaliste » hebdomadaire.

Camarades, aidez-nous.

Service de Librairie de l'« A.S. »

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)

L'Ethique du Syndicalisme (P. Besnard).....	25 31
L'Entraide (P. Kropotkine).....	100 109
Force et Matière (Louis Buchner).....	100 109
Le manifeste communiste (J. Molitor).....	60 66
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric).....	30 36
Les Bourses du travail (F. Pelloutier).....	60 66
Fernand Pelloutier (M. Pelloutier).....	30 36
Qu'est-ce que la propriété (De Proudhon).....	110 125
Histoire du socialisme en France (Paul Louis).....	150 159
Correspondance (Elisée Reclus):	
Tome 1.....	150 159
Tome 2.....	150 159
Tome 3.....	150 159
La liberté de la conception (Docteur Marchal).....	75 81
Le Calendrier Médecis indispensable avec le livre.....	30 32

BROCHURES

La C.N.T. par le Monde (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.) ..	5 8
Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire (contenu T., les statuts de la C.G.T.S.R., les statuts types de syndicat, conseils utiles, etc...) ..	5 8
Propos d'un Educateur (Sébastien Faure).....	5 7
Pour la justice économique (Barbedette).....	5 7
La fin de la guerre (Ernestan) ..	5 7
Deux martyrs: Sacco et Vanzetti (Sébastien Faure).....	5 7
Les libéraux et le problème social.....	15 17
La Politique et les Politiciens (E. Rothen).....	10 12
Mourir pour la Patrie (Ch. Bourcinot).....	10 12
Qu'est-ce que le prolétariat (Las-Hortes).....	5 7
Les narchistes (Sébastien Faure).....	5 7
Centralisme et fédéralisme	5 7
Le Syndicalisme et l'Etat (E. Rotot).....	10 12
Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937)	2 3
Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire (P. Lapeyre).....	1 2

Pour tout envoi recommandé joindre 5 francs en supplément

En raison des frais élevés d'expédition le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.

ABONNEMENTS

Abonnem. ordin. 12 numéros ..	45 fr.
Abonnements de soutien	100 fr.

Pour tout envoi de fonds:

C. C. 5046-35 Paris
R. DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e)

Edition de la Fédération Syndicaliste sous l'égide « Les Problèmes Syndicalistes »

UNE BROCHURE D'ACTUALITE

Le problème des salaires reste la grande question d'actualité.

Avec lui, c'est toute la question du pouvoir d'achat, donc de la garantie de l'existence qui se pose pour les travailleurs.

Or, jusqu'aujourd'hui, aucune solution valable n'a été proposée.

Si vous voulez être renseigné à ce sujet et pouvez renseigner vos Camarades, demandez-nous notre brochure :

Le PROBLEME DES SALAIRES

par Pierre Besnard

Prix: 6 francs, au Siège

Franco : 7 francs

Par 25 exemplaires: 5 fr.

Adresser les commandes à René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e). C. C. P. 5.046-35 Paris.

En vente au Siège:

22, rue Sainte-Marthe
Paris (10^e)

L'ACTION SYNDICALISTE

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A **RENÉ DOUSSOT**,
9, Avenue de la Porte Clignancourt - Paris-18^e.

ABONNEMENTS { Ordinaire-12 Nos : 45. »
Soutien » 100. »

Organe de la Fédération Syndicaliste
section française de l'A.I.T.

PRIX : 4 Francs

1^{er} MAI 1946 - Numéro 12

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
22, RUE SAINTE-MARTHE - PARIS-10^e
MÉTRO ; BELLEVILLE

La C.G.T. est morte, la C.G.T.U. lui succède

Après le Congrès Confédéral

La fin du Syndicalisme dans la C.G.T.

Le Congrès de la C.G.T. vient de prendre fin. Il a été ce que nous pensions: un Congrès minutieusement préparé, où nulle surprise n'était possible. La minorité, réduite à sa plus simple expression par le jeu savant de la représentation, n'avait aucune chance de voir triompher ses thèses qui, au surplus, ne furent pas défendues avec chaleur, ni par des hommes qualifiés. Il faut d'ailleurs dire que cette minorité était très disparate dans ses éléments constitutifs. Il y avait beaucoup plus « des minorités n'ayant rien de bien commun entre elles » qu'une véritable minorité organisée, capable, par son homogénéité, de faire bloc sur des idées communes. Ceci suffirait à expliquer la défaite de ce conglomérat de minorités, dont les parties, d'accord sur un point, s'opposaient sur plusieurs autres et s'annulaient les unes les autres. La différence qu'expriment les deux scrutins suffit à prouver ce que nous affirmons. En face, une majorité communiste, homogène et disciplinée à l'extrême, ne pouvait que triompher de ces minorités bigarrées. C'est ce qui arriva.

Victoire facile ne signifie pas succès durable

C'est par une majorité des 4/5 que le parti communiste l'emporte dans ce Congrès confédéral. Majorité exagérée, qui ne correspond pas à la réalité; en effet, en imposant que seuls les syndicats comptant au moins 5.000 adhérents seraient représentés directement au Congrès et que les autres syndicats ne le seraient qu'indirectement, le Bureau Confédéral et la Commission administrative ont sciemment faussé les résultats. Les petits syndicats sont étouffés, les grands favorisés et rien ne prouve que les « grands » syndicats ont respecté le mandat que les « petits » leur avaient confié. Cela se découvrira plus tard, mais les résultats n'en resteront pas moins acquis et nul ne pourra y revenir. Et puis, qui dira le nombre des syndicats où le résultat des Assemblées générales fut, ou falsifié, acquis dans des conditions irrégulières ou par un nombre fantomatique de présents?

Quoi qu'il en soit, le rapport d'activité, qui mériterait bien davantage le nom « d'inactivité », au moins depuis un an, est le suivant: pour: 8.334 syndicats exprimant 22.077 voix; contre: 1.292 syndicats exprimant 3.263 voix; abstentions: 172 syndicats représentant 413 voix. Les mandats de 346 syndicats, représentant 577 voix, furent contestés.

La victoire des communistes, sur ce rapport, est donc de 85 %. Victoire écrasante, victoire totale, mais victoire dangereuse, parce qu'acquise dans des conditions irrégulières, qui n'expriment nullement la vérité. Victoire qui, en peu de temps, par le jeu des facteurs psychologiques et des impondérables, pourrait bien se retourner contre ses bénéficiaires d'aujourd'hui et les écraser à leur tour, s'ils ne parviennent pas à la réaliser complètement d'ici peu.

Sans doute, les communistes comptent-ils sur les résultats des élections pour matérialiser cette victoire et la rendre concrète. Qu'ils prennent garde! Il se peut fort bien qu'ils se trompent; et puis, un succès électoral — au reste assez peu probable — ne leur permettra pas de conserver la confiance des masses travailleuses, ni leur affection; mais une politique anti-ouvrière, comme celle qu'ils appliquent depuis qu'ils sont partiellement au pouvoir, éloignerait ces masses de façon définitive. C'est d'ailleurs ce qui arrivera probablement. Et, contre cela, tous les truquages ne pourront rien.

Le triomphe communiste au Congrès de la C.G.T. peut donc avoir des conséquences assez imprévues de ses bénéficiaires, à brève échéance, parce que, cette fois-ci, ce qui arrivera ne pourra être imputé à personne d'autre qu'au parti communiste, dont la responsabilité directe sera complètement engagée et indiscutable.

Les otages et les prisonniers

Pour n'avoir pas laissé aux communistes toutes leurs responsabilités, les minoritaires, nuance Jouhaux, se sont voués à la disparition et seront confondus dans la même opprobre par les travailleurs. Il est vrai qu'ils avaient déjà tellement de choses à se reprocher dans le passé, que cela ne changera guère leur situation à l'égard de ces travailleurs.

Cinq d'entre eux — ce qui est sans rapport avec les suffrages obtenus — ont accepté de faire partie du Bureau Confédéral, qui se trouve composé de sept communistes, cinq ex-confédérés et un radical-socialiste communiste. Un communiste, Frachon, et un ex-confédéré, Jouhaux, sont désignés comme Secrétaires généraux. Les communistes ont donc la majorité partout. Il en est de même dans la composition de la Commission administrative, qui comprend: 20 communistes et 15 ex-confédérés, ce qui est également disproportionné avec les suffrages obtenus qui, dans le vote le moins favorable, est de 85 % pour les communistes et 15 % pour les minorités, dont 10 % environ pour les ex-confédérés.

En agissant ainsi, les communistes ont voulu paraître magnanimes. En réalité, ils ne se sont montrés que roubards et les ex-confédérés, écrasés au vote, obtiennent une représentation sans aucun rapport avec leur nombre exact. Il y avait une raison, pour les communistes, d'opérer ainsi, celle-ci: En agissant ainsi, les communistes font preuve

(Suite page 2.)

LE MASSACRE DES TIMORÉS

La presse bourgeoise, les milieux politiques et autres, tout le monde en un mot, s'est intéressé au 26^e congrès de la C. G. T. Chacun y a été de son pronostic, misant sur la scission ou prophétisant la soumission des ex-confédérés à la politique de la C. G. T. U. qui vient de naître.

Nous sommes de ceux pour qui les résultats des assises confédérales sont ce que nous avons prévu. Nous savions très bien qu'aucune des deux tendances, les communistes moins que quiconque, ne voulait endosser la responsabilité de détruire l'unité syndicale. D'ailleurs il aurait fallu un courage moral qui ne semble pas être une vertu en honneur au sein de la minorité.

Mais d'autres raisons, celles-là, bien plus profondes, ont retardé la scission. Quelles que soient les divergences et la vigueur avec laquelle elles furent quelquefois exposées; c'est que les conjonctures politiques ne le permettent pas. Les communistes sont les représentants et les partisans virulents du bloc soviétique qui s'oppose, par moments avec éclat, au bloc occidental, c'est-à-dire à la démocratie bourgeoise, qui trouve son expression politique dans le mouvement syndical en la personne des socialistes que l'on confond généralement avec les syndicalistes réformistes, espèce en voie d'extinction complète. Ces deux blocs n'en sont pas encore venus aux armes pour des considérations économiques, mais, indubitablement, ça le sera dans un temps relativement court.

Ce répit est mis à profit par les uns et les autres pour renforcer leurs emprises sur la classe ouvrière pour l'amener, au moment crucial, à s'enrôler sous la bannière d'un des blocs. Et, au fond, les réformistes espèrent bien avoir leur revanche bientôt, par usure de leurs adversaires. Par conséquent la rupture de l'unité se fera, comme elle s'est faite en fait en 1939, à la veille de la déclaration de la prochaine guerre. Les rivalités sanglantes des deux blocs impérialistes auront leurs répercussions politiques au sein de la Confédération qui rendront impossible la cohabitation des deux forces adulatrices incompatibles.

Nous avons encore de beaux jours devant nous pour admirer les parties de pancrace que vont se jouer les frères ennemis, les saluts jésuitiques; le tout agrémenté d'insinuations malveillantes ou dépourvues d'aménité.

Ce qui ressort nettement, ce qui est visible pour un militant un tant soit peu au courant du mouvement syndical, c'est que les communistes ont triomphé sur toute la ligne et qu'en fin de compte tous les fondements de la C. G. T. sont bouleversés par eux. Le fédéralisme qui était l'architecture de la « vieille maison » est remplacé par une monstruosité

(Suite page 2.)

Pour un 1^{er} Mai Syndicaliste

Travailleurs manuels et intellectuels,

Comme au temps de Vichy et de l'occupation nazie, le gouvernement tripartite fait du 1^{er} mai un jour de fête.

Ne soyez pas dupes!

A travers les ans, le 1^{er} mai fut toujours une journée de revendication et d'action de la part des prolétaires du monde entier.

Cette année doit voir revivre cette lutte revendicatrice, devant la carence de ceux qui se prétendent défenseurs de la classe ouvrière et de la C.G.T.

Lutte pour l'obtention d'un salaire permettant de vivre, par l'application de l'échelle mobile avec création de la monnaie-travail.

Lutte contre l'éventail des salaires pratiqués actuellement, qui permet des différences importantes entre le gain du travailleur manœuvre et celui de l'ouvrier qualifié, créant ainsi une certaine division dans les entreprises, dont l'exploiteur est le seul bénéficiaire.

Lutte pour la liberté de l'embauchage, contre la survivance des lois de Vichy, obligeant le contrôle du travailleur par les services du Ministère du Travail.

Lutte contre la guerre qui rôde, car le capitalisme conserve des appétits impérialistes, et les contradictions existant entre les deux blocs nous font augurer un nouveau conflit.

Lutte pour la liberté d'expression de la presse révolutionnaire, car notre organe « L'Action Syndicaliste », malgré nos demandes, n'a pas encore reçu l'autorisation de paraître de la part du Ministère intéressé.

Lutte, en accord avec les prolétaires du monde, groupés au sein de l'Association internationale des travailleurs, pour l'émancipation totale de la classe ouvrière, par la syndicalisation des moyens de production et d'échange.

Pour mener ces luttes à bien, pour que le 1^{er} mai 1946 soit le point de départ de la renaissance du syndicalisme, travailleurs manuels et intellectuels, groupez-vous au sein de la Fédération syndicaliste qui a maintenant debout, envers et contre tous ses détracteurs, le syndicalisme révolutionnaire en ce pays.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
ET LE BUREAU DE LA F. S.

Premier Mai d'inaction

Le Premier Mai devrait être un jour de revendication et de révolte. Par la faute des politiciens ce sera un jour de calme et de reniement.

Le capitalisme est toujours aussi puissant, aussi vigilant et il se prépare à faire renaître le fascisme de ses cendres.

Celui-ci nous apparaîtra sous un autre uniforme, c'est certain, et se recommandera de la démocratie nationale, collaborative et antilutte de classe cent pour cent.

Rien de changé en somme avec la démocratie bourgeoise.

Ce néo-fascisme s'affirme dans les partis politiques ouvriers qui ont abandonné tout esprit révolutionnaire et sur la C. G. T. qui vient de renier ses origines: le fédéralisme leur fait peur et l'action directe ne lui convient plus. Mieux vaut l'action parlementaire et bourgeoise. Les grèves ne sont plus utiles. Elles sont

mêmes nuisibles. Voilà où mène l'intérêt général mal compris!

Ce Premier Mai qui aurait dû être un Premier Mai de protestation, de revendication, un Premier Mai de révolte où les producteurs affamés et désireux de se débarrasser de leurs exploiters et de leurs oppresseurs auraient clamé leur besoin ardent de liberté et de bien-être, ce Premier Mai — parce que les politiciens maîtres de la C. G. T. l'ont ainsi voulu — se passera dans le calme et le reniement, dans l'inaction.

La classe ouvrière, au lieu de se diriger à pas de géant vers son affranchissement total marche en aveugle vers un esclavage épouvantable. La guerre ne lui a rien appris! Et pourtant l'occasion était vraiment unique pour engager une lutte sans merci contre son ennemi. Le capitalisme venait de lui démontrer, une fois de plus, ses capacités destructives et son mépris des vies humaines. Pourquoi le ménager? Il est vrai que le capitalisme a, pour le seconder, une armée de valets disséminés dans tous les partis politiques et que ces « endormeurs » ont réussi, une fois de plus, à tromper ceux qui ont mis toute leur confiance en eux.

Sous le prétexte de rénovation française, on pratique un nationalisme outrancier qui nous conduira tout droit à une nouvelle guerre impérialiste.

La C. G. T. et ses six millions d'adhérents, qui a perdu son indépendance, marchera, comme aux autres guerres et ces six millions de travailleurs, pieds et poings liés seront jetés en pâture à la voracité de l'Etat et du capital.

Cette nouvelle folie sera-t-elle possible? Les travailleurs ne réagiront-ils pas? (Suite page 2.)

La Commission administrative a décidé de convoquer une CONFÉRENCE NATIONALE EXTRAORDINAIRE pour examiner la situation syndicale après le Congrès confédéral.

Une question unique sera portée à l'ordre du jour: LE PROBLEME SYNDICAL.

La C. A. et le Bureau ont la conviction que les groupes feront le maximum d'efforts pour être représentés, de même les individualités qui le pourront se devront d'assister à cette conférence.

Elle tiendra ses séances le SAMEDI 4 MAI, à 9 h. 30, salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette (Métro Colonel-Fabien).

Le lendemain dimanche 5 mai, à 9 h. 30, le Comité de Défense syndicaliste organise également une Conférence nationale, à laquelle sont conviés les organisations syndicalistes, les minorités et les individualités qui veulent défendre l'indépendance et la liberté du syndicalisme.

P. S. — Une permanence fonctionnera le 3 mai, au Siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e), de 20 heures à 24 heures, pour recevoir les délégués de province.

La fin du syndicalisme dans la C.G.T. (Suite)

de beaucoup plus de malice que de magnanimité, et les autres de beaucoup plus de « souplesse » que de loyauté envers leur idéal. Il n'en résulte pas moins que les premiers sont assurés d'une majorité absolue dans tous les organismes de direction et que les seconds sont des prisonniers, des otages et même des redevables qui devront « reconnaître » le traitement de faveur dont les font bénéficier leurs adversaires. S'ils se refusent à avoir cette attitude, ils seront cassés aux gages comme des laquais. On peut donc dire qu'ils ont placé leur souci de conserver leurs fonctions au-dessus de leurs convictions personnelles et de leur honneur de militants. Quant aux responsabilités, il n'y a aucune raison qu'ils ne les partagent pas complètement avec « leurs maîtres ». C'est un écot dont le prix sera élevé, mais qui sera juste.

Plus d'indépendance ni de démocratie dans « le syndicalisme » de la C.G.T.

Par 21.238 voix, représentant 8.044 syndicats, contre 4.872 voix représentant 2.051 syndicats, le Congrès a voté de nouveaux statuts qui éliminent, en vérité, toute indépendance et toute démocratie de l'Organisation confédérale. Désormais, ce ne sera plus la base qui déterminera son action et en discutera, mais le sommet qui ordonnera ce qui doit être fait. Les grèves elles-mêmes n'ont que peu de chance d'échapper au veto de l'appareil confédéral. Il est vrai que les cochons de payants auront un droit — celui qu'ils prendront — de passer outre aux volontés des dirigeants. Cette situation réserve aux dirigeants plus d'un embêtement, dans un avenir prochain.

En réalité, la direction de la C.G.T. est remise entre les mains d'un nombre de Fédérations et d'Unions départementales sûres, qui feront toujours docilement la politique du grand parti des masses, mais si cette politique ne plaît pas aux masses, parce que contraire à leurs intérêts les plus évidents, il est probable que les masses se moqueront des ukases directoriaux et n'en feront qu'à leur tête, pour défendre leur droit à la vie.

Il n'en reste pas moins que la C.G.T. a perdu toute indépendance d'action. Dorénavant, elle n'est plus qu'un instrument d'oppression économique, au service d'un parti et du gouvernement communiste. Demain, si les hasards de la consultation électorale étaient défavorables à ces partis et à leur gouvernement, la C.G.T. serait un instrument de lutte contre la nouvelle majorité parlementaire et son gouvernement; mais, dans les deux cas, elle ne sera plus la C.G.T. défendant les droits des travailleurs, orientant son action vers les fins traditionnelles du syndicalisme, qui ne sauraient être celles d'aucun parti politique.

Maintenant, que nous reste-t-il à faire ?

Nul ne peut contester, de bonne foi, que le syndicalisme est maintenant totalement absent de la C.G.T.; que celle-ci n'est plus que l'appendice économique de ce pouvoir. Et ceci demande que nous définissions clairement notre position en face de tels faits.

Jusqu'à maintenant, nous avons temporisé, non pas parce que nous ne savions pas ce qui devait inévitablement se produire, mais pour donner satisfaction à des camarades dont l'attitude était moins nette que la nôtre et la position, de ce fait, plus incertaine.

De bonne foi, ces camarades croyaient que le redressement de la C.G.T. était encore possible. Les scrutins du Congrès doivent les avoir définitivement fixés. S'il en était autrement, nous devrions leur dire que non seulement ils sont indécorables, mais encore qu'ils ne sont pas de vrais syndicalistes et parfaitement dignes d'être enchaînés, pour le reste de leur vie, au char communiste.

En ce qui nous concerne, notre décision, prise en principe depuis longtemps, parce que tout ce qui arrive et ne nous surprend nullement, est claire. Cette décision demande même une exécution rapide et totale.

Le syndicalisme que nous avons toujours défendu exige, pour son honneur et le nôtre, que nous constituions le plus rapidement possible la CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, au sein de laquelle le syndicalisme et les syndicalistes trouveront le refuge et le moyen d'action nécessaires à leur activité propre, en même temps que les possibilités d'indépendance qui leur sont maintenant refusées dans la C.G.T. C'est là que le syndicalisme révolutionnaire français doit, désormais, vivre, se développer, lutter, remonter le courant, attirer les masses ouvrières et vivre ou mourir avec elles en défendant leurs droits. Ce sera le rôle de notre Conférence de Mai de mettre fin à la situation équivoque qui existe et de constituer la Centrale du syndicalisme français.

Nous ne nous refuserons pas à conserver le contact, sous une forme à déterminer, avec les syndicalistes qui auront des raisons valables de ne pas quitter tout de suite la C.G.T.

Nous comprenons qu'il peut exister des raisons personnelles, syndicales, fédérales de ne pas quitter immédiatement la C.G.T. Toutefois, nous tenons à dire que ces raisons ne peuvent être que momentanées et qu'elles peuvent avoir un terme; nous pensons que bientôt nous les retrouverons parmi nous.

Ce que nous voudrions surtout éviter, c'est non seulement le départ définitif de camarades qui rentreraient définitivement chez eux et ne voudraient plus en sortir, soit par lassitude, soit par dégoût, mais encore la formation d'autonomies fédérales, aussi dangereuses pour leurs auteurs que pour le mouvement syndical lui-même. Ces autonomies fédérales conduisent souvent aux autonomies syndicales, puis à l'individualisme tout court. Ce n'est plus du syndicalisme. Il importe donc d'éviter ce danger, qui n'est pas toujours aperçu à temps par ceux qui préconisent, de bonne foi, l'autonomie, sans se rendre compte de ce que cette autonomie comporte fatalement.

Nous sommes donc tout disposés à envisager un lien avec les syndicalistes qui, pour une raison ou une autre, ne pourraient quitter ce moment même la C.G.T. Mais, nous croyons que ce lien ne peut être que provisoire. Nous sommes donc prêts à accueillir toute proposition dans ce sens.

Le Syndicalisme révolutionnaire doit être international

Il n'y a plus de problèmes spécifiquement nationaux. Il en est de même de l'action du syndicalisme révolutionnaire. Que ce soit pour organiser l'action, la propagande, même et surtout, les réalisations possibles du syndicalisme international, celui-ci doit être un mouvement qui rassemble toutes les Centrales syndicalistes révolutionnaires du Monde. La place de la nôtre sera donc au sein de l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, aux côtés des autres Centrales qui l'ont déjà ralliée.

Il appartiendra au Congrès constitutif de la C.N.T. d'en décider, mais déjà, à la Conférence de Mai de l'exprimer clairement. Nous ne voulons pas plus de l'autonomie dans le cadre international que dans le cadre national. Les effets et les résultats en sont les mêmes, sinon pires.

Nous voulons l'internationalisation des luttes organisées dans le sein d'une Internationale et non leur morcellement, qui ne conduit qu'à la défaite. Le salut des travailleurs, de leurs revendications de toutes sortes l'exigent.

Vive donc la CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL et vive l'Association Internationale des Travailleurs!

PROPOS D'UN PASSANT

Chanson de famille

Des canards déployant leurs ailes,
Gouin ! Gouin ! Gouin !
Disaient à leurs canes fidèles,
Gouin ! Gouin ! Gouin !
Ils chantaient : « Gouin ! Gouin ! Gouin !
Ils criaient : « Gouin ! Gouin ! Gouin ! »
Quand donc finiront nos tourments ?
Gouin ! Gouin ! Gouin !

Cette vieille chanson est toujours d'actualité. Les jours de liesse, des générations de prolétaires l'ont chantée. Mais, tant crie-t-on Noël qu'il vient et celui qui se prénomme Félix devait fatalement présider les destinées d'un peuple de manchots à qui un aimable farceur demanda un jour de retrousser ses manches.

Si le regretté Anatole France vivait encore, il trouverait ample matière à exercer sa verve aux dépens de cette IV^e République dont certains disent qu'elle n'est que « la troisième Empire ». Mais, Monsieur Bergeret n'est plus là. Tant mieux pour lui, tant pis pour nous.

Il nous faut donc continuer à vivre dans cette atmosphère de puanteur au chevet de cette vieille société capitaliste qui va crever mais ne veut pas y croire et n'accepte pas de s'y résigner. Ses héritiers éventuels l'entourent de mille prévenances et lui prodiguent leurs soins les plus dévoués.

Le cousin Léon, qui, autrefois, disait d'elle pis que pendre, s'est résigné à aller consulter les plus grands spécialistes d'outre-Atlantique et les supplier de prolonger son existence. L'oncle Francisque fait des neuvaines et brûle des cierges à son intention. La vieille tante Coco qui se fâchait tout rouge lorsque les gosses jouaient aux soldats, distribue maintenant des tambours et des panoplies. Elle, qui s'apitoyait sur le sort du personnel et provoquait des conflits dans la maison, fait maintenant office de gouvernante. Les domestiques doivent se lever plus tôt, travaillent plus dur et se couchent plus tard. Elle tient son frère Joseph au courant de tout ce qui se passe et lui demande constamment conseil.

L'oncle Edouard qui, chacun le sait, a le cœur sur la main, fait souvent le voyage de Lyon pour venir

au chevet de sa vieille mère malade. Il voulait publier un bulletin de santé, mais il a rencontré une telle opposition qu'il a dû y renoncer. Le cousin Philip fait feu de tout bois pour chercher à équilibrer ses finances défallantes. Il opère d'importantes retenues sur les gages des domestiques et donne des ordres au garçon de cuisine pour diminuer les rations.

Le Docteur Guy Mollet a appelé en consultation ses honorables confrères afin d'examiner la constitution de la malade. Il a soumis ses observations à un conseil de famille qui se réunira prochainement afin de se prononcer sur le traitement à suivre. Son collègue Le Troquer, homme d'Intérieur par Excellence, voulait qu'on conservât la maison close. Ce vieux praticien, n'ayant pas été suivi, formule toutes réserves quant aux inconvénients qui pourraient résulter de cette inobservation. Il proteste énergiquement au sujet des bruits tendancieux que certains feraient courir concernant les honoraires qu'il aurait perçus pour cette consultation.

Bref, tout va mal ! Nous sommes en plein cirage. L'horizon s'assombrit chaque jour davantage et le marché est de plus en plus noir.

Les canards domestiques barbotent dans la mare fangeuse de la politique autour de laquelle les préposés Defferre et Bayet montent une garde vigilante en menaçant du geste le vol de canards sauvages qui point à l'horizon. Inquiet, le professeur d'histoires se remémore ces vers de Jean Richemin :

Ils vont par l'étendue ample, rois de l'espace,
Là-bas ils trouveront de l'amour, du nouveau,
Là-bas un bon soleil chauffera leur carcasse
Et fera se gonfler leur cœur et leur cerveau.
Là-bas, c'est le pays de l'étrange et du rêve,
C'est l'horizon perdu par delà les sommets,
C'est le bleu paradis, c'est la lointaine grève
Où votre espoir banal n'abordera jamais.
Regardez-les, vieux coq, jeune oie édifiant!
Rien de vous ne pourra monter aussi haut
Et le peu qui viendra d'eux à vous, c'est leur
fièvre.
Les bourgeois sont troublés de voir passer
les gueux
Le Passant.

Envoi de fleurs

Ce jour-là, une somptueuse voiture vint dignement se ranger le long du trottoir devant la boutique d'un réputé fleuriste du quartier Victor-Hugo. Le chauffeur, bien stylé, portant à sa casquette la cocarde tricolore descendit de son siège, se découvrit, ouvrit la portière et s'inclina au passage de Son Excellence le Ministre d'Etat. Ce dernier, en toute simplicité se dirigea vers la boutique en fredonnant la célèbre chanson de Paul Delmet :

« Pour vous obliger de penser à moi,
D'y penser toujours, d'y penser encore,
J'ai fait ce bouquet, bien modeste envoi,
Simple fleur des champs qui viennent
d'éclorre. »

Quoique n'ayant pas de portefeuille, Son Excellence n'était sans doute pas démunie d'argent, car elle choisit une superbe corbeille d'orchidées pour laquelle elle payait la modeste somme de quarante mille francs et ordonna qu'elle soit adressée à une de nos charmantes sociétaires de la Comédie-Française.

Lorsqu'il était mineur, le camarade Thorez appartenait, cela va sans dire, à la minorité. Le Fils du Peuple a grandi et, en tant que chef d'une majorité se doit d'oublier et de faire oublier qu'il a été mineur. Comme ministre d'Etat, il ne peut manquer de perpétuer la tradition républicaine et d'honorer les Arts en la personne d'une pensionnaire de la Maison de Molière. Le Secrétaire général du Parti Communiste Français, en agissant ainsi, rendait hommage à un certain talent au nom de tous les membres actifs du Parti.

Mais sur quel budget, à quel chapitre devra-t-on affecter ces frais de représentation ?

Nouvelles victoires

Sous ce titre : « UNIR », organe de la section communiste de la S.N.E.C.M.A. Kellermann, informe ses fidèles qu'un super-kanoviste, à qui il était alloué 920 minutes pour l'exécution d'un travail, a demandé qu'on ne lui en accorde que 170. « Cet exemple, suivons-le ! » clame ce papier... hygiénique. Il y a vraiment trop de laisser-aller. Il serait temps de réagir il faut mettre de l'ordre. On peut affirmer qu'il règne une véritable gabegie lorsqu'on se rend compte du nombre considérable de coups de pieds au cul qui se perdent et qu'on devrait utiliser.

Éducation de prince

Le prince héritier de la famille Thorez poursuit ses études au lycée Lakanal. Chaque jour la voiture ministérielle le conduit à cet établissement. Maurice réalise ainsi une économie sérieuse sur les frais de transport de sa progéniture. C'est toujours ça de pris ! La canaille paiera !

MASSACRE DES TIMORÉS

(Suite de la première page)

appelée « centralisme démocratique » dans le parti communiste. Oh ! certes, on conserve le mot dans les statuts, comme une clause de style pour apaiser les scrupules des minoritaires mais l'esprit est totalement expurgé. Reynaud doit se frotter les mains en pensant que le gardon social-réformiste a avalé l'appât sans voir l'hameçon ! Pourtant il était de taille. Le C. C. N. devient ce qu'était la C. E. de la C. G. T. U., grâce à l'institution de la représentation proportionnelle. En effet, les principales fédérations sont celles qui sont les mieux colonisées, et qui disposent du plus grand nombre de voix dans cet organisme. Les communistes sont ainsi assurés d'y avoir la majorité à tout instant. De plus, les décisions du C. C. N. deviennent obligatoires pour toute la Confédération. Qu'à l'occasion du prochain référendum le parti communiste décide de faire prononcer le C. C. N. pour un mot d'ordre approuvé et tous les militants devront se faire les zélés du « grand parti des masses » sous peine d'indiscipline et d'être traité d'agent de la bourgeoisie. Dans la C. G. T. U. les secrétaires d'unions régionales étaient plutôt désignés par le bureau confédéral que par les syndicats du ressort de ces dernières. Ça permettait d'encadrer les organismes de base, d'avoir un contrôle certain sur eux et d'y faire pénétrer la politique décidée au sommet. Maintenant dans la C. G. T., les secrétaires d'unions départementales seront les agents de la C. G. T. dans ces départements. Comme la position de la C. G. T. sera définie par le C. C. N., obligatoire pour tous, les secrétaires d'U. D. devront emboîter le pas, se mettre au diapason des propagandistes de la rue Lafayette. Et si un de ceux-ci veut se distinguer par un esprit d'indépendance en donnant une note discordante, des sanctions pourront s'abattre sur lui pour violation des statuts. Ceux-ci ont été conçus pour assurer une hégémonie absolue des communistes sur le mouvement syndical et on peut être sûr qu'ils seront utilisés pour qu'elle aie sa pleine efficacité.

Quant à la minorité à quoi cela lui a-t-il servi de tant tempêter, de brandir l'épouvantail de la scission pour en définitive se laisser passer autour du cou le lacet qui l'étranglera. Nous pensons évidemment à la minorité révolutionnaire. Les communistes sont forts surtout par la présence des autres. Qu'ils soient seuls et ce sera rapidement l'écrasement. Il n'est pas dit qu'il n'en sera pas ainsi bientôt, car le plus fort de leur politique c'est de faire le vide devant eux. Ça a commencé il y a déjà quelque temps, nul doute que ça s'accroîtra. Mais le regroupement des ouvriers se fera dès ce moment dans des conditions plus difficiles. Les militants auront désertés individuellement, dégoûtés, d'autres auront été exclus ou mis dans une situation intenable. En somme, l'atmosphère empoisonnée qui empuantissait la C. G. T. U. envahit de plus en plus la C. G. T.; les effets morbides qui se sont exercés là se feront sentir aussi ici.

La seule réponse qu'il convenait de faire aux exigences moscoviennes était : non. Et prendre toutes les décisions qu'un tel refus comporte.

1^{er} Mai d'inaction

(Suite de la première page)

ils pas ? Finiront-ils enfin à se débarrasser de leurs parasites ?

Les tenants du régime sont forts parce qu'ils savent employer les méthodes et les moyens nécessaires pour maintenir leur autorité, autorité politique et économique.

Les prolétaires ne le seraient pas moins s'ils voulaient, une bonne fois, se servir des armes que le vrai syndicalisme, le syndicalisme fédéraliste a forgées pour eux : L'ACTION DIRECTE ET LA LUTTE DE CLASSE.

Si le prolétariat ne réagit pas. Si le prolétariat ne s'insurge pas contre ceux qui se disent ses chefs eh ! bien, nous verrons se développer une économie dirigée socialo-communiste et capitaliste. Cette économie se dessine déjà et l'heure n'est pas très éloignée où elle nous imposera une dictature qui pour être de gauche n'en pesera pas moins très lourdement sur les épaules prolétariennes...

L'autorité politique et économique ne peut rien engendrer d'autre. Nous n'aurons une société juste, égalitaire et libertaire que par le fédéralisme syndicaliste. Ce n'est que par la REVOLUTION SOCIALE que la transformation pourra se faire et non par la collaboration. Que les travailleurs s'en souviennent et qu'ils pensent à leurs aînés qui ont lutté, qui ont souffert, qui sont morts pour le SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE.

Gaulard sachez gauler

Dans sa convocation à la réunion d'information du 17 mars, Gaulard, le secrétaire du syndicat des manutentionnaires dockers de la C. G. T. rappelle à ses adhérents que toutes les absences non justifiées seraient passibles d'une amende de 100 francs payable aux délégués d'entreprises et au bureau syndical.

Voilà un Gaulard qui sait gauler et des adhérents qui savent cracher ! Ça, c'est du syndicalisme !

L'État vautour

Par les antennes de la Radio nationale, M. François Billoux, ministre de la Reconstruction a déclaré « qu'il sera bon d'exiger des loyers de tous les sinistrés, même de ceux installés en baraques, afin d'éviter qu'ils perdent l'habitude de ces paiements ».

Si avec ça les sinistrés ne sont pas édifiés sur la sollicitude des Pouvoirs publics à leur égard, ils ne le seront sans doute jamais.

La paille et la poutre

Recevant la délégation de la Fédération du Livre à la commission de la Presse de l'Assemblée Constituante, le député-camarade communiste Grenier traite les ouvriers de la Presse de « collaborateurs et de traîtres », ceux-ci ayant travaillé pendant l'occupation allemande. Le député-camarade communiste à la mémoire courte, car, le 17 septembre 1940, l'Humanité, organe du Premier Parti de France a sollicité et obtenu des autorités allemandes l'autorisation de paraître. A cette même date, Staline, son patron, était l'allié d'Adolf Hitler et Maurice Thorez abandonnait son unité combattante pour attendre en Suisse des temps meilleurs.

Ah! les braves gens

Le pâtissier Duclos, au cours d'une conférence au théâtre Marigny affirma : « Nous voulons être un peuple de braves gens ! Nous voulons être un peuple de soldats ! » Depuis toujours, le rôle de soldat a été de tuer, de détruire, de piller et de violer. Ah ! les braves gens !

Le meilleur moyen de soutenir « L'ACTION SYNDICALISTE », c'est de s'abonner.

Camarades, abonnez-vous.

Nom et prénom

Adresse

déclare souscrire un abonnement pour 12 numéros à l'Action Syndicaliste.

Abonnement ordinaire à 45 francs.

Ou un abonnement de soutien à 100 francs.

Envoyer ce Bulletin à René DOUSSOT, 9, avenue Porte-de-Clignancourt, Paris (18^e). C. C. 5046-35 Paris.

LES ANGLO-SAXONS JETTENT LA FRANCE DANS LES BRAS DE LA RUSSIE !!

Il vient de paraître dans *Paris-Presse* du 19 avril, sous la plume de l'excellente journaliste américaine Pearl Buck, un article fort intéressant critiquant la politique internationale des Etats-Unis.

Je crois que Walter Lipman avait tort, lorsqu'il écrivait que son pays n'avait pas de politique internationale et, que, depuis la disparition de Jefferson, l'Amérique n'avait manifesté aucune continuité dans le domaine des affaires internationales.

Que cette politique soit sinieuse, barbare, terriblement intéressée, encore un peu désordonnée, c'est certain, mais dès aujourd'hui, on peut dire que le grand souci du Département d'Etat américain vise à assurer, en tout temps, la libre disposition de l'Atlantique et du Pacifique, à en garantir la libre circulation aux puissances qui sont considérées, selon la géographie — qui fait l'Histoire, ne l'oublions pas — comme faisant partie des puissances amies de l'Amérique et sont aujourd'hui, entièrement dans sa sphère d'influence directe.

Mais l'Amérique va beaucoup plus loin : elle considère que tout l'Occident européen, de même que le Proche-Orient et tous les Dominions britanniques, font également partie de la zone où elle doit faire la loi.

C'est ainsi que toute l'Europe occidentale se voit dénier par elle le droit de choisir à son gré les formes de gouvernement qui pourraient lui agréer. Tel est le sort de l'Italie, où visiblement les Américains, aidés par les Anglais, se font les supporters de la monarchie, dont le peuple italien ne veut plus entendre parler et les élections auront lieu, en Italie, sous « la protection » des forces anglo-américaines, comme en Grèce, où la même question se posait. En Espagne où se sont réfugiées toutes les forces combattantes fascistes européennes, Franco jouit de la part de l'Amérique d'un traitement aussi immérité que scandaleux. L'ilot fasciste espagnol ne peut être purgé de la clique nationale et internationale qui le déshonore, parce que l'Angleterre veut, à toute force, remettre don Juan sur le trône d'Alphonse XIII, alors que le peuple d'Espagne ne veut plus de cette monarchie pourrie. Et, pour ne pas être en reste, les Américains envoient à Franco des avions de guerre moderne, établissent des bases dans la péninsule ibérique et déclarent que leur frontière européenne est sur les Pyrénées. C'est je pense, assez clair, en ce qui concerne la France.

En France, les anglo-américains, profitant de la guerre, ont détruit, bien trop souvent inutilement, pour se débarrasser d'un concurrent économique qu'on voulait placer complètement dans l'orbite américain et faire passer sous la toise économique de l'oncle Sam.

En outre, les anglo-saxons s'opposent mordicus à l'internationalisation de la Rhur, afin de priver la France du charbon dont elle a le plus grand besoin, cependant que les Anglais lui refusent, non seulement d'augmenter son contingent, mais encore veulent le réduire le plus possible, ce qui équivaut à empêcher tout relèvement économique français.

Les destructions allemandes n'avaient, au fond, elles aussi qu'un but économique : la disparition pendant le plus de temps possible d'un concurrent dangereux... qu'on utiliserait plus tard pour ses propres fins, de même qu'on veut utiliser une partie de son peuple contre l'autre, pour faire échec à la Russie.

Pourquoi tout cela ? Parce que les Américains, et avec eux les Anglais, veulent imposer leur loi à l'Europe tout entière et, en tout cas, à cette

partie de l'Europe qui n'est pas directement dans l'orbite russe. Il ne faut pas que la partie occidentale de l'Europe puisse remuer le petit doigt sans le consentement des Etats-Unis; il lui est défendu de se donner les agréments qui peuvent avoir son agrément s'ils sont susceptibles de mettre en péril l'hégémonie américaine.

En ce qui concerne la France, on la traite à Washington comme autrefois Londres traitait le Portugal. On veut bien ! — hum ! — lui accorder des crédits, mais à faible dose — pour la tenir toujours en laisse — mais on demande à exercer le contrôle sur leur emploi; on désire aussi que le plan de la reconstruction française soit soumis aux experts américains, afin que ceux-ci se rendent compte qu'il ne pourra gêner en rien l'exportation américaine, ni la prise de possession des firmes françaises dont l'Amérique a besoin pour la réalisation de son plan en Europe. Enfin, on demande à la France des bases maritimes et aériennes, métropolitaines et coloniales — qu'on n'a pas pu obtenir du général de Gaulle, mais qu'on exige de Gouin. En outre, on veut que la France modifie radicalement sa politique au sujet de la Rhur et la rive gauche du Rhin et, surtout, on ne veut pas des Russes dans ces régions, placées trop près de l'Occident, de cet Atlantique, qui doit rester libre pour l'Amérique et ses satellites... libre et capitaliste à 100 %.

Ce sont les raisons pour lesquelles Franco, hier encore indésirable, peut entretenir, pour le compte de Washington, une armée de 800.000 hommes, dont près de 400.000 à proximité de la frontière pyrénéenne, fortifiée par les soins des techniciens nazis et fascistes. Quelle alliance, n'est-ce pas ? Qu'en penserait Washington et Benjamin Franklin ?

Que les Russes aient, de leur côté, des désirs d'hégémonie, c'est indiscutable, mais ceux des anglo-saxons sont absolument certains. L'Occident européen est destiné à servir de champ de bataille aux deux colosses qui se disputent la suprématie du monde, mais il faut dire que les Américains font tout ce qu'ils peuvent pour jeter dans le camp russe les pays occidentaux. En tout cas, si cela n'est pas, on a envie de dire que, s'ils le voulaient, ils ne feraient pas autrement.

A la vérité, je crois qu'il y a une attitude mûrement arrêtée et choisie de longue date. Comme le dit avec courage et sincérité Pearl Buck, dans l'article précité de *Paris-Presse*, il faut savoir s'il y a place pour deux conceptions : y aura-t-il un monde dans lequel les peuples pourront vivre libres ou, au contraire, un monde où notre puissance victorieuse fera la loi.

L'Amérique, oublieuse de ses origines, a choisi la dernière hypothèse. Elle ne craint ni de s'allier, pour défendre le capitalisme mondial moribond, avec les pires ennemis des peuples qui veulent être libres, ni de s'accoupler avec tous ceux qui veulent, par tous les moyens, s'opposer aux transformations sociales nécessaires. Pour elle, l'économie libérale en faillite totale a plus d'intérêt que la vie des peuples libres.

Nous ne nous plaignons pas de ce choix, mais l'Amérique doit savoir que, désormais, nous lui tournons le dos et choisissons nous-mêmes notre route, en dépit de tous les obstacles qu'elle se promet d'entasser sur le chemin de notre libération. Ces obstacles, avec l'aide de l'Espagne et de l'Italie — celles des peuples — logées à la même enseigne que nous, nous les surmonterons et l'Amérique perdra cette bataille où se jouera son destin, comme le nôtre. Et ceci ne veut pas dire que la Russie le gagnera.

ANNIVERSAIRE

ROOSEVELT

Le prestigieux confident d'un monstre

« Ainsi s'étaient affirmés la puissance de ce génie, le rayonnement de cette incomparable personnalité, dont la disparition a bouleversé l'univers et plus particulièrement le peuple de France. » (Discours de M. Gouin).

« Aujourd'hui que la paix péniblement se construit cette perte nous apparaît encore plus grande. » (Discours de Vincent Auriol).

Nous savons tous que l'hypocrisie, le mensonge et l'ignorance constituent la formule sacrée et séculaire de la domination de l'Etat. Les socialistes et les communistes qui rendent aujourd'hui hommage d'un représentant de haute qualité de ce monstre — l'Etat —, n'ignorent nullement cette vérité !

Mais ces courtisans du pouvoir qui hier encore voulaient bouleverser l'ordre capitaliste et préconisaient la disparition lointaine de l'Etat, sont devenus les patriotes les plus acharnés

et abjectes, les souteneurs les plus ardents de ce régime d'infamie. Leurs lamentations et leurs jérémiades sur la mort d'un homme dont l'intelligence et la capacité étaient mises au service de l'Etat pour perpétuer la domination des industriels sur le monde du travail, nous inspirent du dégoût ! Car l'Etat est un système social, instauré pour défendre les privilèges et leurs privilèges; perpétuer l'inégalité des droits des hommes, défendre la propriété privée qui engendre 90 % des crimes commis dans la Société; légaliser l'exploitation des travailleurs au profit des trusts; préparer, organiser, déclarer et conduire les guerres et les dévastations au grand profit des financiers et les fabricants. Pourtant il est incontestablement prouvé, les socialistes et les communistes le savent très bien, que les guerres modernes de même que celle qui vient de ter-

Le Bolchevisme, héritier du nazisme

(AIT). — Le fascisme en Allemagne et en Italie est militairement vaincu. En son temps, le fascisme espagnol trouvera sa fin, lui aussi. Mais il y a un autre fascisme, c'est le bolchevisme. Celui-ci se fait remarquer comme un danger énorme pour la liberté. Voilà un fait qui mérite l'attention de tous les militants de tendance libertaire.

A Sofia, il y a quelque temps, le président du conseil, M. Cuéorguieff, interdit l'apparition d'un journal d'opposition de tendance socialiste — un fait qui arrive presque tous les jours en Bulgarie. Mais le motif de l'interdiction était intéressant : le journal s'était permis de critiquer un discours du communiste Dimitroff. Alors un journal socialiste est supprimé quand il critique l'attitude d'un agent de Moscou — voilà un exemple entre mille pour prouver les tendances réactionnaires du bolchevisme. Derrière les mesures que le chef du gouvernement bulgare prend pour liquider la liberté de la presse, se trouve Moscou. Et Moscou n'intervient pas seulement à Sofia et en Bulgarie, mais ses agents sont actifs dans tous les pays du monde. Comme aucune autre puissance au monde, Moscou dispose d'une vaste organisation d'agents qui, dans leurs pays respectifs, sont enregistrés comme membres des partis communistes. La dissolution de l'Internationale communiste accomplie pendant la guerre, était une mesure purement opportuniste qui devait donner une plus grande liberté d'action aux agents russes. En réalité, les différents partis communistes continuent de fonctionner de la même façon comme auparavant, étant sévèrement subordonnés et contrôlés par Moscou. Et le bolchevisme est aujourd'hui une force réactionnaire de premier ordre.

Ce qui se passe en Allemagne occupée par les Russes exige l'attention de tous les hommes qui aiment la liberté. C'est là où, le plus distinctement, le bolchevisme se présente comme héritier du nazisme. La tendance bolchevique y est de créer un parti unique et monopoliste sous le contrôle de Moscou — un parti unique qui devra liquider définitivement toute liberté pour établir un ordre totalitaire qui sera consolidé sous le régime de l'occupation. Ce que l'on veut est donc l'établissement d'une dictature selon le modèle russe.

D'abord, on liquidera le parti socialiste qui sera obligé à la fusion avec le parti communiste. En réalité, le parti socialiste sera absorbé par les communistes. Plus tard, tous autres partis seront incorporés dans le parti monopoliste, avec les moyens opportuns, et puis le grand parti unique pourra prendre le pouvoir — bien entendu sous le contrôle de Moscou. L'appareil totalitaire sera établi par étape. De cette façon toute démocratie et toute liberté seront systématiquement écrasées.

Cette évolution au sens du bolchevisme n'est pas seulement favorisée en Allemagne contrôlée par les Russes, mais aussi dans tous les autres pays dans lesquels Moscou dispose d'influence et de possibilités de contrôle effectif, c'est-à-dire en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, etc. Partout on découvre la même tendance russe de contrôler de nouveaux territoires par ses agents étrangers. La Perse est l'objet d'une pénétration russe habilement organisée en Azerbeïdjan, et obligée à la for-

miner, furent des guerres de domination économique des plus forts !

Les boniments : liberté, mère patrie (mère pour les riches, marâtre pour les pauvres), démocratie ou civilisation sont des slogans pour tromper les peuples et les envoyer à la mort.

Roosevelt fut un des dirigeants et confidentes les plus remarquables de ce monstre — l'Etat —, et en temps que tel, il reste avec les dirigeants des autres Etats un des grands responsables de la souffrance des masses populaires !

« Aujourd'hui, son absence pèse sur le monde comme une ombre gigantesque. Jamais il n'a été aussi vivant dans le cœur des hommes de bonne volonté que depuis l'instant où il n'est plus... ». C'est « Gavroche » qui écrit ces boniments ! Mais nous entendons autrement l'importance du rôle joué par Roosevelt et le poids écrasant des malheurs de toutes sortes qui pèsent sur le monde » comme un cauchemar « gigantesque » en est la preuve.

Voici quelques lignes du bilan de la guerre et les réparations extraites du dossier des revendications françaises pour vous rendre mieux compte de l'immense douleur qui pèse sur tous ceux qui ont subi et subissent les conséquences affreuses d'une guerre où ils ont tout perdu...

« Morts militaires et civils en France, en Allemagne et sur divers théâtres extérieurs d'opérations: 650.000. »

« Dégénération physiologique. Principaux facteurs: la sous-alimentation et le manque de chauffage. »

« Aux conseils de révision de 1945: 40 % de conscrits inaptes au service dont les trois quarts pour insuffisance de poids. »

Les destructions d'origine multiple (leur évaluation en milliards de francs-valeur 1939):

Agriculture: 40,7; Industrie et Commerce: 41,8; Transports et Communications: 96,5; Matériel de guerre: 17,4; Immeubles et mobilier: 249,6; Zones particulières: 49,6.

Les évaluations en milliards de francs, valeur 1945, sont :

Spoliations 2.342; Destructions 1.832; Autres dommages aux biens 258; Dommages aux personnes 359, etc., etc., etc.

Et les conséquences indirectes non chiffrables de la guerre ? Et les effectifs astreints au travail forcé en Allemagne dépassant le chiffre 765.952 hommes ?

mation d'un gouvernement plus favorable aux Russes sous la pression directe de Moscou. En Grèce, on travaille durement pour la cause russe. D'autres pays suivront. Tandis que Hitler tâchait de soumettre les peuples par la force des armes, les Russes, à ce moment, se servent avant tout de moyens politiques pour arriver à des résultats presque identiques.

Les fameux camps de concentration nazis à Sachsenhausen et Buchenwald ont été mis en usage de nouveau par les Russes qui y emprisonnent des personnes indésirables de leur point de vue politique, y compris des ouvriers d'autres tendances socialistes non bolchéviques (au cas que l'on veuille considérer le bolchévisme comme tendance socialiste ce que nous refusons tout franchement). A Buchenwald, on a organisé des « cours d'études politiques » pour des nazis qui, après examen, sont admis comme membres du parti communiste. En effet, il ne sera pas trop difficile de transformer un nazi en bolchévique, puisque les deux tendances sont basées sur des fondements assez analogues. Il suffit d'ôter l'uniforme brun pour se mettre le rouge...

Aussi toutes les organisations syndicales dans la zone russe de l'Allemagne ont été unifiées d'après le modèle russe. Sous le contrôle des occupants étrangers, les communistes allemands dominent l'appareil de cette organisation pour la mettre à la disposition du bolchévisme. Au congrès syndical tenu à Berlin au mois de février, les syndicats de Berlin étaient représentés par cinq délégués spécialement invités. Il n'y avait donc pas des représentants élus par leurs organisations respectives, mais des personnes nommées par d'autres qui ne sont pas ouvriers et qui représentent d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Le congrès nomma aussi une commission centrale pour les syndicats allemands de la zone russe. Mais une organisation syndicale de cette espèce n'a point de vie propre. Elle est contrôlée par le pouvoir politique et est un instrument au service de celui-ci. Il y aura à peine des différences entre cette nouvelle organisation et l'ancien Front du travail nazi. Les nouveaux syndicats continueront donc la tradition de l'Allemagne hitlérienne.

Selon le modèle de la zone russe en Allemagne, on tâche de former des partis uniques aussi dans tous les autres pays de l'Europe orientale occupés par les Russes. Partout, on crée des organisations monopolistes, politiques et syndicales qui rendent impossible la formation d'autres organisations publiques. Cette évolution n'est pas encore terminée, mais elle est en cours partout où il y a de l'influence russe. Dans les pays où il y a une organisation syndicale monopoliste, une organisation de tendance syndicaliste révolutionnaire, par exemple, seule pourra être formée clandestinement. De la même façon, il sera impossible de former des organisations libertaires ou anarchistes pour faire de la propagande d'idées, puisque le parti unique absorbe toute la vie politique des pays en question. On aspire donc, en Europe occidentale, à la création d'une situation politique et sociale identique à celle de la Russie, c'est-à-dire à ce qu'on appelle la « soviétisation » du continent.

(Suite au prochain numéro.)

Combien de larmes et de souffrances devons-nous ajouter à ce tragique et sinistre bilan ?

M. Gouin, en citant un discours de Roosevelt conclut : « Ce devait être là un de ses derniers discours, le plus pathétique et sans doute le plus beau de tous, car il y exaltait le courage et la volonté de l'homme bataillant pour les fins les plus hautes qu'il lui soit donné d'atteindre ».

Il n'est pas dans mon pouvoir d'allonger la vue des myopes, mais la guerre, avec l'appui des socialistes et communistes, qui a jeté les peuples les uns contre les autres, qui les a fait paatager dans le sang, la boue et la douleur avait pour but « les fins les plus hautes à atteindre... d'assurer la domination des plus forts ! ». On pense mourir pour la Patrie, mais on meurt pour les industriels », a écrit Anatole France. Paroles « les plus pathétiques » et sans doute les plus belles et vraies que le discours de leur Roosevelt.

Quels sont les résultats de toutes les réformes principales que « la puissance de ce génie » a légué à son peuple ? Voici l'extrait d'un rapport que le successeur de Roosevelt, M. Truman avait présenté au cours d'une conférence de presse indiquant les résultats obtenus au cours des trois mois après la « reconversion » : 500 mouvements de grève; 924 grèves évitées; 868 conflits ont reçu une solution plus ou moins équitable. Et M. Truman ajoute : « Le pays avait à faire face en ce moment à la situation la plus difficile qu'il ait jamais connue dans son histoire ».

Sombres présages d'une triste réalité, la conséquence d'un régime inhumain, d'un régime qui ne compte la joie des uns qu'avec la douleur des autres. Un régime dont la loi bestiale du plus fort règne partout ! Et le représentant de ce régime, Roosevelt, dans une allocution, disait : «... Vous verrez que le monde que vous bâtissez dans la paix sera meilleur que celui que vous avez connu ». Paroles prophétiques pour le prolétariat américain !

Lorsque la puissance des trusts et de l'Etat yankee sera brisée par lui; lorsque à leur place la vie économique et sociale sera organisée sur les principes du syndicalisme libertaire — bien-être et justice pour tous — alors seulement nous pourrons dire : « que le courage et la volonté du prolétariat américain ont servi » pour « les fins les plus hautes qu'il lui soit donné d'atteindre ! ».

ALGER

SYNDICAT DES HOSPITALIERS

Le syndicat vient de « renouveler son conseil. Comme renouvellement, on garde les mêmes, selon la méthode bien connue... et on continue à ne pas s'occuper de la volonté et des intérêts des syndiqués... »

Camarades, qu'allez-vous faire en cette antichambre du capitalisme. Ne voyez-vous pas votre conseil syndical agir en dictateur, s'occuper plutôt de ses propres intérêts et perdre de vue les revendications du plus humble d'entre vous.

Croyez-vous que c'est en multipliant à plaisir les catégories, les groupes, les sous-groupes et en s'occupant surtout des catégories les mieux rétribuées, que votre conseil syndical fait du vrai syndicalisme ! Croyez-vous que c'est en vous prêchant continuellement la patience et l'obéissance au régime capitaliste qu'il font du syndicalisme révolutionnaire ?

Et croyez-vous surtout que c'est en collaborant avec le patronat comme il le fait actuellement, que ce conseil syndical vous permettra d'améliorer votre sort ?

Rappelez-vous un peu ce que devrait être un syndicat révolutionnaire et faites ce que vous devez.

Edition de la Fédération Syndicaliste sous l'égide

« Les Problèmes Syndicalistes »
UNE BROCHURE D'ACTUALITE

Le problème des salaires reste la grande question d'actualité.

Avec lui, c'est toute la question du pouvoir d'achat, donc de la garantie de l'existence qui se pose pour les travailleurs.

Or, jusqu'aujourd'hui, aucune solution valable n'a été proposée.

Si vous voulez être renseigné à ce sujet et pouvoir renseigner vos camarades, demandez-nous notre brochure :

Le PROBLEME DES SALAIRES

par Pierre Besnard
Prix : 6 francs, au Siège
Franco : 7 francs
Par 25 exemplaires : 5 fr.

Adresser les commandes à René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e). C. C. P. 5.046-35 Paris.

En vente au Siège :
22, rue Sainte-Marthe
Paris (10^e)

Pour l'intensification de la propagande syndicaliste révolutionnaire, pour soutenir « l'Action Syndicaliste » participez à notre

Souscription permanente

Sommes reçues
du 15 mars au 15 avril 1946

Liste n° 60, permanence Paris: Doussot, 10 fr.; Juhel, 10; Sauchay, 10; Jacques, 20; Lecoustre, 5; X..., 1; Durand, 22; Guérin, 20; X..., 2; X..., 50; X..., 10; Le Mauff, 20; Léger, 20; Bourne, 10; Gaudy, 20; Sanchez, 20; Geuffroy, 50; Zwickel, 5; Cools, 6; Migny, 49; Klauz, 25; Snappe, 10; Quintin, 15; Demeure E., 25; Everbecq, 20; Cautelle G., 10; Yvonne Dron, 5; Chavan, 100; Lepetit, 10; Goiraud, 20; Durand, 10; Ganin, 20; Raclin, 20. — Total de la présente liste: 650 fr.

Collecte salle de la Géographie le 15 mars: 605 francs.

Liste n° 1, permanence Paris: Fleury, 1 fr.; Zwickel, 5; Ronvière, 2; Sanchez, 20; Gardebled, 10; Letheux, 2; Courtais, 27; Yoce, 1; Weugue, 20; Rachel, 50; Jacquelin, 50; Michaud, 50; Bouzigaud, 10; Fleury, 12; Esperantistino, 4; Saturnin, 5; Juhel, 5; Le Meillour, 50; Garros, 52; Giraud V., 20; Rotoz, 5; Berthault, 6; Zwickel, 2; un occidentaliste, 4; Lecoustre, 5; Le Mauff, 20; illisible, 10. — Total de la présente liste: 448 fr.

Goittet (Fontenay-sous-Bois), 50; Maire Henry (Lons-le-Saunier), 100; J. Mascaret (Nice), 24; Esperanza (La Rochelle), 20.

Liste 76, permanence Paris: Guillocher, 2 fr.; Grivot, 3; Dimanche, 20; Gaudau, 50; Ervan, 10; Juhel, 35; Sauchay, 10; Weugue, 20; Demeure, 10; Anonyme, 20; Martinez, 25; Camus Thérèse, 25; Yvette Richard, 50. — Total de la liste: 280 fr.

Vallet (Magny), 15; Godeau (Saint-Germain-des-Champs), 10 fr.

Total général de la présente liste arrêtée au 15 avril: 2.202 francs. Abonn. ordin. 12 numéros... 45 fr. Abonnements de soutien... 100 fr

Pour tout envoi de fonds:

C. C. 5046-35 Paris

R. DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e)

LA VIE DES SYNDICATS ET DES GROUPES

CHEZ LES GUEULES NOIRES

Le coup de grisou d'Oignies

On connaît les faits lamentables, odieux et criminels : le fanion de la victoire des pousse-aux-culs et stakhanovistes devant flotter sur le n° 1 des mines d'Ostricourt, quand est survenu ce coup de grisou qui fit 13 morts (9 polonais, 2 français et 2 prisonniers allemands), résultat de cette propagande pour l'intensification de la production en négligeant les précautions élémentaires de sécurité.

Ces faits sont lamentables parce qu'ils renouvellent les pratiques des « longues coupes » et des « quinzaines sainte Barbe », aujourd'hui magnifiées par ceux-là mêmes qui les combattent jadis âprement ; ces faits sont odieux, car, malgré que les émanations de gaz avaient obligé, la semaine précédente, les ouvriers à quitter précipitamment le chantier, rien n'avait été entrepris pour y remédier et qu'au contraire le travail avait été accentué de plus belle ; ils sont criminels, par les déclarations de M. Lecœur, sous-secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, et élu communiste par surcroît : « Le quartier est encore dans le même état qu'il y a 32 ans. C'est un crime de la part des anciennes compagnies minières d'être restées si longtemps sur cette situation en négligeant d'améliorer son organisation ».

Située entre Douai et Lille et plus précisément entre les stations de Leforest et Liberocourt, la concession des mines d'Ostricourt répartit ses puits de la façon suivante : le n° 6 à Ostricourt, les n° 1, 2 et 3 à Oignies, le n° 5 à Liberocourt et le n° 4 près de Carvin. L'activité syndicaliste révolutionnaire se situait, avant 1914, aux fosses 4 et 5 et c'est de là que partaient les patrouilles de grévistes pour gagner les autres concessions, celles de Dourges, de l'Estcarpelle, de Courrières et plus loin vers Lens, enfin tout le bassin minier. Que de belles luttes ont été menées pour l'amélioration des conditions de travail ! On s'engueulait ferme, mais on se retrouvait unis contre l'exploiteur : vieille marmite et jeune fédération rivalisaient d'émulation, les uns et

les autres combattaient les rousfions et les « clanques oreilles ». Pas un n'aurait accepté qu'on érige le rousfionnage en principe, ni qu'on fasse de la surproduction avec la sueur des autres. A cette époque il y avait un petit galibot, à Noyelles-Godault, village qui n'était guère réputé pour son activité militante, et l'on cherchait en vain quels sont les faits d'armes qui ont fait de marmouset, le fils du peuple par la grâce de Moscou.

C'est cet ex-galibot en rupture de fosse qui veut faire revivre les méthodes d'avant 1936 quand les gueules noires étaient saluées à la descente par le porion qui — en guise de bonjour — les mettait à l'amende : « Une berline en bas ! ». Allez galibot ! Hahue ! ahue ! Du carbon ! Du carbon ! Habile !...

La Fédération syndicaliste va intensifier sa propagande dans le Pas-de-Calais et groupera autour d'elle tous ceux qui veulent réagir contre l'accapement du mouvement syndical par les politiciens. Nous allons tendre une main fraternelle à nos camarades polonais et allemands, tous prisonniers du capital et de l'Etat. Nos amis du *grupa wolnych robotnikow* savent que les travailleurs polonais de Liberocourt, Leforest et environs sont susceptibles d'être gagnés par une propagande suivie, ils l'ont prouvé jadis en diffusant l'organe anarcho-syndicaliste *Walke* et par leur mouvement de Leforest quand ils occupèrent la mine et qu'ils furent désavoués par les réformistes de la C. G. T. Française, Fédération du sous-sol.

P. S. — La catastrophe de Courrières a enrichi la langue française d'un mot : celui de rescapé. Ce coup de grisou d'Oignies nous a fait connaître une expression : marchands de moutarde.

Marchands de moutarde les délégués et dirigeants syndicaux qui négligent les mesures de sécurité pour faire de la propagande en faveur du parti ou de la coop.

Fromagiste et moutarde, ça marche de pair.

MÉTAUX

Heures supplémentaires

La majoration des heures supplémentaires, grande victoire sur le patronat par les tartufes cégétistes, va souvent à l'encontre des buts recherchés. Dame, est-ce une revendication digne de travailleurs, avec d'une part la sous-alimentation constante pour les uns et le profit plus important pour les autres, nos exploités ?

Nous devons enregistrer que l'horaire de certaines usines s'est ramené aux 40 heures. Devons-nous, nous syndicalistes, protester contre ce fait, ou nous en réjouir ? Devons-nous, par une activité sérieuse, travailler à sa généralisation ?

Rappelons-nous l'énergie déployée à travers les ans par nos aînés. Nous avons sous les yeux le but de la Fédération des métaux, édité en 1911. Pour but l'amélioration constante du sort des travailleurs, par des augmentations de leurs salaires, la suppression du travail aux pièces, au boni, etc., la diminution des heures de travail.

Ah ! comme nous sommes loin de cette époque, où les militants fédéraux n'avaient pas pour objectif la subordination des travailleurs à un parti politique et la collaboration avec l'Etat, par la prise d'un portefeuille ministériel.

Certes, nous ne comprenons rien à la situation présente, restant des fossiles (Sémat dixit), se moquant de la renaissance française, qui signifie celle du capitalisme.

Produire, produire en faisant des heures si nous voulons améliorer notre sort, tel est le mot d'ordre. Il y a un exemple frappant que la production à outrance n'a pas amélioré le sort des ouvriers. Les mineurs ont dépassé en rendement, la production de 1938. Avons-nous eu un kilo de charbon supplémentaire ? Son prix a-t-il diminué ?

Pour en revenir à notre industrie, la majoration des heures supplémentaires n'a pas amélioré le salaire des ouvriers, car nous avons vu des entreprises accordant des primes, afin de trouver de la main-d'œuvre, les supprimer du fait de l'augmentation

de l'ordre de 25 % des heures au-dessus de la 40^e.

Par conséquent, aucun avantage pour les exploités et bénéficiaires supplémentaires pour les exploitants. Voilà où nous entraîne la passivité prônée par les fonctionnaires cégétistes.

Notre syndicat considère qu'il faut agir activement et en revenir aux méthodes d'action directe, qui permettront aux ouvriers métallurgistes de vivre décemment.

S'il existe de nombreuses ruines, s'il faut reconstruire le pays, que l'on invite au sacrifice les artisans de ces ruines, de ce massacre. Ce ne sont pas les travailleurs, que nous sachions.

Travailleurs de la métallurgie, foin des bonimenteurs professionnels, qui ont délaissé depuis longtemps limes, marteaux ou manivelles et, si vous aspirez à un avenir meilleur, rejoignez sans tarder, notre syndicat unique des métaux dont le siège est 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

GROUPES

PARIS

Permanence tous les jours de 15 h. à 19 h. et le samedi toute la journée au siège, 22, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville). Adhésions, cotisations et renseignements.

POUR LE 1^{er} MAI :
TOUTE LA JOURNÉE.

Groupe intercorporatif

Le groupe intercorporatif de la région parisienne donne mandat à ses délégués à la conférence nationale du 4 mai 1946, de proposer la constitution de la C. N. T.

Si la conférence ne partageait pas provisoirement ce point de vue, le groupe proposerait que la F. S. fasse fonction de centrale jusqu'à la fin de 1946, date à laquelle, d'une façon ou d'une autre, la C. N. T. devra être constituée.

Jeunesses syndicalistes

Des jeunes camarades, ont compris l'impérieuse nécessité de remettre en route, un groupe des Jeunesses Syndicalistes. Une sérieuse besogne est à accomplir. Beaucoup de nos militants de la F. S. sont issus des jeunesses, il est indispensable que de notre génération sorte également des militants actifs et capables. Aussi nous espérons que notre appel sera entendu et que les jeunes désirant se grouper se fassent inscrire au siège de la F. S. Nous les convoqueront à une réunion ultérieure :

Le bureau provisoire.

NORD (Lille)

Les camarades de Lille et de la région sont avisés qu'une permanence est tenue tous les samedis de 18 h. à 20 h., par le camarade O. Duhamel, au café Alphonse, 13, rue du Molinel, Lille.

ALGER

Le syndicat du bâtiment de la C. G. T. d'Alger a tenu sa réunion générale. On y a causé de tout ce qui pouvait consolider le régime capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme. Les exploités ont été invités à chanter les louanges de leurs exploités... et à travailler encore un peu plus pour engraisser les actionnaires, les trusts et les camarades députés à 30.000 francs par mois.

On a seulement oublié d'y parler syndicalisme. Heureusement, pour l'avenir du syndicalisme révolutionnaire que les adhérents y sont de moins en moins nombreux.

Travailleurs

Vous, qui en avez assez de collaborer avec vos exploités, qui en avez assez d'écouter les dirigeants cégétistes alliés du capitalisme, qui en avez assez des défilés du 1^{er} Mai derrière les généraux, les préfets et autres endormeurs, qui en avez assez de travailler pour crever de faim et engraisser tous ces exploités, venez adhérer à nos syndicats.

Vous n'y trouverez pas de places de députés, mais vous pourrez travailler avec nous pour améliorer vous-mêmes votre sort... et cela est possible, si vous le voulez.

Groupe d'Alger

Permanence tous les dimanches matin, au local habituel. Pour adhésions, renseignements, etc., adressez-vous à la Fédération syndicaliste, à Paris, qui transmettra.

CONFLITS SOCIAUX

Le personnel des théâtres lyriques nationaux n'ayant pas obtenu satisfaction aux revendications présentées, a cessé le travail depuis mardi 17, la grève atteint la danse, les chanteurs des artistes et le petit personnel.

Les employés et les ouvriers des compagnies de navigation de Paris, Le Havre, Bordeaux et Marseille se sont mis en grève. Depuis plusieurs mois ils réclamaient une augmentation de salaire sans obtenir satisfaction.

Nous appuyons de tout cœur les revendications légitimes des grévistes. Leur succès dépend uniquement de la solidarité en-

Service de Librairie

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)

ouvert tous les jours de 15 h. à 19 h. et le samedi toute la journée

<i>L'Éthique du Syndicalisme</i> (P. Besnard)	25 31
<i>L'Entraide</i> (P. Kropotkine)	100 109
<i>Force et Matière</i> (Louis Buchner)	100 109
<i>Le manifeste communiste</i> (J. Molitor)	60 66
<i>La Véritable Révolution Sociale</i> (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Maric)	30 36
<i>Les Bourses du travail</i> (F. Pelloutier)	60 66
<i>Fernand Pelloutier</i> (M. Pelloutier)	36 36
<i>Qu'est-ce que la propriété</i> (De Proudhon)	110 125
<i>De la justice dans la révolution et dans l'Église</i> (Proudhon)	110 125
<i>Tome 1</i>	110 125
<i>Tome 2</i>	110 125
<i>Tome 3</i>	150 170
<i>Tome 4</i>	110 125
<i>De la capacité politique des classes ouvrières</i> (Proudhon)	110 125
<i>Le Mouvement ouvrier et la démocratie aux États-Unis</i> (William English Walling)	75 90
<i>Ça et là</i> (Jules Guesde)	36 45
<i>Histoire du socialisme en France</i> (Paul Louis)	150 159
<i>Correspondance</i> (Elisée Reclus) :	
<i>Tome 1</i>	150 159
<i>Tome 2</i>	150 159
<i>Tome 3</i>	150 159
<i>La liberté de la conception</i> (Docteur Marchal)	75 81
<i>Le Calendrier Médicis</i> , indispensable avec le livre	30 32
<i>Bandits tragiques</i>	20 26
<i>Le Sauveur</i> (Thomars)	20 26
<i>Dieu et l'État</i> (Bakounine)	25 28
<i>L'Anarchie</i> (Kropotkine)	25 28

BROCHURES

<i>La C.N.T. par le Monde</i> (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.)	5 8
<i>Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire</i>	5 8
<i>Propos d'un Edicateur</i> (Sébastien Faure)	5 7
<i>Pour la justice économique</i> (Barbedette)	5 7
<i>La fin de la guerre</i> (Ernestan)	5 7
<i>Deux martyrs : Sacco et Vanzetti</i> (Sébastien Faure)	5 7
<i>Les libertaires et le problème social</i>	15 17
<i>Sur le chemin du retour</i> (Claude Berthet)	15 17
<i>La Politique et les Politiciens</i> (E. Rothen)	10 12
<i>Mourir pour la Patrie</i> (Ch. Boussinot)	10 12
<i>Qu'est-ce que le prolétariat</i> (Lashortes)	5 7
<i>Les anarchistes</i> (Sébastien Faure)	5 7
<i>Centralisme et fédéralisme</i>	5 7
<i>Le Syndicalisme et l'État</i> (E. Rotot)	10 12
<i>Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme</i> (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937)	2 3
<i>Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire</i> (P. Lapeyre)	1 2
<i>A. B. C. du Syndicalisme</i> (Yvetot)	10 12
<i>Les Responsabilités</i> (P. Besnard)	5 7
<i>Syndicalisme révolutionnaire</i> (Greffuhels)	5 7
<i>12 heures de l'existence de Dieu</i> (S. Faure)	10 12

Pour tout envoi recommandé joindre 5 francs en supplément. En raison des frais élevés d'expédition, le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.

Pour tout envoi de fonds concernant

« L'ACTION SYNDICALISTE »
« LA FEDERATION SYNDICALISTE »

ainsi que

LA LIBRAIRIE

C. C. 146-35 Paris

René DOUSSOT

9, avenue de la Porte-Clignancourt PARIS (18^e)

DANS LE BATIMENT

Diviser pour régner

Où l'on dresse les ouvriers qualifiés contre les manœuvres

Au congrès fédéral du bâtiment on s'est occupé des manœuvres. En effet, ceux-ci sont plutôt mécontents de la différence de salaire qui existe entre leur et celui des ouvriers qualifiés et, ma foi, rouspètent.

L'orateur qui a traité ce sujet et cela en accord avec la ligne de conduite de la Fédération du Bâtiment, pense différemment, et de dire qu'à son sens on ne doit pas être amené à rétrécir l'écart existant entre les salaires. On doit former des ouvriers qualifiés ; pour cela il faut que ces derniers soient récompensés, ce qu'il faut c'est obliger les manœuvres à devenir des ouvriers qualifiés, c'est la solution vers laquelle nous devons nous orienter. Comme vous voyez la solution est simple, tout le monde compagnon, plus de manœuvres, et l'orateur a de l'expérience et doit s'y connaître, si d'aucuns croient que le manœuvre est une nécessité imposée par le travail comme l'ingénieur et l'architecte sont nécessaires pour l'élaboration des travaux, si des générations de compagnons du bâtiment militants syndicalistes ont lutté pendant des dizaines d'années pour avoir leur propre manœuvre et le droit de l'embaucher eux-mêmes, si les heures de grève sont rentrés dans les us et coutumes chez les maçons et les cimentiers, si cinquante ans de propagande syndicaliste ont eu lieu dans ce sens, c'est sûrement une erreur, car l'orateur doit s'y connaître comme nous le disons plus haut. Vous le connaissez d'ailleurs : c'est Arrachart, et vous savez comme moi qu'avant de rentrer dans la carrière de fonctionnaire syndical, où il a réussi si brillamment, il avait fait un petit stage oh ! pas bien long, dans la terrasse, où il avait quelque mal à tenir une pelle ou une pioche. C'est là voyez-vous qu'il a compris l'inutilité du manœuvre et s'est empressé de devenir un ouvrier qualifié parmi les fonctionnaires syndicaux, aussi, camarades manœuvres du bâtiment, suivez l'exemple du camarade Arrachart, vous verrez que le métier est moins dur et rapporte plus, mais dépêchez-vous, il n'y aura pas de la place pour tous.

Quant aux compagnons, ma foi qu'ils se débrouillent ; puisque le manœuvre n'est que le produit d'un accident et non une nécessité, comme on l'avait cru jusqu'ici, ils se serviront eux-mêmes, à la grande joie de nos chers patrons qui eux ont compris depuis de nombreuses années ce que Arrachart vient de nous révéler et

trouvaient exagérées les exigences du compagnon d'avoir son propre manœuvre.

Maintenant le manœuvre qui voudrait s'obstiner à être manœuvre, malgré les bons conseils d'Arrachart, qu'il subisse toutes les conséquences de son entêtement, le voilà prévenu. Son salaire sera de plus en plus maigre en rapport de celui de l'ouvrier qualifié ; il aura le droit de crever de faim, lui et sa famille.

Pourtant il fut un temps où dans le syndicat l'on s'occupait de faire du syndicalisme, où dans les revendications l'on cherchait à ramener à sa plus simple expression les différences de salaire entre le manœuvre et l'ouvrier qualifié, où l'on prônait même le salaire unique, partant de ce principe, que les besoins étaient les mêmes pour tous, mais les méthodes ont changé avec les temps, il paraît que la France a besoin d'être sauvée et l'on demande aux ouvriers de se transformer en autant de Jeanne-d'Arc, de retrouver les manches pour maintenir l'omnipotence du capitalisme, de se contenter des maigres rations qu'on leur alloue pour conserver un régime qui les écrase d'impôts. Autrefois le syndicalisme disait au travailleur qu'il n'avait pas de patrie, que son ennemi n'était pas à l'extérieur, mais que c'était son exploitateur, que son but final était la disparition du capitalisme et de l'Etat et qu'il devait, par conséquent, tout faire pour les abattre. Oui, les temps ont bien changé et les politiciens maîtres de la C. G. T. en font un champ d'expérience et ce sont les travailleurs qui en sont les cobayes. Triste !

Une grande victoire

Victoire ! crient nos dirigeants de la Fédération du Bâtiment et de l'U. S. B. Cette victoire, c'est le 25 % payé à la 44^e heure et les 50 % à la 52^e heure pour les gars du bâtiment au lieu des 41^e et 49^e heures. Pourtant les gars dans les chantiers ne cachaient pas leur mécontentement à l'annonce de cette nouvelle, et bien que les permanents avec habileté leur expliquent que les patrons du bâtiment ayant pris l'offensive contre le décret instituant les 25 % à la 41^e heure, ayant déclaré que le travail dans notre corporation étant soumis aux intempéries, il était logique de récupérer le temps perdu pendant la mauvaise saison, et pour cette raison de ne payer les 25 % qu'à la 49^e heure, c'était de la mauvaise foi, lorsque l'on sait que les travailleurs du bâtiment font au moins 48 heures par semaine et souvent plus, que l'immense majorité a fait en moyenne plus de 40 heures par semaine dans la mauvaise saison ; d'ailleurs la première réaction du patronat a été de ramener la semaine de travail à 40 heures, c'est donc que le temps de tra-

vail des gars dépassait cette durée. Eh ! bien, nos dirigeants syndicaux n'ont trouvé rien de mieux que de céder et de composer, et l'accord pris fait que c'est seulement à la 44^e heure que les 25 % seront payés, c'est ça la victoire, c'est ça le triomphe. En réalité c'est un pur dégonflage, une atteinte aux intérêts des corporants et les seuls bénéficiaires de cette victoire c'est le patronat du bâtiment et le couillon de l'histoire, le travailleur.

A BEUCAIRE

A propos d'une visite

Sur le chantier du pont de la S.N. C.F., un certain lundi, les copains ont eu la visite aussi inattendue qu'inopportune du « camarade » Arrachart, fromagiste de la Fédération cégétiste du bâtiment. Bien entendu il était entouré de tout un état-major de responsables de l'U. D. et de l'U. L.

Dans l'exposé qu'il fit, le bouillant Arrachart déclara que nous, syndicalistes révolutionnaires, faisons le jeu du patronat car nous nous essayons de diviser la classe ouvrière en brisant l'unité dans la grande C. G. T.

Après une mise au point quelque peu tumultueuse de notre part, le secrétaire fédéré abandonna le sujet un peu trop brûlant pour lui, et fit une mise au point assez savoureuse des devoirs des ouvriers.

Il ressortit de son verbiage, que les ouvriers devaient produire à outrance pour relever la France, mais qu'il leur était interdit de revendiquer d'une façon énergique, pour ne pas compromettre le cher ministère, dont un de ses amis, d'une fédération sœur tient un maroquin.

Mais pourquoi diable, est-il interdit aux gars du pont qui ne gagnent que 31 fr. 90 à l'heure, de réclamer le même salaire en vigueur chez tous les patrons Beucairois, c'est-à-dire 43 fr. de l'heure ? Faut-il supposer que les ouvriers étant occupés au pont sont moins qualifiés que ceux qui travaillent en ville ! Ou faut-il croire que certaine haine politique envers un ou deux délégués du pont oblige les responsables cégétistes à se désintéresser de ce chantier ? Nous laissons les travailleurs du pont juger de cette situation.

Le secrétaire du S.U.B.

IMPRIMERIE SPECIALE DE «L'ACTION SYNDICALISTE»

3428



B.D.I.C

L'Action Syndicaliste

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Aimé CAPELLE
9, Avenue Secrétan - Paris-19

Organe de la Confédération Nationale du Travail
section française de l'A.I.T.
PRIX : 5 Francs

1^{er} JUIN 1946 - Numéro 13

ABONNEMENTS Ordinaire-12 Nos : 55 »
» 24 » 110 »
Soutien 12 » 100 »
» 24 » 200 »

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
22, RUE SAINTE-MARTHE - PARIS-10^e
MÉTRO : BELLEVILLE

AVEC LA C.N.T. RENAÎT LE SYNDICALISME

LA C.N.T. EST NÉE

SUS AUX DIVISEURS

En convoquant la Conférence nationale du 5 mai dernier, la Fédération Syndicaliste a levé l'étendard de la révolte contre l'asservissement du syndicalisme par le Parti communiste.

Poussant son geste jusqu'à sa conséquence logique, la Conférence nationale a décidé à l'unanimité de constituer sur l'heure une Centrale nationale capable de donner asile au syndicalisme révolutionnaire et de lui fournir les moyens de réaliser son destin.

Cette Centrale nationale du syndicalisme révolutionnaire français s'appelle, comme sa glorieuse sœur aînée, la CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL, qui sut porter si haut le renom du syndicalisme révolutionnaire dans le monde et réaliser, en Aragon, la première société syndicaliste.

La C.N.T. française a les mêmes ambitions et nous sommes persuadés qu'elle saura trouver les moyens de les réaliser.

Nous avons la certitude que la décision unanime et enthousiaste de la Conférence du 5 mai sera bien accueillie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Dans notre pays, elle répond certainement au vœu le plus cher de plusieurs dizaines de milliers de bons camarades qui assistaient impuissants à la faillite toujours grandissante du syndicalisme dans la C.G.T., dont l'atmosphère leur était devenue irrespirable. La majeure partie d'entre eux avaient d'ailleurs compris depuis longtemps que nous ne pourrions sortir de la situation qui nous était faite qu'en constituant notre propre C.G.T. : celle où le syndicalisme véritable retrouverait son droit de cité et ses moyens naturels d'expression.

Quant aux Centrales sœurs de la C.N.T. au sein de l'A.I.T., c'est avec satisfaction qu'elles apprendront la décision de la Conférence de la Fédération syndicaliste; qu'elles retrouveront à leurs côtés, pour les luttes en cours ou qui s'annoncent, les travailleurs français.

Aux uns comme aux autres, la décision de la Conférence indiquera qu'il y a enfin quelque chose de changé en France: que les travailleurs de notre pays relèvent la tête et sont décidés à faire front aussi bien aux capitalistes qui les exploitent qu'aux politiciens qui veulent les asservir.

Cela sera donc de bon augure pour tout le monde et prouvera à tous que les travailleurs français sont décidés à prendre place dans les luttes sociales présentes, aux côtés des camarades de tous les autres pays, pour secouer le joug de la tyrannie, de l'exploitation et de la dictature.

Maintenant, il convient de donner force et vie à cette décision. Déjà la région parisienne, dont les militants se sont réunis le 12 mai, a constitué l'Union régionale parisienne et un certain nombre de syndicats, nombre assez appréciable d'ailleurs. De son côté, la Commission administrative provisoire nommée par la Conférence et complétée par la suite s'est mise au travail immédiatement. Le Secrétariat confédéral est parfaitement organisé, les tâches bien réparties, les Commissions diverses en place et nous avons la conviction que, dans un délai très bref, toute l'organisation nécessaire à la vie de la C.N.T. sera bien en place et fonctionnera convenablement.

Il importe que cet exemple soit suivi très rapidement par nos camarades de province; que les Unions régionales, locales et les syndicats soient promptement constitués et que l'ensemble de la C.N.T. soit à même d'entrer en action dès le 1^{er} juin prochain.

La commission administrative s'occupe activement de faire tirer tout le matériel nécessaire au démarrage de la nouvelle Centrale et on peut espérer qu'avec le concours de tous, ce démarrage sera rapide.

La C.N.T. tient à faire connaître, dès aujourd'hui, qu'elle reprend à son compte toutes les revendications des travailleurs laissées volontairement en suspens par la C.G.T., pour ne point gêner l'action gouvernementale du Parti Communiste.

Il se peut que la C.G.T. reprenne, après les élections et si le Parti Communiste sort battu de la consultation électorale, une attitude revendicative et essaie, à la faveur d'une gymnastique gréviste, de prendre le pouvoir que lui auront refusé les électeurs.

Cela ne changera rien ni à notre attitude de toujours, ni au caractère des buts que nous poursuivons.

Mais nous tenons à mettre nos camarades en garde contre cette attitude possible de la C.G.T., agissant selon les consignes du Parti Communiste, et nous leur demandons de ne pas se laisser prendre à ce piège grossier.

Ils savent très bien qu'il n'y a aucune relation entre l'action du syndicalisme révolutionnaire français et celle du Parti Communiste. Ils savent donc faire, entre ces deux sortes d'action, la différenciation nécessaire et ne se laisseront pas abuser par l'action politique d'une C.G.T. aux ordres et aux gages, poursuivant des buts n'ayant rien de commun avec la libération des travailleurs.

Nous devons aussi souder

nos efforts avec ceux de nos camarades des autres pays et en premier lieu ceux des pays latins avec lesquels nos affinités, autant que la géographie, nous appellent à conjuguer ces efforts.

C'est le Sous-Secrétariat de l'A.I.T. pour l'Europe occidentale qui aura mission d'organiser cette action commune et, dès aujourd'hui, nous prenons place dans cet organisme.

Nous espérons qu'un avenir prochain nous ouvrira à ce sujet de vastes perspectives et que sur ce terrain, qui est commun à tous les pays latins, de grandes choses deviendront possibles.

A l'œuvre donc, tous, pour faire de la C.N.T. française une grande organisation nationale capable de jouer son rôle dans le sein de l'A.I.T. et de donner à celle-ci la force qui lui est indispensable pour bien représenter le Syndicalisme révolutionnaire dans le Monde.

Vive la C.N.T.!

Vive le Syndicalisme révolutionnaire français!

Vive l'A.I.T.

RÉSOLUTION de la Conférence nationale

Les militants de Paris et de province appartenant à la FEDERATION SYNDICALISTE, réunis en Conférence nationale, à Paris, le 4 mai 1946, après avoir procédé à l'étude de la situation syndicale à la suite du Congrès confédéral d'avril dernier;

Considèrent :

1^o Que les six affirmations capitales sur lesquelles reposait, jusqu'à ce jour, l'organisation syndicale française ont été reniées par le Congrès et remplacées par des textes nouveaux qui enlèvent toute valeur revendicative et d'action à la C.G.T. devenue de ce fait, l'appendice politique d'un Parti et que cela signifie l'assujettissement du mouvement syndical à la politique gouvernementale de ce Parti;

2^o Que le fait de renier, à la fois, l'affirmation d'unité faite par le Congrès d'Amiens: de déplacer le cadre traditionnel du gouvernement confédéral: de nier les buts pour lesquels la C.G.T. fut constituée; de ne plus accorder à la lutte de classes un caractère essentiel et de lui substituer l'action parlementaire et gouvernementale, tant sur le terrain matériel que moral, vide la C.G.T. de tout son contenu et en fait un rouage supplémentaire de l'Etat; que l'abandon des revendications quotidiennes et d'avenir est un crime contre la classe ouvrière au moment précis où elles se justifient plus que jamais, que les décisions du Congrès ont été prises dans le seul but de ne pas gêner l'action parlementaire et gouvernementale qui, sous le couvert de fameuses nationalisations, ne tend qu'à reconduire sous une autre forme, les intérêts capitalistes: de nier toute valeur révolutionnaire aux syndicats qui seront chargés demain de procé-

der à la réorganisation sociale par la grève générale, tend à faire des syndicats, des organisations inertes et amorphes qui ne seront plus que des instruments d'un pouvoir dictatorial; de ne plus reconnaître l'action directe comme l'arme naturelle des travailleurs et de lui substituer le bulletin de vote et l'action parlementaire, est un abandon qui signifie la fin du syndicalisme dans la C.G.T.; de permettre à un parti politique d'utiliser la masse confédérale pour atteindre des buts politiques de gouvernement a pour conséquence de détruire l'unité organique et morale du mouvement syndical le champion des disputes partissantes auxquelles il devait rester absolument étranger; de ne plus reconnaître ni l'indépendance, ni l'autonomie du mouvement syndical enlève à ce dernier toute originalité et toute valeur d'action.

La politique du plus grand commun diviseur, dénoncée il y a quelques lustres par Plékassort, a produit à nouveau ses effets. Les militants, las d'une tutelle politique insupportable, excédés des reniements systématiques et toujours plus pesants des raisons fondamentales à l'existence de la C.G.T. ont décidé de rompre avec elle et de constituer une nouvelle Centrale qui reprenne les traditions du syndicalisme, abandonnées, d'indépendance, de lutte de classes et d'internationalisme. C'est un geste de haute portée qui révèle autant de courage moral qu'une grande conscience des nécessités ouvrières, car il est indéniable que les travailleurs, éclairés sur la faillite confédérale par sa carence permanente sur les questions revendicatives, cherchent de nouvelles voies, de nouveaux groupements de résistance.

Mais il est aussi exact que cette décision n'aura pas la vulgarisation et un écho susceptible d'ébaucher l'immense armée du travail. Ce ne sont que des minorités plus ou moins représentatives qui se souderont et se fonderont dans la Centrale naissante. Des syndicats faibles à l'origine apparaîtront, mais qui pourront devenir forts et dangereux pour tous les adversaires de la classe ouvrière s'ils savent exploiter la conjoncture actuelle et mener une politique adroite, intelligente et souple.

Dès le départ, ils doivent faire publiquement et par tous les moyens possibles, le procès des diviseurs patentés du mouvement syndical. Ils doivent faire ressortir avec clarté — et c'est chose facilement simple — qu'en succursalisant le

mouvement syndical à un parti ils le rendent inhabitable à ceux qui refusent de considérer l'évolution sociale et humaine en fonction de la structure et des rapports politiques.

Il faut aussi ne pas se limiter à des controverses et des polémiques, sous peine d'apparaître comme des mécontents qui ont obéi à un accès de mauvaise humeur mais qui sont incapables d'engendrer autre chose que des critiques stériles. C'est dans l'action, mêlés intimement aux masses, que le meilleur travail de clarification et d'éclaircissement se fera. Partout où il y a des mouvements notre Centrale doit se faire connaître. Non pas seulement en critiqueur, mais en s'efforçant d'apporter les solutions les meilleures, sans les retrancher de nos buts principaux, et d'être les meilleurs et les plus clairvoyants combattants.

Pour ne pas perdre le contact avec les ouvriers cégétistes et autres et apporter la démonstration que notre opération ne tend qu'à séparer la partie saine de la classe ouvrière de celle contaminée, il sera bon que partout où des syndicats se constitueront en face de ceux de la C.G.T. qu'ils fassent savoir publiquement qu'ils seront prêts à soutenir toutes actions revendicatives réelles qui pourraient être engagées par les autres. Mais toujours faire accompagner cette déclaration des revendications qui sont nôtres en demandant l'union de tous les travailleurs autour d'elles et, si le syndicat est assez fort, inviter les ouvriers à obliger leur syndicat à contracter en accord avec nous pour les faire aboutir.

Dans les usines, dans les chantiers, partout où des ouvriers sont rassemblés il faut prendre l'initiative de propositions qui tendraient au même résultat. Là plus que partout ailleurs. On doit même lorsque le rapport des forces rend la chose possible, préconiser la constitution de comités d'action dont les responsables seraient choisis par les ouvriers, à bulletins secrets.

Mais une erreur à éviter: celle de faire de la surenchère et de la démagogie. Nos propositions doivent être claires, compréhensibles et accessibles à un entendement moyen, être d'une réalisation probable et constituer un progrès révolutionnaire.

Il faut que la C.N.T. soit à la hauteur de la tâche que ses militants lui ont fixée.

Le Congrès constitutif de la C.N.T. où les Syndicats réunis transformeront en organisation centrale définitive la centrale créée aujourd'hui, la doteront de statuts, en détermineront le fonctionnement et l'action.

Comprenant les difficultés rencontrées par des camarades isolés ou peu nombreux dans certaines fédérations, le Congrès manifeste son désir de rester en relations avec eux et demande qu'ils proposent, dans le plus bref délai, la forme de lien qu'ils désirent voir exister entre la Confédération Nationale du Travail et eux.

Enfin, ratifiant l'affiliation Internationale de la Fédération Syndicaliste, la Conférence Nationale déclare que la C.N.T. adhèrera aujourd'hui-même à l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Cependant, il va de soi que cette adhésion devra être confirmée par le Congrès Constitutif de la nouvelle Centrale qui se tiendra avant la fin de l'année, à Paris.

La Conférence veut croire que sa décision sera acceptée avec joie par tous les militants, que la propagande sera faite à tous les échelons pour activer le rassemblement des forces syndicalistes révolutionnaires du pays et jouer, dans celui-ci, le rôle qui est, par destination, celui du SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE FRANÇAIS.

Vive la C.N.T. française!
Vive l'A.I.T.
Paris, le 4 mai 1946.

Autour de notre Conférence

L'ADRESSE DE L'A.I.T.

Chers camarades,

Nous envoyons nos salutations les plus cordiales et solidaires à votre Conférence nationale à Paris qui devra discuter la situation syndicale actuelle en France, et qui est d'une importance extraordinaire pour tout notre mouvement international. Le mouvement syndical français se trouve dans une phase critique. Le Congrès de la C.G.T. tenu il y a quelques jours, a démontré que cette organisation n'est plus indépendante de la politique des partis. Les principes jadis établis par la Charte d'Amiens ont été abandonnés. Les politiciens professionnels les ont trahis définitivement. Les communistes ont conquis la C.G.T. et se disposent à transformer cette organisation en instrument subordonné à l'Etat et à la politique du gouvernement.

En présence de cette situation, nous nous demandons quelle est notre tâche en France. Le moment serait-il venu de créer une nouvelle organisation syndicale de tendance ré-

volutionnaire affiliée à l'A.I.T.? Nous espérons que vous examinerez cette question d'une façon sérieuse et que vous adoptez des résolutions qui font possible une évolution dans cette direction.

Vous ne pouvez pas continuer d'être des marionnettes au sein d'une organisation dominée par les communistes. D'après notre opinion c'est votre devoir de syndicalistes révolutionnaires de travailler avec toutes vos forces et toute votre énergie pour la formation d'une forte organisation syndicale révolutionnaire qui devra rassembler dans son sein les ouvriers français en les préparant à l'œuvre de la transformation sociale.

C'est dans cet espoir que nous saluons votre conférence.

Organisez-vous! Créez une organisation forte et effective!

Nous vous saluons cordialement dans l'esprit de la solidarité internationale.

John ANDERSSON.

LA LETTRE DU SOUS-SECRETARIAT DE L'A.I.T.

Chers Camarades,

Nous vous saluons au nom du prolétariat international qui mène le combat révolutionnaire sous l'égide de l'Association Internationale des Travailleurs, dans le but d'instaurer une Société qui bannira l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant l'Etat et la tyrannie sous toutes les formes.

Nous saluons par cette Conférence Nationale de la F.S.F., l'éveil révolutionnaire et anarcho-syndicaliste du prolétariat français que nous désirons voir placé dans les rangs de l'avant-garde de l'A.I.T.

Travailleurs français qui vous êtes réunis pour dire au monde du travail ce que vous

pensez et l'œuvre que vous pensez réaliser face au réformisme collaborationniste qui renie le passé glorieux du syndicalisme révolutionnaire.

Nous avons confiance dans votre action pour relever le drapeau révolutionnaire et conduire les travailleurs par l'action directe au but de leurs justes revendications morales et matérielles. Dans cette voie l'effort sera moindre; l'A.I.T. avec la force de ses adhérents, vous tend la main et vous dit en avant pour la Révolution Sociale.

Pour la Commission Provisoire du Sub-Secrétariat de l'A.I.T. dans l'Europe Occidentale.

LA LETTRE DE LA C.N.T. D'ESPAGNE

Toulouse, le 3 mai 1946.

Chers camarades,

Réunis en Conférence Nationale Extraordinaire:

Nous vous adressons nos plus fraternelles salutations et nous avons l'espoir et la confiance que votre Conférence Nationale Extraordinaire sera une nette affirmation des prin-

cipes du syndicalisme révolutionnaire et de l'esprit de la A.I.T. ainsi qu'une ferme démonstration de la volonté d'écrasement du fascisme mondial.

Pour le Comité National du Mouvement Libertaire Espagnol et de la Confédération Nationale du Travail, Le Secrétaire.

LA CONFÉRENCE ENVOIE SON SALUT aux Camarades espagnols et italiens

Après avoir décidé la constitution de la C.N.T., la Conférence syndicaliste révolutionnaire réunie à Paris, le 4 mai 1946, tient à affirmer sa solidarité entière avec l'A.I.T. qui personnifie la lutte des syndicalistes révolutionnaires dans le Monde, ainsi qu'à ses Centrales, surtout à celles qui luttent le plus ardemment en ce moment: de la C.N.T. en Espagne et le mouvement syndicaliste révolutionnaire italien groupe actuellement dans la C.G.T. stalinienne tout en restant le gardien vigilant des principes et des doctrines de l'U.S.I.

En ce qui concerne la C.N.T., la Conférence tient à lui exprimer dans les difficiles circonstances actuelles, qu'elle peut compter sur le concours le plus large et le plus efficace dans

la lutte qu'elle mène contre Franco, qui, avec la complicité des pays ex-alliés, continue à déshonorer l'Espagne par la présence de son régime object.

La conférence forme des vœux pour qu'une lutte commune réunisse le plus tôt possible les prolétariats italiens, espagnols et français pour chasser du pouvoir les tenants de la bourgeoisie décadente et de leurs alliés réformistes de toutes catégories.

En vue de cette éventualité qui peut être proche, la conférence demande au sub-secrétariat de l'A.I.T. en Europe occidentale pour lui préparer cette action commune de laquelle doit sortir la libération du prolétariat des pays latins.

LE COMITÉ DE DÉFENSE SYNDICALISTE prononce sa dissolution

Dans le but d'assurer la liaison entre la C.N.T. et les éléments minoritaires de la C.G.T., la Conférence Nationale des Comités de Défense Syndicale décide d'organiser, sur le plan local, cette liaison sous la forme de comités de coordination locaux et

prononce la dissolution du comité de défense syndicaliste à l'échelle nationale.

P.S. — L'Assemblée nationale des C.D.S. a, de plus, voté la résolution adoptée à l'unanimité à la Conférence constitutive de la C.N.T.

Souscrivez pour la C.N.T.!

Pour la mise en application des décisions de la Conférence nationale du 4 mai, pour que la C.N.T. puisse faire face à ses premiers frais, des sommes importantes sont indispensables, c'est pourquoi la Conférence a décidé d'ouvrir une grande Souscription Nationale.

Camarades, la C.N.T. a besoin de votre aide matérielle, un effort sérieux s'impose.

Pour que le Syndicalisme révolutionnaire reprenne sa place, Pour une C.N.T. puissante, faites circuler les listes de souscription de la C.N.T. et participez immédiatement à la

SOUSCRIPTION NATIONALE

SOMMES REÇUES

DU 16 AVRIL AU 15 MAI 1946

Desablens (Cavaillon), 8 fr.; Paris, liste 61: Gaïtlet, 50 fr.; Yxe, 20 fr.; Illisible, 22 fr.; Anonyme, 6 fr.; Souchay, 10 fr.; Demeure, 10 fr.; Chenard, 17 fr.; Dolbeau, 5 fr.; Zwickel, 6 fr.; Droal, 8 fr.; Huberty-Valentin, 20 fr.; Demeure, 20 fr.; Ervan, 10 fr.; Fircon, 10 fr. Total de la liste: 214 francs.

Mme Colonna, Alger, 5 fr.; Liste n° 31, Grand-Combe (Gard), 285 fr.

E. Mascart, Quarouble, 10 fr.; Groupe d'Alger, 300 fr.; Guillon, Paris, 50 fr. Privey liste 35, Vincent, 5 fr.; Rigaux, 10 fr.; Roubier, 20 fr.; Privey, 20 fr.; Léger, 20 fr. Total de la liste: 75 fr.

Fonfrid, Nîmes, liste 48, 100 fr.

E. Demeure, Paris, 20 fr.; Troussieux, Reims, 100 fr.; Rémy (Saint-Maur), 50 fr.; Noël Georges, Agen, 60 fr.; Thiers, liste 32, Dugne, 117 fr.; Debatisse 50 fr.; Veignaud, 83 fr. Total de la liste, 250 fr.

Paris, liste 20 bis, Doussot, 20 fr.; Hermann, 10 fr.; Souchay, 20 fr.; Anonyme, 20 fr.; Gastelle, 10 fr.; Meinissier, 20 fr.; Sileilhac, 10 fr.; Joulin, 100 fr.; Yvonne Dron, 5 fr.; Anonyme, 10 fr.; Chaupenait, 10 fr.; Durand, 20 fr.; Rabet, 10 fr.; Guillocher, 20 fr.; Cotellet, 10 fr.; Un Occidentaliste, 50 fr.; Pro-Occidentaliste, 5 fr.; Senty, 50 fr.; Feillet, 22 fr.; Courtais, 20 fr.; Everbecq, 10 fr.; Rovéjenou, 20 fr.; Montagut, 20 fr.; Sabaten, 20 fr.; Goiraud, 20 francs; Goiraud, 20 fr.; Chevet, 5 fr. Total de la liste: 537 fr.

Moinet, Le Mans, 9 fr.; Roure, groupe d'Argelès-sur-Mer, 40 fr.; Marc Dufour, Aix-en-Provence, 250 fr.

Toulouse, liste n° 8: Jammes, 25 fr.; Mirande, 25 fr.; Membrado, 20 fr.; Nan Victor, 25 fr.; Marthe, 20 fr.; Gaby, 20 fr.; Vincente, 20 fr.; Membrado, 20 fr.; Mone-ma, 20 fr.; Tricheux Coupen, 20 fr.; Bonnil, 50 fr.; Horas, 20 fr.; G. illisible, 100 francs; Blan, 10 fr.; Teulé, 20 fr. Total de la liste: 440 francs.

Oliva Caussade, 50 fr.; Desablens, Cavaillon, 27 fr.; Paris, liste n° 2, C.N.T.: Doussot, 100 fr.; Migny, 85 fr.; Senz, 15 francs; Le Mauff, 20 fr.; Léger, 20 fr.; Bezard Suzanne, 10 fr.; Flament, 50 fr.; Besnard, 100 fr.; Brou, 20 fr.; Thérèse Camus, 25 fr.; Arandel, 25 fr.; Montagut, 25 francs; Bonnavaud, 25 fr.; Bournaud, 100 francs; Fauvet, 5 fr.; Léger, 100 fr.; Mou-

PROPOS D'UN PASSANT

LE MESSIE

Après tant d'années de souffrances sous un ciel d'orage sans cesse menaçant, d'aucuns voyant poindre l'éclaircie libératrice de s'écrier: « Les temps sont révolus. Le miracle tant espéré va s'accomplir ». Leurs regards scrutent partout alentour, cherchant le Messie qui devait apporter avec lui le règne de la Paix, le châtiement des méchants, la récompense des justes.

Le miracle ne s'est pas produit et ne se produira point. Mais les faux prophètes abonderont encore qui promettent tout sans jamais tenir rien.

Ils continueront à se réjouir partout afin de convertir le Peuple à leur doctrine et pour cela ils emploieront l'éloquence, la ruse et la menace.

Rien ne sera changé, sinon la forme, car de tous temps les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

Les esclaves changeront de maîtres. Leurs chaînes ne seront plus semblables mais ils n'y seront pas moins solidement attachés et, comble de la bêtise, ce seront eux-mêmes qui en forgeront les maillons et se les fixeront.

La sacro-sainte Démocratie relèvera ses autels. Elle réinstallera ses pontifs lesquels distribueront d'abondantes bénédictions aux fidèles venus en processions interminables adorer le Veau d'Or.

Chacun se gargarisera de belles formules en clamant l'hymne à la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Cela en toute sincérité, car tel mesurera sa liberté par comparaison de sa chaîne plus ou moins dorée, plus ou moins longue, avec celle qu'il traînait auparavant ou avec celle des autres esclaves plus ou moins bien partagés. Si la comparaison lui semble défavorable, il protestera au nom de l'Éga-

« Ils auront des yeux et ne verront pas. Ils auront des oreilles et ils n'entendront pas. »

lité provoquant de ce fait les clameurs des esclaves encore moins favorisés que lui. Alors les Pontifes, troublés dans leur pesante digestion par ce vacarme étourdissant, alèteront leur garde prétorienne et prendront la fraternelle décision de faire respecter le principe égalitaire par l'alignement des chaînes sur le modèle le moins avantageux.

Malheur à ceux qui tenteront de s'opposer à la décision des Elus portés au Pouvoir par la volonté du Peuple. Ils seront traités en contre-révolutionnaires et punis comme tels.

Peuple qui attend un Messie, prends garde à te donner un Maître. Ce Messie existe. Il peut tout pour toi si tu veux tout pour lui. Il ne vendra pas, car depuis longtemps déjà il est là. C'est toi-même et tu sembles l'ignorer.

Prends conscience de cette vérité. Ne te départis pas de la moindre parcelle de ta souveraineté car, ce faisant, tu forgerais tes propres chaînes. Vis libre, mais limite ta liberté à l'endroit où commence celle d'autrui. Ne te laisse pas dominer. Insurge-toi devant l'Autorité de la contrainte et de la violence, mais respecte celle de la Science et du Talent.

Ton bonheur réside dans l'édification d'une société humaine de solidarité et de bonté. Apporte à son édification tout ce que la nature t'a donné, c'est-à-dire tes qualités, tes connaissances, ton expérience, si modestes soient-elles.

Ne doute pas de toi. Groupe-toi. Ose! Lève-toi et marche!

LE PASSANT.

PIF, PAF, POF

« L'Aube Nouvelle », organe complémentaire et produit de remplacement du Parti Communiste, offre une large place à l'Amicale des Amis du Parti Ouvrier Français, parti, paraît-il, « attendu de tous les ouvriers ». Quant à l'Amicale, elle a pour objet « d'organiser l'émulation ».

Les pêcheurs staliens sont passés maîtres dans l'art de manier l'épousette. Quand le poisson menace de se décrocher de la ligne communiste, on prend l'épousette et pif, paf, P.O.F., on ramène la prise dans le bocal aux poissons rouges où il pourra à loisir se livrer aux exercices d'émulation prescrits par l'Amicale. Moyennant quoi, il paiera sa cotisation: 5 francs par an. Le P.O.F. prend bien les ouvriers pour des C.O.N.S.

OU « L'AUBE NOUVELLE » NOUS LA SORT BONNE

Dans ce canard, n° 64, on peut lire cette annonce: Nous invitons les anciens F.T.P. à venir se regrouper et à s'unir étroitement comme dans la clandestinité.

Enfin! Nous savons à quoi les F.T.P. occupaient leur temps dans la clandestinité et pourquoi les communistes ont demandé la fermeture des maisons de tolérance.

CHATELAIN ET PATISSIER

Est-il vrai que le camarade Jacques Duclos s'est rendu acquéreur d'un château à Maule, près de Paris, dans la Sarthe, pour la bagatelle de 3.500.000 francs sans compter les frais?

Qu'en pensent les camarades du Parti, eux qui logent pour la plupart dans des taudis, ou enserés comme harengs en caque dans leur logement parisien ou les banlieues de grande ville?

Est-ce avec le produit de sa pâtisserie qu'est-ce avec les intérêts de son capital politique qu'il se dote d'une telle munificence?

LE JAVELOT DE CHEZ GEVELOT

Au sujet de la grève des cadres, le rédacteur sportif de « L'Aube Nouvelle » lance son javelot contre les dirigeants de l'usine Gevelot et, en conclusion, affirme le plus sérieusement du monde: « Les travailleurs manuels et intellectuels, malgré les difficultés issues de la défaite où la trahison a conduit notre pays, s'aperçoivent qu'il y a quelque chose de changé. Ils ont confiance pour les guider dans leur organisation syndicale indépendante, leur C.G.T., pour défendre les intérêts véritables de tous les travailleurs. »

En ce qui concerne la trahison, le parti de Thorez est incontestablement qualifié. Pour ce qu'il a de changé, cela dépend du point de vue auquel on se place. Les politiciens profiteurs trouvent que tout va très bien. Les pauvres bourgeois de prolétaires ne sont pas du même avis. Enfin, en ce qui concerne l'indépendance de l'organisation syndicale, de la C.G.T., celle-ci embarrassée dans la Charte d'Amiens, ne pouvait librement se mettre sous l'influence du génial Staline. Heureusement, maintenant il n'en est plus rien et en toute indépendance les bonzes cégétistes vont prendre les ordres de Moscou.

Quelle belle langue que le français quand il est traduit par du russe.

La C.N.T. à Marseille

La C.G.T. a-t-elle renié sa doctrine? Est-elle encore syndicaliste?

Son syndicalisme est-il toujours: le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son affranchissement.

Si affranchir les travailleurs c'est mettre fin au régime présent, dont est bénéficiaire le Patronat, vous devez constater que la C.G.T. renforce ce régime capitaliste par ses manœuvres actuelles.

En acceptant les dérogations aux 40 heures.

En accélérant la production, la C.G.T. forte de 5.000.000 d'adhérents, capitule honneusement et trahit la classe ouvrière.

La voici maintenant qui a scellé tout soutien à l'Etat, et au Parti politique communiste.

Est-ce là l'action de classe qui devrait être sa plateforme? Non, car elle oublie qu'elle pourrait faire reculer le Patronat avec la totalité de ses cotisations.

Camarades trompés, croyez-nous, c'est par la solidarité, par l'action directe, par l'union dans l'effort que nous nous libérerons tous ensemble.

Devant pareille inaction, réfléchissez, camarades, et dites si les méthodes cégétistes actuelles vous donnent satisfaction.

Si vous aimez l'inertie, la mendicité, les coups de pied au cul, et la Marseillaise, contemplez donc vos dirigeants et bélez de joie.

Mais si vous êtes convaincus que le SYNDICALISME est l'arme des travailleurs qui veulent changer l'état social, qui veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, et marcher vers leur émancipation totale par la suppression du salariat, alors vous n'êtes plus des moutons, vous êtes des HOMMES.

Pas de collaboration de classe, comme le préconisent les politiciens.

Sachez que la collaboration du Travail et du Capital n'est qu'une formule pour vous duper et vous endormir.

C'est un subterfuge pour maintenir plus longtemps l'exploitation des travailleurs par les capitalistes voleurs.

Il est grand temps que cette exploitation inhumaine cesse.

Il est grand temps d'agir.

Pour faire revivre le syndicalisme révolutionnaire, seule arme des travailleurs en lutte pour leur émancipation totale, rejoignez les Syndicats et le Groupe intersyndical de votre région; adhérents à la C.N.T.

Le Bolchevisme HÉRITIER du Nazisme

(Suite et Fin)

Au commencement du mois de mars, une grande réunion de représentants socialistes à Berlin, mais en dehors de la zone russe de la ville, discuta la question de la fusion des deux partis politiques. D'entre les 2.000 délégués présents, 1.600 ou 80 % votèrent contre la fusion. A Berlin on raconte tout franchement que les officiers russes ont reçu l'ordre de réaliser la fusion jusqu'au premier mai. En effet, on a déjà trouvé des dirigeants socialistes qui volontairement font la propagande en faveur de cette fusion. Ils affirment que l'unité est nécessaire pour défendre les intérêts ouvriers à l'occasion des élections prochaines. On propose de fixer d'avance la proportion entre candidats socialistes et communistes qui devront partager les mandats du nouveau parti monopoliste, de façon que les ouvriers eux-mêmes n'aient pas d'influence sur la nomination des candidats par le parti ouvrier unique. Tout sera rédigé d'en haut comme en Russie. Mais des élections arrangées d'en haut dans lesquelles les électeurs seuls peuvent voter pour des candidats qui leur sont imposés d'avance n'ont rien à faire avec des élections libres. De cette façon, les candidats ne pourront pas être contrôlés par les électeurs, mais ils se trouveront exclusivement au service de l'appareil politique créé par les gouvernements, dans ce cas des forces d'occupation russes. Les élus serviront à celles-ci, et, comme il est tout naturel, on leur donnera aussi certains privilèges en échange de leurs services.

Aussi dans la Pologne contrôlée par les Russes on prépare des élections. En Pologne, il y a trois partis qui se partagent entre eux les portefeuilles du gouvernement. Il n'y a donc pas de parti monopoliste, mais, en effet, on arrive au même but en obligeant les trois partis à se présenter avec une liste commune. Les trois partis devront « collaborer » au lieu de concourir les uns avec les autres. Les mandats seront alors distribués parmi les partis selon la proportion fixée d'avance. Des élections de cette espèce ne pourront donc pas donner expression aux opinions différentes qu'il puisse y avoir chez les électeurs. C'est-à-dire les élections ne sont qu'une misérable comédie qui pourrait être supprimée complètement puisque les politiciens sont déjà d'accord sur la distribution des mandats avant que les électeurs ont pu manifester leur volonté. Ce système de la distribution des mandats avant les élections transforme toute élection en farce ouverte. Les élections qui déjà dans des conditions normales ne sont qu'une expression très douteuse de la volonté populaire, prennent le caractère d'une farce organisée pour tromper le peuple. Les accords fixés par les politiciens avant les élections éliminent le dernier reste d'influence de l'électeur lui-même. Mais c'est avec ces moyens que Moscou peut consolider son influence et étendre son pouvoir.

En effet, les dirigeants du parti socialiste de Berlin se sont transformés en partisans de la fusion, mais quels ont été les moyens employés pour arriver à cet état de choses? Le journal anglais « Manchester Guardian » rapporte que les adversaires du bolchevisme dans la zone russe sont traités avec des méthodes purement « Gestapo ». Les autorités britanniques affirment qu'ils en possèdent les preuves. Les adversaires du bolchevisme et du parti communiste sont menacés, ils sont arrêtés, ils disparaissent tout simplement sans que personne sache ce qui est devenu d'eux. On connaît ces méthodes — les militants libertaires et anarcho-syndicalistes espagnols en ont leurs expériences. Il est typique que la police dans la zone russe de l'Allemagne se trouve presque exclusivement sous le contrôle communiste. De cette façon il est très simple d'arrêter les personnes les moins désirables qui disparaissent sans laisser trace. Un grand nombre de militants socialistes ont déjà été arrêtés, d'autres se sont réfugiés dans les zones anglaise et américaine de l'Allemagne où les Russes ne sont pas les maîtres absolus. Aussi des militants syndicaux sont destinés par les communistes au cas qu'ils expriment des opinions différentes de celles des occupants. Les journaux publiés dans la zone russe se trouvent sous la censure sévère des Russes et des autorités communistes. Les publications qui apparaissent dans les autres zones de l'Allemagne sont interdites dans la zone russe, mais elles y circulent clandestinement.

Voilà les faits. Il s'agit, dans ce cas, de beaucoup plus que d'une rivalité entre les partis socialiste et communiste. Ce qui se passe c'est qu'on tâche de restaurer le régime totalitaire et du parti unique détruit par la victoire alliée, mais au signe du bolchevisme il s'agit des droits démocratiques et de la liberté.

librement du point de vue syndical et politique, et s'ils pourront garder la liberté de la presse et la liberté de l'organisation tellement importantes pour le mouvement émancipateur. Les travailleurs ont besoin de ces libertés pour pouvoir s'organiser librement et pour pouvoir lutter pour la réalisation du socialisme.

Voilà donc le bolchevisme qui se présente comme l'héritier du nazisme. Il introduit de nouveau le régime des camps de concentration pour les adversaires idéologiques et politiques, il supprime la liberté de la pensée et de la presse, il supprime le droit des ouvriers socialistes de s'organiser librement pour militer pour leur émancipation d'accord avec leurs propres convictions sociales et politiques. Il établit des partis monopolistes et des organisations syndicales du même caractère qui sont des instruments des gouvernements pour contrôler les travailleurs. Le bolchevisme liquide la liberté pour introduire l'esclavage. C'est donc un nazisme rouge et rien de plus.

Albert JENSEN.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « L'ACTION SYNDICALISTE »

LES CONSTITUANTS IMMOLENT LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La Fédération du Livre a tenu, le 27 avril, une assemblée d'information au cours de laquelle elle précisa sa position à l'égard de la loi sur le transfert et la dévolution des biens ayant appartenu aux journaux « collaborateurs », qui recevra son application après le vote de la loi sur le statut de la presse. Des parlementaires furent invités à venir exposer le point de vue de leur parti sur ce sujet : quatre répondirent, dont trois pour s'excuser de leur absence, les autres ne donnant pas signe de vie, jugeant sans doute le problème trop ardu pour leur compétence...

Cette réunion intéressante, tant par la nature, le caractère et le sérieux des exposés que firent les orateurs fédéraux et syndicaux, nous incite à ne donner l'essentiel à nos camarades.

Le texte constitutionnel péniblement enfanté par un tripartisme chétif, plein de bonnes intentions douteuses, accorda la liberté d'écrire qui est, en fait, subordonnée au droit, d'une nécessité urgente, indiscutable pour beaucoup, notamment les non-conformistes, de pouvoir utiliser les entreprises de presse, qui permettra de faire véhiculer les pensées par les journaux ou les imprimés. Ces entreprises sont d'une importance sociale comparable à ce qu'est la sidérurgie dans la métallurgie et le pays.

Contrairement à la loi récemment votée, les entreprises de presse mises sous séquestre, occupées par les journaux de la Résistance depuis la « Libération » ne peuvent être nationalisées, comme sanction à leur activité antérieure, ce qui relève des tribunaux de leur juridiction, sans commettre une action immorale condamnée par la morale bourgeoise et le droit usuel. Elles doivent l'être comme toutes les entreprises de presse; aucune ne peut y échapper; c'est une nécessité imposée par l'intérêt général.

Une nationalisation englobant toutes les fabriques d'opinion publique est une garantie contre l'intrusion étrangère, une barrière opposée à l'investissement de capitaux étrangers qui ne manqueraient pas de se produire dans des entreprises nouvelles, ou de subventions à certaines existantes.

La Société nationale des Entreprises de presse, à gestion tripartite, en proportion égale, qui diffère sensiblement du projet fédéral puisque ce dernier demandait pour les ouvriers une représentation égale à celles des directeurs de journaux et des représentants d'Etat réunis, reçoit l'agrément de la Fédération pour ce qui concerne l'administration des entreprises nationalisées. Mais si elle accepte de collaborer au transfert des biens ayant appartenu aux journaux vichystes, les seuls visés par la loi, elle refuse catégoriquement de participer à leur dévolution, c'est-à-dire l'attribution à de nouveaux propriétaires, en siègeant dans les commissions prévues à cet effet.

C'est légitime. Elle n'a pas à donner un avis ou une indication, encore moins désigner le patron qui aura demain à exploiter les ouvriers du livre. Ces ouvriers, quelle que soit leur fonction et quel que soit le caractère de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, sont des salariés et à ce titre leurs intérêts se confondent avec ceux des autres industries. Leurs revendications, compte tenu des particularités de leur profession et de leur travail, doivent trouver leur solution en dehors de tout sentimentalisme. Le maintien et la pérennité d'une presse « résistante et démocratique » provisoirement et par calcul politique, ne peut être le résultat de leurs sacrifices par renonciation au droit de vivre ou en laissant supprimer des avantages acquis comme l'a fait cette fameuse presse.

Sur cette question les politiciens ont fait preuve d'une méconnaissance totale des aspirations ouvrières, non sans raisons invouées, et au mépris de la vérité le plus écorçant. C'est ainsi qu'à la proposition d'un parlementaire que les entreprises de presse séquestrées soient organisées en coopératives ouvrières, le socialiste Defferre, ministre de l'information, rétorqua que les journaux avaient une âme, que c'était l'œuvre d'une équipe qui s'accommoderait mal de la présence et du contrôle des ouvriers sur le journal. Comme si les ouvriers du

livre avaient affirmé de telles prétentions. Jamais il n'a été question, pour eux, de nationaliser la presse. Ils laissent la pensée unique à ceux qui sont les promoteurs d'un particularisme. Mais ce qu'ils veulent, c'est la mise à la disposition de la collectivité des biens, des machines qui servent à l'impression des journaux. Rien de plus.

Ce n'est pas pour rien que la majorité social-communiste a fait bloc contre le projet fédéral. Nous savions que le projet gouvernemental, qui n'avait pas meilleurs défenseurs que les socialistes et les communistes allait permettre à ces derniers de mettre la main sur l'imprimerie du « Petit Parisien ». Maintenant nous savons, d'après les déclarations du représentant du syndicat des journalistes, que M. Defferre aura l'imprimerie du « Petit Provençal » sans frais. En somme c'était la cupée sur les dépouilles des « collaborateurs ». Evidemment, là-dedans il n'y avait pas place pour les intérêts bien compris des travailleurs, mais pour le gangstérisme.

Toutes ces critiques ont rendu chagrin M. Bayet, ce franc-tireur blabland et paternel des affaires commerciales du journalisme. Il ne comprend pas que le syndicalisme ne se mette pas à la mode, celle des capitulations et des embrassades, selon l'orientation confédérale. Il ne peut croire que le syndicalisme véritable refuse de disparaître. Eh! bien, tant pis pour lui. Mieux vaut que ce soit lui que l'autre.

L'intervention du militant des syndicats des journalistes fut excellente. Il montra que la liberté de la presse était et sera inexistante, qu'il fallait lutter pour l'obtenir réellement. Les formalités à accomplir actuellement aboutissent à un comité consultatif où siègent les directeurs de journaux. On conçoit aisément que dans ces conditions les autorisations de paraître soient bloquées pour ne pas être gêné par des concurrents, ou parce que contraires à leur politique. Demain la Société nationale pourra être un instrument d'oppression entre les mains du patronat ou de l'Etat, selon les intérêts du moment, par la solidarité et l'union de leurs représentants contre ceux des ouvriers. D'ailleurs les directeurs de journaux ne pourront rien refuser à l'Etat puisqu'ils détiendront leurs entreprises de ce dernier. C'est pourquoi à la loi actuelle les journalistes opposent la gestion par une représentation bi-partite, journalistes et ouvriers.

Il va sans dire que nous, qui sommes pour la syndicalisation des moyens d'échange et de production, cette formule a toute notre sympathie car elle est la voie qui y mène.

Si tu veux la guerre, parle de paix...

Comme il fallait s'y attendre, la Conférence préparatoire des quatre ministres des Affaires étrangères à l'élaboration des traités de paix se termine par un échec qui met en cause l'état de guerre larvée qui subsiste depuis la fin des opérations bellicères.

Il s'agissait du traité de paix à

imposer à l'Italie, et Trieste ainsi que les colonies italiennes ont été l'objet de compétitions exemptes d'humanité. C'est qu'autour du port et des possessions italiennes se greffent des raisons qui pour être en apparence secondaires, n'en sont pas moins d'une importance capitale pour la sécurité impérialiste du bassin méditerranéen

et le maintien d'intérêts économiques et politiques de même nature.

Trieste, par sa position géographique, a toujours eut un rôle de premier plan dans l'Adriatique pour le trafic maritime. Son développement vint de ce que l'Autriche, désireuse d'avoir un débouché sur la Méditerranée pour son commerce, l'érigea en port franc. Elle construisit de nombreuses voies ferrées qui y convergeaient. En 1913, pour un trafic de plus de 6.000.000 de tonnes, l'Autriche y intervenait pour les deux tiers. Après l'annexion de Trieste à l'Italie, en 1919, le trafic subit une chute de 40 % en moyenne. C'est dire que l'ancien empire des Habsbourg a, dans une certaine mesure, une dépendance économique avec le port de Trieste. Certes, d'autres voies s'offrent à elle; le Danube et ses ramifications. Après la guerre de 1918, elles les a utilisées, plus intensément après l'Anschluss en combinaison avec ports allemands de la mer du Nord. Mais l'Autriche n'est plus seulement un pays agricole. L'Allemagne, pour son économie de guerre, a équipé prodigieusement le pays. Des centrales hydro-électriques ont été construites, l'exploitation pétrolière a progressé énormément, l'extraction du minerai de fer aussi, la sidérurgie a quadruplé la production de 1938, des usines aéronautiques, de roulements à billes, de métaux non ferreux, d'aluminium ont apparu depuis son intégration dans le Reich. Les industries chimiques ont pris un développement identique. Cette industrialisation accentuée ne peut lui être profitable que par des exportations, que par l'écoulement de sa production excédentaire vers les marchés extérieurs si elle a à sa disposition des voies de communication qui ne fassent pas obstacle à ses échanges ou qui ne l'infériorisent pas.

Trieste aux mains des Italiens était un handicap pour elle; aux mains des Yougoslaves, de la Ruthénie par conséquent, c'est pour elle l'asphyxie économique qui la placera dans un état de sujétion permanente envers le bloc soviétique. Car l'autre voie de communication qui reste à sa portée, qu'elle utilisait en grande partie depuis l'Anschluss, le Danube, est contrôlée dans sa presque totalité par les Soviets ou des puissances satellites. Et l'on peut être certain que le Kremlin ne manquera pas de se servir des moyens qu'il dispose pour faire pression sur l'Autriche, lui octroyant des possibilités de navigation fluviale avantageuse ou draconiennes selon qu'elle acceptera ou refusera ses exigences diplomatiques.

L'autre aspect du différent, celui qui ressort plus nettement de la Conférence des Quatre, c'est le désir pour la Russie de réaliser les prétentions tsaristes en Méditerranée, pour les Anglais et les Américains, empêcher la présence en ce lieu d'un concurrent redoutable, qui pourrait agir sur leurs voies de communication vers le pétrole irakien ou iranien, ainsi que vers l'Extrême-Orient.

La Tripolitaine, la Libye, la Cyrénaïque, leur sort est discuté non pas en fonction des aspirations ou de la volonté des peuples indigènes, mais d'après des considérations où chacun essaie de s'annexer des territoires stratégiquement favorables contre son partenaire actuel, ennemi de demain, ou pour protéger ses rapines.

La France impérialiste songe avant tout à la sauvegarde de son butin colonial. Si elle prend une position conciliatrice, ce n'est pas pour tenter une synthèse d'opinions inconciliables, mais parce qu'elle craint aussi bien l'impérialisme yankee, qui n'attend que des circonstances propices pour « pénétrer » dans ses possessions d'Atlantique du nord, que l'impérialisme russe, qui, placé en Tripolitaine, aurait des atouts précieux pour un soulèvement du monde arabe grâce à l'installation d'un état Kurde embryonnaire, à une extrémité et ses fonctionnaires, ses propagandistes et ses troupes à l'autre. Le salut impérialiste commande la sagesse et la prudence.

Il est encore trop tôt pour se rendre compte qui l'emportera : la démocratie du dollar ou du coup de feu dans la nuque. Mais ce qu'on ne peut nier, à moins d'être d'une cécité incurable, c'est que chaque jour amène un fait nouveau pour renforcer les positions bellicistes des impérialismes prêts à se ruer les uns sur les autres avec la peau de leurs esclaves.

Résolution

du C.I.P.

de la

Fédération

anarchiste

Le Comité d'initiative Parisien réuni le 5 mai 1946, après avoir pris connaissance de la création de la C.N.T., considère que nos militants doivent s'en tenir à la motion votée au Congrès Anarchiste de 1945.

Néanmoins, il demande à tous les travailleurs qui quittent la C.G.T., dégoûtés par sa propagande contre-révolutionnaire, de rejoindre la seule Centrale, expression réelle du syndicalisme révolutionnaire, la C.N.T.

Défendons les 40 heures !

La Conférence Nationale de la C.N.T., dans sa résolution, exige le respect des 40 heures, et convie ses militants à alerter la classe ouvrière, devant les menaces qui se précipitent contre cette loi.

La C.G.T. à direction communiste, dans son Congrès, comme dans son action, prépare le sabotage de cette loi, elle admet toutes les dérogations et si le pouvoir revient à la gauche, il faut s'attendre à voir un additif à cette loi, qui obligera à faire des heures supplémentaires, sous le couvert d'un péril national.

Les raisons, à première vue, pour celui qui ne réfléchit pas semblent valables, vu le manque de produits fabriqués et l'obligation du recours à l'exportation qui abaisse la valeur du franc, qui est en fait fictive et à la merci des capitalistes.

Mais tout ceci ne tient pas à l'examen, nous pouvons relever notre situation en faisant 40 heures, mais pour cela il faut de l'organisation, certaines industries font 48 heures, et pourtant, la production n'a pas augmenté d'un cinquième. Les matières premières manquent certes et nous sommes tributaires du dehors.

Quant à la main-d'œuvre, c'est un autre problème.

Prenez une usine, une maison de commerce, voyez par qui les frais sont augmentés? Par les non-productifs; ils copient en cela l'Etat qui entretient des millions de fonctionnaires, non pour assurer l'équilibre économique mais son équilibre politique. Supprimez les inutiles et vous trouvez des producteurs.

Un autre secteur improductif : « l'armée » qui représente la force sur laquelle le régime s'appuie. Rendons les hommes à la terre, à l'usine, au bureau, ils reprendront un travail productif et le budget diminuera d'autant.

Côté du problème des matières premières et de la main-d'œuvre (remarque en passant que la guerre a causé 50 millions de morts sur la planète), il y a un autre aspect de la question, celui du contrôle effectif de la production, c'est le point crucial. Tant que celui-ci ne sera pas organisé rien de viable ne pourra exister.

Le patronat logique avec lui-même organise la désagrégation de l'économie, les syndicats patronaux qui remplacent les comités d'organisation ont en mains tous les rouages de leurs

industries, et dans la répartition empêchent toutes possibilités d'extension.

De plus à la pression économique du patronat, s'ajoute la pression politique. Ces messieurs veulent bien faire travailler, mais profiter de la liberté d'action qui leur est accordée pour réaliser des gains énormes.

La C.G.T., plus préoccupée de politique que d'action constructive n'a rien fait dans son Congrès.

Elle aurait dû (le pays se trouvant en état de sous-production et de consommation), déclarer que la classe ouvrière n'est pas dupe de l'organisation capitaliste, ni de son action et que, en conséquence, les comités d'entreprises auront le droit d'investigation pour l'organisation rationnelle de la production dans leur lieu de travail. Ils fourniront, dans le plus bref délai un état de la situation à leurs syndicats respectifs et les fédérations nationales statueront sur les mesures à prendre pour la répartition des matières premières.

Alors le syndicalisme reprendrait son véritable rôle. Produire pour un régime capitaliste défailant dans des conditions de sous-alimentation, c'est finir d'exterminer la classe ouvrière.

Les 40 heures sont suffisantes, car nul n'ignore qu'il y a des chômeurs partiels et complets. Toute la propagande actuelle a une raison politique et non économique.

L'organisation économique nationale est conséquente de l'organisation universelle, si la F.S.M. avait prévu un plan mondial d'organisation, avec mandats à chaque pays d'agir dans un sens universaliste, les conditions seraient plus satisfaisantes.

L'équilibre sera universel, ou alors, rien de viable ne sera construit. L'organisation syndicale doit gérer la production et la consommation.

Camarades, il faut lutter pour le maintien des 40 heures, le progrès a fait des pas de géant qui permet aux humains une vie meilleure.

Organisez votre profession, constituez votre documentation et prouvez à tous que notre thèse est la seule logique.

La C.N.T. est décidée à mener la lutte jusqu'au bout, soyez les pionniers d'une vie meilleure et organisée selon une méthode rationnelle et adéquate à chaque individu.

L'union de tous vaincra les politiciens de toutes les origines et *En avant pour le maintien des 40 heures!*

PRODUIRE! PRODUIRE!

Comme une rengaine, du sommet à la base de la C.G.T., en clame un peu partout : produire. Toujours aux mêmes, évidemment. Produire pour la « renaissance » des magnats de l'industrie, produire de la chair humaine que la guerre a dévorée.

Mais est-il possible de produire à satiété? Est-ce que les stocks de matières premières et l'état technique industriel le permettent, comme certains semblent l'induire? C'est douteux invraisemblable même.

Le « pain noir de l'industrie » a vu son extraction dépasser celle d'avant-guerre. Malgré l'effort prodigieux des mineurs travaillant en dépit des mesures élémentaires de sécurité, notre déficit en charbon ne peut être comblé de sitôt, malgré le perfectionnement de l'équipement minier et les importations d'origines actuelles, tant qu'un accord ne sera pas intervenu sur le charbon de la Ruhr. Ce dernier pourrait nous procurer une aide substantielle, nous fournir les quelques 1.100 mille tonnes qui nous manquent chaque mois, mais depuis des mois les chancelleries sont l'objet de conversations sur ce sujet sans que le problème ait changé d'aspect.

Nos officiels et les milieux économiques incriminent et vilipendent la commission de contrôle de Berlin, où siègent les représentants français en compagnie de ceux de la Russie, de l'Amérique et de l'Angleterre. Seulement ces représentants ne peuvent agir selon le bon sens et l'équité mais d'après les nécessités politiques de leurs gouvernements qui, là comme ailleurs, s'opposent foncièrement.

Sur le plan international, l'Angleterre qui était une grande puissance exportatrice de charbon, ne peut plus tenir la place qu'elle occupait avant guerre, par suite de la diminution de l'extraction de ses houillères. L'agitation sociale, aux Etats-Unis, gagne toutes les couches de travailleurs les unes après les autres, après avoir sérieusement ralenties les exportations qui nous étaient destinées par la grève des dockers, risque de nous en priver pour longtemps par la grève des mineurs.

Les conséquences de ce déficit en charbon se répercutent sur l'activité industrielle mettant en échec les plans de production et d'exportation.

Les hauts-fourneaux se rallument lentement : 25 sur 110, à peine 10 % de leurs capacités de production réelle. L'industrie lourde qui

commande toute la métallurgie, surtout celle de transformation, progresse lentement, la production de fonte atteint 43 % de celle de 1938 et l'acier, 57 %.

L'indice moyen de la production est aux environs de 60 % de celui d'avant guerre; toutefois il y a lieu de remarquer qu'une fraction importante de l'industrie travaille avec des métaux de remplacement donnant des taux variables pour certaines de ses branches, selon qu'elles sont tributaires ou pas de la sidérurgie. Quelques-unes ont dépassé le niveau de production d'avant guerre; l'industrie du verre, la production énergétique, du gaz et des fils, des laines. Mais l'accroissement du gaz et de l'électricité est compensé par une consommation accrue. Ce qui fait qu'en définitive le problème reste entier.

C'est pour tenter d'y trouver une solution que Marcel Paul et Mayer se sont rendus à Essen pour convaincre les Britanniques de la nécessité pour la France de recevoir un million de tonnes mensuelles de charbon de la Ruhr. Tonnage qui lui fait défaut pour retrouver son équilibre d'avant guerre. S'il ne fut pas contesté que les 300.000 tonnes que la France recevait chaque mois des bassins allemands occidentaux étaient au-dessous de ce qu'elle avait droit, l'accord ne put se réaliser pour une augmentation substantielle atteignant les prétentions françaises.

On peut même dire que pour l'Allemagne la question devient plus ardue. Effectivement, par suite de restrictions alimentaires plus sévères, de la diminution des rations quotidiennes, le rendement a diminué de 500.000 tonnes au mois de mars et la baisse était encore plus forte au mois d'avril.

Les représentants de la France ont beau prétendre que cette baisse de production est l'effet d'une volonté délibérée, qu'elle s'est manifestée avant que les conséquences physiologiques de ces restrictions se soient faites sentir, ce que nous savons c'est que les mineurs allemands ont employé l'arme dont ce sont servis les mineurs français pendant l'occupation pour améliorer leur sort et en cela on ne peut les désapprouver.

Reste la Pologne avec le bassin silésien qu'elle a « récupéré » sur l'Allemagne. Mais que peut-il nous fournir? Pas grand chose, à peine 10 % de nos besoins importables. Par conséquent, l'insuffisance de nos res-

sources se répercute sur l'ensemble de la vie économique et il n'appert pas que les moyens de production puissent fournir un rendement beaucoup supérieur tant que la crise du charbon ne sera pas résolue. Elle sera malaisée à résoudre par des impondérables qui viennent déranger les plans les mieux étudiés : telles que les convulsions sociales qui agitent les Etats-Unis, où les mineurs sont en grève depuis un mois, ce qui oblige à réviser les importations qui nous étaient destinées.

Pour les matières premières dont la plus grande partie vient de l'étranger, la situation est aussi peu brillante. Le plan d'importation pour 1946 prévoyait 180 milliards d'achat à l'étranger. Mais là aussi, pour éviter des sorties d'or massives sans contre-parties importantes qui auraient annulé la valeur de notre monnaie, il a fallu réduire les importations prévues de machines et de matières premières.

En somme, dans l'ensemble, rien ne concourt pour que la production dépasse sérieusement l'intensité actuelle qui oscille autour de 60 % de celle d'avant guerre.

Alors produire avec quoi? Produire en augmentant la productivité individuelle ça signifie gonfler les bénéfices du patronat. Car plus le rendement s'élève, plus les profits croissent. Et comme les augmentations de salaires sont annihilées par la montée continue des prix, les travailleurs ne pourront pas acheter plus de marchandises qu'avant, mais la cadence plus rapide du travail restera acquise au patron.

Supposons que depuis l'année passée un ouvrier ait accru sa productivité de 65 % et qu'il ait touché en conséquence un salaire augmenté dans la même proportion. Que lui reste-t-il de son effort? Rien. Rien parce que dans le même temps les denrées contingentes, pour ne parler que d'elles, ont augmenté de 65 %.

C'est parce qu'il est d'un non-sens évident de lier les salaires à la production que nous revendiquons une autre forme de rémunération : l'échelle mobile s'inscrivant dans un système financier impliquant un monnaie intérieure abritée des fluctuations en prenant des valeurs matérielles autres que l'or pour la gager.

Le Syndicat Unique des Métaux de la R.P.

Pour tout ce qui concerne :

la Trésorerie Confédérale

la Librairie

les listes de souscriptions

s'adresser à :

DOUSSOT René

9, avenue de la Porte-Clignancourt,

PARIS (18^e)

C. C. P. 5046-35, Paris

Pour tout ce qui concerne

L'ACTION SYNDICALISTE

s'adresser à :

CAPELLE Aimé

9, avenue Secrétan, Paris (19^e)

C. C. P. 4522-28, Paris

LA LUTTE POUR LE PAIN QUOTIDIEN

CHEZ LES MÉTALLOS

DANS LA LOIRE

LES STAKANOVISTES DÉMASQUÉS

Au mois de novembre 1945 le directeur supprimait un avantage acquis à la libération, le 20 % de boni fixe, en arguant que la production avait baissé. Or, dans le compte rendu d'activité du Comité Central d'Entreprise, il est dit que la production à l'Horme était en progression constante depuis juillet 45.

Mensonge donc de la part du directeur, la preuve est là.

Bourrage de crâne encore pour essayer de diviser les ouvriers travaillant pour la réparation des locomotives et ceux travaillant pour la réparation des machines-outils. Quand la direction et ses larbins déclarent que les machines-outils mangent de l'argent, il n'y a que les naïfs pour se laisser prendre à ce jeu. Alors que nous savons qu'un tour Gridley automatique neuf coûte un million et demi, et qu'il est remis ici complètement à neuf, et dans des normes de précisions supérieures à celles d'origine, pour moins de cinq cents mille francs.

De plus, quand l'on sait que les frais d'outillage occasionnés pour ces travaux sont remboursés par la maison Citroën, et que l'on connaît l'élévation du taux de facturation horaire 160 fr. de l'heure, si ce n'est plus. Nous sommes obligés de constater qu'il doit y avoir une sérieuse marge de bénéfices!

Il faut dire que pour être aussi agressive la Direction reçoit un sérieux coup de main de la part des tristes dirigeants de la Fédération des Métaux et de ses larbins régionaux qui ne peuvent que se soumettre à l'orientation donnée par les Frachon, Croizat et consort, qui, eux, sont pour faire suer le travailleur.

Et le directeur des A.D.U., lui, n'appartient-il pas à la grande famille des stakanovistes, par l'intermédiaire du Front National dont le « grand » patron « Villon » est membre du bureau politique du « grand parti des masses »?

Et dire que la C. G. T. couvre tout cela! Il est vrai qu'elle a un ministre, notre « cher » Croizat, qui, dans une circulaire adressée aux Patrons, fait appel à leur humanisme (textuel) pour porter les salaires au maximum des arrêtés.

Drôle de conception de la lutte de classe que de faire appel aux patrons sous une

forme qui rappelle étrangement la façon de faire du vieux Pétaïn. Il a bien changé Croizat, il a découvert que les Patrons étaient humanitaires et il collabore avec eux pour faire suer le compagnon et prôner le travail aux pièces. Que ne se souvient-il pas quand il venait à Saint-Chamond, en 1935, au cours d'une grève magnifique, dirigée justement contre le travail à la tâche? A ce moment il peignait les patrons sous des traits de rapaces et il défendait le salaire fixe.

Il est vrai qu'il avait besoin des ouvriers pour arriver où il est aujourd'hui.

Les patrons peuvent dormir tranquilles, « l'ouvrier! » ministre n'est pas trop méchant avec eux, il le serait davantage s'il le pouvait, avec les travailleurs qui ne veulent pas sacrifier leur santé pour sa sacrosainte production. En attendant le directeur des A.D.U. ne doit pas savoir ce que c'est lui, l'humanisme, car il ne chique pas pour l'augmentation conseillée par Croizat — et pourtant c'est un directeur qui avait la confiance des ouvriers, il est vrai que pour lui tout comme pour Croizat, la révolution est faite!

Ce monsieur prétend ne pas avoir d'argent dans la caisse. Nous n'en croyons rien, car par le passé l'usine a toujours réalisé des bénéfices (14 millions en 38) colossaux.

Seulement ces messieurs du conseil d'administration passent les premiers et ils ont pour habitude de ne pas considérer comme un bon directeur celui qui paye les ouvriers. Mais au contraire celui qui sait les faire travailler en en lâchant le moins possible. Et comme un revirement politique est toujours possible, il vaut mieux être en bons termes avec ces messieurs les administrateurs. Et dire que la C.G.T. a le culot de montrer cette usine comme un modèle, une usine en gestion qu'ils disent! Pas en gestion ouvrière, en tout cas, il s'en faut de loin!

Le résultat de tout cela c'est que le mot C.G.T. inspire maintenant du dégoût. Mais travailleurs, si les bonzes confédéraux nous ont vendu à la bourgeoisie pour raison politique, les syndicalistes révolutionnaires vont réagir, et ils viennent de lancer les bases d'une nouvelle centrale syndicale, la C.N.T. dans laquelle vous viendrez défendre vos véritables intérêts contre tous les capitalistes et leurs valets les politiciens de tout acabit.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

A LA S.O.B.E.M.A.

A la S.O.B.E.M.A. rue Croix-Nivert, il y avait une organisation syndicale homogène des ouvriers et employés C.G.T.

Cette organisation vient de prendre un coup de boutoir de la part de deux de nos camarades de la Fédération Syndicale, qui avaient quitté la C.G.T. fin 1945. Ils furent aidés en cela par le délégué moscouitaire qui provoqua nos camarades pendant le déjeuner, ce délégué apostropha nos camarades dans un langage ordurier et provocateur, ce qui amena une bousculade.

La direction eu vent de l'incident, et après enquête, provoqua un referendum, qui demandait à tout le personnel s'ils étaient satisfaits du délégué, il y eut 5 oui et 15 non.

De ce fait des élections sont nécessaires, et le moscouitaire fit reculer le plus possible ces élections, et à ce sujet fit venir un responsable local du 15^e une première fois, puis une seconde fois, où le hasard fit bien les choses, car l'un de nos camarades est malade, et ce jour-là venait rendre visite à l'atelier, et tomba comme mars en carême à l'heure même de la conférence.

La conférence avait comme sujet: compte rendu du délégué (2^e cuvée), puis qu'il y a un mois ce compte rendu a été fait. Puis le responsable local fit le compte rendu du Congrès C.G.T. où tout a été parfait dans le meilleur des mondes, où même il affirma que l'équilibre des forces en puissances (C.G.T. et Trusts) est un fait, et que le moment viendra, où la balance penchera du côté C.G.T. du fait des nationalisations, il dit aussi que le rationnement strict que nous avons ne pourra être dépassé, que nos salaires doivent rester les mêmes, car ce qu'il faut, c'est produire afin de mettre sur le marché assez de denrées de toutes sortes, de façon à faire baisser les prix.

Il dit aussi que la grève doit être bannie de nos moyens revendicatifs, puisque nous possédons les comités d'entreprises et que, de plus, le gouvernement étant le reflet de la classe ouvrière, nous devons y faire confiance puisque nous y avons des représentants de la C. G. T.

Nos camarades répliquèrent, si l'un s'en prit au délégué et à l'ensemble du mouvement C.G.T., l'autre fit une mise au point sur la façon dont le délégué remplissait son mandat: puis il attaqua l'exposé cégétiste.

Quant aux trust et à la balance, il dit que, si c'est un fait, que la balance existe, alors la Révolution est faite il n'y a qu'à diriger nos produits dans la direction des échanges sans passer par le canal des trusts! Mais qu'il n'en est rien, et que c'est démagogie d'affirmer de telle chose, quant au rationnement strict dont nous devons nous contenter, c'est trouver que le marché noir est un bienfait. Alors que nous savons, que seuls peuvent vivre SUR le marché noir les gens des trusts, du négoce et de la banque, et que les producteurs ne peuvent s'y ravitailler, de par leurs salaires.

Le Cégétiste dit qu'il n'y avait peut-être pas un seul présent dans la salle qui n'aurait pas acheté au marché noir et notre camarade répond: heureusement car nous serions tous morts!

Quant au droit de grève nous étions fixés, car nous avons vu Ministres et C.G.T. à l'œuvre, en prenant comme exemple, la grève des journaux. Le Cégétiste répond que cette grève était politique, car elle fut faite au moment d'une crise gouvernementale et que les deux responsables étaient des collaborateurs qui avaient été témoignés au procès Luchaire, et que d'ailleurs ils avaient été exclus à vie de la C.G.T., notre camarade répond que l'on venait de mentir sciemment car les deux secrétaires furent réintégrés dans et par leur Syndicat, et qu'ils avaient le droit, et même le devoir, de dire la vérité dans un procès, fût-il de trahison.

Et notre camarade prend comme exemple que si le délégué, son ennemi n° 1, se trouvait demain dans les griffes d'une justice quelconque qu'il se ferait un devoir d'essayer de l'en arracher, parce que c'est humain.

Quant au gouvernement, qu'il soit favorable ou non à la classe ouvrière, il n'en est pas moins un patron (Etat) et il doit être traité de la même manière que celui-ci.

D'ailleurs ce fut l'œuvre de la C.G.T. d'antan qui s'y connaissait en matière de lutte de classes et d'action révolutionnaire! c'est à cette vieille méthode que nous voulons revenir.

Après cette dernière réplique l'on passa au vote pour présenter les délégués: la C.G.T. obtint 4 voix, le syndicat usique des métaux 15 voix. Nos camarades Coutelle et Biout seront élus.

Ces camarades ont mis debout la section S.O.B.E.M.A. du Syndicat Unique dse Métaux.

Dans le Bâtiment

REGION OUEST

Les ouvriers du bâtiment occupés à l'entreprise Mouhy, équipes de Champ-du-Boult et Mesnil-Clinchamp (Calvados), réunis à l'occasion du 1^{er} mai, après examen de la situation actuelle, tiennent à vous faire connaître leur mécontentement en ce qui concerne: 1^o Les taux différents d'indemnités de double résidence alloués aux ouvriers selon qu'ils sont célibataires, mariés sans enfants ou mariés avec enfants. Ils voient dans cette mesure l'application de la méthode chère aux Allemands pendant l'occupation et demandent, en conséquence, que cette mesure soit rapportée au plus tôt avec respect des conventions collectives.

2^o Protestent contre le blocage des salaires de plus en plus injustifié devant la montée des prix et la carence du ravitaillement officiel.

LE 1^{er} MAI a Toulouse

Depuis que la C.G.T. est une filiale des Partis politiques, les revendications ouvrières ne sont plus à l'ordre du jour, et les dirigeants, pris par les syndicats, peuvent occuper tout leur temps à satisfaire leurs obligations envers le Parti qui leur a procuré cette sinécure.

D'accord avec les camarades ministres, qui n'ont jamais oublié qu'ils furent des salariés, la plus grande victoire de la C.G.T. depuis la libération fut le blocage des salaires.

Et aujourd'hui tout va pour le mieux chez les travailleurs stakanovistes qui, n'ayant plus de manches à retrousser, se disposent déjà à baisser le pantalon. Dans ces conditions, en ce 1^{er} mai 1946, comme tous les salariés sont satisfaits du patronat et même des trusts nationalisés, la journée a été très calme et les manifestants très dignes.

Suivant les conseils d'Hitler et de Pétaïn, cette journée considérée fête du travail — l'idée des dirigeants fut riche en résultat — après le traditionnel défilé devant le monument des « pauvres morts » que l'on empoisonne à toute occasion, ce fut le grand rassemblement au Parc des Sports où socialistes et communistes en profitèrent pour y tenir une véritable réunion électorale.

Le délégué de la C.G.T., qui est également député de la Gironde, convaincu que l'on ne saurait poursuivre deux lièvres à la fois, n'oublia pas que le 5 mai était plus important pour lui et ses amis que le 1^{er} mai.

Au diable les martyrs de Chicago et tous ceux qui sont morts depuis pour l'émancipation et le bien-être des travailleurs. Fini les cahiers de revendications pour améliorer le sort des salariés; aux oubliettes les principes et les buts du syndicalisme trop beau pour les esclaves, la disparition du patronat et du salariat. Pour Dupuy, ce qui compte le plus, c'est l'émancipation et l'affranchissement du patronat, de tous les candidats oui-oui qui, pour conserver leur clientèle, font distribuer à chaque syndiqué 10 litres de pinard.

C'est ce que l'on appelle du syndicalisme politique et gastronomique.

Heureusement pour nous, étant internationalistes, cette journée nous a réconfortés; nos infatigables amis de la C.N.T., adhérents comme nous à l'A.I.T., ont, au cours de cette journée très réussie, rappelé les origines et les buts du syndicalisme révolutionnaire.

Un grand Meeting, organisé au Cinéma des Nouveautés, fut un succès. La salle étant trop petite pour recevoir les auditeurs venus de tous les coins du département, et c'est par milliers qu'ils assistèrent à ce meeting, depuis l'extérieur, dont les haut-parleurs retransmettaient les discours des orateurs espagnols et français.

Les promeneurs, nombreux également à cette heure dans cet endroit très fréquenté, bénéficièrent et beaucoup apprécièrent la justesse de notre position.

Malgré la différence de langue, tous nos orateurs rappellèrent les mêmes méthodes d'action directe, seule donnant la possibilité d'émancipation et de libération des esclaves.

Traité du problème espagnol et de la répression du sanguinaire Franco, l'expérience nous a donné raison une fois de plus. Seule, la lutte révolutionnaire arrêtera et fera reculer les mercenaires du capitalisme international.

L'action des gouvernements ainsi que les Comités internationaux chargés d'enquêter sur les étrangers du régime de France sont démasqués comme il convient et les travailleurs nuis en garde.

L'après-midi, au cours de la manifestation organisée par la C.G.T., près de 10.000 syndiqués français et espagnols se rangèrent derrière les drapeaux rouge et noir de l'anarcho-syndicalisme.

Pour conclure, nous dirons que tous les espoirs sont permis. La classe ouvrière est fatiguée de faire des expériences gouvernementales. Ce qu'elle veut, ce sont des réalisations qui leur apporteront un peu plus de bien-être et de liberté.

Et du point de vue espagnol, les manifestations de nos amis de la C.N.T., le jour de l'anniversaire de la République espagnole, furent un succès.

Certains prétendaient que la scission avait grignoté sérieusement cette glorieuse organisation. Aujourd'hui, ils pourraient être convaincus que les quelques politiciens ambitieux, chargés du torpillage, n'ont réussi qu'à se discréditer eux-mêmes et que la vraie C.N.T. est restée la même, toujours plus forte que jamais, avec des militants clairvoyants et décidés à mettre tout en œuvre pour faire respecter les principes de l'anarcho-syndicalisme qui conduira le peuple à son émancipation, par l'instauration du communisme libertaire.

Une Tournée

Depuis un certain temps, la Fédération syndicaliste, désireuse de faire connaître sa position sur le problème syndical, avait décidé de faire visiter quelques localités par l'un de ses propagandistes. Le Congrès confédéral de la C.G.T. allant se tenir, il fut décidé d'attendre sa fin pour accomplir le périple.

C'est ainsi que notre représentant visita Thiers, localité industrielle de la coutellerie, où l'artisanat est très développé et par conséquent où le syndicalisme révolutionnaire a peu d'attrait pour les ouvriers. Un bon militant de la localité fit le maximum d'efforts pour la réussite de la conférence. Un petit noyau de camarades y assistait. Notre délégué fut écouté, une discussion s'en suivit. Les camarades vont se regrouper.

Saint-Etienne. — Bon groupe présent, majorité de camarades Espagnols, d'accord avec les principes émis. La constitution de la C.N.T. va permettre un regroupement des syndicalistes.

Saint-Chamond. — La conférence a lieu à l'Horme, localité à quelques kilomètres de Saint-Chamond. Centre métallurgique. Un noyau de camarades sont présents. Un représentant du Front National — organisation qui tenait une réunion après la nôtre — vint justifier l'attitude des ministres communistes vis-à-vis de la grève de nos camarades du Livre, et vanta les bienfaits du paradis soviétique. Il fut remis en place par notre représentant, à la satisfaction de l'assistance qui s'était amplifiée.

Lyon. — Conférence groupant les militants locaux. Après l'exposé de notre délégué, une discussion générale s'en suivit, où l'accord se fit sur la nécessité de la constitution de la C.N.T. Si les camarades lyonnais sont décidés à passer à l'activité, il est hors de doute que de sérieux résultats seront obtenus et que cette région tiendra une grande place dans notre jeune C.N.T.

Avignon. — Localité où l'éducation syndicaliste était inconnue jusqu'au passage de notre représentant. Ce furent donc nos camarades du groupe libertaire, qui firent la publicité pour le succès de la conférence. Un assez bon groupe présent. Discussion s'en suivit, de laquelle il ressort que le travail de regroupement dans le cadre de la C.N.T. va s'accomplir, et que des résultats sérieux seront obtenus à l'égard des organisations cégétistes. De bons camarades sont décidés à se mettre à la besogne, pour le travail syndicaliste.

Marseille. — Il fait un temps épouvantable, néanmoins à la conférence du matin les camarades sont venus assez nombreux. Après l'exposé de notre représentant, de nombreuses questions furent posées. Il ressort des discussions que notre point de vue est partagé par l'ensemble des présents.

L'après-midi, réunion intime, entre militants, où la question de la création de la C.N.T., fut tout le débat. Les camarades se sont montrés d'ac-

cord, et vont s'attacher à la besogne pour le regroupement des forces syndicalistes de Marseille.

Nîmes. — Dans cette ville également la F.S. et l'A.I.T. étaient, en quelque sorte méconnues, néanmoins un nombre assez important d'auditeurs étaient présents. L'attitude de la C.G.T. est sévèrement jugée, et il est possible que d'ici peu, des camarades se groupent et, avec de l'activité, amplifient la poussée syndicaliste à Nîmes.

Beaucaire. — Là le syndicalisme révolutionnaire est bien assis. Le Syndicat Unique du Bâtiment mène une importante activité. Arrachart, le secrétaire de la Fédération du Bâtiment C.G.T. s'en est aperçu lors de son passage aux travaux du pont. C'est dire que nos amis avaient fait toute la propagande nécessaire pour le succès de la conférence. Mais les cocos et les S.F.I.O. avaient organisé des réunions à la même heure; c'était également la veille du 1^{er} mai, d'autre part le cinéma était ouvert. Malgré ces inconvénients un auditoire assez important écouta le conférencier, se montra satisfait de son exposé.

Nos camarades du S.U.B., sont décidés à ce que cette conférence porte ses fruits, et pour cela vont redoubler d'activité, d'autant mieux que maintenant la C.N.T. est debout.

Aimargues. — Petite localité du Gard, essentiellement agricole. La vigne étant l'occupation des travailleurs, la F.S. et l'A.I.T. n'étaient également pas très connues, et nos camarades étaient très heureux d'être éclairés sur ces organisations.

La conférence avait lieu le 1^{er} mai, mais avant cette dernière, il y avait manifestation, avec discours, d'un représentant de la C.G.T.: en l'occurrence le secrétaire de la Fédération de l'Agriculture. Les camarades décidèrent de participer à cette manifestation et d'y faire intervenir le représentant de la F.S. Après le discours du délégué de la C.G.T., qui se résuma à: résistance, production, votez oui; le représentant de la F.S. exposa ce que devait être le syndicalisme et situa le 1^{er} Mai sur son véritable terrain. Un tumulte s'en suivit où des invectives s'échangent. Après le départ des cégétistes, notre conférence se fit immédiatement, et bon nombre de camarades restèrent nous écouter et se montrèrent d'accord.

Aimargues est un foyer au passé révolutionnaire, où les méthodes d'action directe ont toujours été mises en pratique et cela n'est encore pas oublié aujourd'hui.

Nous avons là de bons et actifs camarades qui n'oublient pas la valeur du syndicalisme révolutionnaire, et qui, en conséquence, auront leur place à la C.N.T.

En résumé cette tournée a été opportune, d'une part pour nous faire connaître, de l'autre pour aider nos camarades dans l'organisation et le travail de regroupement des forces syndicalistes, indispensables en ce moment.

— LILLE —

Le Pain, la Paix, la Liberté

Pour le 1^{er} mai, Fête des Travailleurs, le Mouvement Libertaire et la Fédération Syndicaliste (A.I.T.), groupes de Lille, avaient édité un tract réclamant l'application de l'échelle mobile et le retour à un syndicalisme « Lutte de Classes », ce qui revient à dire que nous sommes contre le blocage des salaires et l'étatisation des syndicats.

Nous étions quelques camarades conscients de notre force pour distribuer ces tracts, beaucoup d'exploités qui lurent et comprirent ce tract étaient d'accord avec nous, comme de coutume nous accomplissons notre propagande de modestement et silencieusement, brusquement un groupe d'une dizaine de macrotins sortirent des rangs, et récidèrent leur petite tragédie du 14 avril, c'est-à-dire qu'ils nous volèrent encore une partie de nos tracts, ils eurent même la lâcheté, digne de leur maîtres, de menacer de mort un de nos braves camarade mutilé à 100 %.

Nous passons sous silence les injures habituelles de ces apprentis dictateurs à la solde d'une puissance étrangère, mais est-ce cela l'indépendance du syndicalisme, ne profitent-ils pas du 1^{er} mai pour faire connaître les revendications de la Classe Ouvrière, évidemment nous ne sommes pas des partisans du

stakanovisme, nous voulons bien produire mais pas en crevant de faim, ventre affamé n'a pas d'oreilles, mais cela vous retombera sur le nez et sera votre perdition, votre effondrement, le peuple s'il est avachi comprend tout de même bien, que ce n'est pas la façon de faire payer les riches, de donner le Pain, la Paix, la Liberté.

Nous savons que votre cynisme équivaut votre trahison. L'Internationale des Charbonniers n'est pas morte, la réunion des 4 ministres à Paris le prouve, puis avez-vous oublié que le 24 août 1939, le Père des Peuples et le Commis-Voyageur se serrèrent la main et sourirent après la signature du pacte germano-russe.

Bien que cela puisse paraître prétentieux en ce régime de super-démocratie, où la dictature et le fascisme veulent prendre la prédominance, hommes libres, nous continuerons la lutte qui libérera les travailleurs de l'oppression de l'Etat de l'exploitation capitaliste.

Sans les ouvriers, les prolétaires, les usines ne peuvent tourner, donc le capital Travail doit commander, et seule une révolution sociale, qui réalisera l'économie distributive par le Communisme Libertaire, peut y parvenir.

PERMANENCES

TRAVAILLEUR,

Afin que la C. N. T. devienne une organisation puissante, pour assurer le succès de tes revendications, apporte ton adhésion.

Pour tous renseignements, cotisations, adhésions, s'adresser: 22, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e (métro Belleville).

Permanence tous les jours, de 9 h. à 12 h. et 14 h. à 19 h. 30 le Dimanche de 9 h. à 12 h.

MARSEILLE

Les camarades dégoûtés de la C.G.T. et désirant rejoindre une organisation syndicaliste révolutionnaire sont informés qu'une permanence a lieu tous les soirs, de 18 heures à 20 heures, au 12, rue Pavillon, 2^e étage, où un camarade sera à leur disposition pour les adhésions, cotisations et toute documentation.

BEAUCAIRE

Syndicat Unique du Bâtiment
La permanence se tient, tous les dimanches, de 10 heures à 12 heures, au Siège, Bar du Casino.



L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A. I. T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Aimé CAPELLE
9, Avenue Secrétan. — PARIS (XIX^e)
C. C. P. 4522-28, PARIS.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr. Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr. » 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION

22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)
METRO : BELLEVILLE

Les deux dernières manœuvres électorales

Deux faits capitaux ont dominé cette fin de campagne électorale. Ce sont : LES ACCORDS CONCLUS PAR BLUM A WASHINGTON ET LA DECISION PRISE PAR LA C. G. T. AU SUJET DE L'AUGMENTATION DES SALAIRES.

A la vérité, ces deux faits et leurs conséquences dépassent de loin la période électorale et affecteront considérablement et pendant longtemps la vie du pays.

En apparence, ces deux événements, aussi importants l'un que l'autre, bien qu'ils se situent sur des plans différents, sont fonction l'un de l'autre. On peut même dire que le second est une riposte au premier et tous deux mettent en cause la politique intérieure et extérieure de la France.

Les accords de Washington — dont nous ne connaissons sans doute jamais la teneur exacte — sont considérés par les socialistes comme un très grand succès pour leur parti. Ils furent d'ailleurs largement exploités dans ce sens par tous les candidats S. F. I. O. et les chefs du parti eux-mêmes. Peut-être contribueront-ils à maintenir les positions socialistes dans le pays, dans la mesure où celles-ci peuvent l'être. En outre, le succès (?) de la mission Blum en Amérique est à la fois un coup droit et un coup d'arrêt portés IN EXTREMIS aux communistes, déjà en perte de vitesse. Il fallait donc, coûte que coûte, que le parti communiste trouve une parade aussi rapide et aussi décisive que possible. Il y parvint en faisant appel à « sa fidèle C. G. T. » qui ne peut rien lui refuser et le Bureau confédéral qui, jusqu'à ces temps derniers, s'était farouchement opposé à tout relèvement des salaires, a brusquement découvert et constaté que ceux-ci étaient nettement insuffisants et qu'ils devaient être augmentés de 25 % environ. Naturellement, le Bureau politique du parti communiste s'est empressé de se déclarer prêt à défendre cette revendication.

Mais ce serait trop peu de se contenter d'indiquer les deux manœuvres qui ont marqué le couronnement de la période électorale. Il faut préciser pourquoi les « frères ennemis » ont adopté ces deux attitudes qui risquent de devenir demain des positions irréductibles de gouvernement.

LES ACCORDS DE WASHINGTON

On sait quelles difficultés Léon Blum dut surmonter avant de s'enlever vers l'Amérique, difficultés qui indiquaient des désaccords profonds dans le cabinet Gouin et au sein des membres gouvernementaux du parti socialiste lui-même. M. Philip, qui se félicite et félicite si chaudement Léon Blum de sa réussite, était de ceux qui voyaient d'un assez mauvais œil l'ancien président du Conseil partir aux Etats-Unis. Enfin, après bien des ordres et des contre-ordres, des atermoiements de toutes sortes, Blum se mit en route. Naturellement, il fut reçu en Amérique comme l'ambassadeur « du génie et de l'esprit français », par le président Truman et ses collaborateurs.

Puis, on parla lentement, très lentement, des choses sérieuses, dont les échos, plus ou moins assourdis, nous parvenaient de temps à autre, pour nous tenir en haleine. Pendant toutes ces négociations, nous passâmes alternativement de l'espoir à la douche écossaise et VICE-VERSA.

La plaisanterie, ayant cependant assez duré, dut un jour prendre fin

et c'est ainsi que nous apprîmes, que Léon Blum avait complètement réussi et que notre négociateur était sur le chemin du retour.

Pour accréditer cette version, les deux chefs d'Etat, MM. Truman et Gouin publièrent en même temps et dans les mêmes termes un communiqué pour marquer leur satisfaction des résultats obtenus. M. Léon Blum, lui-même, tint une Conférence de presse, pour souligner le succès de ses négociations et s'en féliciter, avec toute son émotion coutumière.

Cependant, il faut bien reconnaître que ni les uns, ni les autres de ces personnages consulaires ne nous donnaient beaucoup de détails sur l'affaire elle-même et que celle-ci restait tout de même assez mystérieuse. Comme toutes les négociations du même ordre, il y avait certainement dans les accords de Washington ce qu'on avoue et ce qu'on cache : CE QUE TOUT LE MONDE PEUT SAVOIR ET CE QU'IL DOIT IGNORER.

CE QU'ON AVOUE...

Encore que ce qu'on nous cache soit certainement plus important que ce qu'on nous avoue, il n'est pas sans intérêt de savoir ce qu'on avoue, car cela nous aidera à découvrir ce que nous ne devons pas savoir.

Constatons tout d'abord que les accords franco-américains effacent les dettes de guerre de la France à l'égard des Etats-Unis, soit 1.800 millions de dollars. En outre, la France recevra un crédit de 650 millions de dollars de l'Import-Export-Bank, qui servira à financer partiellement et au début le plan de reconstruction dressé par M. Monnet et des collaborateurs. Enfin, un crédit de 720 millions de dollars est accordé à la France, pour les achats nécessaires par les « surplus » américains en France et dans les Colonies et payer les fournitures faites par l'Amérique depuis la fin du prêt-bail. Ce crédit devra être remboursé en 30 ans et la France paiera 2 % d'intérêt. Tels sont les avantages consentis à la France par les Etats-Unis.

Dans tout cela, il faut bien reconnaître que la France ne reçoit réellement que 650 MILLIONS DE DOLLARS SUR LES 4.000 MILLIONS que Léon Blum est allé demander aux Américains pour la réalisation du plan de reconstruction et de démarrage économique. Le reste est constitué par des crédits « d'effacement » ou « d'apurement ». En réciprocité, la France s'engage à céder jusqu'au 1^{er} Janvier 1950 des biens immobiliers pour une valeur de 15 millions de dollars et des francs pour une somme de 10 millions de dollars. Cette clause tend probablement à faciliter l'installation en France de banques ou d'Etats-major pour la prochaine.

Enfin, les Etats-Unis remettent à la France 75 LIBERTY SHIPS, pour indemnisation des pertes de navires subies pendant la guerre sous pavillon américain et estimées à 17 millions 500 mille dollars. Bonne occasion de se débarrasser de vieux rafiot, lents et peu solides.

Tels sont les accords réels et apparents conclus à Washington. Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'ils constituent un succès sans précédent. (Suite page 2).

RÉSOLUTION DE LA C. A. CONFÉDÉRALE

Pendant 5 ans les peuples ont été précipités les uns sur les autres pour la satisfaction d'intérêts impérialistes peints d'un vernis idéologique. Cinq années de deuils, de ruines, de souffrances et de misères, avec l'espoir qu'au bout du calvaire s'ouvrirait le chemin qui mène à des horizons meilleurs et plus humains.

Ils croyaient pouvoir fermer leurs plaies encore béantes et panser leurs meurtrissures dans la tranquillité et dans une paix revenue pour longtemps. Cette illusion que nous ne sommes jamais forgés, convaincus que l'état de paix est un répit que s'accordent les antagonistes éventuels, quelquefois alliés d'un moment, pour une nouvelle redistribution des richesses naturelles et des débouchés économiques, les récentes conversations diplomatiques viennent de l'ébranler sérieusement.

La conférence préparatoire des traités de paix des « Quatre Grands » a fait ressortir avec une netteté et une évidence frappante les desseins et les objectifs des négociations qui songent davantage à rechercher les conditions les plus avantageuses, tant politiques que stratégiques, pour un conflit inévitable, qui s'approche chaque jour, qu'à jeter les bases d'un monde nouveau où serait expurger toutes les causes de guerre. Il est vrai qu'ils ne le pouvaient, ils en étaient incapables par les intérêts qu'ils représentaient.

C'est au prolétariat que revient la tâche, comme dans le passé, de défendre le bien inestimable qui fait le bonheur et la prospérité des peuples. Nos syndicats, nos militants doivent être les premiers dans cette besogne. Il importe qu'ils dénoncent énergiquement la sinistre parodie qui vient de prendre fin, d'inviter le monde du travail à se dresser de toutes ses forces contre les fauteurs de guerre.

La C. A. de la C. N. T., pénétrée de l'idée que l'action revendicative est une arme et un facteur primordial pour entraver le processus qui aboutit aux horreurs que nous venons de vivre, engage ses organisations à redoubler d'intensité dans l'action quotidienne et permanente pour de meilleures conditions d'existence.

La C. A. de la C. N. T.

AU SUJET DE LA F.S.M.

Il a plu, on ne sait pourquoi, à un journal communiste du matin de déclarer que la C. N. T. avait, sur la question de la Paix, le même point de vue que la Fédération Syndicale mondiale.

Nous avons, maintes fois déjà, au temps de la Fédération syndicaliste, fait connaître notre position et celle-ci n'a fait l'objet d'aucune modification.

Mais avant toute chose, il convient d'affirmer que la C. N. T. a adhéré, dès sa constitution, à l'A. I. T. et que celle-ci est l'adversaire, sur le plan international, de la Fédération syndicaliste mondiale. Cela pourrait nous dispenser d'en dire davantage et tout le monde, à part les gens à l'esprit tortueux et biscornu, le comprendrait.

Néanmoins, affirmons une fois de plus que la C. N. T. considère que la Fédération syndicaliste mondiale, malgré ses millions d'adhérents n'est qu'un colosse aux pieds d'argile qui ne résisterait pas une minute à une déclaration de guerre. Et voici pourquoi : Dans le sein de cette Internationale, il existe deux clans bien tranchés : celui des pays qui partagent le point de vue des russes et celui qui appuie toute la politique dite « démocratique » du bloc anglo-saxon. Il est inutile, je pense, de faire ressortir l'opposition qui drisse l'un en face de l'autre le bloc russe et le bloc anglo-saxon. Est-ce que cela ne suffit pas pour que nos contradicteurs comprennent que, le jour même de la déclaration de guerre, ces deux courants s'affronteraient au sein de la Fédération syndicaliste mondiale et que celle-ci aurait vécu, comme toutes ses devancières ?

Et il en sera ainsi aussi longtemps que les mouvements syndicaux épouseront les querelles de leurs gouvernants dans chaque pays et se placeront délibérément derrière eux, au lieu de s'y opposer, en accord avec les autres prolétariats des pays prêts à entrer en conflit. C'est donc dire que la Fédération syndicaliste mondiale représente tout à fait le type d'organisation internationale que les syndicalistes combattent et combattront toujours pour défendre effacement la paix.

Le but de l'Association Internationale des Travailleurs consiste non seulement à se montrer toujours et partout, envers contre tout et tous, partisan de la Paix, mais encore à la promouvoir organiquement en préconisant

La C. N. T. Française, la C. N. T. Espagnole et la Fédération Anarchiste Parisienne au Mur des Fédérés

Reprenant une tradition abandonnée depuis que les communistes avaient monopolisé la manifestation au Mur des Fédérés, la Confédération Nationale du Travail française et la Confédération Nationale du Travail espagnole, ainsi que la Fédération anarchiste parisienne et les Jeunesses libertaires françaises et espagnoles se sont rendues le dimanche 26 mai au Mur des Fédérés, pour apporter aux victimes de la semaine sanglante de 1871 l'hommage des générations présentes et y affirmer leur désir inébranlable de rétablir les buts pour lesquels les Communistes sont morts en donnant au monde une magnifique leçon de courage et de sacrifice.

Bien que la manifestation ait été organisée tardivement et n'ait bénéficié pour ainsi dire d'aucune publicité autre que celle qui fut faite par le canal de « l'Action Syndicaliste » et du « Libertaire », l'avant-veille même le cortège qui se forma place Voltaire, groupa bientôt plus de 2.000 personnes, malgré l'heure matinale, et il est certain que si, cette manifestation avait pu bénéficier d'une publicité suffisante et faite à temps c'est plusieurs milliers de camarades qui se seraient trouvés ainsi réunis.

Que cette leçon serve aux pessimistes pour la prochaine fois !

Il convient de remarquer que, cette année, en raison sans doute de la proximité des élections et pour ne pas effaroucher les bons votards, les partis communiste et socialiste ont décidé de reculer la Manifestation jusqu'au 9 juin. Signe des temps, qui marque bien l'intérêt réel que les politiciens accordent à la commémoration d'une Commune de Paris.

Le cortège gagna le cimetière du

Père-Lachaise par les rues ouvrières du XI^e arrondissement précédé des pancartes de la C. N. T. et de l'U. A. aux mâles accents des hymnes révolutionnaires, qu'on entend si peu maintenant dans les manifestations ouvrières, et presque plus dans celles qui sont organisées par le parti communiste, depuis que celui-ci, par une hypocrisie incroyable ose se dire « le parti de la Renaissance française ».

C'est donc pancartes en tête et bannières déployées, que notre cortège arriva devant le Mur vers 11 h.

Là, dans ce lieu lourd de sacrifices et d'histoire les orateurs apportèrent le tribut de reconnaissance et l'hommage des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes français et espagnols aux grands morts de la Commune. Ils les revendiquèrent comme étant des nôtres et marquèrent avec force que leur sacrifice ne serait pas vain. Ils affirmèrent que nous saurions marcher sur leurs traces et faire de leur rêve une réalité tangible, d'où surgirait l'ordre nouveau pour la naissance duquel 30.000 d'entre eux sont morts massacrés par les Versaillais de Thiers et de Galiffet. Nos camarades déclarèrent au nom de l'assistance que les syndicalistes révolutionnaires et les libertaires, seuls et vrais continuateurs de la Première Internationale, héritiers de Bakounine, de Varlin, de Louise Michel et de Vallès, sauraient défendre contre les nouveaux Versaillais que sont les communistes, les libérés et les droits du peuple et conduire celui-ci vers son affranchissement.

Bonne, très bonne journée, pour nos organisations, dont tous ont emporté le meilleur souvenir. A l'an prochain les amis !

LA RUSSIFICATION DE LA C. G. T.

Le 6^e Congrès de l'Internationale Communiste avait décidé que la Russie était la seule patrie des prolétaires de tous les pays. C'est l'époque où Cachin, Monmousseau et tutti quanti étaient soit colonels, soit généraux d'honneur de l'armée rouge, tout comme Doriot, exclu par la suite pour décomposition anticipée.

Puis vint le moment des tournants rapides et précipités où la dialectique marxiste était impuissante à s'expliquer la logique stalinienne. Pour éviter la confusion qui font naître des changements aussi brusques que désordonnés, on réduisit les fonctions des théologiens léninistes à celle d'enregistrement et de retransmission de la politique du Kremlin en décrétant que celle des partis devrait s'adapter à la diplomatie russe.

Depuis, les partis font des efforts méritoires et brillants pour suivre la Russie dans tous ses exercices d'adresse, faisant les hommes-serpents ou les avaleurs de couleuvres.

Une belle couleuvre c'est d'identifier les intérêts des ouvriers du monde à ceux de la Russie. Car, en supposant, en se plaçant dans l'hy-

pothèse la plus favorable pour les cardinaux moscovites que le socialisme est réalisé en Union Soviétique, il est évident que les problèmes nationaux régissent la conduite des travailleurs intéressés d'une façon différente. Là, le comportement doit être constructif, ailleurs négatif, puisque subsiste le capitalisme.

En transposant mécaniquement les mots d'ordre et les slogans en cours en Russie, spécifiques à elle, on introduit des notions viciées et fausses qui ne peuvent que consolider les positions de la bourgeoisie française, accroître sa puissance économique puisque toutes les décisions et toute l'attention soviétique sont concentrées pour un développement du potentiel économique et industriel.

C'est ainsi que dans le dernier plan quinquennal russe, l'augmentation des salaires étant liée à celle de la production par des primes progressives de rendement, nos stalinien syndicaux n'ont pas voulu être en reste et sans tarder se sont généralement empressés d'y souscrire pour les travailleurs du pays. Les fédérations colonisées présentent ça comme un revendication idéale, comme la plus démocratique connue jusqu'à présent. En vérité et en réalité, c'est la méthode de rétribution la plus barbare, qui bat de loin tous les records d'exploitation acquis par la rationalisation. Ce n'est pas à la science, au perfectionnement du machinisme que

(Suite page 3.)

Les deux dernières manœuvres électorales

Sans doute, les américains donnent-ils de quoi amorcer le plan Monnet, mais encore convient-il de remarquer qu'ils limitent les crédits accordés, de façon à surveiller l'exécution du plan et qu'ils ne continueront à le financer qu'autant qu'ils seront satisfaits de « la bonne conduite » de la France. Dans le cas contraire, ils fermeront le « robinet à dollars » et nous devrons nous débrouiller. Tout cela signifie que l'exécution du plan Monnet EST SUBORDONNÉE AUX CONDITIONS POSEES par les américains et c'est ici que nous allons entrer dans les affaires vraiment sérieuses. Et, naturellement, c'est la déclaration conjointe de MM. Truman et Gouin, parce qu'elle dit, laisse entendre ou deviner, qui va nous éclairer.

LA DECLARATION DE MM. TRUMAN ET GOUIN

D'abord, la France et les Etats-Unis proclament :

Qu'ils sont d'accord pour mettre tout en œuvre, afin d'amener la suppression des entraves imposées au commerce international et à l'expansion des échanges internationaux qu'ils jugent indispensables à la prospérité du monde et à l'établissement d'une paix durable. Après l'énoncé de diverses considérations qui découlent de cet accord, le gouvernement français fait savoir à celui des Etats-Unis, ce qui suit : « Un nouveau tarif douanier français est actuellement en préparation, qui comportera des droits AD VALOREM, et qui renforcera progressivement les mesures de protection contre la guerre. Ce nouveau tarif constituera la base sur laquelle des réductions réciproques seront négociées au cours de la conférence multilatérale ».

« Le gouvernement français renoncera définitivement à sa politique d'avant-guerre qui consistait à protéger la production française à l'aide de contingents sur les importations ».

Telles sont les caractéristiques essentielles de la Déclaration commune des deux chefs d'Etat. C'est à travers ces phrases en apparence inoffensives et bénignes, que nous allons chercher de trouver ce qu'on nous cache.

CE QU'ON DEVINE ET QU'ON NE SAURA JAMAIS !

Il peut apparaître normal et tout à fait logique que la France participe au commerce international et œuvre pour son expansion. C'est la loi du progrès qui l'enseigne. Mais, en réalité, c'est d'autre chose qu'il s'agit. Cela signifie tout simplement que la France, abandonnant le dirigisme étatique au bout d'un certain temps — assez restreint — va revenir à l'économie libérale et pratiquera à l'égard d'une politique douanière nouvelle : celle du libre-échange. Tout cela postule, évidemment, l'abandon des nationalisations qui restent à réaliser et « l'aménagement » de celles qui sont effectuées. Chacun sait ce que cela veut dire.

Mais cela veut dire encore bien davantage et notamment ceci : à partir de la signature des accords de Washington, la France a pris place dans le bloc occidental, contre le bloc oriental. Comme conséquence de cette position, l'Amérique fera de la France, son principal réservoir et arsenal européen, la première puissance continentale, après la Russie, par son potentiel industriel et guerrier, bien qu'elle ne réserve de limiter certaines productions et d'en orienter d'autres. Et c'est ainsi que la France pour obtenir les moyens d'annoncer sa reconstruction économique a aliéné sa liberté politique, en dépit de tout ce qu'on nous dit ou dément, sans même que les questions ne soient posées par personne.

Dorénavant, nous devons considérer que la France est devenue une sorte de Portugal des Etats-Unis et la tête de pont de l'Amérique en Europe, conjointement avec l'Espagne de Franco, avec lequel une « réconciliation » semble déjà amorcée.

Telle nous paraît être la véritable portée des accords de Washington. Ils dépassent de loin l'immédiat qu'on nous avoue et ils engagent si lourdement l'avenir de notre pays que nous devons être très attentifs au développement de la situation car, au bout de celui-ci, on aperçoit le masque grimaçant de la guerre la plus terrible que le monde ait connu : LA GUERRE ATOMIQUE.

Malgré tout le soin avec lequel cette affaire fut montée pour servir le parti socialiste, elle n'a rien donné. Comme un pétard mouillé, elle a fait long feu et le parti socialiste est le grand vaincu des élections.

LA RIPOSTE COMMUNISTE

Etudiée et préparée longtemps à l'avance, la riposte communiste ne s'est pas fait attendre. C'est par le canal de la C. G. T. qu'elle est venue et le Bureau politique du parti communiste s'est, naturellement, empressé « de s'y associer ».

En effet, effectuant un virage à 180 degrés, au risque de jeter par dessus bord tous les occupants de l'appareil, la C. G. T. après avoir condamné énergiquement toutes les augmentations de salaires posées par les travailleurs et déclaré que ces revendications devaient s'inscrire dans le cadre de la situation économique et tenir compte de la conjoncture, vient d'abandonner cette position qui paraissait de principe et de déclarer que les salaires devaient être augmentés de 25 % environ. Pour une chose inattendue, c'en est une, surtout après les déclarations de M. Croizat, ministre communiste du Travail qui, avec MM. Marcel Paul et Billoux, détiennent l'un des ministères-clés de l'économie.

Que ce soit d'abord une manœuvre électorale habile, personne n'en doute, mais c'est aussi et surtout une prise de position pour l'avenir qui laisse supposer que ce parti envisage des objectifs considérables, capitaux eux-mêmes pour lui et le sort de la France, qui se trouvera en jeu au cours des mois qui vont suivre.

Comme Clovis, le parti communiste n'hésite pas à abjurer ce qu'il adorait hier. Il fera peser sur la constitution du prochain ministère une lourde hypothèque, en raison de son attitude nouvelle, mais il y a autre chose et c'est là l'essentiel. Il se peut, en effet, que ce parti envisage de se retirer dans l'OPPOSITION PARLEMENTAIRE et qu'il utilise la C. G. T. et les revendications des travailleurs comme une plateforme durable. Il est possible, aussi, qu'il envisage une autre forme d'opposition : L'OPPOSITION MINISTERIELLE, plus subtile, plus difficile, mais qui permet de conserver les leviers de commande qu'on a en main. Dans cette dernière hypothèse, la C. G. T. et les grèves qu'elle pourrait déclencher seraient une arme constante de chantage sur le gouvernement auquel les communistes participeraient.

Quelle que soit la position qu'il choisira, il est évident qu'elle pourrait être bénéfique pour le parti communiste, à condition, toutefois, que les travailleurs veuillent bien... suivre. Cela, c'est une autre chose, dont nous parlerons plus tard.

Qu'à travers toute cette stratégie savante, le parti communiste poursuive d'autres buts, à la fois plus lointains et peut-être — encore que nul ne le sache — plus considérables et plus décisifs, cela ne paraît faire aucun doute.

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire, moins expressément, dans notre éditorial de « L'ACTION SYNDICALISTE » du dernier numéro. Nous ne serions pas surpris que des grèves d'occupations d'usines ne suivent les grèves tout court, surtout si le parti communiste adopte, en définitive, la position d'opposition parlementaire et que ces grèves d'occupation se terminent par une tentative de prise du pouvoir par la force.

Nous confirmons, aujourd'hui, ce point de vue et nous ajoutons que nous croyons savoir que cette opération pourrait être facilitée par les envois de blé russe. Celui-ci aurait donc été non seulement électoral, mais encore d'un autre secours, en permettant de couvrir et recouvrir bien des choses qui ne seraient pas inutiles en pareille circonstance.

Nous nous réservons de revenir sur ces questions. Pour le moment, bornons-nous à constater le nouveau virage opéré par le parti communiste et la C. G. T. à ses ordres, avec l'espoir que les travailleurs comprendront de quoi il s'agit et ne serviront pas bénévolement de « cobayes » à ceux qui se prétendent les seuls dirigeants du prolétariat.

Nous formons aussi l'espoir, en terminant, que les travailleurs, qui n'ont aucune responsabilité dans la situation actuelle, n'attendront pas qu'il y ait un gouvernement réactionnaire au pouvoir pour déposer, soutenir et faire aboutir leurs revendications. Celles-ci sont de tous les temps et, aussi longtemps qu'il y aura un régime capitaliste et un gouvernement à sa solde, fût-il social-communiste, et même exclusivement communiste ce sera le devoir le plus impérieux, pour ce pro-

Appel aux Travailleurs de la terre

L'Action Syndicaliste, organe de la jeune mais déjà grande Confédération Nationale du Travail, nous ouvre ses colonnes pour y soutenir les revendications des travailleurs de la terre, et pour y développer les propositions constructives du Syndicalisme Révolutionnaire en face des problèmes de l'Economie Agricole.

Quels sont nos buts ?
1° Avant toutes choses, nous voulons réaliser l'union fraternelle et totale des travailleurs de la terre et des travailleurs des villes, des entreprises : ouvriers, techniciens, employés, petits fonctionnaires, intellectuels, savants, nos frères de misère.

Nous savons, nous, paysans, que nos camarades des villes, surtout les ouvriers, les employés, les petits fonctionnaires, souffrent cruellement du manque de nourriture ! Notre premier but sera donc de faire l'impossible pour que nos camarades soient ravitaillés convenablement. Nous saurons mettre les Pouvoirs publics en face de leurs responsabilités. Car, nous le savons bien, nous, que si la disette existe, c'est parce que le ravitaillement général est une honte. Nous connaissons les remèdes. Nous ferons des propositions précises.

2° Nous voulons interdire nos organisations syndicales à la politique et aux politiciens. Comme nos camarades des entreprises, nous voulons repartir sur la base de la Charte d'Amiens et orienter notre action vers la réalisation des buts généraux du Syndicalisme Révolutionnaire et en particulier ceux des paysans syndicalistes.

Nous voulons abattre le capitalisme terrien, les marchands de biens... tous les parasites sociaux ; nous mènerons contre eux tous une lutte implacable, une lutte sans merci.

3° Sur le plan des revendications immédiates :

a) Nous voulons faire aboutir les justes revendications des ouvriers agricoles. A la C. N. T., nous ne sommes pas des démagogues : nous savons que les intérêts des ouvriers agricoles sont inégalement opposés à ceux des paysans qui les emploient ; nous les invitons donc à s'accorder par des conventions collectives.

b) nous défendrons la petite paysannerie contre les entreprises des trusts et des parasites de toute espèce ; nous mènerons l'action pour faire établir le juste prix des produits agricoles : bientôt, nous l'espérons, la Confédération Nationale de l'Agriculture, la C. N. A., agira de concert et à part égale dans la gestion de l'Economie.

Le trust TANGUY-PRIGENT contre la Paysannerie

Il paraît que les dirigeants actuels de l'Agriculture, ministre en tête, préparent l'étatisation de notre territoire agricole. Ceci ne nous étonne pas, de la part d'un ministère qui, depuis qu'il s'est assis dans son fauteuil bourgeois, a complètement abandonné tout ce qui fut son passé de militant de jadis. A la libération ? Nous avons cru un moment que quelque chose allait changer rue de Valenciennes : mais la pourriture politique a eu vite fait de reprendre le dessus. Et maintenant c'est la « doctrine » (?) S. F. I. O. qui pontifie au ministère en la personne de Tanguy-Prigent, membre du parti qui a négocié l'asservissement économique et politique de la France aux U. S. A., en attendant l'asservissement social aux capitalistes yankees.

Nous avons compris : aussi nous alertons la paysannerie ; jamais les paysans de France ne se laisseront dépouiller par un Etat asservi à l'étranger du sol qu'ils aiment tant ! Non ! La vieille terre gauloise ne passera pas sous le contrôle des banquiers de New-York et d'ailleurs. Paysans de France, paysans de tous les pays, préparez-vous à prendre en main la gestion de l'Economie agricole, par l'action directe s'il le faut ; il y va de notre sécurité sociale et du pain de tous les travailleurs.

Et maintenant voici de quoi il s'agit : Nous pensions naïvement qu'à la libération, la Révolution agricole allait s'accomplir, que le nouveau gouvernement allait prendre des mesures de justice contre les gros fermiers qui eurent une conduite scandaleuse en appliquant les lois sclératées de Vichy contre leurs ouvriers ; mais la C. G. T. montée de toutes pièces par en haut, en contradiction absolue avec les principes du Syndicalisme, eut vite fait de nous déromper ; la Libération Paysanne, son organe, malgré sa vertu pseudo-syndicaliste, est en réalité subventionnée par les gros propriétaires fonciers. C'est sur l'initiative de « techniciens » qui gravitent autour du ministre que les grands syndicats spécialisés furent constitués ; syndicat des producteurs de blé, de lait, etc.,... comme si en général, on ne produisait pas de tout dans une ferme. Aussi voyons-nous se dresser à l'intérieur de la C. G. A. une violente

létariat, de défendre son droit à la vie. C'est pour cette tâche que la C. N. T. a été constituée. Elle se réserve de fixer son attitude en toute connaissance de cause et en tenant compte de toutes les données de la question. Mais, d'ores et déjà, nous pouvons dire qu'elle saura utiliser l'occasion qui se présentera à elle, au mieux des intérêts des travailleurs de ce pays.

De votre côté, soyez attentifs au déroulement des événements et tenez-vous prêts à répondre à l'appel qui vous sera adressé en temps utile.

La seule façon de faire disparaître les conflits sociaux est de faire disparaître le prolétariat agricole : les ouvriers agricoles seront transformés soit en exploitants individuels à l'intérieur des syndicats agricoles de communes, soit à l'intérieur des fermes coopératives ou collectives.

De même que les instruments de production industrielle doivent appartenir aux travailleurs de l'industrie, la terre est l'instrument de travail du paysan et doit lui appartenir.

C'est sur cette base que nous invitons tous les ouvriers agricoles, toute la petite paysannerie, rassemblée dans ses syndicats, tous les artisans ruraux, à se joindre à nous pour fonder la C. N. A.

La C. G. T. a trahi les intérêts des ouvriers agricoles autant que ceux des ouvriers des entreprises et de l'industrie.

La C. G. A. a voulu grouper sur le même plan les intérêts les plus différents : ouvriers, cultivateurs, gros fermiers-industriels ; avec ses organisations verticales, ses coopératives départementales à allures de trusts que les paysans veulent voir disparaître ; malgré qu'en son sein l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux ait été reconnue, les politiciens, notamment le parti socialiste S. F. I. O. coiffent encore l'organisation ; de gros intérêts étrangers à l'Agriculture y sont représentés ; enfin son programme réformiste, sur le plan capitaliste, n'a rien de ce qui peut entraîner la masse des paysans.

Ouvriers agricoles, cultivateurs de la petite et moyenne paysannerie, artisans, techniciens de l'agriculture, venez à la seule organisation vraiment syndicaliste, la seule capable de libérer la paysannerie asservie depuis des siècles à l'argent et par les hobereaux. Tous ensemble, côte à côte avec les travailleurs de tous les métiers, nous reconstruirons notre pays dévasté et ruiné par les politiciens. La Révolution agricole sera notre œuvre à tous ; les plans, nous les proposerons, nous les discuterons tous ensemble.

Formez vos syndicats agricoles locaux, par 2, 3, 4, plusieurs communes rurales rassemblées en un centre coopératif, une commune, puis vous formerez vos fédérations régionales dans le sein de la C. N. A., elle-même jointe à la C. N. T. Paysans de France, courage et confiance ! bientôt la paysannerie libérée de ses servitudes marchera la main dans la main avec tous les travailleurs vers son destin, que nous voulons pacifique et prospère.

opposition des pays de polyculture contre les revendications des seigneurs de la terre.

Les communistes, eu, en sont à défendre les lois sur le fermage et le métayage, qui ne seront jamais appliquées d'ailleurs. Voilà la prétendue révolution de ces messieurs.

Mais là n'est pas le plus grave : Le trust ministériel a créé un Office National Foncier qui prépare l'étatisation de nos fermes. Pour commencer on étatisera les biens des Vichyssois, au lieu de les répartir entre les ouvriers agricoles et les petits paysans ; ces biens sont déclarés bien nationaux, c'est-à-dire arrachés aux Communes ; et tenez-vous bien devant la casuistique de notre ministériel qui déclare que « ces biens ne seront pas gérés sous la forme étatique, mais par l'Office National foncier ». Alors, cet Office d'Etat, sera un Office National ne gérant pas par des moyens étatiques les biens de l'Etat ? La même comédie nous est jouée pour la terre nationalisée que pour les autres entreprises nationalisées ; on nous prend pour des moujicks rue de Valenciennes !

« Maître » Tanguy-Prigent, paysan-ministre ne se laisseront jamais traiter comme des moujicks. Non, la gabelle étatique et liberticide ne s'installera pas sur nos terres, nationalisées ou non.

Cette première tentative de la préparation à l'asservissement de la petite paysannerie à l'Etat-trust. Mais nous démasquons l'abominable escroquerie intellectuelle du trust syndicaliste ministériel. On veut « concéder » la terre aux exploitants et aux ouvriers agricoles, mais sous la tutelle de gérance du Conseil National de l'Office foncier. Ainsi les fermiers exploitants de ces terres concédées seraient placés sous la surveillance d'un Conseil composé de « propriétaires, fermiers, ouvriers... et des pouvoirs publics », c'est-à-dire de fonctionnaires. Vous voyez ça d'ici, les délégués de la rue de Valenciennes faisant valoir ! Au feu ! et alerte contre la tentative d'étranglement de la paysannerie et de l'ingérence des bureaucrates dans les fermes.

Ouvriers agricoles futurs exploitants, paysans, prenez les terres qui vous appartiennent de droit naturel. L'Etat, ce monstre impersonnel, veut vous voler vos terres ; l'Etat politicien, incapable de répartir avec justice et efficacité les produits du sol, veut encore faire valoir ! L'Etat fermier, c'est la famine organisée !

Les socialistes veulent créer un Office du vin, du lait, de la viande, de la pomme de terre, etc.,... c'est-à-dire mettre l'embargo sur toutes les denrées pour mieux encore les laisser filer au marché noir. Alors à quoi servent les coopératives de la C. G. A. ? Tout simplement à couvrir une entreprise fasciste !

Ouvriers, Paysans artisans ruraux, nous vous crions : Alerte ! ne vous laissez pas dépouiller de la Terre ! Préparez vos Communes rurales, fondez vos syndicats la Confédération Nationale de l'Agriculture. Organisez vos coopératives locales, gérées par vous, sous votre contrôle immédiat, pour le bien de tous, et préparez-vous à faire mieux encore valoir vos terres.

Camarades

postiers

A vous, camarades postiers de tout grade et de tout âge, syndicalistes sincères mais déçus, militants convaincus mais trompés, écœurés par les méthodes d'une C. G. T. qui n'a plus rien de commun à voir avec le syndicalisme, s'adresse notre appel.

Partout, de Paris, de province, des colonies nous parviennent les échos de collègues qui nous disent en substance : « Que se passe-t-il ? Nous ne reconnaissons plus notre Fédération Postale ; où veut-on nous mener ? Est-ce que le syndicalisme français va mourir ? »

De nombreuses sections accusent un fléchissement d'effectifs. On ne vient plus aux réunions, ou on y vient moins. A quoi bon venir ? On ne veut plus parler de nos revendications ou, si on en parle, c'est pour décider d'en reporter la discussion complète à plus tard, plus tard, toujours plus tard, un peu à la manière dont nos conseils de ministres reportent aussi de quinze jours en quinze jours et parce qu'ils ne veulent pas les résoudre les questions vitales comme le problème des traitements et le ravitaillement. Et si par malheur quelqu'un se permet d'insister, un porte-parole quelconque de nos grands bonzes se trouve toujours là pour lui couper la parole et lui rappeler durement que nous n'avons que le droit de... produire.

Au lendemain de la libération, deux grandes routes pourtant s'ouvraient à notre Fédération Postale comme au syndicalisme français tout entier : la première, la plus rude peut-être, mais la seule jalonnée par les pas de nos grands Victor Griffuelhes et Fernand Pelloutier qui, en dehors de toute compromission politique mais par l'unique et immense pouvoir de l'action directe amenait tous les travailleurs et avec eux tous les postiers à la réalisation pratique, à la matérialisation de l'ancien label syndical : « Bien-Etre et Liberté » ; la deuxième route, oh ! elle, était en pente douce mais descendante ; c'est celle où l'on n'a pas manqué de vous engager, et celle où vous vous trouvez depuis 18 mois. Sans en avoir l'air, elle est la continuation directe de la Charte du Travail. Ses bas-côtés sont jalonnés de bornes fraîchement repeintes sur lesquelles on peut lire : « Produire, produire, produire ». Mais si vous grattez la peinture vous vous apercevez bien vite qu'on n'a presque fait que traduire les mots qui s'y trouvaient : « Arbeit, arbeit, arbeit ».

Et, au bout de cette route, il y a quand même une très grande maison, celle du syndicalisme à la mode de 1945-1946, mais elle est comme des maisons qu'on voit dans nos villes sinistrées : il n'y a que la façade et rien derrière.

Mais pourquoi direz-vous en sommes-nous là ? Pourquoi ? Oh ! c'est bien simple, parce que la C. G. T. actuelle, organisme para-politique, appendice d'un parti, a trahi la classe ouvrière. Et elle a trahi la classe ouvrière parce qu'elle a violé les statuts syndicaux.

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi la C. G. T., lors des deux derniers référendums, avait pris position avec une particulière insistance ? Poser la question c'est un peu la résoudre. Mais croyez-vous maintenant que l'autorité de la C. G. T. auprès de ses adhérents (la seule qui compte) en soit sortie renforcée.

Nous ne le pensons pas. En effet, au référendum de l'année dernière, la C. G. T. avait demandé de répondre oui à la première question et non à la deuxième. Malheureusement, c'est le oui qui a triomphé aux deux questions. Au 5 mai dernier, alors que la centrale de la rue Lafayette demandait le oui à ses millions d'adhérents, c'est le non qui a triomphé. Pas de chance là non plus. A croire que la C. G. T. a le mauvais œil.

Eh bien la C. G. T., en agissant ainsi, outre qu'elle n'y a rien gagné en prestige, s'est mise en contradiction formelle avec l'article 2 de la Charte d'Amiens, qui interdit toute intrusion des organisations syndicales dans la vie du pays.

Seulement, ces messieurs de la rue Lafayette s'en fichent un peu maintenant de la Charte d'Amiens, presque autant que de leurs syndiqués (ce qui n'est pas peu dire) et même puisque leurs syndiqués sont si dociles, ils pensent qu'ils auraient tort de se gêner et que le système a du bon, depuis que l'on passe avec la facilité que l'on sait du poste de secrétaire fédéral au fauteuil de ministre, n'est-ce pas « camarade » Croizat, n'est-ce pas « camarade » Marcel Paul ?

Examinons maintenant plus spécialement l'action de la Fédération Postale.

Contrairement toujours à l'esprit et à la lettre de la Charte d'Amiens, nous avons pu assister spécialement dans notre milieu à un véritable nouyutage, à une prise de possession forcée de tous les postes de responsables par des créatures de parti.

Vous les avez tous entendus ces mauvais bergers de la classe ouvrière, quelques-uns beaux parleurs d'ailleurs qui, tantôt sur le mode du trémolo sentimental, tantôt sur la corde lyrico-patriotarde, répandent leurs mensonges à longueur de séance.

A les entendre tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Tout va bien : leurs amis sont au pouvoir. Et quelle belle chose que d'être au pouvoir ou d'y avoir des amis.

— Tout le reste, illusions... bagatelles !

— Prenez par exemple le ravitaillement ? Mais vous avez à manger voyons. Les rations sont moins fortes que sous l'occupation ? (50 gr. de pain par jour en moins, 2 litres de vin par mois au lieu de 4, plus de viande fraîche, etc.). Aucune importance. D'ailleurs c'est de la faute à de Gaulle, ou aux trusts, à moins que ce soit à Adolf Hitler.

Les traitements ? Le coût de la vie au coefficient 10 par rapport à 1939 et les traitements à peine au coefficient 4. Aucune importance ! Il faut produire.

Notre Doctrine

La C. N. T., pour devenir une organisation de nature à jouer un rôle social de premier plan et ne pas être limitée dans sa puissance, dans son rayonnement et dans son influence, ne peut échapper aux règles constantes et quasi-immuables qui ont été tracées et qui sont les traditions du syndicalisme en France.

Les organisations syndicales ne peuvent avoir, aux yeux des ouvriers, une valeur réelle et efficace que si elles groupent les salariés, quels que soient les concepts spéculatifs qu'ils représentent. Ceci part d'un bon sens et d'une évidence frappante pour quiconque a le souci permanent de répondre aux préoccupations quotidiennes des travailleurs d'améliorer leurs conditions d'existence, ou de résister avec le maximum de chances de succès aux pressions exercées sur eux par le patronat pour les réduire.

Ceci, ce besoin d'aide mutuelle et de solidarité, naît inévitablement d'un régime de production concentré où des monstres industriels, aux multiples tentacules, ingèrent des quantités immenses de chairs productrices.

C'est là que l'ouvrier se rend compte que l'isolement le voue à l'impuissance, mais qu'au contraire sa dignité d'homme subira des fluctuations selon un comportement qui le liera plus ou moins à ceux qui l'environnent sur le lieu de l'exploitation. Naturellement, il cherche et recherche ces contacts, il les sollicite, parce qu'il sait, parce qu'il connaît l'identité des situations et des intérêts. En faisant cela, il ne fait aucune sélection, aucune discrimination; peu importe l'idéalisme de son voisin, pas plus que d'être soutenu ou secondé uniquement par des forces individuelles ou collectives d'une idéologie semblable à la sienne. C'est de l'effort et la coopération de tous qu'il attend obtenir des satisfactions matérielles, comme les autres comptent sur lui pour atteindre ce même but.

Par conséquent, sur le double plan industriel et corporatif, les syndicats doivent grouper tous les salariés sans en éliminer un seul pour des raisons extérieures aux buts qui sont les mobiles d'existence du syndicat. Il suffit d'être en accord, de souscrire volontairement à la morale qui règle l'activité du syndicat, pour que, dans ce dernier, l'ouvrier, le salarié, y trouvent leur place.

Il est certain qu'en adhérant à un syndicat l'ouvrier, l'employé ou le paysan n'a nullement l'impression d'entrer dans une société de secours mutuels. Au contraire, c'est avec la conviction qu'il rencontrera, là, des hommes, des femmes, des jeunes qui ont à faire face aux mêmes difficultés que celles qu'il rencontre et qui ont des besoins pareils aux siens.

Il y vient en prévision des luttes à mener, de l'action à engager pour faire valoir ce qu'il juge indispensable à une vie décente, après avoir indiqué en quoi cela consiste. C'est aussi parce qu'il se sent ou qu'il comprend être opprimé, et que sa condition est comprise par lui, que, pour la modifier, il sort de son isolement.

Cette oppression n'est pas un mythe, pas plus que le produit des réflexions d'un cerveau déréglé; elle est visible, apparente; elle découle de l'état de dépendance, de sujétion, du travailleur envers son employeur, de l'exploitation du premier par le second.

L'exploitation de ceux qui n'ont, pour vivre, que leurs bras ou leur cerveau, se réalise surtout sur le lieu du travail, à l'entreprise. C'est indiscutable, mais cependant elle a aussi d'autres aspects qui ressortent moins clairement, telle que dans la consommation.

D'autre part, plus confusément, sur le plan moral. Que de fois n'avons-nous pas entendu des récriminations peu amènes à l'égard de la presse asservie à des fins commerciales ou politiques ?

La production foute le camp à l'étranger pour les 3/4 ? Pas d'importance !

Et le reste on ne peut pas en profiter parce que c'est trop cher ? Aucune importance.

Voilà pourtant le programme de la C. G. T. 1945-1946.

Voilà ce que les camarades postiers ont pu entendre dans leurs réunions cégétistes.

Oh! mais c'est que ce sont des durs nos dirigeants de la Fédération Postale. Rien ne leur fait peur, même pas la grève ! surtout pas la grève, camarades !

Jugez-en plutôt nous disent-ils. En juin 1945, vous vous souvenez comme on a débrayé 20 minutes. Et en décembre dernier, donc (ici l'orateur de service se redresse un peu et bombe le torse), au mois de décembre 1945, nous n'avons pas hésité à déclencher un arrêt de travail de deux heures, oul Mossieu, deux heures, 120 minutes de travail perdues pour cette chère production.

Pensez donc, si le camarade Marcel Paul voyait pareille chose se produire dans les tissages et filatures, il ne pourrait plus annoncer que la fabrication de 1.283.345 soutiens-gorge au lieu de 1.283.354.

Vous voyez d'ici la réperoussion non seulement en France mais dans le monde entier.

On pourrait dire que ce sont là des plaisanteries que nous entendons dans nos réunions cégétistes, que nous ne voulons plus entendre et que nous n'entendrons plus.

Au moment où les difficultés de vie sans cesse accrues rendent particulièrement angoissante pour nous la question de notre existence et de notre simple subsistance, nous déclarons tout haut et tout net : « nous en avons assez, nous ne voulons plus, en tant que syndiqués, servir de masse de manœuvre politique ou électorale à des ambitieux. Nous voulons un syndicalisme propre, libre et revendicatif. Camarades postiers, camarades du combat syndical, qui vous leurrez en espérant un jour pouvoir renverser la situation — l'élaboration d'une société syndicaliste — ne conservez plus d'illusions, quittez la C. G. T. et venez nombreux grossir les rangs de notre Fédération des P. T. T., adhérente à la C. N. T. »

politiques, et leurs informations qualifiées de « bourrage de crâne ».

Ceci, comme les lois, les décrets, règlements et autres fariboles juridiques, sont les moyens de contrainte morale qu'utilise le capitalisme pour assurer l'existence de son régime basé sur le profit, pour maintenir son fonctionnement et sa pérennité.

Le travailleur, s'il n'a pas totalement approfondi toutes les données du problème social en franchissant le seuil du syndicat, saisit pourtant bien que, dorénavant, il tournera le dos à la civilisation de l'argent, à la morale et au droit bourgeois. Il sait qu'il faudra heurter son patron qui l'exploite lorsque le besoin s'en fera sentir et que tout sera coalisé contre lui : le droit, la loi, la presse bien souvent, car elle ne peut être qu'au service du régime et de ceux qui tirent bénéfice de sa condition misérable et presque toujours l'appareil coercitif de la société.

L'opposition entre les droits nouveaux qu'il recherche et ceux que lui accorde le patron ou la société, font de lui un homme conscient qu'une lutte permanente est à soutenir pour avoir sa part au festin social. L'on peut dire que cette lutte pour les plus petites choses comme pour les grandes, quotidiennes, ne pourra en rien bouleverser l'équilibre social actuel qui repose sur la spoliation d'une partie des richesses créées par le producteur. Elle se rapporte aux salaires, au contact de travail ou aux rapports de production, dont les uns comme les autres évoluent sans cesse, échangeant constamment de forme et de contenu, selon les conditions écono-

Salaires, Prix et Marché noir

Il serait présomptueux de vouloir traiter, avec l'ampleur suffisante, un sujet comme celui que porte le titre de cet article, dans la place forcément limitée que peut offrir notre journal. D'autant mieux, que la question des salaires et des prix a été étudiée et développée tout récemment, dans une brochure, par notre excellent camarade et ami, Pierre Besnard, avec le talent et la compétence qui lui sont habituels et dont je tiens ici à rendre hommage.

Je dois ajouter que cette brochure, dont le prix est modique et que l'on peut se procurer au siège de notre organisation, n'a pas eu, à mon avis, la diffusion qu'elle mérite.

C'est un peu pour cette raison, et en accord avec Besnard, que je me propose de revenir sur cette question et d'en envisager certains côtés particuliers.

Depuis longtemps, des membres de l'Académie de Médecine, et le dernier en date, le professeur Ch. Richet, ont lancé de véritables cris d'alarme concernant le régime de sous-alimentation auquel sont soumis les Français en général, et les travailleurs en particulier, et qui compromettent non seulement la vie des individus mais aussi l'avenir de la race.

Le nombre de calories que nous offrent les rations qui nous sont allouées, serait juste suffisant pour entretenir la vie chez un individu qui conserverait la position allongée pendant la plus grande partie du temps et encore le peu de diversité, et le choix peu judicieux de ces rations, ferait craindre pour cet individu le danger d'avitaminose dont l'effet le plus courant serait le rachitisme pour un tout jeune, la sénilité précoce pour un adulte, et la mort à plus ou moins brève échéance pour un vieux.

Comme complément à cette situation désastreuse, l'imbécille propagande du parti communiste, et de la C.G.T., son satellite, vient apporter aux employeurs une collaboration inattendue, en exhortant les travailleurs à accroître la production pour la renaissance de la France. Le résultat le plus certain de cette campagne, sera de procurer aux capitalistes un surprofit et, comme corollaire non moins certain, une déficience physiologique des travailleurs sous-alimentés, ce qui, comme je l'ai dit plus haut, pourrait compromettre l'avenir de la race.

Pour peu que l'on connaisse le rôle que joue l'hérédité chez tous les êtres, quelle que soit leur appartenance comme espèce, on peut s'imaginer ce que sera la valeur des générations à venir, procréées par des ascendants n'offrant aucune des garanties indispensables, pour les raisons que j'ai indiquées et qui sont absolument nécessaires pour faire de l'individu un être hygiéniquement sain et pour assurer la pérennité de l'espèce.

Si l'on consulte les dernières statistiques démographiques, on constate que la mortalité infantile atteint un pourcentage énorme, surtout dans les classes pauvres. Evidemment, elles ont toujours été et restent encore les plus prolifiques. La situation est extrêmement sérieuse et grave.

Comment, dans ces conditions, n'être pas indigné lorsqu'on lit, dans l'Humanité, un article écrit par Madame Simone Téry, d'un conisme révoltant, où elle se réjouit follement de ce que, depuis le retour des prisonniers, le nombre des naissances a doublé. Elle avoue bien qu'il existe un certain déchet dû à la mauvaise alimentation des bébés et aussi des

miques du moment ou du rapport des forces entre salariés et employeurs.

C'est au cours de cette lutte alimentée chaque jour par des causes aussi multiples que variées, que le travailleur élève son sentiment d'hostilité contre l'arbitraire social à des horizons plus vastes, qui embrassent toute la société avec ses institutions. Ce n'est plus seulement son patron qu'il vise, mais tout un mécanisme organique actionné contre lui par les mêmes socialement : les jouisseurs du régime.

Dès ce moment, il prend conscience que la disparition du patronat est une nécessité pour lui, comme pour la société, si l'on veut voir s'installer des forces de progrès.

Le chemin qui y mène est long, pénible, sinueux et quelquefois dangereux. Aussi avant de parvenir au bout, faut-il beaucoup de patience, de persévérance, de foi et d'abnégation. Mais avant que tous les facteurs et tous les éléments de réussite soient réunis, les combats pour améliorer sa position et ses conditions de vivre ne peuvent ralentir.

Pour ces raisons, notre syndicalisme est pour la lutte revendicative directe et pour une réorganisation sociale qui ne peut s'accomplir contrairement aux enseignements de l'Histoire; c'est-à-dire révolutionnairement.

Ces constatations ont été celles qui permirent, en 1906, au congrès d'Amiens, de formuler, en le condensant, la doctrine du syndicalisme que nous voulons faire revivre. Parmi les principes d'action immédiate et d'avenir que la Charte définissait, il y avait ceux que nous affirmons notre aujourd'hui, à savoir, que le syndicat est un groupement de résistance dans le présent, mais que dès son existence l'action qui entreprend est liée à la finalité de son mouvement.

(A suivre.)

mamans, pendant la période de fécondité, mais elle en prend vite son parti et elle laisse entendre que parmi tous ces rachitiques et ces rabougrés, le nombre seul importe, elle espère qu'il ira toujours croissant et que le parti communiste, plus soucieux de la quantité que de la qualité saura utiliser et former ces masses pour la plus grande gloire du maréchalissime Staline et du grand et génial patriote Maurice Thorez.

Qu'a-t-on fait jusqu'à maintenant pour mettre fin à l'état de choses que je viens d'énumérer avec la plus parfaite objectivité? La réponse est facile. Rien!

Les partis politiques se renvoient les responsabilités de l'un à l'autre.

Le Parti Communiste, qui se prétend le défenseur du peuple et de ses libertés, accuse tout le monde, les socialistes qui ont dit oui quand il aurait fallu dire non, et dont beaucoup ont répondu oui, alors qu'il fallait répondre oui, les radicaux qui veulent bouffer les curés et le M.R.P. qui veut les entretenir, les trusts sans patrie (oh! les misérables), qui freinent la production et les patrons sans vergogne qui poussent à cette même production, les vichyssois qui sabotent le ravitaillement, ils occupent les emplois prépondérants dans des ministères où le ministre est communiste, comprenez qui pourra!

Le Parti Communiste accuse encore le Pape et il tend la main aux catholiques, il accuse les trotskistes, les anarcho-syndicalistes qu'il mélange avec les hitléro-fascistes, les mandataires des Halles, parce qu'ils font verser le dessous de table aux mercantiles de toutes sortes et il protège ceux-ci qui versent avec joie cette ristourne, sûrs qu'ils sont, de la récupérer plusieurs fois sur les consommateurs les plus pauvres de la société qui n'ont aucun moyen de se défendre.

Pendant des pages entières on pourrait énumérer les turpitudes du fameux parti des masses. Cela deviendrait fastidieux.

A tout ce fatras d'accusations contradictoires ressortissant à la plus basse démagogie, je répondrai ceci : J'accuse le Parti Communiste, malgré les inimitiés que cela ne manquera pas de m'attirer et les tentatives de représailles qui en peuvent découler, d'avoir sciemment empêché, par sa politique infernale, que les travailleurs obtiennent un semblant d'amélioration dans un régime qui n'était pas sous son contrôle absolu.

Fort de certains précédents s'appuyant sur les données du matérialisme historique, qui enseigne que les masses satisfaites sont moins dociles, il fallait que les travailleurs de ce pays fussent réduits dans un état de paupérisme tel que cela rendit plus facile l'obnubilation de leur conscience et, par ce moyen, les lancer dans les plus folles entreprises ayant comme aboutissement la fameuse prise du pouvoir par le Parti.

Le pouvoir, exercé par quelques-uns, l'asservissement pour le plus grand nombre. Qu'importe que le peuple souffre et crève pourvu que le Parti triomphe.

Dans un régime totalitaire, qu'elle qu'en soit l'origine, la liberté est une conjecture, l'esclavage une certitude. Ces constatations et ces critiques faites, que vais-je proposer?

D'abord procéder à un recensement des produits de consommation que

L'épopée d'un glorieux passé

18 mars-29 mai 1871

Il y a 75 ans, la Commune de Paris, dans le reflet tragique des combats, a signé avec le sang de ses 30.000 martyrs, la page glorieuse d'une épopée inoubliable.

Il y a 75 ans la Commune, dans une lutte suprême, dans un effort immense, désordonné et désespéré, s'opposait aux sbires de Versailles, pour sauver Paris, pour sauver sa population laborieuse et les familles des combattants, jetées dans la douleur et l'épouvante!

Si nous évoquons, aujourd'hui la mémoire des hommes, des femmes et des enfants tombés dans la lutte épique, c'est pour tirer les leçons indispensables de la défaite et déterminer la valeur des idées pour lesquelles le peuple de Paris s'est soulevé en 71.

La défaite de la Commune était conditionnée par la lenteur de l'action, par manque d'énergie, d'audace, d'initiative et de cohésion. Écoutons plutôt J'ann Alleman, ouvrier typographe, membre de la Commune : « ...Un peu d'audace, et M. Thiers était pris au gîte avec quelques-uns de ses honorables collaborateurs. »

« Oui, mais pour faire triompher une Révolution; il faut, avant tout, de vrais révolutionnaires et c'était, malheureusement, l'élément qui faisait le plus défaut. »

« Au lieu d'agir avec autant de promptitude que d'énergie, on se contenta d'apercevoir le futur massacreur des Parisiens en faisant défiler sous les fenêtres du ministère des affaires étrangères, où se trouvait le triste héros de Transnonain, deux bataillons de gardes nationaux. »

« Cinq minutes après leur passage, Thiers qui se croyait perdu, s'enfuyait, à toutes brides, vers Sévres et Versailles. »

« Ainsi se préparent, par la légèreté et l'indécision qui marquent les premières heures de l'action révolutionnaire, les désastres et les contre-révolutions sanglantes. »

Paroles toujours d'actualité. Ce sont des vérités incontestables. Il nous incombe, de dans les circonstances actuelles de réfléchir profondément et de fixer notre méthode d'action en évitant toutes les erreurs de la Commune, de même que toutes celles commises par d'autres combattants pendant les grands événements sociaux telle que la révolution Russe et celle d'Espagne.

Ceux qui ont étudié le mouvement Makhnoviste en Ukraine pendant la révolution Russe ne pourront pas contester, que grâce à l'esprit d'initiative, de l'audace et la promptitude dans l'action

toutes les grandes ou petites entreprises ont réussi. Makhno avec 6 compagnons seulement a créé le grand mouvement populaire d'une portée historique. L'armée Makhnoviste a réussi à briser la force puissante de Dénikine et de Vrangél et si ce magnifique mouvement a succombé, c'est par manque d'armes et par l'infamie et la perfidie des bolcheviks !

Quel est le programme de la Commune ?

Elle n'avait pas formulé un programme complet prévoyant des réformes hardies. Mais néanmoins dans le programme présenté par Jules Vallée, nous trouvons quelques points importants pour l'époque, par exemple :

« L'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France... La garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et de la liberté du travail ; ... La Commune seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité. »

Si aujourd'hui, à nos yeux, ces déclarations n'ont pas une importance particulière, pour la Commune de l'époque, elles revêtent un caractère révolutionnaire. C'était un pas en avant dans la libération des Communes du joug de l'Etat. Car aujourd'hui les Communes sont « libres » dans leur vie intérieure, mais là encore elles sont soumises à la surveillance du Préfet du département.

Dans l'Histoire de la III^e République de Zévaès, il est important de signaler le passage où Vaillant « dans le domaine de l'enseignement supérieur, il fait appel aux initiatives corporatives s'adressant, par exemple, pour la réouverture de la Faculté de Médecine, abandonnée par les professeurs officiels, aux docteurs, aux professeurs libres et aussi aux étudiants invités à étudier eux-mêmes un plan de réorganisation médicale. Combien cette méthode d'organisation quoique un peu incomplète s'approche sensiblement à la nôtre, à savoir : l'organisation de la Vie sociale doit être effectuée par les intéressés et les compétents eux-mêmes... »

Les leçons de la Commune sont multiples. Demain la C. N. T. sera appelée à jouer un rôle historique dans la lutte de l'émancipation du prolétariat de ce pays.

Elle doit tirer les leçons indispensables des luttes sociales du passé pour adopter les méthodes les plus modernes d'action et de propagande dans tous les domaines de son activité sociale.

qu'en ferons-nous? C'est bien simple, nous les enfermerons dans l'Asile d'aliénés qui fait face à la place de la Concorde. Ils pourront y gueuler à leur aise et on les laissera bien tranquillement s'enfermer-dévoier.

LA RUSSIFICATION DE LA C. G. T.

(Suite de la page 1)

de la production, mais uniquement au fait appel pour élever le niveau bras, jusqu'à épuisement. Et comme en définitive, les prix de revient doivent être fixes, constants, les salaires élevés, qui seront ceux des plus forts, des plus résistants, seront possibles parce qu'établis au détriment des moins doués.

La misère pour les uns, l'aisance pour les autres.

Mais en préconisant cet article d'exportation, en revendiquant l'application de cette méthode autant inhumaine que draconienne, ils désarticulent toutes leurs théories et confirment ce que nous prétendons depuis toujours : qu'en Russie règne le Capitalisme d'Etat et non le Socialisme. Car nous sommes bien en régime capitaliste et nous obliger à des principes russes c'est que les ouvriers russes connaissent un régime semblable au nôtre.

Pour tout ce qui concerne :

la Trésorerie Confédérale
la Librairie
les listes de souscriptions

s'adresser à :

DOUSSOT René
9, avenue de la Porte-Clignancourt,
PARIS (18^e)

C. C. P. 5046-35, Paris

Pour tout ce qui concerne

L'ACTION SYNDICALISTE

s'adresser à :

CAPELLE Aimé
9, avenue Secrétan, Paris (19^e)
C. C. P. 4522-28, Paris



Plan quinquennal de l'U.R.S.S.

(« Nouvelles de la Patrie », N° 13, 27 mars 1946)

La population de la Russie, à l'heure actuelle, n'est pas loin de 200 millions d'âmes, à peu près autant qu'en 1940. Pendant les cinq années, de 1946 à 1950, elle va monter à 214 millions.

Selon le plan quinquennal la production totale des grains en 1950 va atteindre 127 millions de tonnes (7 % de plus qu'en 1940). C'est-à-dire qu'en 1950 la population aura du pain en même quantité qu'en 1940, pas plus. Elle aura encore par an et par personne : 23 mètres d'étoffes de coton; 0,8 mètre d'étoffes de laine; 0,7 mètre d'étoffes de soie; 1,2 paires de chaussures; presque trois paires de chaussettes; 6,5 kg. de produits de viande; 1,25 kg. de la graisse animale; 12 kg. de sucre. (En 1950 la production d'étoffes de coton monte à 4.686 millions de mètres; d'étoffes de laine à 59 millions de mètres; d'étoffes de soie à 141 millions de mètres; de chaussures en cuir à 240 millions de paires; de bas et de chaussettes à 580 millions de paires; de produits de viande à 1.300.000 tonnes; de la graisse animale à 275.000 tonnes; du sucre, à 2.400.000 tonnes.)

Dans le même temps (1950) les salaires des ouvriers et des employés seront augmentés de 48 % par rapport à 1940, mais le volume des marchandises à leur disposition sera augmenté seulement de 28 % (la nourriture de 23 % et les produits industriels de 36 %).

Cette distribution plutôt maigre de la nourriture et des vêtements oblige l'U.R.S.S. à chercher d'autres moyens pour augmenter le rendement des travailleurs, lequel dans les entreprises renouvelées est tombé au-dessous du niveau d'avant guerre.

En général pour la bonne exécution du plan les travailleurs des industries fatiguées (la métallurgie, le charbonnage et le mazout) seront payés mieux que les autres. C'est tout à fait raisonnable, mais les autres mesures du plan sont plus dures pour les ouvriers et ne diffèrent pas de la méthode « à faire suer », par exemple : l'augmentation des salaires de 48 % sera conditionnée par une augmentation du rendement et sera basée sur l'application du système des primes progressives.

Max Namy (« Rationalisation et Organisation scientifique de la production », 1931, page 272-300) affirme que : « La rémunération aux pièces stimule l'ouvrier en lui laissant le bénéfice intégral de l'économie de temps qu'il réalise ».

Avec le salaire à prime (Méthode Halsey ou Rowas ou Gantt) l'économie est partagée entre l'ouvrier et l'entreprise. Il est possible que le salaire aux pièces et à primes détermine certains ouvriers à faire des efforts excessifs. La méthode du plan (primes progressives) est encore pire.

Il est utile peut-être de rappeler ici que Taylor quelques jours avant de mourir déclarait à ces ouvriers assemblés : « Il faut qu'à la fin du jour vous ne vous sentiez pas exténués, mais que vous soyez néanmoins contents de vous reposer. Nous voulons une journée de bon travail, ni laisser aller, ni SURMENAGE. Dès que vous sentez que vous allez dépasser la limite de votre endurance, RALENTISSEZ (Amar, Le moteur humain. Bltn of the Taylor Society, décembre 1916, z. 16, n° 5. Voir Max Namy, page 230).

Le plan quinquennal s'éloigne du taylorisme et s'adresse à la pression : la durée de la journée du travail, 8 heures, doivent être PLEINEMENT utilisées.

Il est douteux que les travailleurs mal logés, mal habillés et pas suffisamment nourris peuvent développer l'effort nécessaire pour réaliser le plan qui met la nourriture à la seconde place et néglige complètement la possibilité des mauvaises récoltes pendant les cinq années qui vont suivre. La situation peut être changée seulement dans le cas où l'U.R.

S.S. arriverait à réaliser une augmentation scientifique des récoltes.

Suivant Les Nouvelles Russes (n° 45, 22 mars 1946, Nouvelle plan de ravitaillement) : Professeur Filateff propose l'emploi des stimulants biologiques (la décoction des feuilles d'aloès ou des pousses de pommes de terre dans l'obscurité) pour l'arrosage des grains du blé et de la betterave avant les semailles. Les essais ont démontré l'augmentation des récoltes de 30 %. Un botaniste J. Cicine a obtenu par le croisement du blé avec des plantes parasites : 1° un blé multiannuel stable contre les sécheresses et les gelées; 2° un blé qui donne la récolte cinq fois plus grand par comparaison avec le blé ordinaire.

A l'heure actuelle, la nourriture est insuffisante : la récolte de 1945 n'a pas dépassé 80 % de 1940, d'autre part on dit que la production du blé doit être augmentée de 30 à 40 %. Le plan quinquennal glisse sur la question des stimulants biologiques et des croisements; il espère couvrir le déficit surtout par la mécanisation et la motorisation de la campagne et par le renouvellement de la culture dans 8.500.000 hectares dévastés par les Allemands.

Pour le moment on peut compter qu'en Russie 2/3 de la population travaillent « la terre » (procédés biologiques) et 1/3 — à l'usine. Cette relation est très favorable au bien-être du pays. Quand l'Allemagne, en 1900, a renversé cette relation (1/3 paysans et 2/3 ouvriers), elle a été obligée de chercher des marchés pour écouler sa production et d'entrer en guerre; 1914 et 1939, où elle a sombré. Veut-elle, la Russie suivre cet exemple?

Suivant la troisième école d'économie politique (ponophysocratique = travail + terre) le nombre des ouvriers et des fonctionnaires est lié avec le nombre des cultivateurs. Leur rapport est déterminé par la rentabilité des procédés biologiques employés dans une époque donnée. Le plan quinquennal ne tient pas compte de cette circonstance.

D'autre part le plan quinquennal avec pleine raison condamne « la géantomanie » dans les constructions; il exige sa suppression et aussi la liquidation des exagérations dans les projets techniques. Très bonne idée, malheureusement, le marxisme repoussant les procédés biologiques au second plan empoisonne tout le système. L'U.R.S.S. n'aura pas des marchés extérieurs pour son industrie, puisqu'ils n'existent plus. A quoi bon consacrer le bien-être des masses travailleuses à l'industrialisation à outrance?

Maréchal Staline (« La Patrie Soviétique », n° 69, 15-11-1946) dans son discours du 9-11-1946 à Moscou, dit que le Parti Communiste veut, dans un avenir plus lointain, augmenter la production industrielle trois fois contre celle d'avant guerre, pour avoir par an 50.000.000 de tonnes de fonte, 60.000.000 de tonnes d'acier, 500.000.000 de tonnes de charbon, 60.000.000 de tonnes de mazout. Quant à la nourriture et les vêtements, on promet vaguement de supprimer prochainement le système des cartes, de développer la production des objets de consommation courante et d'augmenter le bien-être par abaissement des prix.

Et pour conclure, citons le passage suivant du plan quinquennal : « Les difficultés avec la main-d'œuvre dans l'ambiance d'après guerre ne sont pas occasionnelles et peuvent être surpassées seulement par le passage aux nouvelles méthodes. La main-d'œuvre ne sera plus donnée par l'ordre de mobilisation. Pour l'avoir les entreprises doivent pratiquer les contrats avec les travailleurs individuels ou avec les kolhozes. Il ne faut pas oublier que les ouvriers et les employés, comme aussi tous les travailleurs après la fin de la guerre patriotique demandent un meilleur service de leurs besoins matériels et culturels; et NOUS SOMMES OBLIGES d'exécuter ces réclamations.

Difficultés financières des Moniteurs

Marseille

Les Moniteurs d'éducation physique sont dans une situation financière pénible, c'est un fait. Des professeurs de disciplines intellectuelles le reconnaissent, l'Etat, lui, sera le dernier à le reconnaître.

Nos traitements sont nettement insuffisants par rapport au coût de la vie et ne nous permettent plus de vivre et de faire vivre décemment nos familles.

Tous, nous sommes ou nous serons dans l'obligation d'effectuer un autre travail abrutissant pour joindre les deux bouts. Exemple ce collègue qui, après ses heures de classes va faire le débarrasseur; cet autre, qui va de porte en porte, le soir, présenter des contrats d'assurances, d'autres encore et c'est la majorité qui donnent des leçons supplémentaires.

La vie à Marseille est chère et même plus chère qu'à Paris.

Les moniteurs Marseillais n'ont pas pour cela d'indemnités spéciales.

Il faut aux moniteurs énormément d'argent pour acheter des vêtements corrects pour se présenter devant leurs élèves dans leur lycée, il faut énormément d'argent aussi pour se nourrir et se loger, le blanchissage coûte cher, le loyer vient d'augmenter en même temps que les impôts, etc...

Le gouvernement n'ignore pas quel est le prix d'un costume à Marseille, d'ailleurs presque introuvable si ce n'est au marché noir...

Le Gouvernement n'ignore pas non

plus combien il est difficile de se ravitailler à Marseille sans passer par le marché parallèle.

Comment, nous éducateurs, qui avons l'honneur de former une jeunesse, hélas! déjà trop corrompue, pouvons-nous vivre honorablement avec nos traitements de misère, avec nos traitements immoraux, il faut bien le dire.

Comment, à l'heure présente, les Moniteurs peuvent-ils vivre décemment avec 4.000 à 6.000 francs par mois.

Nous aimons notre métier, car ce métier nous offre de douces satisfactions et déjà pourtant, malheureusement, certains collègues songent à quitter le monitorat parce que les traitements offerts par l'Etat sont nettement inférieurs à ceux des entreprises privées ou commerciales.

En ce monde, et nous pourrions ajouter en ce monde de fous ou de déséquilibre, il faut crier pour être écouté.

Par respect pour les élèves qui nous sont confiés et pour leurs familles nous considérons la grève dans les établissements d'enseignement comme un pis aller.

Devons-nous songer à une grève si notre situation financière ne s'améliore pas?

Espérons, souhaitons que l'Etat prenne en considération nos doléances et évite à des éducateurs d'user d'un tel procédé.

IL FAUT CHOISIR

ENTRE LA LIBERTE ET L'ESCLAVAGE, ENTRE L'ORDRE ET LE DESORDRE, ENTRE LA JUSTICE ET L'INIQUE, ENTRE LE BIEN-ETRE ET LA MISERE, ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX, ENTRE LA VIE ET LA MORT.

Il ne saurait y avoir de Liberté dans un régime de contrainte, quelle que soit la forme de ce régime.

A l'autorité de la violence exercée de tous temps par des gouvernements de politiciens sans vergogne, extorquant les mandats et le Pouvoir par des promesses fallacieuses et des combinaisons plus ou moins louches, il faut opposer la puissance d'un syndicalisme basé sur l'expérience et groupant dans son sein des hommes résolus à instaurer une société juste et fraternelle dans le respect absolu de la personnalité humaine.

L'ORDRE consiste à répartir les tâches suivant les compétences et les possibilités de chacun.

Le désordre régnera aussi longtemps que le Peuple, soit par paresse, soit par ignorance ou par veulerie, déléguera tout ou partie de sa souveraineté aux bavards de la politique, dissertant à longueur de journée sur n'importe quel sujet.

Aux Travailleurs du Bâtiment de la Région Parisienne

Quand le bâtiment va... tout va... dit-on dans le temps et c'était un signe de prospérité, de calme et de vie normale.

Le matin on pouvait casser la croûte et se taper un coup de rouge, à 11 heures on pouvait avaler un bouillon et un bœuf gros sel avec sa chopine; et, à la maison, la femme et les gosses en avaient aussi...

Le patronat ne ramenait pas sa fraise et les manches de pioche et la chaussette à clous mettaient tout en ordre quand c'était nécessaire.

On tenait le pavé et toutes les autres industries nous enviaient, nous respectaient et admiraient notre action directe qui portait toujours ses fruits.

Aujourd'hui... rien ne va plus, ni dans le bâtiment, ni autre part, ni même dans le monde entier... Pourquoi?

Parce que les matériaux sont raréfies, chers et bloqués... la nourriture, et le reste, insuffisants, et surtout à des prix inabordable pour la bourse des travailleurs en général...

Seuls les fraiquants peuvent se nourrir convenablement et surtout très copieusement... et il pousse des champignons sur les manches de pioche, et les chaussettes à clous n'existent plus...

Alors... allez-vous continuer à encaisser cette façon de vivre, imposée par les incapables qui nous gouvernent et qui s'engraissent à nos dépens...?

Allez-vous laisser le patronat, toujours plus avide de profits, nous traiter, en province surtout, comme du bétail, dans ses cantines et ses baraquements...?

Produire... Produire... et crever de faim!

NON CELA NE SERA PAS

et pour vous aider à remonter la pente et revenir en surface nous venons de forger l'outil qui nous redonnera le courage et la force pour mener une lutte farouche pour que cela cesse.

Le Syndicat unique du bâtiment de la Région Parisienne, notre vieux S. U. B. du temps des luttes sévères, est reconstitué et il vous attend...

Nous y reformerons nos Sections Techniques dans lesquelles seront discutées les revendications particulières à chaque corporation du bâtiment et des travaux publics, et tous ensemble, nous lutterons pour défendre le peu que nous avons, et obtenir les améliorations de première urgence qui s'imposent pour assurer aux autres une vie plus large.

Et si vous le voulez nous serons assez forts pour faire encore baisser la tête au patronat, reprendre une bonne place, la première, dans le syndicalisme révolutionnaire qui nous conduira à la grève générale expropriatrice qui libérera tous les travailleurs des chaînes qui nous entravent. C'est pourquoi nous vous convions à venir nombreux à l'Assemblée générale du S. U. B., qui aura lieu le dimanche 16 Juin, à 9 heures du matin, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, métro Colonel Fabien, où des décisions importantes seront prises.

Et vous nous direz si vous voulez encore entendre dire...

Quand le bâtiment va... tout va et la vie est meilleure.

N. B. — Permanence tous les soirs, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (X°). Métro Belleville.

Devant l'afflux considérable des lettres qui arrivent à notre siège, demandant des renseignements nombreux et divers, nous avons décidé d'établir un bulletin de demande d'adhésion lequel, rempli convenablement, nous permettra de simplifier et d'accélérer notre travail.

BULLETIN DE DEMANDE D'ADHESION

Je, soussigné, déclare demander mon adhésion à la C. N. T. et vous prie de m'adresser les renseignements nécessaires.

Nom et prénoms

Adresse

Profession

Entreprise

Adresse de l'entreprise

Signature du demandeur :

La vie de la C. N. T.

NOUS SOMMES DEBORNÉS !

De tous les coins de France et des Colonies nous parvient un courrier abondant!

On nous demande des renseignements multiples.

Une équipe spéciale est formée pour répondre à toutes les lettres.

Patiencez, camarades, vous aurez bientôt, tous satisfaction.

Voici quelques extraits des lettres pris au hasard parmi les multiples que nous recevons tous les jours.

De Perpignan : « Nous décidons de quitter la C. G. T. pour ses tactiques politiques et stalinienne. Nous voulons former une organisation de la C. N. T. »

D'un camarade licencié en droit à Montreuil : « J'étais en 39 étudiant syndicaliste à la C. G. T. S. R. et, depuis la libération, je n'ai pu me résoudre à adhérer à la C. G. T. nationale, c'est donc avec plaisir que je me joindrai à votre mouvement syndical. »

D'un professeur et ancien secrétaire d'une région, de la Fédération Générale de l'Enseignement : « En septembre 44, j'avais repris ma carte de la C. G. T. mais je n'ai pas renouvelé ma cotisation cette année. Ils sont tous pourris là-dedans et il n'y a plus rien à faire avec eux. »

D'une camarade coiffeuse Saint-Jean-de-Luz : « Je connaisais les raisons de votre mouvement auquel j'adhère. Je partage vos aspirations et vais m'efforcer de faire des adhérents. »

D'Alger : « Je suis pleinement d'accord avec vous sur la nécessité qu'il y a de regrouper les forces syndicales ouvrières françaises, la C. G. T. étant devenue plus un organisme politique que syndical. »

De Blida : « Je voudrais quitter la C. G. T., son action syndicaliste ayant été transformée en action politique. »

De Tours : « Aussi il nous serait agréable qu'un camarade vienne nous faire à Tours une conférence programme sur les buts et les moyens actuels de la C. N. T. »

De Poitiers : « Si la C. N. T. correspond à l'idée que j'ai de ce que doit être le syndicalisme, croyez que vous pouvez compter sur mon aide totale pour secourir vos buts. »

De Saint-Denis : « A mon retour de captivité, en mai 45, j'ai repris ma carte à la C. G. T. Quelques mois plus tard, complètement déçu de voir le travail de ma section syndicale, je me suis retiré. Je désirerais donc avoir la carte de la C. N. T. »

De deux camarades des services de santé, Paris : « La C. G. T., vendue à un parti, ne saurait plus représenter pour nous qu'une fraction opportuniste dont les mécontents se séparent tôt ou tard et avec juste raison. Envoyez-nous pour diffusion journaux, tracts ayant trait à la C. N. T. »

De Rochefort-sur-Mer : « Fatigué de trouver au sein de la C. G. T. cette tendance de politique démagogique du communisme qui a pris ces deux dernières années une forme virulente, j'ai décidé de rompre avec cet organisme. Si vous êtes disposés à revenir à nos anciennes conceptions d'autrefois, beaucoup de camarades et moi-même sommes prêts à répondre à votre appel, car dans cette pauvre C. G. T. devenue une succursale de la firme Thorez and Russie, il n'y a plus pour nous de place possible. »

D'un camarade P. T. T., Basses-Pyrénées, qui, après avoir été le passage d'un journal concernant la constitution de la C. N. T., indique : « Cette nouvelle me peine et me réjouit... enfin on va pouvoir respirer. »

D'Oudjda, Maroc : « C'est avec une vive satisfaction que je viens d'apprendre la nouvelle par les journaux de la création officielle de la C. N. T. française. »

Nous arrêtons là ces extraits, car il y en a encore cela une quantité, et la place nous manque pour les énumérer tous.

TRESORERIE CONFEDERALE

Les Unions Régionales, les syndicats, les camarades isolés sont avisés que les cartes et timbres de la C. N. T. sont à leur disposition.

Ils peuvent passer leurs commandes à la trésorerie confédérale.

NOS PERMANENCES

2° Union Régionale — Paris
Permanence ouverte tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 à 19 h., le dimanche de 9 à 12 h., au siège, 22, rue Sainte-Marthe. Métro Belleville.

5° U. R. — Montpellier
Beaucaire
Permanence du S. U. B. tous les dimanches, de 10 à 12 h., au siège, Bar du Casino.

13° U. R. — Lille
Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, Lille.

19° U. R. — Marseille
Pour tous renseignements, adhésions, cotisations, s'adresser à la permanence tenue tous les soirs, de 18 à 20 h., 12, rue du Pavillon, 2° étage.

22° U. R. — Alger
Pour adhésions, cotisations, renseignements, informations syndicales, librairies, journaux, s'adresser à la permanence, tous les samedis, de 17 à 20 h., 52, rue Rovigo.



L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Aimé CAPELLE
9, Avenue Secrétan. — PARIS (XIX^e)
C. C. P. 4522-38, PARIS.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr.

Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION

22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)

METRO : BELLEVILLE

Jusqu'à quand cela durera-t-il ?

Les élections ont eu lieu le 2 Juin et, depuis cette date, nous sommes sans gouvernement. Il y a bien le Cabinet Gouin qui « expédie les affaires courantes », mais tout le monde sait ce que cette expression signifie. Depuis ce 2 juin, que de manœuvres se sont faites jour, que de marches et de contre-marches, pour en arriver à une série d'avortons, tous plus minables les uns que les autres ? Pour la première fois, on aura vu le spectacle de partis refusant de prendre le pouvoir ou d'y participer. Et on viendra, après toute cette partie de cache-cache, nous parler de l'intérêt supérieur du pays, de sacrifices faits par tous les partis pour le tirer de l'ornière et le sauver. Farceurs, va !

Peut-être, quand paraîtront ces lignes serons-nous tout de même pourvus de ce gouvernement ; mais nous ne pouvons, ici, attendre indéfiniment sa constitution, que rien n'annonce de manière certaine. Nous ne pouvons donc dire exactement ce qui se produira et nous devons — encore que nous n'aimions guère cela — nous contenter de faire des hypothèses vraisemblables.

La première de celles-ci aura trait à la constitution d'un Cabinet formé par Georges Bidault et le M. R. P. Comment et sur quel programme ? Voilà ce qu'il est plus difficile de dire. Il y a, en effet, plusieurs solutions possibles : la première paraît être la reconduction pure et simple du tripartisme, après un dosage différent des portefeuilles et la redistribution des ministères-clés. Si on s'en réfère aux délibérations du parti socialiste, ce dernier se contenterait de postes de second ordre, voire même de strapontins, selon l'expression de l'un d'eux ; quant aux communistes, leur position est plus énigmatique enco-

re : participeront-ils, en conservant les postes qu'ils occupent ou, au contraire, laisseront-ils le soin à d'autres de constituer une majorité parlementaire, ou bien encore jetteront-ils brutalement l'exclusive contre le M. R. P. ? Dans ce dernier cas, deux positions sont encore possibles : la constitution d'une majorité de gauche ou soi-disant telle, sans la participation de la fraction parlementaire la plus nombreuse, le M. R. P. ou bien le retour pur et simple à l'opposition et le jeu subtil qui consisterait à utiliser la C. G. T. et ses revendications contre un gouvernement qui se déclarerait incapable de les satisfaire. Cette dernière solution n'est pas sans attrait, ni bénéfices postérieurs possibles, mais elle comporte aussi des risques certains sur lesquels il n'est pas utile d'insister.

Enfin, il peut s'avérer immédiatement que cette Chambre est ingouvernable et qu'un cabinet Bidault ne soit qu'une transition entre deux périodes électorales très rapprochées. Peut-être est-ce même le plus probable ?

En tout cas, si on admet, comme il est de règle, qu'un gouvernement doit se constituer sur un programme, on n'aperçoit pas quel peut être ce dernier. Que ce soit sur les problèmes les plus urgents, comme celui du rajustement des salaires, aucun accord ne semble possible entre les partis ; que ce soit sur la Constitution, il ne semble pas non plus qu'on pourra parvenir à une entente quelconque, en raison des positions très tranchées adoptées par les uns et les autres. Alors quelles peuvent bien être, dans ces conditions, les bases du programme même minimum indispensable qui serait susceptible de réunir les

(Suite page 2)

Le Congrès de la S. A. C.

Du 5 au 12 juin, la S. A. C. a tenu son 12^e Congrès à Stockholm. 328 Organisations locales, représentées par 101 camarades, participaient à ce Congrès, auquel assistaient également les délégations de l'ensemble des régions d'organisations industrielles, la Commission Administrative et les fonctionnaires syndicaux responsables de l'organisation. En outre, plusieurs hôtes assistaient également aux délibérations du Congrès et, parmi eux, deux représentants de l'A. I. T., des délégués de nos organisations en Norvège et au Danemark, de l'Union des Femmes syndicalistes, des Jeunes syndicalistes. Le camarade Juan Borras assistait également aux séances, comme représentant du groupe Anarcho-sindicaliste espagnol, au nom duquel il salua chaleureusement le Congrès.

Dès l'ouverture du Congrès, les délégués votèrent unanimement une déclaration adressée aux militants de notre mouvement espagnol dont ci-dessous le texte :

« En raison de l'attitude de non-résistance adoptée par le mouvement socialiste à l'occasion de la dernière guerre mondiale en 1914 ; de l'effondrement du socialisme en Russie sous la pression fatale de sa dictature ; de la trahison communiste par le socialisme Italien au moment de l'occupation des usines en 1920, qui préleva au succès du fascisme ; de la capitulation passive du socialisme Allemand devant la réaction hitlérienne dont les conséquences terribles se firent sentir dans presque tous les pays du monde, le Congrès de la S. A. C. considère que le soulèvement de la classe ouvrière espagnole contre le fascisme international, sous l'inspiration de la C. N. T., Centrale Anarcho-Syndicaliste adhérente à l'A. I. T. fut l'ascension d'une étoile d'espoir au milieu de la nuit de la réaction internationale et une promesse pleine d'enthousiasme pour le triomphe du véritable socialisme libertaire.

Mais cette fois encore, la cause du socialisme fut trahie par le mouvement ouvrier international adhérent à la Fédération Syndicale internationale et à l'Internationale socialiste, qui acceptait le blocus contre l'Espagne révolutionnaire.

Toutefois, nous savons que l'anarcho-sindicalisme espagnol vit et qu'il est prêt à de nouvelles luttes pour surmonter toutes les difficultés. Aussi, le 12^e Congrès de la S. A. C. tient-il à saluer la C. N. T. espagnole comme l'expression de ce dévoûment à la liberté et au socialisme qui ne mourra jamais au sein du peuple espagnol. L'anarcho-sindicalisme espagnol est l'espoir de cette liberté et de ce socialisme.

Une quarantaine de lettres et de télégrammes venus des pays étrangers saouèrent le Congrès et notre camarade John Andersson, en sa qualité de Secrétaire Général de l'A. I. T., apporta le salut de l'A. I. T. C'était la preuve que tous les pays du monde, dont les Centrales adhérent à l'A. I. T. suivirent de près le Congrès de la S. A. C., avec l'espoir qu'en sortiraient des décisions de nature à fortifier le mouvement international. L'ordre du jour comprenait 49 points, pour la plupart de caractère organique, mais dont quelques uns, cependant, touchaient des questions tactiques ou de principes du mouvement.

Un des problèmes les plus importants était celui de l'organisation de la presse. Pendant la guerre, « Arbetaren », grand quotidien, édité à la fois à Stockholm et Norrlandsfolket, était dans une situation critique, en raison de 25 saisies et procès qui avaient lourdement affecté sa vie économique. Un certain nombre d'organisations proposaient donc la suppression du quotidien de Stockholm, pour pallier à ses difficultés.

Pourtant, cette suppression fut repoussée à une très grande majorité par les organisations qui proposèrent toute une série de moyens pour surmonter les difficultés existantes.

En outre, il se produisit une très large discussion sur les principes du mouvement pendant ces dernières années. Le Congrès décida de formuler une nouvelle déclaration de principes formulant plus clairement la position de la S. A. C. vis-à-vis de l'Etat et exprimant plus nettement les fins et méthodes de notre mouvement. A cet effet, il désigna une Commission qui s'occupera de mettre au point, après le Congrès, des propositions

concrètes qui seront soumises aux adhérents de l'organisation par referendum.

En particulier, les principes basiques du syndicalisme devront être clairement exprimés, notamment l'administration de la production par les organisations de producteurs, la décentralisation du pouvoir de l'Etat et la dissolution de celui-ci comme fin, la coopération fédéraliste, l'internationalisme politique et économique et la solidarité internationale, l'action directe en dehors du Parlement, l'antimilitarisme, etc. En outre, la déclaration devra exprimer notre position concrète vis-à-vis de la commune comme institution sociale actuellement et dans la société future ainsi que l'action que peuvent exercer les militants syndicalistes dans l'examen des problèmes communs en dehors de l'organisation. La déclaration devra également exposer la position antimilitariste du mouvement, en tenant compte de l'évolution des moyens techniques de guerre.

Examinant un autre point de l'ordre du jour, les délégués discutèrent les principes de la constitution des communes ouvrières et syndicalistes et de l'affiliation à l'organisation des travailleurs non directement salariés : petits paysans, pêcheurs, artisans de toutes sortes, qui sont, eux aussi, des prolétaires... parce qu'ils n'exploitent personne.

Enfin, il fut discuté d'une autre question : celle de l'opposition à mener au sein de la Centrale Nationale réformatrice et de la constitution de groupes syndicalistes en dehors de la S. A. C., pour influencer l'action de cette Centrale. Cependant, le Congrès déclara que la S. A. C. sans s'élever contre la constitution de tels groupes, leur laissait le soin de développer leur organisation comme ils l'entendraient, tout en déclarant être sans illusion en ce qui concerne l'évolution possible de cette Centrale réformatrice, qui ne saura, en vérité, évoluer dans le même sens que la S. A. C.

Le Congrès se termina en adressant ses salutations fraternelles aux camarades Anarcho-sindicalistes et à leurs organisations dans le monde entier.



Debout les Paysans !

Une grande œuvre de reconstruction nous attend !

Avant tout, il nous faudra libérer les ouvriers agricoles de la condition prolétarienne. Comment ? en redistribuant la terre selon la stricte justice humaine, tout simplement. Est-il admissible que des hommes puissent passer toute leur existence dans un esclavage (le mot n'est pas trop fort) à peine atténué, sur une terre qui ne leur appartient pas, et pour le bénéfice des autres ? Chacun sait (quelle honte !) ou devrait savoir qu'à l'origine de toutes les propriétés, il y a l'exploitation d'une catastrophe publique, du maquignonnage, quand ce ne fut pas brigandage, à la haute époque.

Vouloir reconstruire l'Economie agricole sans y associer les ouvriers agricoles serait plus qu'un crime : une faute. Et cependant, ce crime, tous les soi-disant réformateurs agraires le commettent en omettant de libérer les ouvriers des champs.

En libérant les ouvriers, il faut aussi libérer la petite paysannerie, par deux méthodes de réappropriation du sol à base et à forme syndicale, en remembrant toute le territoire métropolitain et de l'Union française :

1°) en petites fermes familiales à l'échelle régionale, selon un standard de superficie étudié dans chaque région ; dans cette catégorie rentreront tous les pays de bocage, de polyculture et d'élevage.

2°) en fermes syndicalisées (coopératives d'exploitation) les régions dites de grande culture à moins que les postulants ne préfèrent l'exploitation familiale, ce qu'ils devront décider en commun dans leurs réunions syndicales.

Dans ces deux propositions s'exprime tout le principe de la Révolution agraire. La Révolution, c'est la recherche et l'application de l'Ordre, et l'Ordre, c'est le Plan.

Mais notre ordre, à nous, n'est pas l'ordre selon la bourgeoisie et le capitalisme. Notre ordre, c'est l'ordre humain selon le maximum de justice sociale ; aucune autre considération ne peut nous retenir. La terre au paysan, c'est la revendication de base ; on nous a déjà reproché de reprendre ce soi-disant slogan ; nous n'avons pas à reprendre ce qui fut toujours notre revendication première — nécessairement — en application de notre formule : « toute l'Economie aux Syndicats, toute l'Administration sociale aux Communes ».

Seront avec nous tous ceux qui cultivent la terre sans la posséder, tous les petits paysans propriétaires ou non, toute la masse vraiment terrienne du pays, tous les cultivateurs indigènes d'outre-mer, tous les petits colons, c'est-à-dire l'immense majorité de la paysannerie.

On a dit que la paysannerie s'était groupée dans une grande organisation agricole, la C. G. A. ; c'est faux. « On » a groupé la paysannerie par en haut, et ce « on » porte un nom : une équipe de « techniciens » qui sont surtout et avant tout, des politiciens à faux nez syndicaliste.

C'est à vous tous, ouvriers agricoles et paysans, de construire de la base au faite, votre organisation agraire : cela, je l'ai toujours prêché à mes gars ; combien de fois leur ai-je dit : « faites vos affaires vous-mêmes, ou vous serez volés ! Seul le syndicalisme révolutionnaire peut le faire parce qu'il écarte de vos organisations la politique, les questions religieuses et tout ce qui peut diviser à l'intérieur des syndicats, en dehors du métier ».

C'est de la petite ferme, c'est du syndicat local des ouvriers agricoles que doit partir l'organisation syndicale de demain. Donc, en attendant, conventions collectives entre ouvriers et patrons ; cela c'est inévitable, et nous n'y pouvons rien. Mais préparez-vous tous ensemble à prendre en mains l'exploitation de toutes les terres, l'élaboration du Plan agraire et son exécution.

C'est en bas, à l'échelon communal, que se fera le travail de base, à l'entrée des champs, si l'on peut dire. Aux échelons supérieurs, à la Région, à la Confédération se fera la coordination, mieux, la synchronisation de toutes les données du Plan. Cela, c'est le Syndicalisme.

Or, à la C. G. A., toutes les directives viennent d'en haut, et l'Etat s'approprie à « coiffer » les organisations par des fonctionnaires, sous couleur de « conseiller » les organisations ; c'est la fin du Syndicalisme agricole — et du Syndicalisme tout court.

Mais ne nous laissons pas faire. Voici donc ce que nous vous proposons :

Vous n'ignorez pas que la C. G. A. a constitué des syndicats communaux par toute la France ; ces syndicats sont trop faibles pour être efficaces (cela est voulu, pour vous affaiblir et vous avoir en

main, de Paris, et des centres départementaux).

Vous êtes affiliés sans doute à un syndicat C. G. A. ; nous savons que la plupart d'entre vous n'en êtes pas satisfaits, pour les raisons énumérées au début de cette chronique, et qu'il vous est impossible d'y travailler utilement, parce que la tête, à Paris, brisera vos tentatives à l'intérieur des syndicats selon les méthodes que les politiciens utilisent dans la C. G. T., en vous affiliant à des syndicats verticaux : producteurs de lait, producteurs de viande, de chanvre, etc., comme si on ne faisait pas de tout dans une ferme digne de ce nom (ces gros syndicats sont entre les mains des seigneurs de la terre).

Il vous faut donc dès maintenant travailler à constituer des syndicats intercommunaux : 3, 4, 5, plusieurs communes, dans un rayon de 6, 7 kilomètres se grouperont autour d'un petit centre naturel, là où se tient le marché souvent. Pour vous donner un exemple concret, nous avons établi une carte départementale de la Sarthe, comprenant 72 centres ruraux ou communes rurales ; de la commune la plus éloignée du village choisi comme centre il ne doit pas y avoir une distance de plus de 7 à 8 km. c'est-à-dire à portée de charroi, de carriole ou de vélo.

Chaque syndicat ainsi formé créera le plus rapidement possible une coopérative chargée des opérations commerciales : vente des céréales, pommes de terre, lait, boissons, fruits, textiles, etc., et de l'achat en commun des machines, semences, etc. Le but de la coopérative du syndicat est de grouper sur le plan local, à portée de votre contrôle, le plus rapidement possible tous les cultivateurs ou éleveurs du territoire intercommunal. Vous aurez ainsi créé un Centre coopératif rural, une Commune libre sur le plan Economique, le reste suivra après, mais plus tôt que vous ne le pensez.

En même temps, il faudra vous préoccuper de grouper les artisans : maréchaux, charbons, bourreliers, en un atelier syndical coopératif, fixé au Centre ; toutefois les maréchaux pourraient avoir des ateliers sur place, à portée des fermes, mais dépendant de l'Atelier du Centre. Cet Atelier syndical sera une coopérative autonome d'artisans, liée avec vous, par la nécessité de la production et des besoins. Ultérieurement, nous vous dirons comment fonctionnera cet Atelier, pour la fabrication, les réparations, les tracteurs, les machines à battre, la main-d'œuvre, etc.

Il faudra arriver dans un court délai à grouper dans le Centre rural toute l'activité de la nouvelle Commune, vente et achat. Rien ne vous empêchera de créer en même temps une coopérative de consommation que vous approvisionnerez en partie des produits de vos fermes, et qui vous fournira à meilleur compte tout ce dont vous avez besoin.

Les ouvriers agricoles devront se grouper dans leurs syndicats à eux. (C. N. A.) (1) pour leur défense. Paysans cultivateurs, montrez-vous compréhensifs. N'oubliez pas que bientôt les ouvriers seront à leur tour des exploitants, sur le même plan que vous. Euvrez en liaison avec les travailleurs de l'industrie, organisés dans la C. N. T.

A mesure que les centres ruraux se créeront, ils devront se fédérer avec les autres centres, par département d'abord, par région ensuite, quand l'acte révolutionnaire sera accompli. C'est à ce moment que le Plan fédéral sera coordonné. Et dès aujourd'hui, produisez au maximum pour nourrir convenablement les ouvriers des villes qui s'approprient à équiper nos campagnes. Dès aujourd'hui mettez-vous en bons rapports avec les syndicats ouvriers de la C. N. T. Vous y serez reçus à bras ouverts. Laissez complètement de côté les politiciens et empêchez-les de prendre la tête de vos organisations.

Ne vous laissez pas décourager par les difficultés du début. Ayez confiance en vous, ayez confiance en nous. Voilà ce que nous voulons, vous dire pour aujourd'hui. Dorénavant, tous les quinze jours, l'Action Syndicaliste, organe de la C. N. T. vous apportera des propositions. A votre tour, envoyez-nous les vôtres, envoyez-nous des critiques, des propositions constructives, des propositions locales : en un mot : faisons du Syndicalisme. Peu importe si ce n'est pas écrit selon les règles académiques, l'essentiel est que nous nous comprenions les uns les autres, et qu'un échange fécond s'établisse entre ouvriers, paysans, de Paris à la ferme la plus éloignée, à l'ouvrier dans la maisonnette, et de Région à Région.

Et c'est un authentique paysan sarthois qui vous dit : bon courage les gars, et... à l'Action syndicaliste !

(1) Confédération nationale de l'Agriculture.

Scénario trop bien réglé !

Dans la nuit du 18 au 19 courant, vers une heure du matin, le siège du parti communiste était « saccagé », sans que fonctionnât l'appareil d'auto-défense, par un groupe de manifestants. Ceux-ci s'emparèrent de livres et de brochures et en firent un auto-da-fé au carrefour Châteaudun.

Les 7 heures, le lendemain matin, les propagandistes communistes, « MYSTERIEUSEMENT ALERTE » sans doute, haranguaient les ouvriers métallurgistes et les travailleurs du bâtiment, troupes de choc désignées pour les besoins difficiles.

Enfin, l'Union des syndicats de la région parisienne, « MYSTERIEUSEMENT FRIEVENUE », prenait, par l'organe de son Bureau, la décision de faire nommer les travailleurs de son ressort, le jeudi, de 17 à 19 heures, et les appelait à manifester contre les fascistes et les agents des trusts, de la gare Saint-Lazare au carrefour Châteaudun.

Toujours à l'affût des nouvelles et des situations à exploiter — et au surplus sachant parfaitement de quoi il retournait — le parti communiste décidait de s'associer à la manifestation qu'il avait provoquée et entraîné à sa suite la docile C. G. T., qui ne sait rien lui refuser, afin de donner à la manifestation projetée toute l'ampleur que nécessite cette riposte « AUX REPRESENTANTS DES TRUSTS ».

Et, bien entendu, le Parti socialiste, qui n'en manque pas une, bien qu'il sache parfaitement de quoi il s'agit, affirmait sa solidarité entière au parti communiste et, comme « VENUS A SA PROIE ATTACHEE », décidait de participer à la manifestation communiste.

Combien de manifestants ? 500.000 dit « L'HUMANITE », 300.000 dit son ersatz « FRANC-TIREUR », 200.000 et même 100.000 disent d'autres, moins directement intéressés. La chose a assez peu d'importance, dans un quartier aussi grouillant que Saint-Lazare.

Ce qui a, à nos yeux, plus d'intérêt, c'est que, dans beaucoup de boîtes, 6 travailleurs sur 10 refusèrent de s'associer à cette manifestation, en raison de son caractère uniquement politique. Les 25 % mis en avant, la matinée même par Hénaff, avec menaces d'action immédiate, n'étaient là que pour corser l'affaire et influencer au maximum la formation du ministère Bidault.

Pourtant, comme il faut que tout se termine, même les bouffonneries et les pantalonades les plus cyniques et les plus grotesques, la crise de gouvernement arriva à son terme dans la nuit du 23 au 24 et se termina, comme prévu, par la formation d'un cabinet Georges Bidault, avec la participation des communistes et des socialistes, à peu près dans les mêmes proportions que le cabinet Gouin. Le tripartisme était reconstruit. Un seul changement notable : celui de la direction. Le Troquer payait de son poste son discours de Moulins et Philip, auquel on ne pardonnait pas son opposition à Blum, quittait l'Economie nationale et les Finances.

C'est à ce moment que nous vîmes se produire ce tour de passe-passe : alors que, depuis le 1er juin, le parti communiste et la C. G. T. réclamaient une augmentation des salaires de 25 % et maintenaient cette revendication jusqu'à la soirée du 23, le parti communiste, sans consulter de nouveau la C. G. T. — sans doute acquiesce d'avance à cette trahison — acceptait de limiter l'augmentation à 15 %, dans les formes les plus discutables.

Quel admirable synchronisme ! Quelle magnifique entente entre les deux camps ! Vit-on jamais deux mouvements aussi « unis » se mettre aussi facilement d'accord... sur le dos des bons bougres et de leurs électeurs !

Malheureusement, pour les travailleurs, toute cette comédie, si bien jouée qu'elle paraisse, a déjà eu des conséquences et aura encore des répercussions très fâcheuses : L'AUGMENTATION DE 15 %, DONT ON A PARLE PENDANT TROIS SEMAINES, EN DECLARANT QUE LA C. G. T. EXIGEAIT 25 %, EST DEJA DEVOREE PAR LA HAUSSE DES PRIX, QUI ATTEINT 30 A 35 %, ET CECI N'EMPECHERA PAS UNE NOUVELLE HAUSSE DE SE PRODUIRE QUAND LES 15 % SERONT ENFIN APPLIQUES.

Voilà à quoi a abouti le chantage politique de la C. G. T. et du parti communiste pratiqué pendant trois semaines alors que, de l'avis de tous les partis, la situation demandait une solution urgente et un gouvernement au plus tôt.

N'a-t-on pas atteint le résultat contraire : PROUVE QU'ON POURRAIT PARFAITEMENT S'EN PASSER. En tout cas, c'est la deuxième fois qu'on en administre la preuve en moins de six mois.

Les communistes ont obtenu tout ce qu'ils voulaient : conservation de leurs précieux portefeuilles ministériels, palme des martyrs, etc... Ça ne leur a coûté qu'une petite trahison de plus. Et au point où ils en sont, c'est vraiment pour rien.

Ils sont d'ailleurs prêts à recommencer toutes les fois que les intérêts du parti « l'exigeront » et à prospérer par l'usage des mêmes moyens.

Ah ! que c'est donc beau la collaboration vue sous un tel angle ! Aussi, on ne s'étonnera pas qu'à la C. N. T. on soit d'un tout autre avis, qu'on soit décidé à remettre l'ouvrage sur le métier, dans son cadre normal, loin des maquignonnages politiques et des combinaisons frelatées.

Nous aurons d'ailleurs, malheureusement, à revenir bien d'autres fois sur ce sujet au cours des divers épisodes de ce film, qui se déroulera pendant trois longs mois.

Enregistrons, pour le moment, que le parti communiste n'a pas voulu entrer dans l'opposition parlementaire, qu'il a tiré le maximum de la formation du ministère Bidault ; en « utilisant » les travailleurs à ses desseins, en se servant d'eux comme de pions. Attendons la suite : elle ne manquera pas d'intérêt. Mais attention, les gars, c'est encore vous qui ferez l'enjeu des futures combinaisons.

Jusqu'à quand cela durera-t-il ?

(Suite de la 1^{re} page).

divers partis qui pourraient, d'une façon ou d'une autre, constituer un gouvernement viable ?

Là, nous sommes au bout des hypothèses et nous devons conclure : nous le ferons en déclarant qu'à notre avis, aucun gouvernement durable n'est possible. Si, comme l'ont affirmé plusieurs confrères, l'échec de Georges Bidault doit avoir obligatoirement pour conséquence d'entraîner la consultation de l'électorat, dans un temps relativement court, certains problèmes viendront au jour et un nouveau courant affrontera les anciens. Il y aura peut-être des éliminations avant que s'opère une cristallisation nouvelle et d'autres questions se poseront alors. Il est encore trop tôt pour pouvoir indiquer comment celle-ci s'opèrera et quelles seront celles-là.

Mais ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est que les choses ne peuvent durer ainsi longtemps encore ; que cette situation est catastrophique et impossible, aussi bien pour l'économie que pour la monnaie, et que les problèmes qui, hier encore, ne demandaient que des solutions techniques, pourraient bien ne comporter demain que des solutions de force.

Est-ce que le pays, en général, acceptera qu'une telle situation perdure et est-ce que les travailleurs, en particulier, qui font toujours les frais de ces aventures ne finiront pas par perdre patience ? On avouera qu'il y a de quoi.

Peut-être certain parti ne serait-il pas fâché que les choses en vissent là. Il peut espérer que ce serait, pour lui, bénéfiques et certaines apparences sont de nature à justifier un tel optimisme ; mais il se

peut aussi que les apparences soient trompeuses et que ce qui semble s'annoncer comme un succès facile sur des adversaires désarmés se transforme, en définitive, en un désastre irrémédiable pour le parti dont il s'agit. On comprend donc que la « valse hésitation » ait beaucoup de succès en ce moment. Enfin, il peut encore arriver que ce parti laissant passer l'accasion, sans la saisir, ne la retrouve plus et on imagine assez bien les raisons de sa perplexité.

On voit combien le nombre des inconnues du problème est considérable et on se rend parfaitement compte que l'algèbre parlementaire et partisane est totalement impuissante à résoudre les questions qui se posent.

Aussi, décidons-nous de laisser là, pour aujourd'hui, notre examen et attendons-nous, pour le reprendre, d'avoir des lumières plus nettes, s'il se peut, afin d'essayer d'y apporter, ne fût-ce que temporairement et partiellement une solution qui ait quelques chances de n'être point bousculée aussitôt par les faits.

Et, en attendant, nous pensons que nos camarades feront bien de redoubler d'activité dans leur besogne de propagande, de recrutement et d'organisation, en vue de faire face aux événements capitaux qui pourraient surgir à la faveur de cette crise de régime et qui peuvent requérir, d'un moment à l'autre, l'attention et l'action de la C. N. T. et, peut-être même, celles du prolétariat occidental tout entier, dont la situation n'est pas plus enviable que la nôtre.

C. N. T.

En marche

Le mouvement d'émancipation intégrale des travailleurs porte en lui toutes les caractéristiques de l'éternelle jeunesse. Vivre c'est lutter, stagner c'est mourir lentement et c'est pour avoir méconnu ce enseignement de la vie que la C. G. T. agonisait avant que les politiciens de Moscou lui portent le coup funeste d'avril 1946. Survivra-t-elle à ce coap d'assommoir ou bien sortira-t-elle de sa longue léthargie ?

Dans une étude fouillée et documentée, un rédacteur du quotidien régional de Lille : « La Voix du Nord » (n° du 28 mai) commente les résultats de notre Conférence Nationale des 4 et 5 mai :

« Par ailleurs, la création d'une « nouvelle centrale syndicale : la « Confédération Nationale du Travail, pour symbolique qu'elle « soit, répond parfaitement aux nécessités de l'heure. Elle ne groupe pour le moment que les anarcho-syndicalistes, mais elle devrait, si la situation se prolongeait, devenir le centre de ralliement des Confédérés qui reformeraient la C. G. T. selon la « Charte d'Amiens.

« Quels que soient les efforts « d'une fraction de syndicalistes « et les décisions des prochains « gouvernants, il pourrait se produire que les uns et les autres « fussent dépassés par les événements, car la nervosité grandissante des masses, le climat trouble que les conflits sociaux de « l'étranger contribuent à entretenir, les manifestations timides, « inordonnées qui se produisent « dans ce pays même, nous donnent à penser qu'il faudrait peu « de chose pour déclencher une « action populaire violente... »

Il nous plaît de souligner la clairvoyance de personnalités qui ne sont, ni de nos milieux, ni de notre monde. Toutefois nous tenons à dire qu'inductuellement le syndicalisme reprend sa marche en avant. Des mouvements de grève ont déjà éclaté, le mouvement revendicatif ira s'amplifiant. Les travailleurs en lutte ne se laisseront pas arrêter par les discours sporadiques des caméléons de la politique ni par les mesures répressives d'un gouvernement « absorbé par les soucis de la politique abstraite (V. du N.)... »

Les gouvernements — quels qu'ils soient — sont toujours absorbés par les abstractions politiques. Swift disait déjà, il y a 250 ans : « L'Homme qui est capable de faire pousser deux épis de blé là, où auparavant il n'y en avait qu'un seul, est plus utile à l'Humanité que toute la bande de politiciens ». Ce que d'aucuns croient être passager, est pour nous

permanent, continu. C'est pourquoi toute notre action se fait, non pas seulement en dehors d'eux, mais aussi contre eux.

Reconnaissons aussi qu'un Clemenceau, plus roublard, plus intelligent que ses congénères, concède une réforme mais ce n'est jamais que sous la pression ouvrière, par l'action directe des travailleurs, par le dynamisme d'une minorité agissante qui entraîne les masses vers plus de bien-être et pour plus de Liberté.

Les puissants de la terre, les dominateurs du monde doivent parfois se moquer de la longanimité des exploités qui acceptent de subir leur joug après les six années infernales de la dernière tuerie. Quand les bombes éclataient et que la mort planait partout, nous étions tous égaux devant la camarade triomphante : riches, pauvres, hommes, femmes, enfants, vieillards. La folie humaine n'épargnait ni coupables, ni innocents, nous étions tous dans le bain. Evidemment, il y avait des exceptions pour quelques uns de l'élite, mais en règle générale, personne n'était totalement rassuré à complètement à l'abri. Et maintenant, avec la perspective réjouissante d'une disparition de l'espèce humaine par des bombes atomiques, les inégalités sociales disparaissent en fait. Alors pourquoi des exploités et des exploités ? Pourquoi des maîtres et des esclaves ? Pourquoi des gouvernants et des gouvernés, des spoliateurs et des spoliés ? Pourquoi, vous, fils dégénérés des sancoettes, acceptez-vous des spéculateurs et des nouveaux aristos ?

Foutrel ! disait le père Duchesne. Il ne s'agit pas d'envoyer à la machine à Guillotin des princesses et des servantes. « Davantage de servantes que de princesses », commentait Pierre Kropotkine.

Ce qu'il faut, c'est collectiviser la propriété, établir la Commune libre et, pour commencer, réaliser les revendications urgentes. Vivre dignement en travaillant, pour conquérir l'aisance matérielle, la sécurité dans le travail, le bonheur et la joie de vivre. Ce sont là des vœux premiers, elles resteront valables... Tant qu'un seul pourra, sur la sphère, passer sa vie à ne rien faire. Tant qu'un travailleur aura faim. (POTTIER)

En pie los obreros del mundo ! Debout les damnés de la terre ! En marche ! Hoche MEURANT.

Le Gérant : Eugène JUHEL.

Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

Le Syndicalisme constructif

Il n'est pas besoin d'être très versé dans la politique de ce pays pour comprendre les raisons **STRICTEMENT POLITIQUES** qui ont dicté les décisions de la C. G. T. en réclamant une augmentation de 25 % des salaires. Cette mesure était prévisible. Elle n'a surpris personne et le fait qu'elle a été prise à la veille des élections a dû désiller bien des yeux sur l'erreur d'une centrale syndicale subordonnée aux intérêts politiques et, partant, basiquement électoraux. Mais cette tardive revendication n'exécuse pas, il s'en faut, la criminelle... erreur qui a conduit la majorité du bureau Confédéral et le « camarade » Croizat à soutenir la politique du blocage des salaires, qui s'est finalement et inévitablement traduite par un écrasement des salaires par suite de l'**IMPUISSANCE NORMALE** du gouvernement à stabiliser les prix. Or, les ministères du Travail, de la Production industrielle et de l'Economie nationale étaient entre les mains de secrétaires de la C. G. T. ou de Fédérations syndicales et les leviers de commandes dans les organismes du Ravitaillement entre les mains des militants syndicaux ! Tout semblait sourire ainsi à la première expérience de la participation au pouvoir de la C. G. T., et cependant rarement échec ne fut plus complet et plus désastreux pour la classe ouvrière.

Cette situation de fait démontre l'impuissance de la politique à résoudre les problèmes économiques et sociaux et mérite qu'on s'attarde quelque peu sur les enseignements qui en découlent. En premier lieu l'impuissance de la formule étatique est surabondamment prouvée : malgré toute sa puissance de documentation, sa force de persuasion et ses possibilités de coercition et d'oppression, l'Etat n'a pu parvenir à cette élémentaire mesure qui ne paraissait pas si redoutable : le blocage des prix. Toute sa volonté, son énergie s'est dépensée, en plein accord avec la C. G. T., à faire œuvre de janne en brisant les multiples grèves qui se faisaient jour malgré la coalition monstrueuse de l'Etat et de la C. G. T. Cette centrale ouvrière est donc amenée à « reconsidérer » sa politique.

Elle revient, par la force des choses et malgré elle, à l'idée que la fixation des salaires n'est pas un ressort du ministre, serait-il secrétaire général, mais bien du domaine exclusif des seuls véritables intéressés : le patronat et le salarié. De cette simple constatation on doit tirer une conséquence : l'**INUTILITE COMPLETE DE L'ETAT**. Il en résulte que la solution du problème est une **QUESTION DE FORCE**. Car tout est là, en vérité, et faute de l'avoir oublié, puis méconnu, la C. G. T. va disparaître graduellement et même rapidement de l'arène sociale. Le syndicalisme est actuellement, dans le cadre capitaliste, bi-partiste et non tri-partiste comme le soutient M. Botheureau dans les « Nouvelles Economiques » du 31 mai. D'un côté existe la coalition Etat-patron puisque très fréquemment l'Etat est patron lui-même, et de l'autre côté la masse des salariés. Il faut cependant aller plus loin encore : le bi-partisme actuel n'est qu'une forme imposée, donc accidentelle et anormale et doit disparaître. Le syndicalisme constructif sera unique car son BUT est d'être le cadre du régime nouveau, qui s'éduite sous nos yeux, en ce moment même et son rôle **PRIMORDIAL**, sa nécessité historique, est d'assurer — et lui seul, sans l'aide d'un quelconque Etat que notre stade de civilisation repousse et dément — la Production et la Répartition.

Servir l'intérêt général — contrairement aux pontifes rétrogrades de la C. G. T. — c'est éliminer les intérêts tant étatiques que patronaux, sinon les mots n'ont plus de sens. C'est enfin parvenir à la création d'un bloc sans failles où se trouvent agglomérés les divers intérêts artificiellement opposés par une formule périmée, archaïque et désuète : le Capitalisme. Le syndicalisme constructif doit donc exiger, imposer un minimum vital pour la masse des travailleurs dans ce régime. Mais il failirait à sa tâche et inévitablement recommencerait les mêmes erreurs que la C. G. T., s'il n'avait constamment présent à l'esprit que l'Histoire le destine surtout à renverser par la force Etat et Patronat pour se substituer à eux dans l'organisation des hommes entre eux.

Dans l'Internationale

BOLIVIE

(A. I. T.). — Un groupe de militants libertaires espagnols qui se trouvent en Bolivie, nous écrivent. L'organisation ouvrière la plus grande de ce pays est le Parti de Gauche Révolutionnaire. C'est une organisation qui se trouve sous l'influence des communistes et est dirigée par ceux-ci. C'est un mouvement ouvrier créé pour conquérir des positions politiques. Il n'a pas de fondements moraux ni réalise aucun travail éducatif parmi les masses ouvrières. On l'utilise seulement comme plateforme politique.

En dehors de ce parti, il y a aussi d'autres organisations ouvrières, mais celles-ci ne sont plus de valeur sociale pour la classe ouvrière. Personne ne s'occupe des travailleurs pour leur donner une éducation. On mène des grèves et provoque d'autres conflits pour créer des difficultés au gouvernement et pour se procurer des positions d'influence dans la politique nationale. Les travailleurs du pays qui n'ont aucune orientation sociale croient naturellement que leurs dirigeants luttent pour de meilleures conditions de vie pour les classes productives. Au sein du mouvement ouvrier du pays, il y a aussi un petit groupe qui sympathise avec les principes de l'A. I. T.

LES ESPAGNOLS INTERNES EN ANGLETERRE

(A. I. T.). — **Reconstruction**, organe des émigrés libertaires espagnols en Angleterre, communique de nouveaux faits sur les anti-fascistes espagnols internés dans ce pays. Les hommes internés à Hall Othe Hill seront en partie transportés en France où ils seront mis en liberté. Un certain nombre des internés se trouve déjà en France.

Mais le fait est qu'une partie de ces Espagnols désire de rester en Angleterre, parmi eux 23 militants syndicalistes. Ce sont ces hommes qui sont retenus au camp d'internement. L'attitude que les autorités prennent vis-à-vis de ces antifascistes espagnols n'est pas encore connue. Nos militants espagnols résidant en Angleterre s'efforcent d'obtenir des permis de résidence en Angleterre pour ces camarades qui devraient y vivre sous les mêmes conditions que les autres réfugiés politiques en Angleterre.

Au mois de mars, 35 des internés réalisèrent une grève de faim qui dura 4 jours. Alors les autorités leur promettaient de chercher une solution rapide au problème des internés. Les militants espagnols en liberté faisaient de grands efforts auprès des autorités pour hâter la solution du problème des camarades dans les camps. Mais jusqu'à maintenant la seule condition pour la mise en liberté a été le voyage en France. Ceux qui ne veulent pas se rendre en France, restent en Angleterre comme « prisonniers de guerre ».

Les militants libertaires espagnols en Angleterre font tout ce qu'ils peuvent pour procurer des permis de résidence à ceux qui désirent d'y rester. Il faut souligner que les Espagnols internés dont il s'agit sont tous des antifascistes connus et éprouvés, faits prisonniers comme travailleurs forcés allemands, et qui ne peuvent pas être considérés comme membres de l'armée allemande.

ETATS-UNIS

(A. I. T.). — Les Industriels Workers of the World — IWW — tinrent leur Congrès national à Chicago au mois de mars. C'était le premier congrès de l'organisation depuis 1939. Le nouveau congrès ratifia la déclaration de principes des IWW et adopta plusieurs résolutions qui se dirigent contre le fascisme, le communisme et les provocateurs de guerre.

D'après The Call-New-York, il s'est tenu à Cincinnati, Ohio, il y a quelque temps un grand congrès national des Confederated Unions of America où 273 délégués représentaient 46 Unions qui ne sont pas affiliées ni au CIO, ni à la AFOL. Ces deux « grands » contrôlent en Amérique du Nord à peu près 13 millions de travailleurs, tandis que 40 millions environ se trouvent en dehors de ces deux grandes organisations syndicales, de tendance réformiste. Une partie de ces ouvriers sont organisés dans des Unions et Fédérations autonomes, soit de caractère professionnel, soit par territoire. Les organisations représentées à Cincinnati se déclaraient en faveur d'une coopération plus intime, et une partie des délégués parlaient même pour la constitution d'une nouvelle centrale nationale américaine.

Dans une résolution votée par la Conférence, on recommande au moins la fusion de toutes les organisations appartenant aux mé-

mes industries. Aussi les IWW participaient à cette Conférence, en plus des organisations et fédérations d'un grand nombre d'industries américaines. Comme président des Confederated Unions fut réélu Mathew Smith.

Nous attendons des rapports plus détaillés avant de prendre position vis-à-vis de cet événement.

PEROU

(A. I. T.). — En dépit de la résistance que les communistes opposent à notre mouvement, des militants anarcho-syndicalistes du Pérou ont repris leur activité sous les nouvelles conditions politiques au pays. Les communistes collaborent avec toutes les tendances autoritaires du Pérou, qui aujourd'hui, se trouvent sous l'influence principale des Apristes, un parti de gauche national. Les militants anarcho-syndicalistes ont commencé de publier « El Campesino », (Le Paysan), qui défend les intérêts des petits paysans et ouvriers de la campagne, et y a aussi différents groupes libertaires de propagande. Un de ces groupes publie le journal « La Protesta ».

GUATEMALA

(A. I. T.). — Après la chute du dictateur Ubico, les anarcho-syndicalistes de ce pays ont recommencé leur propagande légale et travaillent pour les idées de notre mouvement.

Nouveau front de lutte antifasciste à Cuba

(A. I. T.). — Le journal libertaire cubain « Solidaridad (La Habana) reproduit la déclaration de principes d'un organisme récemment formé sous le nom d'une Alianza de Fuerzas Democráticas Hispano-Cubanas, qui a le but de mener la lutte commune contre la dictature en Espagne. L'Alianza lutte pour la restauration de la République espagnole, sur la base d'une stricte impartialité. Seul des tendances vraiment démocratiques peuvent entrer dans l'Alianza, qui exclut les fascistes de toutes les couleurs. L'Alianza ne s'occupe pas des activités spécifiques des différentes tendances qui la composent, mais seulement de leur lutte commune contre le régime de Franco. Elle luttera avec tous les moyens à sa disposition pour la libération du peuple espagnol. L'aide et la protection aux victimes du régime fasciste espagnol entre aussi dans les propos de l'Alianza. Elle aspire en outre à l'établissement de relations intimes entre les peuples cubain et espagnol, et elle s'adresse à toutes les forces démocratiques et tous les peuples américains.

Parmi les signataires du manifeste de l'Alianza se trouvent d'abord les deux grandes organisations syndicales espagnoles UGT et CNT. Pour la dernière, signent Joaquín Aubi et Benito Pabon. Il suit le Parti socialiste espagnol, le Mouvement Libertaire espagnol, les Jeunesses socialistes et libertaires et une organisation de culture populaire espagnole. Comme organisations cubaines, se rallient au manifeste, la Fédération paysanne la Jeune Cuba, différentes sections du Parti révolutionnaire cubain et l'Asociación Libertaria de Cuba, c'est-à-dire les éditeurs du journal Solidaridad.

Ensemble, avec le numéro de Solidaridad qui contient le manifeste dont nous venons de résumer la tendance, arrive au Secrétariat de l'AIT une feuille volante signée par des organisations cubaines et espagnoles, parmi lesquelles se trouvent aussi la CNT, le MLE et l'Asociación Libertaria, et adressée aux ouvriers des ports qui sont invités à réaliser une vaste action de boycottage contre tous les navires espagnols.

LA SITUATION AU CHILI

(A. I. T.). — Le journal La Voz del Grafico, une publication de typographes anarcho-syndicalistes à Santiago du Chili, publie dans un de ses derniers numéros, un article sur la situation politique et sociale de ce pays-là, dont nous résumons le contenu pour donner une idée de la situation avec laquelle le mouvement syndicaliste libertaire au Chili se voit confronté.

En 1938, le Parti socialiste reçut une adhésion populaire énorme quand il proclamait un programme plus révolutionnaire et plus moderne pour la solution du problème agraire du Chili. Mais arrivé au pouvoir, le parti « oubliait » tout son programme agraire, et le peuple était de nouveau désillusionné. Les socialistes commençaient la chasse des postes bureaucratiques de la même façon, comme tous les autres partis du passé, les dirigeants faisaient de bonnes carrières et comme récompense pour leurs trahisons, ils étaient alors reconnus comme « grands hommes d'Etat » par les

représentants de l'oligarchie économique du pays...

Quant au parti communiste, écrit le journal chilien, nous savons tous qu'il n'a rien à faire avec le communisme, mais qu'il représente seulement l'école autoritaire et antihumaniste de Lénine, l'idée du parti unique et de la dictature du prolétariat...

Quand les socialistes et les communistes ensemble arrivèrent au pouvoir, ils trahissaient tous les mouvements sociaux des ouvriers, comme par exemple la grève des journaliers en 1940, la grève organisée par la FOIC (typographes anarcho-syndicalistes) pour la conquête de la semaine de 36 heures en 1944, la grève des ouvriers en cuir en 1945 et toute une série d'autres conflits sociaux dans plusieurs industries...

Juan A. Rios, le président actuel du pays, arriva au pouvoir avec l'aide du front populaire, mais comme bon représentant de l'oligarchie il a gouverné dans la plupart des cas avec les partis de droite... Le vice-président, encore plus réactionnaire que le premier, prenait des mesures brutales contre les ouvriers au nord du pays, et à cause de cette situation il se produisit le massacre de Plaza Bulnes.

Cette brutalité réactionnaire provoqua la grève générale du 30 janvier. Le gouvernement était épouvanté et cherchait une solution. Puisque les moyens appliqués au commencement — l'intervention militaire et l'état de siège — étaient pires que la maladie elle-même, on devait chercher une solution plus tactique.

Le peuple est complètement désillusionné. Seuls les Syndicalistes révolutionnaires sont susceptibles de lui redonner la foi. Ils s'y emploient sérieusement.

Misère et mort des vieux retraités

Les instituteurs se plaignent. Ils n'ont certes pas tort. La presse les approuve. Mais voici quelques chiffres que l'on cache au public, chiffres incontestables, et qui étonneront. L'instituteur titulaire débutant, qui touchait avant guerre 11.500 francs par an, touche actuellement : traitement 57.000, indemnité de fonction 9.000. Total : 66.000. Coefficient d'augmentation : 5,80. L'instituteur première classe, qui touchait avant guerre 19.000 francs par an, touche actuellement : traitement 87.000, indemnité de fonction 4.000, soit au total 91.000 francs. Coefficient d'augmentation : 4,80. Les instituteurs actuellement en activité bénéficient donc d'un coefficient moyen d'augmentation égal à 5,3. Et ce chiffre, le seul vraiment exact, est très sensiblement supérieur à ceux donnés jusqu'ici par le gouvernement, par la presse.

Ajoutons que la présente rectification ne tient compte ni des indemnités de résidence, ni des allocations familiales, toutes sensiblement accrues; ni des indemnités de résidence étendues aux petites communes; ni des relevements accordés pour indemnités de direction, pour heures supplémentaires, pour surveillances après classe... En fait, et tout compte, le coefficient moyen d'augmentation dont bénéficient les instituteurs actifs approche donc de 5, ce qui ne veut pas dire, loin de là, que les actifs touchent trop.

Combien, dès lors, et par comparaison, apparaît dérisoire, meurtrier en quelque sorte, le misérable coefficient 3,2 attribué aux vieux retraités. Si les actifs n'ont vraiment plus assez pour vivre, bien que bénéficiaires d'un coefficient d'augmentation, compris entre 5 et 6, la conclusion s'impose que les vieux retraités, réduits à se contenter du coefficient 3,2, sont condamnés à mort. Le parti pris contre eux est d'ailleurs évident, et féroce à l'extrême, puisque les gouvernants, pour frapper ces victimes, violent obstinément, cyniquement, la loi.

Il convient, au surplus, de rappeler que, sous Pétain et Abel Bonnard, les membres du personnel enseignant d'Etat ont bénéficié d'une faveur toute particulière; puisque les autres catégories de fonctionnaires se trouvaient écartées de la mesure qui accordait au personnel précité des relevements jugés alors substantiels. Pareillement se trouvaient écartés de ladite mesure tous les vieux retraités de l'Enseignement. La loi (pérenation) était déjà violée par les gens de Vichy. Elle l'est aujourd'hui par les hommes au pouvoir qui, résistants d'hier, n'ont remplacé Vichy que pour continuer, souvent pour aggraver, les méfaits, les abus d'un régime abhorré.

(A suivre).

L'expérience de Bikini

C'est dimanche qu'aura lieu la fameuse expérience de Bikini, dont on nous casse la tête depuis des mois. Et voilà qu'au moment où nous arrivons à la date indiquée, pleuvent de toute part des nouvelles qui mettent en doute le caractère sérieux de cette entreprise sans égale.

La presse annonce même que le professeur Oppenheimer, savant atomique N° 1 des U. S. A., vient de démissionner avec éclat, en qualifiant l'expérience de Bikini de « bateau monté » par la Marine.

Nous ne savons pas si l'affirmation du professeur Oppenheimer est vraie ou fausse, mais on doit tout de même considérer qu'un homme de cette envergure doit savoir pas mal de choses sur ce qui va se passer. A notre avis, sa démission est motivée, moins par le truquage, si truquage il y a, que par la responsabilité que les militaires veulent faire endosser à la science.

Faire déclarer par celle-ci qu'elle a constaté que la bombe atomique n'a pas une aussi grande action destructrice qu'on l'a affirmé jusqu'ici et, partant, qu'un système de défense peut être constitué contre elle, est, en somme, assez tentant pour les militaires et on conçoit même que certains politiques essaient, eux aussi, d'accréditer cette idée, pour endormir les craintes éprouvées par les peuples. Mais d'autres ne s'y trompent pas et ce ne sont pas les articles d'André Labarthe publiés dans « France-Soir », ni les déclarations d'Albert Einstein qui sont de nature à tranquilliser ceux qui savent quelque chose et soupçonnent bien davantage encore.

Ce qui importe : c'est beaucoup moins ce qu'on montrera à Bikini, que ce qu'on dérobera aux regards après l'expérience. Certes, on sera plus ou moins fixé sur l'action qui se sera exercée sur les gens et les animaux qu'on aura placés, dans certaines conditions de sécurité, en face de l'explosion atomique et qui sont susceptibles de lui donner tout son sens.

Il y a donc tout lieu de penser que cette expérience, sur le sort de laquelle on voudrait tranquilliser les gens, aura pour effet de les alarmer davantage. Maintenant, le doute est jeté sur la sincérité des choses; on ne saurait y pallier et engendrer une fausse confiance.

En propres termes, la démission du professeur Oppenheimer signifie ceci : le danger réel — et qu'on nous masque — est beaucoup plus grand qu'on est décidé à nous le

montrer et fait courir au monde un véritable péril mortel.

C'est bien ce que tout le monde a compris depuis longtemps, parce qu'il sait qu'il ne peut y avoir de parade à un tel danger et que le déclenchement d'une guerre atomique réduirait le monde en poussière.

Peut-être, en opérant ainsi, l'Amérique veut-elle endormir la méfiance de certains de ses adversaires et essayer de les détourner de la recherche du secret atomique? Si elle croit cela, elle commet une lourde erreur : quoi qu'elle fasse, la méfiance, justifiée d'ailleurs, est désormais trop grande pour pouvoir être changée en confiance et rien ne pourra faire abandonner la recherche à ceux qui se croient, non sans raison, menacés par le secret atomique.

Moralement, le mal est fait. Il est irréprochable. Matériellement, tous ceux qui croient avoir intérêt à connaître le secret veulent le percer à jour, pour être en état de l'utiliser, le cas échéant, et essayer ainsi d'assurer leur salut... du moins, ils le croient.

Il ne semble venir à l'idée de personne, que l'utilisation des armes atomiques sera presque simultanée et que la destruction générale s'en suivra. C'est à croire que les dieux aveuglent ceux qu'ils veulent perdre.

Le salut, en ce qui concerne ce fameux secret, ne réside que dans son abandon total, en ce qui concerne son effet de destruction, et sa vulgarisation rapide dans le domaine industriel, où il peut rendre d'énormes services et révolutionner toutes les techniques connues dans ce domaine, par son application au bien.

Alors on pourra parler des bienfaits de la science. Mais jusque là, on n'aperçoit que les méfaits qu'elle peut engendrer. Espérons que l'expérience de Bikini, sur laquelle beaucoup de gens sont anxieux, quant aux résultats, même si elle est truquée, en ce qui concerne certaines choses, ne démontrera pas, par des faits qui resteraient sans réplique, la folie des apprentis sorciers qui la tenteront dimanche.

Espérons aussi qu'elle sera la première et la dernière et que le cauchemar dans lequel le monde vit depuis des semaines se dissipera à jamais, que l'ère atomique sera celle de la véritable civilisation et non celle de la disparition du genre humain.

Dans ce cas, nous l'aurons échappé belle... et de justesse.

NOTRE DOCTRINE (suite)

Le Syndicalisme doit faire face à des tâches aussi complexes que variées, sur le plan économique et dans le domaine social.

Dans le présent, il doit adapter sa structure au stade d'évolution où est parvenu son antagoniste naturel, le capitalisme, pour obtenir la meilleure efficacité d'action.

Nous ne sommes plus à l'époque lointaine de l'économie marchande, où les producteurs vendaient directement leurs produits sur le marché, où la production était calfeutrée dans des corporations à cloisons étanches. Cette économie avait indiscutablement des aspects touchants de paternité, de solidarité et d'entraide. Son caractère était plus distributif que mercantile. Sa base était la Commune, dont la gestion revenait à des maîtres ou à des bourgeois affranchis de la loi salique.

Mais cela est du passé tombé en désuétude. Nous vivons une ère de concentration industrielle, de technique évoluée apportant au machinisme des changements nouveaux et toujours plus parfaits. Cette perfection, loir de soulager la peine des hommes les asservit davantage, et la machine, brisant le cadre corporatif étouffant, exerce des opérations qui s'étendent et embrassent en une seule fois les activités réservées hier à différents groupes de travailleurs spécialisés.

Depuis un demi-siècle ont apparu des entreprises industrielles, commerciales ou bancaires colossales, formidables, réunissant toutes les variétés professionnelles, animées, dirigées par un personnel de haute qualification ; ingénieurs, chimistes, techniciens et agents d'encadrement, objectivement des salariés et qui sont la propriété d'un ou de quelques capitalistes.

Mais les ouvriers, quelles que soient leurs fonctions, ont, dans ces lieux d'exploitation, des intérêts semblables et concordants. Ils ont affaire à un même personnage ou à une même direction et les revendications générales n'ont de chance d'aboutir que si l'ensemble des travailleurs participent à l'action nécessaire.

Les syndicats doivent naturellement poursuivre « la coordination des efforts ouvriers » en établissant la charte revendicative commune et particulière à chaque entreprise et à toute l'industrie de leur ressort. Les objectifs à atteindre doivent être tangibles, concrets et visibles pour la masse et représenter la somme de ses volontés et de ses aspirations. L'action ne doit pas négliger, au contraire, les questions d'apparence secondaire, parce que ces dernières constituent bien souvent aux yeux des ouvriers le criterium d'efficacité des syndicats et aussi parce que « tout pas fait en avant vaut mieux que plusieurs discours ».

Cependant il serait dangereux pour l'avenir du syndicalisme, sous peine de retomber dans les erreurs du passé, en le faisant apparaître comme modérateur aux excès de l'exploitation capitaliste, de dissimuler la finalité de son mouvement. Les mobiles d'action des travailleurs résident le plus souvent en la recherche d'améliorations immédiates, c'est certain. Mais la lutte terminée, si en conclusion des avantages ont été acquis, par le jeu du profit qui est le fondement de l'économie capitaliste, ils sont remis en cause, amenant, dans l'esprit des ouvriers, une révision de leur concept élémentaire sur les fonctions et les buts de l'action. Ils sentent qu'ils œuvrent pour des palliatifs inopérants, que le remède

définitif à leur misère et à leurs souffrances ne peut surgir que d'une transformation sociale supprimant l'appropriation individuelle des moyens de production et d'échange, en abolissant un système économique qui tient compte davantage, et même exclusivement des intérêts des possédants que de ceux des hommes.

Dans cette masse, malgré la diversité des idéaux fictifs contradictoires qu'elle incarne, chaque partie compositante est, sur le terrain économique, un élément qui tend à se désintéresser d'un système vicieux ; par conséquent tout exploité est un révolutionnaire en puissance.

Le syndicalisme doit profiter de toutes les expériences que réalise la classe ouvrière pour en tirer les enseignements, élever le niveau de combativité et son degré de compréhension de cette dernière par l'analyse des faits et des événements, lui démontrer que si la lutte pour le pain quotidien est indispensable, ses conditions d'existence ne pourront se modifier radicalement et évoluer sans cesse vers le mieux-être qu'en brisant la construction sociale actuelle, en substituant, comme Saint-Just l'aurait voulu, l'administration des choses au gouvernement des personnes.

Qui veut la fin, veut les moyens. Sur le terrain qui lui est spécifique, en même temps qu'il fournit les assises du régime capitaliste, lui en donne la vitalité et la vulnérabilité, le syndicalisme prépare l'émancipation intégrale des travailleurs en préconisant comme arme essentielle la grève générale et expropriatrice. L'arrêt simultané et généralisé de toute l'activité laborieuse s'accompagnant de la prise de possession des entreprises par les travailleurs, combiné avec l'insurrection organisée, consciemment dirigée pour en assurer le succès, est la stratégie finale qu'il entend employer pour résoudre les contradictions de classe dont la disparition est exigée par les lois de l'évolution, pour que les hommes retrouvent les liens de solidarité qui les unissaient avant que les notions de force, de domination, d'autorité et d'exploitation, qui ont la faveur des barons et des seigneurs de la féodalité moderne, viennent les détruire.

C'est à partir de ce moment que commence sa mission historique réelle, celle de donner des bases rationnelles de production et de répartition à la société nouvelle. Mieux que quiconque il est à même de la remplir ; ses institutions sont déjà en place, en grande partie, avec des ramifications embryonnaires dans les ateliers, dans les chantiers, dans les bureaux et aux champs. Elles se sont développées, se perfectionnant au fur et à mesure que le syndicalisme prenait conscience de sa force et des responsabilités qui l'assailleraient demain. Ses organisations verticales (fédérations d'industrie) et horizontales (unions régionales de syndicats) ont la compétence et les connaissances nécessaires pour administrer l'héritage que lèguera le capitalisme éliminé : les grandes comme les petites entreprises. Ses rouages ont pénétré toute la vie économique ; rien n'échappe à son attention et à ses investigations.

Il est partout, il se manifeste partout, parce qu'il y a partout des exploités et que ceux-ci ont conçu et construit des formes d'organisations adéquates à leurs modes d'activité au sein de l'entreprise. Les caractéristiques de cette dernière leurs sont connues, tout

Dans les Régions

2° UR

Le développement de la 2° UR s'opère assez rapidement. Les syndicats suivant fonctionnent d'une façon normale : *Bâtiment, Métaux, Bois-Ameublement, Cuirs et Peaux, Employés, P. T. T., Industries et Métiers d'Art, Services publics et de Santé, Fonctionnaires et assimilés, Transports.*

Sont en voie de constitution : *Produits Chimiques, Spectacles, Verre, Alimentation.*

ARGENTEUIL

L'union locale est mise debout. Une permanence fonctionne tous les samedis de 16 à 19 h., salle de la Pensée Humaine, Argenteuil. Cotisations et adhésions sont reçues.

Sont en voie de formation, les Unions locales suivantes : *Gous-sainville, Melun, Combs-la-Ville, Corbeil.* Les camarades habitant ces localités sont invités à se mettre en contact avec l'UR, au Siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris. (10°). (Métro : Belleville).

ASNIERES

Réunion tous les jeudis à 20 h., salle du café Luboz, 154, avenue d'Argenteuil.

13° U. R. LILLE

Somme, Pas-de-Calais, Nord, Aisne (Arr. de St-Quentin et de Vervins).

Provisoirement, adresser toute la correspondance en ce qui concerne : adhésions, constitution de syndicats, conseil juridique, contentieux, à Octave Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Marcq-en-Barœul (Nord) ; « Action syndicaliste », échos de grèves, d'usines, coupures de journaux, etc., à C. N. T., 1, rue d'Arcole, Croix (Nord) ; S. I. A. et Solidarité, mêmes adresses.

Cambio. — Nous prions les journaux espagnols, italiens, polonais, portugais, etc. (A. I. T.) de nous faire le service. Merci d'avance.

SYNDIQUE, SOIS UN SYNDICALISTE.

A peine née, la C. N. T. voit affluer de nombreux adhérents, qui ne veulent plus appartenir à une Centrale Syndicale aux ordres d'un gouvernement, c'est-à-dire étatisée, car les bonzes syndicaux sont devenus d'honorables fonctionnaires. La C. N. T. se base sur les principes fondamentaux de la Charte d'Amiens, sur la lutte de classes qui, seule, peut amener la suppression du Patronat et du Salarial, l'ouvrier conscient de sa force sait très bien que le Travail et le Capital sont deux ennemis irréconciliables et que sans la masse des travailleurs les usines ne peuvent tourner, donc le travail doit commander, gérer les richesses qu'il produit. Tu es d'accord camarade pour que disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme, et c'est pour cela que tu as adhéré à la C. N. T., tu dois le faire savoir aux autres exploités, il faut bien te pénétrer de notre esprit syndical, tu possèdes assez de dignité humaine pour être, non pas accablé, mais exalté, non pas déçu mais fortifié, par la lutte à mener vers les rudes batailles contre la misère, le despotisme et l'ignorance.

Syndiqué pour être vraiment syndicaliste, tu auras à cœur de ne pas être un simple profiteur du sacrifice des autres, tu t'engageras aussi dans la lutte, de toutes tes forces, contre l'acharnement sordide des exploités, pour le bien-être pour tous et la liberté pour tous.

L'idéal syndicaliste de la C. N. T. s'accomplira seulement par la transformation totale de la Société et l'instauration d'une Société basée sur le communisme libre.

LA 13° REGION.

comme son fonctionnement, son rôle dans l'économie nationale et sa situation sur le marché. Ils sont par cela habilités à se substituer aux administrations capitalistes inutiles et parasitaires.

(A suivre).

Devant l'afflux considérable des lettres qui arrivent à notre siège, demandant des renseignements nombreux et divers, nous avons décidé d'établir un bulletin de demande d'adhésion lequel, rempli convenablement, nous permettra de simplifier et d'accélérer notre travail.

BULLETIN DE DEMANDE D'ADHESION

Je, soussigné, déclare demander mon adhésion à la C. N. T. et vous prie de m'adresser les renseignements nécessaires.

Nom et prénoms
Adresse
Profession
Entreprise
Adresse de l'entreprise

Signature du demandeur :

17° REGION LYON

Permanence tous les samedis de 15 à 19 h., les dimanches de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue Saint-Jean, au fond de la cour, 1° Etage. Assemblée générale, vendredi 19 juillet, à 20 h., même adresse.

ORDRE DU JOUR :

- 1°) Formation des Syndicats,
 - 2°) Les salaires et l'échelle mobile,
 - 3°) Le Ravitaillement,
 - 4°) Questions diverses.
- La réunion commencera à 20 h. précises pour permettre aux Camarades de la banlieue de prendre le dernier train.

Le Secrétaire de l'U. R.

REDACTION

Nous rappelons aux collaborateurs de l'« AS », aux UR et aux Syndicats, que la copie doit parvenir au Siège, les 10 et 20 de chaque mois, au plus tard. Nous espérons que chacun prendra bonne note de cette indication, pour faciliter la tâche de la Rédaction.

PRODUIRE, TOUJOURS PRODUIRE.

La production poussée à l'extrême par les tenants de la C. G. T. et du parti communiste commence à porter ses fruits. Ces méthodes qui ont eu cours aux temps jadis, combattues par les organisations syndicales, redeviendraient-elles nouvelles en application. Dans un atelier de la métallurgie de Villeurbanne, un jeune ouvrier travaillant à la prime à une machine, a cassé cette machine. A la paie du 30 mai, il lui fut fait une retenue de 200 francs, non pas sur son salaire horaire, mais sur sa prime, le patron lui ayant fait remarquer que cette retenue était un exemple, une punition pour lui, pour qu'il ne recommence pas.

Les retenues, les amendes que les patrons pratiquaient autrefois ont été supprimées par l'action des organisations syndicales qui, à ce moment, avaient défendu leurs adhérents ; mais, aujourd'hui, que la C. G. T. est aux ordres du Gouvernement, va-t-on laisser ces méthodes s'implanter de nouveau ? Est-ce que le délégué qui était au courant de l'affaire a protesté ? A-t-il porté la question à son organisation ? Que fait, ou va faire le syndicat ? Nous pensons que de pareilles choses sont nuisibles pour la classe ouvrière. Nous nous devons de protester pour ne pas laisser se généraliser ces cas.

DEPARTEMENT D'ALGER

Constitution

de la 22° Union Régionale

Notre C. N. T. étant pratiquement organisée, sur la base du Fédéralisme, les Régions prévues pour l'Afrique du Nord doivent se constituer au plus vite, afin de suivre les traces des Régions du territoire métropolitain dans lesquelles les travailleurs, dégoûtés des compromissions, des collaborations et des attentes éternelles, viennent se regrouper en masse.

Travailleurs du département d'Alger, venez nous rejoindre au plus vite, pour travailler avec nous à notre émancipation commune.

En attendant l'adresse de notre Siège régional, venez le samedi soir à la permanence de l'Union Locale, 52, rue Roviga, salle du Bar de la Grande Victoire, ou écrivez à l'adresse suivante : C. N. T., 5, rue Francisque-Sarcey, Alger.

P. T. T.

Permanence : 22, rue Ste-Marthe, Paris (10°) (Métro : Belleville).

La Fédération des P. T. T. est en formation. Les camarades adhérents seront convoqués sous peu, pour la constitution définitive du Bureau Fédéral et du Bureau de la 2° Région.

Il faut que chacun de nous fasse une propagande active pour démontrer à nos camarades la faillite de la C. G. T. en général et de la Fédération Postale en particulier.

Devant l'incapacité des politiciens de la C. G. T. d'obtenir une amélioration, les syndicalistes en peu de tout de la Région Parisienne ont trouvé une solution qui ne lèse pas les intérêts des Camarades au Gouvernement.

Service de Librairie

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10°)

Pour les commandes et envois de fonds, s'adresser à Doussot (René), 9, av. de la Porte-Clignancourt, Paris (18°) C. C. P. 5046-35 Paris

Les Joyeusetés de l'Exil (de Malato)	80	86
Comment nous ferons la Révolution (Pataud et Pouget)	90	96
L'Evolution, la Révolution et l'Idée anarchique (E. Reclus)	80	86
La Révolution Russe (Nestor Makno)	70	76
Le Curé de Bourgogne (Louis Thénaïs)	60	66
Bandits tragiques (Victor Méric)	25	31
La Liberté de la Conception (Dr Marchal)	90	96
Le Calendrier Médical, indispensable avec le livre	30	32
L'Ethique du Syndicalisme (P. Besnard)	25	31
L'Entraide (P. Kropotkine)	100	109
Force et Matière (Louis Bucher)	100	109
Le manifeste communiste (J. Molitor)	60	66
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric)	30	36
Fernand Pelloutier (M. Pelloutier)	30	36
Histoire du socialisme en France (Paul Louis)	150	159
Correspondance (Elisée Reclus) :		
Tome 1	150	159
Tome 2	150	159
Tome 3	150	159
Le Sauveur (Thénais)	20	26
Dieu et l'Etat (Bakounine)	25	28
L'Anarchie (Kropotkine)	25	28
Joselyne et son million, de P.-V. Berthier	35	38

BROCHURES

Propos d'un Educateur (Sébastien Faure)	10	12
Pour la justice économique (Barbedette)	5	7
Deux martyrs : Sacco et Vanzetti (Sébastien Faure)	5	7
Les libertaires et le problème social	15	17
Sur le chemin du retour (Claude Berthet)	15	17
La Politique et les Politiciens (E. Rothen)	10	12
Le Problème des Salaires (P. Besnard)	6	7
Le Syndicalisme et l'Etat (E. Rotot)	10	12
Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937)	2	3
Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire (P. Lapeyre)	1	2
A. B. C. du Syndicalisme (Yvetot)	10	12
Les Responsabilités (P. Besnard)	5	7
Syndicalisme révolutionnaire (Griffueles)	5	7
12 preuves de l'ineffectivité de Dieu (S. Faure)	10	12

Pour tout envoi recommandé joindre 5 francs en supplément. En raison des frais élevés d'expédition, le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.

Les camarades sont avisés que les ouvrages suivants sont épuisés et sans possibilité de réapprovisionnement : *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale*, de P. Besnard.

Le Monde nouveau, de P. Besnard. *Les Anarchistes*, de Sébastien Faure. *Mourir pour la Patrie*, de Ch. Boussu-not. *La Fin de la guerre*, d'Ernestan. *Les Buis et l'Organisation du Syndicalisme révolutionnaire*.

Ainsi que *Centralisme et Fédéralisme*.
Donc que les camarades en prennent note afin de ne pas passer de commandes que nous ne pourrions satisfaire.

Souscrivez

pour la C. N. T.

Sommes reçues du 4 au 19 juin 1946

Oliver (Alger), liste n° 14, 2.705 fr. — Hoche Meurant (Croix-Roubaix), liste n° 74, 200. — Groupe Libertaires de Courbevoie, 200. — Hermann (Paris), liste n° 17, 410. — Bissières (Argelès-sur-Mer), liste, 70. — G. Godchaux (Bonsecours - les - Rouen), 100. — Mascart (Quarouble), 20. — Deberge (La Ménardière), 50 fr. — Brun Marius (Marseille), liste n° 20, 540. — Brun Marius (Marseille), liste n° 109, 460. — Salvador François (Pérégaux, Algérie), sur liste 93, 800. — Mirande (Toulouse), liste n° 28, 3.240. — Mirande (Toulouse), liste n° 29, 815. — Mirande (Toulouse), liste n° 31, 1.155. — Permanence Paris, liste n° 130, 629. — Lombard (Lyon), sur liste 1° versement, 1.300. — Gorion (St-Denis), liste n° 65, 75. — Durand (Librairie Sociale), liste n° 8, 340. — Gillard (Paris), 300. — Leman Raoul (Moulins), 25. — Gilbert Pradet (Minzier), 200. — Osoc Srabi (GrandCombe), liste de souscription, 1.230. — Mignon Henri (Marq-en-Barœul), 116. — Dugny Rémy (Thiers), 400. — Crinière (Paris), liste n° 138, 200. — Quelques camarades du bâtiment Paris, liste n° 160, 260. — Permanence Paris, liste n° 131, 657 fr. — Alcide Bernard (Bordeaux), liste 35/36, 695 fr. Total général de la présente liste : 16.592 francs (seize mille cinq cent quatre-vingt-douze francs).

BOIS-AMEUBLEMENT

Les camarades de cette industrie sont avisés qu'une Réunion aura lieu le **jeudi 11 juillet** à 18 h. 30, au Siège de l'UR.

NOTE IMPORTANTE

Les Syndicats ayant des communiqués à passer à l'« A. S. », doivent les faire parvenir à l'UR les 10 et 20 de chaque mois, au Siège.



L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A. I. T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Aimé CAPELLE
9, Avenue Secrétan. — PARIS (XIX^e)
C. C. P. 4522-38, PARIS.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr. | Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr. | » 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION
22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)
METRO : BELLEVILLE

19 JUILLET!

Anniversaire du soulèvement du peuple espagnol pour la défense de ses libertés

Il y a dix ans, les droites fascistes espagnoles perdaient leurs dernières chances de vaincre légalement. Battues à plate couture aux élections de mai 1936, elles comprirent qu'elles devaient, comme Mussolini et Hitler recourir à la force pour venir à bout de leurs adversaires.

Après avoir pris conseil de leurs maîtres à-fascisme, Mussolini et Hitler, et avoir reçu de ceux-ci les assurances qu'ils leur viendraient en aide le moment venu, les forces de droite décidèrent de confier à un certain nombre de généraux le soin de prendre le pouvoir en leur nom et « d'écraser la canaille ».

Rien ne fut plus facile à ceux-ci que de mettre en échec et en fuite leurs débilés adversaires politiques. Mais il s'avéra bientôt qu'il serait beaucoup plus difficiles de venir à bout des forces ouvrières qui, alertées avaient suivi de très près cette lutte pour le pouvoir.

Au coup d'Etat des généraux fascistes, à la tête desquels se trouvaient Franco, Mola, Sanjurjo, Queipo de Llano et un certain nombre d'autres, qui eut lieu le 18 juillet, répondit l'insurrection des masses dans tout le pays, sous la direction de la C. N. T. et de la F. A. I. Et, en quelques jours Durutti porta les hostilités devant Saragosse, après une

marche et des combats qui se déroulèrent sur 300 kilomètres.

Si toute l'Espagne républicaine se dressa de toutes ses forces contre les factieux, on doit tout de même reconnaître que la lutte fut plus particulièrement menée dans les provinces de Barcelone de Valence, Madrid, d'Aragon, des Asturies, etc.

Mais il était visible que l'âme de la résistance était la Catalogne, où la C. N. T. représentait environ 85 pour cent des forces en action.

Une telle situation ne pouvait manquer d'attirer et de retenir l'at-

tention passionnée de l'A. I. T. et nous n'étonnerons personne en disant que le siège de l'Internationale, qui se confondit depuis le début de la révolution espagnole, le 19 juillet 1936, jusqu'au Congrès de l'A. I. T., en novembre, avec celui de la C. G. T. S. R. et du Comité anarchosyndicaliste, fut un centre important d'entraînement pour les miliciens étrangers qui désiraient servir dans les colonnes de la C. N. T.

On peut dire avec raison, et c'était tout naturel qu'à partir de ce 19 juillet et jusqu'à la fin, alors que tout était pour beaucoup d'entre nous, irrémédiablement perdu, les Centrales adhérentes à l'A. I. T. ne vécurent que pour la Révolution espagnole.

La mort de notre camarade Ascaso devant la caserne Atarazas, au cours de combats sublimes qui consistaient à prendre une caserne d'artillerie avec des pistolets, l'assassinat de Durutti devant Madrid n'arrêtèrent pas l'élan de nos camarades espagnols, ni des milliers de volontaires qui affluaient de tous les coins du monde.

La trahison des grands pays libéraux, comme la France et l'Angleterre, qui se refusèrent à voir dans le mouvement dirigé par Franco et soutenu par Hitler et Mussolini, une

sorte de répétition générale de la guerre de 1939, le blocus de l'Espagne républicaine, au mépris de toutes les lois internationales ; l'acceptation de la non-intervention par la France, l'Angleterre et... la Russie à la Conférence de Londres, ne firent qu'aiguiser le sens de la lutte des combattants espagnols, de la solidarité des Centrales de l'A. I. T. et de l'A. I. T. elle-même. Cette solidarité, qui se manifestait de tous les coins du monde, ne prit fin qu'avec la révolution elle-même.

Car cette magnifique expérience

révolutionnaire, qui aurait pu, au grand effroi des démocraties bourgeoises, devenir une leçon pour le monde et peut-être bouleverser l'ordre des choses, en empêchant la guerre qui vient de prendre fin, fut écrasée deux fois : une fois par les Russes, qui ne pouvaient accepter que l'expérience de la Catalogne, de l'Aragon et du Levant, ne s'étende à l'Espagne tout entière, et une fois par les forces associées de Franco, de Mussolini et de Hitler.

(Suite page 2)



Durutti

Substitution institutionnelle



Le ministère est constitué ; la Constituante a commencé à manifester son existence. Le burlesque, la comédie, le tragique, toutes les nuances de l'action se sont déjà produites. Les rancunes person-

nelles, les vengeances politiques, les accusations perfides et mensongères, les rivalités de partis, ont été les premiers cadeaux offerts à l'opinion publique par les détracteurs de cette III^e République condamnée par l'immoralité de ses mœurs parlementaires.

Dans les commissions, les commissaires ont partagé la besogne qui doit donner une allure nouvelle à nos institutions.

Projets et contre-projets nouveaux ambitionnent la place laissée vacante par le rejet de la Constitution soumise au referendum dernier.

Les républicains populaires ont leur, les socialistes un autre, les démocrates fossiles adversaires du « neuf et du raisonnable », pas du tout, quant aux communistes, ils se réservent.

Mais toutes les constitutions proposées et en voie de discussion ont un trait commun : elles ne visent aucunement à une modification foncière de l'appareil d'Etat. Elles visent à donner plus de souplesse et de malléabilité à des institutions caduques et dont les preuves d'impuissances ne sont plus à fournir. Les unes comme les autres, conçues en dehors de la multitude humaine, destinées à donner un renouveau de vitalité à une société décrépite et à un système économique décadent, ne peuvent être que des instruments de contrainte. Aucune n'appelle les hommes, les producteurs à faire le choix, avant toutes décisions, des solutions qu'il convient d'apporter aux problèmes qui les saisit. Ce sont des assemblées élues au suffrage direct ou restreint, selon les attributions d'une telle ou de telle autre, composées de personnalités disparates, autant contradictoires par leur origine que par leur situation sociale, qui décideront et régleront le destin de la nation, des travailleurs en particulier.

Il ne s'agit pas de démocratie, puisque ce n'est pas un gouvernement du peuple, mais pour le peuple et contre lui si c'est nécessaire. Il faut obliger au bonheur du régime capitaliste, rien de plus. Avec son cortège de misères, ses calamités liberticides et ses fléaux bellicistes.

Quelques uns s'imaginent que cette démocratie peut être acquise par la multiplication des rouages délibératifs de l'Etat. Comme si une pléthore de fonctionnaires ou de prébendiers allait faire disparaître l'opposition qui existe entre les classes. La vertu certaine d'une telle conception, ce sera de rendre onéreux pour les contribuables le fonctionnement d'institutions qui

L'impasse des salaires

Par un système de propagande et d'agitation habile et parfaitement conçu, la majorité dirigeante de la C. G. T. s'attribue toutes les initiatives qui se révèlent sur les problèmes revendicatifs et s'efforce d'accréditer qu'elle en détient le monopole.

Pour la demande de relèvement des salaires, il en est pourtant autrement.

Par ordre chronologique, la C. F. T. C. fit connaître la première, il y a quelques mois, son désir de reconsidérer la rémunération du travail par l'application des mesures qu'elle préconise actuellement. Si notre mémoire est fidèle, elle soumit son projet au bureau de la C. G. T. qui lui répondit par quelques formules banales de politesse, engagé qu'il était, fermement et en dépit du mécontentement ouvrier général, dans la politique de blocage des salaires. Il aurait été souhaitable qu'une même fermeté s'exerce pour le blocage des prix.

Notre confédération dès sa fondation proclama qu'il fallait donner aux travailleurs une plus grande puissance de consommation, qu'il fallait établir une réforme monétaire indispensable pour financer l'échelle mobile des salaires et des traitements en frayant la voie à une économie distributive.

Le rappel de ces deux faits est suffisant pour démontrer l'inanité d'une C. G. T. omnisciente et animatrice de l'action revendicative. En réalité, en la circonstance, c'est en rechignant qu'elle est sortie de la somnolence pour se met-

tre à la remorque de courants qui, faisant abstraction des interférences politiques sur la situation budgétaire des travailleurs, ont su comprendre et interpréter exactement les sentiments et les besoins de ces derniers.

Mais la tendance majoritaire cégétiste n'a cure de tout cela. Elle est l'agent d'exécution d'un parti dans le mouvement syndical ; par conséquent son rôle, sa fonction et son comportement sont réglés par des influences qui n'entrent pas toujours et le plus souvent pour peu dans les soucis de ses mandants réels.

C'est la raison pour laquelle à la veille des élections elle posa une demande d'augmentation des salaires de 25 %. Si nous tenons à dire que cette revendication ne nous satisfait pas, qu'elle ne règlera absolument rien, que dans quelques mois tout sera probablement à recommencer, nous devons souligner, puisque rien de positif ne fut entrepris pour qu'il n'en soit pas ainsi, que le décalage toujours plus accentué entre les salaires et les prix la légitime pleinement.

Seulement, dès qu'elle fut posée, en pleine bataille électorale, le parti communiste qui brûlerait tout pour avoir le pouvoir, et userait de n'importe quoi, déclara vouloir les défendre énergiquement et en fit un des articles de son programme. La manœuvre devenait claire à ce moment : la majorité confédérale donnait à son parti des armes pour la propagande, lui donnait un terrain d'opposition éventuelle ainsi qu'un moyen de

pression et de chantage sur le futur gouvernement.

Les élections faites avec le résultat que l'on connaît, la formation du ministère donna lieu à marchandages et à tractations au cours desquels les revendications ouvrières occupèrent une place de premier plan.

(Voir suite, page 2).



Ascaso

DIMANCHE 21 JUILLET A 9 HEURES DU MATIN

SALLE DE LA MUTUALITE

Rue Saint-Victor (Métro : MAUBERT-MUTUALITE)

GRAND MEETING POUR LA COMMÉMORATION DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Prendront la parole les orateurs suivants :

LORIOT, pour la F. A. F.,

ROTOT, pour la C. N. T. (Française)

GUSMANO MARIANI, pour le M. A. I.,

SAN SICART, pour le M. L. E.

Le Meeting sera présidé par le Camarade CIUTAT

AUX TRAVAILLEURS,

AUX ANTIFASCISTES,

AUX HOMMES LIBRES.

Nous comptons sur vous pour venir nombreux à cette manifestation de solidarité révolutionnaire.

ne répondent à rien, dépassés par notre temps qui exige la simplification.

Il est possible que le discours de Bayeux n'y soit pour rien, qu'ils aient tenté une synthèse entre les formes institutionnelles du passé et celles préconisées par le Général de Gaulle. En ce cas, l'initiative n'est pas heureuse. L'ancien chef du gouvernement provisoire a indiqué quelle structure, selon ses opinions, devrait avoir un nouveau système représentatif. Nous n'y voyons rien d'original, mais beaucoup de ressemblance avec le corporatisme de Vichy. La deuxième chambre, celle appelée à corriger les excès, la non clairvoyance et l'impondération de la première élue au suffrage universel, avec ses représentations économiques, familiales et intellectuelles, a des analogies curieuses et républicaines avec le fameux Conseil National institué par Pétain. Ce serait un Sénat élargi, car théoriquement il est l'émanation des Communes, ce que suggère explicitement le général de Gaulle, à des groupements d'intérêts dont la fonction n'est pas nettement établie, mais que la création vichyssoise nous fait pressentir.

Ce n'est pas du corporatisme, du néo-fascisme ou du fascisme tout court que les syndicalistes attendent le salut de la classe ouvrière, mais d'elle-même, de ses capacités constructives, en adaptant ses formes anciennes et naturelles d'entraide et de solidarité aux temps présents, en les faisant renaître et en les appliquant par la syndicalisation de moyens d'échange, de production et de distribution.

C'est ainsi que se réalisera la véritable démocratie, celle du peuple qui administrera les choses, parce que le centralisme sera étouffé par le fédéralisme et parce que chaque producteur sera souverain dans les décisions.

C. N. T.

19 JUILLET!

(Suite de la 1^{re} page)

Après avoir tiré de l'Espagne tout ce qu'elle pouvait leur donner : or, tableaux, richesses, de toutes sortes, les Soviets abandonnèrent ce malheureux pays à sa triste situation et donnèrent le signal de la retraite, qui se transforma bientôt en une véritable débâcle et ne prit fin qu'à la frontière française.

Mais qui dira jamais les admirables choses qui furent réalisées sur le terrain économique et social par ces contrées d'Espagne ou existèrent pendant des mois une société basée sur le syndicalisme ? Qui écrira là-dessus le grand livre qui appellera à la fois le sublime sacrifice de nos camarades de la C. N. T. et de la F. A. I., les magnifiques réalisations qui de Puigcerdá à Barcelone, de Barcelone à Madrid et à Saragosse et à Valence furent le témoignage du splendide esprit constructif qui animaient les militants de la C. N. T. ?

Nous savons que bien des choses ont déjà été dites, mais fragmentairement, et on voudrait qu'un grand livre embrassant l'ensemble de ce drame, le plus grand de la lutte ouvrière contemporaine, révélât au monde ce que fut cette épopée de tout un peuple en bataille pour son salut, cette solidarité de tout ce qui pensait dans l'univers pour soutenir son combat... et l'infâme trahison de ceux qui se prétendaient — ô les hypocrites ! — les seuls défenseurs de la liberté et de la révolution.

Quoi qu'il en soit, ces pages ne sauraient être arrachées du grand Livre de l'Histoire ouvrière. Les enseignements de cette lutte gigantesque resteront et ils auront des lendemains. Franco ne régnera pas toujours sur l'Espagne qu'il dés honore depuis 10 ans. Nous assisterons sans doute bientôt à son départ, ou à son écroulement, et nos amis espagnols rentreront chez eux après de dures années d'exil, pour y reprendre le bon combat pour la libération définitive de leur pays.

Demain, comme hier, l'Association Internationale des Travailleurs, ses Centrales, au nombre desquelles se trouvent, au premier rang, nous voulons le croire la CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL FRANÇAISE, fière de son aînée, seront aux côtés de la CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL D'ESPAGNE, pour mener le grand combat qui marquera le commencement de la libération du monde du capitalisme et de tous les politiques félon, partisans de la dictature... pour les autres.

La C. N. T. Française.

Permanences, Convocations, Communications

2^e REGION

Les Syndicats groupés au sein de l'U. R. commencent à mener une activité qui porte ses fruits. Les adhésions, se font de plus en plus nombreuses, ce qui est de bonne augure pour le développement de notre Union Régionale.

Nous donnons connaissance ci-dessous des différentes permanences :

- Syndicats : Métaux, Transports, Bâtiments : tous les jours de 18 à 19 h. 30. Bois-Ameublement : le mercredi et le samedi de 18 à 19 h. 30. Employés : le vendredi de 18 h. à 19 h. 30. Fonctionnaires. Services publics et e Santé : mardi de 18 à 19 h. 30. Toutes ces permanences se tiennent au Siège de l'Union Régionale, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e), (métro Belleville).

Fonctionnaires. Services publics et de Santé : Lundi et mercredi de 17 h. et demi à 20 heures, 93, rue des Moines.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT Le S. U. B. invite tous ses adhérents à assister au meeting du dimanche 21 juillet, à 9 heures du matin, pour la commémoration de la Révolution espagnole.

LE S. U. B. L'Assemblée générale du syndicat aura lieu le dimanche 28 juillet, à 9 heures, à la Solidarité, 15, rue de Meaux.

GROUPES INTERSYNDICAUX ARGENTEUIL

Permanence tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES Permanence tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil, à Asnières.

BOULOGNE-BILLANCOURT Permanence tous les jeudis à 18 heures, Café, 190, avenue Ed. Vaillant à Boulogne-Billancourt.

Sont en constitution les Groupes Intersyndicaux suivants : Corbeil, Melun, Goussainville, Saint-Denis, Aubervilliers. Les camarades habitant ces localités sont invités à se mettre en contact avec le Bureau de l'Union Régionale.

Note importante En raison de la période estivale la permanence du dimanche sera supprimée à partir du dimanche 14 juillet

3^e REGION

DIJON Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 au Café de l'Union, Place des Cordeliers à Dijon.

Permanence les mardis et vendredis même endroit de 18 h. 30 à 19 h. 30.

5^e REGION

BEAUCAIRE Permanence tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

8^e REGION

LA ROCHELLE Malgré toute l'orchestration communiste, l'obstruction organisée par eux, la voix de la C. N. T. s'est fait entendre à La Rochelle. Au milieu des vociférations et du vacarme, face aux énergumènes du « fils du peuple », le programme de notre confédération fut vulgarisé, après qu'un exposé eût été fait sur ce que doit être le syndicalisme, syndicalisme revendicatif, indépendant et autonome dans l'action.

Une réunion réunissait le lendemain quelques militants décidés à concrétiser.

LA GREVE DES BRASSERIES DE LILLE

Bien peu de journaux ont parlé de cette grève politique, et ceux qui l'ont fait, par suite de renseignements erronés, ont allégué la vérité. Syndicalistes, nous ne pouvons qu'être de farouches partisans de prendre possession des moyens de production, gérés par nous-mêmes, sans l'intrusion de politique démagogique, dont les seuls victimes sont les exploités.

Succinctement, éclairons notre lanterne. De tous temps, Roubaix vendait sa bière meilleur marché et le personnel était mieux payé qu'à Lille. Il y eut un rajustement de salaires et l'on ne fit pas allusion à cette anomalie. Puis, brusquement, pour obéir aux mots d'ordre, on demanda les mêmes salaires qu'à Roubaix. Cette demande était vouée à l'échec car c'était reconnaître le patronat de combat que nous avons ici dans le Nord, un des fiefs le plus puissant de la réaction.

La grève fut donc déclenchée et, après quinze jours de oiseuses discussions, le patronat concéda une avance provisionnelle de 3 francs de l'heure. Puis, dans un but de conciliation, 4 francs. (Il voulait aussi augmenter le prix de la bière) Mais, à la suite de cette dernière concession, le patronat licencia son personnel car, démission obligatoire ou licenciement, c'est équivalent.

A ce moment-là, il fut décidé de prendre possession des moyens de production. Très bien camarades ! Ordre fut donné aux syndiqués de ne pas laisser travailler ceux qui avaient accepté les 4 francs de l'heure.

Dans la nuit du 18 au 19 juin, de nouvelles tractations ou compromissions eurent lieu et, l'expérience fut terminée au grand désappointement des ouvriers qui avaient refusé ce quatre francs.

On recommença en 1946, les mêmes bêtises qu'en 1938. Vous ne devez pas oublier, camarades, que le patronat voulait vous licencier et qu'il avait bien l'intention de déposer une plainte en abus de confiance.

tiser ce travail de propagande. Un comité de liaison C. N. T. fut constitué.

Une permanence fonctionne, installée 1, rue de l'Evêscot.

10^e REGION

NANTES Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 19 h. 30, Café du Beffroi, salle du 1^{er} étage, rue de la Paix Nantes.

13^e REGION

LILLE Permanence tous les samedis de 14 à 18 heures, 13, rue du Molinet à Lille.

Pour tout ce qui concerne la 13^e U. R. Nord-Pas-de-Calais-Somme-Aisne, s'adresser au secrétaire au siège provisoire : 18, rue Desrousseaux à Lille ou au camarade O. Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong à Maroquin à Roubaix.

Trois conférences sur la C. N. T. avec le concours d'un délégué confédéral auront lieu : le dimanche 21 juillet à 10 heures du matin, Café Gallant à Fresnes-sur-Escaut.

Le lundi 22 à Lille et le mardi 23 à Ropbaix.

17^e REGION

LYON Pour renseignements et adhésions, une permanence est ouverte tous les samedis de 15 à 19 heures et le dimanche de 9 à 11 heures, 60, rue Saint-Jean à Lyon.

Villeurbanne : Permanence tous les samedis de 15 à 19 heures et le dimanche de 9 à 11 heures, 286 cours Emile-Zola à Villeurbanne.

Assemblée générale des Syndiqués et sympathisants de la C. N. T. le vendredi 19 juillet à 20 heures, 60, rue Saint-Jean au fond de la cour 1^{er} étage.

Tous les camarades se doivent d'être présents.

19^e REGION

MARSEILLE Les camarades, adhérents, munis ou non de leur carte C. N. T. sont informés qu'une assemblée générale aura lieu, le 27 juillet 1946, à 19 h. au 15, rue Nationale. (Bar National) Présence indispensable.

Le Secrétaire.

Les Camarades syndicalistes et libertaires des localités suivantes : Miramas, Salon, Port-de-Bouc, Martigues, Toulon et la Seyne ainsi que tous les Camarades de la région marseillaise sont priés de se mettre en relations avec le Camarade Brun, 256, route Nationale, St-Louis, Marseille.

Les camarades faisant partie de la 19^e U. R., sont informés que le siège provisoire de ladite Union est situé au 15, rue Nationale (Bar National) Marseille.

Permanence : les lundi, jeudi, vendredi, samedi, de 18 à 20 heures. Pour renseignements, adhésions, cotisations, etc.

Camarades responsables de la 19^e U. R. : Brun Marius, 256, route nationale, St-Louis, Marseille, Arru André, 46, route nationale, St-Louis, Marseille, secrétaires ; Cauqui Joseph, 13, cité Pont-de-Vivoux, Marseille, trésorier.

22^e REGION

ALGER Pour adhésions et cotisations à la permanence tous les samedis de 17 à 20 heures, 52, rue Rovigo à Alger.

Notre ami Juhel à Nantes

A l'appel des camarades de la localité, un membre du bureau confédéral se rendit à Nantes, afin de faire connaître notre jeune C. N. T.

Nos amis nantais firent de leur mieux pour la publicité et, si les travailleurs ne se déplacèrent pas en plus grand nombre, la faute ne leur incombait pas.

A l'appel à la contradiction, personne ne se leva. Seul, un désir des présents : faire vivre la C. N. T. à Nantes, et tout de suite. Aussi une réunion d'information et d'organisation eut lieu le lendemain. Nos camarades, plus soucieux d'agir que de pérorer, se partagèrent le travail et constituèrent le Syndicat des Métaux, ceux du Bâtiment et Intercorporatif. De plus, le Bureau de la 10^e U. R. fut mis à l'about et la distribution des cartes se fit aussitôt.

Nos camarades ont pris l'engagement de travailler activement au développement du mouvement C.N.T.

Bravo, les Nantais ! Rappelez-vous que de votre localité se sont levés des hommes comme Fernand Pellouët qui firent du syndicalisme un mouvement indépendant des partis politiques. Suivez leur trace et en avant pour une forte C.N.T. à Nantes !

NOTE IMPORTANTE

Les abonnés et lecteurs de « L'Action Syndicaliste » sont avisés qu'il ne paraîtra qu'un numéro en août.

La parution régulière reprendra u 1^{er} septembre.

Conclusion : Bannissez toute politique, facteur de division, car seule la Révolution Sociale amènera la suppression du calariat. Rejoignez les Syndicats de la Confédération Nationale du Travail, basée sur la charte d'Amiens. La C. N. T. prépare l'action directe, c'est-à-dire : la grève générale insurrectionnelle pour le bien-être et la liberté pour tous.

L'impasse des salaires

(Suite de la 1^{re} page).

Avec quelques variantes sur les intentions virtuelles de notre dernier argentier, M. Bidault fit savoir les possibilités qui se ramenaient à environ 15 %, plus la promesse d'une diminution de 10 % du coût de la vie (nous avions déjà entendu pareille chose de M. Plevin et de M. Gouin).

Tous les ministres étaient d'accord sur les propositions et la déclaration ministérielle les entérina.

Le bureau de la C. G. T. les examina avec une pointe de contentement ; on ne pouvait manifester une humeur dissemblable au chef de file canonisé vice-président du conseil.

Seulement les autres, les non-conformistes, ceux qui attendent avec impatience un soulagement aux difficultés pour vivre ne l'entendirent pas ainsi. A la louange décernée au « grand parti » pour avoir pu lancer ses mots d'ordre par ses hommes en place dans l'organisme suprême de la C. G. T., ils opposèrent leur volonté tenace de voir aboutir leurs modestes exigences et celle d'indépendance envers les partis politiques. Il n'y avait plus à lésiner sous peine de se démasquer totalement. Il fallut maintenir les 25 % pour ne pas perdre le contact avec les masses, et l'on peut dire qu'au sein de la C. A. les dirigeants effectifs ont été battus par leurs propres troupes.

Depuis le ton a repris de l'assurance, les attitudes ont pris plus de raideur. Seulement est-il certain que la C. G. T. possède tous les atouts pour gagner la bataille qui semble inévitable ? C'est douteux. Elle a semé tant de déceptions que, malgré la grève de Sochaux brillamment terminée, tout fait prévoir qu'elle ne réunira pas l'unanimité autour d'elle ou que les forces seront plus passives qu'actives.

Le patronat français s'en rend certainement compte. Sa position revêt autant d'intransigeance que

de volonté de ne pas aboutir par des pourparlers. Secrètement il désire la lutte avec l'espoir que les organisations syndicales en sortiront affaiblies, peut-être vaincues.

Effectivement s'il a fait des concessions sur les allocations familiales et proposé un nouvel aménagement inacceptable des assurances sociales, ses syndicats envoient aux adhérents des instructions leur demandant une application stricte et ferme de la loi hitlérienne tant formée sur les mutilations d'employeurs et de freiner toute sur-enchère des salaires. Sa tendance n'est donc pas à une révision vers l'amélioration, mais à une régression vers les barèmes ministériels.

Eh bien ! Si bataille il y a, il faut faire bloc avec les ouvriers. Il faudra participer au combat de toutes nos forces pour obtenir ce que les négociations n'accorderont pas. Cela ne signifie pas un alignement à la politique cégétiste. Au contraire. Le mouvement procureur l'occasion à nos camarades de toucher des ouvriers qu'ils n'avaient pas l'habitude de rencontrer. Il faudra leur expliquer la puérilité de l'action engagée sur les bases d'une augmentation de salaires sans les corollaires nécessaires pour juguler la montée des prix. Il faudra parler du contrôle syndical de la production, de l'échelle mobile selon notre conception.

Mais d'ores et déjà, il faut faire la démonstration de combien est pernicieuse et dangereux le cumul des mandats politiques et syndicaux en faisant ressortir la contradiction qui existe entre la fonction d'un secrétaire de fédération qui doit revendiquer les 25 % et celle de ministre que le même possède par laquelle il est tenu de ne pas accorder plus de 15 % (?). Il ne peut pas être défenseur et saboteur. Il ne peut être que l'un ou l'autre. Le plus souvent c'est l'autre !

Manœuvres abjectes

La constitution de la C. N. T., son développement hâtif, la sympathie dont elle jouit parmi les travailleurs, la désertion des syndiqués de la C. G. T., font sortir de leurs gonds les chefs cégétistes. Oh ! l'on ne vous attaque pas ouvertement, franchement en adversaire loyal. Non, l'on fait agir en douce, les nerfs de la base qui, par des arguments plus ou moins propres, d'odieus mensonges, de la plus basse calomnie et d'autres moyens encore plus ignobles, s'essaient à convaincre de leur erreur, les adhérents de la C. N. T.

Citer des faits, une page de notre journal n'y suffirait pas. Nous ne citerons que les plus importants pour confondre les gens d'en face. A Aimargues, par exemple, il y eut distribution d'effets de travail par la mairie. Les travailleurs de cette localité, crièrent avec juste raison, qu'ils allaient tous participer à cette distribution. Grande fut leur erreur. Seuls en furent bénéficiaires les obédients du grand parti des masses.

A Marseille, chez les dockers, une distribution de pinard ayant lieu à la cantine, seuls les adhérents de la grande maison y eurent droit. Tant pis pour les autres, ils eurent droit à la flotte.

Aux Magasins Généraux d'Aubervilliers, la distribution des cartes de travailleur de force étant faite par les délégués cégétistes, seuls leurs copains eurent droit à la carte. Devant ces faits les camarades exclus protestèrent auprès du colonel américain, gestionnaire de l'entreprise, qui fit immédiatement rendre justice et engagea comme il convenait les dictateurs aux petits pieds.

Aux Aciéries d'Outreau, à St-Denis, les cellulards et les pleutres de la C. G. T., n'ayant pas réussi à faire revenir sur leur adhésion nos amis de la C. N. T., décidèrent de faire grève pour les faire chasser de l'usine. Une délégation de la 2^e U. R., auprès de la direction et des délégués de l'entreprise, fit que le projet conçu, avorta et nos camarades continuèrent à travailler.

Dans les entreprises métallurgiques de la région parisienne, les feuilles immondes des stalinien en rupture de prose, s'essaient à salir les militants les plus clairvoyants, les plus courageux. Il faut dire que bien souvent, ce travail repoussant tourne à la confusion de leurs auteurs.

Dans le Nord, aux ateliers de Fives-Lille, une pression formidable est accomplie, sur nos camarades, afin de faire cesser leur activité. L'on a même menacé l'un d'entre eux de le faire mettre à la porte s'il continuait son travail de débrouillage des crânes.

Ainsi toute la gamme des méthodes chères à Staline sont mises en œuvre, pour diminuer l'influence grandissante de la C. N. T. L'on s'essaie en un mot, à créer un syndicalisme obligatoire, à l'image russe.

Malgré ces embûches, il est satisfaisant de constater, le cran et l'énergie de nos amis qui maintiennent et renforcent fermement leur position.

Il est une manœuvre également, contre laquelle nous nous élevons avec force, c'est celle qui consiste à choisir les candidats au poste de délégués d'entreprises, parmi les adhérents « de l'organisation la plus représentative ».

Nous considérons que les travailleurs doivent avoir la liberté de choisir parmi eux, les militants les plus actifs, les plus clairvoyants en un mot les meilleurs d'entre eux, les plus capables d'argumenter devant les directions afin d'obtenir des résultats tangibles, qui apportent des satisfactions à leurs mandants.

Nous n'aurons de cesse, que lorsque le décret dictatorial sera aboli.

Pour l'instant, les militants se doivent de l'ignorer, et surtout où ils acquièrent la confiance des ouvriers, ils se doivent de poser leur candidature au nom de la C. N. T. Les statuts de cette dernière ayant été enregistrés, ses droits sont donc les mêmes que ceux de la C. G. T. qui, après tout, n'est pas tabou.

En conclusion, repoussons du pied, toutes les manœuvres abjectes précitées, et continuons hardiment, inlassablement notre travail de clarification, d'éducation, de recrutement et renvois à leurs ordures, les singuliers défenseurs de la classe ouvrière.

UNE BROCHURE

« Où va la C. G. T. ? »

Une belle couverture... A l'intérieur on cherche vainement mention de C. N. T., comme si sa constitution était un événement sans importance et inaperçu. Monatte, en quelques pages sentimentales, fait un rappel historique du mouvement syndical où se mêle le dégoût et l'indignation aux renoncements, aux palinodies et aux turpitudes de la C. G. T.

L'auteur a parfaitement raison. Quelle dégringolade, quelle chute dans la boue politicienne ! Que d'indications au nom de l'intérêt général, pour lequel on émascule toute politique revendicative judicieuse tenant compte des intérêts spécifiques des travailleurs.

Seulement, Monatte n'a-t-il pas un examen de conscience à faire ? N'a-t-il pas été un de ceux qui ont contribué le plus à la dégénérescence du syndicalisme ? N'est-ce pas lui qui, en agréant au parti communiste, fut l'instigateur des commissions syndicales pour noyauter le mouvement syndical et le subordonner à ce parti ? Ne se rappelle-t-il pas qu'au Congrès de la Fédération parisienne du parti communiste, en 1925, ce fut lui qui lança le mot d'ordre : 25 % d'activité dans les syndicats, 75 % pour le parti ?

Après un long silence, il jette un cri d'alarme que nous avons lancé il y a bien des années. Peut-être a-t-il des remords. En tout cas, s'il est sincère, peut-être comprendra-t-il que c'est chimère d'escompter un redressement de la C. G. T. ?

La Sécurité Sociale au service de la Politique

La Sécurité sociale a été créée par le parti communiste, pas plus d'ailleurs que les Compagnies d'Assurances, et pour faire disparaître les Caisses d'Assurances sociales, d'Allocations familiales privées, accusées généralement de paternalisme ou qualifiées de "base" d'une politique non conforme au gré de certains hommes.

Notre rôle n'est pas de défendre les dites Compagnies, pas plus d'ailleurs que les Caisses privées, mais c'est au moins de crier casse-cou quant à la future organisation qu'on essaie de mettre sur pied actuellement, car nous avons la certitude que les assurés, et ce sont eux que nous tenons avant tout à défendre et par là même à mettre en garde, n'en tireront aucun bénéfice.

D'abord, qu'avons-nous remarqué, nous assurés sociaux? Que les plus mauvaises caisses c'est-à-dire les plus tracassières et les plus paperassières étaient les caisses de l'Etat, dites départementales. En effet pour se faire rembourser les prestations, on fait revenir souvent plusieurs fois les gens, et généralement pour toucher le minimum, et pour cause! Il faut bien défendre les intérêts du patron, puisque ce patron est l'Etat, et que l'Etat c'est nous. (Pauvres gens qui pensent! et qui mettent en application des théories aussi grotesques!).

La Sécurité sociale est donc née (ordonnances du 4 octobre 1945) et nous faut analyser aujourd'hui comment et dans quelles conditions va démarrer cet organisme géant.

Il devait y avoir un classement du personnel au 1^{er} juillet 1946, avec le curriculum vitae de chacun, afin de permettre le reclassement au fur et à mesure d'installations des caisses. Ce travail devait être fait par une Commission Nationale dite de reclassement, décentralisée par des Commissions Régionales. Or, dans cet ordre d'idées, rien n'a encore été fait. Comment donc, demain, ces employés seront-ils reclassés? Au petit bonheur et sans tenir compte des desiderata des gens; pourtant des questionnaires ont été remplis à cet effet. Par contre, les petits camarades seront sans doute casés, car nous avons déjà des exemples qui nous laissent entrevoir les éternelles combinaisons chères à nos politiciens. A cet effet, les conseils d'administration devaient faire des demandes de personnel au fur et à mesure de leurs besoins aux Commissions Régionales et de reclassement homologué par la Commission Nationale; mais là encore, rien n'est fait, puisque les dites Commissions Régionales n'ont pas encore fonctionné ou très peu, ce qui a pour résultat immédiat que les Caisses

ses ayant besoin de main-d'œuvre, prennent au hasard ou plutôt au choix et chacun sait ce que cela veut dire. Alors que fait-on les Ordonnances, chères à M. le Ministre Croizat? Cela dépend sans doute à qui elles s'appliquent.

J'en arrive maintenant aux postes de direction; alors, là, les choses se passent avec beaucoup plus de vigueur et surtout plus de rapidité, car il faut éviter la réaction toujours possible. En un trait de plume (ce n'est-il pas mieux comme ça?) M. Croizat nomme et installe les hommes de confiance et nous savons ce que nous avançons, il faut bien se rendre des services entre amis d'un même parti (n'est-ce pas vrai, braves employés!). Demain, pour changer, nous aurons droit aux salaires de famine, mais par contre, nous serons gratifiés des logements chers à nos partis dits ouvrier (produire proclaire, toujours plus) vous revendiquerez plus tard, beaucoup plus tard. Il faut bien enrichir l'Etat, notre nouveau maître, puisque maintenant nous avons ses camarades directeurs, qui eux, touchent de bons salaires et doivent de ce fait réclamer de leurs moujiks un travail genre stakanoviste (très peu pour nous).

Nous avons d'ailleurs des exemples en voici un parmi tant d'autres: un certain Crozet, caissier dans une caisse d'Assurances sociales de Lyon, vient d'être nommé directeur de la Caisse du 1^{er} et 2^e arrondissement de cette ville, et cela par Croizat lui-même. Ce camarade a sans doute des qualités; c'est au moins, nous en sommes persuadés, d'appartenir au même parti que le ministre. Mais alors me direz-vous, que deviennent les ordonnances ministérielles? Là encore, cela dépend à qui elles s'appliquent. Aussi avec des directeurs aussi sûrs, nous sommes certains que la sécurité sociale est sauvée.

Nous nous demandons si les employés des Assurances sociales, Allocations familiales, Accident Travail, vont se laisser endormir et manœuvrer de la sorte vont-ils enfin se réveiller pour crier au scandale. La Confédération Nationale du Travail est décidée à ne pas laisser passer sous silence de telles injustices. Il ne faut tout de même pas que sous le signe de la démocratie, on en profite pour camoufler une dictature de la sécurité sociale.

Camarades employés, la C. N. T. veut vous défendre. Unis contre les politiciens de la C. G. T., nous baronnerons la route aux dictateurs, d'où qu'ils viennent.

Propos d'un passant

Un homme de gauche ?

Et pan ! sur le bec. Le Figaro semble prétendre que le « canard » a un fil à la patte. Et Pierre Bénard rapporte ainsi le fait dans *Le Canard Enchaîné* du 26 juin 1946.

Dans « *Le Figaro* » du 20 novembre (?), M. Georges Ravon, parlant d'une série de « papiers » publiés par Mme Simone Téry dans « *l'Humanité* » écrivait :

« Cette affiliation spéciale nous vaut depuis quelques temps des articles qui feraient la joie du « canard enchaîné » s'il pouvait nager à sa guise ».

Nous nous sommes émus de cette formule.

M. Georges Ravon veut bien nous assurer dans un de ses billets quotidiens, que nous avons pris la mouche à tort et que dans ce qu'il a écrit, il n'y a pas de quoi... fouetter un canard.

Il a simplement voulu dire, explique-t-il, que nous avions beaucoup plus d'indulgence pour la gauche et l'extrême gauche que pour la droite et l'extrême droite.

Et Pierre Bénard ajoute :

Nous en convenons bien volontiers et il n'est pas besoin de lire entre les lignes pour s'en apercevoir... etc...

Ainsi Pierre Bénard se proclame un homme de gauche. Bravo ! C'est bien son droit ! A sa guise ! Mais Pierre Bénard a-t-il toujours été exactement du même avis ?

Il nous souvient d'un article publié par le même Pierre Bénard dans *Le Canard Enchaîné* du 7 novembre 1945, sous le titre : *Oh ! dites, que ça ne recommence pas.* Il y était rappelé quelques vérités premières :

Il y a vingt ans que les électeurs français votent à gauche, et chaque fois avec des majorités plus accrues.

Mais, jusqu'ici, l'électeur a eu plutôt bonne mine.

Le cartel de 1924 a ramené Poincaré.

Le supercartel de 1932 a abouti à Doumergue.

Le front populaire de 1936 s'est terminé avec Daladier-Reynaud et Reynaud-Daladier.

Et on ne parle pas de la suite.

Alors, vous comprenez qu'on se méfie.

Et de conclure :

Deux partis, le parti communiste et le parti socialiste, dont les programmes sont quasi les mêmes, détiennent, dans la nouvelle assemblée, la majorité absolue.

Il semble qu'il leur appartient d'animer le nouveau gouvernement.

S'ils s'en montrent incapables, eh ! bien, on le leur dira...

Dans sept mois.

Si nous comprenons bien, Bénard était alors de gauche, mais conditionnellement.

Et l'hiver a passé. Socialistes et communistes n'ont pas osé prendre le pouvoir. Nous avons eu du charbon : de quoi entretenir la chaudière de grand-mère. Nous avons serré la ceinture quelques crans de plus. Et Bénard n'a qu'à lire la page des échos du canard pour savoir ce qu'il faut penser de l'armée, de la police, de la justice, de l'épuration, du ravitaillement, ou les articles de P. Laroche pour savoir ce qu'est la T. S. F., ou ceux de Janson pour connaître le cinéma 1946...

Et lorsque les 7 mois enfin écoulés on va pouvoir enfin leur dire, aux socialistes et aux communistes Bénard déclare : *Pas difficile de choisir (pour le referendum) il suffit de regarder comment votent*

Mutter et Ramarony et de faire le contraire !

Et le voilà revenu avec ceux à qui il « devait dire quelque chose ».

Et lorsque les socialistes et les communistes retournent, comme le cochon des écritures, au vomissement du tripartisme, c'est le moment que choisit Pierre Bénard pour le proclamer homme de gauche.

Sans conditions, cette fois.

Pierre Bénard est un petit rigolo.

Elevons le débat.

Pierre Bénard est un bon Français moyen. Avec du talent à revendre, le bougre ! Mais la conscience professionnelle est une des plus vieilles traditions françaises, et le Français moyen Bénard fait de bons articles comme le bon Français moyen ébéniste fait de beaux meubles, le comptable soigne ses livres, ou le laboureur fait des sillons bien droits. Le « fini » est l'orgueil des Français.

Le Français moyen n'aime pas qu'on l'embête. Il est volontiers frondeur et il déteste l'injustice. C'est dire qu'il n'aime pas beaucoup son gouvernement. Et il passe son temps à promettre quelques bons coups de pied au c... de son député quand celui-ci se représentera devant lui.

Vient la campagne électorale et tout est oublié : Embrassons-nous Folleville !!!

Le Français moyen de gauche, — de gauche parce qu'il est libéral et partisan du changement — s'aperçoit soudain que si « son »

député de gauche n'est pas élu — ou réélu — c'est l'autre, celui de droite, qui va passer. Et tout en sachant bien au fond de lui que « son » candidat est une crapule ou un dégonflé, il mène campagne pour lui envers et contre tous. Et rembrassons-nous Folleville !

Cependant, le Français moyen de droite — de droite parce qu'il aime la tradition — fait campagne pour « son » candidat de droite, qu'il sait pertinemment être une crapule ou un dégonflé, afin que celui de gauche ne passe pas. Et encore un baiser Folleville.

Les crapauds du marais (c'est un comble) sont plus intelligents et plus honnêtes, qui eux, expriment leur mécontentement en votant chaque fois contre les gens en place. Le malheur c'est que pour voter contre l'un ils votent pour l'autre, ce qui assure d'une élection à l'autre, ce balancement si souvent constaté, gauche, droite, gauche, droite.

1914 : gauche ; 1919 : droite ; 1924 : gauche ; 1928 : droite ; 1932 : gauche ; 1934 : droite ; 1946 : gauche ; 1940 : droite ; 1945 : gauche ; 1946 : droite...

Si cette histoire vous amuse...

Pierre Bénard sait tout cela : Mais « à choisir, il préfère Thorez à Ramarony ». La misère ne choisit pas, elle retombe toujours sur le peuple.

C'est pourquoi le peuple se fout de plus en plus des « Français moyens »... mais les aveugles s'en apercevront seulement lorsque le soufflé sera sur eux. Et la révolution passera comme un fléau destructeur (détruire pour reconstruire) alors qu'elle aurait pu transformer le monde quasiment sans violence si ceux qui l'aiment ne l'avaient abandonnée pour les jeux de la balançoire politique.

L'impossible Paix

Depuis plus d'un an la guerre est complètement finie et les « augures » de la paix s'en vont de capitale en capitale, de conférence en conférence, de parole en parole, la cherchant toujours et ne la trouvant jamais, cette paix que les peuples réclament avec toute la ferveur de leur cœur.

Tantôt à deux, puis à trois, puis encore à quatre et, quelquefois à cinq, ils se réunissent pour ébaucher le travail, un travail qui n'avance guère quand il ne recule pas.

Des échecs complets, des échecs déguisés, des compromis qui ne valent pas mieux, marquent la fin des débats ou les deux, trois, quatre ou cinq « grands » discutent avec le même esprit que les maquignons un jour de foire au chef-lieu de canton.

Défiants, méfiants, ils n'avancent qu'à pas comptés, feutrés, faisant ici une toute petite concession pour en obtenir une un peu plus grande sur un point choisi à l'avance et ils resteront des jours, quelquefois des semaines, pour obtenir cette petite concession de l'adversaire, dont ils feront un gros succès.

C'est ça la diplomatie ? Oui, hélas ! C'est ça et rien d'autre malheureusement.

Au train où vont les choses, rien que pour les questions européennes comme le problème allemand, la question de Trieste, le problème danubien, qu'on a réussi à escamoter jusqu'à ce jour, mais qu'il faudra tout de même aborder et tenter de résoudre, nous en avons bien pour des années encore.

On ne voit pas pourquoi, en effet, les choses iraient plus vite à 21 qu'à 4. Pourtant, les quatre l'ont sans doute pensé, puisque, obligés de constater leur impuissance à régler eux-mêmes ces questions, ils viennent de mettre fin à leurs conversations et de décider — c'est la seule chose positive qu'ils aient faite — de convoquer pour le 29 juillet la Conférence des 21 puissances principalement intéressées à la Paix.

Pourquoi, d'ailleurs, 21 et pas toutes les puissances qui sont intéressées par le règlement de la paix ? On se le demande ! A moins qu'on ne se réserve une nouvelle étape quand les 21, fatigués de discuter et incapables de s'entendre, décideront de se séparer et de convoquer toutes les puissances pour faire cette paix ? Ce serait en finir, en somme, par où on aurait dû commencer.

Rien ne prouve que les grands, qui seront probablement cinq, cette fois, ne s'accorderont mieux avec le concours des 16 ou 17 « plus petits », qu'ils ne l'ont fait eux-mêmes. Bien au contraire, on

d'avance le sentiment que chacun d'entre eux — et pour le moins les chefs des deux blocs — cherchera des alliés parmi les nouveaux venus et que, loin de faire plus vite, on ira moins vite encore que de proche en proche, de conférence en conférence, comme les quatre eux-mêmes, les 21 siègeront pour rien, à longueur de mois et, peut-être d'année, pour en finir par une déclaration constatant l'impossibilité de s'entendre et faisant appel au reste du monde.

Mais, pendant toutes ces discussions oiseuses, malhonnêtes, inutiles au surplus, on aura exacerbé tous les mauvais sentiments, recuit les haines et rendu impossible tout climat nécessaire à la conclusion d'une paix de justice, de raison : d'une paix humaine, en un mot.

Des complications nouvelles auront surgi à la faveur des discussions, des désirs nouveaux seront nés, des passions se seront développées et, un beau jour — un vilain jour plutôt — les diplomates constateront que non seulement la paix est impossible, mais qu'une nouvelle guerre — cette politique de la diplomatie — est seule capable de trancher le nœud gordien de la situation qu'on aura tout fait pour faire naître et envenimer.

Oh, bien sûr ! ce n'est point la Conférence qui dira cela : on ne fait pas les choses ainsi, avec un tel cynisme. Mais on se séparera après un échec, en laissant aux événements le soin de se manifester de telle façon que la guerre puisse éclater ici ou là, entre celui-ci et celui-là ou entre ceux-ci ou ceux-là.

J'espère que, cette fois-ci, tout le monde aura compris et que, ensemble ou suffisamment à la fois, les peuples se décideront à prendre leur cause en main et à agir eux-mêmes, pour faire cette paix dont aucun de leurs dirigeants ne veut.

Pour le moment, nous constatons, malgré le démenti que s'inglise à lui-même le professeur Oppenheimer, que Bikini ne fut qu'une farce tragique ayant pour but d'endormir les individus et les peuples dans une fausse quiétude et une indifférence que demain révélera tragique.

Qu'à voulu, en somme, prouver la Marine américaine ? Que ses navires étaient capables de supporter sans trop de dégâts un bombardement atomique capable, tout au plus, d'être aussi meurtrier qu'un raid de 50 superfortresses: un petit Pearl Harbour, quoi ! Que ce bombardement était incapable d'entamer sérieusement des constructions solides établies en ciment armé, comme on l'a cons-

truit à Hiroshima et à Nagasaki.

En vérité, tout compte fait, les bateaux résistent assez bien à un tel assaut, les bâtiments font bonne figure et les pertes en cochons d'Inde et en souris sont nettement satisfaisantes. Bref, il y a, pour les hommes, des possibilités certaines de salut et rien n'est perdu: la guerre reste, elle aussi, possible. Le but visé est donc atteint et il ne reste plus qu'à la préparer. Tout va pour le grand capitalisme industriel et bancaire.

On peut donc construire des bateaux solides, des avions rapides, des lignes Maginot partout, des souterrains pour loger les futurs troglodytes et lancer bientôt l'ordre de la prochaine qui cette fois-ci, par la vertu des V 1 et 2, des avions-fusées, de la bombe atomique et mille autres inventions aussi joyeuses réduiront le monde en poussière.

Si tous les « négociateurs » de la Paix ne désirent pas cela, c'est cependant à ce résultat qu'ils nous conduisent. Raison de plus pour leur arracher leurs jouets des mains et les enfermer, tous ensemble, dans un asile d'aliénés, où ils auront toute latitude de poursuivre leurs petites discussions, de passer aux actes entre eux sans danger pour personne cette fois.

Extrait d'une lettre d'Allemagne

« Ici, le peuple est content que la guerre soit terminée. « Seulement, peu de travailleurs s'occupent de leur sort. « Le passage et l'entrée des Russes dans notre pays ont fait que très peu sont pour les communistes, car le communisme c'est la même chose que l'hilérisme. « L'individu n'est pas libre et n'a pas la liberté de penser. « Douze années d'esclavage et de tyrannie sont suffisantes. « La plupart des ouvriers ont voté socialiste et non communiste. « Malheureusement, nous devons combattre la faim, car nous vivons mal. « Mais la guerre et les bombardements étaient pires encore. » (Traduit de l'Occidental par J. T.)

N. D. L. R. — Cette lettre nous a été adressée par un camarade occidentaliste de Berlin. Nous taisons le nom de notre correspondant pour des raisons que tous comprendront; mais nous tenons l'original à la disposition des camarades.

Pour les travailleurs de l'Agriculture

En livrant leurs produits au marché noir, les exploitants exodentaires ont fait monter le coût de la vie, justifiant une augmentation des salaires qui interdit aux petits exploitants l'emploi de la main-d'œuvre salariée, et d'une !

Les bénéficiaires des fortunes hâtives et scandaleuses achètent les tracteurs disponibles au détriment des coopératives de petits exploitants, et de deux !

Ils accaparent les propriétés et les terres qui sont à vendre pour les faire exploiter par des mercenaires, rendant ainsi l'homme esclave de la machine alors que, par la coopération, la machine devrait libérer l'homme et de trois !

Ils pratiquent ainsi le remembrement à leur avantage, et de quatre !

L'ouvrier agricole et le petit exploitant rendent à peu près la même somme de produits. Ainsi : sur : 1/3 d'ha de vigne, une récolte moyenne de 12 hl. ou la consommation d'un homme pendant 600 jours. Et sur un hectare en blé, 1.680 kilos qui donnent 1.440 kilos de pain d'un pouvoir calorifique de 3.168.000 calories.

La ration alimentaire du cultivateur étant de 3.400 calories cela représente 931 rations journalières ou l'alimentation de ce travailleur pendant 2 ans 6 mois 21 jours.

Le sol n'appartenant pas à l'ouvrier agricole; pour cette production il reçoit un salaire annuel variant entre 15 et 22.000 francs.

Cette somme est insuffisante pour nourrir sa famille puisqu'il devrait payer 25.000 au marché noir ce blé qui n'en vaut que 12.000; et que l'achat d'un litre de vin lui coûte le salaire d'une journée, et celui d'une douzaine d'œufs le salaire de 2 journées.

Pour labourer, semer, herser, rouler, écharbonner, moissonner, charrier et battre la récolte d'un hectare, l'ouvrier agricole a dépensé 5.491 calories, mais : « les 5.000 kilogrammes de carbone fixés dans la récolte » de 1 hectare ont exigé 40 millions de calories... il en résulte que lorsque l'homme dépense 1 en efforts mécaniques la nature y ajoute 444 à l'état inostensible de chaleur et le lumière (d'après G. Ville.)

L'ouvrier, pour vivre, utilise gratuitement l'oxygène de l'air; mais son patron lui refuse les bienfaits du soleil, c'est-à-dire le droit à la vie.

Il n'y a pas lieu d'en être fier d'un côté comme de l'autre.

Si aujourd'hui le petit exploitant ne soutient pas l'ouvrier et tous les autres exploités, qui le soutiendra à son tour ?

Un enterrié vivant !

L'Union régionale de la S. I. A. (Nord) avec l'appui de la 13^e région de la C. N. T. attire l'attention de tous et demande à l'Union Régionale Parisienne de la S. I. A. de faire connaître par la presse amie le cas douloureux du pauvre Jean DUVAL, condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1913, peine commuée en celle de 20 ans de travaux forcés le 14 juillet 1945, par mesure de grâce présidentielle.

Nous demandons la libération totale de Jean DUVAL qui a suffisamment souffert et dont la mesure de clémence prouve la bonne attitude civique qu'il eut pendant l'occupation nazie, à la maison centrale de Fontevault (Maine-et-Loire). Nous sommes convaincus qu'à l'exposé des faits et des circonstances de sa condamnation, tous ceux qui ont un cœur, approuveront notre campagne et se joindront à nous pour qu'il soit rendu à la vie libre.

L'Union régionale Nord de la S.I.A. P. S. — La C. N. T. d'accord avec la 13^e U. R. et la S. I. A. demande la libération totale de Jean Duval.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE :

LA TRESORERIE CONFEDERALE,

LA SOUSCRIPTION PERMANENTE,

LA LIBRAIRIE,

Envoyez les fonds à :

René DOUSSOT,

9, Avenue de la Porte Clignancourt, PARIS (18^e).

Chèque postal : 5046-35, PARIS.

Souscrivez pour la C. N. T.

Camarades, pour que notre propagande donne des résultats féconds, des sommes importantes sont indispensables. Les efforts ne doivent pas ralentir.

PARTICIPEZ

A LA SOUSCRIPTION PERMANENTE

Sommes reçues du 20 juin au 7 juillet 1946

Marise Ruffet (St-Jean-de-Luz) : 40 fr. — Lori (Annecy), liste n° 149 : 380 fr. — Boezier (Romans), liste n° 142 : 650 fr. — Estève (Narbonne), liste n° 69 : 1.200 fr. — Privy (Pursan), liste n° 62 : 185 fr. — Rougier (Saint-Ouen), liste n° 6 : 450 fr. — Perrissaguet (Limoges), liste n° 46 : 320 fr. — Permanence Paris, liste n° 161 : 623 fr. — Perrier Elisée (Aimargues), liste n° 100 : 50 fr. — M. L. E. - C. N. T. - A. I. T. - Fédération de la Maronne, liste n° 162 : 3.600 fr. — Pichon J. (Firminy) : 12 fr. — Un groupe de postiers avallonnais dégoûtés par les dirigeants de la C. G. T., liste n° 90 : 105 fr. — Mirande (Toulouse), liste n° 27 : 720 fr. — Mirande (Toulouse), liste n° 30 : 1.010 fr.

Total général de la présente liste : 8.745 fr.

Des listes de souscriptions de la C. N. T. imprimées sont à la disposition des camarades. En faire la demande à R. Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e), ou passez les prendre à la permanence, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

Le Gérant : Eugène JUHEL.

Imprimerie Syndicale de l'Action Syndicaliste.

QUELLE SOLUTION POUR LES SALAIRES ?

Dans le cadre de l'économie libérale la santé de la monnaie dépend presque essentiellement de deux facteurs primordiaux ; une encaisse métallique et un portefeuille commercial suffisants pour gager le volume des billets mis en circulation et une balance commerciale positive, c'est-à-dire un équilibre des exportations et des importations. Toutefois, si cette condition dernière n'est pas remplie, la balance des comptes peut apporter un correctif favorable dans la mesure où les ressources invisibles constituées par les intérêts des placements à l'étranger et des achats exportés échappant au contrôle douanier viennent compenser le déficit des exportations enregistrées.

C'est ainsi qu'en 1913, le déficit de la balance commerciale évalué à 1.541 millions était largement comblé par les revenus du tourisme et par des devises provenant des emprunts accordés à l'étranger.

L'acquiescement des transactions amène des sorties de devises réelles qui, si elles n'ont pas une contrepartie équivalente, risquent d'ébranler le crédit de la monnaie, puisqu'un des éléments qui garantit sa valeur et sa stabilité se contracte tandis que le papier-monnaie conserve la même importance.

Pour que des perturbations inquiétantes n'interviennent pas, l'acrosissement du portefeuille commercial devient nécessaire, mais ceci suppose et exige un développement des transactions intérieures, une circulation accrue des marchandises et des produits.

Depuis 20 ans, notre stock d'or a subi différentes ponctions qui ont entraîné des dévaluations successives de la monnaie et aujourd'hui nous nous trouvons devant la menace d'une volatilité totale. Pour conjurer cette menace, le pays a sollicité et obtenu des crédits extérieurs, insuffisants pour financer nos importations évaluées au strict minimum et pour notre reconstruction, mais les intérêts et le principal constituent une dette permanente à court et à long terme dont il faut

CE QU'IL FAUT FAIRE

dra se libérer graduellement. La multiplication et l'importance de ces crédits ont amené les créanciers à demander des garanties qui sont, en vérité, autant d'hypothèques sur notre indépendance politique et économique.

Pour tenir ses engagements, la France doit exporter en proportion illimitée, au cours des prix mondiaux pour affronter avantagusement la concurrence étrangère, avec des produits et des objets de qualité impeccable. Ce n'est que par ce moyen qu'elle trouvera les devises qui lui manquent pour le remboursement des annuités de ses emprunts et le paiement des intérêts. Mais elle ne peut tenter la réalisation d'exportations massives qu'au prix d'immenses sacrifices consentis par les ouvriers, de gré ou par contrainte, et c'est probablement à cette dernière méthode qu'il sera fait appel. Car les sacrifices imposés n'empêcheront pas l'industrie française de se trouver devant des compétiteurs mieux outillés qu'elle, bénéficiant d'une technique moderne, d'un outillage neuf et perfectionné, s'assurant ainsi d'un rendement supérieur et de prix de revient inférieurs. Dans ces conditions, la lutte pour les débouchés sera âpre, difficile, et l'on peut augurer un insuccès sans crainte de se tromper. Les industries américaines rivales ont des positions et une vitesse de production acquises que nos industries ne peuvent atteindre de sitôt.

Dès que le mécanisme prévu pour l'exécution des accords financiers commencera à fonctionner, si les exportations n'atteignent pas le niveau exigé, des transferts d'or, de devises seront obligatoirement nécessaires, frappant de nullité notre monnaie, et les financiers internationaux ne manqueront pas de prendre des « gages » pour sortir le pays de la faillite.

La recherche du prix de revient le plus bas obligera l'industrie, pour s'extérioriser, à limiter la

puissance d'achat des salariés. Une pénurie sera maintenue ou artificiellement créée de façon à la justifier. Sous tous les aspects la situation dans laquelle nous allons nous débattre tourne le dos à une économie orientée vers la satisfaction de tous les besoins, à leur épanouissement.

La monnaie fiduciaire ajoute quelques craintes supplémentaires. Tant qu'elle peut faire retour dans les caisses du trésor grâce aux bons de toutes sortes qu'il émet, les dangers de complications monétaires sont moins apparents, mais une production fiduciaire sans retenue briserait ce cycle avec l'inflation comme conséquence.

Les augmentations de salaires, dans une économie basée sur le profit, compte tenu des caractéristiques du moment, peuvent participer à l'élargissement de ce phénomène. Une augmentation importante, pourtant aussi urgente qu'indispensable, obligerait une émission presque aussi volumineuse de billets que sa masse représenterait. Il y aurait inflation qui en appelle de nouvelles par instabilité des dépenses publiques et des majorations de prix et, en définitive, les salaires subiraient une disproportion toujours plus grande avec le coût de la vie.

Pourtant il faut que la classe ouvrière sorte des privations et des restrictions. Il faut qu'elle retrouve des moyens d'existence lui permettant d'acquiescer les produits que l'on jette parcimonieusement sur le marché, que l'on destine ailleurs pour se procurer des devises, mais qui pourraient assurer le contentement des ouvriers s'ils avaient les ressources suffisantes pour le faire. Il faut même que la production satisfasse d'abord les besoins intérieurs avant ceux des autres et que la puissance de consommation des travailleurs soit relevée à cet effet.

Pour cela les moyens ne sont pas tellement nombreux. En véri-

té, il n'y en a qu'un : l'institution d'une monnaie intérieure, ce qui permettrait la réalisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements.

Nous savons très bien que cette solution ne rencontrera pas la faveur de nos économistes bien pensants, pas plus que celle des financiers et des capitalistes, mais c'est précisément pour cela qu'elle correspond aux intérêts vitaux de la classe ouvrière.

Dans le système capitaliste la monnaie est liée à un étalon que l'on appelle or. Cet or est la mesure commune des marchandises, le signe représentatif contre lequel elle s'échange. La valeur d'un billet de banque est déterminée par la quantité d'or qui le représente et des richesses qui peuvent lui être comparées ou établies par lui. Mais si toutes les richesses ont leur valeur fixée par rapport à l'or, elles peuvent facilement se substituer à lui pour servir de garantie à une monnaie. Les bâtiments, les machines, le sol, le sous-sol, tout

cela peut remplacer le métal précieux qui fuit chaque jour, et s'il satisfait la mystique de tous les flibustiers du travail dans le monde nous laisse complètement indifférent. Ce n'est pas d'or qu'il s'agit pour les ouvriers, mais de nourriture, de vêtements, de chaussures, de tout ce qu'il importe d'avoir pour vivre décemment. En libérant la monnaie du métal en question, on la met à l'abri des fluctuations, de la spéculation, et il devient possible de mettre en circulation autant de moyens de paiement que la consommation l'exige.

C'est parce que nous sommes convaincus que l'économie distributive triomphera un jour et qu'il n'y a pas d'autre remède à la situation présente que les mesures préconisées par nous, que nous opposons au classicisme conformiste de la C. G. T. par la revendication de l'échelle mobile financière par une monnaie intérieure.

Nous reviendrons plus tard sur ce sujet.

Salaires hiérarchisés

Il y a quelques années, alors que nous subissions le régime de l'occupation et, par conséquent que l'activité du mouvement syndical était nulle ou presque, devant la hausse du coût de la vie, une revalorisation des salaires se produisit.

Mais, à la stupeur des ouvriers, les catégories de producteurs s'amplifièrent. C'est ainsi que dans la métallurgie, par exemple, à la place de quatre, elles passèrent à sept.

Al la faveur de cette opération, certaines catégories professionnelles virent diminuer leur salaire, au lieu de l'augmenter. Les patrons roublards, en effet, purent choisir dans la hiérarchie et collèrent leurs ouvriers dans les catégories inférieures. Par conséquent, tout en respectant la légalité, ils rognèrent sur les salaires, ce qui eu pour résultat de leur rapporter un bénéfice supplémentaire.

Une hostilité sourde, mais hostile quand même, se manifeste à

l'égard de l'étrange convention. Certains travailleurs durent à cette époque, user du conseil des prud'hommes pour rentrer dans leur droit, c'est-à-dire faire rétablir leur salaire sensiblement amputé.

Ceci dit, nous étions en droit de penser, qu'à l'issue de la « libération », cette hiérarchie des salaires, allait être réduite à sa plus simple expression. Il n'en fut rien, et à l'heure présente, l'on voit la Grande C. G. T., s'attacher d'une façon irréductible au maintien et à la défense de la hiérarchie des salaires. Que de fois, cependant, l'on nous a chanté sur tous les tons, qu'on s'attacherait à faire supprimer les exactions accomplies sous Vichy. Il n'en est rien. Bien au contraire, on les amplifie.

Notre jeune centrale, ne peut suivre la C. G. T. sur ce terrain, car depuis très longtemps les syndicalistes que nous sommes, luttent pour l'application du salaire unique.

Certes, pour la majorité des travailleurs, cette revendication apparaît un peu osée et une certaine opposition se manifeste à cette idée : un tel argument de ses années d'apprentissage, tel autre de ses études, etc... La nécessité apparaît néanmoins, pour l'ensemble, de diminuer les catégories, car les écarts de salaires deviennent de plus en plus grands et ne pourront aller qu'en s'amplifiant si on maintient la hiérarchie.

Ainsi, le camarade manœuvre est rejeté comme un être inutile au ban de la société, et l'on trouve naturel, alors que le professionnel qualifié arrive à peine à vivre de son salaire, que le manœuvre crève littéralement de faim, tout en travaillant parfois très dur.

C'est une iniquité. Quel est donc le résultat de cette politique de hiérarchie, sinon la division parmi les travailleurs. L'on aiguise ainsi la jalousie des plus humbles envers les mieux rétribués. Qui tire les bénéfices de cette situation ? Ce n'est que le patronat et lui seul.

Ceci est déjà un point, qui ne nous permet pas d'accepter de tels écarts de salaires. Et puis les simplistes disent, avec juste raison, qu'il n'y a pas chez le commerçant de bifteck de manœuvre ou d'ouvrier qualifié, il y a le bifteck tout court et au même prix pour l'un comme pour l'autre.

De plus, nous considérons que chaque travailleur, quel qu'il soit, suivant ses capacités et son intelligence, a une fonction sociale indispensable dans la société et qu'en conséquence il doit bénéficier d'une rétribution suivant ses besoins et ceux de sa famille.

Il faut en finir avec la loi Lassel qui dit :

« Partout, un ouvrier qui a des charges moyennes, reçoit un salaire moyen qui lui permet de produire et de se reproduire », et considérer que c'est tout l'effort du travailleur qui doit être rétribué et non une petite parcelle.

Nous n'ignorons pas que nous nous attachons à une revendication importante que nous allons trouver ligüés contre nous : Patronat, Etat et C. G. T.

L'on sera encore traités d'utopistes, les sarcasmes ne nous seront pas ménagés. Qu'importe !

Dés aujourd'hui, chacun des travailleurs manuels ou intellectuels, de la ville ou des champs, groupés à la C. N. T. doit s'attacher à travailler à faire réduire au strict minimum la hiérarchie des salaires, et ainsi faire comprendre à tous les réfractaires la nécessité impérieuse de la conquête du salaire unique, importante étape vers la libération de l'esclavage dont il est la victime.

2° REGION

CHEZ LES TRAVAILLEURS DU SPECTACLE

Section du film

Quelque de formation récente, notre section du film se développe petit à petit.

De plus en plus, les camarades de cette industrie comprennent qu'ils sont lurrés par la grande C. G. T. Dame, comment concilier l'inconciliable ? Ne voyons-nous pas dans un studio, le directeur cégétiste se dresser contre les revendications de ses ouvriers, également cégétistes ? A quand la fusion de la C. G. P. F. avec la C. G. T. ?

Et puis, ils en ont de bonnes, au syndicat Chézeau ! N'est-il pas inouï dans le bulletin d'adhésion, les lignes suivantes : « Je déclare ne pas faire, dans les organisations, de propagande anticléricale, antisémite, anticommuniste, etc... »

Les adhérents doivent donc avaler toutes les couleuvres et ne pas riposter.

Notre section, il n'en est pas de même. Dans les circonstances présentes, nous nous dressons contre tous ceux, quels qu'ils soient, qui mettront les barrières à nos revendications, à nos aspirations d'un avenir meilleur.

Travailleurs du film, il ne s'agit plus de grogner et continuer à cotiser à la C. G. T. L'heure est venue de prendre une position énergique. Notre section adhérente à la C. N. T. travaille au regroupement des mécontents de la subordination politique de la C. G. T. Venez-y nombreux et, tous ensemble, nous ferons un travail utile pour l'amélioration de notre sort.

Pour tous renseignements, s'adresser 22, rue Sainte-Marthe. (Métro Belleville).

AU GARS DU BATIMENT

Le S. U. B. continue

Après les années d'obscurantisme que nous venons de vivre et que tentent de perpétuer les politiciens lurrant le mouvement syndical C. G. T., un noyau de camarades, non convertis aux méthodes stalinienues, considère qu'ils ne pouvaient plus rester au sein de la grande maison et que le vieux S. U. B. devait renaître.

Bien leur en prit car, à ce jour le syndicat connaît une ascension de membres, importante.

Ce qui freine un peu la rapidité du développement de notre S. U. B., c'est la dissimulation de nos camarades, à travers le pays, qui ne permet pas de les toucher tous.

Néanmoins, de la Manche, de l'Orne, du Calvados, de la Moselle, du Bas et du Haut-Rhin, et de partout ailleurs, arrivent des marques de sympathie, d'encouragement et des adhésions.

En conséquence, notre vieux S. U. B. se gonfle, malgré la pression exercée dans les chantiers par des irresponsables se croyant tout permis, pour faire plaisir à leur maîtres.

Gars du Bâtiment, malgré les m-bôches et les insultes, redonnez ce que vous étiez à l'époque héroïque du

Dans les Régions

syndicalisme et rejoignez sans tarder le vieux S. U. B. et la C. N. T.

CHEZ R. B. V.

LA VALEUR N'ATTEND PAS...

Après plusieurs tentatives infructueuses des délégués ouvriers cégétistes et des représentants au Comité d'entreprise, pour obtenir des vacances doubles payées, les syndicalo-communistes de chez R. B. V. avaient décidé d'envoyer un délégué élargi auprès du patron, pour porter à nouveau cette revendication, en donnant le rôle principal au représentant de la C. G. T. Convaincus qu'ils étaient d'un échec de cette entrevue, ils pensaient en tirer profit en arguant que la C. N. T. ne pouvait faire mieux qu'eux. Mal leur en a pris, car, grâce à l'esprit pondéré et réel d'un de nos camarades, ainsi qu'à son éloquence simple mais directe, satisfaction fut accordée. Les communistes marris, ne pouvant les traiter d'agent des trusts, de vipères libriques d'hibéro-faciste, etc... crient à l'échec sous le prétexte que la moitié sera payée avant les vacances, le restant après. Si 15 jours de vacances supplémentaires payées, c'est un échec, comment se fait-il, quoique ayant tout le personnel pour les appuyer, qu'ils n'ont pu obtenir cette insignifiance ?

La vérité, c'est qu'ils sont déçus par l'ampleur que prend notre section syndicale, qui démontre que la valeur n'attend pas le nombre des années !

A LA S. F. M.

A la S. F. M., à Issy-les Moulineaux, l'unité d'action a fait triompher les revendications.

Notre section syndicale si elle n'est pas la plus forte numériquement dans l'entreprise est incontestablement l'animatrice revendicative. Comme partout, elle est en butte au double jeu des communistes : injures et calomnies dans leurs journaux ; exploitation de l'initiative des autres pour en tirer profit. Cependant, l'on ne se fait sans qu'elle soit appelée à formuler son opinion et sans qu'elle soit à la pointe de l'action.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours ayant créé un courant en faveur d'une augmentation de salaires de 1 fr. 50 de l'heure, sans préjudice de celles qui pourraient intervenir ultérieurement, la section syndicale par le canal de son délégué du personnel C. N. T. conjointement avec ceux de la C. G. T. déposa cette revendication à la direction. Satisfaction totale leur fut donnée.

Ce qui démontre, contrairement à ce que certains colportent, que les diviseurs ne sont pas chez nous. Au contraire nous sommes pour une unité d'action toujours plus accentuée et plus intime, pour des objectifs bien précis qui découlent des buts particuliers du syndicalisme. Des faits comme celui-ci mettent en relief l'innocence, des accusations lancées contre nous par les diviseurs patentés de la classe ouvrière.

CHEZ BARDET

INTENDANTS PATRONAUX

Dernièrement, chez Bardet, un de nos camarades ayant crevé les temps, fut questionné par le contremaître pour en connaître les causes. Il lui faisait valoir l'insuffisance des temps alloués, quand, sur ces entrefaits, survint le délégué, « ouvrier ». Notre ami estimant qu'il n'avait rien à dire dans la question qui le mettait aux prises avec son supérieur hiérarchique, lui tourna le dos, poursuivant la conversation avec son interlocuteur. Mais en bon disciple de Loyola, soupli par une habitude professionnelle qui relève du Quai des Orfèvres, le délégué cité, prêta une oreille attentive à la discussion, puis intervint brusquement en disant à notre camarade : « Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à foutre le camp ! » Plus fort que le contremaître ou le patron. Un bon chien de garde, quoi. A mettre en laisse au coffre-fort d'un trust !

Ce qu'il y a d'acquis, c'est que l'ex-secrétaire de la section syndicale est passé au bureau du lancement où il établit les temps. Il faut croire qu'il s'y trouve bien, puisqu'on ne le voit plus ; il est tout à sa sinécure, récom-pense des services rendus.

3° REGION

DIJON

LA C. G. T. ET LES LAMPISTES

Si les adhérents à cette Centrale Syndicale réfléchissaient un peu, s'apercevraient rapidement que la soi-disant augmentation de 25 % qui n'est déjà plus que de 15 %... ou de 5 %, est sans portée et, en outre, une iniquité. En effet, le « Lampiste », nous voulons dire le manœuvre... avec ses 16 francs de l'heure ne touchera qu'une augmentation ridicule par rapport à l'ouvrier qualifié qui gagne 50 francs et plus. Pourtant, l'un et l'autre n'ont qu'un estomac et les leurs sont dans le même sac. Est-ce que les petits salariés auront enfin compris ?

Ceci veut dire qu'à la C. G. T., on admet les classes dans les travailleurs : il y en a de plusieurs zones et se sont toujours ceux d'en bas qui sont sacrifiés.

Dame, à la C. G. T. comme dans le patronat, on est maintenant pour la hiérarchie des salaires.

En admettant ces inégalités de fait dans la classe ouvrière, on dresse ainsi les travailleurs les uns contre les autres et les lampistes ont toujours tort. A l'injustice patronale, la C. G. T. ajoute la sienne qui justifie la première.

Cela peut faire l'affaire du Parti Communiste, qui a besoin d'avoir ses cadres avec lui pour prendre le pouvoir, mais cela ne comble pas les vœux des petits qui seront toujours gros-Jean comme devant, en régime étatique comme en régime capitaliste.

13° REGION

LILLE

DEMOCRATIE... SYNDICALE

Les yeux des syndiqués se desillèrent, ils ont compris qu'une fois de plus ils sont roulés par les représentants... de la classe ouvrière, ils savent très bien qu'il y a belle lurette, que cette chère Démocratie syndicale est disparue, depuis que les fromagistes, les arrivistes ont pris en mains les destinées de ce qui fut la C. G. T., et que les bonzes syndicaux, ministres ou ministres, ont renié la « lutte des classes » et la « suppression du salariat ».

Au sein de l'ex-C. G. T., il y avait des Pelloutistes, des Anarcho-Syndicalistes qui ont toujours combattu pour l'indépendance du syndicalisme farouches partisans de l'action directe. Avec ce qui s'est passé aux élections de juin, la manifestation organisée pour protester contre l'attentat dont fut victime?... le parti des masses (on tant qu'hommes libres, nous sommes antifascistes, comme syndicalistes nous n'admettons pas qu'on fasse grève pour un parti politique). le slogan des 25 %, les transitions, les compromissions ont décidé les syndicalistes purs à se séparer de la défunte C. G. T., et de créer la C. N. T.

A Lille, comme ailleurs, nous nous naissons la façon d'agir des stalinien, (un voleur devient assassin qui vont jusqu'à menacer de mort, c'est naturel, normal, que les disciples du « père du peuple » lancent les calomnies et les pires menaces contre un camarade exploité à la Cie de Fives-Lille de Fresnes s/Escourt. Ces camarades, pour les raisons indiquées ci-dessus, a quitté la C. G. T. comme tout travailleur conscient, sa force, il a adhéré à la C. N. T. pour combattre loyalement le fonctionnarisme syndical, il était délégué d'usinier, malgré que la loi interdit d'usinier, ou représentants?... (la qualité remplace la quantité) de se porter aux élections de délégués, il posa sa candidature, dès qu'elle fut affichée le secrétaire de l'ex C. G. T. l'arracha, c'est très démocratique, dans l'usine, ce geste suscita un vif mécontentement.

Malgré leurs manœuvres, leur bassesse, notre camarade a obtenu 33 voix, il y eut 1 bulletins rayés complètement et un panachage formidable sur 190 votants. Le résultat fut que notre ami reçut la visite à l'usine d'un représentant thorezoldien, digne petit-fils du grand-père malade et sanguinaire, en camarade?... il intima à notre ami de cesser son travail de division?... qui, pour les adhérents de la C. N. T. n'est qu'un redressement du syndicalisme pur issu de la charte d'Amiens, il le menaçait et le faire mettre à la porte de l'usine...

Camarades, malgré les sarcasmes, les calomnies des dignes « fils du peuple » nous continuerons la lutte pour la suppression du salariat, pour la libération des exploités ; soutenez notre ami, qui eut la franchise, le courage de les démasquer, de leur jeter à leur face son mépris, pour une Action Directe plus efficace, rejoignez les syndicates de la C. N. T.



L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A. I. T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Auguste LE MARC
22, avenue Foch. — St-Mandé Seine
C. C. P. 5506.36, Paris.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr.

Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION

22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)

METRO : BELLEVILLE

LE CERCLE VICIEUX

L'OBJECTIVITE avec laquelle nous avons suivi le processus de l'action entreprise par les organisations « représentatives pour la revalorisation des salaires, afin de ne pas la contrarier nous impose aujourd'hui l'obligation de porter un jugement sur les résultats acquis après de laborieuses discussions.

La C. F. T. C., la C. G. T. se faisant les interprètes d'un prolétariat las d'être porté en holocauste à la renaissance d'un capitalisme insatiable, exigeant de quoi pouvoir vivre, font connaître leurs désirs de modifier les conditions d'existence des salariés.

Le gouvernement, les partis donnent généralement l'assurance gratuite de toute leur sollicitude.

On institue une conférence économique pour accroître la puissance d'achat des salaires de 25 %, ou d'augmenter leur valeur nominale dans la même proportion, mais tout étant dirigé pour la restauration du Profit, c'est l'Etat qui, en définitive, se charge d'orienter les réajustements en fonction des limites de consommation imposées aux travailleurs.

En liant tous les problèmes : salaires, prix et production, il restreignait le cadre des audaces, tout en assurant la sauvegarde de cette restauration par les représentants de ceux qui n'y ont aucun intérêt. Il y a parfaitement réussi, puisque se trouvent légitimés les profits honnêtes. Par voie de conséquence tout le système économique incapable de fonctionner autrement que pour le malheur des hommes.

Le gouvernement avait proposé 15 % d'augmentation des salaires et promis une baisse du coût de la vie de 10 %. Les délégations ouvrières ne pouvaient accepter carrément ces propositions qui les auraient désignées à sa remorque. Il fallait faire de l'opposition pour maintenir un crédit sérieusement ébranlé, quitte à faire des contre-propositions qui aboutissent au même résultat. Car les faits sont là ; ils parlent avec une évidence et une clarté qu'aucune dialectique ne peut obscurcir. Sur le principe des 25 %, tous sont d'accord, mais où les divergences ressortent c'est sur les modalités d'application.

L'augmentation sera vraisemblablement de 21 0/0 après trois mois de présence dans l'entreprise, 130 0 pour les nouveaux embauchés, mais nulle pour les « salaires noirs ». C'est dire que n'étant pas proportionnelle aux salaires réels, elle n'est que partielle et insuffisante puisque les bénéficiaires seront relativement peu nombreux.

A cela s'ajoute une menace directe contre les 40 heures déjà mal en point. Des travaux de la conférence, le rapport particulier sur la production envisage, partout où cela sera possible, une augmentation de la durée du travail. Cette idée, reprise par le ministre des finances qui la complète en suggérant une diminution du taux de majoration, est un argument fourni bénévolement au patronat qui rétorquera aux demandes d'augmentation : « Si vous jugez ne pas gagner assez, fai-

tes des heures supplémentaires ».

Pour la stabilisation des prix, nous sommes en pleine incohérence. Certains marchandises sont vendues à un prix relativement bas grâce à des subventions qu'alloue le Trésor aux producteurs. Qu'on les supprime — ce qui n'allègera pas les charges du contribuable puisque le budget ne sera pas amputé d'autant — et c'est une hausse certaine. Qu'on les maintienne et les développe et c'est la monnaie qui en souffrira. La dépréciation aurait des répercussions dangereuses sur le standard de vie ouvrier. Tout cela, c'est un cercle vicieux duquel on ne peut sortir qu'en brisant la carcasse de l'économie libérale. En fait de stabilisation des prix, on a celle du Profit à un niveau encourageant pour les profiteurs. Quant à la sécurité du budget des travailleurs, ensuite, plus tard...

Il faut être machiavélique comme un disciple de Lénine pour présenter l'augmentation du prix du pain, du lait, de l'eau, du gaz, de l'électricité, des transports en commun, de tout ce qui sera affecté par la suppression des subventions économiques, comme un avantage et une stabilisation.

Croizat peut toujours vitupérer la presse qui signale le danger d'une hausse certaine des prix, il n'en reste pas moins exact que toutes les mesures y concourent, y compris les recommandations de la Conférence économique. Il veut nous refaire le bourrage de crânes à la Plevin avec les premières suppressions de subventions économiques, ça ne marche pas. Et puis, s'il y a une campagne de fausses informations, qu'il s'en prenne à son ami Henri Reynaud, secrétaire de la C.G.T., qui déclara que nous étions prêts à absorber l'augmentation du prix du blé si l'on diminuait le prix de la viande.

Stabilisation, alors que, si l'on en croit le directeur du ministre de l'Economie Nationale, presque tout y passera ; l'évolution des prix tendant vers une hausse, indépendamment des augmentations de salaires accordées ou à venir.

Mieux ravitailler les ouvriers, mais alors pourquoi le maintien des différentes zones du franc Plevin qui provoque l'inaccessibilité des produits coloniaux ?

La lutte contre le marché noir, alors que l'insuffisance des denrées et des produits mis à la disposition des consommateurs le renforce et que l'exportation des choses les plus indispensables aux besoins urgents des ouvriers l'aggrave.

On parle de liberté de la viande, pour eux, demain comme hier, ce sont les os à ronger !

Car quoiqu'en dise les politiciens et les profiteurs du syndicalisme, la viande taxée au prix de 110 frs 00 vif portera celui de détail à au moins 175 frs le kilog. Pour la vente libre... mieux vaut ne pas fixer de probabilités.

Ainsi pour 150 grammes par semaine de viande taxée à un prix problématiquement abordable, il faut que nous aillions toutes les hausses,

des denrées comme des produits industriels.

Curieuse méthode de défense du standard de vie ouvrier !

A cheval sur un écrevisse pour la bataille contre le marché noir, le ministre du ravitaillement, entre deux joutes donquichottesques et publicitaires, entend manier la hache dans la paperasserie inutile des consommateurs. Oui, mais cette réduction des cartes n'implique-t-elle pas la suppression de la carte des travailleurs de force ?

Ne dit-on pas que 75 0/0 du vin commercialisé sera distribué aux consommateurs, les 25 0/0 restant, en vente libre, permettront l'approvisionnement des autres ayant droit.

Et du vin augmenté au minimum de 20 0/0 ! Pas plus pour éviter l'abondance dans les années à venir. C'est que des cours élevés pourraient inciter les viticulteurs à développer les plantations.

(Suite page 2).

ATTENTION !!!

CHANGEMENT D'ADRESSE.

A partir de maintenant, pour tout ce qui concerne « L'Action Syndicaliste » s'adresser à

LE MARC Auguste

22, Avenue Foch, St-Mandé (Seine).
Chèque Postal : 5506-36 PARIS.

Que deviennent les congés payés de la classe ouvrière ?

Depuis la libération, il a été dit et écrit par des hommes ayant des opinions politiques très différentes : « la classe ouvrière a bien mérité de la Patrie ». A la Confédération Nationale du Travail, nous avons l'impression que la mère Patrie est devenue pour cette classe ouvrière moins qu'une marâtre.

En effet, nous avons vécu l'occupation avec ses restrictions, mais depuis le départ de nos occupants, la catégorie la plus défavorisée qui est la nôtre souffre encore de la pénurie de denrées de première nécessité. Cela a pour effet, si l'on y ajoute les conditions de travail du pauvre prolé, puisqu'on lui demande de se surpasser, pour accélérer la production (moyen inévitable pour garnir un peu plus les coffres-forts des patrons), de provoquer chez les travailleurs une défiance générale. Une bonne preuve si l'on consulte l'état sanitaire de nos grandes villes et les déchets constatés à l'examen des conseils de révision.

Nous avions donc pensé que, pour remédier ces pauvres bougres exténués et amoindris physiquement que les partis dits prolétaires, à la tête actuellement de notre gouvernement, allaient faire un effort pour redonner des forces à ces hommes en leur permettant, par un bon repos à la campagne, une nourriture saine et abondante aidant, de revenir à l'atelier en meilleure santé.

Or quelle n'a pas été notre surprise ces jours derniers d'apprendre que le Ministre de l'Intérieur proposait de délivrer des S. P. avec essence pour les propriétaires de voiture partant en vacances. Mais enfin il s'agirait tout de même de s'entendre ! Quelle est la catégorie de Français qui peut se permettre de rouler en voiture ? (Ce n'est certainement pas le brave type gagnant 40 fr. de l'heure.) Nous croyons savoir que la quantité d'essence allouée pour cette période sera assez minime, ce qui veut dire que le surplus sera acheté au marché noir, soit de 65 à 80 fr. le litre, si l'on y ajoute les frais d'entretien et remise en état d'une voiture n'ayant pas roulé depuis plusieurs années, plus l'assurance dont le prix a monté en flèche, n'imitant pas en cela ceux de nos salaires. Donc je crois que là-dessus nous sommes d'accord, ceux qui vont partir avec les voitures sont les favorisés de la vie, les bourgeois et les trafiquants, car à cela s'ajoute le coup de fusil des marchands de soupe et de sommeil. Mais pour les ouvriers, que va-t-on faire ?

Pourtant nous avons connu une période où tout de même il avait été fait quelque chose pour les congés payés. C'était en 1936 où, par sa puissance, la classe laborieuse avait obtenu des billets de vacances appelés billets Lagrange. Cela avait permis à bon nombre de mains sales d'aller laver leur sueur jusque sur la Côte d'Azur, au grand mécontentement de nos braves bourgeois qui criaient au scandale d'être dans l'obligation de côtoyer des ouvriers. Il me semble qu'en mettant à la disposition des travailleurs des billets à tarif réduit sur les chemins de fer, cela décollait non seulement du bon sens, mais de la justice. Le déficit de la S. N. C. F. n'aurait pas été plus grand et, de toute façon, le résultat va être identique, car l'essence ainsi consommée sera sans contre-partie exportable. Or nous pensons qu'à l'heure présente cette essence est précieuse et doit être réservée à des usages plus utiles.

Bonnet phrygien à tête de mort

Tous les jours, en Espagne, on emprisonne, on torture, on assassine. Le moindre prétexte est bon pour apporter au monde sa sanglante nouvelle quotidienne. Les rafles succèdent aux perquisitions, les Comités régionaux de la C. N. T. décapités renaissent sans tarder, poursuivaient, malgré les coups ou la mort qui rôde autour d'eux, leur travail périlleux de destruction du régime franquiste.

Combien de ces héros connus ou obscurs ont-ils tombés, victimes de la dictature du capitalisme dans sa phase la plus brutale et la plus odieuse ? Les informations qui nous parviennent ne peuvent en donner une idée, si ce n'est de pressentir le pire.

Contre l'homme de paille du capitalisme anglo-saxon et son régime de terreur, les peuples, indignés, ne se lassent pas de protester, affirmant leur solidarité avec le peuple espagnol rendu exsangue par la misère et la faim. Car là-bas, de l'autre côté des Pyrénées, les travailleurs ont des conditions d'existence qui sont parmi les plus misérables du monde.

Les diplomates sont inertes, chacune attendant que la saignée soit complète, que toute velléité d'indépendance envers les financiers internationaux soit étouffée parmi les proscrits, et que ne subsiste aucune chance de renaissance d'un mouvement ouvrier puissant, combattif et s'affirmant pour des droits nouveaux.

L'O. N. U. fut saisie plusieurs fois de propositions tendant à une action concertée des puissances gardiennes de la démocratie pour l'éviction de Franco, mais par des manœuvres dilatoires les trusts internationaux les ont mises en échec.

Le gouvernement français, sous la pression de l'opinion publique, le premier, accomplit le geste de moralité politique internationale en rompant les relations diplomatiques et en fermant la frontière pyrénéenne.

Seulement, si l'on en croit certaines nouvelles, ce geste ne serait que spectaculaire. Il s'agissait davantage d'apaiser les courants hostiles à Franco qui ne comprennent pas qu'un des soutiens de Hitler, ennemi avéré de tout progrès social, continue ses exploits féroces, car les

contacts furent maintenus dans les couloirs.

C'est ainsi que, dernièrement, nous apprimes l'annonce, par Franco, de deux accords conclus avec la France. Certes, le lendemain, l'A. F. P. démentait la nouvelle, mais cette agence n'est pas le gouvernement, par conséquent, le démenti n'a qu'un caractère officieux.

C'est du Ministère des Affaires Etrangères que nous l'attendons. Non pas seulement pour corriger les informations de la presse française, mais aussi pour répondre aux journaux étrangers qui estiment que les négociations discrètes engagées par la France avec Franco aboutiront à une réouverture graduelle de la frontière.

Ceci ne nous surprend pas. Le dictateur espagnol, pour retarder sa chute inévitable et obtenir le soutien « démocratique » des deux principaux impérialismes, l'anglais et l'américain, leur a livré l'Espagne par une politique de larges concessions économiques.

La curée est ouverte et la fringale de concessions et de débouchés, à probablement gagnée nos hommes d'affaires. Ils arriveront un peu tard, mais il restera toujours quelque chose pour calmer leur appétit. C'est pourquoi, si en haut lieu on ne peut répudier des principes solennellement affirmés, il faut les assouplir pour ne pas gêner l'activité des industriels et des négociants. Mais en cette période de réadaptation à l'économie libérale, tout est dirigé ou contrôlé par l'Etat. Rien ne se fait contre son acquiescement ou ses directives ; il peut empêcher telle activité ou favoriser telle autre. C'est dire que si des tractations économiques se déroulent en Espagne, il est au courant, il en est responsable.

Dans tout cela, que fait la F. S. M. ? Où en est son action effective, qui doit se juger d'après les résultats concrets et positifs, pour le boycottage et dénoncer ceux qui favorisent l'existence de Franco ? Qu'est-il advenu du refus des dockers tunisiens de charger un bateau à destination de l'Espagne ?

Ce sont des questions peut-être embarrassantes, mais il serait utile d'y répondre avant que nous nous substituions à elle.

Exigeons l'autorisation de parution de l'A.S.

La Commission administrative confédérale réunie au Siège le mardi 23 juillet, après avoir à nouveau pris connaissance du dossier concernant les demandes répétées d'autorisation de parution de l'organe confédéral, a saisi :

- 1° le récépissé de déclaration du 7 mars 46 — N° 5.119, délivré par le Parquet du Tribunal de la Seine, 4^e Section — Presse ;
- 2° l'envoi des documents dûment remplis au Ministère de l'Information, 104, avenue des Champs-Élysées, à la date du 9 mars 1946, par notre directeur ;
- 3° la lettre de notre Secrétaire général au Ministère de l'Information, en date du 21 mai 1946 ;
- 4° la lettre du Ministère de l'Information en date du 18 juin 1946, et la réponse qui y fut faite au nom du Bureau Confédéral le 21 juin 1946 ;
- 5° le compte rendu de la convocation de notre Directeur à la Préfecture de Police, Section de la Presse :

Constata qu'à ce jour rien n'est parvenu, concernant cette autorisation. Alors que de nouveaux journaux sont rapidement autorisés, l'A. S. — organe confédéral, indispensable pour éclairer les Syndicats et les Syndiqués sur tous les problèmes actuels et la vulgarisation de la C. N. T., est mise au ban de la Presse.

Devant ces faits, la C. A. élève, auprès du ministère intéressé, une protestation énergique et demande l'autorisation à paraître de l'A. S., dans les délais les plus rapides.

Elle demande à ses Syndicats, à ses Syndiqués de s'associer à cette protestation et d'envoyer d'urgence des lettres en conséquence auprès du Ministère de l'Information, afin de démontrer que la C. N. T. est bien vivante, et que l'arbitraire dont son organe officiel est la victime, doit cesser au plus tôt.

LE BUREAU CONFEDERAL.



LE CERCLE VICIEUX

(Suite)

Non vraiment, il n'y a pas là de- dans de quoi réjouir un ouvrier qui a connu six années de privations et de restrictions. Car les résultats se chiffrent par rien ; les relèvements annoncés étant déjà annihilés par la hausse du coût de la vie qui est intervenue depuis le moment où la revendication fut déposée et celle, tout aussi importante, sinon plus, qui s'ajoutera prochainement.

Pourtant, puisque l'économie dirigée assure l'échelle mobile des profits, et que celle-ci fonctionne à l'avantage des indemnités parlementaires, pourquoi se borner à revendiquer des salaires dont les taux fixés seront demain l'objet de nouvelles contestations quant à leur valeur réelle ?

Il eut été logique, l'exemple venant de haut, que le coefficient devant servir de base à la fixation de la rémunération du travail soit le même que celui qui a été utilisé pour le calcul des indemnités parlementaires, soit 4,5, en attendant l'échelle mobile intégrale.

Mais pour sortir de la médiocrité, il eut fallu ne pas limiter ses horizons à des compromis, à une collaboration dont le procès n'est plus à faire par l'évidence de sa mal-faisance. Ce n'est pas une gymnastique politique qui pouvait résoudre la question, alternée de pressions extérieures et fragmentaire, mais un rassemblement ouvrier monstre en vue d'une action coordonnée et efficace.

Dans un problème qui intéresse tous les ouvriers la solidarité d'action perd tout à être fractionnée. Elle réduit son efficacité, elle ouvre la voie aux insuccès si elle n'a pas l'amplitude que requiert les exigences du moment.

C'est le seul terrain d'action possible, c'est celui de la lutte de classes.

Propos d'un passant

ECHOS

D'AVRIL À JUIN OU... LES MYSTERES DE LA POLITIQUE ELECTORALE !

En avril 1946, il était interdit aux militants syndicalistes de parler de la grande misère des salariés.

Ceux qui s'avisaient d'attirer l'attention du Congrès de la C. G. T. sur cette situation se firent rabrouer de belle manière. Mieux : quelques grèves ayant éclaté (employés de banque de Lyon, employés de navigation), la presse stalinienne fit le silence autour de ces mouvements et l'on ne se gêna pas pour insulter les militants qui osèrent alors prendre le parti de ces « agents des trust ».

Mais à la veille des élections, nos braves stalinien s'aperçurent tout à coup que les salariés ne pouvaient plus vivre s'il ne leur était accordé immédiatement 25 % d'augmentation.

Et l'on assista à une furieuse campagne de tam-tam sur ce thème.

Immédiatement les mercantis de tous ordres, qui n'attendaient, semble-t-il, que cela, s'empressèrent de majorer les prix : le gaz et l'électricité, enflèrent aussitôt leurs notes ; les transports en commun, après avoir fait une timide tentative, se replièrent momentanément.

La constitution du cabinet Bidault fut l'occasion, pour les politiciens de l'Humanité, d'un fructueux chantage aux portefeuilles : les 25 % ou pas de participation communiste au pouvoir ! Ah ! mais...

Et les 25 % sont devenus 15 puis 5 % dans le programme gouvernemental et la participation avec de nombreux portefeuilles fut acceptée !

Et depuis ? Depuis on discute, on tâche de prouver au capitalisme qu'il doit faire un petit sacrifice, moyennant quoi on l'aidera à se sauver.

Pendant ce temps, la vie augmente, et les travailleurs dégoûtés se détournent de plus en plus de cette C. G. T., en laquelle ils avaient mis tant d'espoirs, alors qu'elle n'était pas asservie au profit de la politique des partis « prétendus ouvriers ».

L'A DIT, L'A PAS DIT...

Le citoyen Hénaff, oubliant sans doute qu'il était un citoyen conscient et organisé pour ne se souvenir que de son passé syndicaliste, informait les représentants des syndicats confédérés de la Seine, dans une réunion du 19 juin, que « l'heure était venue pour la classe ouvrière de faire appliquer dans l'action et l'indépendance, les augmentations de salaires ».

Las ! mal lui en prit. Il avait un instant perdu de vue les ordres de son parti. Comment qu'il se fit sermonner !

Aussi tenta-t-il par la suite de faire machine arrière et, le 9 juillet, l'Humanité — qui n'avait pas parlé de sa déclaration du 19 juin — publiait-elle une déclaration par laquelle Hénaff affirmait :

« Si, demain, nous n'obtenions pas satisfaction sur nos revendications, c'est presque certainement probable que la C. G. T. ne déclencherait pas la grève, ni moi non plus du reste... »

Si les possédants ne sont pas rassurés, après cela !

CAMARADES DE LA RÉGION PARISIENNE

retenez votre journée du 15 Août

pour participer à la

SORTIE CHAMPÊTRE

de « L'ACTION SYNDICALISTE »

« Aux Iles Mortes » à CHELLES

Une journée de détente dans la camaraderie

des courses en sac, etc..., sont prévus au programme

Que les amateurs de baignade n'oublient pas leur caleçon de bain.

Prendre le train à la gare de l'Est, descendre à CHELLES-GOURNAY.

Prix du billet de chemin de fer aller et retour : 16 fr.

Horaires des trains :

Aller, gare de l'Est : 7 h. 20, 8 h. 15, 8 h. 52, 10 h. 15, 11 h. 10, 11 h. 30, 11 h. 50, 12 h., 12 h. 25, 13 h. 40, 14 h.

Retour, gare de Chelles : 18 h. 22, 18 h. 36, 19 h. 21, 20 h. 13.

20 h. 53, 21 h. 26, 21 h. 35, 22 h. 48, 23 h. 56.

Pour partir en groupe de Paris rendez-vous à la gare de l'Est pour le train de 8 h. 52.

Pour les camarades matinaux ou retardataires qu'ils n'aient aucune crainte, des flèches avec indicatif A. S. indiqueront le chemin dès la sortie de la gare.

RETENEZ VOTRE JOURNÉE DU 15 AOUT !

CAMARADE

Si tu es isolé, si dans ta région il n'existe pas encore d'organisation de la C. N. T., en attendant, rejoins l'organisation en tant que membre individuel. Pour tous renseignements, s'adresser ou écrire au siège.

RETARDATAIRES

Nous prions les camarades dépositaires n'ayant pas réglé le montant de la vente des numéros précédents, de faire le maximum d'effort pour se mettre à jour, à seule fin qu'à la rentrée nous démarrions avec une gestion nette.

sécurité sociale et se livrent à une fructueuse razzia de fonctions directoriales dans ces mêmes organismes. D'un bout à l'autre de la France, directeurs, directeurs-adjoints et chefs de service en place avant le 1er juillet et non inféodés au Grand Parti des masses, valent à qui mieux mieux pour faire place aux vrais de vrais sans qu'il soit question de compétence ou de valeur professionnelle.

Quand par hasard on n'ose se débarrasser du directeur en fonction, on se rabat sur son entourage immédiat et on l'emprisonne dans un réseau d'éléments bien dans « la ligne », ainsi que cela vient de se passer pour l'ex-Union des Caisses de la Région Parisienne, devenue caisse régionale.

AVEC LE BARDA

Le défilé des manches retroussées s'amplifie. Maintenant, le travailleur devra apporter avec lui son matériel s'il veut être embauché. Témoin la note ci-dessous remise à un de nos amis en quête d'emploi.

- Sté Gle de Travaux Publics FRANCE-COLONIES 173, rue Nationale PETITE-ROSSELLE Gare de Forbach Auto car à Forbach de Petite-Rosselle. « Se munir de : Carte d'alimentation, Carte d'identité ou d'étranger, Certificat de domicile, Certificat de mariage, livret de famille, 1 cuillère, 1 fourchette, 1 assiette, 1 bol, etc... » « 1 couverture. » A ajouter une toile de tente et aussi une verge, pour le paiement du salaire.

L'anniversaire du 19 Juillet

La C. N. T. française, celle d'Espagne, la F. A. et nos camarades italiens avaient convié les ouvriers parisiens à manifester leur solidarité envers le peuple espagnol et un meeting qui se tint le 21 au Palais de la Mutualité. Ce fut un beau succès. Les orateurs stigmatisèrent devant une salle pleine et attentive, la dictature franquiste, la répression qui ne se ralentit pas sur nos camarades qui luttent de l'autre côté des Pyrénées et les assassinats qui en sont la triste cortège.

Ils rappellèrent qu'ils n'ont jamais failli à la lutte contre le fascisme et que presque tous se mêlèrent aux maquisards, que dans le Midi, notamment, ils avaient leur maquis.

Puis ils démontrèrent la haute portée sociale des réalisations de nos camarades au cours de la guerre civile, sur tous les plans de l'activité humaine.

Dehors, dans la rue, quelques provocateurs stalinien s firent durement mettre à raison. Espérons qu'ils comprendront une autre fois le danger qu'il y a à se frotter à des hommes qui ne sont pas décidés à se laisser intimider.

Les puissances de proie et l'Espagne

Nous publions ci-dessous une analyse du discours prononcé par Garcia Pradas, représentant de la C. N. T. espagnole, à une manifestation organisée à Londres, dernièrement, pour protester contre la politique louvoyante des gouvernements « démocratiques ». Nous n'ajouterons aucuns commentaires, ils ne pourraient qu'affaiblir cet exposé d'un réalisme total et d'une profondeur de vue étonnante.

Plus les politiciens parlent au problème espagnol, moins ils s'occupent de son véritable contenu. Comme déjà pendant la guerre civile en Espagne, ce problème a aujourd'hui une signification déterminée pour le peuple de l'Espagne, mais un caractère tout à fait différent pour les politiciens internationaux qui en profitent pour leurs besoins respectifs.

Nous croyons qu'il est nécessaire de parler des intérêts internationaux qui à présent sont en conflit en Espagne. Mais ces intérêts n'ont rien à faire avec ceux du peuple espagnol.

Pradas donna alors une information précise et claire sur les origines, l'évolution et l'essence de la guerre civile en Espagne, dans laquelle les anciennes grandes puissances, l'Italie et l'Allemagne menaient une politique conforme à leurs intérêts internationaux en Espagne, comme la France et la Grande-Bretagne le font aujourd'hui. Ou bien comme la Russie qui, pendant la guerre, à l'aide de son parti communiste, voulait transformer l'Espagne en « démocratie de nouveau type ».

Le même jeu continue aujourd'hui. Les conflits internationaux impérialistes ne permettent aucune paix entre les puissances, et chaque jour le monde est en danger de sauter par ces contradictions d'intérêts qui ont aussi leurs points de contact avec le problème espagnol — non pas parce qu'on se rappelle la promesse de liquider le fascisme, mais seulement à l'égard de la tendance de tous les Etats vers l'hégémonie mondiale et l'accroissement de leur pouvoir.

L'attitude de la Russie, son opposition contre Franco, n'a rien à faire avec la volonté d'aider le peuple espagnol dans sa lutte pour les libertés perdues. La position du Kremlin peut être jugée d'après le système terroriste qui règne en Russie et dans les nouveaux pays qui sont tombés sous la domination russe après la guerre. La politique russe peut aussi être jugée d'après les tendances du parti communiste espagnol qui s'efforce de s'allier à tous les secteurs de la réaction espagnole, même ceux qui luttent aux côtés de Franco pendant la guerre civile et des fascistes « repentants ». La Russie veut aujourd'hui comme il y a neuf ans, rétablir en Espagne sa « démocratie de nouveau type » qui, bientôt, se trouverait sous le pouvoir des communistes pour pouvoir être séparée de l'Angleterre et de tout le bloc occidental.

Et avec le gouvernement ouvrier, ou bien sans celui-ci, la politique britannique en Espagne est la même que celle poursuivie par l'Angleterre depuis plusieurs siècles. Les politiciens britanniques n'ont jamais été intéressés à la liberté de l'Espagne. Toujours ils désiraient une Espagne « indépendante », mais faible et ruinée, de façon qu'elle ne puisse jamais devenir

une menace contre les voies maritimes de l'empire, condition essentielle pour garantir la « liberté » de la Méditerranée occidentale.

Nous croyons que M. Bewin n'aime sincèrement pas le régime de Franco. Mais puisque l'Angleterre ne veut pas reconnaître qu'elle est une petite puissance, mais désire jouer un rôle impérialiste parmi les grandes puissances, nous ne pouvons pas douter non plus que M. Bewin, au nom des électeurs britanniques, continue la vieille politique espagnole de la Grande-Bretagne. Même si M. Bewin désirait que Franco disparaisse et qu'il soit soucieux de la forme de démocratie à établir en Espagne, il subordonne ce désir et ce souci à l'élimination de toute influence russe en Europe occidentale. C'est pour cela qu'il ne se fie pas aux démocrates espagnols, qu'il s'agisse des républicains ou bien de ses propres camarades socialistes. Et moins encore aux travailleurs révolutionnaires de l'Espagne qui ont démontré qu'ils s'opposent, eux aussi, mais pour d'autres raisons, à l'influence de la Russie et qu'ils veulent liquider l'influence du parti communiste. M. Bewin, comme M. Chamberlain avant lui, pour la conservation des intérêts qu'il représente, est indifférent quant au régime futur de l'Espagne, le principal, pour lui, c'est que l'armée « espagnole » verrouille les Pyrénées contre une France stalinienne.

Si les travailleurs révolutionnaires, les socialistes ou les républicains contrôlaient l'armée aujourd'hui contrôlée par Franco, M. Bewin se fierait à leurs canons de la même façon qu'il se fie à présent à ceux de Franco, dans la mesure où ils se seraient engagés à faire le jeu de son impérialisme.

Cette armée est, certainement, la base principale du fascisme en Espagne. Elle avale la moitié du budget espagnol et assure la continuation du régime terroriste et anti-populaire. Mais tout cela importe peu à M. Bewin dont la mission comme ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne n'a rien à faire avec des buts humanitaires. Il doit défendre les positions à faire avec des buts humanitaires de la Grande-Bretagne et grand empire.

Par conséquent, l'attitude russe et l'attitude anglaise envers l'Espagne sont dictées par les intérêts impérialistes qui leur sont propres, indifférents pour la tragédie espagnole comme telle, et contradictoires avec ceux du peuple espagnol.

De l'autre côté des Pyrénées, le peuple vit dans l'esclavage et l'humiliation. C'est une question de conscience de l'aider et un devoir de solidarité internationale qui n'a rien à faire avec des intérêts impérialistes.

Quand un gouvernement espagnol, d'une façon illégale, condamna à mort Francisco Ferrer, l'opinion publique de l'Europe se dressa contre le régime de terreur, et bientôt le gouvernement responsable était renversé. Aujourd'hui, une action de même espèce est devenue nécessaire. L'action directe de tous les hommes amants de la Liberté, de tous les hommes honnêtes, et avant tout des travailleurs révolutionnaires, s'impose dans la lutte contre le régime fasciste qui continue de supprimer un peuple qui a le plus courageusement lutté contre le fascisme.

L'Action clandestine de la C.N.T. en Espagne

Au mois de juin, il fut distribué à Madrid un manifeste rédigé par le Comité National de la C. N. T. en Espagne. Le manifeste critique la faiblesse des démocrates qui permettent la continuation d'un régime haï par le peuple et contraire aux droits de tous les citoyens.

Le manifeste mentionne d'une façon spéciale l'Angleterre qui tâche de retarder la fin de Franco, parce qu'elle considère le tyran d'Espagne comme un moindre mal.

Mais l'Angleterre, poursuit les réducteurs, commet par cette attitude deux erreurs profondes. D'abord, en ne reconnaissant pas que les fruits de la victoire contre le fascisme ne doivent pas être mis en jeu, et puis, en concédant au communisme espagnol une importance plus grande qu'il n'en possède dans la vie espagnole.

Le manifeste prend aussi à partie le capitalisme international qui se solidarise avec les crimes de Franco et s'adresse aux travailleurs du monde en les invitant à une aide efficace, de façon à ce que ceux d'Espagne puissent reconquérir leurs libertés.

Souscrivez pour la C. N. T.

Camarades, ne ralentissez pas vos efforts. Ce sont les vacances, mais la propagande continue. Plus que jamais la C. N. T. a besoin de votre aide.

- Sommes reçues du 8 au 22 juillet 1946 Franc (Lorette), 16 fr.; Pujante (Noves), 130 fr.; Gérard Gayet (Liefra), liste n° 66, 200 fr.; Mouvement libéraliste espagnol C. N. T., groupe de Riompéran, liste n° 150, 555 fr.; Permanence Paris, liste n° 168, 700 fr.; Brun Marius (Marseille), 150 fr.; Prévotel (Langon), liste n° 58, 900 fr.; Pirabe (Bordeaux), liste n° 169, 290 fr.; Planat (Paris), liste F. S., 65 fr.; Demeure E. (Paris), 20 fr.; X. (Paris), 10 fr.; Delpeuch (Nanterre), liste n° 10, 435 fr. Total général de la présente liste : 3.471 fr.

Des listes de souscriptions de la C. N. T. imprimées sont à la disposition des camarades. En faire la demande à R. Doussot, 9, avenue de la Porte-Clichan-court, Paris (18e), ou passer les prendre à la permanence, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10e).

Production et consommation

Les conséquences de cinq longues années d'une furie collective et de l'assassinat en masse des forces productives de tous les pays sont cruelles pour tous. Mais il n'est un secret pour personne que la classe laborieuse, elle, est, dans ce cycle infernal de douleurs universelles, de beaucoup la plus éprouvée. Pendant longtemps, le gouvernement de Vichy avait bloqué les salaires. Et le coût de la vie n'en avait, pour cela, pas moins augmenté. La libération de ce pays, un gouvernement, dit « démocratique » pouvait donner au monde du travail l'espoir que de telles iniquités allaient disparaître. Mais le premier acte de ce « camarade » Ministre du Travail fut de maintenir cette loi et de conserver ferme le principe du blocage des salaires. Cependant, devant les difficultés croissantes du « buffet vide », de l'augmentation, en flèche, des denrées nécessaires à la vie journalière, et, par repercussion, de la diminution du pouvoir d'achat, l'angoisse des mauvais jours se précise sous la forme d'un spectre à la porte du foyer de ceux qui produisent tout ce qui est beau et constructif dans le monde, sans avoir, pour cela, des droits sur la part, encore existante, des joies et des douceurs de la terre.

Nous traversons une épreuve nouvelle — certainement pas unique dans l'histoire des civilisations anciennes ou modernes. Mais, à cette épreuve nouvelle, nous devons adapter des remèdes sains et parfaitement applicables aux maux dont nous souffrons.

Il est vrai, nous dira-t-on, que la C. G. T. même actuellement, à grand bruit, une campagne pour une augmentation des salaires de 25 %. Cette revendication étant, avant toute chose, une plate-forme politique, la C. G. T. n'a pas manqué de la poser sur le seul terrain qui lui convenait : le plan gouvernemental. Et, à grand frais d'une propagande coûteuse, par radio, affiches et la presse, cette demande va son chemin. Nous sommes loin des vieilles méthodes (des seules encore valables) de la lutte des classes. Avertir les Pouvoirs publics d'une revendication est égal à lui donner l'autorisation d'augmenter les prix. La bourgeoisie a ainsi toutes facilités pour prendre les devants. En 1938, la grève du 30 novembre a échoué précisément parce que la C. G. T. — tels des enfants bien sages — avait demandé au gouvernement la permission de faire cette grève. Les travailleurs auraient-ils oubliés les enseignements de l'histoire? Les expériences du passé, les échecs, par des fautes, ne doivent-ils pas servir de leçons?

La revendication d'une augmentation de 25 % a eu pour conséquence normale d'augmenter le coût de la vie jusqu'à 56 % dans certaines matières. A ce jour, l'unanimité est faite sur ce point. Cependant, par suite des découvertes récentes dans l'amélioration de l'outillage, de la force, de la rapidité des « monstres d'acier », certains objets peuvent bien descendre à des prix inouïs de bon marché et, malgré toutes ces réalités palpables, le renchérissement de la vie n'en suit pas moins sa courbe ascendante; ainsi, peu à peu, le billet de 100 francs n'a plus qu'une valeur matérielle de 10 centimes en comparaison de sa valeur d'achat rapportée à trente, quarante ou cinquante ans en arrière.

Nous avons connu ces augmentations sensibles du coût de la vie après les périodes de revendications ouvrières telles que réduction des heures de travail, institution des congés payés, des améliorations de salaires, etc. etc. A cette époque, quand on se récriait sur la situation instable des prix de vente des marchandises : « Que voulez-vous, répondait le marchand, je suis forcé d'augmenter mes ouvriers ou d'occuper plus de personnel; alors vous comprenez... » De sorte que, ce que l'ouvrier obtenait comme salaire, lui était repris en tant que consommateur.

On lui arrachait même davantage, car si l'augmentation qui était accordée représentait 10 à 12 centimes par objet manufacturé, le commerçant, en bon compte, l'augmentait de 25 centimes.

Mais aujourd'hui où se trouve la justification de cette augmentation croissante? Dans l'augmentation des salaires? Ils ne le sont pas encore, mais elle est prévue. D'ailleurs le blocage « Croizat » des salaires n'avait pas permis des améliorations qui s'imposaient. Je ne pense pas que ce soit non plus dans la diminution des heures de travail, car la campagne des « manches retroussées » est là, et dans certaines industries, les ouvriers se voient forcés de rester quarante-huit et même soixante heures par semaine dans des ateliers insalubres. Mais l'explication n'est-elle pas plutôt dans ce grand égoïsme du capital, dans sa rapacité, dans son esprit conservateur et brutal? Le capital s'est-il séparé de son ancienne méthode : « se retirer après fortune faite » et que cette fortune devienne « rondelle » dans un temps record? Car ses besoins de consommateur sont largement couverts par ses bénéfices de producteur; et, pour lui, dans les temps présents, sa place au banquet de la vie est toujours celle des temps heureux et d'abondance.

Voilà pourquoi j'ai dit, au début de cet article, qu'un mal ancien nous devions adapter des méthodes nouvelles et rechercher une thérapeutique capable de conjurer, à tout jamais, cette douleur universelle.

En réalité, le consommateur est isolé, alors que l'augmentation se produit chez tous les marchands à la fois et que l'acheteur est obligé d'accepter tous les prix qu'on lui impose.

Si l'esprit d'initiative était assez développé dans cette humanité de douleurs, à la condition du marchand, le consommateur répondrait par le « syndicat des consommateurs », dont les adhérents trouveraient, par la force, le moyen de résister aux augmentations injustifiées, soit en boycottant tel industriel rapace, soit en refusant telle marchandise défectueuse, tels objets inadaptés à leur emploi ou d'une construction inharmonique et se refusant, enfin, d'être ceux qui paient pour tous, subissant la volonté brutale d'une minorité d'exploiteurs sans scrupules, sans pouvoir exprimer la leur ou même leurs désirs.

Je ne dis pas que ce système serait une solution unique pour sortir de l'impasse cruel dans lequel nous nous débattons, mais seulement un moyen de défense contre la flouterie commerciale. Ce serait

déjà quelque chose. Ajoutez à cela ce qui peut sortir d'un grand groupement de forces, poursuivant la conquête du mieux et nul par les sentiments, si nobles, d'entraide et de solidarité humaine et d'un juste emploi des possibilités économiques.

Cet organisme économique ne serait pas en conflit avec les syndicats revendicatifs — sur le terrain de la production — mais, au contraire, il en serait le complément naturel et épaulerait leur action aussi bien dans la période difficile que nous traversons, que dans les heures de prospérité qui ne manqueront pas, j'en suis persuadé, de luire à l'aurore d'un jour prochain.

C'est pour cela qu'il est nécessaire que tous les syndicats, toutes les unions locales fassent le maximum d'efforts pour constituer partout des coopératives de consommation. Ces coopératives atteindraient deux buts : d'abord permettre aux ouvriers de ne pas être exploités par l'épicier du coin, ensuite donner au monde la preuve que le syndicalisme révolutionnaire est constructif et réalisateur.

Dans la période actuelle de pénurie de marchandises et d'augmentation croissante du coût de la vie, elles seront le régulateur du marché normal et de l'approvisionnement et, par leur forte volonté constructive, elles seront l'organisme de résistance contre le « marché noir » organisé par les exploitateurs et pourvoyeurs de famines. A l'entente du capitalisme pour affamer le peuple, répondons par la solidarité des consommateurs dans le syndicat et la coopérative.

En 1885, la classe ouvrière, lasse de la répression et des injustices patronales, consciente de ses possibilités d'action, décida de s'organiser en syndicat de résistance. Elle s'organisa dans un but de défense et en vue d'obtenir de meilleures conditions de vie, de travail, d'hygiène et de sécurité collective. Et les Fernand Pelloutier, Marcel Sembat et bien d'autres parmi les plus courageux répondirent au patronat organisé par une organisation nouvelle et viable du monde du travail. Depuis, le syndicalisme a fait son chemin et, de nos jours, il est considéré comme indispensable à la vie des sociétés modernes.

Donc, aux conditions du patronat il a été répondu par l'organisation du salariat. La C. N. T. doit-elle s'organiser uniquement sur le terrain de la production? Est-ce suffisant? L'homme est-il exclusivement un producteur? N'est-il pas avant tout un consommateur? Ses débuts dans la vie, son déclin vers la tombe prouvent qu'il est, avant tout, un consommateur, et sa production sera toujours fonction de sa consommation. La production baisse toujours dans des périodes de famine.

La coopérative de la C. N. T. serait un complément aux réalisations revendicatives des syndicats. Car ce que l'on ne pourrait faire dans le cadre de l'augmentation des salaires, l'autre le réaliserait sur le plan du maintien des prix de vente de tout ce qui est nécessaire à la vie de l'homme et de la famille humaine.

Allons! camarades militants de la C. N. T., tous au travail pour la réalisation des coopératives de consommation, complément direct pour que vive notre organisation!

Rubrique Juridique

LÉGISLATION SUR LES VACANCES

Tout ouvrier, employé ou apprenti, sans distinction de nationalité, des établissements industriels, commerciaux, artisanaux, coopératives ou des professions libérales, des offices ministériels, des syndicats professionnels, des sociétés civiles, associations et groupements de quelque nature que ce soit, a droit, chaque année, à un congé payé, à la charge de l'employeur (art. 54 f.).

Les travailleurs agricoles, les ouvriers n'exerçant pas d'une façon continue leur travail dans le même établissement (dockers, spectacles, bâtiment, etc.) ont un régime différent, grâce à des caisses professionnelles de compensation.

En général, le travailleur qui a travaillé au minimum un mois chez le même employeur a droit à un congé payé à raison d'un jour par mois de travail (loi du 20-7-1944). Le mois est équivalent à quatre semaines ou à vingt-quatre jours de travail (J. O. du 19-4-46).

Les jours de congés payés de l'année précédente, les périodes de repos des femmes en couches, les absences ininterrompues d'un an occasionnées par accident de travail ou par maladie professionnelle, sont considérées comme période de travail effectif.

La durée du congé est augmentée à raison de un jour par cinq années de service continu chez le même employeur (loi du 31-7-1942), sans porter la durée du congé à plus de 18 jours.

Ont droit à des congés supplémentaires, à l'occasion d'une naissance, les chefs de famille, salariés, fonctionnaires ou agents des services publics. Le congé est de trois jours à chaque naissance survenue dans son foyer et à prendre dans une période de quinze jours entourant la date de la naissance. Le paiement de ces trois jours est versé par l'employeur aux jours de paye habituels; la Caisse de Compensation familiale lui en fait le remboursement.

Ce congé est payé au père et non à la mère. Les dispositions légales ne font pas échec à celles des conventions collectives qui auraient prévues un régime plus libéral.

Au cas de fermeture de l'établissement pendant les congés au-delà de la période considérée, les jours excédentaires sont payés par l'employeur aux taux habituels (art. 2, loi du 29-4-46).

Congé d'ancienneté

Il n'y a pas résiliation du contrat de travail lorsque celui-ci est suspendu pour cause de maladie dans la mesure où l'employeur ne l'a pas notifié par lettre recommandée en justifiant la nécessité de pourvoir au remplacement de l'ouvrier (C. C. 17-7-1934), les accidents de travail, le chômage, les appels, les rappels ou le maintien dans les armées au cours des hostilités, les engagements volontaires pendant cette période. Les mêmes dispositions sont à retenir pour les prisonniers de guerre rapatriés, les personnes internées en France ou déportées à l'étranger sur l'ordre des autorités d'occupation ou de Vichy, celles qui ont abandonné leur emploi pour participer aux actions de la résistance, toute personne contrainte à

travail pour le compte de l'ennemi ou ayant quitté leur emploi pour ne pas travailler pour lui.

Période des vacances

La période du 1^{er} juin au 31 octobre est fixée pour les vacances de chaque année. Les conventions collectives ne peuvent les établir en dehors de ces deux dates. A défaut de conventions collectives ou d'usages, l'employeur fixe la date après consultation des délégués, en tenant compte de la situation des bénéficiaires, et la porte à la connaissance du personnel au moins un mois avant l'application des congés payés.

L'année qui précède le 1^{er} juin de l'année où est pris le congé constitue l'année de référence (circulaire du Ministre du Travail du 15 mai 1946). Par conséquent, pour 1946, les mois compris entre juin et octobre seront reportés à l'année suivante pour le calcul de l'indemnité et de la durée, deux choses liées en fait.

Indemnités des congés payés

L'ordonnance du 13 août 1945 n'ayant pas été abrogée, l'indemnité calculée ne saurait en aucun cas être inférieure au salaire réel que le travailleur aurait touché s'il avait continué à travailler pendant les congés payés.

Les primes allouées se superposent au salaire pour un risque dépendant du travail (insalubrité, paniers, déplacement, etc.) n'entrent pas dans le calcul de l'indemnité, puisque leurs causes s'annulent pendant les congés payés.

Les primes qui s'ajoutent aux salaires (primes de rendement, de vie chère, heures supplémentaires, etc.), par contre, sont incorporés dans le calcul.

Pour les ouvriers travaillant aux pièces, au boni ou au rendement, le salaire de référence est celui du mois précédant les congés payés.

Les travailleurs déplacés ou ayant obéi à un ordre de réquisition, ayant subi par ce fait plusieurs mutations, bénéficient des congés payés dans les conditions suivantes :

En cumulant les périodes de travail effectif accomplies dans les entreprises où ces travailleurs auront été successivement affectés; le montant de l'indemnité de congés payés sera réparti entre les employeurs successifs proportionnellement au temps pendant lequel ces travailleurs auront été occupés par leur entreprise.

Si des augmentations de salaires sont intervenues au cours de la période de référence pour la détermination du droit au congé, la partie de l'indemnité de congés payés afférente à cette augmentation sera aux frais du dernier employeur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux professions astreintes à des caisses de congés payés.

**

Abattement dans les régions défavorisées

Par décision ministérielle (J. O. du 30-6-1946), les réductions d'abattement dans les régions et localités défavorisées au point de vue du ravitaillement, ou sinistrées, viennent d'être prorogées. En voici la liste :

Alpes (Basses), 5 %; Alpes (Hautes), 5 %; Alpes-Maritimes 5 %; Aube 5 %; Aude 5 %; Bouches-du-Rhône 5 %; Calvados (moins Bernières-d'Ally) 5 %; Charente-Maritime 5 %; Corse 10 %; Eure 5 %; Finistère 5 %; Gard 5 %; Hérault 5 %; Indre-et-Loire 5 %; Landes 5 %; Loire-Inférieure 5 % (10 % pour Saint-Nazaire); Loiret 5 % (y compris Orléans); Maine-et-Loire 5 %; Manche 5 %; Marne 5 %; Morbihan 5 % (la commune de Languidic n'en est plus bénéficiaire); Nord 5 %; Orne 5 % (y compris Alençon); Pas-de-Calais 5 %; Pyrénées-Orientales (le bénéfice de ces dispositions est étendu à Prats-de-Mollo) 5 %; Saône-et-Loire, le Creusot 5 %; Savoie, Modane, Fournereux et Villardin-Bourget 5 %; Seine-Inférieure 5 %; Somme, Abbeville et Amiens 5 %; Var 5 %; Vosges 5 %.

Zones d'abattements

L'arrêté ministériel du 11 juin (B. O. du 13) établit pour la région administrative de Dijon, département de Saône-et-Loire, les abattements suivants :

Zone I. — Abattement de 15 %
Commune : Autun et sa banlieue industrielle (St-Pantaléon), Blanzay.
Chalon-sur-Saône et sa banlieue industrielle (St-Jean-des-Vignes, St-Rémy).
Bourbon-Lancy, Chagny, Chénay-le-Royal, Chanfaillies, Digoin, Ecuistes, Epinac-Mines, Genlard, Guenon, Le Creusot, Le Breuil, Marmagne, Mâcon et sa banlieue industrielle (Charmay-les-Mâcon, Flace, Saucé), Montcenis, Montchanin, Montceau-les-Mines, Paray-le-Monial, Perreuil, Saint-Léger-sur-Dhène, Shint-Marsel, Saint-Vallier, Sauvignes-les-Mines, Torcy, Tournus.

Zone II. — Abattement de 20 %
Communes de : Charolles, Cluny, La Clayette, Louhans, Massilly.

Zone III. — Abattement de 25 %
« Autres communes. »

Le prochain numéro de l'Action Syndicaliste paraîtra le 1^{er} septembre

PARLONS DU PLAN DE SÉCURITÉ SOCIALE

Voici la période des chaleurs et, avec elle, les vacances. C'est le moment où chacun aspire à un repos bien gagné, après une année de dur labeur et de privations. Aussi la pensée de tous est fixée par ces mots vacances et les projets que l'on fait. C'est le moment où l'on ne veut plus penser à autre chose; mais il y en a d'autres qui, eux, pensent que le moment est propice pour bernier cette classe ouvrière dont ils se disent les défenseurs et, profitant de cette lassitude ouvrière, ils essayent par certains détours à l'insérer dans des liens qui la tiennent en esclavage, c'est le moment pour eux de mettre en application « Le Plan de Sécurité Sociale ».

Tout de suite déterminons notre position, afin d'être mieux placés pour apporter nos critiques.

Qu'est-ce que « Le Plan de Sécurité Sociale », une grande réforme malgré ses imperfections, car il a pour but de sauvegarder les droits des travailleurs, qu'ils soient malades, blessés ou en chômage et c'est pour cela que nous sommes pour le Plan et son application immédiate, mais avec certaines réserves, réserves qui ont leur importance.

Pas de caisse unique, mais pluralité des caisses, avec la faculté d'en créer de nouvelles afin que chacun puisse adhérer à une caisse d'affinité où chacun se sentira à son aise, chez lui, il sera plus facile de contrôler la gestion desdites caisses par les usagers eux-mêmes, que de contrôler une caisse unique. En voulez-vous un exemple, il est plus facile de contrôler le budget communal que le budget national, et nous sommes pour la pluralité des caisses pour les mêmes motifs qu'a développé le syndicat des métaux confédérés lorsqu'il a créé la Caisse d'Assurances Sociales du « Métallo », ou lorsqu'après la libération, il a voulu faire redémarrer la même caisse. Et puis, et surtout, nous sommes contre tous ces slogans tout faits : Caisse unique, Parti unique, Syndicat unique. Car tout ce qui est unique est, par essence même, totalitaire, et nous connaissons trop ce que les régimes totalitaires rapportent à la classe ouvrière.

Caisse unique, nous dit-on, où les organisations seront représentées proportionnellement. Comment sera établi cette proportionnelle et avec qui? Ce sera sans doute une représentation proportionnelle comme celle qui préside le Trust d'Etat des Houillères ou le Conseil d'Administration qui comprend 18 administrateurs 14 ont en poche la carte du parti de la Renaissance Française.

Pour tous ces motifs nous sommes contre la Caisse unique et pour la pluralité des caisses avec les caisses déjà existantes et la faculté d'en créer d'autres avant l'application et après.

Voici comment devraient être élus les Conseils d'Administration de ces caisses.

Chaque année, chaque adhérent reçoit un imprimé sur lequel figurent les noms des membres du Conseil et leur activité pendant l'année écoulée, une deuxième feuille sur laquelle figurent par rang de lettre alphabétique les noms des divers candidats au poste de membre du Conseil d'Administration et c'est parmi ceux-ci que l'adhérent fait son choix et l'événement par lettre au siège de la caisse. Car nous ne voulons pas de désignation par des assemblées qui ne sont fréquentées que par les dégoutés, les dégoutés n'y assistant pas et ainsi on aurait des élections vraiment démocratiques.

Nous disions au début de cet article que pour certains, profitant de notre fatigue physique et morale, c'était le moment de bernier les salariés, cela est d'autant plus vrai c'est que ces défenseurs de la classe ouvrière ne pensent qu'à prendre des postes et des leviers de commande afin d'établir le régime de leur choix où ils auront de bons postes et des honneurs, quant aux intérêts de la classe ouvrière, c'est le dernier de leurs soucis, en voici un exemple entre mille.

Après la libération, les colonisateurs syndicaux des métaux postèrent à la Caisse d'Assurances Sociales « Le Travail » la question suivante : ou vous nous faites une place au sein du Conseil d'Administration ou nous reprenons nos adhésions de votre caisse. Après diverses tractations, ont furent violés les statuts de la Caisse « Le Travail ». Les colonisateurs eurent quelques fauteuils au sein du Conseil d'Administration dont l'un portait l'étiquette « Hénaf », eh bien, ce défenseur des intérêts des prolétaires, savez-vous combien de fois il a été posé son postérieur dans le fauteuil qui lui était réservé, ne cherchez pas, il n'a pas assisté à une seule réunion. Voilà camarades comment lorsqu'ils seront à tous les postes, ils vous défendront, un seul Führer à chaque poste, un père du Peuple trônant au-dessus et la dictature partout.

Camarade, prends conscience de tes droits et de ta force, ne considère pas la carte syndicale comme un permis de travail. Viens avec nous pour te défendre, viens grossir nos rangs et que ce soit au « Plan de sécurité sociale » ou partout ailleurs, nous pourrions faire du bon travail.

Tous unis pour chasser les marchands du temple et vive la Révolution sociale.

Le syndicat des métaux confédérés, préempt les leviers de commande des organisations professionnelles et, sans vergogne, poursuivent leur « émancipation » économique. L'échange clandestin de leurs produits continue à compenser leurs charges sociales.

Dans ce circuit fermé, le bénéficiaire des allocations familiales les reverse au gros producteur et c'est finalement le petit exploitant qui en supporte la charge, car : « de toute nécessité, l'abondance des uns sera basée sur la pauvreté des autres, et le malade du grand nombre devra être maintenu à tout prix, afin qu'il y ait des bras qui se vendent pour une partie seulement de ce qu'ils sont capables de produire; sans cela, point d'accumulation privée du capital! (Kropotkine). »

Et c'est sur ce tableau qu'on parle d'unité!

ALLOCATIONS FAMILIALES Controverse

Thèse administrative. — Vous refusez de verser vos cotisations d'allocations familiales pour les motifs suivants :

— le revenu de votre exploitation est insuffisant pour vous permettre de relever sa production, qui est tombée, précisez-vous, à un niveau trop bas pour satisfaire vos besoins normaux,

— vous ne pouvez pas obtenir les engrais dont vous avez besoin et vous ne recevez pas à temps le carburant nécessaire à la marche de votre exploitation,

— vous n'arrivez pas à remplacer votre cheval réquisitionné en 1939 et à changer votre motoculteur contre un autre plus puissant.

— vous ne pouvez pas renouveler votre costume perdu au camp d'Avord en 1940.

Nous nous permettons d'appeler votre attention sur les faits suivants :

Les conditions à remplir par les agriculteurs pour être exonérés de cotisations ont été définies par la loi; les caisses d'allocations familiales n'ont pas à discuter les textes, elles doivent appliquer ceux qui les concernent, si imparfaits soient-ils. Or, aucune des raisons invoquées par vous ne justifie vos droits à l'exonération.

Les cotisations d'allocations familiales ne sont pas un impôt, mais une charge sociale. En effet, elles étaient à l'origine un complément de salaire. C'est le décret-loi du 29 juillet 1939 qui en a étendu le bénéfice aux membres de la population active non salariée (exploitants agricoles, artisans ruraux, chefs d'entreprise, membres des professions libérales, etc.). Les patrons auraient eu avantage à employer exclusivement des célibataires ou des mariés sans enfant si on les avait obligés à verser des appointements proportionnés aux charges de famille de leurs salariés. Le rôle des caisses d'allocations familiales agricoles n'est autre que de répartir, sous forme de cotisations, la dépense que représentent les allocations dont bénéficient les membres de la profession agricole.

Il n'y aurait aucune raison de calculer les cotisations sur les bénéfices réalisés, puisque les allocations sont, en principe, déterminées en fonction des journées de travail, comme les salaires eux-mêmes. Les impôts, au contraire, sont établis en fonction des revenus et des bénéfices, mais, comme nous vous le disions plus haut, les cotisations d'allocations familiales ne sont pas un impôt.

Il ne vous viendrait certainement pas à l'idée de réduire le salaire de vos ouvriers quand vos récoltes sont déficitaires et que, par suite des intempéries, vous avez perdu de l'argent au lieu d'en gagner. En refusant de verser vos cotisations d'allocations familiales, pour des motifs

analogues, les agriculteurs arriveraient à priver leurs salariés du complément de salaire que représentent les allocations et chargés eux-mêmes, lorsqu'ils sont chargés de famille, le bénéfice de ces avantages. Ce résultat serait profondément injuste.

Nous sommes persuadés qu'après les explications qui précèdent, vous reviendrez sur votre décision. Nous transmettons, néanmoins, votre requête à la Caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles départementale, bien qu'il ne lui soit pas possible de vous donner satisfaction, les motifs que vous invoquez n'ayant aucune chance d'être pris en considération.

Réponse à la thèse ci-dessus. — Si j'employais des ouvriers j'aurais honte de les contenter d'un salaire journalier équivalent à un litre de vin ou à une demi-douzaine d'œufs et à les contraindre à payer 1.500 francs un sac de blé qui n'en vaut que 600.

Car c'est ce que pratiquent des propriétaires à l'égard d'une main-d'œuvre qui leur procure une masse de produits pouvant annuellement nourrir 14 personnes.

Longtemps j'ai eu la naïveté de croire que, dans une démocratie, les charges devaient être équitablement réparties et qu'une charge (la défense du pays), imposée aux uns, ne devait pas être une source de profit pour les autres.

Qu'au moins ceux qui tirent profit du travail de leurs ouvriers leur assurent la satisfaction de tous leurs besoins. Il devrait bien leur venir à l'idée de partager avec eux les gains excessifs qu'ils réalisent grâce à leur labeur.

D'autant mieux que le prix de revient étant fonction de la production, il est par conséquent plus élevé pour la petite culture sans main-d'œuvre que pour la grande culture bien équipée.

Mais il serait plus normal de donner à ceux qui en sont dépourvus les moyens de se subvenir à eux-mêmes.

Commentaires. — Nous sommes en présence d'un des aspects de la décomposition de la société capitaliste que nous, fédéralistes, devons regarder avec sérénité.

L'argent cesse aussi d'être un élément de vie, de progrès, objet de spéculations, de « combines », d'opérations louches, de plaisirs, devenu flou, flottant, anémique, ridicule, ayant perdu toute efficacité sociale, toute utilité et tout « respect », il est aujourd'hui le témoin le plus accablant de la pourriture de la base. (Voline).

L'Etat crée des charges sans créer de soulagements.

Tandis que le petit exploitant voit ses terres se ruiner faute d'engrais, ses bâtiments s'écrouler, son outillage se délabrer faute de matériaux introuvables ou de

prix prohibitifs, ses rendements tombent à un taux inférieur à ses besoins vitaux, il voit ses charges augmenter.

Tandis que le vieux paysan, contraint encore de triner à 70 ans derrière son vieux cheval attelé à une charrette par des harnais en lambeaux; le loustic, qui fornicque sans conscience, tire profit de la « clairité » de l'Etat pour aller à la pêche, dissiper son temps en flâneries, délasser sa cervelle rance auprès d'un bouteille de vin; alors que ses mères déguenillées et faméliques vont à l'école de la maraude. Beau résultat, les uns s'enfoncent dans la misère, les autres n'en sortent pas.

Mais, pendant ce temps, les propriétaires aisés, qui ont louvoyé de Pétaïn à de Gaulle, qui, dans la sainte-trouille du grand soir, se coltent l'étiquette commu-

L'ACTION DE NOS U. R.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Les buts du Capitalisme étant de tirer les plus grands profits des efforts fournis par ceux qui augmentent les richesses sociales par leur travail, les intérêts des exploités sont les mêmes qu'ils soient plus ou moins bien rémunérés dans la situation qu'ils occupent dans la production. Il est des plus pénible de voir les maouvres toucher des salaires dérisoires comparés à ceux des ouvriers hiérarchisés par la volonté des politiciens qui nous gouvernent, et cela dans le but de semer la division parmi les TRAVAILLEURS, comme si les tubes digestifs n'éprouvaient pas les mêmes besoins chez tous les manuels et que les charges familiales n'étaient pas les mêmes pour tous.

Comme il serait beau et surtout plus humain de voir appliquer le SALAIRE UNIQUE pour tous, du haut en bas des catégories existantes. Quelle force nouvelle trouverait, dans cette égalité alimentaire, le monde producteur et quel haut degré la conscience atteindrait par cette application dans l'augmentation du bien-être.

La valeur professionnelle elle-même reprendrait un niveau plus élevé et détruirait les barrières qui séparent les ouvriers de leurs aides en donnant à ces derniers plus de courage pour remplir leurs durs besognes.

Quelle belle fraternité nous verrions alors se développer dans la lutte contre l'exploiteur et les politiciens qui le protègent. Que d'espoirs nouveaux pour arriver à l'établissement de la Société Future débarrassée de tous les parasites vivant de la sueur du Peuple.

Ce serait la disparition totale de ces marchandages honteux que les partis traquent sur notre peau. Ce serait aussi une vie beaucoup plus digne par l'abolition des classes entre nous. Ce serait encore un pas en avant dans l'émancipation des Travailleurs et enfin ce serait un geste puissant dans l'action menée vers la prise de possession des moyens de production pour édifier une nouvelle gestion placée sous le CONTROLE OUVRIER et débarrassée de tout système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Que chacun de vous y pense profondément et mène la lutte pour une réalisation prochaine avec l'aide du SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE qui anime notre C. N. T.

2° REGION PARIS

CHEZ S. O. B. E. M. A. TOUJOURS EN AVANT

Notre section syndicale S. O. B. E. M. A., pour aussi jeune qu'elle soit, enregistre des succès appréciables. C'est ainsi qu'elle vient d'obtenir une augmentation de 4 fr. de l'heure, sans préjudice des augmentations qui pourraient intervenir ultérieurement de par les négociations en cours. De plus, les vacances seront payées sur la base des salaires au moment où elles entrèrent en vigueur.

ELECTION AU SOUS-COMITE MIXTE A LA PRODUCTION

Les communistes de la C. G. T. viennent de recevoir une giflette dont ils s'en rappelleront. Comprenez-ils enfin que le personnel ouvrier de la S. T. C. A. N., 8, boulevard Victor (15^e) (Ministère de la Marine) ne veut plus rien savoir de leurs entourloupettes.

Oui, le vide se fait autour d'eux, au point que les camarades se sont désintéressés du vote du 11 courant, ce qui fait que le quorum n'a pas été atteint et il a fallu remettre cela le jeudi 18 courant, à la majorité relative.

Deux groupements étaient en présence, C. G. T. et syndicats chrétiens. Les cocos ont été battus à plate couture, car les camarades désabusés ont préféré donner leurs voix aux chrétiens.

Quatre délégués C. F. T. C. ont été élus, pour la C. G. T. aucun.

Mais que nos camarades ni s'illusionnent pas sur les possibilités qu'offre la C. F. T. C. et surtout qu'ils ne s'imaginent pas qu'elle incarne le syndicalisme avec plus de pureté qu'à la C. G. T.

Loin de se décourager, ils devraient renforcer nos rangs et s'efforcer, avec nous, de reconstruire l'arme avec laquelle ils se libèrent.

MORALE

DES ECOEVISSES CEGETISTES

Chez Opic, l'ancien secrétaire de la section syndicale C. G. T., avait rejoint nos rangs avec quelques camarades. Il mena une intense propagande en notre faveur, qui n'eut pas le don de plaire à nos farouches moscovitaires, dont quelques-uns d'entre eux sont délégués « ouvriers ».

Ils lui gardaient rancune, attendant la première occasion pour avoir une revanche que se présente il y a quelques jours, mais pas à leur honneur, tant s'en faut.

Notre camarade, revendiquant une égalité de salaire pour un travail égal, fut apostrophé par le chef de service sur un ton arrogant et provoquant, qui s'attira la réponse rapide et judicieuse que tout chef qu'il était il ne faisait pas peur. Décontenancé et vexé par cette réplique, il fit licencier notre camarade qui refusa les propositions, appuyées par les délégués, de faire des excuses pour conserver son emploi.

Il faut bien avoir une forte dose de servilité et d'inconscience pour se faire les défenseurs de ceux dont les fonctions vivent davantage à heurter les ouvriers qu'à harmoniser la production. La servilité devient de la lâcheté quand à elle s'ajoute à la vengeance politique. C'est bien là la morale communiste; employer tous les moyens pour se débarrasser d'adversaires gênants.

3° REGION AUXERRE

P. T. T. — RESOLUTION

Le gouvernement s'avérant incapable de bloquer ou de diminuer le prix de vente des denrées diverses, les adhérents de la Section des P. T. T. d'Avallon, réunis en assemblée générale le 6 juillet 1946, estimant nécessaire une révision des traitements s'appuyant sur un minimum vital de base de 7.000 fr. net de toute retenue par mois, et s'engageant à mettre tout en œuvre pour faire aboutir cette juste revendication.

Désireuse de voir chacun prendre ses responsabilités, la Section d'Avallon dénonce l'attitude des dirigeants de la Fédération Postale et de la C. G. T. trop disposés à lier leur action aux fluctuations politiques, et rappelle leur position lors de la grève du 12 décembre 1945.

Faute de tenir compte des critiques et des directives des syndicalistes de base, en premier signe de protestation, la Section envisagerait, en exécution de la volonté de ses adhérents, de bloquer les cotisations tant que le Mouvement Syndical n'aura pas retrouvé sa forme revendicative et son arme de lutte : la Grève.

Resolution faite à Avallon, le 6 juillet 1946 et adoptée à l'unanimité.

5° REGION

BEAUCAIRE

Les syndicats et membres individuels de la C. N. T. des départements de l'Hérault, Aveyron, Corrèze, Gard, Ardèche (arr. de Largentière), sont informés que, provisoirement et en attendant le Congrès constitutif de l'U. R., le siège en est fixé à Beaucaire. Pour tout ce qui concerne cette région, écrire à Paul Linsola, 13, rue Robert-Pillon, Beaucaire (Gard).

Les travailleurs du bâtiment sont avisés que, pour les adhésions, cotisations et renseignements, une permanence fonctionnera tous les dimanches au siège, Bar du Casino, de 10 à 12 heures, ou s'adresser tous les soirs de 18 à 20 heures à Paul Linsola, à l'adresse ci-dessus.

6° REGION

TOULOUSE SYNDICALISTES ATTENTION

L'époque des manœuvres politiciennes et de l'espionnage dans les chantiers, dans les bureaux, dans les usines, sur tous les lieux du travail n'est pas révolue. Au contraire, elle continue en s'accroissant tous les jours davantage, et le mouchardage communo-bourgeois y règne en maître.

Sur un chantier de Toulouse, un de nos camarades a intercepté le mot d'ordre du Parti Communiste à ses militants de cellules.

Voici la note textuellement copiée, nous la livrons à vos méditations.

Rapport politique

1° Il devra traduire l'état d'esprit actuel des camarades de la cellule, traduire également l'état d'esprit des camarades de travail se trouvant dans le service.

2° Indiquer le nombre de socialistes, M. R. P., libéraux, sans parti, ainsi que leurs réactions habituelles.

3° Indiquer l'influence de notre parti dans les mots d'ordre lancés par le Comité Central (production, défense des salaires, unité). Indiquer l'influence de autres partis.

4° Rechercher les adhérents des organisations en masse, A.R.A.C., F.N., F.T.P., U.F.F., U.I.R.F., T.A.C., A.D.P. et D.

Rapport économique

1° Etat actuel de la production dans vos services.

2° Possibilités de production. La police officielle de l'Etat ne ferait pas mieux. Jamais les renseignements généraux n'eurent de questionnaires plus complets.

Camarades syndicalistes ouvrez les yeux. Ne soyez pas les dupes de tels actes, ne vous en faites pas les complices par erreur. Démasquez en tous lieux et en toutes circonstances ces mouchards.

Vous les chasserez en rentrant en masse à la C. N. T., centrale syndicale de lutte de classes pour l'émancipation des travailleurs dans l'indépendance totale des syndicats à l'égard de tous les partis politiques.

A L'O. N. I. A.

Il règne, parmi les ouvriers de cette firme, un grand mécontentement. Le résultat des dernières élections de délégués ouvriers en est une preuve flagrante. En effet, il y eut 850 abstentions au premier tour et 1.100 au deuxième, sur 2.500 ouvriers.

Les causes de ce mécontentement sont nombreuses et ne sont pas de caractère strictement local. C'est la conduite de la C. G. T., en général, qui en est responsable.

Il y a pourtant des cas particuliers à signaler et surtout à faire ressortir et que voici :

1° La bagarre entre socialistes et communistes, pour faire élire les candidats de leur parti respectif, à chaque élection syndicale.

2° La division créée par l'organisation syndicale parmi les ouvriers de cette usine, lors des dernières classifications. En effet, nous comptons 9 catégories dans les ouvriers de la fabrication (produits chimiques), 6 catégories chez les métaux et 6 dans le bâtiment.

Et nous pouvons tirer les conclusions suivantes, c'est que, tant que l'on admettra la politique dans les syndicats, les syndicats seront divisés en autant de fractions qu'il existe de partis politiques.

Que la C. G. T. se fait la complice du patronat, en divisant la classe ouvrière, en créant toutes ces catégories de travailleurs, chaque catégorie ayant un salaire différent.

Comme vous le voyez, camarades, nous savons que votre mécontentement et votre indifférence sont pleinement justifiés. Nous savons aussi que nombreux sont ceux qui, si ce n'était les 10 litres de vin que distribue de temps à autre le syndicat, auraient, depuis longtemps déjà, déchiré leur carte confédérale, mais attention, camarades, malgré que vous soyez dégoûtés des méthodes employées par la C. G. T., vous ne devez, sous aucun prétexte, abandonner le syndicalisme, seule planche de salut du prolétariat.

La C. N. T. s'est donné pour but de faire renaitre le vrai syndicalisme, le syndicalisme pur de nos précurseurs. Venez-y tous en masse, et là, libérés de toute entrave politique, nous mènerons à bien, par les méthodes que nous n'aurions jamais dû abandonner, la lutte pour la libération des travailleurs.

ALBI

« AUX USINES DU SAUT-DU-TARN »
Le manifeste adressé aux travailleurs de France par la C. N. T. n'est pas, ainsi que certains le prétendent, un fait de désunion, tout au contraire.

Tendant à libérer de l'esclavage politique ou capitaliste le travailleur, il n'apporte que le retour à la lutte syndicale ouvrière telle que doit être cette lutte en attendant la libération définitive que peut, seule, nous apporter l'action révolutionnaire intégrale.

Des perspectives de suite apparaissent déjà à notre première action et, dans l'intérêt de tous les travailleurs du Saut-du-Tarn et du Tarn tout entier, nous les engageons à lire l'Action Syndicaliste, organe de la C. N. T.

Camarades, lisez-la et vous jugerez.

11° REGION

RENNES

L'action de la C. N. T. gêne les pontifes inoscutaires de la C. G. T. Les affiches manifeste que nous avions posées ont été ou recouvertes ou lacérées. Il ne faut pas, dans ce qu'ils appellent la grande famille ouvrière, que les travailleurs aient l'esprit ouvert par notre propagande, et sachent où les conduit la politique menée par ceux qui président aux destinées de la C. G. T. Valets ou larbins, vous aurez beau faire, les dupes s'apercevront bientôt de leur erreur, et ce jour verra la C. N. T. s'amplifier dans notre région.

Pour tout ce qui concerne la C. N. T. dans les départements de l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan, s'adresser au camarade Molzo, 75, avenue du Gros-Malhon, Rennes (Ille-et-Vilaine).

12° REGION

CAEN

Les syndicats et camarades isolés adhérents à la C. N. T. des départements de la Seine-Inférieure, Eure, Orne, Calvados, Manche, sont informés qu'en attendant la constitution de l'U. R., que son siège provisoire est fixé à Caen. Pour tout ce qui concerne cette région, s'adresser à Jacquet (Lucien), Café de la Terrasse, boulevard des Alliés, à Caen (Calvados).

13° REGION

LILLE

Nos amis du Nord mènent une inlassable activité pour le développement de la C. N. T. dans la région.

Avec le concours d'un secrétaire confédéral, Valenciennes, Lille et Roubaix furent visités. Les différents auditeurs comprennent la nécessité impérieuse de se grouper au sein de la jeune centrale.

A Valenciennes, ou plutôt à Fresnes-sur-Escaut, des jeunes camarades, pleins de foi, d'un dynamisme débordant, décidèrent de constituer le syndicat métallurgiste. Ce dernier va rayonner dans toute cette région où fleurit la grosse entreprise métallurgique et aussi la mine. Nos amis ont la conviction que les mineurs syndicalistes de la région vont, à leur exemple, prendre une position très nette vis-à-vis de notre mouvement.

A Lille, également, bonne réunion, auditeurs attentifs et posant des questions à l'orateur de façon à ce que toutes précisions utiles pour les éclairer ne soient oubliées.

Sont debout, les syndicats du Textile et des Métaux.

Un syndicat intercorporatif est en constitution.

A Roubaix, auditeurs de militants de différentes industries. Un bon camarade, blanchi sous le harnais, estimé de tous dans la région accompagnait notre délégation. Là aussi discussions générales, précisions apportées, et à la fin, constitution du syndicat intercorporatif.

En résumé bon travail accompli, résultats sérieux enregistrés, tout l'honneur revient aux militants du Bureau régional qui ne ménagent ni leur temps, ni leur fatigue pour travailler au regroupement syndicaliste dans la citadelle politique qu'est la région du Nord.

S'adresser pour Lille : 18, rue Desrousseaux, à Lille.

Valenciennes : 4, rue des Sayneurs, à Valenciennes.

Fresnes-sur-Escaut : 46, rue de Fresnes, à Vicq.

Roubaix : 63, rue d'Avelghem, à Roubaix.

Pour la 12^e Région (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne) s'adresser ou écrire à O. Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Marqu-en-Barœul (Nord).

19° REGION

MARSEILLE

Les camarades adhérents de la C. N. T. sont informés qu'une assemblée générale aura lieu le 3 août, à 19 heures précises, au 8, rue Montolieu, Bar Mécano (près de la place d'Aix), présence indispensable pour la bonne marche de notre organisation.

Les camarades syndicalistes sont informés que le nouveau siège provisoire de la 19^e Union Régionale est fixé au 8, rue Montolieu, Marseille, pour : adhésions, cotisations, renseignements, tous les mardis, de 18 h. à 20 h.

Un des Secrétaires.

Les camarades chargés de la bonne marche de notre organisation sont priés de bien vouloir se mettre en relation avec

Brun Marius, 256, route nationale, Saint-Louis, Marseille, pour tout ce qui concerne la 19^e Union Régionale.

SITUATION DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

I. Les M. E. P. S. ne possèdent toujours pas de statut depuis 1941 (Création du Commissariat aux Sports). (Marchandage ou comédie!)

Promesse : aux dernières nouvelles, ce statut paraît-il va bientôt sortir!

II. Reclassement de certains M. E. P. S.

a) Le syndicat des M. E. P. S. devra-t-il et pourra-t-il se pourvoir en Conseil d'Etat?

a) si l'engagement (lettre) de certains M. E. P. S. n'a pas été respecté.

b) Certains M. E. P. S. engagés en janvier 1941 dans une classe ont été « déclassés » en 1945.

L'Etat sous n'importe quel gouvernement est le plus mauvais des patrons.

c) Les M. E. P. S. qui n'ont pas subi leurs examens devant une commission régulièrement constituée (c'est-à-dire jusqu'à 1943) sont maintenus dans leurs fonctions, mais ne seront titularisés qu'au cours ou au bout de 2 années de stage dans leur fonction. J. O. du 10-2-45, p. 683.

Faudra-t-il qu'ils attendent encore 2 ans leur titularisation?

Et pourtant ils ont donné, depuis 1941, suffisamment de preuves.

d) En conséquence étant considérés toujours comme stagiaires depuis 1941, les M. E. P. S. ne peuvent-ils pas, malgré tout, se pourvoir en Conseil d'Etat pour faire respecter leur lettre d'engagement.

III. Déclassement pour changement de catégorie.

Un moniteur simple ou M. E. P. S. (nouvelle appellation) change de catégorie, est nommé moniteur chef. Cet avancement ne correspond pas à un sensible avantage matériel dans l'immédiat.

Cas d'un maître d'Ed. physique de Marseille :

Au 31 décembre 1946 il était promu en 2^e classe (moniteur simple).

Il vient d'être nommé moniteur-chef (4^e classe ancienneté O) à dater du 1^{er} juillet 1945. Il devra donc attendre encore au 31 décembre 1946, 2 ans 6 mois, pour être promu moniteur-chef de 3^e classe!

Il gagnera donc moins en 1947 comme moniteur-chef qu'il n'aurait gagné s'il était resté moniteur simple.

Traitement actuel d'un moniteur simple de 2^e classe : 67.200 fr.

Traitement actuel d'un moniteur-chef de 4^e classe : 64.000 fr.

Nous signalons à l'autorité responsable ces états de faits lamentables.

P. T. T. NICE

N'ayant pu prendre la parole à l'assemblée générale des P. T. T. de Nice le 24 juin 1946, par suite d'obstruction stalinienne, je vous donne ci-dessous l'essentiel de ce qu'aurait été mon exposé si, dans ces assemblées, comme cela devrait être, la démocratie était respectée. Ces temps, hélas! sont révolus.

Je me proposais tout d'abord de faire ressortir quelle fut l'attitude des partis de gauche à la Chambre en décembre 1945, lors du débat sur la revendication des fonctionnaires, et avec quelle facilité ils abandonnèrent au gouvernement de Gaulle et à son Ministre des Finances Plevin l'amélioration de nos conditions d'existence, amélioration que ces derniers jugeaient inopportune en raison du soi-disant état de notre Trésorerie.

Depuis, dans un souci continu de collaboration gouvernementale, ces partis, qui n'ont plus de marxiste que le nom, ont été de renoncements en renoncements. Ce fut d'abord le blocage des salaires (voir à ce sujet les Cahiers du Communiste de février et mars 1946) — effectif — accompagné du blocage parallèle des prix — illusoires comme toujours.

Ce fut ensuite la politique de la production à outrance retroussons nos manches, dont soi-disant la situation des travailleurs était fonction.

Tillon expliquait au Vél. d'Hiv. le 23 mai 1946 :

Le problème des prix et des salaires peut être résolu par l'institution généralisée du salaire au rendement.

Ce dernier, facteur de division et de surexploitation, ne pourra rien résoudre du tout et il est comique de relire Monmousseau déclarant en 1928 :

Tous ces travaux à la peine, à la tâche, aux pièces, que le patronat cherche à développer, visent à pousser le rendement au maximum en assurant au patronat l'augmentation de ses bénéfices.

Ce qui était faux en 1928 serait-il une vérité aujourd'hui?

En réalité, cette production accrue n'a servi que les capitalistes dont les bénéfices, eux, ne furent pas bloqués.

(A suivre.)

AVIGNON

FORMATION DU SYNDICAT

Les employés de la région avignonnaise ont constitué leur syndicat adhérent à la C. N. T. et chaque jour nous apporte de nouvelles adhésions.

La permanence est établie au Bar de l'Hôtel de Ville, place Clemenceau, tous les soirs après 18 h., le samedi toute la journée. Le bureau est formé comme suit :

Secrétaire : Bérard; adjoint : Maillet; trésorier : Chaussy; Mariné et Combaret.

Premier succès. Un cas concernant un ouvrier boulanger a été soumis au Conseil des Prud'hommes par le secrétaire. Nous avons obtenu le paiement de 8.650 fr. d'un patron récalcitrant, et ce malgré une entorse du secrétaire du Syndicat des ouvriers boulangers (C. G. T.) qui s'était permis d'envoyer une lettre tout en étant conseiller prud'homme au camarade Bono, lui disant : viens me voir à la Bourse du Travail pour éclaircir cette affaire.

L'affaire a été plus qu'éclaircie, même réglée sans nos concours.

Deuxième affaire. Un patron boulanger avait retenu indument une somme de 1.427 fr. à son ouvrier; en conciliation, le patron a été obligé de rembourser cette somme qui ne lui appartenait pas.

Une correspondance est suivie avec le délégué de la 19^e Région à Marseille et le Syndicat envisage une réunion générale, voire départementale fin août ou début de septembre. Nous y reviendrons en temps opportun. La vente du journal l'Action va de mieux en mieux et nous pensons que les derniers numéros se vendront en entier.

Un Syndicat d'ouvriers boulangers C. N. T. est en formation; sous peu de jours sortira son bureau.

Camarades, rejoignez les Syndicats C. N. T., vous n'y entendrez pas que des bobards et bourrages de crânes, non, des faits accomplis.

22° REGION

ALGER

CONSTITUTION DES SYNDICATS

La C. N. T. est née dans le département d'Alger.

Le Syndicat Interprofessionnel d'Alger a déposé officiellement, en date du 5 juillet 1946, ses statuts, conformément à la loi sur les syndicats, et son procès-verbal de constitution.

Les nombreux travailleurs isolés ou groupés qui, depuis plus d'un mois, s'adressent à nos militants, seront enfin satisfaits.

Nous recevons dès à présent les adhésions et déclarations des timbres et cartes confédérales. Adresse provisoire : C. N. T., 5, rue Françoise-Sarcey (Belcourt) (Alger), où nous recevons la correspondance et où fonctionnera une permanence tous les jours de 17 heures à 20 heures.

Dès que les formalités légales de vérification seront accomplies, nous organiserons une Assemblée générale à la Bourse du Travail où nous sommes en droit d'obtenir une permanence quotidienne.

Que les travailleurs d'esprit syndicaliste révolutionnaire n'hésitent donc plus et viennent se joindre à nous en nous apportant leur adhésion, leur énergie et leur participation effective à l'effort commun. Les atomes, les hésitations peuvent être fatals. Attendre, c'est capituler, c'est laisser le champ libre aux forces qui écrasent demain le prolétariat, c'est trahir le pacte qui nous lie aux martyrs espagnols et aux révolutionnaires des autres pays.

Adhérez en masse à notre syndicat interprofessionnel duquel partira successivement tous les syndicats ouverts au fur et à mesure des possibilités.

Sont déjà en cours de constitution : le Syndicat des Hospitaliers, celui des P. T. T. et celui des cheminots.

Tous les renseignements seront fournis ainsi que l'aide de nos militants acquisés aux travailleurs de la banlieue ou de l'intérieur qui voudront se constituer en syndicat.

Informations professionnelles. — Nous définissons bientôt notre position de syndicalistes révolutionnaires vis-à-vis des lois dites sociales et des collaborateurs divers, participant à leur établissement. Quoi qu'il en soit, ces lois existent, d'ailleurs de plus en plus nombreuses et compliquées; et tout travailleur se doit de les connaître, ne serait-ce que pour lui permettre d'en tirer à coup sûr les maigres avantages immédiats possibles.

D'autant plus qu'en Algérie, les dispositions légales de la Métropole sont toujours appliquées plusieurs mois après et avec de nombreux aménagements.

Nos camarades qui ont accepté cette tâche, ne donneront ici, que les énoncés d'information d'ensemble, et les dispositions principales. Les adhérents intéressés trouveront aux permanences tous les renseignements de détails utiles.

Le rétablissement de la loi de 40 heures. — C'est une ignoble fumisterie et un véritable abus de confiance envers la classe ouvrière de la part du gouvernement aux ordres des capitalistes et aussi de la part de ceux qui savent, qui ne disent rien, et qui collaborent.

Le patronat a parfaitement le droit de ne faire travailler que 40 heures (diminution hebdomadaire de 8 heures de salaire) mais le gouvernement général lui a officiellement demandé de bien vouloir faire travailler pendant 48 heures et l'a assuré d'autre part que les 25 % d'augmentation de salaire sur les 8 heures supplémentaires (c'est-à-dire en somme un peu plus de 4 % sur le taux) lui seront intégralement remboursés (c'est-à-dire, en définitive, lui seront payés par l'ouvrier dans le fameux cycle infernal).

Le Gérant : Eugène JUHEL.
Imprimerie Spéciale
de l'Action Syndicaliste.



L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Auguste LE MARC
22, avenue Foch. — St-Mandé Seine
C. C. P. 5506.36, Paris.

ABONNEMENTS :
Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr. Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr. » 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION
22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)
METRO : BELLEVILLE

LES DÉMONS DE LA JAUNISSE

AVEC la grève des postiers, de nouveau ont été mis en relief la veulerie, l'inconscience et l'incompréhension rétrograde des éléments communistes dans le mouvement syndical.

Comme dans la grève du livre, des exploités ont été calomniés, injuriés et bafoués par ceux-là mêmes qui avaient charge de les défendre. Ils n'ont aucune excuse, aucune circonstance atténuante, car si ces procédés sont normaux pour des exploités qui défendent leur Profit et leurs privilèges, c'est une monstruosité quand ils sont employés par ceux qui devraient donner l'exemple de courage et de résolution lucide dans la lutte revendicative.

Lénine a écrit : « Etre toujours un pas en avant des masses ». Là, hargneux et d'une hostilité révoltante, ils se sont dressés contre elles, dans un moment où la conjugaison des forces était plus nécessaire que jamais.

Ces nationalistes imbéciles parmi les nationalistes stupides, pour la renaissance d'un système économique honni et malfaisant, se sont fait briseurs de grève et propagandistes de la réaction pour qui les revendications ouvrières sont toujours des exigences intempestives ou intolérables.

Il est vrai qu'ils avaient d'autres préoccupations. Ils étaient tout aux machinations montées de toutes pièces pour éliminer un militant syndical gênant. C'est pour le moins un curieux paradoxe de voir un bureau fédéral habité par le servilisme à Pétaïn, couvrant les collaborateurs avec l'ennemi, parce que de même obéissance, mais persécutant un homme au passé élogieux.

Quelles tristes mœurs ! Un militant, obligé, pour conserver intact son honneur souillé par des consciences malléables et capricieuses, d'avoir recours à la justice bourgeoise, à un jury d'honneur et à la Ligue des Droits de l'Homme ! Tandis que la C. G. T. se tait, honteusement.

Ah, si l'on pouvait appliquer la loi de lynch aux militants syndicalistes ! Que de réjouissance ! On danserait au carrefour Châteaudun ! Et quel lamentable spectacle de voir un secrétaire d'une autre fédération faire une démarche au ministère pour s'opposer aux revendications des catégories inférieures les plus défavorisées.

L'égoïsme borné et étroit au lieu d'une solidarité effective et totale de tous les travailleurs de la même organisation.

Mais le syndicalisme réel, authentique, celui qui n'a aucune affinité avec les idéologies politiciennes, grandit et prend plus de force chaque jour, au fur et à mesure que ses adversaires s'enfoncent dans les palinodies et les turpitudes. Le mouvement des P. T. T. en est une illustration et une démonstration. Malgré les appels à la désertion, les menaces de sanctions et la prose

gringoiere de « l'Humanité », les syndicalistes sont restés maîtres de la situation et ont conservé une autorité que ne peut même pas contester le gouvernement-patron.

On a parlé de manœuvres politiques autour de cette grève. C'est peut-être vrai. Mais ce qu'il y a de certain c'est que la lutte a dépassé toutes les combinaisons mesquines et intéressées pour se situer sur un plan limité des revendications d'ensemble. Le Comité national de grève, organisme de direction né spontanément au cours de la lutte par la carence ou l'opposition fratricide des personnages marquants de la vieille et vétuste maison, au contraire ne pouvait faire autrement que de se fixer une ligne de conduite exempte de tout facteur de dislocation de l'unité d'action et, par conséquent, rejeter toute position à caractère politique. S'il en avait été autrement, le délégué de la C. N. T. n'aurait pas manqué de dénoncer et de stigmatiser publiquement les exploités du mouvement.

Quoi qu'il en soit, le syndicalisme des P. T. T. est à un tournant et à un carrefour. Le bureau de la fédération entend demeurer, la légalité syndicale lui accordant ce droit quoique la grande masse des postiers lui ait exposé par les faits qu'elle n'en voulait plus. Il a, de plus, le soutien du bureau fédéral, gardien vigilant de la Charte de Toulouse pour la mauvaise cause. Son intransigence peut amener des mesures d'évincement si la persuasion ne suffit pas, malgré toutes les

proclamations d'attachement indéfectible à l'unité. La scission est en puissance. Si elle ne se produit pas, ce sera la soumission passagère d'une tendance à l'autre, avec des inimitiés et des rancœurs qui se réifieront dans des dans fractionnels pour une lutte sournoise et féconde en incidents multiples.

C'est en perspective la stérilisation de toute activité fructueuse. Car ne l'oublions pas, les résultats acquis laissent subsister non seulement un malaise et un mécontentement pour certains, mais, de plus, ne sont que provisoires. Inévitablement, aussi sûrement que la nuit suit le jour, de nouveaux combats seront à entreprendre pour des améliorations nouvelles, celles obtenues perdant chaque jour de leur valeur. Pour arracher l'échelle mobile, il faut beaucoup de cohésion et ceci nécessite une action constante. Le nouveau bureau fédéral pourrait-il agir efficacement avec des sections divisées, rongées par la méfiance et la suspicion, où la politique n'a pas dit son dernier mot ? C'est douteux.

Puisque la co-habitation des communistes et des autres courants devient une gageure impossible, il faut chercher une autre voie, celle du syndicalisme traditionnel qui mène à l'union fraternelle de tous les exploités pour des objectifs constructifs, mais en dehors de toute politique possible, si ce n'est celle bien comprise du syndicalisme. Ce n'est pas dans la C. G. T. qu'on la trouvera.

L'ACTION SYNDICALISTE.

Politique de claudication, chantage et escroquerie

Faisons un peu d'histoire :
A l'occasion de sa formation, le gouvernement de Félix Gouin, dont le parti communiste faisait partie, ne trouvait rien de mieux que le blocage réel des salaires et le blocage symbolique des prix, blocages qui ont eu pour tout résultat, d'une part, de maintenir, jusqu'à présent, les salaires de misère et de famine institués par le gouvernement du général de Gaulle, d'autre part, l'augmentation démesurée des prix, sans la moindre protestation du côté des partis ouvriers ou de la C.G.T.

Plus tard, à la veille des élections du 2 juin, la C.G.T. réclamait l'augmentation de 25 % des salaires, et le parti communiste s'y solidarisaient en précisant qu'il ne ferait pas partie du nouveau gouvernement si celui-ci n'acceptait pas la sus-dite augmentation. Quelques jours après, nous avions la désagréable surprise de voir comme M. Bidault adressait une lettre au parti communiste en lui offrant une participation au gouvernement qu'il était chargé de former, en disant qu'une augmentation immédiate des salaires serait accordée, mais que celle-ci ne pourrait dépasser 15 %. Le parti communiste, dans sa réponse, s'inclinait devant l'offre de M. Bidault, et acceptait sans réserve, de participer au gouvernement.

Aux premiers contacts entre la C.G.T. et le patronat, celui-ci proposait un arrangement consistant en une augmentation des salaires de l'ordre de 10 % et une diminution des impôts cédulaires et des assurances sociales équivalant à une augmentation des salaires de l'ordre de 13 %, ce qui élevait le pouvoir d'achat des classes salariées à l'ordre de 23 % des salaires actuels. Mais la C.G.T. n'acceptait pas cette proposition, en disant

que cette diminution des impôts et des assurances sociales mettraient en grave danger les finances de l'Etat et qu'elle maintenait intégralement ses revendications (augmentation de 25 %) et avec effet à partir du 15 juin.
Plus tard, le gouvernement réunissait la fameuse conférence économique composée des représentants des patrons, des ouvriers, des agriculteurs, des consommateurs, et du gouvernement lui-même, soi-disant pour régler la questions des salaires et des prix. Après plus de vingt jours de discussion, la sus-dite conférence (Suite page 2.)

LE MAUVAIS CHEVAL

Churchill a dit aux Communes : « Je n'aime pas plus Franco que je n'aime le gouvernement travailliste de Sa Majesté ».

En une boutade, « l'enfant terrible » a défini la politique anglaise à l'égard de l'Espagne.
Avez-vous remarqué que Churchill, chef de l'opposition, le vaincu des dernières élections, donne le ton lorsqu'il s'agit de la politique européenne.

Les Anglais n'aiment pas Franco, ni le peuple qui a donné sa confiance aux travaillistes, ni la bourgeoisie dont Churchill est le porte-parole le plus écouté. Mais la haute bourgeoisie qui dicte sa politique aux gouvernements aime encore moins les travaillistes.

Ils ne sont pourtant pas bien méchants, ces ministres qui s'efforcent de défendre au mieux les intérêts de l'impérialisme anglais. Bien apprivoisés, les loups qui préchaient le marxisme au temps lointain de leur adolescence ! Mais tels quels, ils sont les mandants du peuple et la bourgeoisie craindra toujours que le peuple ne mette « ses » dirigeants en demeure de remplir leurs promesses.

Et puis, il y a la Russie... Il y a le menace d'une mainmise communiste sur l'appareil du parti ou des trade-unions. Et les travaillistes ont beau ne pas aimer les communistes, ni le régime de Staline, ils sont bien incapables de se défendre seuls contre leurs redoutables concurrents.

Dans tous les pays d'Europe, le communisme grignole le socialisme. Et si le socialisme n'est pas encore mangé, c'est que la bourgeoisie le défend.

La bourgeoisie anglaise sait bien que l'Espagne du peuple est socialiste et anarchiste. Mais elle a vu comment les communistes, petite minorité, ont mené en laisse les socialistes — en Espagne comme dans l'émigration. Et elle peut craindre que la C. N. T. ne sache pas mieux se défendre. En résumé, tant d'intérêts contradictoires étaient en jeu, que l'Angleterre ne savait se décider. Elle lança donc un ballon d'essai pour éclaircir la situation et se donner le temps de voir.

Dans une course de chevaux, dès le départ, il y a un cheval qui prend la tête. Il mène la course... Mais, c'est rarement lui qui gagne.
Girai forma son gouvernement.

Beaucoup de « personnalités républicaines » avaient senti le vent et se tinrent un moment sur la réserve, mais que faire hors de jouer le jeu anglais ? Les socialistes marchèrent parce qu'ils n'ont plus que ça à faire, qu'ils ne sont plus bons qu'à être ministres, distributeurs de places de petits fonctionnaires dont se nourrit leur clientèle de petits bourgeois et d'ouvriers en mal de quitter l'usine.
Les communistes auraient bien voulu rester dans l'opposition, mais, seuls, ils sont si peu... presque rien... moins que rien ! Ils allèrent donc — sans paraître voir la manière humiliante dont on les appelait — à « noyauter se peut ».

Dernières agitations d'une situation impossible ! D'une guerre que l'on sentait perdue mais qu'il fallait continuer parce qu'un revirement européen pouvait changer les choses. D'une militarisation que l'on savait funeste. D'une collaboration à l'appareil d'Etat...

Un moment, la douche froide de la défaite ! Puis, les camps, la servitude allemande, la misère.
Et voici que l'espoir luit... On prépare la chute de Franco et la rentrée en Espagne. Il y en a encore pour des mois et des mois, mais la machine est mise en marche.

Cependant, le plan anglais reste inchangé : chasser Franco en évitant un gouvernement travailliste, pour autant qu'il se peut, et, en tous les cas, en évitant soit la révolution, soit une emprise bolchevique, ouverte ou dissimulée.
L'heure est venue pour Girai de passer la main. Fier d'avoir été, une fois de plus, « un moment de l'histoire espagnole », il s'agit seulement pour rester dans le lot, pour rester un ministre parmi les ministres, un cheval de plus dans l'écurie.

Paul LAPAYRE.

Episodes du mouvement des postiers

Tout le pays a suivi, avec des interprétations différentes, la grève des P. T. T. qui vient de prendre fin. Il est nécessaire d'étudier tous ces événements avec calme et sang-froid et d'en tirer pour nos luttes à venir, toutes les conclusions qui s'imposent.

Le problème est cependant très simple. Depuis quelques mois les communistes, par leurs manœuvres habituelles, se sont emparés de la direction de la fédération postale de la C. G. T. Entendant diriger, imposer leurs directives à tous les adhérents, la question des salaires des P. T. T. les intéressait fort peu. Comme dans tous les autres syndicats où ils se trouvent en majorité, les communistes cherchent à diriger, à canaliser cette force que représente la C. G. T., vers une action politique nationale et internationale si c'est nécessaire.

Rapidement voici les faits tels qu'ils sont au sein de cette fédération postale. D'un côté, ceux qui veulent domestiquer, asservir le Syndicalisme et le lier à l'action des partis, de l'autre côté les éléments syndicalistes — des gens qui feraient mieux de croire au père Noël que de croire à un redressement possible de la C. G. T. — lassés des paroles et des promesses qu'on leur prodigue depuis la libération, qui tiennent compte des ventres creux et qui en ont assez de se laisser exploiter d'une façon impudente.

La grève d'avertissement de Décembre 1945 n'ayant rien résolu et les dirigeants de la fédération postale ne donnant à leurs adhérents que des paroles d'encouragement au calme et à la discipline, les travailleurs des P. T. T. ont poussé le bureau fédéral à passer à l'action. Ce dernier lança un ordre de grève de 10 heures, pour le mardi 30 juillet de 4 à 14 heures. Mais plusieurs fédérations régionales, se rappelant les échecs passés, décidèrent de pousser l'action jusqu'au bout et lancent le mot d'ordre de grève illimitée.

Les dirigeants fédéraux, fermes

Pour le redressement syndicaliste pas de ralentissement dans la souscription !

Souscrivez pour la C. N. T.
La période des vacances se termine. La propagande et l'organisation doivent s'intensifier. Aidez la C. N. T. en participant à la souscription permanente.
Sommes reçues du 23 juillet au 19 août 1946
Dugne Rémy (Thiers) 75 fr. ; Ghys (Valenciennes) liste n° 23 : 260 fr. ; Liste souscription du S.U.B., Paris : 495 fr. ; Lombard (Lyon), reliquat des listes souscriptions : 1.000 fr. ; Permanence, Paris, liste n° 189 : 563 fr. ; Osoc Srabi (Grande-Combe) liste n° 181 : 1.180 fr. ; Brun Marius (Marseille) liste n° 110 : 495 fr. ;

A. Bérard (Avignon) liste n° 107 : 420 fr. ; Désablens (Cavaillon) 300 fr. ; José Sordido (Riopéroux) 60 fr. ; Jeunesse anarchiste, à Chelles : 30 fr. ; Permanence, Paris, liste n° 173 : 740 fr.
Total général de la présente liste : 5.618 francs.
Des listes de souscriptions de la C.N.T. imprimées sont à la disposition des camarades. En faire la demande à R. Doussot, 9, avenue de la Porte-Clichancourt, Paris (18^e), ou passer les prendre à la permanence, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

Politique de claudication, chantage et escroqueries (suite)

sur leurs positions anachroniques et stupides, donnent l'ordre de reprise pour 14 heures. Lille et Bordeaux dirigent alors la grève. Il y eut, certes, de petits flottements, mais des centres qui avaient repris le travail recommencent la grève qui s'étend. Les dirigeants de la fédération postale sont débordés et exhortent les postiers à reprendre le travail. Ils déclarent à travers tout le pays leurs hommes à tout faire les plus sûrs : Bontems se fait huer à Marseille, Tancrede se fait malmener à Dijon qui se joint au mouvement de grève illimitée. A Bordeaux, les tomates n'étant pas assez mûres, Planès reçoit des prunes sur le coin du museau et ne peut parler.

Jeu de la grève s'étend, touche de nombreux départements qui rallient, enthousiastes, le mouvement qui devient irrésistible.

A Clermont-Ferrand, les secrétaires départementaux prennent courageusement la tête de l'action, en même temps qu'ils vilipendent l'attitude inqualifiable des dirigeants fédéraux. Là, le bloc est solide, sans fissures et quoi qu'il advienne on ne pourra le désagréger.

A Paris, les militants de la C. N. T. arrêtent ou participent à l'arrêt de cinq centraux, diffusant nos mots d'ordre d'unité d'action. Les communistes, les dirigeants font pression de toutes leurs forces pour la reprise du travail. Un télégramme est envoyé par Piccot à Tancrede lui enjoignant de prendre le central de Marseille qui est entre les mains des grévistes, de susciter des incidents pour déconsidérer le mouvement et faisant appel aux sanctions. Des bagarres éclatent : trois blessés.

Ces jaunes et briseurs de grève, continuant à mentir avec un cynisme écœurant, par des communiqués de presse et par la radio, prétendent que la grève n'est que dans quelques villes. Les postiers ne se découragent pas, ne se laissent pas démoréaliser et continuent la lutte avec acharnement. Vendredi de nombreux bureaux et centraux ferment leurs portes, de nouvelles villes se joignent au mouvement ; la grève devient générale.

Pendant ce temps, les délégués, les vrais, ceux qui représentent les postiers en lutte, de Paris et de province se réunissent. Non pas pour discuter, ce n'est pas l'heure, mais pour prendre des décisions rapides et intelligentes pour une issue victorieuse du mouvement. Un comité national de grève est constitué ; toutefois une démarche conciliatrice est tentée auprès du bureau fédéral. Les intérêts suprêmes des postiers l'exigent ; unité coûte ce qu'elle coûte, mais pour arracher de quoi vivre. Mais c'est mal connaître les dirigeants fédéraux et leur mentalité. Le secrétaire général, Piccot, fut arrogant, s'identifiant à un autocrate, les postiers n'avaient qu'à obéir à ses ordres, ils n'avaient pas à les discuter. La masse était inconnue de lui, elle devait reprendre le travail. Ce langage et cette attitude révoltante amenaient une rupture devenue évidente depuis quelques temps entre le bureau fédéral et la masse des postiers.

Le Comité national de grève fort de l'appui et de la confiance des grévistes, devant la carence et la trahison du bureau fédéral, prit sans tarder les mesures qui s'imposaient pour la consolidation du mouvement, en même temps que des démarches étaient entreprises auprès de l'employeur : l'Etat.

De prime abord, il se refusa à des discussions avec lui, n'étant pas un organisme officiel. Mais sous la pression des événements, il consentit à discuter avec le Comité national de grève, tout en contestant son autorité sur le mouvement : « Vous avez déclenché la grève et vous avez fort bien réussi ; mais êtes-vous capables d'arrêter le mouvement ? » La réponse ne se fit pas attendre. La délégation gréviste n'était pas venue pour entendre des paroles onctueuses et bienveillantes, pas plus que pour enregistrer des promesses, mais pour un résultat positif, pour que les postiers aient satisfaction, condition sine qua non à la reprise du travail. A ce langage digne et résolu, le ministre prit l'engagement formel d'apporter une solution satisfaisante aux revendications des postiers si le travail reprenait aussitôt. Ce qui fut fait le lendemain.

En quelques heures l'action revendicative générale des postiers avait obtenu ce que depuis longtemps les postiers attendaient. Mais cette action n'a pu être efficace que par la constitution d'un organisme de lutte se situant en dehors de toutes compétitions politiques, ne pouvant être l'instrument d'un parti ou d'un autre, contrôlé par la masse des postiers. Demain, les revendications étant permanentes, les mêmes déboires renaitront car les intrusions politiques n'auront pas disparu pour cela de la fédération cégétiste. Ce qu'il faut c'est un organisme d'animation qui réponde aux exigences de la lutte économique des travailleurs, expurgé de toutes préoccupations politiques ; c'est la C. N. T.

rence aboutissait à un accord de principe, basé sur une augmentation globale des salaires de l'ordre de 19,50 % et non de 25 % comme le demandait la C.G.T. Mais cela n'empêchait pas la C.G.T. de dire qu'elle maintenait intégralement les recommandations de la conférence économique.

Le 27 juillet, se réunissait la non moins fameuse conférence interministérielle des salaires composée de MM. Georges Bidault, Félix Gouin, Maurice Thorez, Robert Schuman, de Menthon, Ambroise Croizat et Tanguy-Prigent, conférence qui aboutissait à un accord de classement des salaires d'environ 18 % d'augmentation globale.

Le 29 juillet, se réunissait aussi la commission nationale des salaires pour examiner l'accord interministériel au sujet des salaires, accord qui était adopté à l'unanimité. Cet accord consiste (comme nous l'avons déjà dit) en une augmentation globale de l'ordre de 18 % des salaires et, soi-disant, d'un surplus de 3 % qui représente le relèvement de l'abattement à la base de l'impôt cédulaire, porté de 40.000 à 60.000 francs. Mais il faut faire remarquer que cette augmentation est plutôt symbolique que réelle. A cet accord, les représentants syndicaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. se bornaient à dire qu'ils acceptaient sous réserve de l'approbation de leurs bureaux respectifs.

Toutes ces augmentations sont purement et simplement symboliques, étant donné qu'avant qu'elles soient mises en

application, beaucoup des prix ont déjà considérablement augmenté, et que, d'autre part, le gouvernement de son côté envisage l'augmentation de plusieurs choses telles que le pain, les transports par chemin de fer, le gaz, l'électricité, etc., bien que l'augmentation du gaz et de l'électricité ait été démentie par les ministres de la Production industrielle et de l'Economie nationale. Tout fait cependant supposer que sous peu cela sera un fait réel. Ainsi donc cette fameuse augmentation se ramènerait à zéro, ou peut-être même, avec un certain désavantage du côté des salariés.

A tout cela, les partis ouvriers et les syndicats réformistes ont répondu : « Amen ».

Tout ceci prouve que, pour les politiciens et les syndicalistes professionnels, il n'y a que leurs intérêts et ceux de leur politique qui comptent, car les intérêts des classes exploitées n'entrent pas en ligne de compte. Faux, ils ont déjà fait leur devoir. Ils ont fait une grande propagande démagogique pendant la période électorale, ils ont promis beaucoup de choses, qu'ils savaient bien ne jamais pouvoir donner du point de vue politique. Mais cela n'a pas d'importance, ce qui les intéresse c'est d'attirer quelques voix de plus pour leurs candidats. Maintenant ils ont tout de même réussi à obtenir une augmentation apparente des salaires. Peu importe qu'elle ne soit qu'apparente. Ils s'y sont conformés. Ils se sont dit : « Ça va, cela nous suffit, n'en parlons plus ! pour le mo-

ment : Oui ! On en parlera peut-être plus tard, à la veille des prochaines élections pour essayer une fois de plus de gagner quelques voix de plus. »

Il faut donc, qu'en face de cette politique de claudications, d'escroquerie et de chantage, les ouvriers prennent position pour en finir une fois pour toutes avec les médiateurs de l'administration de la chose publique et sans attendre que les politiciens ou les syndicalistes réformistes, d'accord avec la bourgeoisie et le gouvernement, arrangent leurs affaires. Car les intérêts des ouvriers ne peuvent être confiés qu'aux ouvriers eux-mêmes. Ce qui nous rappelle la phrase de la première Internationale : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs mêmes. »

Tout cela prouve que si les ouvriers veulent être sûrs et certains de la défense de leurs intérêts et ne veulent pas être les victimes perpétuelles du chantage et de l'escroquerie politique, en dehors de toute politique, ils doivent prendre dans leurs propres mains la défense de leurs intérêts. Pour cela, le seul moyen qu'il y ait, c'est l'emploi de l'action directe dans tous les cas, aussi bien contre la bourgeoisie que l'Etat lui-même, utilisant pour cela les plus puissantes des armes dont les travailleurs peuvent disposer : la grève et la révolution permanente avec toutes ses conséquences, jusqu'à l'écrasement total et définitif de la bourgeoisie et de l'Etat et de toutes les classes privilégiées.

De cette façon, tous unis dans la lutte

contre les escroqueurs et les maîtres chanteurs, contre ceux qui se déguisent en administrateurs volontaires des intérêts des travailleurs, pour les voler et les escroquer au nom des libérateurs des opprimés.

Alors, plus de politique, ni de politiciens, assez d'escroquerie et de chantage politique, plus de faux administrateurs pour administrer les intérêts des travailleurs. Nous nous suffisons pour tout : pour nous défendre et pour nous administrer.

Nous seule arme de lutte c'est le syndicat, mais le syndicat révolutionnaire, non pas le syndicat réformiste au service des politiciens, de la bourgeoisie et de l'Etat. Non, pas de cela ! Action révolutionnaire dirigée et orientée par nous-mêmes. C'est seulement de cette façon que nous réussirons à vaincre tous les obstacles et toutes les impositions de tous nos ennemis.

Alors, tous à l'action commune, dans les syndicats révolutionnaires, pour les revendications immédiates et progressives et pour l'émancipation intégrale et définitive du prolétariat.

La confédération nationale du travail (C.N.T.) vous offre une place d'honneur dans la lutte par l'abolition intégrale et définitive des classes opprimées et pour l'organisation d'une société sans classe, où il n'existe plus aucun privilège, où tous et toutes seront égaux, non pas devant la loi, car il n'y en aura plus, mais devant la vie.

Union locale de Bordeaux.

Nouvelles Internationales

Les grèves aux Etats-Unis

On se rappelle de la grève des mineurs qui dura plusieurs mois et se termina par un compromis à leur avantage et la grève des cheminots qui n'eut pas lieu, brisée dès qu'elle fut annoncée.

Le triomphe des uns, l'échec des autres proviennent des formes d'organisation adoptées par ces deux catégories de travailleurs.

Tout comme dans les pays totalitaires, le Président Truman fit voter une loi antigreviste devant être appliquée aux conflits ouverts. Cette loi obligeait à des conversations préalables pour rechercher des solutions bien souvent impossibles.

Les cheminots groupés dans une vingtaine d'associations professionnelles particulières et quelquefois concurrentes, Tru-

man, par la menace d'une intervention militaire pour soutenir les briseurs de grève, réussit effectivement à l'empêcher.

A. F. Whitney, qui est le dirigeant d'une de ces organisations spéciales des cheminots, qui s'appellent « Rail Brotherhoods », fraternité de cheminots, fut fort déçu quand il comprit que l'action de grève était impossible.

Il déclara : « Nous sommes l'organisation ouvrière la plus riche du monde ». C'est une insulte à la vérité. Au contraire, la « Brotherhood of trainmen » est une des organisations les plus pauvres du monde. Car si elle dispose d'un fonds de 47 millions de dollars, l'indigence de ses conceptions organisationnelles et d'action

la rend d'une pauvreté insigne pour le mouvement ouvrier.

Notre Commission administrative m'a autorisé à dépenser 2,5 millions de dollars pour lutter contre les membres du Congrès qui ont voté la législation restrictive proposée par Truman. J'emploierai cet argent où il doit être de la plus grande utilité. »

L'inanité de cette entreprise apparaît aussitôt si l'on songe que lui et les autres fonctionnaires de l'organisation auraient été destitués immédiatement. Au lieu de rechercher l'annulation de cette loi en acquérant la sympathie intéressée de certains membres du Congrès, il aurait été plus judicieux de dépenser les 2,5 millions de dollars pour une véritable organisation de cheminots et au moins un

million de cheminots pourraient posséder les connaissances élémentaires du mouvement syndical qui leur font défaut présentement.

Truman ne triompha pas de la grève. Parce qu'elle ne devait pas réalité. Les travailleurs furent battus, non pas par les troupes et les briseurs de grève, mais par des mesures législatives et à cause de l'ignorance quant aux nécessités d'une organisation unique et construite pour l'action.

Ces travailleurs connaîtront de nouvelles déroutes pour la même raison, s'ils n'y remédient. Il faudrait dissoudre les fraternités, leur substituer une organisation plus rationnelle.

Pour la grève des mineurs devrait les faire réfléchir. « United Mine Workers » comme organisation industrielle fut créée par des assemblées ouvrières. L'industrie des mines a autant de groupes professionnels que les chemins de fer, l'industrie du bâtiment et toutes les autres branches d'industrie. Seulement, les mineurs ont été plus compréhensifs. S'ils s'étaient divisés en autant de groupes que d'activités, comme les cheminots, la menace d'empêcher leur grève aurait produit les mêmes résultats que pour les travailleurs du rail.

Les mineurs ont voté « la loi » selon laquelle tous les ouvriers de l'industrie des mines ont des intérêts communs. Cette loi est tellement forte que tous les soldats de Truman, tous les perroquets bruyants et effrayants de Washington, toute la presse prostituée n'ont pas pu obliger un seul mineur à reprendre le travail. Voilà la seule loi proclamée par la solidarité des travailleurs, et qui s'est montrée plus forte que toutes les lois que les législateurs de Washington puissent s'imaginer.

Propos d'un passant

L'irascibilité de mon facteur

Mon facteur n'est pas content. Il a assisté à la réunion de sa section syndicale où l'on a beaucoup parlé avec des propos et des gestes démonstratifs de l'animosité entre les deux tendances de sa fédération. On y a parlé d'enveloppes qui arrivaient subrepticement aux mains des dirigeants fédéraux...

— Je commence à en avoir marre, ils se foutent de nous. Ils ont le c... dans un fauteuil toute la journée, nous, ça ne les intéresse pas. S'ils n'avaient que ce que nous gagnons pour vivre, ils seraient bien obligés de faire comme nous, de se mettre en grève.

— Oui, certainement.
— Pense donc, avant la guerre nous touchions tous les ans, de quoi nous habiller ; une année, une tenue d'hiver et un pantalon de toile ou de serge ; l'année suivante, une tenue et une veste en serge ; un képi tous les ans.
— Et maintenant ?
— Une tenue et un képi tous les ans. Mais c'est en principe, car pendant l'occupation nous n'avons rien touché et depuis la libération nous n'en avons eu qu'une, et encore, pas tous. Nos tenues sont minables, nous n'avons plus rien en réserve pour nos sorties.

— Mais vous touchez des indemnités.
— Des indemnités ! Tu peux m'en parler : 365 fr. pour les chaussures. Tu l'imagines qu'avec ça on peut se payer celles qu'on use à traîner toute la journée comme nous le faisons. Nous avons bien des bons, mais quand il n'y en a pas en magasin et qu'il faut en acheter au marché noir...
— En effet, il y a de l'abus.
Et il n'y a pas à contester, il me montre un tableau de son traitement, des avantages aléatoires qui lui sont accordés. Mais aujourd'hui il est plus expansif qu'à l'ordinaire ; son courroux et l'indignation lui délient la langue.

— On parle de 800 millions de bénéfices en plus des prévisions, pour 4 mois, mais comment les ont-ils obtenus ? Il faut travailler plus qu'avant ; il manque du personnel partout, aux guichets, à la manutention, à la distribution. Tu penses, personne ne s'en ressent pour travailler aux P. T. T. avec ce que nous gagnons.
Et puis, encore une autre injustice. Toute la journée nous marchons ; à parcourir des kilomètres nous sommes autant fatigués,

si ce n'est plus, que ceux qui travaillent en usine. Or pourquoi nous refuse-t-on la carte T. 2 ? On s' imagine peut-être que nos 54.000 francs par an, si nous les touchons, car c'est le maximum, nous permettent de nous payer un « coup de rouge » à 20 fr. le dé à coudre de temps à autre.

Mon ami, comme vous le voyez, n'est pas un idéaliste. Ses préoccupations sont limitées à des exi-

gences qui n'embrassent pas la totalité du problème social. Pour lui, ce qui compte avant tout c'est d'avoir des conditions de vie décentes. Cependant sa conscience trahit des inquiétudes qui font de lui un révolté. Il se demande s'il ne faudrait pas tout changer, mettre ceux qui créent la misère et ceux qui l'exploitent hors d'état de nuire. C'est peu, mais c'est pas mal.

Permanences, convocations, communications

2° REGION

REGION PARISIENNE
La permanence (22, rue Ste-Marthe, Métro Belleville) est ouverte tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 h. 30. Le dimanche de 9 heures à 12 heures. Les camarades y trouveront les renseignements dont ils auraient besoin. Les adhésions et cotisations y sont reçues.
Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.
Métiers Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.
Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.
Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.
P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.
Cuir et Peaux : Samedi de 15 à 18 h.

Sont en formation les syndicats suivants : Industries du Livre, Alimentation, Produits chimiques, Textile.

COMITES INTERSYNDICAUX 15° ARRONDISSEMENT
Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers, les jours et heures seront fixés incessamment.

ARGENTEUIL
Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES
Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

RECTIFICATION
Dans le dernier n° de l'A. S., deux coquilles se sont glissées, qui nous font obligation d'apporter la rectification suivante :

1° — Personnel ouvrier des bureaux et des salles d'études du S.T.C.A.N. Bid Victor.
2° — Election au Sous-Comité mixte à la production. Deux délégués C. F. T. C. ont été élus au 2° tour alors qu'ils étaient en 2° position au 1er tour. Aucun Cégétiste n'a été élu.

3° REGION

DIJON
Réunion tous les jeudis à 20 h. 30, Café de l'Union, Place des Cordeliers à Dijon. Permanence les mardis et vendredis même endroit de 18 h. à 19 h. 30.

4° REGION

CLERMONT-FERRAND
Syndicalistes de la C. N. T., Pacifistes, Libertaires de passage à Clermont ou désirent prendre contact avec un des mouvements ci-dessus nommés, attention ! Venez au 37 de la rue G. Clémenceau où pour un prix raisonnable vous pourrez manger convenablement si vous le désirez. Vous y rencontrerez des camarades et serez ainsi tenus au courant de la situation des groupes dans le département et la région.

ACTION SYNDICALISTE
Tous les militants et sympathisants de la C. N. T. pourront désormais se procurer leur journal en s'adressant à Richard, 13, rue de la Tannerie à Clermont-Ferrand. Ceux d'entre eux qui pourraient nous indiquer le nom et l'adresse d'un vendeur ou bien encore d'un dépôt éventuel sont priés de le faire sans plus attendre.

5° REGION

BEAUCAIRE
Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6° UNION REGIONALE TOULOUSE

71, rue du Tour Toulouse
Les syndicalismes des départements suivants : Tarn-et-Garonne, Tarn, Aude, Pyrénées Orientales, Ariège et Haute-Garonne désirent adhérer à la C. N. T. sont priés de s'adresser au secrétariat de la 6° U. R. pour toutes les demandes d'adhésion, organisation de syndicat, matériel et demande d'orateurs.

9° REGION

LA ROCHELLE
S'adresser : 1, rue de l'Evescot.

10° REGION

NANTES
Réunion Générale le 1er dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.
LAVAL : Permanence le samedi de 20 heures 30 à 22 heures, Bar Rennais, rue des Béliers à Laval.

13° REGION

LILLE
Permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue Molinai à Lille.
VALENCIENNES : 33, rue des Récollets.
ROUBAIX : 63, rue d'Arveghen.

17° REGION

LYON
Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 69, rue de St-Jean au fond de la cour, 1er étage.

19° REGION

AVIGNON
Malgré les élucubrations de Mr Trillié, nous sommes heureux de constater la progression constante du syndicat d'Avignon. De plus en plus les travailleurs dégoûtés des meurs politiciennes en vigueur à l'U. D. C. G. T. rejoignent nos rangs au grand dam du pontif, présidant aux destinées du mouvement stalinien en Avignon.

Ce Monsieur ne se route pas que les saletés qu'il déverse sur le dos de nos militants sont d'une bonne propagande en faveur de notre organisation et nous l'en remercions.

Qu'il continue et bientôt il ne règnera plus que sur des ruines.
Travailleur avignonnais, en ayant assez d'être bernés, dupés, faites comme vos camarades, rejoignez le syndicat C. N. T.

Permanence tous les samedis à 20 h. 30, Bar de l'Hôtel de ville.

22° REGION

ALGER
S'adresser : C. N. T., 5, rue Francisque Sarçay, Bellecourt, Alger.

COMMUNICATIONS

S. I. A.

Les adhérents et sympathisants de S.I.A. sont avisés que le Secteur Est est constitué.

Une permanence se tient tous les mardis de 19 à 20 heures au siège de la C. N. T., 22, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville).

La correspondance peut être expédiée à Morgane, S.I.A. à l'adresse ci-dessus.

PUTEAUX

GRUPE LIBERTAIRE D'ETUDES SOCIALES
Samedi 7 septembre, à 20 h. 30, salle du pointage, à la Mairie, réunion mensuelle. Discussion sur le programme de conférences d'hiver et organisation de la fête projetée. Invitation aux sympathisants.

PIERRE LE MEILLOU.

Le Congrès d'action des Postiers L'augmentation des salaires à dater du 1^{er} Juillet

Fouquet rappela les conditions dans lesquelles le C. N. G. prit naissance, il fit l'analyse des décrets de revalorisation, avec ses lacunes et ses insuffisances, tout en considérant que si les parités internes ne sont pas obtenues la grève reste en suspens. Pour caractériser l'action du bureau fédéral, il assimila au rôle d'un gouvernement réactionnaire contre les mouvements révolutionnaires.

Après cet exposé objectif, les orateurs révélèrent autant de naïveté que de candeur. Malgré les nombreuses années de militantisme pour certains, on a l'impression que la discussion sur les possibilités d'un redressement syndical s'évade des connaissances et des réalités. S'il est vrai que le mouvement de lutte des postiers a engendré une action salutaire contre la tutelle politique de la fédération, il est présomptueux de croire que cette action s'étendra ailleurs. C'est manifestement ignorer les différences de structure fédérale, l'inégalité de virulence du centralisme dans les fédérations et l'impossibilité pour certaines d'être influencées par les opinions syndicalistes. Non, ce qui a été possible pour les postiers ne l'est pas ailleurs, tels que les métaux et le bâtiment pour ne parler que des deux plus importantes.

La candeur est le mal des gens honnêtes et loyaux, mais c'est aussi une infériorité de moyens pour faire face à des adversaires retors et amoraux comme le sont les staliniens. On est sidéré d'entendre demander l'arbitrage de Sallant dans le différend qui oppose le C. N. G. au bureau de la fédération postale. Comme si l'on n'était pas sur ses capacités ondulatoires. Ne se rappelle-t-on pas l'arbitrage qu'il a rendu pour la grève du livre et sa complaisance envers les communistes ? La représentation proportionnelle ? C'est-à-dire la liberté pour des gens sans scrupules, les impératifs revendicatifs, de poursuivre leur jeu ténébreux de politisation et de disqualification des militants syndicalistes grâce aux injures et aux calomnies.

Stoesel fut bien plus réaliste en démontrant que la disproportion entre les moyens dont dispose le C.N.G. et le bureau de la fédération pour la propagande et la vulgarisation des positions constituait un obstacle sérieux à une libre expression des opinions. Le C. N. G., s'il est la force et s'il représente vraiment la masse des postiers, n'a pas à marchander mais exiger l'investiture syndicale. Mais cependant, si cette investiture lui est refusée, que faut-il faire ? C'est ce qu'il ne nous apprend pas.

On a parlé d'indépendance du mouvement syndical envers les partis politiques et les gouvernements. C'est très bien. Mais pourquoi ne nous a-t-on pas parlé de l'autonomie d'action, quels que soient les partis et les gouvernements à la direction des affaires du pays ? Nous nous souvenons qu'avant guerre, et encore récemment, on préchait la pause pour ne pas contrarier l'action du gouvernement à direction ouvrière. Or si, demain, une formation identique accédait au pouvoir, tout en conservant une indépendance organique, certains auraient-ils la fermeté nécessaire pour s'opposer à elle si des revendications réclamaient une solution impérieuse et immédiate ? L'autonomie d'action est le complément indispensable à l'indépendance syndicale et quiconque y enfreint à sa place dans le clan des politiciens avérés et dans celui des exploités du syndicalisme.

Cette observation n'est pas seulement de nous, puisque des esprits éclairés demandèrent que les secrétaires permanents n'appartiennent pas à des partis politiques, que l'indépendance soit absolue et de dénoncer les manœuvres des partis politiques sans en excepter aucun.

Ce qui a donné un sens nouveau aux délibérations de ce genre, c'est que les méthodes et les moyens d'action s'inspirent du syndicalisme traditionnel. L'action directe fut l'honneur. C'est l'épée de Damocès suspendue au-dessus du gouvernement si satisfaction totale n'est pas accordée aux différentes catégories des postiers, les commis ayant reçu des améliorations insuffisantes, leur échelon correspondant à celle des commis complémentaires des autres régies. Mais cette épée est devenue celle des figurants pour représentation théâtrale, car il n'est pas certain que les intéressés consentissent à un arrêt nouveau alors que la solidarité d'action est rompue par la disparité des améliorations acquises. La malfeasance d'un Léop en est certainement cause, mais il n'en reste pas moins que les conditions objectives à la réussite d'un mouvement se sont sensiblement modifiées.

Tous nos camarades de la C.N.T., qu'ils soient postiers ou d'une autre industrie, feraient bien de réfléchir et

Une conférence C. N. T. à St-Girons

Samedi 17 août s'est tenu dans la salle de la Maison du Peuple une réunion publique avec le concours des camarades Mirande et du professeur Gally. Malgré les mauvais temps les travailleurs manuels et intellectuels sont venus entendre les orateurs de la C. N. T. qui exposèrent le programme d'action et les buts du Syndicalisme Révolutionnaire.

Depuis longtemps les ouvriers de Saint-Girons n'avaient entendu des discours aussi nets et complets. Il faut dire que là aussi la C. G. T. se désintéresse des salaires et seule la politique d'un parti intéresse les dirigeants de l'Union locale, et pourtant que ce soit le textile ou le papier-carton ce sont des salaires de famine.

Travailleurs réduits à la misère par vos exploités, un seul moyen pour obtenir de meilleurs moyens d'existence comme l'on dit nos orateurs de la C. N. T. n'oubliez pas que seule l'action directe vous conduira à la victoire.

Travailleurs de St-Girons organisez-vous.

de méditer sur le mouvement qui vient de se terminer. Il démontre que nos adversaires ont un point de vulnérabilité qui réside dans l'action revendicative. Le problème pour nous, c'est d'en prendre la tête et la direction. Or ce mouvement prouve indubitablement que nous pouvons l'obtenir si nous savons présenter les revendications les mieux comprises et susceptibles de rallier la masse et en constituant des organismes de lutte démocratiques contrôlés par les ouvriers.

Il y a des leçons et des enseignements que l'on ne doit pas perdre.
E. ROTOT.

A l'Espagne, aux antifascistes, à l'opinion mondiale

La Liberté ne meurt pas.

Le peuple espagnol vit et, avec lui, sa volonté inébranlable d'être libre.

Dix ans ont passé et le tyran de l'Espagne se sent aujourd'hui blessé à mort. Son régime de terreur se désagrège et l'Etat inquisitorial national-syndicaliste va s'écrouler.

Malgré les manœuvres du capitalisme international et le manège soviétique, le problème espagnol se présente avec un caractère impératif : Franco doit être détrôné.

Le geste glorieux du 19 juillet 1936 n'a pas été stérile : les trois ans de lutte héroïque contre la réaction intérieure et les positions avancées du fascisme international ne sont pas perdus dans le vide.

Le peuple espagnol vit et, avec lui, sa volonté inébranlable d'être libre.

Le peuple espagnol ne veut pas de nouvelles tyrannies.

Le peuple espagnol veut en finir avec Franco et la Phalange. Mais il veut en finir aussi, définitivement, avec le fascisme en Espagne. Il ne veut pas de nouvelle tyrannie, il ne veut pas de solutions autoritaires, capitalistes et bourgeoises.

C'est un peuple politiquement et socialement avancé, où les analphabètes sont souvent plus intelligents que le niveau moyen des personnes dites instruites de quelques pays d'Europe et d'Amérique. Il est temps de mettre fin à la légende de l'Espagne retardataire. Les moyens d'exploitation du capitalisme ne sont certainement pas des preuves recommandables de culture et de civilisation. Pour le peuple espagnol, l'homme vaudra toujours plus que la machine, la dignité plus que l'argent, l'idéal et la liberté plus que le pain.

L'interprétation de cette conscience collective de l'âme de l'Espagne indomptée est nécessaire à tous ceux qui prétendent présenter des solutions au problème espagnol.

Franco jeté bas, l'Espagne ne veut pas revivre le fascisme.

L'Espagne ne veut pas que l'on renouvelle avec elle l'expérience de la

L'arrêté du 29 juillet et la circulaire ministérielle du 31 juillet portant relèvement des salaires, fournissent les explications quant à l'augmentation des 25 % passablement amenuisés.

Les dispositions de l'arrêté ne s'appliquent pas : 1) aux salariés des chemins de fer, de la marine marchande, des mines et des industries électriques et gazeuses ; 2) aux salariés agricoles, dont la rémunération est fixée en application de l'ordonnance du 7 juillet 1945 ; 3) aux salariés dont la rémunération n'est pas déterminée en fonction du salaire minimum du manœuvre de l'industrie des métaux : médecins du travail visés par

l'arrêté du 15 mars 1946, concierges des immeubles à usage d'habitation visés par l'arrêté du 1er juillet 1946, voyageurs, représentants et placiers visés par l'arrêté du 8 février 1946, gérants non salariés des maisons d'alimentation à succursales multiples, et des coopératives de consommation visés par les arrêtés des 29 juin et 25 juillet 1945. Des dispositions particulières interviendront à cet égard.

Travailleurs visés par des barèmes comportant des taux minima et moyens maxima
Ces ouvriers sont ceux de l'industrie des métaux ou d'autres industries visés

par des arrêtés de remise en ordre analogues à cette industrie (métaux, bois, techniciens, etc...)

Dans ces industries, les taux minima sont majorés de 25 %. D'autre part, l'écart qui existait entre le salaire minimum et le salaire moyen maximum de chaque catégorie, de 15 p. 100 est maintenu. Pour les deux premières catégories des industries de la métallurgie et du travail des métaux, pour les deux premières catégories des industries de l'orfèvrerie, de la bijouterie fantaisie, de la bijouterie or, de la petite joaillerie doublé or, l'écart qui était de 20 p. 100 est maintenu. Les taux minima pour les métaux, première zone, sont portés ainsi à : manœuvre ordinaire, 25 francs ; manœuvre de poste et de force, 27 francs ; ouvrier spécialisé (1^{er} échelon), 30 fr. 25 ; ouvrier spécialisé (2^e échelon), 31 fr. 75 ; ouvrier professionnel (1^{er} échelon), 35 fr. ; ouvrier professionnel (2^e échelon), 38 fr. 75 ; ouvrier professionnel (3^e échelon), 42 fr. 50. Pour ces catégories et dans l'ordre ci-dessus, le salaire moyen maximum est respectivement de 30 francs, 32 fr. 40, 34 fr. 80, 36 fr. 51, 40 fr. 25, 44 fr. 56, 48 fr. 87.

Les nouveaux salaires minima ci-dessus ne peuvent être appliqués qu'à l'embauchage. Un mois après le salaire minimum est porté à 104 pour 100 du salaire minimum de la catégorie, puis à 108 pour 100 à partir du quatrième mois.

Les travailleurs qui ont un coefficient de qualification professionnelle inférieur à 130 (les quatre premières catégories pour les métaux) ont, dès l'embauchage, un salaire minimum garanti égal à 108 p. 100 du taux minimum légal. Cependant, en vertu d'un accord entre les organisations patronales et ouvrières, dans les métaux le salaire minimum garanti des deux premières catégories (manœuvres ordinaires et manœuvres de force) a été porté de 108 à 110 p. 100.

Pour les catégories désignées plus haut, le salaire d'embauche sera, en respectant l'ordre fixé : 27 fr. 50, 29 fr. 70, 32 fr. 67, 34 fr. 20, 35 francs, 38 fr. 75, 42 fr. 50. Pendant les deuxième et troisième mois, le salaire des quatre premières catégories, ainsi que les mois suivants, reste fixé au salaire d'embauche, mais les trois suivantes auront leur salaire porté respectivement à 36 fr. 40, 40 fr. 30, 44 fr. 20 pour passer à partir du quatrième mois à 37 fr. 80, 41 fr. 85 et 45 fr. 90.

Pour les salaires mensuels, le taux du point qui était de 34 fr. 70 est porté à l'embauche à 43 fr. 40. Pendant les deuxième et troisième mois il passe à 45 fr. 15, et à partir du quatrième mois à 46 fr. 90.

Travailleurs dont les minima sont en même temps des maxima

Ce sont les travailleurs des industries du bâtiment et de travaux publics ou ceux d'industries visés par des arrêtés de remise en ordre analogues.

Le taux des salaires est majoré de 30 %. Les différentes primes qui constituent un complément au salaire, à l'exclusion de celles à la production et au rendement, sont amputées de la majoration.

Travailleurs ayant un taux minimum et un taux maximum individuels

Il s'agit principalement des employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise. Les primes d'ancienneté prévues par les différents arrêtés de remise en ordre au profit de cette catégorie de salariés, doivent s'ajouter, comme par le passé, au salaire effectif, mais continueront à être calculées sur le salaire minimum de la catégorie sans qu'il soit tenu compte de la majoration garantie de 108 pour 100 dont il a été question.

Les employés dont la rémunération est fixée uniquement en fonction de l'ancienneté et dont les taux ainsi fixés constituent à la fois un minimum et un maximum (employés et gradés des caisses d'épargne ordinaires, professeurs et instituteurs de l'enseignement libre), les taux prévus par les arrêtés visant ces catégories seront majorés de 30 pour 100. Par contre, la majoration garantie pour les mois qui suivent l'embauchage (104 et 108 pour 100 du salaire minimum) ne seront pas applicables.

Les salaires supérieurs au moyen maximum

Les travailleurs qui, avant le 15 janvier 1946, avaient un salaire supérieur au moyen maximum, conservent, par rapport au nouveau salaire minimum de la catégorie, la même différence en valeur relative qu'ils avaient précédemment par rapport au salaire moyen maximum. Mais quand le salaire individuel effectif sera supérieur de plus de 15 % au nouveau salaire moyen maximum de la catégorie, le taux de salaire appliqué sera le nouveau salaire moyen maximum de la catégorie majoré de 15 %.

Pour les travailleurs rémunérés au rendement, le salaire minimum garanti sera le même que celui du salaire rémunéré au temps.

Pour ces derniers, les rapports qui existaient au 15 décembre 1945 entre les salaires effectifs payés au rendement et les salaires effectifs payés au temps seront rétablis ou maintenus. (Si le rapport qui, existant au 14 décembre, était, par exemple, de 20 pour 100 et qu'au 16 il fut porté à 25 pour 100, l'application de l'arrêté aura pour conséquence de le ramener à son taux initial).

Nous reviendrons s'il y a lieu sur cette nouvelle législation, mais les camarades désireux d'obtenir des renseignements complémentaires peuvent nous les demander ; nous nous ferons un plaisir de les satisfaire.

Combien de temps cela va-t-il durer ? Le peuple va-t-il enfin balancer par dessus bord tous ces profiteurs du syndicalisme.

Vous vous devez en rejoignant la C.N.T. de combattre par tous les moyens ces profiteurs et exploités de la misère et conduire le syndicalisme vers son but « la Révolution Sociale ».

P. S. Le sabotage de la réunion par la brigade de choc communiste ayant porté ses fruits, nous nous trouvons à nouveau privés de permanence. Adressez la correspondance à : Syndicat des Hospitaliers et Interprofessionnels, chez Bonetto, 60, Chemin Picaret, Alger.

DANS NOS RÉGIONS

2^e REGION PARIS

SYNDICAT BOIS AMEUBLEMENT

Aux Travailleurs du Bois-Ameublement

Camarades,

Notre syndicat fait un pressant appel aux Militants et aux sympathisants de notre corporation pour venir nombreux nous aider au redressement du Syndicalisme Révolutionnaire.

Il y a trop longtemps que nos organisations syndicales ont quitté la voie de l'action directe pour le borborygme parlementaire.

Il faut, camarades, que la classe ouvrière reprenne en mains la vieille tradition, du syndicalisme d'avant 1914 celle des Fernand Pelloutier, des Poujet et d'autres militants révolutionnaires.

Fidèle à la Charte d'Amiens, les travailleurs de toutes opinions ont place dans notre organisation pour combattre en commun, leur ennemi : le capitalisme. Conscients de notre devoir et de notre solidarité, le syndicat du Bois-Ameublement adhère à la Confédération Nationale du Travail Française sœur de la grande et glorieuse C. N. T. d'Espagne et tous unis dans l'Association Internationale des Travailleurs, nous lutterons toujours pour l'abolition du salariat.

Pour le redressement du Syndicalisme,

Pour l'échelle mobile des salaires,

Pour les 40 heures,

Contre tous les profiteurs et exploités

19^e REGION AVIGNON

REPONSE A Mr TRILLE

Le 22 juillet, à 18 h. 30, l'U. D. de la C.G.T. avait organisé une réunion place Clémenceau. M. Trille, son secrétaire général, en était la vedette.

Après avoir rappelé les bienfaits de la C.G.T., bienfaits qui se caractérisent par le torpillage des revendications ouvrières, le dit Trille attaqua mollement la C.F.T.C., il ne prit pas tant de forme pour la C.N.T. Comme à l'habitude, le triste Trille distilla son venin sur le dos du secrétaire du syndicat C.N.T., le traitant de résidu de la C.G.T. Quel bon mot tré dans le vocabulaire de M. Trille ?

Nous allons donc lui répondre en quelques lignes, notre journal ayant autre chose à insérer, plutôt que de polémiquer avec un tel monsieur.

Si le secrétaire du syndicat C.N.T. est un résidu, pourquoi les syndicats du papier-carton d'abord et du textile ensuite,

ont-ils acceptés ses cotisations jusqu'en juin dernier ? Il aurait, certes, été un bon militant s'il avait continué à acquiescer à sa diatribe à la C.G.T. et ainsi permettre au ventre de M. Trille de s'arrondir davantage, mais voilà, il fut l'artisan, avec ses camarades, de l'essor de la C.N.T. à Avignon, d'où la colère du Monsieur, car il est de toute évidence que la progression de la C.N.T., s'opère au détriment de la C.G.T., Trille qui tient plus à sa place qu'à la défense de ses mandants, voit cette dernière foutre le camp.

A la C.N.T., les militants sont des syndicalistes convaincus et non des professionnels, à l'instar de tous les messieurs Trille. Certains membres de l'U.D., que nous connaissons depuis une quinzaine d'années, seraient bien en peine de nous montrer un bulletin de paye, comme un vrai travailleur.

Chanter la production sur tous les tons est bien, y participer est mieux. Sachez que notre tâche syndicale est accomplie sur nos heures de repos. Quant aux titres de résistant que vous étaler avec tant d'insistance, laissez-nous rire, ils n'existent que sur le papier.

Nous ne nous appelons pas des résistants, mais nous estimons avoir accompli ce que notre conscience nous a dicté. Il est inutile de vous rappeler certains faits qui sont tout à notre honneur et qu'il vous serait bien impossible de démentir, et pour cause.

La C.N.T., c'est le fascisme, avez-vous dit. Regardez-vous donc dans une glace, vous vous apercevrez, si toutefois votre cerveau n'est pas trop atrophié, que c'est vous-même qui l'êtes, puisque, domestique d'un parti qui exclut la liberté d'écriture, de penser, de parler.

Quoi qu'il en soit, malgré les élucubrations de tous les Trille, nous continuerons à travailler au regroupement des travailleurs dupés et trompés.

La C.N.T. vous effraie, tant mieux, c'est que son existence se justifie. Travailleurs d'Avignon, rejoignez le syndicat C. N. T. Là est votre salut.

22^e REGION PREMIERES ARMES

Le 2 août, le syndicat des hospitaliers donnait une assemblée générale au bar du lion d'or, 41, rue de Lyon. Tous les cabots de service du P. C. étaient là qui, pour la circonstance se camouflaient sous les apparences d'innocents syndicalistes. Il faut savoir que les membres du bureau cégétiste des hospitaliers, après la distribution de tracts par

le peuple espagnol lui-même qui, de par sa volonté souveraine, par dessus les formules et les procédés démocratiques ou totalitaires insuffisants, établira les principes d'organisation et les règles de vie sociale les plus conformes à ses aspirations et à ses possibilités. Pour le peuple espagnol, il n'y a rien d'impossible.

Le M.L.E.-C.N.T., en France, sait que le fait de défendre cette position d'intransigeance irréductible précipite la chute de Franco et de la Phalange et assène à la réaction espagnole et internationale un coup décisif.

Nous ne voulons pas que priment des intérêts capitalistes.

Nous ne voulons pas que priment en Espagne les intérêts du Vatican, ceux des Wickers, ceux de l'International Corporation of Telephone and Telegraph, de la Standard Oil, de la Royal Deutch Shell, de la Cotton-growing, de Ford, de March, ou de n'importe quelle entreprise étrangère ou nationale, bancaire, financière, industrielle ou commerciale liée au capitalisme ou à l'Etat. Tout ce qui est sur le sol espagnol appartient au peuple espagnol, et celui-ci fixera sans autre intervention les bases qu'il considérera comme les plus propres à résoudre ses problèmes politiques, sociaux et économiques, sans tourner le dos au monde, solidaire de tous les peuples, mais intransigeant en ce qui concerne la défense des principes de liberté et de justice sociale.

Affirmation de la lutte et de la volonté réalisatrice.

Franco et la Phalange ne peuvent être vaincus que par la force, par l'impulsion populaire. Toute autre solution sera trompeuse pour le peuple. Si les forces militaires et réactionnaires demeuraient intactes en Espagne, tout régime serait soumis à leur autorité. Il faut rompre ce cercle pour toujours. Le M.L.E.-C.N.T. luttera toujours pour que les libertés du peuple espagnol ne soient pas un vain mot.

La C. N. T. est debout. Le M. L. E. est debout. Ils ne trahiront pas le peuple espagnol.

LA LUTTE POUR LE PAIN QUOTIDIEN

2° REGION

Puteaux

Activité chez Unic (Automobiles)
 Depuis sa formation la jeune section C.N.T. de chez Unic a insufflé aux travailleurs de l'usine son dynamisme et sa foi. Il y a une quinzaine de jours, débrayage, C.N.T. en tête, pour appuyer une délégation de cinquante ouvriers, afin d'obtenir une augmentation générale de 5 francs l'heure. 3 francs sont accordés, le reste étant en discussion.
 Le mardi 6 août, grande effervescence et débrayage massif à 16 heures, occupation de l'usine, piquets de grève aux issues, débrayage des bureaux.
 Le délégué stalinien, sentant le vent, fait un discours aux 1.500 ouvriers réunis dans la rue, prône l'action directe et l'unité d'action avec la section syndicale C.N.T. A noter que les piquets de grève sont formés, pour la majorité, par des camarades de notre section. Devant cette unité d'action et la volonté des camarades de ne reprendre le travail qu'après avoir obtenu satisfaction, la direction s'incline et le jeudi 8 août accorde satisfaction à toutes les revendications présentées par les délégués. Les professionnels arrivent maintenant à environ 60 francs l'heure. Pour une usine où les salaires étaient les plus bas, grâce à l'action des ouvriers, elle devient celle qui paye la mieux.

Bravo pour la section C.N.T. qui montre le chemin à suivre aux travailleurs pour l'obtention d'un avenir meilleur et un exemple pour les travailleurs des autres entreprises de la région parisienne, qui démontre que, loin de les diviser, la C.N.T. unit les exploités.

Nous avons maintenant droit aux assemblées de l'usine et notre point de vue est écouté attentivement par les présents.

La section syndicale « Unic »

P. S. — Pour Puteaux, Suresnes, Nanterre, tout ce qui concerne la C.N.T. : adhésions, cotisations et renseignements, une permanence fonctionne le samedi après-midi et le dimanche matin : café « Chez Dédé », 8, rue Denis-Papin, à Puteaux.

Section Syndicale C. N. T. du Groupe Technique de Courbevoie S. N. C. A. S. O.

Les adhérents de la C. N. T. appartenant au Bureau d'Etudes de Courbevoie protestent contre l'achat consenti par le gouvernement français de 260.000 tonnes de munitions pour 7.500.000 dollars.

A l'heure où les augmentations de salaires sont freinées, où les travailleurs sont les premières victimes d'une politique systématique d'exportation, ils se trouvent être les dupes de leur sacrifice puisque les devises ainsi obtenues ne servent pas intégralement au rééquipement de l'industrie, à la reconstruction et à l'amélioration de leur sort. Exporter des denrées de première nécessité, acheter de la production inutile, c'est braver la classe ouvrière, c'est agir dans la tradition des gouvernements capitalistes dont la guerre est devenue le seul moyen de se perpétuer.

Les militants de la C. N. T. s'élèvent contre ces mesures qui retardent la vraie libération, pour laquelle ils luttent.

6° REGION TOULOUSE DE VICTOIRE EN VICTOIRE

Depuis que la C.N.T. est constituée, les directeurs de conscience des syndicats de la C.G.T. s'emploient, par tous les moyens, à éviter que la vérité se fasse jour.

Il faut à tout prix défendre le fromage et pour cela obéir aveuglément aux ordres des « chefs vénérés ».

Il ne faut nullement faire de la peine ni au fils, ni au père des peuples ; comme le Pape, ces phénomènes sont sacrés. Et pourtant, que de bébêtes et que de crimes commis contre le prolétariat !

L'équipe déléguée par le parti, qui a esquivé tous les postes responsables de la C.G.T., obéit aux ordres de ce parti. Champion de la liberté et de la démocratie, qu'ils disent ; il faut surtout, pour des buts politiques, que la C.G.T. reste malléable à tout instant. Pour cela, tous les moyens sont bons : sabotage de grève comme celle des P.T.T. ; collusion avec la police contre les marchands de journaux en grève et enfin, toujours au nom de la liberté, interdire la vente des journaux syndicalistes de la C.N.T.

Dans la grève limitée des Postiers, les P.T.T. communistes, toujours jaunes — comme par le passé — ont tenté de torpiller la grève dès le début, alors que logiquement toutes les lignes devaient être débranchées, une seule resta en service, c'est celle de l'Union Française d'Information (agence du Front National). Tous les journaux communistes de France reçurent, comme en temps normal, toutes les nouvelles et toutes les informations, transmises par les jaunes P.T.T. furent diffusées par le *Midi-Rouge*, journal marseillais de Tartarin Billoux, qui confond le jaune pour le rouge.

« Comme les travailleurs savent reconnaître les couleurs, c'est encore une victoire qui fera plaisir à Staline ! »

Heureusement que la seconde grève — syndicaliste celle-ci — vint remettre les choses en place.

Deuxième action brillante, les vendeurs de journaux de Toulouse, kiosques et crieurs, adhérents à la C.G.T., se mirent en grève pour obtenir une augmentation de leur prime — correspondante au nouveau prix des journaux — Mais les néo-truists de la presse déclenchèrent une violente offensive contre ces « énergumènes » qui avaient la prétention de toucher aux dividendes de ces Messieurs.

Le parti communiste mit à leur disposition des équipes de jaunes, pris parmi les adhérents de cette même C.G.T., pour suppléer aux grévistes et vendre tous les journaux, y compris *La Victoire*, organe du M. R. P.

La population et les travailleurs ont compris et jugé comme il convient.

Quelques corrections furent infligées à ces briseurs de grève, ce qui fit dire au *communiste Duclot*, conseiller municipal, s'adressant aux rénégats : si quelqu'un vous cherche des histoires, n'hésitez pas, faites appel à la police. Voix du *Midi*, vendredi 2 août.

Mais dans toutes ces mauvaises actions l'on y laisse des plumes...

Le dimanche 4 août, les cocos voulaient tenter une Saint-Bartélemy contre les journaux fédéralistes et syndicalistes. Cette nuit-là étant trop claire, puisque c'était le matin, leur sale coup ne réussit pas. Un camarade s'installe depuis longtemps sur le marché Saint-Sernin, face à la Bourse du travail, en acquittant le droit de place, il propose aux passants : livres, brochures, journaux libertaires, fédéralistes et syndicalistes.

Cela déplaisait depuis longtemps aux Staliniens en fonction à la Bourse du travail ; ils organisèrent donc une équipe de nerfs pour faire cesser ce qu'ils appelaient un scandale.

Mais ces Messieurs se sont trompés, ils oublièrent qu'étaient les anarcho-syndicalistes de Toulouse — ou plutôt ils ne les connaissaient pas, — la raison en est simple puisque certains d'entre eux, comme Sibilland, sont des transplantés, pour la Cause, et dès la première attaque contre la librairie, les camarades nombreux à cette heure là passèrent à l'action et refoulèrent jusque dans la Bourse les « champions de la liberté » ! qui purent apprécier à leurs dépens les méthodes d'action directe que l'on n'a pas oubliées chez les syndicalistes révolutionnaires.

La lutte est engagée. Partout, les communistes ont déclenché l'offensive contre tous ceux qui ne veulent pas se plier aux ordres de Moscou.

Les camarades de la C.N.T. se sont toujours dressés contre le fascisme, qu'il soit de Berlin, de Vichy ou de Madrid. Ils sauront encore répondre contre toute atteinte à la liberté, d'où qu'elle vienne. Peu importe pour nous la couleur de ce fascisme.

Pour répondre comme il convient à toutes ces manœuvres, travailleurs jugez-vous-même et rejoignez les rangs de la C. N. T.

P. S. — Permanences : tous les jours de 18 heures à 19 heures et le dimanche de 9 heures à midi : Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard, à Toulouse.

LA C. N. T. A L'ACTION DANS LE TARN

Il en est qui disent que notre action tend à briser l'unité ouvrière et, de ce fait, l'action ouvrière et réalisatrice de la lutte des classes. De là à voir en cette action l'œuvre néfaste d'une soi-disant sixième colonne, il n'y a pas loin, c'est une grande erreur.

Oublie-t-on que le syndicat est l'arme par excellence de la classe ouvrière et se doit par sa puissance en action directe de devenir sa meilleure offensive ?... Cela n'a-t-on pas tout fait en ces deux dernières années pour nous prouver qu'on voulait l'oublier ?...

Ici, dans le Tarn, comme ailleurs dans toute la France, l'emprise politique fit ses ravages et nous avons encore en mémoire une certaine motion du congrès départemental de la C.G.T., à Castres, où l'un de ses chefs actuels de l'U.A. fut rappelé à l'ordre en cette fin.

Le congrès de Paris, d'avril 1946, accentua cette emprise et fut cause, puis-

que chahuté et ne pouvant librement s'exprimer une minorité agissant, aux purs instincts révolutionnaires, compris que sa place n'était plus auprès de ces dirigeants à qui seuls des mots d'ordre et intérêts politiques dictaient leur conduite. Ce fut la naissance de la C.N.T. et la reprise de l'action directe dans le sens le plus pur du vrai et seul profitable syndicalisme.

Nous ne pouvions plus, ni nous ne voulons pas, qu'ouvriers ou ouvrières de France deviennent de futurs « robots » et de vulgaires moutons de « Panurge », à qui, pour des désirs obscurs et cachés, l'on dicte aujourd'hui un « oui » et demain un « non ». Nous sommes assez grands que diable pour savoir ce que nous avons à faire en pareille matière, et les partis politiques auxquels nous appartenons, si nous y appartenons, nous dictent suffisamment notre tactique sans avoir à l'imposer au sein du syndicalisme pur.

Ainsi nous avons pu voir nos deux grandes centrales syndicales : C.F.T.C. et C.G.T. dictant d'ordres politiques prodigieux et de délégués syndicalistes prodigieux évêques et curés, dire à leurs adhérents : vous direz « oui », vous direz « non ».

Eh bien, cela, il ne le faut plus. La tablatrice dans l'action syndicale est déjà assez conséquente en elle-même, sans que nous y apportions d'autres points de vue politiques ou religieux. N'est-il pas dit quelque part : « Craignant qu'ils ne réalisent ce qu'ils avaient entrepris, il leur envoya la confusion des langues... » Cela ne ressemble-t-il pas à certaines tactiques dont une C.G.T. a accredité pendant près de deux ans, soit en notre usine, soit ailleurs, le prétendu bienfait ?...

Vous, ouvriers du Sant-du-Tarn d'Albi ou de Saint-Juéry, que vous rappelez les après-heures de la Libération et ces promesses des lendemains futurs heureux et fastes, et, en plus, ce jeté au dépotier des anciens chefs syndicalistes blanchis sous le signe du « Syndicat », vous nous comprenez, n'est-ce pas ?

Si vos salaires sont restés si longtemps bloqués... la faute en est-elle au seul patron ?

Si votre usine n'a pas encore ses douches promises depuis quelques lustres d'années... ?

Si Albi n'a pas son comité d'établissement... ?

Si par ce fait vous avez un directeur qui se réfugie si souvent sous son impuissance à pouvoir et son irresponsabilité... ?

Si sur tant et tant d'autres choses ou faits vous n'avez pas ce qui devrait et pourrait être... A qui la faute ?...

Si l'on vous dit demain que la C.N.T. est une action de division... Non, elle est l'expression d'une minorité extrêmement agissante et profondément révolutionnaire, qui ne veut pas de l'aplatissement de la masse à une servitude capitaliste ou politique. Elle veut pour la classe ouvrière tout entière la fierté d'un Cambromne, et le droit de répondre comme lui à Waterloo, s'il le faut.

(A suivre.)
 Pour responsabilité : C. SALVETOT.

12° REGION

ROUEN

HISTOIRE DE FOUS

Histoire de fous ! peut-être, mais malheureusement authentique et qui démontre péremptoirement la collusion C.G.T. - Syndicats patronaux.

C'est à Rouen, la ville musée (dixit, *Guides Bleus*), mais aussi la ville des taudis ; les vieilles maisons, c'est, peut-être ; très pittoresques, mais qu'on les conserve sous cloche et que tous ces nids à tuberculose ne soient plus le fief unique des ménages ouvriers.

C'est donc à Rouen, vers la Noël 45, les syndicats du bâtiment C.G.T. organisent à cette occasion, en souvenir de la naissance du Rédempteur (?), un arbre de Noël pour les enfants de leurs adhérents, avec distribution de joujoux et de friandises ; idée louable, en elle-même... mais attendez la suite.

A l'ombre d'une vieille église, gîte une entreprise d'installations sanitaires, dont tout le personnel est syndiqué (C.G.T. comme il se doit), mais dont le patron, lui, ne l'est pas, estimant que le syndicat patronal est une véritable panacée de crâches et de jeanfoutres (nous ne le démentirons pas).

Et bien, les enfants de son personnel, syndiqué C.G.T. nous le répétons, n'ont pas eu droit à l'arbre de Noël C.G.T. parce que le patron n'était pas membre du syndicat patronal et que c'était ce dernier qui finançait l'arbre de Noël ! Qui dit mieux !

13° REGION

SYNDICAT TEXTILE DE LILLE

Dans une teinturerie des environs de Lille, il se trouve deux individus qui sont de parfaits imitateurs ? — comme dans la chanson de Bach : je ne suis pas méchants... mais ils ont de galons, par suite de bons et loyaux services, de délation probablement —. Ils sont devenus contremaitres, ils ont peut-être l'espoir de grimper plus haut, c'est possible en ce bas monde, mais tout de même, l'usine ce n'est pas la caserne ! Il est vrai que les intérêts sont peut-être d'anciens caporaux, puisque pour l'un, il faut se tenir à six pas, et l'autre fait le un, deux, automatiquement. Bref, il ne faudrait tout de même pas être plus royaliste que le roi, on ne peut pas fumer, on ne peut ni lire, ni écrire, pendant les moments creux, c'est entendu, mais au moins faites comme les représentants du patronat, fermez les yeux et quand vous faites une observation, faites-le gentiment sans menacer de mise à pied, ni du renvoi immédiat. Ce ton badin et moqueur n'est qu'un avertissement de la part des exploités comme vous, vous êtes en passe de devenir directeurs, mais nous, nous deviendrons patrons, c'est l'évolution sociale en marche, puis quoi d'étonnant ? ne sommes-nous pas au régime de la bombe atomique ?

23 x 185 = 42,5 de l'heure
 100
 4.000 x 185 = 7.400 par mois.

L'on dit : Si les salaires augmentent les prix vont augmenter et ce sera le cycle infernal. En réalité, malgré le blocage des salaires, les prix n'ont cessé d'augmenter. Il est ainsi prouvé que ce ne sont pas les salaires qui influent le plus sur les prix, mais les bénéfices patronaux. Il faut donc contrôler leur comptabilité et ne pas confier ce contrôle aux Inspecteurs des Finances qui, avec les bureaucrates sous leurs ordres, sont tous au service du capitalisme.

Le contrôle du ravitaillement en est la meilleure preuve. Je préconiserais donc comme seule politique des salaires pouvant servir les intérêts de la classe ouvrière :

I. Le contrôle des livres de comptes par les comités d'entreprises assistés de comptables-experts syndiqués en vue d'une réduction substantielle de la marge des bénéfices patronaux. Ces livres seraient examinés par ces comités et non présentés par les patrons une fois par mois, comme le stipule le décret Croizat. Notre Ministre du Travail ignorerait-il que les patrons disposent d'un double comptabilité, l'une pour le fisc, l'autre pour les bénéfices réels.

II. L'échelle mobile des salaires.

III. Le retour à l'esprit de la Charte d'Amiens, au syndicalisme révolutionnaire d'action directe, sans immixtion de la politique, seul capable de mener les travailleurs à la victoire dans la lutte pour leurs droits à l'existence.

En conséquence, demander 25 % c'est s'engager dans la voie du compromis et de la capitulation. Avec cette orientation nous n'aurons pas les 25 %. Déjà les techniciens de la finance et de l'économie avancent le chiffre de 12 %.

D'ailleurs la généralisation de ce taux de 25 % est une injustice, car elle avantage ceux qui en ont le moins besoin. Il appartenait à la base de discuter ces chiffres ; c'est à la base, en démocratie, et non au sommet bureaucratique que nous impose depuis vingt mois une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière qu'il appartenait de décider en fin de compte.

On prétend que la Trésorerie n'est pas en mesure de faire face à ces augmentations, mais :

I. On n'a pas touché aux bénéfices illicites — 1939-1944 — si ce n'est dérisoirement par l'impôt de solidarité. Et que penser de biens des traites et autres collaborateurs qui leur ont été laissés en jouissance.

II. Nous avons — à l'âge atomique — une armée pléthorique dont le budget, par ses ramifications, dépasse deux cents milliards.

III. Une D. G. E. R., police politique de coup d'Etat, avec un budget atteignant le milliard.

IV. Une séquelle de fonctionnaires installés par Vichy, inutiles et parasitaires, tels sont ceux du ravitaillement, qu'Yves Farge commence enfin à liquider.

V. Une multitude de polices auxiliaires, héritage de Vichy, dont notre belle démocratie ne nous a pas encore débarrassés.

VI. Et pour clore cette nomenclature, 139 milliards que l'on va rembourser aux gros actionnaires des entreprises nationalisées, milliards qui, de leur propre aveu, vont leur permettre de remonter de nouvelles entreprises.

Banque de France ... 5 milliards
 — de Dépôts ... 11 —
 — d'Algérie ... 1 —
 Assurances ... 8 —
 Electricité et Gaz ... 82 —
 Houillères ... 32 —
 139 milliards

139 milliards qui entrent dans la dette intérieure et qu'il faudra résorber en augmentant les impôts sur les salaires. De qui se moque-t-on ?

La minorité syndicaliste-révolutionnaire avait raison, c'est pourquoi on comprend l'empressement des majoritaires à vouloir m'ôter la parole. N'est-ce pas Hancré ?

Les chiffres indiqués sur sa liste leur donnent tort sur toute la ligne, mais ces messieurs n'en sont pas à un renement près. Non contents d'avoir abusé la classe ouvrière ils ont, contrairement à leurs allégations, accepté la participation au gouvernement Bidault sur la base des 15 %

NOTRE DOCTRINE

Les tâches immédiates revendicatives, celles d'avenir, de réorganisation sociale, sont indépendantes de toute philosophie ; elles se posent inexorablement à l'esprit des hommes, à quiconque veut adoucir et faire disparaître les conditions d'existence misérables des travailleurs.

Ces conditions naissent du système économique basé sur le profit, pour la satisfaction des besoins solvables, de l'état de sujétion envers les détenteurs des richesses et des instruments de travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur cerveau à mettre en valeur pour vivre.

Le capitalisme dans son évolution amène des changements continus dans sa structure, modifiant sans cesse les rapports entre les hommes en les aggravant, créant les moyens réalisateurs d'une société plus juste et plus équitable tout en maintenant la misère, l'arbitraire et l'injustice sociale. La technique développée à son plus haut degré de perfection, pour le moment, pourrait produire une révolution dans deux domaines essentiels à la vie des peuples la production des produits et leur distribution. Au lieu de cela, par l'usage qui en est fait, et grâce à la monopolisation des moyens de production par une classe donnée, ce n'est que misère, chômage, et comme ce dernier provient d'une disproportion entre la production et la capacité consommatrice des masses, du rétrécissement du marché intérieur et des débouchés extérieurs qui en résulte, la guerre surgit inévitablement.

Le capitalisme ne possède aucun élément harmonique ; tout, en lui, est désagréable et dissolvant. Ses méfaits se font sentir partout ; et attellent tous les salariés, quelles qu'elles soient les activités spéculatives auxquelles ils s'adonnent ou leurs croyances religieuses ou politiques. Cette communauté dans le malheur donne une concordance d'aspirations dont le syndicat doit être l'expression entière. Il ne peut faire une distinction illogique entre les salariés, les septentrionnaires et les méridionnaires, ou les progressistes, ou les catalogues d'après leurs préférences spirituelles. Tous sont des exploités et à ce titre doivent pouvoir adhérer au syndicat et cohabiter fraternellement dans la même organisation.

L'appartenance au syndicat n'implique pas une renonciation à des groupements extérieurs. Chacun peut, s'il le juge utile, militer ailleurs pour telle ou telle conception politique ou métaphysique de son choix, mais il est évident que dans le syndicat il doit limiter son comportement aux buts du groupement. L'importation et

la pénétration d'idéologies extérieures, leurs transpositions et leurs adaptations au milieu syndical auraient comme conséquence, non seulement, de dresser les travailleurs syndiqués les uns contre les autres en fractions hostiles, mais, de plus, stériliser toute action éventuelle par la méfiance et la suspicion sur les objectifs recherchés.

C'est dans le syndicat, en son sein, que doivent être examinés tous les aspects de son activité et les solutions qu'elle comporte. Elles doivent être la synthèse de toutes les manifestations individuelles s'inspirant de l'orientation générale et statutaire.

Il faut reconnaître, toutefois, que l'application de ces principes soulève quelques objections et quelques difficultés, plus apparentes que réelles, mais qui tendent le plus souvent à juger l'action syndicale en fonction de notions fictives extérieures.

Le syndicalisme a une doctrine qui est à la fois le prolongement de l'histoire et la somme des expériences acquises jusqu'à ce jour dans la vie économique et sociale. Elle est spécifiquement expérimentale et positive, partant du fait pour revenir au fait, renouvelant son spiritualisme par lui. C'est une doctrine de mouvement et d'action s'exerçant sur le terrain économique pour atteindre les buts que se propose la majorité des travailleurs : une transformation sociale les plaçant dans une position égalitaire, leur permettant d'influencer la marche des événements, leur conférant des droits et des pouvoirs de contrôle, de vérification et de détermination.

Toutes les forces spirituelles sont animées plus ou moins de cet idéal, tout au moins celles qui prétendent libérer le travailleur de ses servitudes, mais aucune ne peut y arriver parce qu'elles rassemblent des éléments socialement contradictoires. Elles réunissent aussi bien le patron que l'ouvrier, qui s'opposent sur le lieu du travail avec un acharnement qui se mesure à la disparité des intérêts.

Mais si aucune n'a la capacité transformatrice, le syndicalisme réu-

Pour tout ce qui concerne :
 la Trésorerie Confédérale
 la Librairie
 les listes de souscriptions
 s'adresser à :
 DOUSSOT René
 9, av. de la Porte-Clignancourt
 PARIS (18°)
 C. C. P. 5046-35, Paris



A.I.T.

L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL
S'ADRESSER A Auguste LE MARC
22, avenue Foch. — St-Mandé Seine
C. C. P. 5506.36, Paris.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 Nos : 55 Fr. | Soutien, 12 Nos : 100 Fr.
» 24 Nos : 110 Fr. | » 24 Nos : 200 Fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION

22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)

METRO : BELLEVILLE

Les quarante heures sont en danger ! Aux travailleurs de résister

Comme nous le pressentions, le Gouvernement marque l'intention de prolonger la durée du travail. Dans les industries-clés, nous dit-on. Sans compromettre le principe des 40 heures et les majorations pour heures supplémentaires, ajoutent les Services officiels. Le prétexte : la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs essentiels de la production.

Nous sommes moins que convaincus de la légitimité de cette demande, de cette exigence ; non seulement parce que là où on travaille au ralenti cela résulte d'une insuffisance de matières premières, mais aussi parce que, pour des raisons diverses, on enregistre des débauchages importants dans certaines entreprises, comme ce fut le cas, il y a une quinzaine, chez Blériot et chez Farman. Il y a d'autre part, dans certaines branches, un ralentissement provoqué intentionnellement, les employeurs voulant intégrer l'augmentation des salaires dans les prix de revient, attendent que la Production industrielle satisfasse leur demande de relèvement des prix de vente pour produire à un régime normal. Indubitablement, une utilisation plus grande des heures supplémentaires ne pourrait soulager le problème des prix, puisque les majorations prévues pour elles, alourdiraient le coût de production.

Par conséquent, les mesures envisagées scellent quelque chose de bien plus grave. Ce n'est pas le principe des 40 heures que l'on vise, évidemment. Les principes, c'est tellement élastique — mais la pratique. Il s'agit bien plus de rétablir, en pratique, la législation d'avant 1936, que de développer la production.

Les dirigeants de la C. G. T. manifestent une indignation feinte. Pourtant, leur responsabilité est égale à celle du gouvernement. Ils ont participé aux travaux de la Conférence nationale économique qui a déposé des rapports et des conclusions. Ces rapports, ils les ont acceptés, malgré qu'ils renferment, en puissance les propositions gouvernementales actuelles.

Dans notre numéro d'août, nous écrivions, parlant des résultats de cette conférence : « A cela s'ajoute une menace directe contre les 40 heures déjà mal en point. Des travaux de la conférence, le rapport particulier sur la production envisage, partout où cela sera possible, une augmentation de la durée du travail ». Nous avons vu juste, malheureusement.

Ils connaissent comme nous les intentions du ministre des finances, ses déclarations catégoriques concernant la suppression des majorations pour heures supplémentaires. Rien ne leur a échappé, tout était réglé d'avance.

Ils prétendent n'avoir pas voulu

cela, mais alors pourquoi n'ont-ils pas fait insérer dans le rapport sur la production, une mention qui garantisse les majorations et leurs taux ? Certes, la Conférence n'était que consultative, sa mission était limitée à la renaissance de l'économie capitaliste et à la remise en ordre du Profit mais cette classe ouvrière, au nom de laquelle on prétend parler, n'y avait-elle pas autre chose à faire que de lui tenir des propos bénédicteurs ? Ne fallait-il pas l'alerter sur les dangers qu'en courraient les 40 heures, la préparer à la résistance, au lieu de tirer sur elle une traite de confiance frauduleuse.

Rien de tout cela n'a été fait, et pour cause. Tous sont partie et complices, tacitement.

Mais, en dernier ressort, c'est aux travailleurs à se prononcer, à dire leur mot : que partent, dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux, l'alerte soit donnée, que partout la résistance s'organise pour mettre la réaction sociale en échec.

ROTOR.

Peut-être que oui... ...mais c'est contre les politiciens que notre action s'exerce

« Vous aussi, faites de la politique ; vous défendez les républicains espagnols, vous attaquez les régimes totalitaires, donc vous faites de la politique et on comprend mal ce que vous répondez aux partis politiques en général et aux staliniens qui dirigent présentement la C. G. T. »

UN SALAIRE DE CONSOMMATEUR

Il est, en effet, grand temps de considérer les humains en général, et les salariés en particulier, comme des consommateurs.

Le premier des droits qu'il faut reconnaître à l'homme, c'est le droit à la vie. C'est dire qu'il faut lui assurer un salaire, une certaine quantité de monnaie lui permettant d'acheter tout ce dont il a besoin, tout ce qu'il contribue à créer.

C'est une notion bien immorale et rétrograde que de considérer le salaire comme simple régénérateur de la « force de travail ». D'abord, parce que l'homme aidé par les machines produit plus que son strict nécessaire. Ensuite, parce que la production peut croître, tandis que le travail nécessaire diminue. (Suite page 3.)

B IEN que la Conférence de la Paix dure depuis plusieurs semaines, il ne semble pas que nous soyons à la veille de sortir de l'imbroglie international.

Au contraire, chaque jour qui s'écoule apporte de nouveaux sujets d'inquiétudes aux travailleurs, à peine revenus des horreurs qu'ils viennent de vivre.

Le monde est divisé en zones d'influence, à l'intérieur desquelles chacun observe et épie son ou ses adversaires, antagonistes éventuels.

Les discussions prennent l'aspect d'une compétition pour l'attribution de points stratégiques en vue d'un conflit qui s'avère certain entre les deux systèmes économiques en présence : le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat.

Les excitations bellicistes s'accompagnent de démonstrations de force, d'interventions arbitraires dans les affaires des puissances qui offrent un intérêt politique ou économique évident pour la combinaison des forces qui se heurteront.

Le tout, chez les uns comme chez les autres, est camouflé sous le voile impudique de démocratie, de liberté des peuples et des échanges.

En vérité, de tout cela il n'en est rien. La guerre qui n'est pas terminée a eu d'autres mobiles que la restauration de la Démocratie et la Liberté des peuples. Ce furent les prétextes, non les raisons. En l'occurrence, l'idéalisme n'avait que faire. Il s'agissait moins d'anéantir des systèmes politiques qui reposaient sur la violence et la dictature que d'éliminer sur les marchés des concurrents d'une force croissante et qui sapaient les bases de l'économie libérale en créant des circuits économiques fermés, ou entr'ouverts seulement, aux marchandages et

aux capitaux des pays en dehors ou hostiles au bloc autarcique.

La production industrielle intensive, accrue sans cesse par de nouveaux perfectionnements aux instruments de production, en amenant l'abondance rendait pléthoriques les marchés et, pour trouver son écoulement, exigeait des débouchés larges, vastes et sans limites. Les restrictions apportées aux échanges par les puissances autarciques devenaient insupportables au libéralisme économique en proie à une crise provoquée par la disproportion entre ses possibilités de production et la capacité de consommation des masses. Evidemment, la crise aurait pu être résorbée par d'autres moyens que la tuerie, mais pour cela aurait-il fallu que chaque capitalisme renonce au Profit et mette les masses en mesure de consommer en rapport avec le volume de marchandises produites. Ils ne pouvaient le faire, sous peine de disparaître.

La lutte acharnée que menèrent les capitalismes nationaux, totalitaires ou libéraux, pour s'assurer les sources d'approvisionnement en matières premières indispensables à l'activité de l'industrie et pour obtenir une place de premier plan sur le marché mondial dont la saturation empêchait tout élargissement, les systèmes de paiement en troc ou par voie de clearing employés par les impérialismes totalitaires, pauvres et dépourvus de produits de transformation naturels, ne pouvait se terminer que par l'écrasement des uns ou des autres.

Le recours aux armes était d'autant plus fatal que l'institution du troc, du clearing et des paiements en nature rendait inutile l'or dans le règlement des échanges internationaux. A quoi eussent servi, alors, les stocks d'or emmagasinés outre-Atlantique ? A en faire des instruments de laboratoire ou de chirurgie ? Mais, le Profit, qu'en faites-vous ? L'or, c'est la puissance sous toutes ses formes pour qui le détiennent, surtout celle de faire plier les autres à ses volontés. Voilà une des raisons pour laquelle le capitalisme, luttant en même temps pour son existence, devait rétablir l'équilibre de son système en expurgant les éléments hérétiques perturbateurs.

L'homogénéité économique repousse l'hétérogénéité politique, c'est pourquoi cette lutte sordide pour des avantages matériels se concrétisa par des principes idéologiques.

Cependant la guerre a laissé latents les mêmes problèmes. L'économie libérale a mis casques et bottes pour récupérer des marchés perdus et en trouver de nouveaux que les ruines et la destruction ont agrandi singulièrement. Comment, dans ces conditions, pourrait-elle se laisser frustrer des fruits de sa victoire par une Russie qui prend les allures et les méthodes économiques du grand

(Suite page 2.)

AUX MILITANTS, AUX TRAVAILLEURS, GROUPES DANS LA C. N. T.

La propagande que mène la C. N. T., lui occasionne des frais énormes.

Notre arme la plus efficace : « L'Action Syndicaliste » doit être assurée d'une vie matérielle solide.

Il nous faut donc de l'argent !

Pour trouver ces ressources, la C. A. confédérale lance dès ce jour

Une Grande Souscription Spéciale

Une non moins grande tombola.

Le lieu et la date du tirage seront annoncés dans le prochain numéro de « L'A. S. »

Les billets de participation seront vendus au prix de 10 francs.

Parmi les nombreux lots, citons : 1 vélo, 1 appareil photo, des toiles d'artistes, de la bijouterie, de la coutellerie, de la librairie, etc...

Les militants des U. R., des U. L., des Syndicats ou les individualités peuvent d'ores et déjà demander des carnets de billets au siège.

A l'œuvre tous, pour assurer le succès de notre tombola nationale.

La C. A. Confédérale.

La C.N.T. progresse chaque jour, Pour nous donner toujours plus de moyens:

Souscrivez !

SOMMES REÇUES
DU 20 AOUT AU 10 SEPTEMBRE

Un camarade italien de Rennes, 50 fr.; Perrier (Aimargues), 30 fr.; Rogati (Aimargues), 40 fr.; Permanence Paris, liste n° 202, 794 fr.; Hanus Marcel (Nancy), 80 fr.; Pirabe (Bordeaux), liste n° 192, 60 fr.;

Doussot (Paris), liste n° 191, 315 fr.; Syndicat unique du bâtiment de Paris, liste n° 206, 1.180 fr.; Permanence Paris, liste n° 203, 645 fr.; Fernande Tabard (Limoges), liste n° 39, 810 fr.

Total général de la présente liste : 4.004 fr.

(Suite page 3.)

Le corbeau de la Paix, le régime capitaliste

(Suite de la 1^{re} page)

Reich terrassé ? Alors qu'elle a besoin d'espace économique vital pour vendre ses marchandises, Moscou la supplante sur le continent, obligeant les Etats « occupés » — Hitler aurait dit « protégés » — à conclure des accords économiques qui lui soient favorables et qui ont tous une pointe dirigée contre les intérêts anglo-américains. Dans ces régions de l'Europe, en guise de la liberté du commerce, une zone sur laquelle tombe un rideau de fer, impenétrable aux capitaux et aux produits des autres grands colosses capitalistes.

Par conséquent, l'entente entre la civilisation capitaliste occidentale et celle du capitalisme d'Etat totalitaire est une chimère et une utopie pour rêveurs.

La guerre n'est possible que si les masses sont acquies à la politique de brigandage de leurs dirigeants ; du côté de la Russie, c'est chose faite ; du côté de l'Amérique, la préparation va bon train. Nul doute qu'avant peu d'années l'évolution aura atteint son terme catastrophique.

Dès maintenant nous devons nous tenir en alerte et monter une garde vigilante autour de la Paix.

Nous ne voulons pas que les travailleurs soient entraînés dans une aventure sanglante qui ne peut profiter qu'aux tenants du Profit.

Ceux de ce pays, comme les autres, il est vrai, on connu assez de deuils, de souffrances et de ruines pour accepter d'être de nouveau, les victimes du régime qui déchaîne de telles barbaries.

A le détruire, nous appelons le monde du travail de toutes nos forces.



Diffusez la littérature syndicaliste

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le Syndicalisme et l'Etat, par Rotot, 10 fr. ; Le Problème des Salaires, par Besnard, 6 fr. ; Le Syndicalisme révolutionnaire, par Griffuelhes, 5 fr. ; A. B. C. Syndicaliste, par Georges Yvetot, 10 fr. ; Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine, 5 fr. ; La Responsabilité, par Besnard, 5 fr. ; Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine, 5 fr. ; La Liberté, par Sébastien Faure, 5 fr. ; La question sociale, par Sébastien Faure, 5 fr. ; Réponse aux paroles d'une croyante, par Sébastien Faure, 5 fr. ; Où va la C. G. T.?, par Pierre Monatte, 10 fr. ; Qu'est-ce que le prolétariat?, par Lashortes, 5 fr. ; Nous voulons la Paix..., par Sébastien Faure, 10 fr. ; La politique et les politiciens, par Edouard Rothen, 10 fr. ; Propos subversifs, par Sébastien Faure, chaque n° 10 fr. ; Pourquoi nous sommes antimilitaristes?, par Morat, 5 fr. ; Ce que veulent les Anarchistes, 5 fr. ; La guerre, les minorités révolutionnaires, l'ordre, par Kropotkine, 5 fr. ; Les endormeurs, par Bakounine, 5 fr. ; Communisme et Anarchie, par Kropotkine, 5 fr. ; L'orateur populaire, par Sébastien Faure, 5 fr. ; Tu ne tueras point, par Tolstoï, 5 fr. ; Les prisons, par Kropotkine, 5 fr. ; Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure, 5 fr. ; L'Anarchie et l'Eglise, par Elysée Reclus, 5 fr. ; Les douze preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr. ; L'Etat, son rôle historique, par Pierre Kropotkine, 10 fr. ; L'Anarchie, par Malatesta, 10 fr. ; Propos d'un éducateur, par Sébastien Faure, 10 fr.

Ces brochures sont expédiées avec une majoration de 1 fr.

L'éthique du Syndicalisme, par Besnard, 45 fr., franco : 53 fr. ; Force et Matière, par Buchner, 110 fr., franco : 120 fr. ; L'origine des Espèces, 220 fr., franco : 230 fr. ; Dieu et l'Etat, par Bakounine, 25 fr., franco : 30 fr. ; Le Manifeste communiste, par Karl Marx, 60 fr., franco : 80 fr. ; Les Joyeusetés de l'exil, par Malato, 80 fr., franco : 90 fr. ; Histoire du Socialisme en France, par Paul Louis, 150 fr., franco : 165 fr. ; L'évolution, la Révolution et l'Idéal Anarchique, 80 fr., franco : 90 fr. ; La véritable Révolution Sociale, 30 fr., franco : 36 fr. ; Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre, par Maurice Pelloutier, 30 fr., franco : 38 fr. ; La Liberté de la Conception, par le docteur Marchal (avec le calendrier Médiéval), 120 francs, franco : 130 fr. ; Liberté et mineurs de jeu, par Marcel Dubois, 35 fr., franco : 40 fr. ; Qu'est-ce que la propriété?, par Proudhon, 110 fr., franco : 130 fr. ; Les bandits tragiques, par Victor Méric, 25 fr., franco : 33 fr. ; Le Curé de Bourgogne, par Louis Tenars, 60 fr., franco : 70 fr. ; Histoire des Bourses du Travail, 110 fr., franco : 125 fr. ; Correspondances, Elysée Reclus, le tome 150 fr., franco : 165 fr. ; nous manquons actuellement le tome 3, mais il est à la réimpression et doit paraître vers décembre.

Nouvelles Internationales

L'action contre l'Espagne franquiste en Argentine

La F. O. R. A., section argentine de l'A. I. T. mène une action vigoureuse pour réaliser le blocus contre l'Espagne de Franco. Une campagne méthodique fut engagée

Comment ils luttent contre Franco

Franco résiste en Espagne, grâce à la complicité des démocraties. Il peut à son aise, affamer, torturer, assassiner tout un peuple. Seul ce peuple admirable continue à lutter contre le représentant du capitalisme international et tous ses mercenaires : miliciens, gestapo et phalange, troupes de choc du régime fasciste. Mais les travailleurs, convaincus que seule l'action directe les libérera, n'hésitent pas et passent aux actes.

La résistance est active dans toute l'Espagne, surtout des sabotages portent de sérieux coups à la machine franquiste et mènent sur les lieux du travail des actions énergiques, malgré le danger permanent. C'est ainsi que tout dernièrement des grèves furent déclenchées à Barcelone dans les usines de « Rocamora », « La Union », et à « Hispano-Suiza ». Dans cette dernière usine, le directeur, M. Solanos, dénonça à la police les responsables du mouvement de grève et ils furent immédiatement arrêtés. Malgré cela la grève continua, ce qui permit à la police de porter à 40 le nombre des arrestations. Devant l'attitude ferme et résolue des ouvriers de continuer la grève, la police fut obligée de libérer tous les détenus, et la direction d'accepter les revendications des ouvriers.

Et, pendant que tous ces deshérités continuent la lutte contre le capitalisme et le franquisme, que font les représentants de la Fédération Syndicale Mondiale? C'est un responsable de P. U. G. T. qui publie dans une déclaration faite à l'Agence d'Informations Fébus : « Le camarade Raphaël, délégué de P. U. G. T. d'Espagne, en mission en France, fut surpris de lire dans la presse les déclarations de M. Sainant, secrétaire général de la F. S. M. Celui-ci affirme que la F. S. M. est en relation directe avec les groupes qui constituent la résistance à l'intérieur de l'Espagne. L'U. G. T. qui participe à la résistance et qui est adhérent à la F. S. M. affirme n'avoir jamais reçu ni message, ni délégués de cette internationale. Mais au contraire, dit-il, j'attends toujours la réponse du Bureau de la Fédération, à une lettre que j'ai remise au mois de mai à Léon Jouhaux pour la transmettre au Secrétariat. Jusqu'à maintenant il ne m'a pas été possible de retourner à mon poste de combat, car j'attends toujours la réponse à ce document. Si je n'ai pas de réponse je me verrai dans l'obligation de repartir sans elle et je le porterai à la connaissance de mes camarades résistants ».

Et ce qui est encore plus grave, c'est l'attitude du gouvernement Giral : tous ces ministres se déclarent antifascistes et prêts à se sacrifier pour le peuple espagnol, mais en attendant ils vivent grassement, pendant que tout un peuple lutte et vit dans la misère en Espagne ou en exil.

Ce gouvernement, comme tous les gouvernements, gaspille le Trésor public. D'après l'Officiel, il dispose d'un budget de 600.000 dollars par mois, soit 48 millions de francs. Les secours économiques distribués aux réfugiés nécessitent se chiffrent par la modeste somme de 1 million 200 mille francs par an, l'assignation aux mutilés et invalides de la guerre d'Espagne, qui sont pourtant si nombreux, se chiffre seulement à 100 mille francs par mois pendant que les ministres, sans exception, touchent chacun, pour leur salaire et indemnité, la somme rondelette de 75 mille francs par mois.

Faire un commentaire serait inutile, chacun comprendra et prendra position. D'un côté de la barricade, les pauvres, les ouvriers, les vrais antifascistes qui luttent et se sacrifient pour un idéal de Liberté ; de l'autre, les responsables d'une Internationale qui, par leur veulerie se désolidarisent de tout un peuple qui lutte contre le fascisme, et des ministres qui se promènent et se goinfrent au détriment de ceux qui ont créé cette richesse, insultant par leur luxe la misère générale de tous les réfugiés et mutilés.

MIRANDE.

auprès des ouvriers des ports et des marins pour qu'ils boycottent les navires espagnols. Cette campagne montra non seulement l'influence réelle de la F. O. R. A., mais aussi l'excellent moral antifasciste des ouvriers.

En effet, la majorité des navires espagnols ne peuvent être chargés ou déchargés. Le plus souvent, ils partent avec un grand retard, quoique les Compagnies de transports fassent de grands efforts pour réunir des gens rompant l'action de la F. O. R. A.

Au mois de mai, le quotidien bien connu de Buenos-Aires, « la Prensa » publia un communiqué de son correspondant de Rosario qui soulignait : « Deux navires espagnols qui devaient charger du blé sortirent sans charge ». « Le conflit au port, poursuivait le correspondant, continue. Il est dirigé par la F. O. R. A. Les membres de cette organisation se refusent au travail sur des navires sous le drapeau espagnol, comme protestation contre le régime espagnol. Les navires espagnols « Apolo » et « Alvareda » étaient obligés de reprendre la mer sans charge, parce qu'il était impossible de les charger à cause du

refus des ouvriers ».

Des actions de cette nature ont eu lieu dans beaucoup de ports du pays. La presse quotidienne argentine publie des rapports sur ces événements. Dans le nord, la F. O. R. A. a beaucoup d'influence, aux ports de La Plata, Mar del Plata, Necochea, Quéquen, Bahia Blanca. Dans ces ports, les ouvriers agissent d'après les directives de la centrale syndicaliste. En dehors de Rosario, dans le sud, la F. O. R. A. a une influence équivalente, que ce soit à San Lorenzo, à San Martin ou à Bella Vista. Une exception

toutefois : Nimla Constitucion. Là, la police locale intervint contre la F. O. R. A., ferma les locaux de l'organisation et mit au travail un groupe d'ouvriers contrôlés par le ministère du Travail. Ceux-ci exécutaient quelques travaux au navire espagnol « Corbete », navire qui allait de port en port, boycotté partout où il accostait pour tenter un chargement de maïs destiné à l'Espagne.

Malgré la protection accordée par le Pérou aux mercenaires du franquisme, l'action se poursuit sans relâche.

Au Mexique.

LES MARINS SOVIÉTIQUES FONT LES JAUNES

Le journal « Industrial Worker » de Chicago, communique, dans son numéro du 22 juin, les faits suivants :

Le 8 juin, il s'est produit à Vera-Cruz, l'événement suivant : le navire russe « Sovrov » arriva au port pour décharger des fruits. Les ouvriers organisés du port de Vera-Cruz croyaient qu'ils pouvaient exécuter ce travail, comme d'habitude ; mais le capitaine du navire soviétique déclara que leurs salaires étaient trop élevés et donna à

l'équipage de son navire l'ordre de faire ce travail. En effet, les hommes du navire se mirent au travail et la police mexicaine était mobilisée pour « tranquiliser » les ouvriers du port pendant que les Russes faisaient le déchargement. A présent, les ouvriers mexicains exigent le paiement du travail qui leur a été enlevé par les marins russes contre la réglementation normale établie au port de Vera-Cruz.

(Presse A. I. T.).

Permanences, convocations, communications

2^e REGION

REGION PARISIENNE

La permanence (22, rue Ste-Marthe, Métro Belleville) est ouverte tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 h. 30. Le dimanche de 9 heures à 12 heures. Les camarades y trouveront les renseignements dont ils auraient besoin. Les adhésions et cotisations y sont reçues.

Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.

Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.

Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.

Services Publics Fonctionnaires, Travailliers de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.

P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.

Cuir et Peaux : Samedi de 15 à 18 h.

Sont en formation les syndicats suivants : Industries du Livre, Alimentation, Produits chimiques, Textile.

DANS NOTRE FEDERATION

POSTALE

FEDERATION

Les Statuts de la Fédération des P. T. T. ont été déposés et enregistrés le 30 août 1946 sous le n° 9595.

La Commission administrative a nommé un bureau provisoire en attendant le Congrès qui aura lieu après la constitution des Régions syndicales.

SYNDICAT DES P. T. T.

Les Statuts du Syndicat de la 2^e Région ont été déposés le 30 août 1946 et enregistrés sous le n° 9594.

La Commission administrative a nommé un bureau provisoire qui aura pour tâche principale d'assurer la propagande dans la 2^e Région.

Les camarades doivent comprendre qu'il faut continuer à fournir un effort encore plus grand pour la propagande.

Un modèle des statuts sera expédié aux adhérents qui en feront la demande pour leur permettre de constituer les bureaux Syndicaux des Régions.

CORBEIL

Chez Decauville, on ressent les effets lamentables de l'incohérence de la classification professionnelle. Un professionnel qui fournit un travail de qualité et une compétence égale à celle d'une même catégorie d'une autre branche ne peut obtenir un coefficient de qualification identique sous le prétexte que cette entreprise n'est pas de mécanique générale, mais de wagonnage. Un P. 1, pour cette raison, ne peut passer à un échelon supérieur, échelon qu'il obtiendrait aisément ailleurs.

Les différences en valeur relative sont annulées, les salaires ramenés au minimum garanti à partir du 4^e mois, quoique travaillant au rendement, sans que les délégués réagissent, membres, évidemment, de la C. G. T.

Leur mollesse n'a d'égale que l'indolence de leur syndicat, la passivité de leur fédération et la carence de la C. G. T., dont le « camarade Croizat », au ministère, en est le digne représentant.

C'est ainsi que, dernièrement, les apprentis, pour avoir les congés payés qui leur étaient dus, un mois, durent faire une démonstration dans la cour de l'usine. Cette action ayant porté ses fruits, les délégués, comme les mouches du coche, manifestèrent enfin leur existence.

A noter qu'en dépit de conventions relatives à l'apprentissage, les apprentis travaillent aux pièces comme les adultes. On pense davantage à les ex-

ploiter odieusement qu'à les doter des connaissances techniques pour lesquelles ils ont été confiés par leurs parents. Là, comme pour les autres problèmes, les délégués patronnés par la cellule s'avèrent être de bons soutiens de la direction, de parfaits collaborateurs à l'exploitation des travailleurs.

COMITES INTERSYNDICAUX

15^e ARRONDISSEMENT

Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers, les jours et heures seront fixés incessamment.

20^e ARRONDISSEMENT

Métaux : Permanence tous les jeudis de 18 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville, chez Gatti.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Métaux : Permanence tous les jeudis de 18 h. 15 à 19 h. 30, 190, avenue Edouard-Vaillant.

ARGENTEUIL

Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES

Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GOUSSAINVILLE

Une réunion a eu lieu le dimanche 8 septembre. Un bon noyau de militants était présent, ce qui permit la constitution de P. U. L. et la nomination de son bureau. Les permanences auront lieu les 2^e et derniers dimanches du mois, à l'Hôtel de France, de 10 à 12 h.

De plus, une grande réunion publique et contradictoire est en voie d'organisation pour le dimanche 13 octobre. Que tous les militants de la région commencent déjà la propagande pour le succès de cette réunion.

Le Bureau de P. U. L.

3^e REGION

DIJON

Réunion tous les jeudis à 20 h. 30, Café de l'Union, Place des Cordeliers à Dijon. Permanence les mardis et vendredis même endroit de 18 h. à 19 h. 30.

4^e REGION

CLERMONT-FERRAND

Syndicalistes de la C. N. T., Pacifistes, Libertaires de passage à Clermont ou désirant prendre contact avec un des mouvements ci-dessus nommés, attention! Venez au 37 de la rue G. Clémenceau où pour un prix raisonnable vous pourrez manger convenablement si vous le désirez. Vous y rencontrerez des camarades et serez ainsi tenus au courant de la situation des groupes dans le département et la région.

ACTION SYNDICALISTE

Tous les militants et sympathisants de la C. N. T. pourront désormais se procurer leur journal en s'adressant à Richard, 13, rue de la Tannerie à Clermont-Ferrand. Ceux d'entre eux qui pourraient nous indiquer le nom et l'adresse d'un vendeur ou bien encore d'un dépôt éventuel sont priés de le faire sans plus attendre.

5^e REGION

BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6^e UNION REGIONALE TOULOUSE

71, rue du Tour Toulouse
Les syndicalismes des départements suivants : Tarn-et-Garonne, Tarn, Aude, Pyrénées Orientales, Ariège et Haute-Garonne désirent adhérer à la C. N. T. sont priés de s'adresser au secrétariat de la 6^e U. R. pour toutes les demandes d'adhésion, organisation de syndicat, matériel et demande d'orateurs.

Vendredi 20 septembre, à 21 heures Ancienne Faculté des Lettres Grand Meeting

Orateurs :

Domanget, des Métaux.

V. Nan, du Bâtiment.

F. Jammes, de l'Union Locale.

Juhel, de la C. N. T.

Permanences tous les jours, de 18 à 19 h. Café-Hôtel St-Sernin, rue St-Bernard.

Tous les dimanches, de 10 h. à midi, 71, rue du Taur.

S. I. A.

Permanence tous les jours, de 18 à 19 heures, au siège de la Section Locale, 71, rue du Taur.

P.-S. — La tombola gratuite a été tirée le 2 septembre 1946, au siège. Le n° 797 est le gagnant du vélo.

9^e REGION

LA ROCHELLE

S'adresser : 1, rue de l'Evêscot.

10^e REGION

NANTES

Réunion Générale le 1^{er} dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.

LAVAIL : Permanence le samedi de 20 heures 30 à 22 heures, Bar Rennais, rue des Béliers à Laval.

13^e REGION

LILLE

Permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue Molinai à Lille. VAL-ENCIENNES : 33, rue des Récollets. ROUBAIX : 63, rue d'Avelghen.

Pour L'Action Syndicaliste et la C. N. T. s'adresser au camarade Orsel (Serge), 11, rue Gabriel Péri, Aulnoye (Nord).

17^e REGION

LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue de St-Jean au fond de la cour, 1^{er} étage.

Permanence tous les samedis, de 15 à 18 h. 30; les dimanches de 9 à 11 h. 30 pour adhésions, cotisations, renseignements.

Pour les camarades du bâtiment, une assemblée générale aura lieu le dimanche 22 septembre, à 9 heures précises.

Pour les métallurgistes, le dimanche 29 septembre, à 9 heures. Ces réunions auront lieu 60, rue Saint-Jean, au fond de la cour, 1^{er} étage.

19^e REGION

SYNDICAT DES EMPLOYES D'AVIGNON

Permanence du Syndicat des Employés d'Avignon tous les mardis de 18 à 19 heures; samedis, de 10 à 20 h. 30; dimanches, de 10 à 12 heures.

Pour les ouvriers boulangers : mardi et dimanche. Bar de l'Hôtel de Ville, salle du bar.

Livre, Papier, Carton : Mercredi et vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

L'Action Syndicaliste est en vente chez M. Bellardo (Pierre), bureau de tabac, Lauberge Neuve (B.-du-Rhône).

22^e REGION

ALGER

Permanence : Bar de la Cigogne (Arrêt Nelson), le mercredi de 19 à 20 h.; dimanche matin de 10 à 12 h.

COMMUNICATIONS

S. I. A.

Les adhérents et sympathisants de S.I.A. sont avisés que le Secteur Est est constitué.

Une permanence se tient tous les mardis de 19 à 20 heures au siège de la C. N. T., 22, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville).

La correspondance peut être expédiée à Morgane, S.I.A. à l'adresse ci-dessus.

Le Gérant : Eugène JUHEL.

Imprimerie Spéciale

de l'Action Syndicaliste.

PROPOS D'UN PASSANT

Que faisait donc la brigade des applaudissements ?

M. Thorez, le premier parti du premier Parti de France, qui fut ouvrier mineur, parait-il, avant d'être majeur, parlait aux foules assemblées dans le parc du Petit-Quevilly, un de ces récents dimanches.

Le marché noir devient officiel

L'actuel Ministre du Ravitaillement s'est promis de supprimer le marché noir. Il semble bien qu'il y réussisse si l'on en juge par l'expérience de la viande.

Y en a bon, bulletin de vote !

Il paraît que l'on va donner le droit de vote aux indigènes des colonies. Cela nous laisse parfaitement indifférents : les idiots, les idiots ivres de tous les partis ont bien le droit de vote, nous ne voyons vraiment pas pourquoi les Sénégalais et autres tribus d'Afrique ne jouiraient du même droit : ils l'emploieront certainement aussi bien que les électeurs souverains de la métropole.

Plaignons-les...

Le quotidien du parti S. F. I. O. se faisait récemment l'écho des doléances des petits commerçants. Ecrasés par les taxes, gênés dans leurs trafics par les règlements — toujours plus absurdes, avouons-le — qui prétendent « diriger » le commerce, ces messieurs se plaignent de ne pouvoir joindre les deux bouts et de n'être pas défendus alors que l'on s'intéresse au sort des vieux travailleurs, des petits rentiers et des salariés.

Hiérarchie des salaires DES EMPLOYES DE L'ALIMENTATION

La décision ministérielle du 7 juin 1946 (J. O. du 9 juin) classe les employés des industries de l'alimentation (minoterie, chocolaterie et pâtes alimentaires) de la façon suivante : 1° catégorie. Premier échelon. Coefficient 118. Employé aux écritures capable d'exécuter des travaux d'écriture et de chiffage, de classement, de tenue de fiches et autres travaux analogues, mais simples. Deuxième échelon. Coefficient 125. Employé aux écritures, même définition que la précédente mais après six mois. 2° Catégorie. Coefficient 138. Employé administratif : employé effectuant la vérification et le contrôle de bordereaux et de fiches divers, tels que : Réceptionnaire employé chargé de recevoir les marchandises de l'arrivée et d'en contrôler quantités, prix et état, avec les factures ou bordereaux de livraison. Il effectue les écritures de son service. Camionnage : prépare les tournés et tient toutes les écritures relatives aux livraisons (bordereaux, etc.). 3° Catégorie. Premier échelon. Coefficient 150. a) Aide-comptable : agent ayant des connaissances de comptabilité lui permettant de tenir les livres et les journaux auxiliaires, de les arrêter en vue de leur centralisation, sous la direction et la responsabilité du comptable ou du chef d'entreprise, ainsi que les agents assimilés, tels que : Magasinier : employé chargé de la comptabilité des marchandises, de leur distribution. Il tient un inventaire permanent des stocks. Employé au service de la paie : employé établissant lui-même les feuilles de paie après en avoir réuni les éléments. Employé au service des approvisionnements : tient les fiches de surveillance des stocks, s'occupe des demandes de réapprovisionnement et des réclamations pour livraisons dans les délais prévus;

claquements de mains à la fin de tirades péniblement amenées à terme, sans aucune de ces salves frénétiques auxquelles les Staliniens ont habitude leur Grand Homme, salves permettant avec à-propos à l'orateur de reprendre respiration. Les travailleurs rouennais auraient-ils compris que le ministre stalinienn se moquait d'eux ou bien la brigade des applaudissements était-elle absente ? Après tout, c'est possible, car d'autres représentants du Grand Parti parlaient ailleurs !

bitif pour nos moyens ! Depuis que M. Farge a entrepris de « normaliser » le marché de la viande, plus besoin de s'adresser au marché noir, tous les bouchers vous offrent la noix pâtissière à... 400 fr. le kilogramme ! C'est encore plus prohibitif direz-vous, bonnes gens ? oui, mais ce n'est plus du marché noir ! Ainsi M. Farge est dans la bonne voie !

Ne serait-ce pas surtout des électeurs et des agents électoraux... dignes d'intéresser un parti politique ? Pour nous, nous ne pouvons que nous souvenir d'un de nos vieux militants des employés qui disait : « Les petits margoulin's ? Ils sont petits parce qu'ils n'ont pas réussi à être grands. » Et nous n'oublions pas qu'ils font à peu près tous du marché noir et, qu'en fin de compte, toutes les taxes dont ils se plaignent, c'est au consommateur qu'ils les font payer.

Un salaire de consommateur

(Suite de la 1^{re} page)

Pourtant, notre sort reste bien misérable en regard des possibilités d'existence que le progrès technique nous apporte. Il n'est pour s'en convaincre que de se souvenir de la récente Foire de Paris. Mais ce n'est pas pour nous... Serions-nous sur terre simplement pour retrousser nos manches ?

...mais c'est contre les politiciens que notre action s'exerce

(Suite de la 1^{re} page)

tend pas à l'instauration d'une hégémonie de caste ou de clan. Notre politique s'oppose aux politiciens, aux fauteurs de guerre, aux capitalistes en fonction ou en devenir et à tous ceux qui prétendent asservir la classe ouvrière à leurs sordides intérêts. Mais si nous pratiquons cette politique, nous ne faisons pas œuvre de politiciens, nous nous refusons à briguer les suffrages des travailleurs en prétendant faire leur bonheur en dehors d'eux. Nous nous interdisons d'enrégimenter les salariés derrière la bannière d'un parti politique au sein duquel il serait interdit de penser et d'exprimer une opinion qui ne serait pas celle des « chefs ». Nous prétendons, au contraire, à démontrer à tous les exploités que la force de leurs adversaires n'est faite que de leur faiblesse à eux et qu'ils doivent, pour devenir les plus forts, s'abstenir de penser, à raisonner de tous les faits sociaux par rapport à leur situation et à leur intérêt et non par rapport aux intérêts d'un parti politique. Nous connaissons les dangers que font courir aux exploités de tous

jours les régimes capitalistes et totalitaires, y compris ceux qui se proclament faussement prolétariens ou démocrates, et c'est pourquoi tout en dénonçant leurs agissements criminels, nous essayons de dévoiler leurs buts et d'en appeler à la conscience des masses prolétariennes contre la nouvelle guerre mondiale qu'ils préparent sciemment. Nous proclamons qu'il ne peut rien sortir de bon pour les travailleurs des délibérations des parlements politiques; nous affirmons que seule l'action directe des salariés peut améliorer leur sort et que la prise du pouvoir par les partis dits « prolétariens » ne ferait que les faire changer de maîtres sans pour cela améliorer leur situation, ne faciliter leur libération économique. Nous savons bien que nous touchons là au plus sensible de la position des staliniens et nous comprenons leur rage devant la justesse de notre position. C'est pourquoi nous entendons poursuivre notre travail sans nous soucier de leurs réactions, si ce n'est pour nous en servir afin de dessiller les yeux de tous ceux qu'ils abusent encore.

Paç seulement. Nous avons droit à notre part de la production. Nous aurions dû l'exiger depuis longtemps. Mais jusqu'alors les salariés, honnêtement exploités, se sont tenus sur la défensive. Ils ont essayé de maintenir leur standard de vie. Comment ? En réclamant des augmentations de salaires. Demandons-nous alors ce que valent les augmentations de salaires. Un ouvrier gagnait 6 fr. par jour en 1914; 65 fr. en 1936. Il reçoit maintenant 300 fr. Son sort s'est-il amélioré dans les mêmes proportions ? Certes non. Car les augmentations des prix suivent ou devancent celles des salaires. Les augmentations de salaires ne sont que des palliatifs. Elles ne changent aucunement le système social actuel. Disons même qu'elles lui permettent de durer. Les réformes de ce genre sont les soupapes de sûreté du régime capitaliste. Par ailleurs, les modifications des barèmes laissent subsister des injustices entre les salariés. A un travail ne correspond pas toujours un salaire égal, selon que l'on soit employé dans l'industrie chimique ou la métallurgie, selon que l'on soit postier ou employé du gaz. Ajoutons à cela les abus que permet le travail « au pourboire ». Il faut donc résoudre vite et bien le problème des salaires. Nous avons vu ces derniers mois — et nous nous en souvenons d'autant mieux puisque nous avons fait les frais de l'expérience — qu'il était impossible de fixer les prix d'après les salaires. Fixons alors les salaires selon les prix. C'est l'échelle mobile, direz-vous ? C'est-à-dire que si les prix doublent les salaires doublent aussi. L'échelle mobile ainsi conçue n'est qu'un projet simpliste qui risquerait de maintenir le standard de vie des travailleurs toujours au même médiocre niveau, alors que les richesses pourraient s'accumuler à côté d'eux puisque si la production augmentait ils ne pourraient l'acheter. Ce serait leur refuser toute participation aux bienfaits du progrès. Voici la solution : Calculer les salaires sur les possibilités de consommation. Il faut que la somme des salaires soit égale à la valeur de la production. Cela tient compte du prix des produits et de leur quantité disponible. Jusqu'alors, les producteurs fournissaient le marché, c'est-à-dire qu'ils produisaient en fonction du pouvoir d'achat des clients. Désormais, il convient de mettre sur le marché tout ce que l'on peut produire et de donner aux consommateurs de quoi l'acheter. Le problème de la production est d'ordre technique et il est presque résolu. Il le serait totalement si le travail était un service social obligatoire et si les moyens de production étaient propriété collective. Le grand problème que le capitalisme ne peut résoudre est celui de la consommation. C'est donc nous, syndicalistes révolutionnaires, qui le ferons. Tout d'abord, à quelle part de la consommation les salariés ont-ils droit ? Nous proposons qu'ils puissent acheter au moins la même fraction de la production qu'en 1938. C'est un point de départ. Il faudrait ensuite évaluer le prix de la consommation possible pour un laps de temps donné. Il serait alors facile de déterminer, tous les mois par exemple, les salaires de chaque travailleur, les allocations versées aux femmes, aux enfants, aux vieillards. Peu nous importerait alors la hausse des prix et nous profiterions ainsi, automatiquement, des améliorations de la production. Nous espérons pouvoir nous étendre davantage sur le fonctionnement de ce Système de Calcul des Salaires, dans un prochain numéro. Cette échelle mobile perfectionnée constitue une réforme de structure. Son application mettrait en place des organismes de statistiques qui seraient les pivots de l'économie de demain. Ce serait l'embryon d'un monde nouveau. La première étape vers la libération des travailleurs. PITCH.

Contre l'impôt sur la sueur

Notre argentier national vient de faire connaître son intention de porter la base d'abattement de l'impôt sur les salaires de 40.000 à 60.000 francs. Les sommes à payer ne seront pas réduites pour cela, puisque les salaires seront relevés par application des décisions gouvernementales en conclusion de la Conférence économique et que l'impôt sur le revenu maintenu tel qu'il existe actuellement frappera plus durement encore la partie supérieure à 40.000. Il y a tout simplement l'illusion d'une largesse gouvernementale qui se traduira par une augmentation d'impôts. Pendant ce temps, chaque semaine, les ouvriers voient leur maigre paie amputée de sommes appréciables au profit du fisc, de l'Etat tentaculaire. Ces prélèvements iniques réduisent sensiblement les moyens de consommation des travailleurs, plus pour ceux qui n'ont pas de charges de famille, ou peu, alors que, précisément, tout devrait contribuer à satisfaire aux besoins et aux désirs des masses qui veulent une amélioration de leur situation. Cet impôt sur le travail est d'autant plus arbitraire que la richesse

et les bénéfices commerciaux, industriels et autres sont soumis à un régime différent : tandis que l'impôt cédulaire est perçu à la source, à chaque paie, les bénéfices, eux, sont imposés annuellement, d'après des déclarations qui sont presque toujours inexactes, frauduleuses et ne correspondent pas à la réalité. Les impôts qui frappent ces bénéfices sont proportionnels aux déclarations faites. Qu'ils diminuent et l'impôt sera moins élevé. Pour les salaires, c'est le contraire. L'impôt étant appliqué et perçu selon des barèmes de salaires hebdomadaires, mensuels ou bi-mensuels, que l'ouvrier ait été malade dans l'année pendant plusieurs mois, portant son salaire au-dessous de la base d'abattement, qu'à cela ne tienne, dès qu'il reprendra le travail, si son salaire est prévu par les barèmes, automatiquement, on lui prélèvera l'impôt malgré que son salaire annuel ne pourra atteindre le plafond à partir duquel les retenues doivent se faire. Mais puisqu'on nous parle d'augmentation de salaires, en voici une toute trouvée, simple et réalisable sans tarder : la suppression de cet impôt de malheur. Pour obliger les démocrates à faux nez, tous ceux qui vivent grassement des impôts et de la sueur des ouvriers, à renoncer à notre spoliation, une campagne énergique doit être menée dans tout le pays. Les ouvriers conscients de la nécessité et de l'importance de cette revendication ne manqueront pas de venir dans nos syndicats épauler notre action. JUHEL.

Vient de paraître : La vie ardente et intrépide de Louise Michel, par Fernand Planche. En vente à notre librairie. Prix : 120 fr. franco : 130 francs. Le lecteur y trouvera retracées toutes les péripéties de l'existence mouvementée de notre chère disparue, son militantisme fougueux et profondément humain et la haine qui l'accablait du jour où elle fut acquise aux idées révolutionnaires jusqu'à sa mort.

Pourtant, les prix baisseront, et ce ne sera pas la faute des capitalistes ni celle du gouvernement, pas plus que le résultat de l'action des commissions d'assainissement des prix. Voici pourquoi : Nous aurons bientôt une forte production face à un faible pouvoir d'achat des masses. Les techniques modernes de production, qui ont par ailleurs fait de grands progrès durant la guerre, permettent de créer de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail humain. L'abondance et la concurrence limitant les prix de vente, le producteur capitaliste maintient son profit par la baisse de son prix de revient. Il y parvient en réduisant le nombre de

Pour tout ce qui concerne : la Trésorerie Confédérale la Librairie les listes de souscriptions s'adresser à : DOUSSOT René 9, av. de la Porte-Clignancourt PARIS (18^e) C. C. P. 5046-35, Paris

Marée montante

(Suite de la page 4)

ses salariés que les machines modernes remplacent avantageusement. Ainsi le chômage se développe. Ceux-ci ne pouvant plus acheter ruinent les producteurs qui ne peuvent plus vendre. Et c'est la misère devant des montagnes de produits. Comme on le voit, la baisse des prix en régime capitaliste n'apporte pas une amélioration du standard de vie des travailleurs. C'est la ruine d'un régime basé sur le profit. La baisse des prix est baptisée « effondrement des cours ». Et la situation économique générale est appelée « crise cyclique ». Le monde capitaliste a déjà vu cela de 1929 à 1938. Alors dans tous les pays où règne l'économie libérale agonisante, on détruit les richesses, on « assainit les marchés » pour réaliser le profit. On distribue du pouvoir d'achat aux chômeurs en les transformant en soldats et en armuriers. Et c'est la guerre.

De telles mesures furent prises en France de 1933 à 1939. L'Etat, serviteur des intérêts des profiteurs, fut approuvé par tous les partis politiques et les députés dits « ouvriers » votèrent les criminels décrets de destruction de richesses. Ils les voteraient encore, car industriels, gros fermiers et commerçants sont avant tout des électeurs dont il faut sauvegarder les bénéfices. Sachez que le capitalisme international s'occupe déjà de la lutte contre la surproduction immédiate. Il agira. C'est pourquoi la baisse des prix n'est pas pour demain et que les travailleurs végètent malgré leur effort de production et la « grande victoire des 25 % ». Mais, si toutefois la baisse des prix précipitait le chaos capitaliste, le syndicalisme devrait imposer une économie nouvelle où les prix seraient basés sur le travail. A. NOUVEL.

LA LUTTE POUR LE PAIN QUOTIDIEN

2^e REGION

LA LIBERTE SYNDICALE D'APRES LA C. G. T.

Presque partout, il nous vient la connaissance de faits révoltants et scandaleux contre la liberté syndicale. Dans la totalité des cas, ce sont nos camarades et les opposants à la politique cégétiste qui en sont les victimes. Toutes sortes de procédés sornois, de manœuvres inqualifiables et de pressions honteuses sont exercés à leur encontre, soit par intimidation, pour les contraindre à renoncer à leur appartenance à notre organisation.

Chez Blériot et chez Farman, lors du dernier débauchage, la liste des licenciés ne comportait que des adhérents à notre syndicat ou des ouvriers rattachés à la direction du syndicat cégétiste.

Chez Lavalette, ceux qui désertent la C. G. T. pour grossir nos rangs doivent subir un interrogatoire inquisitorial de la section syndicale cégétiste sous le prétexte de connaître les raisons de leur départ. Un espionnage, un mouchardage comme jamais nous n'en avons connus dans les bagues industrielles avant 1936, s'exerce contre eux pour trouver les motifs à un renvoi.

Ces exemples sont caractéristiques de la mentalité des dirigeants des sections syndicales de la C. G. T. Nous pourrions allonger la liste, mais à quoi bon, puisque c'est partout pareil.

Mais que l'on ne s' imagine pas nous arrêter dans notre propagande et notre recrutement par la vengeance satisfaite ou les persécutions. Le mécontentement gronde dans presque toutes les usines, les cégétistes capitulards et briseurs de mouvements perdent chaque jour plus d'influence et d'autorité. Parallèlement, la nôtre croît et avant peu, nous montrerons que les grandes usines ne sont pas l'apanage exclusif de la C. G. T.

Le Syndicat des Métaux de la R. P.

S. I. A.

Le groupe « Espérance » et S. I. A. organisent une grande fête théâtrale, suivie d'un bal, au bénéfice de ceux qui luttent en Espagne, contre le phalangisme.

La fête aura lieu le samedi 28 septembre, à 20 h. 30, salle de la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles (Métro : Colonel Fabien).

Pour la première fois à Paris, le drame social de Martinez Sierra « Espérance Nuestra » sera mis en scène et interprété par des artistes en renom et un grand orchestre.

La commission d'organisation espère que les camarades viendront nombreux avec leur famille.

6^e UNION REGIONALE

ALBI (TARN)

SALAIRES AU SAUT-DU-TARN

L'administration du Saut-du-Tarn a des façons bien à elle pour résoudre les problèmes que lui posent les lois ou décrets d'un prétendu gouvernement démocratique. Ainsi en va-t-il de celui des salaires.

Pour être mieux compris de nos camarades, prenons le salaire de base horaire que devrait toucher à l'heure actuelle le manoeuvre ordinaire : la loi est formelle à cet égard :

Paris : 25 francs. Albi : abattement 15 %, soit : 21 fr. 25.

A ces 21 fr. 25 faut ajouter le 8 % dit de salaire garanti, soit :

21,25 + 1,72 = 22,97

La loi dit aussi, jugeant qu'il en a été tenu compte un peu partout qu'il doit être fait usage du moyen maximum — c'est-à-dire que les positions relatives que les salaires occupaient au 15 juin 1946 seront maintenues — soit pour la question qui nous intéresse ici, la conservation des 5 % et 10 % que l'administration nous avait accordé sous des rubriques spéciales, ne voulant pas les dénominer en fait et en droit comme un usage par elle du moyen-maximum des catégories.

Base : 17 + 25 % + 8 % + 5 % + 10 %, soit en fait 48 % d'augmentation sur le salaire réel de base d'avant décret.

En tenant compte de ce pourcentage global autorisé par la loi, le salaire de ce manoeuvre se traduisait donc à l'heure par : les 22,97 dits plus haut, auxquels s'ajoutaient, de droit, les acquits de 5 % + 10 + déjà parlés. Soit : base 21,25; salaire garanti 1,72; 10 % sur salaire de base 2,125; 5 % sur salaire de base 1,0625, soit 26,1575.

Si nous tenons compte que ce salaire de 26,15 est à quelque chose près (0,65 par heure) la résultante de l'abattement d'Albi sur Paris, cet abattement étant de 4,50 exactement, nous voyons donc que l'acceptation par les délégués syndicaux du salaire global de 23,85 pour le premier manoeuvre, dit manoeuvre ordinaire, offert par le patronat et non discuté par une délibération de l'assemblée syndicale est une opération dolosive, sur laquelle nous reviendrons sous peu dans un prochain article, eu égard la prime dite d'assiduité que la non résistance

syndicale laisse ainsi disparaître, chose que par tous moyens nous aurions dû conserver.

C. SALVETAT.

TOURCOING

S. N. C. F. — MATERIEL ROULANT

Ordre du jour

Le personnel de l'atelier du Poste des Visiteurs de Tourcoing réuni le 16 août 1946 proteste énergiquement contre les sanctions prises pour la non-récupération de la journée du 1^{er} mai et la journée du 15 juillet.

Revendique une fois de plus le régime des congés des ateliers, soit 18 jours plus les jours de fêtes sans récupération, considérant que le régime actuel des heures de travail étant supérieur à 40 heures par semaine.

S'engage à intervenir près de leurs syndicats respectifs pour faire aboutir cette revendication minime et à agir par l'action directe en employant les protestations et mouvements qu'il jugera utiles.

S'engage à discuter dans une prochaine assemblée l'application de la loi de 40 heures dans leur service.

Se sépare aux cris de vive l'action syndicale, seul moyen pour conquérir plus de bien-être et la liberté.

19^e UNION REGIONALE

MARSEILLE

DE LA DEMAGOGIE ! EN VOILA !

Dès cette année, par les efforts de Marcel Paul, on a enfin sur le marché 8 millions de complets, 20 millions de robes, 25 millions de draps, 58 millions de pièces diverses de lingerie et à des prix diminués; tandis que les ouvriers du cuir et de la chaussure produisent chaque mois 2.000.000 et demi de paires de chaussures.

N'est-il pas vrai que nous avons institué (l'esclavage) les primes au rendement qui ont permis d'augmenter de 15 à 40 % (les bénéfices des patrons) les salaires de nombreux métallurgistes et ouvriers du bâtiment de la région parisienne.

« Nous avons cherché à atténuer le déficit, à aller de l'avant. Pour cela nous ne voyons pas d'autres moyens que de réduire le train de vie. »

De même que nous pouvons actuellement lancer toute notre production en direction des fabrications de paix, de même, si nous étions contraints, nous pourrions fabriquer les armes nécessaires à la défense de notre pays.

Nous n'avons jamais combattu le peuple allemand, mais le bourreau Hitler, et nous attendons de lui qu'il travaille pour réparer.

Voilà ce qu'a accouché, le 10 mai 1946, le grand Ténor, le futur Dieu, le Fils du Peuple, Lumière du grand parti des Masses; quant à moi, je suis touché, d'abord :

Des efforts qu'a dû produire ce pauvre Marcel Paul et de constater qu'avec 2.500.000 paires de chaussures produites par mois, je n'en ai point à me mettre, premièrement parce que je suis né au mois de décembre et deuxièmement parce que je ne gagne pas 350.000 francs par an. Ensuite, le fait d'avoir institué les primes au rendement dénote de la part de ces messieurs la ferme volonté de perpétuer l'exploitation de l'homme par lui-même et permettre aux patrons de réaliser, dans le minimum de temps, le maximum de bénéfices.

3^e. — Vous devez savoir à quoi vous en tenir : Réduisez votre train de vie !

4^e. — Ne pensez-vous pas que ces messieurs ont un peu de prétentions en émettant : si nous étions contraints : à la défense de notre pays !

5^e. — Quel cynisme ! Qui est-ce qui, actuellement en Allemagne et en zone russe subit la loi du Talion ? N'est-ce pas le Peuple ?

Le cynisme est d'autant plus grand, qu'il avoue après, le mensonge précédent.

ROBERT-LE RUDE.

TOULON

LA C. G. T. DEFEND LES OUVRIERS ? CHEZ LES DOCKERS

Cette corporation, qui est née à Toulon avec la libération, car auparavant rares étaient les navires de commerce qui touchaient ce port, sa spécialité étant la culture du pompon rayot et celle surtout du haricot ou fayot.

Aujourd'hui la Suisse y reçoit sa flotte de commerce, et avec elle est

né le Syndicat Cégétiste des Dockers, certes il y en a quelques-uns qui, sans être de vrais professionnels, sont des travailleurs n'ayant que leur salaire pour vivre et qui triment durement, mais nombreux sont ceux qui ont pris la carte syndicale comme état civil. Aussi et sans doute pour ne pas salir leur faux-col, s'éloignent-ils avec une certaine répugnance des bateaux de charbon.

Mais, par contre, sont-ils prêts à se ruiner en écartant impitoyablement les charbonniers, sur les bateaux de vires, sucre, cigarettes, etc., etc.

Les dirigeants du Syndicat qui procèdent à l'embauche avec l'appui des marchands d'hommes appelés plus vulgairement Acconiers, n'ignorent rien de ce trafic, car eux, qui s'intitulent délégués syndicaux, agents de maîtrise, sont payés par les patrons et, sans doute, doivent encore palper une petite ristourne pour le genre de travail qu'ils désignent.

Nous pensons pour notre part que cette façon de faire doit cesser dans le plus bref délai et que les vrais travailleurs seront à l'avenir mieux partagés et surtout mieux défendus, nous allons veiller et, si c'est nécessaire, nous mettrons les poils sur les yeux quelques petites histoires édifiantes.

Pour les travailleurs, ceci n'est qu'un incident entre mille, mais le fond du problème est plus grave, la C. G. T. n'est pas réformable si elle est réformiste. Sa collaboration avec le patronat et le gouvernement, la place sur le rayon des exploités, elle est même plus dangereuse qu'eux, étant le drapeau qui couvre la marchandise.

La Confédération Nationale du Travail, qui vient de naître en France, doit être l'organisation syndicale de tous ceux qui veulent arracher par leur volonté, le bien-être pour eux et leur famille, par un travail normal et humain, non basé sur le profit d'un individu ou d'une société quelconque.

C'est donc aux travailleurs eux-mêmes à parler, non à l'immense armée de parasites qui vit de leur sueur et en dernier lieu de leur sang.

Giro SCOTTO,
Docker à Toulon.

A TOULON... OU LES MATELOTS SONT SI RIGOLOS... (Air connu)

Municipalité communiste 100/100, mouvement syndical à direction communiste également 100/100.

L'U. D. Cégétiste a organisé, le 11 août, une fête des syndicats ouvriers, avec danse serpentine, devant le buffet sans doute, mais, tenez-vous bien, cette fête fut placée sous la présidence d'honneur qu'ils disent : du Préfet Maritime et du colonel commandant la subdivision, pas moins.

Pour bien marquer l'accord de la C. G. T. et du grand parti dirigeant, Benoît dit Frachon et Ambroise Croizat dit « Totor » devaient venir parler en vedettes.

Seul Benoît est venu, « Totor » s'est défilé, il a eu peur que le colonel ne le fasse mettre au garde à vous, c'est le comique Rainaud qui fut chargé de l'intérim, je dis comique car lui seul pouvait, après Benoît, faire d'aussi colossales affirmations, « tenez-vous bien ».

La C. G. T. compte aujourd'hui 6 millions d'adhérents, nous sommes forts !

Ce fut une douce rigolade le lendemain, parmi ceux qui n'avaient pas accepté la tutelle d'honneur du Préfet et du colonel, ils pensaient tendrement à « l'acier victorieux » et aux fameuses affiches : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

6 millions c'est, en effet, un chiffre. Mais pourquoi faire une petite fête de temps en temps et pour empêcher les ouvriers de revendiquer de meilleurs salaires ? Ou une vie plus normale, jusqu'à présent nous pensions que les syndicats étaient fait pour autre chose.

Le duo Benoît et Riri s'est terminé par le cliché cher à Bartolini.

Nous avons gagné la bataille de la production ! mais ils n'ajoutent jamais au profit de qui ?

Ouvriers, il est temps que vous regardiez les choses bien en face, et que vous preniez au sérieux les coups de pieds au cul que vous recevez.

C'est le Syndicat C. N. T. qui vous le dit.

Marée montante

Il s'agit évidemment des prix.

Ce n'est pas la première fois que les prix s'accroissent. Nous avons toujours entendu dire que tout augmente, mais jamais à la valeur monétaire des biens de consommation n'avait fait l'objet d'une hausse aussi rapide que durant ces dernières années.

Le service national des statistiques du ministère de l'Economie Nationale donne les indices suivants pour les prix de gros :

Mars 1938	99
Mars 1942	177
Mars 1945	269
Mars 1946	514

Et nous savons que les prix de vente au détail se sont largement ajustés sur ces prix de gros.

Alors, le coût de la vie ayant doublé depuis le mois de mars 1945, des « réalistes clairvoyants » proposent une augmentation des salaires de l'ordre de 25 %. Car les salaires étaient bloqués. Puisque le blocage des salaires n'empêche pas la hausse des prix, comment oser imaginer que les prix puissent baisser tout en augmentant les salaires ? Ce sont pourtant là les conclusions de la fameuse Conférence Economique de juillet. Benoît Frachon ne déclarait-il pas à la manifestation au Champ de Mars :

« Nous n'avons pas formulé à la légère notre revendication de 25 pour cent, et nous avons fait la preuve mathématique que ce pourcentage est justifié et qu'il ne doit nullement augmenter le coût de la vie ».

Hélas ! Le journal d'un grand parti à beau annoncer que le prix des pantalons américains baisse sur le marché aux puces, il n'en est pas moins vrai que les récentes augmentations sont supérieures à 25 pour cent dans bien des cas. Nous qu'elles n'ont pas attendu la hausse effective des salaires et que leur liste n'est pas close.

Les commerçants et le gouvernement rivalisent de vitesse dans la course des prix. Cependant, ils s'associent parfois pour officialiser le marché noir. L'expérience Farge sur la viande aboutit à une hausse générale de son prix de vente en France. Quant aux suppressions des subventions économiques, on ne peut nier leur influence sur les prix.

Les producteurs, à tous les échelons de la fabrication et de la distribution, incorporent les augmentations de salaires à leurs prix de revient. Ils y ajoutent aussi les augmentations des transports, de l'essence, des taxes nouvelles et, évidemment, un bénéfice accru.

Il ne peut être question de réduire les marges bénéficiaires car en haut lieu, on envisage l'auto-financement de la reconstruction et de la modernisation des moyens de production par des super-bénéfices réalisés aux dépens des consommateurs. Cela est généralement déguisé sous le nom de prix de vente « suffisamment rémunérateur ».

Donc, les prix augmentent. Sur les marchés, les fruits et légumes apparus à des prix exorbitants, ont subi une baisse saisonnière, puis la hausse reprends. Rappelons-nous simplement les variations des prix de vente du raisin, des poires et des pommes de terre. Ces prix sont en tout cas, inaccessibles à bien des salariés et bien moins encore aux vieux travailleurs que l'on voit acheter les fruits pourris vendus au rabais.

Et puis, il y a le pain, le lait, les produits pharmaceutiques, les transports, le gaz, l'électricité, les tarifs des pompes funèbres, l'essence, bientôt la poste... et tout le reste, y compris les journaux prétendant que les prix baissent.

Mais, halte-là ! Les commissions d'assainissement des prix sont là ! Leurs auteurs font autour d'elles une large publicité. Malheureusement, ils ignorent que l'on ne fait pas baisser artificiellement les prix en régime capitaliste, en désirant simplement les voir baisser. Ils ignorent que le marché noir n'est que la plus pure expression de l'économie libérale qu'ils n'osent pas abandonner. Seul l'Etat pourrait maintenir ou baisser ses prix, s'il ne prétendait pas à l'impossible équilibre budgétaire. Or, il est le premier à les augmenter.

Et là, même en « mobilisant » les consommateurs pour la surveillance des prix, les fameuses commissions d'assainissement des prix sont impuissantes. On ne peut à la fois soutenir le gouvernement, y participer et le critiquer.

Elles auraient bonne mine devant l'employé des postes vendant son timbre à 5 fr., ou cherchant à influencer le receveur d'autobus, le garagiste qui ose vendre 20 fr. un litre d'essence, l'encaisseur du gaz ou de l'électricité — ou demandant au percepteur de présenter sa facture...

Quels sont donc les facteurs de hausse du coût de la vie ?

Tout d'abord la rareté. C'est pourquoi il y a un peu de vin à la répartition, qu'il est vendu très cher et que cela oblige à acheter plus cher encore des vins d'appellation plus ou moins contrôlée.

Ensuite, l'inflation. Le déficit budgétaire en effet, distribué du pouvoir d'achat sous forme de traitements, de subventions diverses; mais cette monnaie ne retourne pas totalement à l'Etat : elle reste dans la poche de trafiquants légaux et illégaux. Ainsi, il y a davantage de monnaie sans que la quantité de biens de consommation disponibles augmente parallèlement. Chaque

produit vaut donc de plus en plus cher. Quant aux enrichis, ils peuvent offrir de fortes sommes pour s'accaparer la production. Le prix d'une chose étant le prix de vente maximum possible, il s'ensuit que le salarié doit payer comme le riche parasite. Ajoutons l'augmentation des charges fiscales et le maintien du profit et nous comprendrons pourquoi les prix ne peuvent pas baisser.

Ni la C. G. T., ni le gouvernement ne luttent donc efficacement contre la hausse des prix ?

(Suite page 3.)

Documentation du travailleur

L'impôt sur les salaires

La loi sur l'impôt sur les salaires et traitements a été modifiée le 3 août et prend effet à dater du 1^{er} juillet. Toutefois, l'application des nouveaux barèmes se fera dès que l'administration aura fait parvenir aux employeurs les instructions nécessaires.

L'article 2 indique « que pour le 2^e semestre de 1946, tout contribuable passible de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères aura droit à un abattement supplémentaire de 10.000 francs.

La retenue de l'impôt sera effectuée, sous réserve de régularisation, d'après les barèmes en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1946, mais les paiements impossibles seront préalablement diminués d'une somme fixée à :

75 francs lorsqu'il s'agit de paiements journaliers;
430 francs lorsqu'il s'agit de paiements

hebdomadaires;
620 francs lorsqu'il s'agit de paiements décennaires;

925 francs lorsqu'il s'agit de paiements de quinzaine;

1.850 francs lorsqu'il s'agit de paiements mensuels;

5.000 francs lorsqu'il s'agit d'arrangements trimestriels de pensions ou de rentes viagères.

Art. 3. — La régularisation des retenues opérées au titre de l'impôt sur les traitements et salaires pour 1946 sera effectuée en considérant séparément les deux semestres de ladite année, compte tenu des abattements applicables respectivement pour chacun de ces semestres.

L'impôt ne porte que sur la fraction qui excède la somme de 60.000 francs, la fraction comprise entre le minimum exempté et 80.000 francs n'est compté que pour moitié.

Sur l'arrêté du 29 Juillet 1946

Quelques correspondants nous ont demandé quel était le rajustement que leur salaire devait subir, leur salaire effectif étant supérieur à celui du moyen maximum au moment de l'application de l'arrêté.

Nous leur rappelons que les salaires supérieurs acquis avant le 1^{er} janvier 1946 conservent, par rapport aux nouveaux salaires minima (majorés des 8 p. 100 garantis), la même différence en valeur relative obtenue par rapport aux anciens salaires moyens maxima.

Par exemple, un P. 2 qui avait, dans la région parisienne, un salaire moyen maximum de 35 fr. 65 et un salaire effectif de 40 francs, son nouveau salaire minimum (augmenté des 8 p. 100 garantis) étant de 41 fr. 85, le nouveau salaire effectif sera de 46 fr. 95 :

40 fr. \times 41 fr. 85 = 46 fr. 95.

Par rapport à son ancien salaire effectif, l'augmentation, en valeur absolue, est de 17,4 %.

Autre exemple. Un P. 3 avait, dans la même région, un salaire effectif de 55 fr.,

le salaire moyen maximum de sa catégorie étant 39 fr. 10. Le nouveau salaire minimum (augmenté des 8 p. 100 garantis) étant de 45 fr. 90, son nouveau salaire sera :

55 fr. \times 45,90 = 64 fr. 56 réduit à 56,20.

56 fr. 10 étant le salaire moyen maximum majoré de 15 %, les salaires, pour cette catégorie, peuvent être ramenés à ce taux. Dans tous les cas, si l'augmentation avait pour effet de porter les salaires effectifs au-dessus du moyen maximum majorés de 15 %, ils peuvent être ramenés à ce dernier calcul.

Pour les primes, sont supprimées celles ayant le caractère d'un complément de salaire. Par contre celles au rendement et à la production sont maintenues, ainsi que celles aux usages courant de la profession ou font l'objet de stipulations de conventions collectives de travail. Ces primes ne peuvent être inférieures au coefficient 4.

D'autre part, les avantages en nature précédemment accordés doivent être maintenus; en aucun cas, elles ne peuvent être réduites ou supprimées.



A.I.T.
REDACTION ET ADMINISTRATION
22, RUE SAINTE-MARTHE. — PARIS (10^e)

L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A. I. T.

L'offensive de Paix a déjà fait long feu

SENTANT sans doute l'angoisse gagner le cœur des gens, trois voix se sont élevées à trois jours d'intervalle, pour dire que la paix, non seulement n'était menacée par personne ni aucun pays, mais encore — et mieux — était en très bonne voie à la Conférence des 21.

Tour à tour Wallace, Eden et Staline, sous des formes diverses mais appropriées, ont exposé des conceptions qui, toutes, tendaient à nous démontrer que nous nous acheminions certainement vers une paix durable.

Prenant le contre-pied des discours de Byrnes, Wallace proclamait urbi et orbi que le temps était passé où on pouvait, sans paraître ridicule, traiter la Russie « avec dureté » et, qu'au contraire le moment était venu de négocier avec elle sur un pied honorable sinon d'égalité totale. Pousant sa démonstration plus loin, il déclarait que rien ne s'opposait selon lui, à la co-existence et à la co-habitation d'un monde capitaliste libéral et du communisme totalitaire, dût-on, pour cela diviser le monde en deux zones : l'une américaine et l'autre soviétique. Sans vouloir démontrer ce qu'une telle conception a d'absurde et de dangereux pour la paix, enregistrons néanmoins ce point de vue dont l'émission a coûté à son auteur son portefeuille ministériel.

Eden, de son côté, sans nier l'antagonisme qui oppose la Russie et la Grande-Bretagne sur de nombreux points du globe, considère qu'il est souhaitable que de bonnes relations s'établissent entre les deux pays et que ceux-ci règlent pacifiquement leurs différends ; ce sont là, évidemment, de fort louables intentions qui, soit dit en passant, ne s'accordent guère avec celle de son chef de file direct, Winston Churchill, en Amérique, qui avaient à l'époque recueilli l'adhésion de Truman.

Quant à Staline, il ne pouvait faire moins que d'affirmer, avec toute l'autorité qui s'attache à sa personne et à sa fonction, que rien ne menaçait la paix et qu'au contraire, lui, Staline faisait et ferait tous ses efforts pour que la paix règne sur notre pauvre terre.

Malheureusement pour ces trois augures, les faits ne viennent pas appuyer leurs déclarations comme il convient et l'offensive de paix n'a pas duré plus de 24 heures, et, dans la journée suivante, l'offensive de guerre a retrouvé son champ d'action et l'a occupé en entier.

En effet, le même jour, on a pu voir la Russie soutenir les prétentions de la Yougoslavie sur Trieste et inviter formellement la Turquie à assister avec elle à une Conférence qui aurait pour but de réviser les accords de Montreux sur les Détroits et de confier à ces deux puissances la défense des Dardanelles.

Le lendemain, c'était la Grèce qui était mise en cause et attaquée par les éléments yougoslaves et albanais venus au secours des communistes grecs et la presse publiait une carte de l'Europe Centrale et Balkanique,

du Proche-Orient où on pouvait lire que 104 divisions anglaises ou turques attendaient de pied ferme les 112 divisions soviétiques stationnées dans tous les pays « libérés » par les soviets.

Quelques jours plus tard, la Conférence des 21 était d'abord au point mort, puis fracassée par l'intransigence des antagonistes et de leurs alliés.

Aujourd'hui, après ce chant du cygne, il est avéré pour les esprits les moins prévenus que cette Conférence, qui se traîne depuis le début, terminera ses travaux — si on peut dire — le 15 octobre sans avoir atteint le moindre de ses objectifs même secondaire.

On a eu beau mettre la Conférence des 21 en sommeil, réunir en même temps ou à part, pour activer les travaux, la Conférence des quatre, rien ne peut dissimuler l'échec de cette soi-disant Conférence de la Paix qui n'a fait que côtoyer continuellement la guerre et rendre celle-ci à peu près inévitable.

De plus en plus, l'Europe sent le pétrole et la bombe atomique, malgré toutes les Conférences projetées

à son sujet reste, selon l'Amérique, le seul moyen de résoudre les conflits.

Voilà où nous en sommes moins de deux ans après la fin des hostilités et rien n'indique, loin de là, que cette situation doive s'améliorer.

Eisenhower lui-même ne voit d'autre solution pour conquérir cette paix qui nous fuit inlassablement, que dans la mobilisation des opinions publiques dans tous les pays.

Peut-être ne croyait-il pas si bien dire !

En tout cas, c'est bien là, selon nous, que se trouve la clé du problème. Mais cette opinion publique, qui réclame quotidiennement la Paix, est-elle décidée à se mobiliser ou se laisser mobiliser pour une telle cause ?

Toute la question est là. Nous l'avons dit il y a bien longtemps, mais cela n'a pas servi à grand chose.

Souhaitons, devant l'ampleur du désastre éventuel, que la chose soit vraie et aidons de toutes nos forces à cette mobilisation pour la Paix.



La Constitution soumise au referendum du 13 Octobre ne possède aucune clause pratique de révision

L'institution d'une société fédéraliste ne pourra donc être le fruit que d'une action de masse des travailleurs groupés dans leur organisme d'action économique révolutionnaire.

par Libermann.

C'est avec une attention déterminée par notre souci de devenir du travailleur que nous nous sommes penchés sur cette partie du texte constitutionnel qui traite de son éventuelle révision.

Non pas que nous pensons que les Constituants auraient pu par on ne sait quelle aberration, prévoir qu'un jour viendra où il faudra remettre aux organisations ouvrières les organismes de gestion du pays, mais parce que nous-mêmes souhaitons et travaillons à l'avènement de cette date.

Et la curiosité nous poussait de nous rendre compte s'il n'existait pas dans le texte une procédure pouvant être utilisée par nos organisations afin de rester le plus possible dans la légalité lorsque les événements seront tels qu'une page de l'histoire devra être tournée.

Nous avons cherché en vain ; nous n'avons rien trouvé.

C'est une preuve de plus que la Constitution nouvelle n'est pas, ne pouvait pas être faite en vue de

l'amélioration du sort des travailleurs. C'est une démonstration nouvelle que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes s'ils veulent un jour vivre libres.

Une constitution qui donnerait la liberté au peuple ne peut être établie que par ses propres organisations économiques, tant productrices que consommatrices, se réunissant en Congrès Constituant.

La Constitution présentée le 13 Octobre au corps électoral n'entrevoit pas cette solution.

Pire, elle ne laisse même pas la possibilité aux organisations intéressées de provoquer une procédure qui permettrait de recourir à une légalité « d'évolution accélérée ».

Elle devra donc être « bousculée ».

C'est à cela que doivent tendre nos efforts ; c'est là l'objectif principal de nos actes.

Le reste n'est que duperie.

Pour la seconde fois, le peuple français va être appelé à se prononcer sur la Constitution à donner au pays.

Le 13 octobre sera donc une grande journée et, d'ici là, la bataille des « oui » et des « non » va faire rage ; sans doute reverrons-nous nos murs et nos rues couverts d'inscriptions demandant au peuple de voter « oui » et, au temps où le papier est si rare que le gouvernement, pour faire des économies, en prive tous les journaux d'opposition, au nom de la liberté de la presse, les panneaux vont être recouverts de multiples affiches et papillons réclamant de voter pour celui-ci ou celui-là.

AUTOUR DU REFERENDUM

Pour notre part, nous qui savons au prix de quels compromis... et compromissions le projet de Constitution fut voté par un Parlement qui avait perdu jusqu'au sens de son existence, pour n'en conserver que les appétits, nous ne tromperons personne en déclarant que nous n'attendons rien, absolument rien de toute cette comédie jouée par de mauvais acteurs.

Certes, cela ne veut pas dire que nous approuvons les gestes et les actes d'une majorité qui a toute

Bataille ouvrière aux Aciéries du Nord à Saint-Chamond

Comme les militants de la C. N. T. l'avaient prévu, devant la passivité imposée à la classe ouvrière par les dirigeants cégétistes, les directions d'entreprises passent à l'attaque afin de grignoter les maigres avantages acquis par les travailleurs. Mais, s'ouvrent-ils, l'arrogance de ces exploités sans vergogne, trouve devant elle une riposte énergique grâce à l'activité de militants probes et désintéressés.

Témoins : Le mouvement des Aciéries du Nord, à Saint-Chamond, dont le communiqué ci-dessous, paru dans L'Espoir de Saint-Etienne du 27 septembre mentionne le déroulement.

« Les ouvriers des Aciéries du Nord de l'atelier des machines-outils sont passés à l'action en débrayant jeudi à 8 h. 30 pour défendre leurs salaires.

« En effet, la direction de cette usine arrache petit à petit tous les avantages acquis à la Libération.

« Dans l'après-midi, la direction a prononcé 52 mises à pied avec demandes de licenciement. A noter que la grève est suivie par 98 % de l'atelier, le déchet étant les deux délégués C. G. T.

« qui ont d'ailleurs refusé d'accompagner la délégation du Comité de grève auprès de la Direction.

« Nous faisons appel aux autres chantiers pour manifester leur solidarité en débrayant à leur tour. Nul doute que cet appel soit entendu. La moitié des délégués C. G. T. des autres chantiers s'étant prononcés en notre faveur.

« Pour le Comité de grève des A. D. N. : FAYOLLE, Secrétaire de la C. N. T. »

Ainsi, quoique fassent les précheurs de calme, de passivité, les travailleurs ont assez d'une vie misérable et comprennent que, seule, l'action directe est capable de leur faire obtenir des satisfactions, la peur pour les exploités étant le commencement de la sagesse.

Que les travailleurs comprennent une fois pour toutes que, seul un syndicalisme indépendant des partis politiques, travaillant uniquement à l'amélioration du sort des producteurs et à leur libération, est capable, avec l'activité de tous, de mener à bien cette tâche.

Il existe : et c'est la plateforme de la C. N. T.

Le droit de grève en danger

La C. G. T. a demandé à ses adhérents de voter OUI au referendum sur la constitution.

Une fois de plus, pour servir les intérêts de ses maîtres, les partis politiques, elle n'hésite pas à outrepasser son rôle.

Dependant, cette constitution que par ailleurs, on nous donne comme très démocratique, contient en son énoncé une menace très grave contre l'arme par excellence des travailleurs :

L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE.

Voici la phrase contenue dans le texte et qui nous inquiète :

« LE DROIT DE GREVE S'EXERCERAIT DANS LE CADRE DES LOIS QUI LE REGLEMENTENT. »

Chacun sent immédiatement qu'il suffira à une Assemblée de voter une loi pour, en fait, abolir ce droit essentiel de cesser de vendre sa force de travail quand on estime qu'elle n'est pas rémunérée à un taux suffisant.

Les constituants ont affirmé que le droit à la propriété est sacré ; ils n'ont pas attaqué les privilèges des capitalistes, des patrons et des commerçants, mais ils se sont réservé le droit de restreindre le droit de grève.

Et la C. G. T., elle, a dit qu'il faut les approuver.

Devant ce nouvel abandon des intérêts majeurs de la classe ouvrière, la C. N. T. déclare que d'ores et déjà, elle ne reconnaît pas aux politiciens le droit de restreindre les droits des travailleurs. Elle affirme d'avance que ses syndicats déclencheront, quand ils le jugeront utile, dans les conditions qu'eux-mêmes ils jugeront les meilleures, tous les mouvements de grève nécessaires par les intérêts des travailleurs salariés.

Et cela sans aucun des textes législatifs. Au-dessus des lois faites par et pour les exploités de la sueur du peuple, la C. N. T. place les droits imprescriptibles du travail.

LE BUREAU CONFEDERAL.

Bravo les Toulousains !

Le 20 septembre dernier, l'Union locale C. N. T., de Toulouse, avait organisé un grand meeting de clarification syndicaliste.

La préparation en fut minutieuse, l'organisation impeccable, la propagande abondante, si bien que le succès couronna les efforts de chacun.

C'est devant une salle pleine et vibrante que le président, notre camarade Mirande, secrétaire de la 6^e U. R., donna la parole aux différents orateurs, Domagné des Métaux, Nan du Bâtiment, Jammes de l'U. L. Juhel, délégué confédéral.

Chacun des exposés fut haché d'applaudissements.

Les manœuvres des dirigeants cégétistes furent dévoilées, la trahison envers les travailleurs démontrée, le remède à tant d'iniquités présenté et le chemin à suivre par les travailleurs pour leur émancipation indiquée.

Un contradicteur, qui n'en fut pas un, que les militants connaissent de longue date, déclara que, d'accord sur les exposés qui étaient l'expression exacte de la vérité, il regrettait la constitution de la C. N. T., et pensait que cette dernière n'aurait pas de vie.

Le président lui répondit d'une façon pertinente et, aux applaudissements qu'il reçut à la fin de son exposé, il est très nettement apparu que la grande majorité des auditeurs était d'accord avec la position de la C. N. T.

Devant un tel succès, les militants toulousains sont décidés à faire encore mieux. Une préparation de réunions d'entreprises, de chantiers, etc... est déjà en route et, de cette dernière, doit découler un développement important de la C. N. T. dans la région.

Que nos adversaires ne s'y trompent pas, le bon grain est semé, il ne tardera pas à germer.

Il est à considérer que nos détracteurs, calomniateurs et insulteurs habituels, s'il y en avait de présents dans la salle, n'ont pas osé affronter la tribune, où cependant ils auraient eu la liberté entière d'expression.

Une fois de plus, ils ont fuit le débat, préférant distiller clandestinement leur venin, plutôt que de se montrer au grand jour, sous leur véritable masque.

Allons bonne soirée pour la C. N. T. et, partant, pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire.

honte bue et impose au peuple, ce souverain méconnu, de se prononcer dans la nuit, sans être à même de juger de l'excellence ou de la nocivité du système qui présidera à l'élection des élus.

Toute la comédie, si souvent infâme et toujours sordide qui s'est jouée autour de cette Constitution manquée finira peut-être par dégoûter les électeurs d'aller aux urnes et leur faire comprendre que c'est ailleurs et par d'autres moyens que

se réglera leur sort de façon définitive.

L'ardoise qui leur sera présentée à la suite des élections de novembre les aidera d'ailleurs à se rendre compte de ces choses élémentaires.

En effet, qui peut croire que les hausses, que le gouvernement s'apprête à avaliser de son autorité officielle n'auront pas de répercussions sur la tenue du franc ?

Qui peut supposer que les 653 milliards de billets en circulation, qui sont, paraît-il insuffisants, n'appellent

Aux hommes libres et aux travailleurs de l'univers

La prison de Cadix ruisselle de sang Il faut sauver nos camarades Amador Franco et Antonio Lopez

pas une inflation que « justifient » les 200 ou 400 milliards de déficit budgétaire — on ne sait au juste, rue de Rivoli — qui se soldera par une dévaluation de 40 % peu après les élections ?

Qui ne se rend compte que les augmentations de salaires sont déjà dévorées par les hausses subies par les produits et matières depuis juin dernier et qui ne s'aperçoit, en dépit de tout le battage de la C. G. T. et de ses diverses « créations » contre la hausse des prix, que ce sera toujours ainsi, au moins aussi longtemps qu'on ne mènera pas de front ces deux besognes concurrentes : lutte pour la défense du pouvoir d'achat et celle contre la hausse des prix ! L'une étant l'œuvre des producteurs par la défense des salaires et l'autre, celle des consommateurs, par la jugulation des prix.

En ce coment, comme nous l'avons dit bien souvent, sans être d'ailleurs entendus, aucun des grands problèmes qui se posaient à la veille de la première guerre mondiale, en 1913, n'a été résolu ; d'autres innombrables sont venus s'y ajouter pendant l'entre deux guerres et d'autres encore, conséquences de la dernière guerre, sans compter les nouveaux que pose la précarité de la paix, toujours plus redoutables et plus impérieux, créant chaque jour une situation plus inextricable que la veille.

Qui s'intéresse à tout cela dont dépend l'avenir du pays et de nous tous ?

Personne, à coup sûr !

Tous les représentants du peuple, qui se disent le peuple lui-même, sont bien trop occupés à se rouler mutuellement les uns les autres pour consacrer le moindre temps à ces grandes questions. Il leur suffit de faire de la « tactique », de conquérir des voix et des sièges, de faire leurs affaires au pouvoir, mais pas celles de tous, bien entendu, pour qu'ils s'estiment satisfaits.

D'ailleurs les appeler à délibérer ou à examiner des problèmes auxquels ils n'entendent goutte, n'est-ce pas leur accorder des vertus qu'ils ne sauraient avoir ; mais ceci pose plus explicitement que jamais la gestion directe des affaires par les intéressés eux-mêmes.

Qu'on le veuille ou non, c'est bien là pourtant qu'il faudra en arriver, car il n'y a pas d'autre solution aux maux qui nous accablent.

Le syndicalisme révolutionnaire a offert de longtemps ses solutions pour résoudre tous ces problèmes devant lesquels reculent et reculeront toujours les politiciens.

Il finira bien par les faire prévaloir un jour ou l'autre et peut-être plus tôt que ne le supposent certains.

Mais pour en arriver là, que de tourbe à balayer, que d'eau à faire couler pour nettoyer la place.

Pourtant ce serait vite fait, si vous le vouliez, les amis !

Pierre BESNARD.

Hierarchie des salaires et hausse du coût de la vie

La hiérarchie des salaires est à l'honneur. Partout on veut la maintenir, partout on veut — sous prétexte de l'améliorer — creuser davantage le fossé qui sépare les salariés entre eux.

C'est ainsi qu'à la Caisse Centrale de Sécurité Sociale de la région parisienne (ancienne Caisse Inter), cette hiérarchie, qui existait, par le fait des coefficients appliqués au salaire de base tel qu'il avait été défini en 1945, va se trouver renforcée par l'application des arrêtés ministériels concernant l'augmentation des salaires résultant de la hausse du coût de la vie.

Sans doute aurait-il été trop simple de distinguer entre hiérarchie et coût de la vie ?

Si l'on admet qu'il existait par exemple une différence de mille francs par mois entre un chef et les employés placés sous ses ordres, il semble que l'on aurait pu maintenir cette différence en augmentant l'un et les autres d'une même somme.

Ainsi la hiérarchie sacro-sainte aurait été respectée quant au quantum et ce n'est qu'au pourcentage. Et si certains chefs n'y avaient pas trouvé leur compte, la justice, elle, y aurait trouvé le sien.

Mais voilà M. « Salaires bloqués »

Les crimes de la Phalange n'ont pas de bornes, le régime de Franco s'avère de jour en jour plus cruel. Les hommes libres en Espagne sont la proie recherchée et convoités des mercenaires au service des autorités.

La ville de Cadix est en émoi. Les succès sanglants qui se sont déroulés dans la vieille prison moyennageuse, sont des symptômes alarmants pour les combattants qui luttent pour la libération du peuple espagnol.

Dans cette ville où jadis les libertés publiques furent apremment défendus par des hommes comme Fernin Salvochea, la terreur règne comme aux jours sombres de l'Inquisition.

Des voix angoissées par la douleur s'élèvent de l'enceinte de cette infernale prison. Elles annoncent au monde civilisé que la liberté ne meurt pas. Qu'il y a des hommes qui savent mourir pour la défendre.

Les emprisonnés préparent une fugue. Mais malheur au traître ! Un indigne mouchard avertit la direction de la prison.

Le 7 août, à midi, la cellule de Cristobal Vega, militant de la C. N. T. est perquisitionnée. Il y fut trouvé des exemplaires de la presse clandestine et quelques travaux plantant les méthodes de la lutte.

Les emprisonnés, voyant le danger imminent que l'insolite perquisition occasionnerait à l'organisation de l'extérieur, du danger qu'encourraient des milliers de travailleurs, se ruèrent sur le gardien au moment où il savourait le fruit de sa pousse.

Tous les documents furent repris des mains de celui qui lâchement les avait pris.

Ceci a été le prologue d'une tragédie.

Tous les emprisonnés antifascistes ont été soumis à des traitements d'une cruauté inouïe. Les corps de centaines d'hommes sont lacérés par les tortures. Le spectacle est horrible, nous dit un survivant.

Les murailles sont rouges de sang. Des lambeaux de chair pendent au pan des murs des cellules. Un enfer dantesque, telle est la vision de la prison de Cadix.

Au milieu de cette boucherie préméditée, une voix agonisante se fit entendre : Œil pour œil, dent pour dent.

Ce cri déchirant prenait écho, et en ce même instant, ne pouvant plus résister les martyrs Cristobal Vega, Alvarez mettait fin à ses jours.

Ne pouvant se défendre, il a préféré mourir. Mais nous pensons que son exemple sera suivi. Que dans le monde des hommes aussi courageux sauront faire justice, du moins exiger que la barbarie cesse en Espagne.

On dira que les gardiens ont la tête brisée, que leurs côtelettes sont déchiquetées, c'est exact. En état de légitime défense, les emprisonnés se sont défendus comme des lions, en mordant, comme ils ont pu. Dans l'inégalité de combat, leur bravoure s'est imposée.

Mais maintenant les représailles seront terribles. La vie de ces hommes est en danger. Pour les sauver les travailleurs doivent mobiliser toutes les ressources de solidarité : Protestation au travail, grève perdue sur le tas, manifestations dans les rues, manifestation à la tribune.

La solidarité par dessus les frontières ne doit pas être un vain mot. Prolétaires, debout contre les atrocités de Franco !

Il faut que le monde sache que tous les gardiens de la prison de Cadix prennent service avec la boutonnière garnie de l'insigne de Phalange.

Il est évident que la Phalange conduit la répression.

La Confédération Nationale du Travail d'Espagne s'adresse à tous les travailleurs pour que la solidarité

te universelle se manifeste pour sauver les vies de leurs frères de Cadix et de toutes les prisons du régime de Franco.

Le Subsecrétariat de l'A. I. T., en Europe occidentale s'associe à cet appel en faveur des révolutionnaires espagnols. En conséquence, il demande une action forte contre les Nations qui soutiennent Franco.

Pour la liberté du peuple espagnol. Pour sauver la vie à des milliers d'hommes. Pour la dignité du monde civilisé, travailleurs arrêtez tout trafic avec l'Espagne !

Vive le Syndicalisme révolutionnaire ! Vive l'action directe !

Vive l'Association Internationale des Travailleurs !

La réaction franquiste redouble d'intensité

Peu sûr de son sort, Franco avait, pendant un certain temps, mis une certaine sourdine à sa répression. Mais depuis qu'il se sait soutenu par les Etats-Unis et l'Angleterre, il a recommencé ses exploits sanguinaires.

C'est par centaines, puis par milliers, que nos camarades espagnols sont arrêtés et, chaque jour, nous apprenons que certains des nôtres — souvent par dizaines — ont été condamnés à mort et exécutés.

Cette abominable répression qui égale en cruauté, avec l'hypocrisie en plus, le traitement infligé aux camarades italiens et allemands, ne semble plus, depuis 10 ans qu'elle dure, retenir l'attention des travailleurs des autres pays et de leurs organisations centrales et internationales.

C'est pourtant le moment, plus que jamais, alors qu'il suffirait peut-être d'une action rigoureuse, d'un geste courageux pour faire disparaître le régime abhorré, de se rappeler que l'Espagne gémit et meurt lentement, de privations et de misère sous l'étouffoir franquiste et d'aider, dans toute la mesure de nos forces et de nos moyens, nos amis espagnols à briser le carcan qui les étrangle et cette infâme dictature esclavagiste.

Que nos militants accomplissent à l'égard de la C. N. T. espagnole, le grand devoir de solidarité qui leur incombe ; que partout où ils sont appelés à faire acte de propagande, ils consacrent le temps nécessaire à l'exposé de ces faits.

Il faut que tout le monde sache que nos camarades Amador Franco et Antonio Lopez viennent de tomber sous les balles de sbires, au cours d'une mission d'organisation confédérale ; que d'autres, emprisonnés ou non, sont voués au même destin tragique, si nous n'agissons pas vigoureusement pour les sauver.

Travaillons tous à cette noble tâche et, dès que possible, par une action solidaire et vigoureuse, aidons nos camarades espagnols à se débarrasser de ce monstre de Franco et à conquérir leur liberté.

LA C. N. T.

més de sentiments révolutionnaires, un vibrant appel pour sauver d'une mort certaine Amador Franco et Antonio Lopez.

Deux héros, deux combattants qui font honneur à la Confédération Nationale du Travail d'Espagne et aux Syndicalismes révolutionnaires internationaux.

Ils sont tombés dans une lutte inégale contre les forces mercenaires du régime de Franco. Ils se sont défendus jusqu'à l'épuisement de leurs munitions pendant plusieurs heures. Poursuivis et assésés, sans munitions, ils ont été contraints à se rendre.

Une fois tombés aux mains de l'ennemi, ils ont été sauvagement torturés. Pendant quatre jours, ils ont été pendus la tête en bas et soumis aux plus cruels tourments des bourreaux de la police de Franco.

Avec un courage exemplaire Amador Franco et Antonio Lopez ont endurés les pires tortures. Pas un mot qui aurait pu compromettre l'œuvre de la résistance, la vie ou la liberté de ceux qui luttent pour la libération du peuple espagnol n'est sorti de leurs lèvres. Gloire à vous frères du grand combat libérateur des opprimés par tous les régimes ! Avec vous, qui aviez su cracher le mépris des hommes libres au visage des bourreaux du peuple espagnol, se rallient tous ceux qui aiment la liberté et qui sont disposés à la conquérir.

Syndicalistes révolutionnaires, antifascistes de tous les pays, permettez-vous que ces deux hommes succombent aux mains de Franco ?

Non ! Vous ne le permettrez pas. Votre dignité, l'amour à la liberté doivent agiter l'opinion mondiale pour sauver les deux camarades espagnols. Leur mise en liberté s'impose par l'action révolutionnaire des travailleurs.

Tous les moyens doivent être employés pour sauver la vie de ces deux victimes de Franco et de la Phalange, qui continuent à être torturés à la prison de Ondarrata.

Travailleurs, hommes de conscience libres, le peuple espagnol attend de vous le geste de solidarité qui mettra fin aux crimes du fascisme.

Le Secrétaire du bureau de l'Europe Occidentale de l'A.I.T.

Permanences, convocations, communications

2° REGION REGION PARISIENNE

La permanence (22, rue Ste-Marthe, Métro Belleville) est ouverte tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 h. 30. Le dimanche de 9 heures à 12 heures. Les camarades y trouveront les renseignements dont ils auraient besoin. Les adhésions et cotisations y sont reçues.

Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours. Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30. Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.

Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et Jeudi de 18 à 19 h. 30. P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30. Livre, Papier, Cartons, Textile, Alimentation : Mercredi et Vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Produits chimiques, Cuirs et Peaux : Samedi de 15 h. à 18 h. Intercorporatif : Tous les jours.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX DE LA REGION PARISIENNE

Métallurgistes attention ! Une importante assemblée générale d'information, se tiendra le Dimanche 13 Octobre, à 9 heures du matin, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, (Métro Fabien).

Tous les militants des sections d'entreprises et les syndiqués, se feront un devoir d'assister à cette réunion ou de sérieuses décisions, doivent être prises.

N.-B. — Les camarades métallurgistes sont avisés que l'augmentation des salaires a fait un devoir à la dernière assemblée générale de réviser les taux de cotisations. En conséquence, la cotisation mensuelle est portée à 40 fr. pour les salariés au-dessus de 50 fr.

COMITES INTERSYNDICAUX 15° ARRONDISSEMENT

Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers. Les camarades du 15° sont invités à se faire connaître, au siège de l'U. R.

20° ARRONDISSEMENT

Permanence tous les jours de 18 h. 15 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville. Chez Gatti.

ARGENTEUIL Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GOUSSAINVILLE

Permanence les 2° et derniers dimanches du mois, de 10 h. à 12 h., Hôtel de France, Goussainville.

3° UNION REGIONALE DIJON

Réunion tous les jeudis à 20 h. 30, Café de l'Union, Place des Cordeliers à Dijon. Permanence les mardis et vendredis même endroit de 18 h. à 19 h. 30.

4° REGION CLERMONT-FERRAND

Pour la C. N. T., s'adresser 37, rue G. Clemenceau.

5° UNION REGIONALE BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6° UNION REGIONALE TOULOUSE

Permanence tous les jours de 18 h. à 19 h., Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard.

Tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., au siège, 71, rue du Taur.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE TOULOUSE ET DE LA REGION

71, rue du Taur, Toulouse Conseil syndical : réunion les 1° et 3° dimanches du mois, à 9 h. 30.

Assemblée générale : les 4° dimanches du mois, à 9 h. 30.

Au siège, 71, rue du Taur. Permanences tous les jours, de 18 h. à 19 h., 2, rue St-Bernard ; les dimanches matin, de 10 h. à 12 h. au siège, 71, rue du Taur.

8° UNION REGIONALE BORDEAUX

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., Bureau 21, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande.

LIBRAIRIE

A toutes les permanences, l'on trouve livres, brochures, journaux. Pour tout ce qui concerne la librairie, l'on peut s'adresser aux permanences ou à Pirabe, 66, rue Moudenard, Bordeaux.

SYNDICAT DU BATIMENT

Permanence le vendredi, de 21 à 23 h. ; le dimanche, le 10 à 12 h. Ancienne Bourse du Travail, rue de Lalande.

9° UNION REGIONALE LA ROCHELLE

S'adresser : 1, rue de l'Evêscot.

LIMOGES

Les organisations sont en formation. Dans le prochain n° de L'A. S., les jours, heures et lieu de permanences seront indiqués.

10° UNION REGIONALE NANTES

Réunion Générale le 1° dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.

LAVAL : Permanence le samedi de 20 heures 30 à 22 heures, Bar Rennais, rue des Béliers à Laval.

LAVAL : Permanence de 20 h. 30 à 22 h. Bar Rennais, rue des Béliers, Laval.

13° UNION REGIONALE LILLE

Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, pour les syndicats suivants : Métaux, Textile.

INTERCORPORATIF

Pour l'envoi de fonds, utiliser le chèque postal. Octave Duhamel, 19, rue Fougère-Léon, Marq-en-Barwul, C. P. Lille, 1523-03.

VALENCIENNES

33, rue des Récollets.

ROUBAIX

63, rue d'Avelghem.

AULNOYE

S'adresser au camarade Oriel Serge, 11, rue Gabriel-Péri.

17° UNION REGIONALE LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 18 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 66, rue de St-Jean au fond de la cour, 1° étage.

19° UNION REGIONALE MARSEILLE

Dimanche 13 octobre, à 9 h., Artistique-Bar, Cours Joseph-Thierry, conférence sur le mouvement ouvrier de 1848 à nos jours, par le camarade Marcial.

Permanence : tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 h., et le dimanche de 9 h. à midi (adhésions, cotisations, renseignements. Artistique-Bar, Cours Joseph-Thierry.

AVIGNON

Permanence du Syndicat des Employés d'Avignon tous les mardis de 18 à 19 heures ; samedis, de 10 à 20 h. 30 ; dimanches, de 10 à 12 heures.

Pour les ouvriers boulangers : mardi et dimanche. Bar de l'Hôtel de Ville, salle du bar.

22° UNION REGIONALE ALGER

Permanence : Bar de la Cigogne (Arrêt Nelson), le mercredi de 19 à 20 h. ; dimanche matin de 10 à 12 h.

Le Gérant : Eugène JUREL, Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

La C.G.T. entrave la liberté du travail

Depuis un certain temps déjà, des cas d'entrave à la liberté du travail se multiplient sur les chantiers du bâtiment dépendant de la C. G. T., où travaillaient également des ouvriers adhérents à la C. N. T.

Chassés à coups de pierre, attaqués en force par des fanatiques, nos adhérents ont souvent dû quitter ces chantiers pour éviter des incidents tragiques entre travailleurs.

Devant cette situation, nos camarades de la Fédération ont néanmoins décidé de réagir et, au besoin, de s'en prendre aux responsables eux-mêmes.

Mais avant d'en arriver à cette éventualité, ils décidèrent de demander une entrevue à ceux-ci et se rendirent à la Bourse du Travail de Paris le lundi 25 septembre pour mettre les choses au point.

Bien que notre délégation ait été avisée par téléphone qu'elle était attendue pour examiner cette affaire, elle fut, dès son arrivée, attaquée par une bande d'énergumènes qui n'était là que pour cette tâche.

Nos camarades répondirent de leur mieux, mais inférieurs en nombre, ils durent quitter la place devant un guet-apens prémédité.

Cette façon d'agir, qui a pour but de forcer nos camarades à adhérer à la C. G. T. et à quitter la C. N. T., est devenue aujourd'hui une ligne de conduite à l'égard de nos éléments.

Aux produits chimiques par exemple, c'est le secrétaire fédéral lui-même qui préconise cette action et, comme par hasard, celle-ci s'exerce d'abord contre les éléments étrangers de la C. N. T. et notamment, contre nos amis espagnols, qualifiés par les communistes d'anarche-trotskyistes et autres aménités du même ordre. Ces camarades sont même menacés d'être refoulés chez Franco, ce qui constitue un crime de plus dont nous demandons compte.

Quand de telles méthodes s'exercent contre des travailleurs français, elles constituent une très vilaine action, mais quand elles touchent des travailleurs étrangers sans défense, elles constituent un véritable crime.

Il nous suffira pour le prouver, de reproduire ici les paragraphes de la Constitution qui traitent de ces questions.

Préambule proclamant les droits économiques et sociaux. — « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses croyances ou de ses opinions. »

« Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix. »

« Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. »

Ce n'est pas nous qui avons proposé et fait voter le texte ci-dessus. Ce sont les amis de ceux qui veulent priver de leur travail et, partant, de leur moyen d'existence, nos camarades.

Eh bien ! pour une fois, nous allons faire appel à leur propre légalité et en exiger le respect.

« SI TOUT HOMME PEUT DEFENDRE SES DROITS ET SES INTERETS PAR L'ACTION SYNDICALE ET ADHERER AU SYNDICAT DE SON CHOIX » nous voulons que ce texte ne soit pas simplement une clause de style pour la galerie, mais une réalité tangible et nos organisations et adhérents demanderont à la Justice bourgeoise de le rappeler à la Fédération du Bâtiment de la C. G. T. et à ses adhérents lesquels n'ont jamais hésité à utiliser cette voie dans le passé.

Tout cela est la preuve que la C. N. T. commence sérieusement à les gêner.

Ce n'est que le commencement, pourtant, et ils peuvent être assurés que cela n'est rien auprès de la gêne qu'ils éprouveront d'ici quelque temps.

Que tous nos adhérents et nos syndicats réagissent comme nous le recommandons ! les adhérents en attaquant devant les tribunaux, les syndicats en se portant partie civile.

Des renseignements précis leur parviendront à ce sujet, après consultation d'avocat. — LA C. N. T.

Coups de patte

ENTRE PARTIS FRERES...

Nous relevons dans le quotidien de la S. F. I. O., cet extrait d'un discours prononcé par l'honorable M. Croizat, sénateur notaire et Ministre du Travail du tripartisme, lors de l'inauguration de la Foire de Marseille.

« Cette collaboration de la classe ouvrière et du patronat nous permet d'envisager l'avenir avec confiance. »

Et le journal du « Parti frère » ajoute gentiment : « Nous croyions, nous, naïvement, que l'avenir c'était, pour nos amis communistes, l'abolition du patronat... »

« Ils sont aimables entre eux les Partis frères ! »

A QUI LE TOUR ?

Comme si les cellules staliniennes et les amicales d'entreprises socialistes ne suffisaient pas pour diviser les travailleurs. Voici qu'apparaissent d'autres champions de la politique en sein des entreprises.

C'est ainsi qu'un tract a été récemment distribué à la Caisse Centrale de Sécurité Sociale à Paris, annonçant la création d'un « Cercle d'études sociales » et signé par des cellulars et des amicalistes.

Ce tract prenant hypocritement à parti les syndicalistes politiques et anti-politiciens de l'établissement, nous comprenons aisément le jeu qu'entend jouer ce cercle de l'encerclément !

Pour l'intensification de la propagande

POUR UNE C. N. T. PUISSANTE participez à la **Souscription permanente**

Sommes reçues du 11 sept. au 2 octobre 1946

- Groupe espagnol de Veniseux, liste n° 163 : 1.205 fr. —
 - Guilloré René (Souche) : 40 fr. —
 - Cuir et Peaux (Paris), liste n° 208 : 270 fr. —
 - Alvarez (La Plaine St-Denis), liste n° 205 : 1.155 fr. —
 - Permanence Paris, liste n° 207 : 943 fr. —
 - Chrysoptome (Pantin) : 50 fr. —
 - J.-B. Théron (Puch d'Agenais) : 50 fr. —
 - Mirande (Toulouse), liste n° 184 : 1.235 fr. —
 - Brun Marius (Marseille) : 10 fr. —
 - Malines (Nantes) : 21 fr. —
 - Lafont Benony (Alissas) : 50 fr. —
 - Braconnier (Almenèches) : 50 fr. —
 - Otéza José (Paris) : 1.000 fr. —
 - Permanence Paris, liste n° 209 : 706 fr. —
 - Cussac (Le Havre) : 190 fr. —
- Total général de la présente liste : 6.975 fr.

Chez les travailleurs de l'Etat

Il existe une catégorie de salariés particulièrement déshérités, ce sont les travailleurs de l'Etat. Ceux-ci, qu'il ne faut pas confondre avec les fonctionnaires, comprennent les ouvriers, employés, techniciens des Etablissements de l'Etat : poudreries, arsenaux, établissements militaires, services divers, rattachés aux ministères de l'Armement et la Production industrielle.

Rétribués à un taux de salaire, nettement inférieur à ceux en usage dans l'industrie privée, pour les mêmes catégories, ils ne jouissent, non seulement d'aucun avantage accordé aux fonctionnaires, mais, n'ont même pas les mêmes droits que les travailleurs de l'industrie et du commerce, notamment en ce qui concerne la stabilité de l'emploi.

Embauchés dès leur entrée en fonction comme auxiliaires, ils ne seront titularisés que de longues années après et au gré et bon vouloir de leurs chefs, et quels sont souvent les chefs qui les commandent ? des militaires brutaux ; comme dans les casernes, ils se trouvent soumis aux fantaisies et brimades de ces « naphthalinards », adjudants et officiers de carrière. En juin 1940, ceux-ci après avoir pris les premiers le chemin de l'exode vers le midi, se sont fait, d'abord, sous l'occupation, les pires valets de Vichy. Serviteurs zélés du maréchal Pétain, qui les avaient rendus à la vie civile avec de nombreux avantages, ils sont devenus après la Libération, les admirateurs du général de Gaulle, sur le compte duquel ils avaient déversé auparavant, les pires injures : ils sont arrivés ainsi à pouvoir réendosser leur uniforme, la plupart du temps avec un galon de plus, et peuvent se permettre de défiler crânement dans la rue, et ouissent surtout de nombreux avantages : rations alimentaires beaucoup plus fortes que les civils, ration supplémentaire de tabac, réduction de 75 % sur les chemins de fer, automobiles mises gratuitement à leur disposition, assez souvent, logement gratuit, etc...

Les travailleurs de l'Etat, auxiliaires, peuvent être licenciés avec 15 jours de préavis, à la fantaisie de ces messieurs ; ils n'ont pas le droit de demander justice devant

les Conseils de prud'hommes, comme les travailleurs de l'industrie privée. Les employés et techniciens, n'ont pas la possibilité, non plus, d'obtenir la petite gratification de fin d'année, souvent accordées dans la plupart des entreprises.

Les cantines des Etablissements de l'Etat sont souvent insuffisantes, certaines, même, sont affreuses, comme c'est le cas, par exemple, à la direction des Poudres, et Services chimiques de l'Etat, au quai Henri IV, où pendant longtemps le repas de midi se composait de : un potage à l'eau, légumes bouillis à l'eau, deux biscuits américains moisés, comme dessert, les meilleurs crus du château La Pompe, comme boisson ; ni vin, ni viande ; et dire que pendant ce temps-là, l'armée ne savait que faire de ses conserves et de son vin, gaspillait souvent des denrées sans profit pour personne.

L'organisation syndicale des Travailleurs de l'Etat, dont les dirigeants sont des gens tout dévoués aux camarades Marcel Paul et Tilton, qui ont dans leurs attributions le fonctionnement de ces Etablissements, se soucie fort peu du sort de ces catégories particulièrement déshéritées de travailleurs, accepte sans broncher les décisions de guiléri de assemblées syndicales, l'Etat-patron, néglige la tenue régulière de faire entendre la voix légitime de leurs syndiqués.

Travailleurs de l'Etat ! vous laissez-vous plus longtemps exploiter sans vergogne ! Chassez de vos organisations syndicales les traitres qui, grassement payés, se moquent de vous.

Par l'action directe, et par tous les moyens, y compris la grève générale, luttiez pour obtenir d'abord les mêmes avantages que vos frères de l'industrie privée : Salaires équitables, droit d'attaquer vos exploiters devant les Conseils de Prud'homme, cantines et coopératives gérées par une commission élue par vous, gratifications de fin d'année. Entrez dans les rangs de la nouvelle Centrale syndicale révolutionnaire, la C. N. T. qui lutte en dehors des politiciens véreux, pour l'émancipation totale des Travailleurs.

MENDICITE PAS MORTE

« L'aumône abaisse celui qui la donne et avilit qui la reçoit. »

Partant de cette belle maxime, que l'on pourrait reprendre sous la forme « Je donne de la main gauche, une minime partie de ce qu'a volé la main droite », les autorités avaient pris des arrêtés interdisant la mendicité, et c'est sans doute pour cela que l'on voit aux entrées et couloirs du Métro, entrées d'églises, places publiques, cafés et autres lieux où pulluler les bons vieux en quête de quelque pièce de monnaie pour arriver à se sustenter.

Il est une autre forme de mendicité aussi répugnante sinon plus — peut-être et avoir des degrés ? — c'est le pourboire.

Le pourboire d'après la définition du Larousse est une gratification en plus du salaire. Mais la conception du pourboire n'est pas cela d'après les patrons et l'Etat : C'est une partie ou tout le salaire, ou le patron le compte car dans les corporations travaillant au pourboire, ils savent faire remarquer que si le fixe garanti est minime ou nul, les pourboires sont

abondants. L'Etat le considère comme salaire puisque comme celui-ci il subit les retenues pour les assurances sociales, l'impôt cédulaire et est frappé de l'impôt sur le revenu ; mais ce qui nous occupe aujourd'hui c'est le côté immoral du pourboire.

Ne vous est-il pas arrivé, à vous lecteurs, de vous faire dévisager et parfois même tutoyer par certaines placeuses de salles de spectacle parce qu'elles jugent que la pièce que vous leur avez glissée dans la main n'est pas assez grosse pour le service rendu, service qui consiste à prendre le billet des mains du contrôleur, à vous accompagner jusqu'à votre place et à vous rendre le billet, n'avez-vous jamais remarqué comment elles sont rogues avec l'enfant dont la maman ne lui a remis que l'argent nécessaire pour payer sa place. Car il faut le dire elles ne travaillent qu'au pourboire, or j'estime que du moment que j'ai payé ma place, rien ne m'oblige à payer le personnel de l'établissement, ou alors je conçois qu'on m'a fait un prix au rabais et à moi de le parfaire, d'où l'instinct de donner de peu et de voler par conséquent la placeuse. Avez-vous remarqué au coiffeur comment le salonier ou la coiffeuse vous accompagnent jusqu'à la caisse, vous aident à mettre votre manteau en hiver, ou vous offrent votre couvre-chef, et sur cette caisse avez-vous remarqué qu'il y a toujours une brosse à reluire pour enlever les poussières que vous avez sur votre veston, tout cela uniquement pour s'occuper en attendant que vous ayez reçu la monnaie et que vous leur en laissiez choir un peu dans la main, mais si votre générosité n'est pas très grande, vous voyez immédiatement le sourire se figer sur les lèvres, vous n'aurez pas droit à la courbette et on ne se dérangera pas pour vous ouvrir la porte, mais quelquefois vous aurez droit à une réflexion pas très agréable. Il en est de même au café, au restaurant, chez vous, c'est le facteur, le petit téléphoniste, les boueux. Les boueuses, épiciers, charcutiers qui vous livrent à domicile, en un mot dans tous les actes de votre vie vous devez payer d'abord et donner ensuite le pourboire.

Eh ! bien je suis contre tout cela. Vous, ouvriers des professions que je viens d'énumérer et de celles que je ne nomme pas, sachez qu'effectuant un travail vous avez droit à une juste rémunération, mais qui doit vous payer c'est l'employeur, c'est le patron ou gérant de l'établissement qui vous emploie, assez de courbettes, assez de platitudes, ayez le courage de vos droits et sachez les faire respecter, et non tendre la main pour recevoir une aumône. Et vous usagers, ayez le courage de dire : « J'ai payé le prix affiché et j'ai le droit à certaines obligations, sans que je m'abaisse à faire l'aumône, et sachez la refuser. »

Consommateurs, usagers, ouvriers, tous unis pour faire triompher nos droits et faire disparaître ces tares d'un régime qui n'est pas le nôtre.

ARGUS ET LE REBELLE.

Diffusez la littérature syndicaliste

SERVICE DE LIBRAIRIE
22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)

Pour les commandes et envois de fonds, s'adresser à Doussot (René), 9, av. de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e) C. C. P. 5046-35 Paris

NOS LIVRES

	Au Siège	France
L'Ethique du Syndicalisme (Pierre Besnard)...	45	51
L'Entr'aide (P. Kropotkine).....	100	109
La Douleur Universelle (S. Faure).....	30	39
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric).....	30	36
Les Joyeusetés de l'Exil (Malato).....	30	39
Les Bourses du Travail (F. Pelloutier).....	120	126
Fernand Pelloutier (M. Pelloutier).....	30	36
Force et Matière (L. Buchner).....	100	109
Le Manifeste Communiste (J. Molitor).....	60	69
Histoire du Socialisme en France (P. Louis).....	150	156
L'Evolution, la Révolution et l'Idée Anarchique (E. Reclus).....	30	36
Dieu et l'Etat (Bakounine).....	20	28
L'Anarchie (P. Kropotkine).....	25	29
La Liberté de la Conception (Dr Marchal).....	90	96
Le Calendrier Médicis (Indispensable avec le livre La Liberté de la Conception).....	30	33
Les Bandits Tragiques (V. Méric).....	25	31
Histoire du Mouvement Maknousté (Archimoff).....	80	86
Liberté et meneurs de jeu (M. Dubois).....	35	39
Le Curé de Bourgogne (L. Théners).....	60	66
Joselyne et son Millon (P. V. Berthier).....	35	39
Le Sauveur (L. Théners).....	25	31
Correspondance (Elysée Reclus) :		
Tome 1.....	150	159
Tome 2.....	150	159
Manque le tome 3 (en réimpression).....		
Qu'est-ce que la Propriété ? (Proudhon).....	110	125
La Vie Ardente et Intrépide de Louise Michel (F. Planche).....	120	126
L'Origine des Espèces (Darwin).....	220	239

NOS BROCHURES

De Pierre Besnard : Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (Rapport au Congrès International Anarchiste de 1937).....	2	3
Le Problème des Salaires (de Sébastien Faure).....	6	9
Propos d'un Educateur.....	5	7
La Question Sociale.....	5	7
La Liberté.....	5	7
Réponse aux Paroles d'une Croquante.....	5	7
Nous voulons la paix.....	10	12
L'Orateur Populaire.....	5	7
Les Crimes de Dieu.....	5	7
Les douze Preuves de l'Inexistence de Dieu.....	10	12
Deux Martyrs : Sacco et Vanzetti.....	5	7
Propos Subversifs (12 Conférences), chaque Brochure.....	10	12
De Kropotkine : L'Etat, son rôle historique.....	10	12
Aux Jeunes Gens.....	5	7
Le Gouvernement Représentatif.....	5	7
La Guerre, les Minorités Révolutionnaires, l'Ordre.....	5	7
Communisme et Anarchie.....	5	7
Les Prisons.....	5	7
La Prochaine Révolution et les Droits Politiques.....	5	7
Les Endormeurs (de Bakounine).....	5	7
L'Anarchie et l'Eglise (d'Elysée Reclus).....	5	7
Tu ne tueras Point (de Tolstoï).....	5	7
L'Anarchie (de Malatesta).....	10	12
Pourquoi nous sommes antimilitaristes (de Mo-Qu'est-ce que le Proletariat).....	5	7
riat (de Lashort).....	5	7
Pour la Justice Economique (de Barbedette).....	5	7
La Politique et les Politiciens.....	10	12
Sur le Chemin du Retour (de C. Berthel).....	15	17
La Paix Chimique (de Ch. Mochet).....	10	13
Les Libertés et le Problème social (du Mouvement Libertaire).....	20	23
Les Anarchistes et l'Activité syndicale (du Mouvement Libertaire).....	15	17
Ce que veulent les Anarchistes (de Tenars).....	5	7
Le Syndicalisme Révolutionnaire (de Griffuelhes).....	10	12
Où va la C. G. T. (de Monatte).....	10	12
A. B. C. du Syndicalisme (de G. Yvetel).....	10	12
Ce Qu'est le Syndicalisme Révolutionnaire (de P. Lapeyre).....	1	2
Le Syndicalisme et l'Etat (de E. Rotoï).....	10	12

Pour tout envoi recommandé joindre 5 francs en supplément

En raison des frais élevés d'expédition, le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.

DANS NOS RÉGIONS

LA C. N. T. ...DEMARRE A LIMOGES ET...

Profitant de la venue à Toulouse d'un délégué confédéral, les camarades de Limoges organisèrent, au pied levé, une réunion d'information.

Devant l'importance de cette dernière, assez nombreux furent les camarades qui se déplacèrent pour y assister.

Le délégué confédéral fit connaître le processus de la C. N. T., depuis sa naissance jusqu'à ce jour.

Cet exposé fut écouté attentivement, et nombreuses furent les questions posées, auxquelles il fut répondu.

Il apparaissait nettement qu'une équipe planait sur nos camarades, équipe qui ne permettait pas un démarrage sérieux du mouvement C. N. T. à Limoges.

La réunion a permis la clarification de tous les points obscurs et, dès maintenant, nos camarades sont décidés à mettre les bouchées doubles.

Nous connaissons leur attachement au syndicalisme révolutionnaire et ne doutons pas un seul instant que Limoges verra bientôt un redressement sérieux du syndicalisme par l'influence que va prendre la C. N. T.

...S'IMPLANTE A BAGNEUX-SUR-LOING

Petite localité de Seine-et-Marne, Bagnaux-sur-Loing est cependant importante par son industrie : celle du verre.

Plusieurs firmes possèdent les usines, mais, en fait, la Société Saint-Gobain les domine. Les directions sont de celles dont l'arrogance n'est pas le moindre défaut. Aussi certaines catégories de travailleurs ont-elles des salaires de famine et, bien entendu, le syndicat C. G. T. s'en moque, comme du syndicalisme, d'ailleurs.

C'est devant cette carence qu'un noyau de camarades fit appel à la C. N. T., afin de venir exposer sa composition, ses moyens d'action, ses buts.

Une réunion s'est tenue le mercredi 2 octobre. Si le nombre de travailleurs présents ne fut pas plus important, c'est qu'un travail souterrain fut accompli par les démocrates syndicaux, afin de saboter la réunion.

L'auditoire fut attentif à l'exposé des délégués qui exprimèrent clairement ce qu'est la C. N. T.

Un jeune apprenti contre-dictateur, s'essaya à justifier la position de la C. G. T. Il fut vertement remis en place et il lui fut indiqué qu'un peu plus d'expérience lui permettra de juger le syndicalisme d'une autre façon.

Après explication de différents auditeurs, les camarades décidèrent la constitution d'un syndicat C. N. T.

Nous avons trouvé dans ce petit coin de sérieux camarades décidés à travailler activement au développement du syndicalisme et, partant, de la C. N. T.

Nous reviendrons, d'ailleurs, sur la situation faite aux travailleurs de l'industrie du verre dans cette région.

LES VOYAGEURS.

LES GREVES DU NOYARD

Grève des charbonniers et grève des transports dans le cours de ce mois. Pour cette dernière, il y eut des chasses aux renards. Bravo !

Maintenant, grève des frontaliers, grève générale des finances. L'une après l'autre les corporations déposent leurs cahiers de revendications et entrent dans la danse. Inévitable préparation pour un mouvement plus ample, mieux ordonné et qui nous amènera à la grève générale révolutionnaire et expropriatrice.

Préparons-nous individuellement et collectivement, ne nous laissons pas prendre au dépourvu.

BOYAUX ROUGES ET GUEULES NOIRES

« On n'est jamais mieux trahis que par les siens », dit un vieil adage. Le discours de Robert Lacoste, prononcé le dimanche 15 septembre, à Harnes, confirme cette vérité élémentaire.

« ... il ne faut pas que les honnêtes nationales deviennent la chose d'un parti politique... » Tiens, tiens, voilà un bel argument pour les anti-parlementaires. Mais il y a mieux :

« ... Si elles ne servent qu'à donner à ce parti la possibilité d'entretenir des dîners et des dizaines de permanents, et qu'à mettre à sa disposition des fonds et des moyens de manœuvre considérables, la nationalisation sera brisée par l'ensemble de la nation... » Voilà des paroles que nous n'oublierons pas de citer, pour les actionnaires des grandes compagnies et pour un tas de marchands de moutarde, en vérité, mes camarades, je ne vois pas en quoi consiste le progrès social. Surtout s'il s'agit de maintenir en place des Joanny Thomas à la Direction des Houillères nationales, lequel Joanny Thomas, après avoir été le serviteur zélé de Hitler, est devenu celui du Parti communiste. (Nord-Matin, 18 sept.)

Mais alors, citoyens, pourquoi continuez-vous à prôner les nationalisations ?

Il faut socialiser les moyens de production et d'échange et toute l'économie... et cela par l'inévitable Révolution sociale. En attendant, venez grossir les rangs de la C. N. T. anti-politicienne et véritablement syndicaliste.



Capitalisme et économie dirigée

Les contradictions du régime capitaliste ne sont plus à prouver. L'impossibilité pour un tel régime de satisfaire aux plus simples et légitimes aspirations des travailleurs fut démontrée depuis trop longtemps et par des plumes assez autorisées pour qu'il n'y ait, semble-t-il, pas nécessité d'y revenir.

Et cependant, aussi paradoxal que cela paraisse, les partis politiques qui prétendent se revendiquer de la classe ouvrière se vantent de pouvoir organiser au sein de ce régime une prétendue économie dirigée, dont le dirigeant serait axé au bénéfice des classes laborieuses. Ils appellent cela « économie dirigée » une transformation sociale et dans le but de démontrer la valeur de leurs cogitations ils battent bruyamment du tambour à l'occasion de toutes leurs divagations parlementaires.

Les difficultés chaque jour croissantes avec lesquelles les travailleurs sont aux prises contredisent tous leurs battements et apportent une preuve surabondante de l'incompatibilité qui existe entre tous régimes capitalistes et l'intérêt des salariés.

Le profit étant dans l'actuel régime social le seul moteur qui commande toutes les manifestations d'activité des individus qui détiennent les moyens de production, il est évident qu'à moins de les déposséder, on ne peut espérer obtenir de leur égoïsme qu'ils consentent à mettre ces moyens de production au service de la collectivité.

Limiter leurs profits ? Il n'y faut pas songer alors que tous leurs efforts tendent au contraire à les augmenter en créant, au besoin, la disette de façon à permettre la hausse des prix.

Établir des taux limités des trop fameuses « marges bénéficiaires » ? Contrôler les prix de vente par rapport aux prix de revient ? Autant de formules qui peuvent peut-être, pendant un certain temps, en mettre plein la vue aux pauvres prolétaires, mais dont ceux-là même qui s'en font les propagateurs, connaissent la non valeur.

Il est prouvé qu'aucun gouvernement capitaliste n'est en mesure d'obliger les gros producteurs terriens et tous les mercantis à livrer leurs produits à la consommation ou à intensifier leur production lorsqu'ils estiment ne pas gagner assez.

Qui ne voit le ridicule de ces politiques qui tous les jours font appel au bon cœur des gros agrariens pour qu'ils livrent leurs récoltes à la consommation. Ces appels recueillent si peu d'échos que les gouvernants en sont réduits à promettre des primes spéciales de prompt livraison.

Ces primes, qui les paient ? Les assujettis à l'impôt et en premier lieu les travailleurs, puisqu'ils sont les seuls à ne pouvoir tricher sur leurs impositions.

A qui profitent-elles ? Aux seuls exploitants agricoles qui immobilisent les entreprises de battages dans leurs exploitations pendant des temps records, alors que les paysans petits récoltants ne peuvent battre que longtemps après.

Les denrées abondent cependant, ceux qui possèdent de larges moyens d'existence, ceux qui entassent dans leurs coffres les signes monétaires provenant de la sueur de leurs esclaves modernes, peuvent se nourrir grassement et se vêtir somptueusement. On trouve de tout au marché noir : pain blanc, pâtisserie fine, beurre, sucre, café, viande de choix, vins et liqueurs ; vêtements de drap anglais, linge fin, chaussures, essence, etc...

Pendant ce temps les travailleurs peuvent difficilement et chichement subvenir aux besoins de leur famille et les vieux travailleurs et petits retraités doivent se contenter de la soupe populaire et grelotter dans des logements sans feu.

L'actuel ministre du Ravitaillement qui s'était si légèrement engagé à supprimer le marché noir n'a trouvé d'autres moyens, pour ce faire, que de porter les prix du marché officiel aux mêmes taux que ceux du marché parallèle ! Ce qui a pour résultat de rendre encore plus difficile les possibilités d'existence des petites bourses !

Et les nationalisations ? Quel battage n'a-t-on pas fait autour de ces prétendues remises à la collectivité de certains moyens de production ? Il semble bien que ceux-là même qui vivent l'expérience se rendent compte du peu de sérieux de ces réformes. L'exploitation des entreprises « nationalisées » ne s'avèrent-elles pas aussi dispendieuses que précédemment, il apparaît bien que les « nationalisations » n'ont eu pour résultat que l'enrichissement des sociétés anonymes et de leurs tenants par le jeu des trop fameux « rachats ».

En fait on a réussi à déconsidérer aux yeux du public l'idée véritable de nationalisation et c'était sans doute là le but véritable des politiciens de toutes obédiences qui s'accrochent assez bien du régime capitaliste au sein duquel ils peuvent jouer leur jeu et piper les suffrages des mécontents et des malheureux à la glu de leur démagogie.

Les récentes augmentations de salaires sont largement dépassées par la montée en flèche de tous les prix. Là encore les moins clairvoyants parmi les salariés sont obligés de constater que toute cette affaire ne fut que bluff et démagogie.

Jusqu'à fin mai 1946 aucune augmentation de salaire n'était admise, c'était le blocage cher à M. Croizat. A la veille des élections de juin, la C. G. T. — pour faire le jeu des communistes — lança le slogan des 25 %. Puis ce sont les palabres interminables avec le patronat, les déclarations tapageuses du sieur Hénaff, leur dément, les manifestations bien orchestrées qui ont lieu le soir après la journée de travail pour ne pas gêner la production ! Et pendant ce temps les exploitateurs pouvaient tran-

quillement adapter leurs prix de façon qu'avant même qu'aucune augmentation ne fut fixée, tous les produits nécessaires à la vie avaient déjà fait un nouveau bon.

Le blocage des prix ? La plus belle duperie des politiciens actuellement au pouvoir. N'a-t-on pas vu nos gouvernants donner le ton au patronat en procédant à une hausse générale de tout ce qui dépend du secteur contrôlé par eux : gaz, électricité, transports, etc... Comment après cela oser encore parler de bloquer les prix ?

Ainsi donc, il est prouvé, surabondamment prouvé, qu'il est impossible d'imposer une économie dirigée en régime capitaliste, à moins que le dirigisme ne tende à renforcer les privilèges des exploitateurs.

Les travailleurs doivent comprendre qu'ils ne peuvent rien obtenir de sérieux tant qu'ils lieront leur sort à la politique des partis. Ceux-ci n'ont en vue que leur campagne électorale, et si parfois leur intérêt coïncide avec celui de la classe ouvrière, ce ne peut être qu'accidentel.

Un syndicalisme de classe placé nettement au-dessus et en dehors de la politique, débarrassé de tous soucis électoraux et n'axant son action que dans le seul intérêt des travailleurs, peut seul travailler utilement pour l'émancipation économique et sociale du prolétariat.

Congrès constitutif de la C. N. T.

Le congrès constitutif définitif de la C. N. T. est convoqué pour les 7, 8 et 9 décembre 1946, à Paris, salle Susset.

Nos syndicats sont priés d'en prendre bonne note et de nous dire le nombre de leurs délégués pour lesquels nous devons retenir des chambres et assurer les repas.

Nous insistons pour avoir ces renseignements le plus rapidement possible afin que nous puissions en plus faire les démarches nécessaires auprès de la S. N. C. F. pour obtenir les réductions sur les prix des voyages.

La Commission d'Organisation.

Pour la tombola A chacun son carnet

La croissance rapide de notre jeune C. N. T. lui vaut une recrudescence de calomnies et d'injures.

C'est que sa position est juste, et qu'elle acquiert la sympathie des masses laborieuses.

Il faut donc qu'elle redouble d'efforts, qu'elle amplifie la propagande. Pour cela les fonds lui sont nécessaires et tout de suite.

Une grande souscription spéciale est en cours, avec billets de participation donnant droit à une grande tombola.

Le tirage de celle-ci aura lieu le Dimanche 1^{er} Décembre au cours d'une matinée récréative qui se tiendra : salle des Jeunesses Laïques et Républicaines, 10, rue Dupetit-Thouars. — PARIS (3^e).

Les militants des U. R. ; U. L. et syndicats se doivent de diffuser les billets qui sont à leur disposition au siège.

Pour une C. N. T. virile et puissante : A L'AIDE !!!

P. S. — Les carnets sont de 10 billets à 10 fr. l'un.

Sans plus attendre, passez vos commandes.

ATTENTION !

Le vendeur qui, pendant le mois d'octobre, aura diffusé le plus

d'ACTIO SYNDICALISTE

recevra une superbe miniature peinte à la main sur ivoirine

montée sur broche aurifère gracieusement offerte par la Coopérative Ouvrière ATA

L'Action Syndicaliste

CONCLUSIONS D'UN MOUVEMENT

Chaque mouvement revendicatif rencontre un patronat, (ou l'Etat-patron), la presse conservatrice et les politiciens communistes unis dans une hostilité commune.

Dans la grève des fonctionnaires, les insinuations et les accusations les plus perfides autant que mensongères, furent mises en circulation afin de briser le magnifique élan vers plus de mieux-être. L'ineptie largement répandue fut de voir les inspirateurs du mouvement en des cercles factieux pour qui l'instabilité sociale favoriserait leur entreprise machiavélique de coup de force ou de dictature. Par voie de conséquence logique, les « dialecticiens » marxistes poussèrent la démonstration jusqu'à présenter le parti socialiste comme étant l'agent d'exécution. En effet, l'analogie entre le conflit des fonctionnaires et celui des postiers est certaine : identité des lieux d'origine, même empressement des élus socialistes à défendre les réclamations des intéressés. Dans un cas comme dans l'autre, il est probable que les sections ou les groupes corporatifs socialistes ont joué un rôle qui, quoique effacé, n'a pas été sans effet. Quoiqu'il en soit, le mouvement avait leur appui discret, mais apparent, et la résistance des fonctionnaires n'en pouvait être que plus vive. L'opposition communiste se traduisit par la volonté de briser la grève par la réquisition des agents des administrations en conflit et en faisant croire que son allié tripartite suscitait et encourageait un mouvement destiné à ramener le pouvoir personnel. C'est ce que Charles Tillon proclama à Marseille « Nous risquerions de sombrer dans l'anarchie si nous nous laissions entraîner par ceux qui sont à l'avant-garde des revendications tels ces inspecteurs des finances qui, mués en « gréviculteurs », organisent le mécontentement et voudraient essayer de ramener le pouvoir personnel condamné par le peuple français... » Puisque les grévistes étaient soutenus par les socialistes, ou ces derniers étaient manœuvrés par les « gréviculteurs » ou ils étaient les instruments du Général de Gaulle, car nous n'avons aucune raison de ne pas compléter la pensée de « l'ajusteur » ministre.

En vérité, les causes sont différentes, sans pour cela être d'une nature autre que celles qui ont agité dernièrement les autres couches de salariés : la misère accrue et de plus en plus insupportable. L'arrêté du 29 juillet avait, certes, apporté un soulagement, mais nettement insuffisant puisque la fonction publique était notablement dévalorisée depuis quelques années. Une commission de reclassement avait été instituée pour rétablir des échelles de traitement plus en rapport avec les qualités requises. Les travaux devaient être terminés au 1^{er} octobre ; la revalorisation n'intervenant qu'au 1^{er} janvier 1947. Mais au mois d'août, cette commission demandait qu'une indemnité d'attente soit allouée aux magistrats et aux membres de l'enseignement. Pourquoi ceux-ci et pas les autres ? En quoi étaient-ils plus défavorisés que le douanier ou que le comptable de l'administration des finances ? Est-ce que les uns et les autres ne ressentent pas au même degré les conséquences de la hausse des prix ? Assurément, tous. Dans ces conditions il eut été normal que cette mesure soit étendue à tous les fonctionnaires et ne pas faire de discriminations prioritaires. Cette différence de traitement ne pouvait qu'aggraver l'état de tension et inciter ceux réduits à la portion congrue à faire autre chose que de ronger leur frein en attendant que l'Etat consente à montrer sa main bienfaisante de francs à deux centimes.

Le mouvement partit, d'abord partiel et sporadique, toutefois avec assez d'ampleur pour paralyser certains secteurs administratifs et créer des perturbations importantes dans l'économie, notamment dans les échanges extérieurs.

Cependant quelque chose frappe l'esprit le moins averti de la stratégie revendicative : le manque de coordination des forces devant concourir au succès et intéressées à ce dernier. Au lieu d'un mouvement d'ensemble, des départs successifs, réminiscence des grèves de 1920. Avec cette différence c'est que la C. G. T. fit comme Ponce-Pilate, elle s'en lava les mains, laissant aux fédérations le soin de liquider le mouvement devenu embarrassant. Car, au fond, ce n'était qu'une soupe d'échappement au mécontentement général, mais sans conviction de le mener à bonne fin. La preuve, c'est qu'à l'appel de notre argentin national tout entra-

dans l'ordre, se contentant de l'ombre des promesses pour la proie des réalités indiscutables. Pour Le Léaf, les assurances fournies par le ministre des finances concernant la prise en considération des revendications des fonctionnaires est un motif de réjouissance. On ne peut mieux se moquer de la tête des gens. Qu'y a-t-il de changé à la situation qui existait au moment du départ de l'action ? Abstraction faite d'un effet rétroactif à quelques mesures de reclassement, rien. Comme il était prévu par la commission, le reclassement et la revalorisation des traitements s'opéra au 1^{er} janvier 1947. On pourrait écrire que ce fut une grève pour rien, si ce n'est d'avoir servi à renflouer l'influence électorale d'un parti qui dispute aux communistes la direction syndicale dans la C. G. T.

D'ailleurs il n'en pouvait être autrement. On ne peut prétendre défendre les salariés et en même temps se faire les champions de l'intérêt général. On ne peut exiger de l'Etat qu'il paie davantage ses fonctionnaires et demander un équilibre budgétaire et financier impossible sans une compression constante des salaires des serviteurs subalternes de l'appareil administratif du régime. On aurait peut-être accordé sans délai des allocations provisoires si des contre-parties budgétaires étaient réalisables immédiatement. Mais le collectif ne prévoyait pas ça. L'année prochaine des dispositions seront prises, c'est-à-dire que les fonctionnaires, comme les autres salariés, en tant que contribuables, auront, par les impôts directs ou indirects, à supporter les relèvements de trai-

tement qui leur seront accordés. Et puis, grâce à l'inflation qui appelle une nouvelle dévaluation, l'opération pourra être fructueusement accomplie, la valeur nominale des traitements devenant équivalente à sa valeur réelle actuelle.

Or, de la situation financière, nous nous en moquons éperdument. Elle est le résultat et les conséquences d'une guerre que la classe ouvrière n'a jamais voulue, faite malgré elle et contre elle. Elle n'a pas à en supporter les frais ; que ceux qui l'ont voulue paient. On prétend ne pas avoir les ressources pour faire droit aux légitimes revendications des fonctionnaires, mais les profits illicites, les fortunes mal acquises au cours de la guerre, de l'occupation ou à la faveur de la misère générale par le marché noir, tout cela confisqué — et il y aurait des milliards de récupérés ainsi — peut donner les moyens de satisfaire aux revendications de tous les miséreux en faux-col. Et à d'autres aussi.

Mais il ne semble pas, d'autre part, que les officiels en exercice veuillent améliorer la situation financière. Si leurs intentions étaient honnêtes, c'est par d'autres méthodes et d'autres moyens qu'ils aborderaient le problème. Raison de plus pour revendiquer l'échelle mobile des traitements et salaires.

Que les fonctionnaires ne se fassent pas d'illusions. Ce n'est pas la C. G. T. qui préparera le climat favorable à son aboutissement et qui déchainera un courant propice au raidissement ouvrier qui s'impose dans les conjonctures présentes.

Le chemin passe par la C. N. T. Edouard ROTOR.

Pour une monnaie intérieure

L'humanité se développait déjà depuis longtemps quand le billet de banque fit son apparition.

Des échanges humains inévitables, du fait de la division du travail social, se présentèrent d'abord sous la forme du troc. Puis, pour évaluer les produits, les hommes adoptèrent des richesses auxquelles ils comparèrent toutes les autres. Là, ce sont des têtes de bœuf, ici les coquillages, ailleurs, l'argent, puis l'or.

Pourquoi l'or, par exemple ? Parce qu'il est rare et représente une forte valeur sous un faible volume, parce qu'il devait, de par sa rareté, conserver sa valeur dans le temps. Pour en faciliter l'usage, il fut présenté en lingots, puis, en pièces.

Enfin, les Etats remplacèrent progressivement les pièces en métal précieux par des billets censés les représenter. Devant faire face à des dépenses de plus en plus vastes, les Etats capitalistes durent émettre des billets sans pouvoir augmenter leur stock d'or : c'est l'inflation.

La valeur-or des unités monétaires s'amenuise. Mais on parle toujours de la garantie métallique de la monnaie...

Il est fatal que la monnaie se déprécie. Les gens vivent de bénéfices, c'est-à-dire qu'ils veulent tous recevoir plus d'argent qu'ils n'en déboursent. Il faut bien imprimer cette monnaie. Plus nous recevons de monnaie, moins elle vaut, surtout en regard d'un vénérable stock d'or...

Mais pourquoi nous empoisonner l'existence avec un métal que l'on utilise guère qu'en bijouterie et en mécanique dentaire ? D'abord, supposons qu'un cataclysme détruise toutes nos usines et dévaste nos récoltes, mais que l'or de la Banque de France reste intact ; nous serions ruinés. Au contraire, si un phénomène atomique venait à vaporiser cet or sans que nos moyens de production soient atteints, ne serions-nous pas tout aussi riches ? Saviez-vous que pendant la guerre, l'or français était à la Martinique ? Seule la pénurie de produits nous empêchait d'acheter. Quand une monnaie-or s'effondre, comme ce fut le cas en Allemagne et récemment en Hongrie, la vie ne s'arrête pas : une nouvelle monnaie est alors émise.

C'est pourquoi la monnaie-or ne mérite plus guère son nom et que son principe même n'a plus de raison d'être.

Mais, direz-vous, pour les échanges internationaux, comment ferez-vous ?

Rien n'est changé, si ce n'est le fait qu'en plus des devises obte-

nues en échange de nos exportations, nous disposerions d'une quantité d'or supplémentaire, devenue inutile pour la monnaie intérieure. Nous pourrions alors importer rapidement les machines et les matières premières indispensables à l'augmentation de notre potentiel de production.

Et même quand un pays n'a pas assez d'or, des crédits lui sont généralement ouverts. Sinon, il en est réduit à forcer l'échange en acceptant des trocs avantageux. Ainsi fit l'Allemagne, qui réussit à conquérir de nombreux marchés, concurrent de l'Angleterre dans les Balkans au point de créer une des causes commerciales de la guerre.

Vous voyez donc comment, sur le plan international il est possible de considérer l'or comme une simple marchandise dont on peut même se passer. Précisons maintenant la monnaie intérieure non gagée uniquement sur l'or.

En attendant l'extrême abondance des richesses et la parfaite sagesse des hommes, il faut une monnaie pour répartir les produits et services.

Le rôle de la monnaie est de régler l'équilibre de la consommation et de la production. Il s'agit de répartir périodiquement un pouvoir d'achat correspondant à la consommation possible pour la même période. C'est une monnaie de consommation gagée sur la production.

Mais cela suppose que la monnaie représentant un produit disparaît dès l'achat de celui-ci. Elle ne peut alors servir que de pièce comptable.

C'est dire que l'usage d'une monnaie intérieure est subordonné à la collectivisation des moyens de répartition. Le commerce devra se transformer en vendeur et en caissier.

Toutefois, on peut en amorcer l'application en revendiquant des salaires basés sur les prix et les possibilités de consommation. Nous verrons d'ailleurs, plus en détail, comment les circonstances économiques généraliseront cette forme évoluée du salariat (concurrence et machinisme, amenant la concentration industrielle, même en agriculture), réalisant ainsi la transformation de la monnaie actuelle en monnaie intérieure de consommation et permettant une rapide et totale collectivisation des moyens de production et de répartition.

Nous pouvons même espérer que la monnaie intérieure deviendra monnaie mondiale. L'unité économique entraînera la solidarité humaine dont découlera la Paix universelle, enfin sortie du règne.

NOUVEL.

ABONNEMENTS :
Ordinaire, 12 N° : 55 Fr. | Soutien, 12 N° : 100 Fr.
Ordinaire, 24 N° : 110 Fr. | Soutien, 24 N° : 200 Fr.
S'ADRESSER à Auguste LE MARC
22, Avenue Foch. — St-Mandé, Seine
C.C.P. 5506-36, Paris.



22, Rue Sainte-Marthe, Paris X^e

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

L'Action Syndicaliste

AU MÉTRO

PATATRAS !

Depuis plusieurs mois le personnel attendait, presque comme une délivrance, la naissance de la Régie Autonome des Transports Parisiens.

On lui avait tellement répété, qu'enfin les transports parisiens allaient être gérés par lui, que nombreux étaient ceux qui affirmaient le plus sérieusement du monde : « C'est nous qu'on est les maîtres. »

Sans avoir, bien entendu, lu et étudié le fameux projet conçu et mis au point par nos augures des syndicats métro cégétistes, aidés par de nombreux politiciens, spécialistes (1) des questions de transports en commun, comme le fut toujours Topaze.

Le personnel eut même il y a quelques mois, la bonne fortune d'être convié à une grande réunion à la Mutualité où les huiles directoriales épaulèrent nos manitous syndicaux afin que nul n'ignore que c'en était fait : la R. A. T. P. allait naître et les parrains étaient aussi nombreux que décidés : on allait voir ce que l'on allait voir !

Aujourd'hui, mauvaise nouvelle, ce projet qui fit couler tant d'encre et user tant de salive, est torpillé. Comme dit Jules, le poingonneur, Patatras ! on n'aurait jamais cru ça. Ce n'est vraiment pas gentil de la part du Ministère des Travaux Publics et des Transports qui « après être resté sourd à toutes nos démarches pendant plus de 7 mois, brusquant les choses, à quelques semaines de la clôture de la session parlementaire, avait la prétention de faire adopter sans débat, par la Chambre des Députés, un projet dont la différence avec le projet R. A. T. P. du Conseil Municipal et du Conseil Général de la Seine est tellement considérable qu'il en est complètement dénaturé ». (Voir métro-bus d'octobre 46).

La lecture de l'article dont nous extrayons la citation ci-dessus nous en a appris de bien bonnes, entre autres « que le ministre des transports sera pratiquement le maître absolu des transports parisiens et que ce n'est pas pour voir accentuer la tutelle de l'Etat sur notre grand service public, que depuis la libération, après avoir mis en accusation les hommes des trusts collaborateurs, le personnel du métro, cadres, techniciens, employés et ouvriers, ont fait un gros effort de production ».

Et voilà où nous en sommes. Pauvre syndicalisme cégétiste : la montagne accouche une fois de plus d'une souris.

Et l'on se prend à sourire quand on voit ces pseudo-syndicalistes dont le credo est : l'Etat omniscient et omnipotent, protester parce que cet Etat ne veut pas faire abandon de ses prérogatives. Espérons que sans tarder, les travailleurs du métro comprendront qu'on les lanternne, et que si l'Etat a la possibilité aujourd'hui de mettre « cette régie sous la férule absolue du Ministère des Travaux Publics » la faute en incombe absolument aux politiciens, camouflés en syndicalistes, qui nient, probablement parce qu'ils ignorent, que le syndicalisme possède une doctrine, des moyens d'action et de réalisation qui le mèneront à son but naturel et historique.

Espérons aussi que ces mêmes travailleurs comprendront qu'on a fait de leurs syndicats cégétistes, des pétardières politiciennes où l'on parle de tout, sauf du syndicalisme, du vrai, expression du travail, qui arrivera bien à réaliser non pas la Régie autonome des transports, mais leur syndicalisation.

Pour cette tâche qui urge, la C. N. T. vous appelle.

Travailleurs du métro, sans distinction de catégories, vous répudiez ce syndicalisme politicien, et revenant aux saines traditions du syndicalisme ouvrier libre et indépendant, conscients que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes vous répondez à l'appel de la C. N. T., qui, elle ne vous décevra pas.

LAPINCE.

Où va-t-on ? Est-ce la faillite ?

Si l'on en croit la presse de toutes les opinions, même gouvernementale, la situation financière de la France est absolument catastrophique. Ce n'est pas le voyage de M. Robert Schumann, notre ministre des Finances, en Amérique, qui peut arranger les choses. D'après les gens très bien informés, notre grand argentier n'a pu réussir à convaincre les banquiers de New-York de nous prêter les 500 millions de dollars nécessaires au financement de nos achats en Amérique. Ces messieurs se sont contentés de lui répondre poliment qu'ils « reconsidéreraient » l'affaire après le 10 novembre, c'est-à-dire après les élections. Tout le monde sait ce que cela veut dire ; c'est un oui... très conditionnel.

Il paraît, d'ailleurs, que M. Schumann n'a pas été un avocat bien éloquent de notre cause et qu'il fut incapable — comme nous le disions dans notre dernier numéro — de chiffrer exactement le déficit budgétaire de notre pays.

Il aurait pu, par contre, du moins s'il lit la presse française, dire à combien se chiffre l'inflation de billets depuis le 3 janvier dernier. A cette date, il y avait en circulation 579 milliards ; au 29 mai, 626 milliards et, au 3 octobre, 681 milliards.

Ces chiffres veulent dire que la circulation fiduciaire a passé, du 3 janvier au 3 octobre, de 579 milliards à 681 milliards, soit une augmentation de 102 milliards, qui représente l'inflation réelle en ces dix mois.

Comment pourrait-il en être autrement quand l'augmentation de 25 % sur les salaires a entraîné une hausse des prix — qui est loin d'avoir atteint le sommet de sa courbe — de 40 % sur les produits d'alimentation ; quand les industriels appliquent le coefficient 7,5 tandis que celui des salaires atteint difficilement 4,5 ?

Comment pourrait-il en être autrement, quand la masse des produits consommables s'est plutôt amenuisée et que les prix, en partie conséquence d'une rareté voulue et artificiellement créée par le Ravitaillement, ont eu licence de monter en flèche ; que MM. de Menthon et Farge s'approprient : le premier, à accepter toutes les queues de hausse et attend placidement que paraisse la dernière, et que le second avale tout simplement les anciens prix du marché noir, en les appliquant au marché contrôlé ?

Nous avons dénoncé, dès l'origine, le non-sens de l'action de la C. G. T. et de la C. F. T. C., qui ne visait, en fait, qu'à obtenir des augmentations de salaires, sans poursuivre, en même temps le freinage des prix par des moyens convenables.

Quelle que soit leur bonne volonté, il ne pouvait en être autrement ; ce qui ne signifie pas, loin de là, que ces organisations n'aient aucune responsabilité dans ce qui arrive.

Quand elles seront, aussi bien l'une que l'autre, en état de comprendre que l'augmentation des salaires et le freinage des prix sont deux opérations distinctes, différentes — et aussi complètement que possible — l'une de l'autre, ce qui ne les empêche nullement d'ailleurs, d'être complémentaires, la situation changera. Mais pas avant.

La lutte pour l'augmentation des salaires doit être menée par les producteurs organisés dans leurs syndicats et C.G.T. ; celle qui est relative au freinage et à la stabilisation des prix, doit être la tâche essentielle des consommateurs. L'action convergente des uns et des autres constitue une besogne complète, qui doit avoir pour but l'équilibre entre les salaires et les prix et la stabilisation des deux, à un niveau identique et convenable.

Jusqu'à maintenant, il faut bien reconnaître que si les producteurs sont, vaille que vaille, organisés, les consommateurs sont complètement à la merci des mercantis de tout poil, grands et petits.

Qu'on ne vienne pas nous dire, surtout, que les Coopératives de consommation représentent l'ensemble des consommateurs et la totalité des besoins de ceux-ci. Tout

le monde, sauf les dirigeants des Coopératives, sait bien que les Coopératives de consommation ne représentent que leurs adhérents et la plus petite partie de leurs besoins. Quant à la C.G.T. et à la C.F.T.C. elles savent très bien la nécessité qu'il y a à organiser la consommation, mais ne le veulent à aucun prix. Il en est de même, d'ailleurs, de la Confédération de l'Artisanat. Seules les Coopératives de production ont répondu et compris.

Pourquoi ? Que craignent d'une Confédération générale des Consommateurs et Usagers, toutes ces organisations ? Qui pourra nous le dire ?

En tout cas, le fait est là : ni la C.G.T., ni la C.F.T.C., ni la C.A., ni même la C.G.A. qui, toutes, ont

été saisies du désir de constituer la Confédération des Consommateurs n'ont donné une réponse favorable, qui aurait dû venir d'elle-même, d'enthousiasme, si elles avaient eu le moindre souci de soutenir les intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui, après tous les efforts faits depuis plus de 20 mois, nous tenons à situer les responsabilités et à déclarer que si les prix ne sont pas jugulés, c'est uniquement parce que les organisations ci-dessus ne l'ont pas voulu. Et cela nous continuerons à l'affirmer devant qui que ce soit et où que ce soit. Toutes « les créations » de la C.G.T. pour se substituer à la C.G.C., dont l'impuissance s'est révélée totale, n'y changeront rien. Seuls, les consommateurs, prenant leur cause en mains et s'aidant eux-mêmes

sont capables de modifier cette situation à leur profit.

Pour résoudre la situation financière, diverses mesures, toutes plus inefficaces les unes que les autres, sont envisagées : dévaluation, changement de nom de l'unité monétaire, blocage des billets de 5.000 francs, économies par ci et encore par là. En vérité, la situation empire à raison de 2 milliards 1/2 par jour et il n'y a pas de solution, dans le cadre de ce régime. Nous savons ce qu'il faudrait, mais ce ne sont pas les élections qui sont capables de le donner.

A toi, peuple, de le comprendre et de faire ce qu'il faut pour que ça change, vraiment, cette fois... et pour toujours.

Action Syndicaliste.

La "Scandalite" ou la fin d'un régime

par Pierre BESNARD

IVE République, qui portait tant d'espoirs avant la Libération, espoirs ignominieusement trahis par ceux qui avaient charge de les traduire en actes, soit en train de creuser de ses propres mains son tombeau, et nous mène aux abîmes, sans nous laisser même l'ombre d'une porte de salut.

Et pourtant, il faudra bien en sortir d'une façon ou d'une autre. Qu'on le veuille ou non, nous sommes bien obligés d'essayer de nous sauver quelles que soient les difficultés de l'entreprise.

Il semble qu'un éclair ait traversé la nuit opaque qui nous entoure : le 13 octobre, lors du referendum organisé pour l'approbation ou le rejet de la Constitution, 32,6 % des électeurs inscrits sont restés chez eux, c'est-à-dire tout près du tiers d'entre eux. Il y a à cela une ou plusieurs raisons. Il n'est point besoin de se livrer, comme le Gallup français, à une enquête approfondie, pour découvrir que ces abstentions sont dues aux déficiences du régime actuel, aux scandales auxquels il donne quotidiennement naissance. On pourra raconter tout ce qu'on voudra à ce sujet, mais il est certain que la cause profonde est là.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que le peuple de Fran-

ce en a assez de ce régime de faillite, qu'il se désintéresse de ses manifestations et que le jour n'est probablement éloigné où il prendra le balai lui-même — et non par procuration ou délégation — pour faire place nette et installer un autre ordre social de son choix.

Son abstention au referendum indique qu'il a commencé de réaliser que ses affaires ne seront jamais si bien faites que par lui-même, et le temps est proche où ce qui semblait encore une utopie deviendra une réalité.

Pour notre part, nous l'appelons de toutes nos forces et nous sommes certains que cette gestion des affaires publiques par le syndicalisme et les organismes issus de son système général constituera un progrès immense sur l'Etat actuel.

Nous sommes également persuadés que le jour de l'avènement d'un tel régime marquera la fin de cette « scandalite » qu'aucun remède ne peut guérir, parce qu'elle a ses sources dans le régime même et évolue avec lui.

Des événements proches peuvent nous donner la possibilité de réaliser nos desseins et de matérialiser nos doctrines. Soyons en mesure de faire face aux actes et aux responsabilités qu'ils comporteront.

Sécurité et progrès

L'ECHELLE MOBILE

par A. Nouvel

La lutte qui oppose les exploités aux exploités est déjà vieille. Mais elle conserve toute sa nécessité et nous devons sans cesse perfectionner la forme de ce combat libérateur.

Dès maintenant, nous devons mettre au point une tactique offensive, purement économique et syndicale. Le système capitaliste s'écroule, victime de ses incohérences. Mais nous faisons les frais de tous les secours que l'Etat et les politiciens lui portent en vain.

L'heure est enfin venue de remplacer ce régime abject par une société moderne, fédéraliste, où nous produirons tous pour le plus grand bien de tous. Il nous appartient de revendiquer avec force les premières réformes de structure qui nous achèveront vers une société humaine.

Jusqu'à alors, les salariés n'ont fait qu'essayer de maintenir leur pouvoir d'achat. Peu d'hommes ont entrevu la capacité de production du machinisme dont il sont les serviteurs. Et ceux-là mêmes se font traiter d'utopistes lorsqu'ils réclament, pour eux et leur famille, part de la production à laquelle

ils ont droit, indépendamment du temps de travail encore exigé par la production moderne.

« EQUILIBRE » ECONOMIQUE CAPITALISTE

Pendant que les travailleurs défendent un pouvoir d'achat leur permettant de survivre, le progrès technique développe la production dans tous les domaines. Mais qui peut l'acheter ? Même si nos salaires montaient en même temps que les prix notre sort ne serait pas amélioré par l'accroissement des biens de consommation.

Ne pouvant plus vendre avec profit, commerçants et producteurs ajustent l'approvisionnement des marchés sur les possibilités d'achat. Le phénomène se produit actuellement aux Halles.

Déjà, avant guerre, l'Etat au service des profiteurs, toujours approuvé par les partis politiques, prit les mesures « qui s'imposaient ». Pour permettre aux industriels et aux magasins de continuer à pouvoir nous offrir des articles à des prix toujours supérieurs au pouvoir d'achat des masses, l'Etat versa des subventions.

- 8 millions aux Magasins du Louvre ;
- 4 millions aux Magasins Dufayel ;
- 3 millions au Bazar de l'Hôtel-de-Ville ;
- 25 millions aux Petits-Fils de Wendel ;
- 4 millions à de Wendel, à Nancy ;
- 6 millions aux Acieries de Rambas ;
- 11 millions aux Acieries de Longwy ;
- 5 millions aux Acieries de Jeumont ;
- 4 millions aux Acieries de Pompey ;
- et quelques autres dizaines de millions à Matford, Lorraine-Dietrich, etc...

Il eût mieux valu renflouer les consommateurs.

D'autre part, la destruction systématique des richesses fut entreprise sur une grande échelle : blé, vignes, bétail, fruits, café, coton, métiers à tisser etc... ; en un mot tout ce dont manquaient des millions de chômeurs fut détruit.

Le capitalisme mondial envisage à nouveau des mesures préventives contre l'abondance (du caoutchouc et du poisson notamment).



REPERE

REPERE

LE DROIT A LA VIE SUPERIEUR AU DROIT DE PROPRIETE

A ces méthodes inhumaines, il faut opposer nos droits de consommateurs du XX^e siècle. Nous demandons à vivre aussi bien que le permet le potentiel productif du monde en l'an I de l'âge atomique : que la primauté du droit à la vie sur le droit de propriété soit reconquise.

L'équilibre économique logique réside dans une consommation égale aux possibilités de production. Et personne ne doit être oublié dans la répartition. Comment ne pas être indigné devant l'insuffisance des allocations familiales et des retraites des vieux travailleurs, devant la mendicité officielle? Comment ne pas rougir de honte en voyant quêter dans les rues pour les tuberculeux ou pour envoyer les enfants à la campagne, alors que certains parasites vivent fort bien, tandis que l'on trouve des dizaines de milliards pour faire la guerre en Extrême-Orient et la préparer ailleurs?

* L'ECHELLE MOBILE EST PROGRESSIVE

C'est donc de plein droit que nous pouvons exiger des salaires et de allocations toujours en rapport avec les prix et les possibilités de consommation.

Ces salaires doivent garantir un large minimum vital. Tout être humain, selon sa catégorie : J1, J2, J3, femme au foyer, travailleur, travailleur de force, vieillard, doit pouvoir acheter tout ce qui est nécessaire à une vie décente.

Il ne faut pas s'en tenir à la contemplation de « l'éventail des salaires » qui tolère que certains manquent du nécessaire et que d'autres crèvent d'indigestion. Nous avons assez des améliorations fondantes.

Il faut exiger une méthode nouvelle de calcul des salaires, allocations, retraites, pensions, etc. et de nouvelles méthodes de répartition. C'est le seul moyen dont dispose le syndicalisme pour améliorer immédiatement notre situation tout en prenant le chemin d'un monde nouveau.

Souscription permanente pour la C. N. T

Sommes reçues du 16 au 22 octobre 1946
Piraube (Bordeaux), liste n° 204 : 490 fr. — Rogati (Aimargues) : 50 fr. — Elisée Perrier (Aimargues) : 30 fr. — S. U. B. de Paris, liste n° 198 : 210 fr. — Un groupe de sympathisants de la S. A. T., liste n° 5 : 140 fr. — Métaux Paris, liste n° 261 : 1.153 fr. — Permanence Paris, liste n° 196 : 1.447 fr. — Jammes (Toulouse), liste n° 183 : 403 fr. — Jammes (Toulouse), liste n° 185 : 354 fr. — Permanence Paris, liste n° 193 : 1.005 fr.
Total général de la présente liste : 5.282 fr.

Aux Cheminots

Dans cette Fédération, où les cocos règnent en maîtres, de nombreux cheminots tirent « au renard » mais subissent quand même la dictature des « forts en gueule » qui connaissent tout, sauf le syndicalisme : sa doctrine, ses moyens d'action et son but : Bien-être et liberté.

Malgré toutes les manœuvres, intimidations, menaces, etc., des cheminots syndicalistes, se sont regimés, et en hommes conscients ont brisé à jamais avec cette Fédération dont le seul but jusqu'ici a été de faire être de nombreux députés, en oubliant, sciemment, n'en doutons pas, que les camarades des basses échelles ont tout de même le droit d'exiger que l'on s'occupe

d'abord et avant tout de leur modeste situation de salariés S.N.C.F. Ce qui n'est pas le cas : la lecture des nouvelles échelles S.N.C.F. en apporte la preuve irréfutable : les hommes d'équipe, poseurs, facteurs (le menu fretin !) en est encore à subir des salaires de famine. Il est vrai qu'en compensation, notre grand Secrétaire fédéral a reçu la Légion d'honneur. Mêmes de Bidegaray, tressaillez... vous n'étiez pas tombés si bas, en patageant dans le bas réformisme avant de mal tourner.

Les cheminots syndicalistes révolutionnaires, convaincus que la

politique divise et que seul, le syndicalisme libre et indépendant de toutes attaches politiques et gouvernementales, unit, ont fondé le Syndicat national des cheminots adhérents à la C. N. T. De toutes les régions, les adhésions de camarades militants convaincus ont été faites, et les jeunes cheminots non encore empoisonnés par les combinaisons politiciennes viennent au Syndicat C. N. T.

Comme dit l'autre :

« Ça marche et nos espoirs ne sont et ne seront pas déçus. Pour un Syndicat des Cheminots adhérents à la C. N. T., en avant ! »

Coups de patte

Et dire qu'il ait encore des travailleurs qui s'y laissent prendre!

LA POLITIQUE SUR LE LIEU DU TRAVAIL

A en croire les journaux stalinistes et socialistes ainsi que les publications des amicales socialistes et des cellules communistes d'entreprises, il ne serait guère utile d'être syndiqué!

En effet, un avantage quelconque est-il obtenu dans une profession, un abus patronal est-il supprimé dans une entreprise, une amélioration est-elle apportée dans les conditions de travail ou d'hygiène, voire même dans le menu des cantines, qu'au-delà de ces différents partis ou groupements politiques s'en attribuent tout le mérite.

C'est leur seule action, ce sont leurs écrits qui ont fait aboutir cette revendication, réalisé cette amélioration, supprimé cet abus.

Ce qu'a pu faire le syndicat, l'argumentation de ses militants, les efforts de tous, tout cela ne compte pas aux yeux de ces gens.

PAROLES DE MINISTRE

L'animosité entre ces politiciens ne nous intéresse pas autrement, mais ce qui nous paraît vouloir la peine d'être épinglé c'est cet appel à la collaboration entre classe ouvrière et patronat, surtout émanant d'un secrétaire de la Fédération des ouvriers sur métaux!

Les métallurgistes apprécieront comme il convient cet exemple frappant de la façon dont nos stalinistes entendent défendre leurs intérêts, car, comme tous les autres salariés, ils savent comment le patronat entend la collaboration avec ses exploités.

La peine, les bas salaires, les longues journées de travail, les licenciements injustifiés et, au total, la misère pour ces derniers, et le profit et tout ce qu'il procure pour le premier!

PAH DVELOUR.

Un apôtre du prolétariat

Sébastien Faure

Il y a environ quatre ans — le 14 juillet 1942 — mourait à Royan l'un des plus ardents défenseurs des travailleurs : SEBASTIEN FAURE. Conférencier éminent et très grand orateur, il était encore un éducateur de premier ordre. Tous les vieux militants se souviennent de « la Rucho ». Ah! comme les pupilles de Rambouillet l'aimaient et comme il était heureux de les serrer dans ses bras, la conférence terminée, dans les villes où nous passions... Papa! Ce mot exprimait toute leur reconnaissance et réchauffait délicieusement son vieux cœur.

Durant de longs mois, nous avions été séparés. Il avait quitté la capitale pensant trouver les possibilités d'approvisionnement qui lui manquaient. C'était une erreur, une erreur très grave, car non seulement il ne put se procurer le nécessaire, mais il souffrit, surtout moralement, parce qu'il se trouvait éloigné de ses amis, de ses chers compagnons.

Il voulait revenir à Paris. Et puis, il faut bien le dire, Sébastien et moi étions unis par une affection qui ne s'était jamais éteinte. Il m'aimait comme un père aime son fils et je l'affectionnais comme un véritable

père. La séparation nous pesait. Aussi je décidais de l'aller voir.

J'éprouvais une joie immense, mais de courte durée. Quel changement! Je dus faire un très gros effort pour ne pas laisser apparaître mon inquiétude, mon angoisse devant l'état de maigreur de mon cher ami.

Sébastien ne s'aperçut pas de notre émotion. Il était beaucoup trop heureux de nous sentir près de lui. Puis je fus un peu rassuré :

Si la guerre, « cette folie et ce crime », c'est ainsi qu'il la qualifiait, avait fortement ébranlé sa résistance physique, qui était très grande, cela au point de le rendre méconnaissable, je m'aperçus bien vite qu'elle n'avait eu, par contre, aucune prise sur son intelligence, sur sa lucidité, sur son esprit d'a-propos. Toutes ses qualités intellectuelles étaient intactes.

Toujours la même ardeur dans la discussion. Toujours la même enthousiasme. Toujours la même confiance dans la REVOLUTION SOCIALE qu'il voyait possible aussitôt la guerre terminée.

Mais celle-ci serait longue, très longue, jusqu'à l'extermination du fascisme.

Il connaissait le Prolétariat et il l'aimait de toutes ses forces. C'est avec lui que la Révolution pouvait se faire, avec lui seulement.

Je me souviens de ce qu'il me disait lorsque les syndicalistes révolutionnaires constituèrent la C. G. T. S. R. : « Si j'étais syndicaliste, je donnerais mon adhésion, tout de suite, afin d'être à vos côtés, car votre tâche sera rude. »

En effet : démasquer les politiciens. Démontrez la malfaisance de l'inutilité de l'Etat. Combattre toutes les religions, qui abêtissent le peuple. Lutter contre la réaction et le militarisme. Faire entrevoir la société future, sans autorité, c'est-à-dire sans esclaves et sans maîtres, en un mot, sans classes — grâce au FEDERALISME LIBERTAIRE — ce fut sa tâche de chaque jour.

Jusqu'à l'âge de 84 ans, il lutta. Il lutta jusqu'à son dernier souffle pour la PAIX, pour la LIBERTE, pour la JUSTICE, pour un monde meilleur.

Combien est magnifique cette affirmation et quel est le militant libéraliste révolutionnaire qui ne l'approuve pas! « LES LIBERTAIRES VEULENT INSTAURER UN MILIEU SOCIAL QUI ASSURE A CHAQUE INDIVIDU LE MAXIMUM DE BIEN-ETRE ET DE LIBERTE ADEQUAT A CHAQUE EPOQUE. »

Mais pour y parvenir, trois obstacles devront être brisés : l'Etat, la Propriété et la Religion.

Ce triple obstacle ne peut être écarté que par l'effort brutal et victorieux des masses opprimées, exploitées et trompées.

Quelle clairvoyance aussi! quel jugement précis! quelle compréhension lorsqu'il disait :

« Ils ont compris cette vérité les adeptes du syndicalisme politique, du syndicalisme qui, repoussant la tutelle et l'emprise de tous les partis politiques, puise en lui seul, dans ses effectifs, dans son organisation et dans sa propre action, toutes les forces dont il a besoin pour libérer le travail et réaliser ses fins d'émancipation intégrale. »

Oui, nous avons compris cette vérité, mon cher SEBASTIEN, nos camarades espagnols aussi et, avant de mourir, tu as pu assister à la réalisation des idées que tu as semées avec tant de passion. Tu as pu constater, sur place, l'œuvre de la C. N. T. et de la F. A. I. en Catalogne. Ce fut pour toi un grand espoir... Puisse la C. N. T. française suivre cet exemple.

Pierre LENTENTE.

Les camarades désireux d'adhérer au Groupe des Amis de Sébastien Faure sont priés de se mettre en rapport avec Pierre Lentente, 55, rue Pixérécourt, Paris (20^e).

ATTENTION

C'est le 1^{er} décembre au cours d'une matinée récréative qu'aura lieu le tirage de la tombola à laquelle donne droit les billets de participation de la

SOUSCRIPTION NATIONALE

Le billet de participation : 10 fr. La tombola est dotée de nombreux et beaux lots dont : 1 vélo d'une valeur de 8.000 fr. 1 appareil photographique, de superbes peintures, dons de nos amis Dimanche, Gouffroy et 1 jeu d'échecs, don du camarade Snappe, de la tuyaillerie, don de nos amis de la coopérative S. T. A., de la coutellerie, don de nos camarades de Thiers, des stylos, de la librairie, etc...

SANS PLUS TARDER, TOUS A L'ŒUVRE, POUR ASSURER LE SUCCES DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE

Passer vos commandes de carnets ou de billets à René DOUSSOT, 9, Avenue de la Porte Clignancourt, Paris, 18^e. C. C.-P. 5.046-35, Paris. Les carnets sont de 10 billets.

On peut se procurer des billets de souscription : A Paris : au siège de la C. N. T., 22, rue Sainte-Marthe, Paris X^e ;

A la C. N. T. espagnole, 6, rue de la Douane, Paris X^e ; A la Librairie Sociale : 145, Quai de Valmy, Paris X^e.

En province : dans tous les sièges de nos syndicats.

Nous rappelons que le tirage de la tombola aura lieu dimanche 1^{er} décembre à 14 h. 30, au cours d'une matinée récréative, Salle des Jeunes Républicains, 10, Rue Dupetit Thouars, Paris 3^e.

Trois billets de souscription donneront droit à l'entrée, mais que les camarades n'oublient pas de prendre leurs billets avant, car la matinée aura lieu à guichets fermés. Dono pas de billets à l'entrée.

Permanences, convocations, communications

2^e UNION REGIONALE REGION PARISIENNE

Le 1^{er} Congrès de la 2^e Union Régionale aura lieu le 10 novembre 1946, Salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, à 9 heures (Métro : Colonel Fabien).

La permanence (22, rue Ste-Marthe, Métro Belleville) est ouverte tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 h. 30. Le dimanche de 9 heures à 12 heures. Les camarades y trouveront les renseignements dont ils auraient besoin. Les adhésions et cotisations y sont reçues.

Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.

Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.

Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.

Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.

P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.

Livre, Papier, Cartons, Textile, Alimentation : Mercredi et Vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Produits chimiques, Cuirs et Peaux : Samedi de 15 h. à 18 h.

Intercorporatif : Tous les jours.

SYNDICAT DES TRANSPORTS DE LA REGION PARISIENNE

Assemblée générale le dimanche 27 octobre, à 9 heures, Salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (Métro : Colonel Fabien).

COMITES INTERSYNDICAUX 15^e ARRONDISSEMENT

Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers. Les camarades du 15^e sont invités à se faire connaître, au siège de l'U. R.

20^e ARRONDISSEMENT

Permanence tous les jeudis de 18 h. 15 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville. Chez Gatti.

ARGENTEUIL

Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES

Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GOUSSAINVILLE

Permanence les 2^{es} et derniers dimanches du mois, de 10 h. à 12 h., Hôtel de France, Goussainville.

GROSLAY

Le 1^{er} dimanche du mois, café du Centre, à Groslay (S.-et-O.).

3^e UNION REGIONALE DIJON

Permanence : les mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30, Café de l'Union, place des Cordeliers.

4^e REGION CLERMONT-FERRAND

Pour la C. N. T., s'adresser 37, rue G. Clemenceau.

5^e UNION REGIONALE BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6^e UNION REGIONALE TOULOUSE

Permanence tous les jours de 18 h. à 19 h., Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard.

Tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., au siège, 71, rue du Taur.

8^e UNION REGIONALE BORDEAUX

Nos permanences : Syndicat des Métaux, tous les lundis et jeudis, de 18 h. 30 à 19 h. 30; dimanche de 10 h. à 12 h.

ASSEMBLEE GENERALE

Le Syndicat convoque ses adhérents à l'assemblée générale le dimanche 3 novembre, à 10 h., Vieille Bourse du Travail, rue Lalande. Ordre du jour important, présence indispensable de tous les adhérents.

Bâtiment, tous les mercredi et vendredi de 18 h. 30 à 19 h. 30, le dimanche de 10 h. à 12 h.

Employés, tous les mardi et samedi de 18 h. 30 à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. à 12 h.

Toutes ces permanences sont tenues Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, Bureau 21.

LIBRAIRIE

A toutes les permanences, l'on trouve livres, brochures, journaux.

Pour tout ce qui concerne la librairie, l'on peut s'adresser aux permanences ou à Piraube, 66, rue Moudernard, Bordeaux.

SYNDICAT DU BATIMENT

Permanence le vendredi, de 21 à 23 h.; le dimanche, le 10 à 12 h. Ancienne Bourse du Travail, rue de Lalande.

9^e UNION REGIONALE LA ROCHELLE

Permanence 32, avenue Guillon, La Rochelle.

LIMOGES

Les organisations sont en formation. Dans le prochain n° de L'A. S., les jours, heures et lieu de permanences seront indiqués.

10^e UNION REGIONALE NANTES

Réunion Générale le 1^{er} dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.

LAVAL

Permanence de 20 h. 30 à 22 h. Bar Rennais, rue des Bèlles, Laval.

13^e UNION REGIONALE LILLE

Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Moine, pour les syndicats suivants : Métaux, Textile.

INTERCORPORATIF

Pour l'envoi de fonds, utiliser le chèque postal. Octave Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Marq-en-Barwul, C. P. Lille, 1523-03.

VALENCIENNES

33, rue des Récollets.

ROUBAIX

63, rue d'Avelghem.

AULNOYE

S'adresser au camarade Oriet Serge, 11, rue Gabriel-Péri.

17^e UNION REGIONALE LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue de St-Jean au fond de la cour, 1^{er} étage.

19^e UNION REGIONALE MARSEILLE

Permanence : tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 h., et le dimanche de 9 h. à midi (adhésions, cotisations, renseignements. Artistique-Bar, Cours Joseph-Thierry.

AVIGNON

Permanence du Syndicat des Employés d'Avignon tous les mardis de 18 à 19 heures; samedis, de 10 à 20 h. 30; dimanches, de 10 à 12 heures.

Pour les ouvriers boulangers : mardi et dimanche.

Bar de l'Hôtel de Ville, salle du bar.

22^e UNION REGIONALE ALGER

Permanence : Bar de la Cigogne (Arrêt Nelson), le mercredi de 19 à 20 heures; le dimanche matin de 10 à 12 heures.

A travers les livres

La vie ardente et intrépide de LOUISE MICHEL

Voilà enfin un livre sérieux sur la bonne Louise qui lui restitue son vrai visage et nous fait connaître entièrement ce que furent sa naissance, sa vie, sa propagande, son action et son évolution normale et constante vers le mieux. Ce n'était pas facile dire tout cela dans 240 pages, même si on a, comme Fernand Planché, la chance de pouvoir puiser à des sources nombreuses et variées de documentation. Pour cette raison, Planché a droit plus qu'à un coup de chapeau poli : à nos remerciements sincères et il les a largement mérités.

Grâce à lui, Louise Michel, dont le portrait fut si largement et consciemment déformé, retrouve son vrai visage et aucun des aspects de sa personnalité si diverse et si attachante n'échappe à ses investigations, ce qui lui permet de nous la restituer tout entière.

Il sera impossible à nos adversaires communistes de vouloir désormais accaparer la grande militante anarchiste, qui présentait déjà l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme fédéraliste, grâce à ses relations suivies, à Londres avec Pierre Kropotkine, dont elle admirait le talent et les vastes connaissances.

C'est le 29 mai 1830 que naquit Louise Michel, au château de Vroncourt, dans la Haute-Marne; sa mère était servante et son père était le patron de cette dernière. Un brave homme d'ailleurs, du nom de Demahis, dont la femme, bonne et largement humaine, sut comprendre ce qui s'était passé sous son toit et servit de mère, elle aussi, à la petite Louise. Ce sont eux qui guidèrent ses premiers pas et ouvrirent devant elle les horizons du savoir. Elle ne quitta leur maison qu'après la mort des Demahis, qui lui laissèrent un petit capital, pour faire son entrée dans la vie et courir les risques de l'existence.

Louise Michel fut d'abord institutrice en province, avant de venir à Paris, et collabora à des feuilles régionales, avant de connaître la grande notoriété parisienne.

A Paris, elle se lança courageusement dans la mêlée et bientôt la guerre franco-allemande survint et, avec elle, la défaite rapide et totale. Puis ce fut l'épopée magnifique de la Commune, la lutte implacable contre les Versaillais de Thiers et Galiffet, puis la défaite des communards, le procès de Versailles et la condamnation de Louise Michel à la déportation perpétuelle à la Nouvelle-Calédonie, où la bonne Louise sut se faire aimer des Canaques, auxquels elle apporta à lire et à compter.

Puis ce fut le retour à Paris, après l'amnistie de 1880, et la vie militante de Louise devint rapidement d'une activité dévorante. Rochefort, qui fut lui aussi déporté à Nouméa, voulait que la première manifestation oratoire de Louise Michel ait lieu sous l'égide de son journal; mais bien qu'elle fut une bonne amie de Rochefort, Louise voulut et tint parole en faisant de cette réunion, un immense meeting consacré au peuple de Paris.

La grande militante, dont la bonté était absolument inépuisable, trouvait encore moyen de s'occuper de « ses pauvres », comme elle aimait à le dire, et au hasard de ses innombrables tournées, elle distribuait inlassablement tout ce qu'elle possédait.

Je ne puis, à mon grand regret d'ailleurs, consacrer au bon livre de Planché toute la place qu'il mériterait d'occuper. Il voudra bien m'en excuser et nos lecteurs avec lui.

Pour ne rien laisser dans l'ombre des faits qui marquèrent la vie de Louise Michel, il me faudrait disposer de beaucoup plus de place que je n'en ai dans ce journal.

J'aurais voulu rappeler le grand amour de Louise pour son ami Th. Ferré, tombé au plateau de Satory, sous les balles versaillaises, à la suite du procès des communards; sa fière réponse aux juges militaires de Versailles, pendant son procès, le départ pour Nouméa, le séjour à la Nouvelle-Calédonie, en compagnie de tous les grands militants de l'époque; les vers de Victor Hugo à Virago-major, citer tous les journaux où Louise collabora — ou qu'elle fonda — comme *Le Libérateur*, montrer la grandeur d'âme de cette femme admirable qui pardonna à celui qui avait voulu attentat à ses jours et au père qui guida sa main. Tout cela est impossible. Je m'en excuse et, encore une fois, je le regrette beaucoup.

Qu'on sache au moins qu'à ses obsèques, tout un peuple recueilli et endeuillé par la perte qu'il venait d'éprouver, conduisait, en janvier 1905, Louise Michel à sa dernière demeure.

Je conseille vivement, en terminant, à nos amis, aux jeunes surtout, de lire le livre que Fernand Planché a consacré à cette admirable héroïne populaire. C'est à la fois passionnant comme un roman et un grand exemple à suivre. Un tel livre a sa place dans toutes les bibliothèques. Je te remercie, Planché, de nous l'avoir donné et surtout donné sous cette forme.

P. BESNARD.

La vie ardente et intrépide de Louise Michel, par Fernand Planché. Editions Slim, 57, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e).

En vente à la Librairie de L'Action Syndicaliste. Prix : 126 francs franco.

HAN RYNER :

LES VOYAGES

DE PSYCHODORE

(chef-d'œuvre du grand écrivain)

réédité

aux Editions de l'Homme

et la Vie.

1. Quai de Montebello,

PARIS (5^e)

Souscription avant tirage :

1 ex. 80 fr. Depuis 5 ex. :

75 fr. le volume. Prix de vente

en

Service de Librairie

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)

En raison des conditions impossibles qui nous sont faites actuellement pour le réapprovisionnement de brochures, particulièrement en ce qui concerne celles provenant des éditions des brochures mensuelles, notre service de librairie s'excuse de ne plus pouvoir fournir aux camarades les brochures qu'ils demandent. En cas de manquement, nous demandons à nos amis qui nous passeraient des commandes de bien vouloir indiquer par quels autres ouvrages ils désireraient que les brochures qui nous manqueraient soient remplacées.

Nous avisons les camarades que les livres suivants sont épuisés : « La Révolution russe en Ukraine de Makno » et « Histoire du mouvement makroniste », par Archinoff.

Pour les commandes et envois de fonds, s'adresser à Doussot (René), 9, av. de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e) C. C. P. 5046-35 Paris

NOS LIVRES

Table listing various books with columns for title, price at the seat, and price in France. Includes titles like 'L'Ethique du Syndicalisme', 'L'Entr'Aide', 'La Douleur Universelle', etc.

NOS BROCHURES

Table listing various brochures with columns for title, price at the seat, and price in France. Includes titles like 'De Pierre Besnard', 'Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme', etc.

COMMUNIQUE

En raison des augmentations successives qui se manifestent dans tous les domaines, le « Rebelle » (ex-Insurgé) se voit dans l'obligation de cesser sa parution.

Nous remercions vivement les camarades qui ont contribué à la vie du Journal, et conformément à l'engagement pris dans notre circulaire du 15 septembre, les derniers souscripteurs seront remboursés.

Le Gérant : Eugène JUHEL

Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

Quelques renseignements sur les allocations familiales

La loi du 22 juillet 1946, parue à l'Officiel du 23 août 1946, modifie profondément le régime des allocations familiales appelées désormais « Prestations familiales ».

- Les prestations familiales comprennent : 1° Les allocations de Maternité; 2° Les allocations Familiales; 3° Les allocations de Salaire Unique; 4° Les allocations Prénatales.

Conditions à remplir pour bénéficier des prestations familiales

Toute personne française ou étrangère résidant en France ayant à sa charge, comme chef de famille, un ou plusieurs enfants résidant eux-mêmes en France, bénéficie pour ces enfants des prestations familiales.

Les travailleurs frontaliers ayant leur lieu de travail permanent en France, bénéficient des prestations familiales dans les mêmes conditions que les travailleurs français, s'il a été passé, à cet effet, une convention avec leur pays de résidence.

Allocations de maternité

Cette prestation est attribuée, à la naissance survenue en France de chaque enfant de nationalité française, né viable, légitime ou reconnu.

Prime à la première naissance. — Cette prime est due si la mère n'a pas atteint 25 ans à la naissance du premier enfant ou si celle-ci survient dans les 2 ans qui suivent le mariage.

Taux de la prestation. — Elle est égale au triple du salaire moyen mensuel de base et elle est versée : la première moitié à la naissance sur présentation d'un bulletin de naissance de l'enfant et la seconde moitié lorsque l'enfant a atteint l'âge de 6 mois, sur présentation d'un certificat de vie.

Prime à la deuxième naissance et aux suivantes. — Pour les naissances suivantes, l'allocation de maternité est due si l'enfant naît dans les trois années qui suivent la naissance du précédent enfant.

Taux de la prestation. — Le montant de cette prestation est égal à 2 fois le salaire moyen mensuel de base et elle est versée dans les mêmes conditions que celle accordée lors de la première naissance.

Ces allocations ne peuvent être dues que pour les naissances survenues après le 1^{er} juillet 1946; elles sont insaisissables et sont versées au père, à la mère, au tuteur ou à la personne ayant la garde de l'enfant. Dans le cas où celles-ci seraient susceptibles de ne pas être utilisées pour les soins de l'enfant, elles peuvent être versées à une œuvre ou à toute personne désignée à cet effet.

Les employeurs et les travailleurs indépendants peuvent prétendre à ces allocations au même titre que les salariés.

Exemple : Pour le département de la Seine, le salaire moyen départemental est de 5.650 francs.

Prime à la première naissance : 16.950 fr. Prime à la deuxième naissance et aux suivantes : 11.300 fr.

Allocations familiales

Les allocations familiales sont dues à partir du deuxième enfant à charge résidant en France; elles sont versées à la personne qui assume, dans quelque condition que ce soit, la charge effective et permanente de l'enfant.

Durée du versement. — Les allocations familiales sont dues : 1° Tant que dure l'obligation scolaire et un an au delà pour l'enfant à charge non salarié; 2° Jusqu'à 17 ans pour l'enfant en apprentissage;

3° Jusqu'à 20 ans pour l'enfant poursuivant ses études ou qui, par suite d'infirmité ou de maladie incurable, est dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié.

Remarque : L'enfant du sexe féminin qui vit sous le toit de l'allocataire et qui, fille ou sœur de l'allocataire ou de son conjoint, se livre exclusivement aux travaux du ménage et à l'éducation de 2 enfants de moins de 10 ans, est assimilée à l'enfant poursuivant ses études.

Taux des allocations familiales. — Dans le département de la Seine, les allocations familiales sont calculées sur la base mensuelle de 225 fois le salaire horaire minimum du manoeuvre ordinaire de l'industrie des Métaux, soit : 225 fois X 25 = 5.625 fr., arrondis à 5.650 fr.

Il est à remarquer que les allocations familiales varient dans les mêmes proportions que ce salaire.

Pour 2 enfants à charge, les A. F. sont égales à 20 % du salaire de base. Pour 3 enfants à charge, les A. F. sont égales à 50 % du salaire de base.

Pour 4 enfants à charge, les A. F. sont égales à 80 % du salaire de base. Et, enfin, une majoration de 30 % par enfant à charge au delà du 4^e.

Ces dispositions prennent effet du 1^{er} juillet 1946 et ne sont applicables que pour le département de la Seine et la zone I de Seine-et-Oise; nous étudierons dans un prochain article le taux et le mode de calcul des allocations familiales pour les autres départements.

Allocations de Salaire unique

L'allocation de salaire unique est versée aux ménages où, seul, le chef de famille bénéficie d'un revenu professionnel provenant d'une activité salariée. Cette allocation est due à partir du premier enfant à charge et dans les mêmes conditions que les allocations familiales.

Remarque : Article 13 de la loi du 22 août 1946 assimile l'allocation de chômage à un revenu professionnel.

Taux de l'allocation. — Le mode de calcul de l'allocation de salaire unique est le même que celui des allocations familiales.

Le taux de l'allocation est fixé à : 20 % pour un enfant unique, à charge, de moins de 5 ans;

20 % pour un enfant unique, à partir de 5 ans, pour un allocataire isolé.

20 % pour un enfant de plus de 5 ans, à charge, d'une famille qui en compte ou en a compté plusieurs.

10 % pour un enfant unique de plus de 5 ans, et qui n'ouvre pas droit à l'allocation de 20 % ci-dessus.

40 % pour deux enfants à charge.

50 % pour trois enfants à charge, et davantage.

Remarques : 1° Les allocations familiales et les allocations de salaire unique doivent être payées à intervalle ne dépassant pas un mois (art. 22).

2° Le droit à ces allocations (Familiales et Salaire unique) est ouvert à dater du jour où l'état de grossesse de la mère est déclaré (art. 14).

Nous publions, dans un prochain article, un tableau des allocations familiales et de salaire unique pour la Seine et la Seine-et-Oise.

Allocations prénatales

Les allocations prénatales sont une prestation créée par la loi du 22 août 1946 et qui ne peuvent être dues qu'à partir du 1^{er} juillet 1946.

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre « Salaire unique », les allocations familiales et de salaire unique sont dues à compter du jour où l'état de grossesse de la mère est déclaré. Si cette déclaration est faite dans les trois premiers mois de la grossesse, les allocations prénatales seront dues pour les 9 mois ayant précédés la naissance.

Pour percevoir les allocations prénatales, la future maman doit se soumettre aux prescriptions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile.

Le montant de ces allocations est versé en trois fractions.

Premier versement, après remise à la Caisse d'une demande d'allocations et d'un certificat de grossesse établi au cours du 3^e mois. Ce versement est égal à une mensualité.

Deuxième versement, après remise à la Caisse d'un certificat de grossesse établi au cours du 5^e mois. Ce versement est égal à deux mensualités.

Troisième versement, après remise à la Caisse d'un certificat de grossesse établi au cours du 8^e mois. Ce versement est égal au solde de la somme due au total.

Il est à remarquer que les trois certificats exigés correspondent aux examens des troisième, cinquième et huitième mois de la Sécurité Sociale.

Taux des allocations prénatales. — Le taux mensuel des allocations prénatales est de 20 % du salaire moyen mensuel de base pour la première grossesse, c'est-à-dire : 1.130 francs.

Les employeurs et travailleurs indépendants peuvent prétendre aux allocations prénatales dans les mêmes conditions que les travailleurs salariés.

Toute femme en état de grossesse qui, après la naissance, ne pourra pas bénéficier des allocations familiales et de

salaire unique (enfant mort-né, pas de revenu professionnel), a droit, pour la période prénatale, à des allocations égales au montant des allocations familiales versées pour deux enfants à charge.

Remarque : Dans certains cas, un même enfant ouvrira droit aux prestations familiales et en même temps à une majoration :

- soit de l'allocation de chômage, soit de l'allocation aux réfugiés, soit de l'allocation militaire, soit d'une retraite ou pension attribuée par l'Etat ou collectivités publiques, ou organismes de prévoyance obligatoires.

Les prestations familiales sont servies par priorité et exclues à concurrence desdites majorations.

Si les prestations familiales sont inférieures au montant des majorations, ces dernières seront réduites à concurrence du montant des prestations familiales.

Nous publions dans un prochain article le tableau des salaires moyens départementaux permettant le calcul des prestations familiales.

Les Camarades qui voudraient des renseignements sur les Assurances Sociales, les allocations familiales, peuvent s'adresser à la permanence tous les vendredis, de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Lettre ouverte à M. le ministre de la Santé Publique

Monsieur le Ministre,

Voici près de vingt ans que, sans discontinuer, les dirigeants syndicalistes qui se sont succédé à l'usine d'Albi (Fonderie du Saut du Tarn) n'ont cessé de lutter pour l'installation en cet établissement, d'un service d'hygiène et de soins de propreté élémentaires, dont les trois cents ouvriers qui y travaillent ont besoin.

D'où vient donc que, malgré cette lutte constante et toujours active, les travaux à effectuer pour aboutir au résultat n'ont pas encore été entrepris?

Quoi qu'il en soit, il y a urgence absolue à faire installer le service que nous demandons.

Exerçant un métier très pénible, très dur, très salissant de surcroît, dont le profane ne peut avoir qu'une vague aperçu, l'ouvrier de fonderie a un grand besoin de propreté et d'hygiène.

Après son travail, il devrait pouvoir se livrer aux ablutions nécessaires. Or, au Saut du Tarn, il ne peut le faire, bien qu'il ait réclamé il y a bien longtemps, les douches et bains nécessaires.

D'autre part, les lavabos rudimentaires qui existent en plein atelier (Tour et Fonderie agricole) attestent, par leur état, de quel laissez-aller et je menfichisme, ils sont l'objet de la part de la direction.

De même, les poussières provenant de la transformation des métaux, de l'ébarbage et de l'usinage de pièces moulées et qui recouvrent d'une couche toujours plus épaisse, tous les locaux adjacents aux ateliers, les votes de l'usine et

les moindres recoins, fournissent la preuve du peu d'intérêt apporté par l'administration du Saut du Tarn aux nécessités élémentaires de l'hygiène.

Certes, nous savons que l'installation demandée représente selon la conception patronale en honneur, une « dépense improductive ».

Vous voudrez bien nous permettre de n'être pas de cet avis et de dire, au contraire, que cette dépense éminemment sociale, est productive au premier chef, en augmentant en valeur et en durée le capital main-d'œuvre de l'usine.

En outre, il n'est pas douteux que cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Ministre, et en attendant le statut de cette situation a sa répercussion sur l'exode constant de la main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres professions mieux outillées, plus rémunératrices et où la vie humaine est aussi mieux défendue dans le présent et pour l'avenir.

C'est le cas pour les mines, qui voient venir vers elles des travailleurs attirés par des avantages directs : salaires plus élevés, ravitaillement meilleur, attribution de charbon, hygiène normale, etc., etc. et qui ont la perspective de jouir, à un âge convenable, d'une retraite que ne connaît pas encore le métallurgiste, sans qu'on sache pourquoi d'ailleurs.

DANS NOS RÉGIONS

CHEZ LES CHEMINOTS

La Fédération des Cheminots, syndicats adhérent à la « Grande C. G. T. » vient de procéder à un vote « Démocratique ? ! ». En effet, les cheminots qui ont pu, tout comme les autres, constater l'inefficacité du vote en matière de gouvernement, se sont rattrapés en retournant aux urnes élire leurs « Défenseurs Syndicaux ».

N'allez surtout pas croire que les dirigeants et bureaucrates de la Fédération allaient être remplacés, car les ouvriers et employés ne votent que pour une liste de délégués, au dernier échelon, désignés par la C. G. T. Celle-ci, étant sûre de sa victoire, puisque, seule une C. F. T. C., radicalement opposée à toute réforme révolutionnaire, lui était opposée ; seuls les délégués désignés par les dirigeants cégétistes avaient leurs voix assurées. Ce qui n'a pas empêché de pouvoir lire sur les bulletins de vote : « A bas les 54 heures, nous exigeons le retour immédiat aux 40 heures ».

Il est heureux de constater que les ouvriers commencent à comprendre. Ils comprendraient peut-être mieux s'ils savaient que leur secrétaire de Fédération, après avoir été décoré de la légion d'honneur (décoration qu'il était le premier à condamner lorsqu'il était encore à l'atelier) vient d'être nommé contrôleur technique en passant d'aide ouvrier leuveau, échelle 3, à l'échelle 40. Ce n'est pas mal pour un délégué ! Qu'en pensent les aide-ouvriers qui se tuent au labeur jusqu'à leur retraite ? La fonction syndicale paye bien, et la direction de la S. N. C. F. a subitement bien de la sollicitude pour ceux qui défendent des intérêts « opposés aux siens ! ».

Contre tous ces profiteurs du peuple, les camarades cheminots doivent comprendre leur véritable intérêt et rejoindre avec nous les rangs de la C. N. T., le seul syndicat véritablement révolutionnaire ne poursuivant aucun but politique.

La Section Syndicale Cheminote de la C. N. T.

MOTION R. B. V.

Les ouvriers et techniciens de l'outil-triage R. B. V. adhérents au Syndicat industriel des métaux C. N. T., Réunis en assemblée générale le 3 octobre 1946,

Se déclarent solidaires de leurs camarades de la C. G. T. dans l'action revendicative, comme les récents mouvements de l'usine l'ont démontré;

Reposent les méthodes démagogiques et politiciennes employées par les fonctionnaires inamovibles de cette centrale — méthodes qui ont abouti à une véritable trahison des intérêts vitaux des classes laborieuses;

Partisans du syndicalisme fédéraliste, seule expression des aspirations des syndiqués, se déclarent prêts à faire face aux attaques venimeuses et malhonnêtes qui tentent d'identifier la C. N. T. à un organisme réactionnaire à la solde des oligarchies industrielles. Attaques non désintéressées des budgétivores C. G. Tistes.

Ils invitent les camarades encore abusés par les méthodes de la Grande Centrale à venir les rejoindre en toute fraternité au sein du Syndicat industrie des métaux C. N. T.

Permanence tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 30, chez Gatti, restaurant, 264, rue de Belleville.

ENFIN, L'OS TANT ATTENDU !

Voici un an déjà, que vers la fin septembre 1945, se réunissait aux chutes d'Aston, la commission paritaire des Barrages, qui avait pour but de régler différentes primes dues aux travaux de haute altitude et de Barrages en montagne. Primes qui hélas ! ne venaient jamais et que l'on remettait toujours au lendemain.

Mais à force, les compagnons las d'attendre, commencent à réagir en jetant leur carte syndicale à la face des dirigeants pontifes de la C. G. T., Alvarez, Junca, incapables de défendre les intérêts de leur propre classe qu'ils ont oubliés, ayant perdu l'habitude du travail et des chantiers depuis fort longtemps.

Comment peut-il en être autrement

alors que l'on sait que le délégué national des Barrages, Alvarez, en tournée dans l'Ariège, au lieu de visiter les chantiers et s'entretenir avec les délégués syndicaux des différents chantiers comme il était de son devoir, préféra s'entretenir avec le maître-d'œuvre et, parait-il, cet entretien fut suivi d'un bon petit gueuleton.

Il est vrai que les chantiers ne sont guère accessibles avec une voiture, et puis les galeries n'ont pas le sol ciré ou lisse. Notre délégué aurait pu s'y croquer et s'y fatiguer.

Et puis les délégués de chantier sont peu intéressants, ce sont des prolos, notre délégué national a préféré le maître à l'œuvre, c'est beaucoup mieux et c'est plus porté actuellement. Il faut suivre la mode. Fini pour eux l'action directe qui est la lutte constante entre patrons et ouvriers, ceux qui en parlent disent : « Ils sont des anarchistes. »

Voilà comme on défend les intérêts des gars des Barrages.

Mais, devant le souffle des vrais syndicalistes qui gronde dans la vallée d'Aston, où la voix de la C. N. T. se fait entendre, ils ont, pour redorer leur blason tant soi peu terni, exhumé cet os blanchi, vieux d'un an, de la commission de septembre 1944, pour la commission paritaire du 9 septembre 1946, afin d'obtenir les primes qui nous étaient dues depuis longtemps.

Voilà l'action néfaste que font les dirigeants de la C. G. T.

Contre toutes ces palinodies, contre tous ces reniements, camarades de la Vallée d'Aston rejoignez sans tarder les rangs de la Confédération Nationale du Travail, C. N. T. (section française de l'Association Internationale des Travailleurs), représentant le véritable syndicalisme ouvrier et lutte de classe, seul capable de défendre les intérêts des travailleurs.

Pour la Vallée d'Aston, pour les adhésions et renseignements, adressez-vous au camarade Miécamp.

LE PROLO.

ATTENTION !

Le vendeur qui, pendant le mois de novembre aura diffusé le plus

d'ACTION SYNDICALISTE

recevra une

superbe miniature

peinte à la main

sur ivoirine

montée sur broche aurifère gracieusement offerte par la Coopérative Ouvrière ATA

LE SYNDICALISME EN ITALIE

par P. Fancello

Avec la débâcle du fascisme, tous les partis politiques se sont jetés comme des oiseaux de proie sur le prolétariat italien.

Communistes et socialistes, républicains et actionnistes, démocrates et qualunquistes (ce parti est un parti néo-fasciste), se donnent la peine de s'intéresser à l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière.

Et, naturellement, tous se jettent dans l'organisation syndicale, car, messieurs les politiciens prétendent de l'organiser à leur façon.

Le syndicalisme classique, le syndicalisme de la lutte de classe, celui de Pelloutier et de Griffuelhès, de Borghi, de l'Union Syndicale Italienne et de la C.N.T. espagnole avait pour but l'émancipation des travailleurs par le moyen de la lutte de classe et de l'action directe. Les politiciens de tout acabit étaient éloignés du syndicalisme, car les politiciens se servent de la classe ouvrière pour leur conquête parlementaire et pour leur ambition gouvernementale. Mais avec l'évolution de la classe ouvrière, en Italie comme en Allemagne ou en France, tous les professionnels du syndicalisme sont devenus des députés, parfois des ministres.

Quelques ouvriers naïfs ont espéré du camarade député ou du camarade ministre la réalisation par décret des améliorations qui jadis ont coûté des années de lutte, parfois sanglante entre exploités et exploités.

Les déceptions n'ont pas tardé.

Avec le mélange de l'économie et de la politique, le syndicalisme est devenu gouvernemental.

En Italie, avec le corporatisme de Rossoni, en Allemagne, en Russie. Et le syndicalisme d'Etat n'a aucune raison d'être. En admettant que l'Etat soit un Etat ouvrier comme en Russie, le syndicalisme devient un rouage inutile et gênant, car il ne peut exercer aucune fonction. En Russie, en Italie ou en Allemagne, les ouvriers n'ont pas le droit de grève. L'Etat c'est tout et pourvu que l'Etat soit tout-puissant dans les mains des travailleurs, le syndicalisme de revendications prolétaires serait parfaitement inutile.

Ainsi avec la débâcle monétaire de l'Italie, les communistes qui prétendent monopoliser la révolution selon la méthode moscovite sont devenus pythagoriciens et, à la recherche du nombre, ont embrogé dans leurs calculs tous les fascistes qui, par peur de l'épuration, cherchaient un drapeau sous lequel ils pouvaient s'abriter.

Aujourd'hui le parti communiste italien a ramassé tous les déchets du fascisme et, à la différence de la révolution russe qui avait une certaine défiance des intellectuels, cette défiance se manifeste contre les ouvriers.

Tous les secrétaires de bourses du Travail, tous les bureaucrates de l'organisation ouvrière sont recrutés parmi les déclassés du régime mussolinien.

Des instituteurs, des avocats, des professionnels du fascio sont installés par le parti de Lénine dans les bureaux de l'ancienne corporation fasciste.

Et ils n'ont pas changé de méthode. au contraire ! A Carbonia, centre important minier de la Sardaigne, les communistes n'hésitent pas à moucher les ouvriers pour le compte du patron. Ils se partagent le troupeau des exploités avec les démocrates et pour obtenir les grâces du pape, au premier mai, jour de revendications, ont invité les ouvriers à la messe, pendant que le maire de la ville empêchait un camarade de parler à la foule. Sur 13.000 ouvriers il y en a 8.000 de syndiqués. Et sur ces 8.000 seulement 1.200 ont voté pour les candidats communistes. Tout de même, mystère de la mathématique, ils ont eu la majorité. La liste syndicaliste n'a pas été acceptée, car ont droit seulement les partis qui collaborent au gouvernement. Et ils ont le toupet de dire que le syndicalisme doit être apolitique !

L'avocat Giardina, fils de la louve et ancien officier de la milice fasciste a été installé dans la bourse du travail de Carbonia malgré la volonté des ouvriers. Les cotisations servent à colmater le budget du parti, car, même le secrétaire du syndicat est appointé par la direction des travaux.

Vous vous rendez compte de l'action du secrétaire aux dépendances de M. le Directeur et qui se promène dans son Isotta-Fraschini ?

Le syndicalisme aujourd'hui sert à extorquer des subventions au gouvernement.

Ces jours-ci un journal hebdomadaire de Cagliari : *Presente*, a accusé le parti communiste d'avoir reçu de l'argent, des sommes considérables des chefs fascistes sardes pour fléchir la rigueur du camarade Togliatti, ministre de la justice.

M. Togliatti est le Thorez italien, les communistes sardes ont porté plainte et le directeur responsable de *Presente* est prêt à donner les preuves. Nous verrons au banc de Thémis les « squadrists » accuser les fauchés-marteau d'avoir mangé au râtelier des « manganelattori ».

Dans le syndicat il n'y a plus rien. Les masses s'éloignent dégoûtées en murmurant que le syndicat d'aujourd'hui c'est le même que le syndicat fasciste : Payer la cotisation et se taire.

De la dictature de l'huile de ricin à celle des saintes huiles... Si la résignation est une vertu théologique ce n'est certainement pas une vertu syndicale, et ceux qui préfèrent souffrir en ce monde pour jouir dans l'autre ne seront jamais de bons syndicalistes.

En attendant la vie continue au jour le jour. Les vols et les agressions ne se comptent plus. Des trou-

peaux de brebis disparaissent des yeux des bergers ; des autobus postaux, des trains même sont arrêtés en pleine campagne et les voyageurs fouillés et dévalisés. Plus il y a de « carabinieri » (gendarmes) plus augmentent les vols. Il paraît que ce genre de vols sont d'importation américaine. Cadeau de guerre. Mais en Italie et, surtout ici en Sardaigne, il n'y a plus moyen de vivre.

La dictature du Vatican enveloppe l'Europe comme un linceul : au Portugal, Salazar et Carmona si chers au chanoine Desgranges, sont les hommes des jésuites ; en Espagne, le sinistre Franco se maintient au pouvoir appuyé à la tiare de Saint-Pierre et au Stock-Echange ; en France, Bidault a remplacé Pétain, mais tous les deux appartiennent aux jésuites. Rappelez-vous ce que disait Gerlier à propos du boucher de Verdun :

« J'emploierai toute ma vie pour réconcilier De Gaulle et Pétain. Et les premiers soins du grand maréchal hitlérien ont été de subventionner les écoles confessionnelles. En Italie, derrière le dôme de Saint-Pierre, pointe le tricorne de l'inquisiteur. Les enfants marchandés par le Traité de Latran, appartiennent à l'Eglise, la liberté de presse est attaquée par les organes gouvernementaux. Même le président de la soi-disant république du Sacré-Cœur, a été imposé par le pape, car les socialistes présentaient le philosophe Benedetto Croce, un monarchiste lui aussi, et a été écarté par ce qu'il n'est pas persona grata, auprès du Pontife : il est anticlérical.

Mais, si en France tout finit par des chansons, en Italie cela finirait certainement par des opéras.

Et ce seront des opéras-bouffes, bouffes et sanglants.

Remous coloniaux

Quand on examine l'évolution poursuivie depuis quelques années par les pays colonisés, on se rend compte qu'ils ont subi des modifications internes considérables. Ils ont connu, par la force des événements politiques mondiaux, les lois du développement historique du capitalisme. L'industrialisation apparue avant la guerre s'est accentuée depuis. Là où l'activité essentielle reposait sur l'agriculture, des usines ont vu le jour, se sont

bourgeoise locale augmentait proportionnellement sa part dans le revenu colonial et elle devint une force économique active, sans pour cela que les conditions de vie du fellah ou du coolie changeassent notablement.

Les mêmes causes engendrent des effets analogues ; aujourd'hui les bourgeois indigènes sont agités par des passions qui s'apparentent à celles qui animaient notre bourgeoisie à la veille de sa révolution : secouer une tutelle devenue insupportable.

C'est pourquoi, un peu partout, dans les colonies et dans les pays sous mandat, les mouvements nationalistes atteignent une ampleur jamais connue et manifestent une recrudescence d'activité inquiétante pour les états capitalistes, dont certains tirent leur prospérité relative de l'exploitation des peuples coloniaux. Cependant, ces mouvements, derrière le pavillon de la lutte contre l'oppression colonialiste qu'ils arborent, en fait, se dissimule la revendication de la bourgeoisie indigène pour l'indépendance économique et politique. L'indépendance nationale est le stratagème qui permet de rallier l'unanimité des vaincus du colonialisme pour soutenir et défendre des intérêts hautement matériels qui cherchent une expansion et une expression totale. Elle est pour le capitalisme. Il s'agit moins de mettre la nation libérée à l'abri des convoitises de l'impérialisme tutélaire que de partager avec lui, même avec d'autres si ça sert sa cause, les profits de l'exploitation des richesses naturelles et du prolétariat indigène. Les questions de race, de langue, de religion sont prétextes à spéculations politiques, des moyens pour atteindre une fin. Car, en effet, pour que les revendications présentées par les courants nationalistes coloniaux soient d'une légitimité indiscutable, d'intention pure et saine, faudrait-il que les propositions qui en découlent tiennent compte de la diversité des peuples vivant dans les délimitations géographiques conventionnelles, sur le territoire en question. Or, tel n'est pas le cas puisqu'on nous propose le plus souvent des institutions qui grouperaient sous la même férule des groupes humains, des peuples ayant des façons de vivre et de s'exprimer qui ne se ressemblent pas et qui quelquefois ne cherchent même pas à se rassembler. Pour se libérer faut-il ne pas rendre la vie insupportable aux autres en leur imposant des règles d'administration et une morale politique qui n'est pas forcément de leur convenance.

Le centralisme, c'est non seulement le pire ennemi de l'homme, c'est aussi la source de conflits ethniques, d'hostilités et de rancoeurs, parce qu'il néglige ou ne veut pas reconnaître les caractères spécifiques des peuples, leurs mœurs, leur langue ou leur dialecte, pour les subordonner à des lois et à des principes identiques. Il n'est pas un élément de progrès, car la civilisation ne peut s'épanouir que dans le cadre des aspirations particulières à chaque peuple, à chaque race, dans la liberté spirituelle et sans contraintes matérielles.

Mais, précisément, ces courants nationalistes, malgré le radicalisme qu'ils affectent, sont plus près de la civilisation occidentale, du capitalisme libéral que d'une conception nouvelle et humaine capable de faire évoluer la société vers une forme supérieure d'organisation. En ce sens, ils sont conservateurs ; pour ces raisons, il n'est pas surprenant de les voir se rallier à l'idée du centralisme bourgeois pour la structure de l'Etat.

On comprend ainsi pourquoi ils trouvent aisément audience auprès des officiels qui, à des degrés divers, sont les représentants des forces économiques régionales du monde. D'ailleurs, pour ces derniers, l'essentiel, l'administration des colonies échappant en totalité ou en partie à leur autorité, c'est que les circuits économiques ne soient pas fermés, que ces états « inférieurs » s'intègrent volontairement ou non, dans l'économie impériale pour constituer des zones d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement des produits manufacturés. En somme, la notion du Profit, elle seule, guide et oriente les pourparlers et les tractations. Les solutions sont celles qui doivent en assurer la pérennité.

Ces dernières, nous les rejurons en bloc, parce que contrairement au bon sens, à l'équité, et parce qu'elles ne déplacent pas le problème d'un iota. Au centralisme, nous opposons le fédéralisme qui reconnaît à tous et à chacun le droit et la nécessité de s'organiser et de s'administrer selon son tempérament, ses habitudes et ses coutumes, sur le plan ethnique, en conservant ses caractères propres et distincts. Il permet des rapports fraternels entre les peuples en établissant un climat de compréhension mutuelle et réciproque des intérêts. Les peuples unis par des liens semblables, n'étant pas brimés ou opprimés, ne viseront pas à l'assujettissement des autres ; connaissant tout le prix et le bienfait de la liberté, ils ne voudront pas la ravir aux autres par l'exercice de la violence. Cependant le fédéralisme ne serait rien s'il ne s'accompagnait pas du retour à la collectivité des instruments de production et de distribution, ainsi que les richesses du sol et du sous-sol.

Le fédéralisme politique existe dans certains états capitalistes, les Etats-Unis et la Suisse par exemple, sans pour cela que la condition humaine se soit améliorée. C'est que le Profit fait de chaque individu, des salariés, les esclaves de sa loi et, qu'en définitive, ceux-ci doivent supporter ses exactions et ses brutalités grâce à un appareil coercitif et à un droit qui s'applique à les maintenir dans la servitude.

L'indépendance nationale, la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne peuvent être résolues et réelles que par la mise en place d'organismes d'administration fédéralistes au lieu d'un pouvoir central omnipotent, complétés par la syndicalisation des secteurs économiques prépondérants dans les colonies actuelles : en quelques mots, donner aux hommes le pouvoir de décider de leur sort, sur le terrain social comme sur le plan économique.

L'Action Syndicaliste

NOTRE DOCTRINE

Action immédiate et luttes d'avenir

(Suite)

Les méthodes d'action du syndicalisme ont connu des déformations intentionnelles, soit pour le caricaturer, soit pour le sectariser. Evidemment, pas celles du syndicalisme officiel, confortablement installé dans la société, légalisé, toléré et apprécié pour son rôle modérateur et temporisateur, mais celles du réel, de l'authentique, de celui qui ne renie pas l'héritage de ses précurseurs.

Banissant les formes juridiques qui constituent des obstacles à la solution des litiges, opposant salariés et patrons, illégitime et applique l'action se situant en dehors de toutes conventions pré-établies ou établies contre le gré des travailleurs, contre eux le plus souvent, par esprit de classe.

Les détracteurs du syndicalisme en parlent avec mépris et tout le péjoratif qu'un bien-pensant doit avoir pour juger l'œuvre des ouvriers. Pour eux, cette action est le déchaînement des instincts les plus vils et des appétits les plus sordides, où ceux qui y ont recours ne songent qu'à la violence, que de pillage, de bagarre et de coups.

Cette action, motivée par des soucis et des raisons strictement revendicatifs, est une *action revendicative directe*. Elle ne vise pas à créer des perturbations spectaculaires, mais en partant des données effectives qui suscitent cette

action, obtenir le maximum des avantages recherchés. Pour cela, il ne peut y avoir de règles fixes, formelles et absolues dans le choix des moyens. Ces derniers peuvent varier sans cesse ; selon le caractère de l'action à entreprendre et du rapport des forces qui s'affrontent. Ils peuvent se limiter aux pourparlers comme ils peuvent se caractériser par la cessation du travail, partielle ou totale. Cette détermination des moyens ne peut se faire arbitrairement ; elle dépend le plus souvent des conjonctures du moment, économique et sociale. Cependant, quelles que soient les circonstances, toutes interventions directes ou indirectes des salariés doivent se situer dans le cadre de leurs connaissances et avec leur consentement.

Leurs interprètes n'étant que des mandataires habilités pour dénouer le différend ou le litige, leur activité doit être la conséquence des décisions prises par les intéressés qui, en même temps, exercent un contrôle permanent sur elle.

Cette notion de la lutte revendicative n'a rien d'étriqué et ne s'oppose pas à des mouvements d'entrevue. La concentration industrielle crée non seulement des liens de solidarité entre les ouvriers d'une même entreprise, mais aussi entre ceux d'une même industrie. Le mécanisme économique engendre une égalisation par le bas, des conditions de vie et de travail, qui affectent tous les salariés, créant ainsi les mobiles d'une action plus ample, quelquefois généralisée. Elle s'impose naturellement et plus nécessairement quand la rémunération du travail et le standard de vie ouvrier sont établis par un organisme superfétatoire qui annule toute disparité entre les mêmes catégories professionnelles de différentes industries.

Bien souvent des grèves de sympathie, de solidarité, surgissent pour appuyer l'action revendicative engagée par certaines couches de salariés. Au fond, qu'est-ce que cela traduit ? Tout simplement une identité de misères et d'angoisses qui s'exprime sous des formes distinctes. La masse qui sympathise agit en faveur de l'autre, parce qu'elle connaît et comprend ses soucis et ses besoins. Par conséquent, les luttes revendicatives contiennent en elles-mêmes des facteurs d'extension ; du stade industriel, elles peuvent embrasser toutes les couches laborieuses.

Mais peut-on raisonnablement croire que la lutte ne puisse pas déborder les bornes qu'elle s'était assignées. « La politique, c'est de l'économique concentré ». Et, invariablement, indépendamment de la volonté des participants ouvriers à la lutte, la structure idéologique, politique et morale de la société, pour ne pas être ébranlée dans ses fondements qui reposent sur le Profit, fera jaillir ses armes coercitives et répressives pour rétablir un équilibre qui pourrait être rompu par un accroissement de bien-être des

salariés. Car des améliorations réelles et incontestables ne peuvent se produire qu'au détriment de la plus-value capitaliste. Dans ces conditions, toute lutte revendicative confie en puissance un caractère social dont la pointe est dirigée contre l'ordre établi, tout en conservant des traits initiaux et sans avoir recours, du côté des ouvriers en lutte, aux moyens traditionnels, usuels et connus de la politique. La politisation des grèves n'est pas le fait des ouvriers, mais de l'interprétation juridique et de la transposition politique qu'en fait le patronat et les exploités.

Quand l'immixtion de l'Etat ne se produit pas, c'est que l'action obéit à des données qui sortent des intérêts spécifiques des travailleurs. C'est quand on s'efforce de les adapter ou de les concilier aux nécessités et aux possibilités du système capitaliste que l'appareil d'Etat reste passif ou bienveillant. Là, de toute façon, les compromis ne peuvent être que provisoires et les compressions répétées du mécontentement ouvrier amènent finalement, tôt ou tard, son explosion avec une force violente.

Les luttes sont appelées à avoir, de plus en plus, des horizons étendus, sans limites dans l'espace. L'interprétation et l'enchaînement de l'économie mondiale, avec ses influences réciproques et la concurrence acharnée pour la conquête des débouchés, la recherche du meilleur prix de revient par des salaires bas tandis que la production des biens de consommation s'élève sans arrêt, posent dès maintenant, et d'une urgente façon, le besoin d'une fonction de toutes les forces ouvrières internationales pour résister à l'exploitation dracônienne du capitalisme. Les actions revendicatives nationales peuvent être brisées par l'intervention répressive de l'Etat, c'est entendu, mais au cas de résistance victorieuse à celui-ci, elles peuvent l'être par des importations, par conséquent grâce à l'inconscience des prolétaires des autres pays. Il faut donc créer les organismes de solidarité internationale ; être en mesure de combiner des actions convergentes pour que, dans un secteur du monde ou dans un autre, les revendications reçoivent une solution satisfaisante. Le nivellement des conditions d'existence des travailleurs qui ne se fait pas uniquement sur le plan national d'ailleurs, en sollicitant tous les producteurs de la planète, doit permettre la réalisation d'une union par dessus les continents.

CONGRÈS DE LA 2^e UNION RÉGIONALE

Précédant le Congrès constitutif de la C. N. T., les assises de la 2^e Union Régionale se tiendront le dimanche 10 novembre, Salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (Métro : Colonel Fabien).

La 1^{re} séance s'ouvrira à 9 heures précises. Les délégués des syndicats sont invités à être présents à l'heure.

Pour le Congrès Constitutif de la C. N. T.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le numéro précédent, le Congrès constitutif aura lieu les 7, 8 et 9 décembre 1946, Salle Susset, 206, Quai de Valmy, Paris (10^e), Métro : Jaurès.

Les rapports qui seront présentés et discutés au Congrès, ainsi que l'ordre du jour de ce dernier, vont être adressés incessamment aux Syndicats, avec les mandats à nous retourner avant le 30 novembre, dernier délai.

Nous demandons aux syndicats de les étudier et de mandater leurs délégués en toute connaissance de cause.

Que les syndicats prennent bonne note de la date de ce Congrès ; qu'ils nous indiquent le nombre de leurs délégués, pour lesquels nous devrions retenir des chambres et faire assurer les repas.

Nous insistons pour que ces renseignements nous parviennent ainsi que, LES NOMS, PRENOMS ET ADRESSES DES DELEGUES, AVANT LE 20 NOVEMBRE AU PLUS TARD, afin de nous permettre d'intervenir auprès de la S. N. C. F. pour obtenir les réductions de transport prévues dans ce cas pour les délégués au Congrès.



L'Action Syndicaliste

Travailleurs parisiens

la C. N. T.

vous

convie au

22, Rue Sainte-Marthe, Paris X^e

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

Est-ce une fois de plus le Crépuscule des Dieux ?

Enfin ça y est, nous sommes en République. Et même en IV^e République... définitivement, puisque nous avons une Constitution et une Chambre des Députés élue pour 5 ans... au moins.

Est-ce à dire, maintenant, que nous sommes vraiment sortis du provisoire que tout sera facilement résolu? Pas du tout. Il est même possible que nous commençons simplement à connaître les vraies difficultés.

Tout d'abord parlons de la formation du gouvernement. De quoi sera-t-il fait? Trois solutions, qui ne valent guère mieux les unes que les autres, sont théoriquement possibles, à savoir :

1^o Un gouvernement de front populaire ou de bloc des gauches, assez hétérogène, avec les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche, le tout formant difficilement une majorité ;

2^o Un gouvernement triparti, comme les précédents, que tous les participants ont condamné au cours de leurs campagnes électorales, après en avoir tiré le maximum, chacun en ce qui le concerne ;

3^o Un gouvernement formé du M. R. P. et des groupes de droite auxquels s'adjoindraient, négativement, les radicaux du Rassemblement des gauches.

Aucune de ces formules de gouvernement ne peut prétendre à la solidité, ni à la durée et les trois sont interchangeables.

Mais ce qui importe bien davantage que la forme à donner au gouvernement et l'étiquette à lui accoler, c'est l'ensemble des problèmes à résoudre par la nouvelle équipe ministérielle, pour sortir le pays de la situation catastrophique dans laquelle il est plongé.

En effet, quel que soit ce gouvernement, il aura à faire face à une

inflation considérable de billets dont la circulation dépasse déjà 700 milliards et atteindra tout près de 800 milliards avant la fin de l'année.

Cela signifie qu'il faut ou dévaluer notre pauvre franc qui, au titre de 900 p.m., ne contient plus que 8,288 milligrammes d'or pur. Et franchement, on se demande si à un tel titre, une nouvelle dévaluation est encore possible, ou bien encore, ce qui serait plus valable changer d'étalon monétaire, comme en Hongrie, sans attendre une faillite qui ne peut plus être qu'une question de temps.

La question monétaire est, certes l'essentielle, mais non la seule et il s'en faut. Mais c'est elle qui commande toute la situation, en détermine le caractère et en fixe les conséquences. Or quelles sont celles-ci ?

En premier lieu, le problème de la monnaie pose celui des salaires et des prix c'est-à-dire les deux questions cruciales du moment.

Il est notoire pour tout le monde — et c'est inutile de le constater et même de le dire — que la dernière augmentation de salaires qui a fait le tremplin électoral de certains partis qui, la veille encore en condamnaient jusqu'au principe, a eu pour conséquence de déclencher une hausse des prix d'une ampleur et d'un caractère absolument inusités, dont nous n'avons pas encore ressenti tous les effets.

Il semble bien, au contraire, à l'heure actuelle que préférant la marchandise à la monnaie, les possédants pratiquent le troc-marchandises sur la plus vaste échelle et ne consentent à livrer leurs produits que contre le maximum de signes monétaires qu'ils s'efforcent de convertir le plus tôt possible en biens solides et moins sujets à fluctuations.

Une course de vitesse est donc engagée entre les salaires et les prix,

course au bout de laquelle il ne peut y avoir que la faillite de la monnaie et de tous ceux pour qui elle représente, d'une façon ou d'une autre, le seul pouvoir d'achat.

Une telle faillite aggravée de tous les scandales inhérents au régime aura les conséquences les plus graves, extérieures et intérieures, sur le sort du pays qui, lui, ne peut déposer tout simplement son bilan et se laver les mains de la situation ainsi créée.

Il faudra donc qu'il essaye d'en sortir. Comment? En recherchant sans doute à l'extérieur, ce qu'il ne pourra plus recevoir de l'intérieur : les ballons d'oxygène qui sont indispensables à sa vie, c'est-à-dire l'argent suffisant pour remettre en marche la maison France. Où peut-il le trouver cet argent? Il semble bien qu'un seul pays au monde est assez riche pour faire cette avance : l'Amérique. Mais dans quelles conditions, pour combien de temps et quelles garanties exigera-t-elle? Nous craignons fort qu'après cette opération, il ne reste à ce pays, ni indépendance, ni autonomie dans aucun domaine et que la France ne soit plus que le Portugal des Etats-Unis et peut-être même un peu moins. Et, encore, l'Amérique consentira-t-elle ce prêt, dont dépend toute notre vie future si la France, à sa tête, possède un gouvernement dirigé par un chef ou un parti qui n'a pas son agrément? Il est infiniment probable que non. Comme on le voit la question n'est pas simple. Elle comporte encore bien d'autres éléments, mais nous ne citons que les principaux pour ne pas dépasser la place raisonnable que nous pouvons consacrer à ce problème aujourd'hui même.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir avant que le gouvernement soit constitué et que nous soyons sortis du pétrin.

L'Action Syndicaliste.

Grand Meeting de Clarification Syndicaliste

qui se tiendra le VENDREDI 6 DECEMBRE à 20 H. 30
Salle des Sociétés Savantes, 8, Rue Dapton. Métro : St-Michel ou Odéon
sous la présidence du camarade Pierre BESNARD
Secrétaire de la C. N. T. aux Relations Internationales

ORATEURS

Alexandre MIRANDE
Secrétaire 6^e U. R.
Toulouse

Eugène JUHEL
Secrétaire de la C. N. T.
à la propagande

Paul LAPEYRE
Secrétaire 8^e U. R.
Bordeaux

Un représentant du M. L. E. C. N. T. parlera en espagnol
Un représentant de la S. A. C.
Suède

Un représentant de l'A. I. T.
Association Internationale des Travailleurs

BERNARDO POU

Sous-Secrétaire de l'A. I. T. pour l'Europe Occidentale
Un représentant du mouvement anglais

Assistez nombreux à cette importante manifestation

“ La loi triche, l'impôt saigne le malheureux ”

L'impopularité de l'impôt sur les traitements et salaires force l'attention des postulants à une sinécure parlementaire. Par la radio, les placards électoraux et les discours publicitaires, certains candidats ont fait tapage pour sa suppression, pensant, en vitupérant cette source de mécontentement populaire, obtenir des suffrages et faire avaler la pilule amère de l'augmentation de la durée du travail sans majoration des heures supplémentaires.

Cet opportunisme électoral, qui ne se rend compte de la détresse des travailleurs qu'à la veille d'un scrutin, est vraiment trop grossier pour ne pas comprendre que ces promesses célestes des intentions moins louables et sûrement maléfiques. Car ce qui sera concédé d'un côté sera largement repris d'un autre. Drôles de réformes que celles qui consistent à flatter les sentiments d'équité des ouvriers, leur réprobation acrimonieuse et leur volonté de lutte en puissance contre un système fiscal de classe, pour leur imposer une législation draconienne sur la durée hebdomadaire de l'exploitation ! Oh, nous connaissons bien les soucis de ces distingués économistes ! La bourgeoisie est dans le marasme, le profit capitaliste se porte très mal, il est encore chétif, et bien pour que ça aille mieux, faisons suer un peu plus longtemps ; une plus grande production donnera des profits plus substantiels. Oui, la situation économique et financière est moins que brillante, mais pourtant les « nouveaux riches » d'après

l'avant-dernière guerre avaient triste mine en comparaison de la kyrielle de forbans et de margoulin qui puisent à pleines mains dans le trésor ou qui s'édifient chaque jour des fortunes toujours plus colossales dans des trafics qui relèvent du gibet.

La bourgeoisie a des difficultés, mais que dire de la classe ouvrière. Les siennes sont d'une autre grandeur et combien plus importantes !

Déjà, quelques semaines après le relèvement des salaires du 29 juillet dernier, que n'avions-nous pas entendu au sujet de ce fameux impôt ? La C. G. T. exultait. Pensez donc, grâce à elle, à ses interventions, comme la mouche du coche, l'abattement à la base était porté de 40 à 60.000 francs, on parle même de 90.000 francs. Evidemment, il valait mieux ça que rien, mais il n'y avait pas à s'enorgueillir puisque les officiels considéraient cette mesure comme partie intégrante de l'augmentation qui venait d'être accordée. Quoiqu'il en soit, malgré une exonération à la base plus élevée, les ouvriers paient un impôt plus grand qu'avant par le jeu du relèvement de leur salaire. Ce dernier compense la précédente et l'amputation de la paye pour cet impôt est plus sensible maintenant qu'elle ne l'était avant la dernière « remise en ordre » des salaires.

Mais si l'impôt sur les salaires est proportionnellement moindre, en revanche l'impôt sur le revenu est devenu plus volumineux, puisque la base d'abattement n'a pas varié. Il intervient, comme avant, sur la totalité de la fraction excédant 40.000 francs. L'augmentation des ressources des travailleurs aura par conséquent, comme corollaire une contribution fiscale plus lourde. On peut arguer sans crainte de se tromper que ce qui a été artificiellement abandonné sur les salaires sera largement récupéré sur le revenu.

En somme, pour les ouvriers, proportionnalité des impôts à leur gain. Et les autres, ceux qui prélèvent une dime à tous les stades de la vente, de la consommation ? D'après *La Semaine Economique et Financière* du 31 octobre, 4 % des commerçants honnêtes et consciencieux s'accordent à dire que les forfaits actuels ne correspondent plus à rien.

« Dans la plupart des cas, ils ont été à peine doublés depuis 1939, alors que le montant du chiffre d'affaires dans la mesure où il a suivi la hausse des prix officiels, a été multiplié par 7,5 (en fait l'évaluation réelle du coût de la vie atteint le coefficient 10). »

Proportionnalité dans un cas, dégressivité dans l'autre. Sur 100 commerçants, 96 fraudent, mais

(Suite en 2^e page)

OPINIONS

UNE SOLUTION? POURQUOI PAS?

Si on s'en tient aux interviews publiées par certains journaux au sujet de la situation financière de la France, il semble bien que nous sommes absolument dans l'impasse.

M. Mendès-France ne nous l'envoie pas dire et lorsqu'il affirme que les remèdes qu'il préconise lui-même à la formation des ministères Gouin d'abord, Bidault ensuite, sont aujourd'hui dépassés, il faut l'en croire, car son propos est juste.

De toute évidence, les tenants de l'économie libérale, aussi longtemps qu'ils persisteront à ne rien comprendre à l'évolution des choses et à nier l'évidence ou à vouloir ranimer un passé mort et bien enterré, ne seront pas en état d'apporter la moindre solution aux problèmes de tous ordres qui nous pressent de toute part.

Quant à ceux qui prétent au dirigisme des vertus qu'il ne peut avoir et n'aura jamais, ils sont aussi incapables de nous sortir du pétrin.

En vérité, il n'y a guère que les non-classés, les sans âges et ceux qui ne se réclament d'aucune école, qui n'ont pas de préjugé et qui croient qu'une seule chose compte : le résultat, qui peuvent peut-être proposer ou appliquer des solutions qui seraient de nature à nous tirer d'embarras.

Pour notre part, nous pensons qu'une déflation massive des prix, de salaires et de monnaie est susceptible de donner des résultats capables de permettre d'en atteindre d'autres.

Supposons, par exemple, que les prix de toutes choses soient ramenés au niveau du 1^{er} août 1939; que les salaires soient, de leur côté, diminués et mis à leur étage à la même date, en les augmentant cependant de 25 %, pour équilibrer à peu près convenablement salaires et prix; que la circulation des billets, qui atteint près

de 690 milliards, soit ramenée au chiffre du 1^{er} août 1939.

A première vue, cette situation apparaît ruineuse pour l'Etat, dont elle augmenterait de 5 fois la valeur de la dette; mais n'est-ce pas une mesure qui pourrait rétablir la situation? Ne peut-on, par exemple, décréter qu'une nouvelle monnaie, à usage intérieur, serait mise en circulation, qui remplacerait l'ancienne, retirée obligatoirement, contre laquelle elle serait échangée au 1/5 de la valeur de la monnaie actuelle. Qu'est-ce qui empêche, corollairement, d'ajouter que les dettes entre les particuliers et celles de l'Etat vis-à-vis des particuliers, seront réduites des 4/5 et payables en monnaie nouvelle, à la seule condition que ces dettes aient été contractées postérieurement au 1^{er} août 1939 ?

Je sais aussi bien que quiconque que cette dernière proposition n'est ni classique, ni orthodoxe, mais rien n'empêche cependant de l'appliquer, si le salut du pays l'exige.

En ce qui concerne la monnaie nouvelle, j'y insiste une fois de plus, elle serait à usage simplement intérieur et, par conséquent, non soumise aux spéculations que doivent subir les monnaies à usage extérieur.

En outre, elle serait gagée sur la richesse du sol et du sous-sol du pays. Elle serait garantie, non par la confiance à l'éclipse des banques et le stock d'or, invisible et probablement inexistant de la Banque de France, mais par la production des travailleurs français.

Gagée et garantie seraient donc représentées par des réalités palpables, tangibles, infiniment supérieures à tout ce que l'Etat peut offrir actuellement.

Il faudrait, évidemment, organiser d'une manière, le commerce extérieur et même les échanges intérieurs, mais ceci

n'est que jeu d'enfants.

Quant à l'ancienne monnaie, on pourrait aussi longtemps que ce sera possible, c'est-à-dire pendant peu de temps encore, la dévaluer, pour l'amener au taux permettant d'ajuster nos prix extérieurs aux

(Suite en 2^e page)

A. I. T. DEUXIEME UNION REGIONALE C. N. T.

DIMANCHE 1^{er} DECEMBRE A 14 H. 30

Salle des Jeunesses Républicaines
10, Rue Dupetit-Thouars. PARIS (3^e). Métro : République

Grande Matinée Récréative

au cours de laquelle sera effectué le tirage de la tombola de la Souscription Nationale

PARTIE ARTISTIQUE ASSUREE

avec le concours d'artistes et chansonniers réputés.
SERONT LA LES CHANSONNIERS DE LA VACHE ENRAGEE
Présentation de Maurice HALLE

Entrée gratuite, mais présentation obligatoire de 3 billets de participation à la souscription nationale par personne.

Attention. — Se munir de billets à l'avance, la matinée ayant lieu à guichets fermés.

HATEZ-VOUS DE PRENDRE VOS BILLETS



La tradition du mouvement espagnol

La Confédération Nationale du Travail d'Espagne nous communique les documents suivants :

Le mouvement libertaire espagnol C. N. T. a remis au Bureau Occidental le document ci-joint. Nous vous le transmettons en vous priant de bien vouloir le faire connaître par voie de presse. Vous remarquerez son importance, d'autant plus qu'il fixe une position à l'égard de la collaboration gouvernementale. Ce n'est un secret pour personne que certains éléments à tendance politique essaient et s'efforcent de faire dévier les principes de la C. N. T. espagnole en faisant retomber le poids de leurs manœuvres sur le mouvement libertaire C. N. T. en France.

Nous jugeons qu'il est temps de mettre tous les camarades au courant des agissements contre l'unité du prolétariat international et, en particulier, espagnol.

Quelques éléments obéissant à des intérêts cachés se livrent à une propagande de discrédit; cette propagande voile des appétits inconscients. Ceux qui, en France, ont provoqué la scission, ne représentent qu'un et demi pour cent des exilés membres de la Confédération Nationale du Travail. Ils ne peuvent représenter l'opinion des travailleurs espagnols soumis au joug de Franco, parce que jamais ils n'ont daigné consulter les camarades du Comité National de la C. N. T. à l'intérieur du pays.

Il est de toute évidence que la majorité en Espagne, comme en exil, partage et suit les directives qui ont été tracées par le congrès de la Fédération Locale de Paris.

Conscients de notre devoir et désirant servir l'unité du prolétariat et ses intérêts, nous considérons que l'heure est venue d'opposer un démenti formel à toutes les campagnes tendancieuses qui ont eu pour dessein de détruire la C. N. T. espagnole.

En conséquence, nous attirons particulièrement votre attention sur ce problème en vous priant de considérer les manifestations du Comité national du mouvement libertaire espagnol C. N. T. en France, comme l'expression sincère de ce que pensent les exilés et les travailleurs en Espagne, en tant que collaboration politique et gouvernementale et aussi en tant que lutte antifasciste et révolutionnaire pour délivrer le peuple espagnol de la tyrannie de Franco et de la phalange.

Si nous laissons prendre pied à ces éléments perturbateurs de l'harmonie et de l'unité dans le M. L. E. espagnol — C. N. T. — nous risquerions de voir ensevelir les possibilités du syndicalisme révolutionnaire qui passerait dans les rangs du réformisme. Alors l'esprit de la révolution sociale abandonnerait la classe ouvrière et ce serait la servitude pour de longues années qu'on imposerait aux travailleurs par l'action politique et gouvernementale.

Devant ce danger, nous vous demandons donc de diffuser les documents que le M. L. E. - C. N. T. en France vous remet par notre intermédiaire.

Pour le Bureau Occidental de l'A. I. T. : **LE SECRETAIRE.**

Le Mouvement Libertaire Espagnol-C. N. T. en France, est l'unique et effective représentation de la C. N. T. et du M. L. E. en exil. Il a donné et donne la continuité historique réelle de la Centrale syndicaliste révolutionnaire espagnole et de la limpide et glorieuse trajectoire de l'anarchisme,

dont le profond et prestigieux passé populaire en Espagne est sans égal.

Cette organisation exilée, majoritaire entre toutes les organisations espagnoles, qui fonctionnent en pays étranger, consciente de sa responsabilité et de sa force aux heures décisives que vit le peuple espagnol, comme elle l'a été en tout moment, ne veut pas, de près ou de loin, qu'il subsiste une équivoque quelconque sur la C. N. T. et le M. L. E.

Il ne doit subsister aucune confusion au sein de l'antifascisme espagnol ni au sein de l'antifascisme international : il n'y a qu'une seule et unique Confédération Nationale du Travail; celle d'Espagne conséquente avec ses tactiques et ses principes, elle n'a jamais renié son passé; elle ne renonce pas à ses aspirations fondamentales, elle qui a combattu à chaque moment contre l'oppression et l'injustice et qui, dès le premier instant, s'est battue et se bat contre le fascisme et continue la lutte. Il n'y a qu'une seule organisation qui a le droit de représenter en exil le M. L. E.-C. N. T. en France : celui qui existait avant l'occupation, qui a été réorganisé dans la clandestinité pendant cette occupation; celui qui a tenu son congrès des fédérations locales dans Paris, celui qui a soutenu les rapports avec les partis et organisations en exil, celui qui est adhérent à l'Association Internationale des Travailleurs, celui qui a soutenu, soutient et soutiendra une lutte implacable contre Franco et la Phalange sans arrêt dans le combat jusqu'à obtenir, seule ou en compagnie, contre toute combinaison ou escamotage, la véritable liberté du peuple espagnol sans aucune attitude de soumission.

Il n'y a pas au sein de la C. N. T. de problème de division. Les éléments qui se sont séparés d'elle ne constituent pas, ne peuvent constituer et ne constitueront jamais ni une organisation, ni une force.

Ces éléments sont séparés de la C. N. T. malgré qu'ils veuillent s'emparer du sigle de la C. N. T. et ils le sont même si, de l'Espagne, on leur donne circonstanciellement une investiture imméritée.

Le M. L. E.-C. N. T. en France s'adresse aujourd'hui à tous les partis et organisations intérieurs de l'Espagne et en exil, afin que personne ne puisse dire qu'il a été trompé et laisser supposer son ignorance.

Il n'y a pas en France deux organisations de la C. N. T. : Une de tendance anti-gouvernementale et l'autre de tendance gouvernementale. Il n'y a qu'une seule organisation, le M. L. E.-C. N. T. en France et un noyau d'éléments sans aucune valeur de l'antifascisme d'exilés sans profondeur dans la conscience du peuple espagnol qui lutte contre Franco et la phalange et qui anime la résistance de l'intérieur. Ces éléments qui, avec leurs attitudes, sont parvenus à perturber les rapports entre les partis et les organisations et à agir comme des agents désagrégeateurs de l'ensemble antifasciste ne peuvent se réclamer de la C. N. T.

Considérant que le fait qu'un parti ou une organisation, de façon équivoque, donnent une personnalité à ces éléments, que avec ceci, on donne une valeur morale à cette chose qui, si

elle n'était pas aussi déniante, signifierait une scission.

De ce procédé, la loyauté qui doit prédominer entre les partis et organisations antifascistes, le M. L. E.-C. N. T. en France fait savoir à chacun des partis et des organisations antifascistes exilés qu'il rompra tout rapport avec le parti ou l'organisation qui maintiendra officiellement contact avec ces éléments que l'on appelle « C. N. T. M. L. E. » et qu'il reconnaît et lui donne une personnalité quelconque.

Derrière ce fantôme, qu'on appelle « C. N. T. M. L. E. », il n'y a que les ennemis de la Confédération Nationale du Travail et du mouvement libertaire espagnol, à part la poignée de compagnons qui se sont laissés influencer et tromper et qui ne tarderont pas à démontrer leur mépris à ceux qui les ont indignement dupés en se manifestant contre l'organisation à laquelle ils doivent tout.

Ayant marqué cette position, le

M. L. E.-C. N. T. en France, solidaire toujours avec tout l'antifascisme espagnol et tout l'antifascisme international, ajustera sa ligne de conduite à cette même position.

Le parti ou l'organisation qui voudra reconnaître les éléments perturbateurs qui font partie de la « C. N. T. M. L. E. » seront libres de le faire sous leur responsabilité : le M. L. E.-C. N. T. en France ne veut avoir, ni aujourd'hui ni demain, aucune responsabilité directe ni indirecte dans les agissements des éléments qui s'abritent sous le sigle « C. N. T. M. L. E. » en exil.

Le M. L. E.-C. N. T. en France n'admet pas de position intermédiaire, de tolérance ou de connivence avec le parti ou avec l'organisation qui reconnaît la « C. N. T. M. L. E. en exil ».

Le M. L. E. n'aura aucun rapport ni contact d'aucune espèce avec cette poignée de provocateurs du désordre dans l'organisation.

Le M. L. E.-C. N. T. en France a

Pour notre droit à la vie

Lettre ouverte au Bureau de la C.G.T.

Camarades,
A la suite de divers incidents qui se sont produits sur des chantiers du Bâtiment et notamment, le suivant :

« Le 24 septembre 1946, notre camarade Beaufils Ulysse, travaillant à l'Entreprise Chemin, Chantier Chéron se voyait l'objet de menaces tendant à l'obliger à quitter le chantier » le Bureau de notre Syndicat unifié du bâtiment de la Seine se mettait en relation avec le Bureau de l'Union Syndicale du Bâtiment aux fins de liquider cet incident et d'en éviter le renouvellement.

Le rendez-vous était fixé au lundi 25 septembre et nos camarades Giraud, Ganin, Montagut et Capelle, prévenus téléphoniquement, sur leur demande, se pré-

sentèrent au Bureau de l'Union (4^e étage) Bourse du Travail Paris, où, en fait de discussion, ils furent insultés par une quinzaine d'hommes et durent sortir sous les coups auxquels ils évitèrent de répliquer.

Depuis, quatre incidents de la nature du premier ont eu lieu. Nous les énumérons succinctement ci-dessous.

1° Quatre travailleurs espagnols travaillant à l'Entreprise Dumez, chantier 12, quai de Clichy ;

2° Raynal Albert, travaillant chez Folck et Gosselin, 44, rue Pasteur à Saint-Ouen ;

3° Broustachou Jacques, travaillant à l'Entreprise Limousin, chantier Viaduc de Nogent ;

4° Chantier 271, boulevard Ornano Clichy, Entreprise Lavalette : pression sur le patron par les délégués de la C. G. T. pour obtenir le renvoi de trois camarades appartenant à la C. N. T. pour « production insuffisante ».

Nous tenons à ajouter que nous savons que la question a été présentée au Conseil Fédéral des Produits Chimiques et qu'il a été déclaré à cette réunion que « la chasse aux adhérents de la C. N. T. allait être intensifiée ; que cette action serait particulièrement violente à l'égard de nos adhérents appartenant aussi à la C. N. T. d'Espagne ; que ceux-ci seraient dénoncés à la police pour qu'elle les remette aux mains des policiers de Franco », ce qui est tout simplement criminel.

A ce sujet, nous tenons à vous rappeler le texte d'une partie de la Constitution proposé par vos amis et ratifié par le Referendum du 13 Octobre dernier :

« Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »
« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses croyances ou de ses opinions. »
« Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix. »
« Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. »

Vous conviendrez avec nous que ce texte est d'une clarté totale et ne souffre aucune interprétation.

Aujourd'hui, il fait LOLI. Nous en demandons le respect avec d'autant plus de force et de persévérance qu'il est l'œuvre de partis qui s'affirment ouvriers.

Nous vous prévenons que nous donnons pour instructions à nos adhérents de faire constater les faits, de prendre des témoins de ceux-ci et à nos syndicats de se porter partie civile devant les tribunaux auxquels réparation sera demandée pour entrave à la liberté du travail.

Mais, cependant, avant de mettre en pratique cette tactique, nouvelle pour nous, il serait logique, selon nous, que le Bureau de la C. N. T. entretienne de ces faits, de vive voix, le bureau de la C. G. T. et recherche avec lui les moyens d'en éviter le retour et essaie d'établir le modus vivendi qui permettrait à nos adhérents respectifs de travailler côte à côte et de vivre en bonne camaraderie.

Avec l'espoir que vous serez également de cet avis et que vous voudrez bien recevoir deux membres de notre bureau confédéral et deux membres du Syndicat Unifié du Bâtiment (C. N. T.) veuillez agréer, notre salut syndicaliste.

Le Secrétaire.

Le 16 Octobre 1946
Aucune réponse n'est parvenue à cette lettre. Nous devons donc considérer que la C. G. T. se désintéresse de son contenu.

En conséquence, les organisations et les militants doivent agir comme nous leur conseillons si un incident de cette nature se produit.

Le Secrétaire.

Souscription permanente pour la C. N. T.

Sommes reçues du 23 octobre au 10 novembre 1946 :

- A. Arru (Marseille) : 95 fr. — Casanova (St-Savouirin) : 40 fr. — Elisée Perrier (Aimargues) : 10 fr. — Nan (Bâtiment de Toulouse liste N° 251 : 487 fr. 50. — Section syndicale C. N. T. Thomson (Paris), liste N° 260 : 210 fr. — Syndicat des Services publics et fonctionnaires (Paris) liste N° 254 : 540 fr. — Bérard (Avignon) liste N° 194 : 210 fr. — Syndicat du Bois Ameublement Paris, liste N° 95 : 335 fr. — Permanence Paris, liste N° 195 : 970 fr. — Congrès de la 2^e U. R. liste N° 265 : 466 fr.

Total général de la présente liste : 3.363 fr. 50.

Permanences, convocations, communications

2^e UNION REGIONALE REGION PARISIENNE Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.
Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.
Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.
Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.
P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.
Livre, Papier, Cartons, Textile, Alimentation : Mercredi et Vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.
Produits chimiques, Cuirs et Peaux : Samedi de 15 h. à 18 h.
Intercorporatif : Tous les jours.

SYNDICAT DU BOIS-AMEUBLEMENT Section locale des 11 et 12 Arrond.

Les adhérents et sympathisants sont informés qu'une permanence est tenue tous les vendredis à partir de 18 h. 30, Café des Colomes, 170, faubourg-St-Antoine.

COMITES INTERSYNDICAUX 15^e ARRONDISSEMENT

Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers. Les camarades du 15^e sont invités à se faire connaître, au siège de l'U. R.

20^e ARRONDISSEMENT

Permanence tous les jeudis de 18 h. 15 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville. Chez Gatti.

GOUSSAINVILLE

Permanence les 2^es et derniers dimanches du mois, de 10 h. à 12 h., Hôtel de France, Goussainville.

ARGENTEUIL

Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES

Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GROSLAY

Le 1^{er} dimanche du mois, café du Centre, à Groslay (S.-et-O.).

3^e UNION REGIONALE DIJON

Permanence : les mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30, Café de l'Union, place des Cordeliers.

4^e REGION CLERMONT-FERRAND

Pour la C. N. T., s'adresser 37, rue G. Clemenceau.

5^e UNION REGIONALE BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6^e UNION REGIONALE TOULOUSE

Permanence tous les jours de 18 h. à 19 h., Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard.

8^e UNION REGIONALE BORDEAUX

Nos permanences : Syndicat des Métaux, tous les lundis et jeudis, de 18 h. 30 à 19 h. 30; dimanche de 10 h. à 12 h. Bâtiment, tous les mercredis et vendredis de 18 h. 30 à 19 h. 30, le dimanche de 10 h. à 12 h.

Employés, tous les mardi et samedi de 18 h. 30 à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. à 12 h.

Toutes ces permanences sont tenues Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, Bureau 21.

LIBRAIRIE

Pour tout ce qui concerne la librairie, l'on peut s'adresser aux permanences ou à Pirabe, 66, rue Moudonard, Bordeaux.

SYNDICAT DU BATIMENT

Permanence le vendredi, de 21 à 23 h.; le dimanche, le 10 à 12 h. Ancienne Bourse du Travail, rue de Lalande.

9^e UNION REGIONALE LA ROCHELLE

Permanence 32, avenue Guillon, La Rochelle.

HAN RYNER : LES VOYAGES DE PSYCHODORE

réédité aux Editions de l'Homme et la Vie.

Souscription avant tirage : 1 ex. 80 fr. Depuis 5 ex. : 75 fr. le volume. Prix de vente en librairie : 110 fr.

Adresser les fonds à J. SERRU Editions de l'Homme et la Vie, 1, Quai de Montebello, Paris (5^e). C.C.-P. 4909-32, Paris.

LIMOGES

Les organisations sont en formation. Dans le prochain n° de L'A. S., les jours, heures et lieu de permanences seront indiqués.

10^e UNION REGIONALE NANTES

Réunion Générale le 1^{er} dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.

LAVAL

Permanence de 20 h. 30 à 22 h. Bar Rennais, rue des Béliers, Laval.

13^e UNION REGIONALE LILLE

Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, pour les syndicats suivants : Métaux, Textile.

INTERCORPORATIF

Pour l'envoi de fonds, utiliser le chèque postal. Octave Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Marcq-en-Barwul, C. P. Lille, 1523-03.

VALENCIENNES

33, rue des Récollets.

ROUBAIX

63, rue d'avelghem.

AULNOYE

S'adresser au camarade Oriol Serge, 11, rue Gabriel-Péri.

17^e UNION REGIONALE LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue de St-Jean au fond de la cour, 1^{er} étage.

19^e UNION REGIONALE MARSEILLE

Permanence : tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 h., et le dimanche de 9 h. à midi (adhésions, cotisations, renseignements. Artistic-Bar, Cours Joseph-Thierry.

AVIGNON

Permanence du Syndicat des Employés d'Avignon tous les mardis de 18 à 19 heures; samedis, de 10 à 20 h. 30; dimanches, de 10 à 12 heures.

Pour les ouvriers boulangers : mardi et dimanche. Bar de l'Hôtel de Ville, salle du bar.

22^e UNION REGIONALE ALGER

Permanence : Bar de la Cigogne (Arrêt Nelson), le mercredi de 19 à 20 heures; le dimanche matin de 10 à 12 heures.

trop le sens de sa responsabilité, il aime trop la C. N. T., il a trop conscience de sa force et de sa valeur, de ce qu'il représente réellement pour le peuple espagnol et antifasciste international, c'est-à-dire la Confédération Nationale du Travail et le mouvement libertaire espagnol, pour laisser subsister l'équivoque à ce qui a trait à l'authenticité d'une représentation qui se suffit pour s'imposer et faire respecter ses décisions en tout moment et circonstance.

En nous adressant aux partis et organisations, nous demandons à chacun de ceux-ci une réponse précise de reconnaissance du M. L. E.-C. N. T. en France comme organisations uniques représentant la C. N. T. et le M. L. E. en exil ou bien, dans le cas contraire, une réponse négative, afin de savoir à quel nous en tenir dans l'ordre de nos rapports pour l'avenir.

Se cacher derrière le nom de l'Espagne pour fuir la réponse franche ou bien maintenir le silence serait interprété par nous comme une réponse négative et nous adopterons une attitude qui sera en conséquence avec la démonstration qui nous sera faite.

Le M. L. E.-C. N. T. en France poursuivra sa lutte pour vaincre le fascisme et considérera comme un devoir manifesté publiquement sa répulsion totale et absolue envers « C. N. T. M. L. E. », caverne d'éléments désagrégeateurs de l'antifascisme espagnol, de leurs actes et compromis dont ne se feront solidaires ni responsables la Confédération Nationale du Travail et le mouvement libertaire espagnol.

Pour le Comité National du M. L. E.-C. N. T. en France, **LE SECRETAIRE.**

Note de la Rédaction. — La suite de ce document paraîtra dans le prochain numéro.

Une solution? Pourquoi pas?

(Suite de la 1^{re} page)

prix mondiaux, dans le cadre de nos accords internationaux.

Je sais très bien qu'une telle suite de propositions ne rencontrera pas l'agrément des esprits classiques, mais cela a-t-il autrement d'importance, si on considère les résultats obtenus par ceux-ci depuis que les docteurs tant pis et tant mieux appliquent à tort et à travers leurs solutions inactuelles, abracadabrantes ou ridicules, qui doivent le meilleur de notre substance vitale?

Nous livrons nos suggestions à la discussion, avec la certitude qu'elles n'intéresseront personne — ou à peu près — mais avec cette autre certitude qu'il faudra y venir un jour prochain, parce qu'elles constituent, nous en sommes sûrs, une grande partie du remède à la situation présente.

Il serait bon que nos militants piochent ce problème, se familiarisent avec lui, soient en état de l'exposer à leurs camarades et que ceux-ci comprennent tout l'intérêt de ces questions, vinent pour eux comme pour tous.

Pierre BESNARD.

L'impôt saigne le malheureux

(Suite de la 1^{re} page)

aucun de ceux-ci ne paie des impôts en rapport avec son chiffre d'affaires actuel, ceci expliquant une révision de l'assiette des impôts forfaitaires. En fait, l'impôt, pour eux, est insignifiant. Pour les travailleurs, chacun de ceux-ci est à même de comparer ce qu'il paie depuis 1939, si on lui a appliqué le coefficient 2, à peine, comme pour les commerçants. Tel qui payait 20 ou 25 francs d'impôt cédulaire en 1939 en paie actuellement 6 ou 7 fois plus. Et le prélèvement se fait automatiquement, impitoyablement ; le patron ou son caissier étant devenus des agents de la perception. On ne tient même pas compte si le salaire annuel de l'ouvrier atteint 60.000 francs. Qu'il ait été malade, ou en chômage pendant les 6 premiers mois de l'année, dès qu'il reprend le travail, si son salaire hebdomadaire, mensuel ou d'autres durées dépasse les barèmes exonérables fournis par l'administration des finances, sans vergogne, on rogne dessus au profit du fisc. Pour lui c'est très expéditif, on ne s'embarasse pas de logique, de justice, ni même d'interpréter convenablement la législation. Il n'a pas de délai comme les autres, un pendant lequel on peut mettre sa double comptabilité à jour, une pour soi et l'autre pour le fisc et corroborer les déclarations frauduleuses.

Chaque année des milliards sont prélevés sur le travail, sur la sueur (près de 20 milliards pour l'année 1945-1946), tandis que les bénéfices industriels et commerciaux donnent péniblement 5,5 milliards. A cela s'ajoute l'impôt général sur le revenu pour lequel les travailleurs laissent chaque année quelques lambeaux de leur budget. C'est-à-dire qu'environ 42 % des impôts directs frappent le travail qui devient une affliction.

Le vers de Pottier n'a jamais atteint la puissance qu'il a à notre époque :
La loi triche, l'impôt saigne le malheureux.

Avec les « saignés », la C. N. T. sera à la pointe de l'action pour l'abolition de cet impôt inique. Ceux qui tournent leurs regards vers la C. G. T. auraient tort de fonder des espoirs sur elle. Ne nous a-t-on pas déclaré que si un gouvernement « ouvrier » prenait le pouvoir qu'il maintiendrait cet impôt pour se procurer les ressources à l'accomplissement de son programme ?

E. ROTOT.

Aux cheminots syndicalistes

Les cheminots syndicalistes du pays sont convoqués à la CONFÉRENCE NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU RAIL. Celle-ci se tiendra le VENDREDI 6 DÉCEMBRE toute la journée à Paris, salle du Pavillon (1^{er} étage), 65, Boulevard de la Villette (Métro : Colonel Fabien).

- Ordre du jour
- 1^o Constitution définitive de la FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL.
 - 2^o Examen et adoption des Statuts.
 - 3^o Nomination du bureau fédéral, et de la commission administrative.
 - 4^o Les revendications essentielles des cheminots.
 - 5^o Questions diverses.
- Le bureau provisoire demande, aux camarades de Paris et de province, de faire tous leurs efforts pour assister à cette conférence.
- L'ordre du jour étant important, la première séance s'ouvrira à 9 heures précises.

N. B. — La salle étant à proximité de la permanence confédérale, les camarades de province pourront s'y présenter à leur arrivée.

Nous rappelons que notre siège est situé, 22, rue Ste-Marthe, Paris (10^e) (Métro : Belleville).

Service de Librairie

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e)
 Pour les commandes et envois de fonds, s'adresser à Doussot (René),
 9, av. de la Porte-Clichoncourt, Paris (18^e)
 C. C. P. 5046-35 Paris

En raison de l'augmentation des prix des éditions dans les librairies, les camarades passant des commandes doivent tenir compte des nouveaux prix indiqués ci-dessous :

	Au siège	Fco
NOS LIVRES		
<i>L'Éthique du syndicalisme</i> (P. Besnard)	45	51
<i>L'Entr'Aide</i> (P. Kropotkine)	120	129
<i>La Véritable Révolution Sociale</i> (S. Faure, Veline, Barbedette, V. Méric)	40	46
<i>Les Joueurs de l'œil</i> (Malato)	100	109
<i>Les Bourses du travail</i> (F. Pelloutier)	120	126
<i>Force et matière</i> (L. Buchner)	100	109
<i>Le Manifeste Communiste</i> (J. Molitor)	100	106
<i>Histoire du socialisme en France</i> (P. Louis)	150	156
<i>L'Évolution, la Révolution et l'Idée Anarchique</i> (E. Reclus)	100	106
<i>Dieu et l'État</i> (Bakounine)	35	38
<i>L'Anarchie</i> (P. Kropotkine)	35	38
<i>La Liberté de la conception</i> (Dr Marchal)	90	96
<i>Le Calendrier Médecin</i> (indispensable avec <i>La Liberté de la conception</i>)	30	32
<i>Les Bandits tragiques</i> (V. Méric)	35	41
<i>Liberté et mensonge de jeu</i> (M. Dubois)	35	38
<i>Le curé de Bourgogne</i> (L. Thénares)	80	86
<i>Joselyne et son million</i> (P.-V. Berthier)	35	38
<i>Le Sauveur</i> (L. Thénares)	35	41
<i>Qu'est-ce que la Propriété ?</i> (Proudhon)	200	215
<i>Réflexions sur la violence</i> (G. Sorel)	150	159
<i>L'origine des espèces</i> (Darwin)	220	235
<i>La vie ardente et intrépidité de Louise Michel</i> (F. Planche)	120	126
<i>Relié</i>	260	266
<i>Euchenwald, terre-maudite</i> (Respaud)	125	131
NOS BROCHURES		
<i>Anarcho-syndicalisme et anarchisme</i> (P. Besnard)	2	3
<i>Le Syndicalisme et l'État</i> (Rotot)	10	12
<i>Le problème des salaires</i> (P. Besnard)	6	8
<i>Propos d'un éducateur</i> (S. Faure)	10	12
<i>Nous voulons la Paix</i> (S. Faure)	10	12
<i>Deux martyrs : Sacco, Vanzetti</i>	5	7
<i>Qu'est-ce que le prolétariat</i> (Lashortes)	5	7
<i>Pour la justice économique</i> (Barbedette)	5	7
<i>La politique et les politiciens</i> (Rothen)	10	12
<i>Les libertaires et le problème social</i> (mouvement libertaire)	20	23
<i>Les anarchistes et l'activité syndicale</i> (mouvement libertaire)	15	27
<i>Où va la C. G. T.</i> (Monatte)	10	12
<i>A. B. C. du syndicalisme</i> (G. Yvetot)	10	12
<i>Ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire</i> (P. Lapeyre)	1	2
<i>Réponse à la plate-forme</i>	5	7
<i>Le problème espagnol</i> (A. Lapeyre)	12	14
<i>Le fédéralisme libertaire</i> (P. Besnard)	6	8
<i>La Renaissance libertaire</i> (Simone Larcher)	150	250
<i>Le problème allemand</i> (F. Franc)	2	3
<i>Le Dieu que je n'ies et combats</i> (S. Faure)	4	5
<i>L'Héroïsme dans la guerre moderne</i> (A. Thlébaud)	2	3

Notre service de librairie ne peut fournir pour le moment d'autres brochures que celles indiquées ci-dessus.

Pour tout envoi recommandé joindre 5 francs en supplément.

En raison des frais élevés d'expédition, le service de librairie ne peut pas prendre à sa charge les frais d'envoi.

Le Gérant : Eugène JUHEL.

Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

DANS NOS RÉGIONS

DANS LE BATIMENT PARISIEN

Entreprise Lavalette
 Chantier du Ministère de l'Air
 Issy-les-Moulineaux

Les gars travaillant dans ce chantier sont vraiment comblés.

Le conducteur des travaux a un gros penchant pour la dive bouteille. Ce ne serait rien s'il restait tranquille mais voilà, c'est que, lorsque le monsieur a bien bu il est d'une incorrection vraiment insupportable avec les ouvriers.

Tout dernièrement, une correction, autant sévère que justifiée, lui fut infligée. Sans doute que cela ne lui a pas suffi puisqu'il recommence de plus belle.

Quant au délégué, il s'accorde d'avantage avec son digne chef qu'avec ceux qu'il est chargé de représenter. A la bétonneuse, suivant les mots d'ordre de l'U. S. B. il pousse une charge effrénée et fait en somme crever ses camarades. Mais, lorsqu'il a terminé alors, il n'en fiche plus une secousse, se bornant à circuler dans le chantier écoutant les conversations, afin de faire son rapport de mouchard.

Avec le chef, ça fait un digne pendant qui n'est pas à l'honneur du chantier.

Les gars réclament de l'un et de l'autre un peu plus de pudeur. Nous pensons qu'ils auraient mieux à faire. Se grouper solidement au sein du S. U. B. et de balayer du chantier les deux tristes sires.

CHEZ LES CHEMINOTS

Chez les cheminots du P.-O. les cheminots écœurés sont de plus en plus nombreux et nous avons le plaisir de constater que la C. N. T. a, parmi eux, de plus en plus de sympathie.

Ce n'est pas l'attitude insolente de certains sectaires de Paris-Austerlitz qui empêchera notre Centrale syndicaliste de faire son petit bonhomme de chemin, attendu que les cheminots du P.-O., adhérents à la C. N. T. sont bien décidés à continuer leur travail de propagande et de vulgarisation de l'idéal syndicaliste.

Car il faudra bien un jour que toute cette comédie politicienne prenne fin. L'Action Syndicaliste, organe de la C. N. T. s'y emploiera en rappelant aux cheminots que le syndicalisme révolutionnaire a droit de cité parmi eux.

L'AIGUILLEUR.

LA BROsse À RELIEUR

L'ex-galibot en rupture de berlines, devenu ministre après avoir perdu son fusil, est venu à Antony.

Comme la pluie fait sortir les limaces, la venue de notre personnalité a fait surgir les champions de la brosse à reluire.

Et l'on a vu, dans certaines gares, les listes de souscription lancées pour offrir un cadeau au fils du peuple qui... au camarade que... Car il paraît que le problème des fonctionnaires a été résolu, et que leur statut a vu le jour grâce à notre éminente ministérielle.

Nous avions toujours pensé que le personnel du métro ne faisait pas partie des fonctionnaires. Car nous avions oublié que lorsqu'il s'agit de faire fonctionner la brosse à reluire, toutes les entorses sont permises, et que si Gorniflot baptisa la carpe : lapin, nos purs n'hésitent pas à transformer les adhérents de la Fédération des transports en fonctionnaires d'Etat, après une aussi belle réalisation que le statut des fonctionnaires, qui n'aurait pas le droit de choisir directement leurs douze représentants au Conseil supérieur de la Fonction Publique, ces délégués étant choisis par le Gouvernement « sur proposition des organisations syndicales », nous pouvons affirmer que la Fédération des fonctionnaires est mal partie, sa raison d'être pour la défense de ses mouvements pour le camp. Puisqu'il suffit qu'un « Camarade » soit ministre pour que satisfaction entière soit donnée.

Enfoncé le syndicalisme revendicatif, place au syndicalisme politique où le ministre vient puiser sa matière électorale. En ce qui concerne la souscription, il y eut un fort déchet. A part les purs, les compagnons renacèrent et se refusèrent à cracher au bassin. Et certains ont l'intention de proposer à la cellule le projet suivant :

Se rappelant ce que les fritz firent pour Hindenburg, il y a lieu, sans tarder, d'ouvrir une souscription pour l'érection d'une statue — en bois — représentant notre Maurice national et patriote — avec son fusil — dans laquelle ceux qui éprouvent le besoin de faire d'un homme un dieu, pourront, à l'instar des fritz, planter des clous... les manches retroussées... bien entendu.

LAPINCE.

AU METRO

Drôle de victoire

Nous sommes de ceux qui, partisans d'un salaire vital, sont convaincus que la lutte contre la vie chère exige la bataille pour l'obtention, sans tarder, de l'échelle mobile des salaires avec son correctif indispensable : la monnaie travail.

Nous attendrons longtemps que nos grandes organisations cégétistes du métro entament la lutte pour réaliser cette revendication substantielle.

Nous ne nous faisons aucune illusion, convaincus que nos manitous cégétistes ont bien d'autres chats à fouetter.

Pour les uns, l'échelle mobile est une fantaisie.

Pour les autres, elle est très difficile à appliquer.

Vous voyez d'ici les conceptions syndicalistes de ces agures pour qui le mouvement ouvrier ne peut être qu'un mouvement mineur, seulement bon à subir la fécondation des partis politiques qu'ils s'efforcent à servir le plus dévotement possible.

La convocation parue dans « Métro A » de novembre pour « le grand rassemblement corporatif du 30 octobre, organisé contre la vie chère par la grande C. G. T. » vaut... son pesant de tickets de métro perforés !

On y lit : Gagnons la bataille contre la vie chère, comme nous avons gagné

la bataille des salaires. Sans blague ! édit dit Grock. Vous ne saviez et nous ne savions pas, en effet, que nous avions gagné la bataille des salaires. Ignorants que nous sommes ! Il est vrai que la C. G. T. nous avait affirmé que les 25% n'auraient aucune incidence sur les prix... affirmation plus qu'osée pour les besoins de la cause, quelques jours avant les élections.

Mais nos ménagères ont compris depuis longtemps qu'il était archi-faux que nous ayons gagné la victoire des salaires. Elles affirment, avec juste raison qu'avant les 25% tout avait augmenté, et qu'après, une nouvelle hausse avait eu lieu. Ce que nous traduisions par : avant, pendant et après, le profit était roi, la hausse est continue.

D'ailleurs M. Bidault, dans son dernier discours a bien déclaré que si la hausse continuait, l'augmentation des salaires se poserait inévitablement et sans tarder. Nous ne croyons pas qu'il ait voulu donner un démenti à nos manitous cégétistes qui font tout de même leur possible pour que « tout marche bien ». Drôle de victoire, en effet, que celle des salaires... à la Pyrrhus dit Jules, le poingneur. Et pour nous, métrés adhérents à la C. N. T., Jules ne se trompe pas quand il nous fredonne :

Nous avons gagné la guerre
 Hein ! crois-tu qu'ils nous ont eu !

LE TRIOMPHE DE L'ACTION DIRECTE
 Aux A. D. N. Saint-Chamond

Quoique nous soyons des fossiles ne comprenant rien à l'évolution du capitalisme (Sémat dixit), toujours partisans des méthodes surannées qui n'ont plus cours, force est à nos destructeurs de reconnaître toutefois que les dites méthodes ont cependant du bon et que, seule, leur pratique apporte des résultats. Témoin : l'action qui s'est engagée il y a peu de temps aux A. D. N. et qui a permis aux travailleurs de cette usine de faire reculer la direction sur le mauvais coup qu'elle avait entrepris.

Voici donc les faits relatés par un de nos militants de cette usine.

Depuis quelque temps, dans le chantier où est employé ce camarade, l'on assistait à une offensive des chefs de service sur la question des temps. Ces derniers présentaient les temps réalistes et refusaient de régulariser les bons coulés. Or, vu le nombre de ces derniers, l'opération se traduisait par une perte moyenne de 1.200 francs par mois et par ouvrier.

Notre ami, dans de nombreuses discussions, démontra avec preuves à l'appui, que si les ouvriers ne réagissaient pas contre ces faits, la direction continuerait par d'autres brimades.

Des listes furent passées dans le chantier, de façon à savoir si les gars

étaient décidés à passer à l'action.

Deux ou trois staliniens eurent vent de l'affaire et en avertirent immédiatement les officiels. C'est alors que les événements furent brusqués et le débrayage s'opéra après le casse-croûte de 8 h. 1/2.

Bien entendu, le bureau syndical C. G. T. fit cause commune avec la direction et apposa une affiche contre la grève déclarant que c'était le syndicat anarchiste qui avait déclenché le mouvement et invitant les travailleurs à reprendre le travail immédiatement.

L'arme était tellement lâche, elle écœura tellement les ouvriers qu'un délégué de la C. G. T. arracha lui-même l'affiche. Mais le mal était fait. C'est ainsi que la direction, forte de l'appui de la section syndicale C. G. T., refusait de recevoir la délégation désignée par les grévistes, tant que ces derniers n'auraient pas repris le travail.

Cependant, les gars décidèrent de continuer le mouvement. La direction joua l'intimidation et prononça, dans l'après-midi, 52 mises à pied en même temps qu'elle présentait 52 demandes de licenciement à l'inspection du travail et, de plus en plus fort, décida de porter plainte contre les travailleurs en lutte pour « entrave à la production », etc... Que n'apprenons-nous depuis ce que l'on appelle LA LIBÉRATION.

A la sortie du soir, se tint une réunion où le comité de grève fut ratifié et décidé la rentrée en bloc à l'heure normale, le lendemain. C'est ce qui se fit. Il sembla que la direction avait commencé à battre en retraite.

Des affiches furent apposées annonçant une réunion de tous les chantiers au casse-croûte de 8 h. 30. Malgré la pression des staliniens, briseurs de grève, nombreux furent les travailleurs qui assistèrent à cette réunion. Un militant de la C. N. T. fit l'exposé de la situation et donna connaissance des revendications des camarades en lutte. La direction était aux abois, c'était le moment d'agir avec énergie.

La délégation des grévistes, entourée des délégués des autres chantiers, dont trois délégués de la C. G. T., se présenta à la direction qui, devant la menace d'amplification du mouvement, se fit moins arrogante et ne fit aucune difficulté pour le recevoir.

C'est ce moment que choisit le nommé Crochat, secrétaire de l'U. R. C. G. T. pour venir de St-Etienne afin de torpiller le conflit. Il fut reçu comme il convenait par les travailleurs. L'attitude du Crochat fit sourire la direction qui commençait à se frotter les mains.

C'est ainsi que notre ami de la C. N. T. et un délégué de la C. G. T. (c'est tout à son honneur) intimèrent

La C.N.T. dans le Sud-Ouest

Les militants de la 8^e Union Régionale, à la demande de différents camarades des localités de cette région, organisèrent une tournée de propagande qui s'est accomplie du 24 au 27 octobre.

FUMEL

La première localité visitée par le délégué confédéral, Fumel est importante par son activité industrielle. Une vaste usine métallurgique : l'usine, comme l'on dit au pays avec une certaine crainte, car lorsqu'un travailleur est dans son sein, il doit abandonner toute liberté de pensée et d'expression.

Les salaires sont hétéroclites et à la tête de l'ouvrier. Comme à la caserne, la rouspétance amène des sanctions représentées bien souvent par changement d'emploi avec diminution du salaire.

Quant l'ouvrier redresse franchement la tête et manifeste le désir impérieux d'obtenir la légitime revendication qu'il a formulée, c'est la perte et, obligatoirement le départ du pays.

L'usine a son système de mouchardage qui ne permet plus au délinquant de trouver une autre occupation. La passivité, la lâcheté de la majorité des exploités de l'usine permettent à cette dernière d'être un vestige de la féodalité où les exploités sont considérés comme des serfs taillables et corvéables à merci.

Il y a cependant au sein de l'usine une organisation syndicale, des délégués ouvriers. Mais ces derniers sont au mieux avec la direction et ne veulent lui faire nulle peine, même légère.

Cette situation va-t-elle durer ? La conscience des ouvriers restera-t-elle ainsi soumise ? Le petit noyau des camarades groupés au sein de la C. N. T., par son activité, doit permettre le réveil. Pour cela, faut-il que les travailleurs français montrent un peu les dents et s'attachent à grouper leurs frères de misère autour de l'organisation, dégagée de toute tutelle politique.

S'ils le veulent, Fumel verra bientôt debout une organisation C. N. T. solide qui permettra aux exploités de l'usine d'y rentrer, non plus en courbant l'échine, mais avec la tête haute digne de travailleurs conscients de leur valeur et de leurs droits.

Nos amis avaient organisé sérieusement la conférence. Une salle bien garnie et attentive écouta l'exposé du délégué confédéral. A l'appel aux contradicteurs, nulle main ne se leva. La leçon donnée aux staliniens, lors d'une précédente conférence par notre ami Paul Lapeyre, les firent se tenir coit.

Bonne soirée en somme pour la C. N. T. à Fumel et, espérons que les camarades français vont montrer un peu plus d'activité pour seconder l'effort de nos amis espagnols qui, eux, se dépensent sans compter.

AGEN

Pour la première fois, la voix de la C. N. T. se fit entendre à Agen. L'organisation fut également impeccable. La voiture Radio circula annonçant la conférence. Une salle bien garnie de travailleurs de toutes opinions et d'industries. Public attentif pendant l'exposé du délégué confédéral qui abrégea quelque peu de façon à permettre à la contradiction de se faire entendre.

L'appel du président n'eut pas de succès. Seul un dirigeant de la section syndicale de l'importante usine de la localité fit voir son mécontentement en indiquant que l'exposé qui venait d'être fait était démagogique et utopique.

Mais ce qu'il avait oublié de dire, c'est qu'il s'était vanté devant ses camarades de démolir, comme il convenait l'argumentation du délégué de la C. N. T. Nous avons appris cela par la suite et, devant son piteux dégonflage, ses propres amis ont été écœurés et le lui ont fait voir.

A Agen, également, bonne soirée pour la C. N. T. L'organisation va s'opérer avec le concours d'un camarade décidé à travailler au regroupement des travailleurs dégoûtés de l'attitude de la C. G. T. au sein d'une union locale C. N. T.

BORDEAUX

Nos amis de l'U. L. de Bordeaux avaient organisé un grand meeting le dimanche 27 octobre le matin. Bonne préparation. Hélas, le temps ne fut pas élément, car une pluie diluvienne tombait depuis les premières heures ; ce qui fit que le meeting fut un peu retardé.

Quant le camarade Bernard, du Bâtiment, ouvrit la séance, la salle était abondamment garnie. Tour à tour Richard, des Métaux, Paul Lapeyre, de l'Union Locale et Juhel, délégué confédéral, firent un exposé de la situation actuelle et le procès de la C. G. T., vassale de l'Etat, se moquant des légitimes revendications des travailleurs.

Là, comme dans les localités précédentes, aucun contradicteur.

A l'ouverture de la séance, le président donna lecture de différentes adresses de sympathie et de solidarité de la part de locales et régionales de la C. N. T. espagnole.

En résumé, meeting réussi, grâce à l'activité de nos camarades bordelais et des militants de la 8^e Union Régionale.

La C. N. T. s'affirme de plus en plus à travers le pays. Les travailleurs qui avaient perdu le chemin de ces manifestations le reprennent.

Le syndicalisme révolutionnaire reprend corps et la C. N. T. se fortifie.

N'en restons pas là, multiplions ces manifestations publiques et nous verrons les travailleurs de plus en plus nombreux se grouper en notre sein.

LE VOYAGEUR.

au secrétaire Crochat que, s'il voulait continuer à jouer rôle de briseur de grève, il n'avait qu'à ficher le camp. Devant la fière attitude de la délégation, le Crochat devint tout pâle et comprit qu'il avait perdu la partie. Son ignoble attitude, flétrie par ses propres adhérents, lui fit perdre pied. De plus, la direction, devant la fermeté des délégués, fut dans l'obligation de céder.

Ce fut une victoire totale, absolue, par la mise en pratique d'une méthode surannée : L'ACTION DIRECTE.

Les conclusions à tirer de ce beau mouvement sont de plusieurs ordres :

- 1^o Les staliniens durent faire leur deuil des dix camarades qu'ils se vantaient déjà d'éliminer à tout jamais de l'usine.
- 2^o Si la C. G. T. n'a pas sombré dans l'abjection par sa triste attitude dans ce mouvement, elle le doit aux trois délégués C. G. T. qui n'hésitèrent pas à faire jouer leur devoir de classe et de pratiquer l'unité dans l'ACTION (ce que ne cesse de préconiser la C. N. T.).
- 3^o Que ce ne sont pas les palabres, ni les courbettes devant les directions ou les ministères qui permettent aux travailleurs d'obtenir des satisfactions aux revendications formulées.

Encore une preuve supplémentaire que, seule, l'ACTION DIRECTE apporte plus de mieux-être et la liberté.

Le mouvement de nos camarades des A. D. N. est un exemple à suivre et un triomphe de l'ACTION DIRECTE.

EFFE.

CLERMONT-FERRAND

Camarades,

La C. N. T. a l'intention d'organiser dans notre ville, pour une date aussi proche que possible, le premier meeting syndicaliste et révolutionnaire que Clermont ait connu depuis bien longtemps.

Après la belle unanimité de la grève des postiers dans notre région, après les échecs répétés des néo-syndicalistes vendus aux partis de trahison et d'intrigues, cette réunion doit connaître un plein succès et permettre à notre mouvement de démarrer en Auvergne. Il ne sera pas dit, en effet, que nos camarades d'ici puissent rester insensibles ou à l'écart de la renaissance du syndicalisme libre et indépendant, de celui de Victor Griffuelhes, de Pelloutier, et de tous les vrais militants ouvriers élaborateurs et signataires de la Charte d'Amiens. C'est l'esprit même de cette Charte que nous avons pris pour mission de faire revivre.

Camarades Clermontois et de la région, mettez-vous dès maintenant en rapport avec nos militants afin d'organiser cette belle manifestation syndicaliste. Nous avons besoin du concours de tous nos amis, y compris ceux de nos frères de combat et de souffrance de la C. N. T. espagnole, nombreux chez nous à qui cet appel est aussi adressé.

Tous à l'action pour un syndicalisme de lutte de classe sans inféodation ni compromission. Tous à l'action pour la préparation de notre premier meeting. Mettez-vous en rapport avec G. Richard, 37, rue Georges-Clemenceau, à Clermont-Ferrand.

AVIGNON

Jusqu'où iront-ils ?

L'activité menée par les militants de la C. N. T. ne plaît certes pas aux fonctionnaires de l'U. D. cégétiste. De cela nous nous moquons totalement.

S'ils nous affrontaient d'une façon correcte, avec franchise, nous confronterions nos points de vue avec courtoisie, ce qui permettrait d'éclairer les travailleurs. Mais de cela ils se gardent bien, sachant d'avance à quel profitait un tel débat. Ils préfèrent de beaucoup user de tous les moyens, y compris les plus lâches (ce qui ne les honore point) pour tenter de saper le travail syndicaliste opéré à Avignon.

Un de nos militants s'en est bien aperçu le mois dernier. L'un des manitous de l'U. D. C. G. T. se présenta chez le patron de notre ami, lui intimant l'ordre de le renvoyer sur le champ, indiquant qu'il n'avait pas le droit de le laisser continuer son travail. Le patron ne se laissa pas influencer et mit gentiment l'augure à la porte, non sans s'entendre dire : « puisque vous refusez de renvoyer votre compagnon, nous nous en chargerons nous-mêmes ».

Nous pensons que pour une entrave à la liberté du travail, elle est de taille. Se figure-t-on à l'U. D. C. G. T. que notre union locale va laisser se continuer de telles manœuvres ?

Non, et s'il le faut des moyens énergiques seront mis en pratique pour faire cesser des méthodes qui déshonorent ceux mêmes qui les emploient.

A bon entendre, salut.

L'Union locale C. N. T. d'Avignon.

ALBI

Est-il vrai qu'à la suite du départ d'un ouvrier réclamant une augmentation de salaire horaire la fabrique de semelles en bois et montage de galoches Cussac-Dumas se soit permis ce qui suit :

- 1^o d'avoir, après ce départ occupé encore deux ouvriers mineurs qui continuent de travailler aux mines ;
- 2^o d'avoir répondu par un refus d'embauche à un ouvrier sans travail celui-là ?

D'autre part : Quoique démissionnaire, mais non encore remplacé, pourquoit le Secrétaire des Cuirs et Peaux, syndicat intéressé en la question a répondu : « moi, je m'en fous, je ne m'occupe plus que de moi-même ! »

Aviz aux adhérents de ce syndicat C. G. T. de notre bonne ville et, par ricochet, à tous les autres « des 100.000 », dit-on, de cette corporation en France (?)

Mais, à propos, l'Union locale n'aurait-elle pas à son mot à dire ?

Le Syndicat des Mines ?... idem ?

Et l'Inspection du Travail, elle, a-t-elle été saisie de ce départ et est-elle au courant de ce mode de remplacement de main-d'œuvre ?

Sous réserve de plus amples informations, nous nous contentons, pour nous, de communiquer : en Est-ce vrai ?...

LE VOYAGEUR.

LOYE.

Vers le statut syndical intégral de la paysannerie

Une foule de gens plus ou moins qualifiés, plus ou moins bien intentionnés, se sont « penchés » sur le problème agraire ; c'est-à-dire qu'ils ont vaguement développé des points de vue particuliers à leur optique personnelle, en fonction de leur intérêt propre, sans souci ou par incapacité congénitale de poser dans sa totalité la question agraire.

Tout d'abord, il a manqué à la plupart de ces « économistes » la qualité première que nécessite un jugement sain : être né de la terre, ensuite l'honnêteté intellectuelle, enfin un esprit apte à appréhender l'ensemble du problème ; une pensée synthétique.

L'Economie agraire est une branche de l'Economie entière — on peut dire qu'elle en est la base — l'Economie agraire comporte elle-même un ensemble d'aspects : le défaut de tous les économistes ou sociologues est de ne voir qu'un seul de ces aspects, d'avoir une vue parcellaire du problème ; c'est bien là un signe des temps, de notre temps à présentations « scientifiques » découpées en tranches... : chacun prend un morceau de la question, la met en forme selon son point de vue personnel ; il en résulte que la question entière reste à étudier, vu l'impossibilité de faire « coller » les morceaux disparates des analyses particulières à chaque point de vue parcellaire.

Prétendre construire le statut social moderne de la paysannerie, c'est adapter à notre époque, l'époque de la Machine, l'organisation économique-sociale en conformité avec les lois éternelles de la Nature. Le statut social du paysan moderne en fera un homme respecté, vivant en sécurité sur son sol, pour le plus grand bénéfice de la communauté entière : la nourriture abondante et saine pour tous les travailleurs, premier besoin créé par la Nature, conférant une dignité particulière au travailleur de la terre dont la fonction sublime est de nourrir les hommes, de « bien faire valoir ».

Nous affirmons, et nous démontrons par l'action dans les temps à venir, qu'après l'échec de toutes les doctrines faussées dès la base par l'esprit sectaire ou politicien, ce qui est tout un, que seul le Syndicalisme peut, par sa conception synthétique, universelle de la vie sociale, prétendre apporter un statut vraiment humain à tous les travailleurs en général, et à la paysannerie en particulier.

Comme pour tous les travailleurs de notre époque d'insécurité sociale et économique, les revendications paysannes se présentent sous deux grands aspects généraux :

1° Un aspect purement revendicatif et limité dans ses buts pour l'immédiat ;

2° Un aspect constructif pour l'avenir proche, qui peut-être, selon le cours des événements, très immédiat également.

Socialement et économiquement, il y a deux « familles » distinctes et ennemies de paysans : c'est un fait social reconnu et indiscutable : d'une part il y a les salaires agricoles : domestiques de ferme, ouvriers, métayers, auxquels il faut ajouter les petits fermiers ; leur ensemble forme le prolétariat agricole ; d'autre part, il y a les « autres » : la moyenne paysannerie, plus aisée, mais encore paysanne, et les « seigneurs de la terre » les industriels du sol. Tout ceci se complique du fait que beaucoup de salariés agricoles sont en même temps petits propriétaires ou métayers ou « bordagers » : le tout s'imbrique et forme un beau désordre. Seule la Révolution agraire intégrale pourra clarifier la situation sociale de la paysannerie en abolissant la condition prolétarienne et en détruisant la féodalité terrienne.

Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que cette révolution nous ramènera, toutes proportions gardées face aux réalisations modernes, à l'ordre communautaire des fondateurs de la campagne française, les premiers occupants du sol, solidement organisés par un statut syndical avant la lettre, époque que nos sauvages scientifiques modernes qualifient de « primitive » par une aberration orgueilleuse sans justification.

A la notion de tribu, l'époque moderne substitue la notion de Commune, de Syndicat, de Coopérative.

Le Syndicat d'ouvriers agricoles, dans l'action immédiate, se limite à des revendications d'ordre restreint : augmentations de salaires, logement, loisirs. Mais son action doit être énergique, totale dans son objet ; le devoir des syndiqués est d'amener à la C.N.T. le plus possible d'adhérents, de façon à constituer une Fédération puissante et résolue, d'esprit nettement révolutionnaire.

Congrès Constitutif de la C. N. T.

Le Congrès Constitutif de la C.N.T. est convoqué pour les samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 décembre 1946.

Salle SUSSET, 206, Quai de Valmy, Métro : Jaurès.

En raison de l'importance de l'Ordre du Jour, la première séance s'ouvrira le 7 décembre à 9 heures très précises.

La Commission administrative et le Bureau de la C.N.T. demandent aux délégués des syndicats d'être présents à cette heure.

Nota. — Les secrétaires des syndicats sont priés de faire diligence pour retourner au siège la partie du mandat qui doit faire retour à la confédération.

tionnaire dans ses buts immédiats et futurs.

Le Syndicat d'exploitants se bat pour obtenir les plus hauts prix possibles des produits de la ferme. L'inique statut social du Capitalisme, en fait inexistant en tant qu'ordre véritable, oppose les ouvriers aux exploitants, par la force des choses. Les ouvriers agricoles, par leurs revendications plus que justifiées, poussent les exploitants à revendiquer à leur tour : cela crée un climat de Révolution sociale.

D'autre part, TOUS ET SOLIDAIREMENT, ouvriers, métayers, cultivateurs se rendent compte de l'état d'inconfort et de « primitivité » de leur existence. Les revendications économiques, différenciées selon les « familles » paysannes se complètent par des revendications sociales : dignité du standard de vie, sécurité sociale, habitat, loisirs, Culture, etc... L'Economie s'élargit au Social, et par delà au Politique.

La Révolution agraire se fera à l'intérieur de la Révolution sociale, elle en sera un des aspects, et se fera simultanément avec elle. Le nouveau Statut paysan aura un triple aspect : économique, social et politique, la politique étant absorbée dans le social selon la règle syndicaliste.

Les revendications immédiates sont pressantes, inévitables ; les revendications des ouvriers agricoles priment toutes les autres : elles sont l'image fidèle de l'esclavage des ouvriers du sol, et elles seront inévitablement justifiées jusqu'à l'abolition de la condition prolétarienne.

La revendication primordiale, commune à toute la petite paysannerie, c'est la distribution des terres à l'échelle familiale ou syndicale à tous les paysans.

Seul le Syndicalisme constructeur permet d'organiser les paysans dans le respect maximum des libertés essentielles.

La Politique agricole du Syndicalisme aura pour but principal de reconstituer une paysannerie puissante par le nombre et par la qualité. Le Syndicalisme fera de l'Homme, avec de fortes souches paysannes, réservoir de vigueur et de santé. Il ne dépeuplera pas les campagnes. La tâche immédiate du Syndicalisme sera donc d'installer la paysannerie sur son sol en la dotant d'un statut social en harmonie avec le statut social des autres travailleurs, tout en rendant le Capitalisme terrien impossible. Cette prise en charge du sol par la petite paysannerie, soit en fermes familiales, soit en fermes syndicalisées, fera l'objet du Plan d'équipement rural qui arrêtera l'exode rural en le rendant inutile.

Le Plan agraire sera l'œuvre des paysans eux-mêmes, il sera leur idéal constructif, leur charte économique et sociale, englobant toute l'activité paysanne depuis la petite ferme jusqu'au sommet fédéral.

A l'ouvrage donc camarades : construisez vos plans ; à l'échelle communale, puis régionale, puis fédérale.

Le problème est : De définir les principes du statut social de la paysannerie ; De définir le Plan d'Economie rurale, ses bases ;

De définir et mettre au point les mesures propres à refaire le terroir, à réaliser les améliorations foncières

De mettre au point le Plan d'urbanisme rural ;

De préparer la coopération intégrale par la définition de l'Economie Syndicaliste ;

De développer la production agricole sur des bases saines.

Dans chaque Région :

Etudier le Plan de création des Communes rurales ; les Centres coopératifs et sociaux ;

Etudier les statuts syndicaux.

Etudier les plans de création des coopératives ;

Etudier la création et les statuts des fermes syndicalisées ;

Etudier la création des Centres ruraux de jeunesse ;

Etudier le problème de l'Ecole rurale ;

Etc... Etc...

La besogne est immense, le travail est surtout rebutant ; ne comptez que sur vous-mêmes, et ayez confiance en vous. Laissez braire et ricaner les lâches et les sceptiques. Soyez révolutionnaires, dans le sens constructif du mot et de la chose. En un mot : à l'action syndicaliste !

N. Bézard.

AUX ELECTEURS

LE BOUC ET LE RENARD

Un bouc bien encorné, mais qui n'y voyait guère, N'ayant au cours des ans jamais beaucoup appris, Choisit pour parasite et habituel compère Un renard fort malin et de court jamais pris. Sa constitution semblait avantageuse Et son tempérament paraissait résistant. C'était un beau parleur à façon joyeuse, Sachant plaire aux badauds, bref, un type épatant. Le bouc et le renard avaient leur domicile En un lieu que la guerre avait fort dévasté, Leur situation s'avérait difficile, Qu'il était loin le temps de la prospérité ! Il fallait tout refaire et s'armer de courage, Le bouc mangeait fort peu et travaillait beaucoup, Quant à Maître Renard, selon un vieil usage, Ayant été élu, n'en fichait pas un coup. En exhortant le bouc à produire toujours plus : « Jeiner pour exporter et sauver la monnaie, En nationalisant supprimer les abus ! » Un jour qu'il pérorait, promettant l'abondance, Le plancher s'effondra. Bouc et renard, du coup, Churent de compagnie dans la fosse d'aisance, Ils avaient tous les deux la merde jusqu'au cou. « Comment sortirions-nous de cette pestilence », Dit le bouc au renard qui s'accrochait à lui, Celui-ci répondit : « Ami, aie confiance, En m'appuyant sur toi je partirai d'ici. Tu auras par mon poids la merde dans la bouche, Et cela durera peut-être un certain temps. Il ne faut pas, vois-tu, que cela t'effarouche, Tu t'y habitueras ! Comment faire autrement ? Quand je serai sorti, j'irai jusqu'à la ville, Et je t'apporterai pour te tirer de là, Un certain instrument, dit échelle mobile, Dont un de mes amis syndiqué me parla ». Le bouc ne soufflant mot et lui tendant ses cornes, Le renard s'y agrippe et, en un tournemain, Sort aussitôt de là. Son bonheur est sans bornes. « Ami, dit-il au bouc, je verrai, dès demain, A te faire obtenir la juste récompense Que mérite ta foi de bon républicain. Je te ferai donner la croix de résistance, Et le Chef de l'Etat te serrera la main. En attendant, tiens bon ! Courage et patience ! Je ne puis plus longtemps près de toi m'attarder, De mes devoirs d'élu, je connais l'exigence, Et le premier d'entre-eux c'est de... me démerder ! » Maître renard s'en va. Les jours, les années passent, Le bouc attend encore. Il attendra longtemps ! Ainsi les électeurs naissent, votent, dépassent Espérant dans la merde... un bon gouvernement !

H. Ch. GEUFFROY.

Tout en aidant la propagande et votre journal vous avez la chance de gagner un des nombreux et beaux lots en participant à la

SOUSCRIPTION NATIONALE

Le billet de participation : 10 fr.

C'est le 1^{er} Décembre, au cours d'une matinée récréative qu'aura lieu le tirage de la tombola à laquelle donnent droit les billets de participation. Parmi les lots : 1 vélo d'une valeur de 8.000 francs. — 1 appareil photographique. — 2 toiles du camarade Artiglia, encadrées par le camarade Colliard, du syndicat du Bois-Ameublement (ne formant qu'un seul lot). — 2 toiles de notre ami Geuffroy. — 2 toiles de notre camarade Dimanche. — 1 aquarelle encadrée de l'ami Jarry. — 1 jeu d'échec don du camarade Snappe. — De la bijouterie, don de la coopérative A. T. A. — De la coutellerie, don de nos amis de Thiers, ainsi que des dons des camarades Senty, Weugue, Everbecq, Geneviève Ganin, Julie Snappe, Rotot, Lentente, Le Marc, Bouma, Syndicat des Employés de Paris. — Des briquets, des stylos, de la librairie, etc...

N'ATTENDEZ PLUS POUR PARTICIPER A LA SOUSCRIPTION NATIONALE DANS QUELQUES JOURS IL SERA TROP TARD.

Sans plus tarder, tous à l'œuvre pour assurer le succès de la souscription

Passez vos commandes de carnets de billets ou de billets à René Doussot, 9, Avenue de la Porte Clignancourt. — PARIS (XVIII^e). C. C. P. 5046-35, Paris. Les carnets sont de 10 billets.

On peut se procurer des billets de souscription : à Paris : Au siège de la C. N. T., 22, Rue Sainte-Marthe, Paris (20^e) ; A la librairie sociale : 145, Quai de Valmy, Paris (10^e) ; A la C. N. T. espagnole : 6, Rue de la Douane, Paris (10^e) ; A « Ce qu'il faut dire », 13-15, rue Piat, Paris (20^e). — En province : Au siège de tous les syndicats de la C.N.T. Nous insistons auprès des camarades ayant pris des carnets en dépôt de bien vouloir en faire le règlement avant le 1^{er} décembre.

Les résultats de la tombola seront publiés dans « L'Action Syndicaliste » du 15 Décembre.

Pour les gars du bâtiment

L'indemnisation des pertes de salaire par les intempéries

L'Assemblée Nationale Constituante a récemment adopté une loi concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics en cas d'intempéries. Cette loi, parue au « Journal Officiel » du 21 octobre 1946, s'applique aux entreprises appartenant aux activités professionnelles suivantes :

TRAVAUX PUBLICS, PLOMBERIE-COUVERTURE,

BATIMENT ET TRAVAUX ACCESSOIRES DU GENIE CIVIL, CONSTRUCTIONS DE CHARPENTES EN BOIS.

De plus, elle peut s'appliquer aux ENTREPRISES D'EXTRACTION DE MATERIAUX A CIEL OUVERT ET DE MONTAGE DE CHARPENTES METALLIQUES travaillant à la construction du bâtiment ou à l'exécution de travaux publics.

Ces diverses entreprises sont tenues d'indemniser les travailleurs qu'elles emploient en cas d'arrêt de travail occasionné par intempéries.

Les conditions atmosphériques et les inondations rendant l'accomplissement du travail dangereux ou impossible, menaçant sécurité et santé du travailleur et incompatible avec la nature et la technique des travaux, sont considérés, par la loi, comme étant des intempéries.

L'indemnité pour perte de salaire par intempéries est versée à tous les salariés et apprentis des professions énumérées ci-dessus, quelle que soit la nature et le montant de leur rémunération, s'ils justifient avoir accompli au cours des 200 heures de travail au cours des 2 mois qui précèdent l'arrêt de travail.

Le travailleur perçoit cette indemnité à partir du premier jour ouvrable qui suit l'arrêt de travail et au maximum pendant 48 jours ouvrables au cours de l'année civile.

Mode de calcul de l'indemnité de pertes de salaire. — L'indemnité de perte de salaire est calculée par jour ouvrable sur la base de la durée du travail dans l'entreprise pour le jour chômé avec maximum de 8 heures. Elle est égale aux trois quarts du traitement du salaire horaire perçu par le travailleur avant son arrêt de travail. Elle lui est payée par l'entreprise qui l'emploie dans les mêmes conditions de temps et de lieu que son salaire.

L'indemnité de perte de salaire ne peut être allouée aux travailleurs momentanément inaptes et elle ne peut cumuler avec les indemnités journalières des accidents du travail, des maladies des Assurances Sociales et des congés payés ; elle est exclusive de toute indemnité de chômage et cesse d'être due lorsque le travailleur exerce une autre activité salariée pendant la période d'arrêt de travail.

De plus, ces indemnités sont assimilées à un salaire, le salarié qui les perçoit peut bénéficier des prestations prévues par l'ordonnance sur la Sécurité sociale.

Cessation de travail. — En cas d'intempéries, l'arrêt du travail est décidé par l'entrepreneur ou son représentant sur le chantier après consultation des délégués du personnel. Une déclaration signée de l'entrepreneur ou de son représentant et des délégués du personnel doit être adressée sous 48 heures à la Caisse des Congés Payés à laquelle l'entreprise est adhérente.

Dans le cas où les travaux sont exécutés pour le compte d'une administration, d'une collectivité publique, d'un service concédé ou subventionné, le représentant du maître de l'œuvre peut s'opposer à la cessation du travail.

Les charges résultant des paiements des indemnités pour perte de salaire par intempéries sont réparties sur le plan national entre les entreprises énumérées plus haut, proportionnellement au salaire payé par celles-ci à leurs travailleurs.

(Les dispositions de la présente loi prendront effet du 1^{er} novembre 1946.)



A.I.T.
22, Rue Sainte-Marthe, Paris X^e

L'Action Syndicaliste

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A.I.T.

NOTRE CONGRÈS

Issue des délibérations de la Conférence syndicaliste des 5 et 6 Mai, la Confédération Nationale du Travail va tenir son congrès constitutif les 7, 8 et 9 décembre, salle Susset, à Paris.

A cette date, notre C. N. T. aura six mois d'existence et il sera temps que nous lui donnions son état-civil définitif. Le rapport d'activité montrera aux camarades délégués que ceux qui ont eu charge d'en assurer jusqu'ici le fonctionnement n'ont pas boudé à la besogne, cependant que le rapport financier prouvera les efforts qui ont été faits par tous, pour assurer le développement et la vie de notre Centrale. Enfin, le rapport relatif à L'Action Syndicaliste fera ressortir les difficultés qu'il nous a fallu vaincre pour assurer, malgré la hargne des pouvoirs publics, la vie de notre journal et nous procurer le papier nécessaire à son tirage à peu près normal.

Une seule ombre véritable au tableau : l'impossibilité de nous procurer un local convenable, capable d'abriter, la Confédération, l'Union Régionale et les syndicats parisiens. Et, pourtant, cela nous est absolument indispensable, pour tout un tas de raisons qu'il est tout à fait inutile d'énumérer. Le temps presse. Que tous ceux qui pourraient trouver quelque chose veuillent bien nous en faire part.

Le Congrès ne manquera pas de travail. Il devra même condenser autant que possible ses travaux et en arrêter l'horaire précis, s'il veut épuiser son ordre du jour dans le temps qui lui est imparti.

Il devra notamment étudier et donner à la C. N. T. une Charte du Syndicalisme répondant aux nécessités de l'heure, présentant à la fois la rigueur doctrinale que doit observer un grand mouvement appelé à jouer un rôle important dans ce pays et la souplesse suffisante pour permettre de faire face avec succès à toutes les situations.

Dans ce but, la Charte de Lyon, (1926) a été modifiée en conséquence et on peut espérer qu'elle donnera satisfaction à tous ceux qui s'efforcent de marcher à l'idéal à travers le réel.

Un document d'une telle importance doit être discuté et nous espérons qu'il le sera à l'aprem... et cordialement sans arrière-pensée.

De même, les conditions de salaires et de travail devront être examinées à la lueur des faits les plus récents et des propositions devront être faites, afin de trouver enfin à ces problèmes des solutions valables.

Il y aura lieu aussi d'examiner si nous devons nous engager dans des discussions de Contrats collectifs qui, en raison de l'instabilité de l'époque actuelle, ne sont pas sans danger pour les travailleurs.

Enfin, il y aura lieu d'examiner quels rapports, après ce que nous avons appris et constaté au cours de ces derniers mois, nous devons entretenir avec la C. G. T. et nous ne doutons pas que la contribution de nos camarades de province sera très importante.

Pour toutes ces questions et beaucoup d'autres encore, des rapports ont été établis par des membres de la C. A. provisoire ; d'autres rapports nous ont été envoyés par des syndicats de province et sont venus compléter les premiers.

L'ensemble doit permettre de bonnes discussions qui fixeront la voie que doit suivre la C. N. T., les revendications qu'elle doit soutenir et l'action qu'elle doit mener.

Il appartient à tous ceux qui participeront à ce Congrès d'en faire une grande manifestation d'unité révolutionnaire et de démontrer à nos camarades qui représenteront les mouvements frères de l'A. I. T. que la C. N. T. française saura tenir sa place au sein de notre internationale.

L'Action Syndicaliste.

En attendant que vienne le nouveau gouvernement

Nous vous l'avions bien dit : nous n'avons pas encore de gouvernement et, pourtant, voilà plus de trois semaines que les élections pour l'Assemblée constituante ont eu lieu.

Sans doute est-il plus facile de donner le jour à une Assemblée qu'à un ministère ! La première est, vaillamment, l'œuvre du peuple tout entier ; le second est formé par les partis auxquels le peuple a soi-disant délégué « sa souveraineté ». Théoriquement au moins, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

Le peuple, en souverain « consécutif », accomplit son devoir : il va aux urnes. Au besoin, on l'y pousse, en lui faisant remarquer qu'il est un peu comme les rois fainéants de jadis et que ce qu'on lui demande est bien peu de chose, comparativement à la tâche qui attend les élus... et qu'ils s'efforcent d'échapper autant qu'ils pourront. On ajoute même, à son intention : s'abstenir, c'est trahir, c'est ne pas se montrer digne de ceux qui versèrent leur sang pour conquérir le bulletin de vote, cette « arme révolutionnaire » par excellence, et j'en passe. Et des meilleurs !

Mais, en revanche, que peut dire à ses députés notre souverain maintenant dépouillé de tous les attributs de sa « souveraineté ». Hier encore redoutable et redouté, il n'est plus aujourd'hui que dérisoire et pitoyable.

Aussi, il peut dire tout ce qui lui plaît : mettre en avant que le salut du franc exige la constitution rapide d'un gouvernement définitif, ajouter que c'est expressément pour cela qu'il est allé aux urnes pour la nième fois, bien qu'il n'en eût pas le moins du monde envie ; il pourra dire encore que voilà bien un bon tiers de siècle que le pays attend des solutions valables aux grands problèmes économiques qui conditionnent sa vie ; il pourra faire valoir que des réformes de structure sont indispensables, que des transformations mêmes sont urgentes. Qu'importe tout cela ! Ses maîtres, car ce sont bien des maîtres qu'il s'est donnés et non des représentants, lui répondent : minute, ami ; il y a un temps pour tout et l'heure n'est pas encore venue de te donner satisfaction. Mêle-toi donc de ce qui te regarde et laisse-nous donc faire « notre métier ». Chaque chose en son temps et chacun à sa place.

Et ainsi, les jours s'ajoutent aux jours, les semaines aux semaines et nous ne désespérons pas de voir, peut-être, les mois s'ajouter aux semaines, puisque, selon nos braves élus, rien ne presse.

Cependant, il faudra en finir un jour, c'est-à-dire en terminer par où on aurait dû commencer : faire ce gouvernement sans lequel — on ne s'en aperçoit guère — aucun pays ne peut vivre.

Est-ce à dire qu'on aura, pour autant, restitué à l'Etat toutes ses prérogatives ? Est-ce qu'il aura retrouvé d'un seul coup sa vigueur, son éclat, son allant ? Est-ce qu'il aura retrouvé également le respect perdu et reconquis l'autorité qu'il avait encore au début de ce siècle ? Est-ce que son Administration, par sa compétence, ses connaissances, aura, de son côté retrouvé prestige et crédit ?

Je ne pense pas. C'est, en effet, bien fini. Pas plus qu'on ne revient en arrière, on ne retrouve ce qu'on a perdu et bien voulu perdre.

La vérité, c'est que, socialement, nous sommes à Byzance : qu'aucun gouvernement ne semble viable, que l'Etat est en pleine déliquescence et se désintègre par morceaux, s'en va en lambeaux. Et, chose extraordinaire, en régime capitaliste, l'Etat est tout simplement en train de donner raison à Frédéric Engels, en disparaissant de lui-même.

C'est singulier, mais c'est ainsi. Ce sera autant de fait d'ailleurs, pour les successeurs et tant mieux si les successeurs ce sont nous.

Toutes les constatations que nous

avons faites à ce sujet n'avaient d'ailleurs pour but que de montrer *urbi et orbi* la disparition de l'Etat et non de regretter cette disparition.

Consolons-nous de cette perte, en attendant, pour Noël ou pour Pâques, la constitution d'un bon gouvernement national. A la bonne heure, voilà ce qu'il nous faut et avec un tel gouvernement, nous serons sûrement sauvés rapidement.

P. BESNARD.

Pendant que nous manquons de tout

L'Etat exporte ce qui nous est indispensable et laisse importer des voitures de luxe

Vous vous plaignez du ravitaillement, bonnes gens ? Vous devez certainement avoir tort puisque les statistiques officielles nous apprennent que nous vendons force denrées alimentaires à l'étranger.

Voici du reste quelques chiffres valables pour la période du 1^{er} janvier à fin juillet 1946 :

45 millions de francs de viande ; 2.000 tonnes de céréales et farines (16 millions) ; 19.000 tonnes de farineux et fruits (502 millions) ; 2.000 tonnes de produits de ferme (37 millions) ; 25 millions de denrées diverses d'alimentation ; 23 millions de poisson ; 1.000 tonnes de sucre pour 22 millions.

Oui, mille tonnes de sucre, alors que vous n'avez touché aucun supplément à la saison des fruits ; Les Suisses ont touché, eux, deux fois cinq kilogs de sucre en supplément à leur ration !

Le vin est devenu plus rare que jamais, à mi-novembre vous touchez le 3^e litre de septembre et, pendant ce temps, le gouvernement de ce pays a vendu à l'étranger 59.000 tonnes de vin pour 2.955 millions de francs !

Vous et vos enfants grelottez cet hiver devant l'âtre vide, mais votre gouvernement a vendu à l'étranger 303.000 tonnes de houille !

Vous connaissez les coupures de courant électrique, mais votre gouvernement tripartite a cédé à l'Espagne franquiste pour 23 millions de francs d'énergie électrique.

Nos usines manquent de minéral, mais 299.100 tonnes de ce précieux minéral ont pris le chemin des usines de la Ruhr, comme avant et pendant la drôle de guerre !

Ses fils, tissus, textiles bruts ; les cuirs ouvrés, les huiles minérales, etc., ont également fourni leur contingent important à l'exportation.

Les motifs avoués étaient la nécessité de nous procurer des devises indispensables pour l'achat de matériel, de machines-outils et de machines agricoles.

Mais alors est-ce que les 1.019 voitures automobiles étrangères, toutes de luxe, que de gros capitalistes français ont fait venir, sont comprises dans les machines-outils et dans les machines agricoles dont nous avons un si grand besoin pour rajeunir un outillage que l'incurie capitaliste a laissé vieillir et se démoder depuis l'autre guerre ?

La vérité est que ces exportations sont criminelles et qu'elles concourent à notre ruine physiologique et à l'enrichissement de quelques-uns.

Un peuple qui tolère cela est vraiment digne du régime d'esclavage qui nous est imposé par les trop fameux partis politiques qui nous gouvernent.

Devons-nous donc désespérer du peuple de ce pays ? Non, car il reste encore des syndicalistes purs et des révolutionnaires pour créer le courant qui balayera cette tourbe capitaliste et politicienne.

L'Unité de la C. G. T. n'est plus qu'une fiction

Mieux vaudrait une nette coupure entre les politiciens et les syndicalistes

La classe ouvrière y trouverait son compte

Il est fréquent, qu'au cours de rencontres avec de vieux amis restés dans la C.G.T., ceux-ci nous reprochent de faire œuvre de scission en adhérant à la C.N.T.

L'un des nôtres croit devoir répondre ainsi à ces reproches :

Ainsi donc, tu penses qu'en adhérant à la C. N. T. nous faisons œuvre de scissionnistes ? Es-tu certain que les véritables scissionnistes ne sont pas ailleurs ?

Vois-tu bien, la scission a ses sources dans la domestication de la C. G. T. par les politiciens qui entendent faire servir le syndicalisme et les syndicats à l'extension de leur politique et à la conquête du pouvoir par leurs partis.

Depuis longtemps déjà les stalinien ne voyaient dans l'organisation syndicale qu'une masse de manœuvre destinée à servir leurs intérêts, sans se

préoccuper un seul instant de l'intérêt des travailleurs.

Tu sais où cette politique a conduit l'ancienne C. G. T. U. Tu as connu comme moi les syndicats squelettiques qui se réclamaient de la Confédération Unitaire lorsque la vieille C. G. T. accepta la farce de l'Unité.

Malgré cette piètre réussite le parti stalinien n'a jamais renoncé à cette domestication politique de la classe ouvrière organisée. Depuis 1935 tous ses efforts ont tendu à imposer ses mots d'ordre dans la C. G. T. unifiée.

(Suite en 4^e page.)

SOLUTIONS BOITEUSES

Les restrictions d'électricité sont réapparues, avec tous les désagréments qu'elles comportent. Que ce soit par incurie ou incapacité des ministres qui se sont succédé depuis la libération, ou celles du ministre de la production industrielle en place, ou que ce soit par une consommation disproportionnée à la capacité de production des centrales, une chose est certaine, c'est que des coupures seront appliquées pendant plusieurs mois. Si nous ne les avons pas eu plus tôt, les élections y ont été pour quelque chose. C'est que les abstentions ont été nombreuses au référendum et, dame, un mécontentement supplémentaire aurait déguisé pas mal d'électeurs au dernier vote en courant... d'air.

Pour pallier les difficultés une commission, avec représentants patronaux et ouvriers — pas nous, évidemment — la C. G. T. et la C. F. T. C. a découpé le pays en zones et en secteurs, avec des jours établis pour l'utilisation du courant. A cela il n'y a rien à objecter. Mais où les choses deviennent absurdes, c'est avec les horaires de travail. Le courant étant réparti, en principe sur quatre jours, pour accomplir une durée de 48 heures par semaine — on y tient vraiment beaucoup au sabotage des 40 heures en haut lieu et à la C. G. T. — la journée de travail sera de 12 heures, de 9 à 22 heures, avec une coupure d'une heure pour satisfaire notre estomac. Nous prétendons que ce sont des horaires impossibles. S'imaginer-t-on un ouvrier quittant à 22 h. quand il travaille à 15 ou 20 kilomètres de son domicile, qui, dans la région parisienne doit prendre quelquefois l'autobus, le métro et le train. A quelle heure rentrerait-il chez lui. D'autant plus que les transports en commun et les trains de banlieue ont des services accélérés aux heures de pointe normale des usines, mais que le soir, surtout vers 22 heures, il y en a peu ou pas du tout. Sortir du travail à cette heure, avec l'attente à faire à l'arrêt d'autobus, si le service ne coïncide pas avec les nouveaux horaires, c'est une invite à coucher à la belle étoile.

La solution la plus logique, d'ailleurs, la seule possible si l'on ne veut pas classer l'ouvrier dans la catégorie des machines, c'est d'établir les horaires en partant de l'heure habituelle d'entrée à l'usine. Et puis si la semaine

ne ne dépasse pas 40 heures, et bien ce sera tant mieux.

A moins que les stakanovistes de la C. G. T., en rupture de travail depuis des dizaines d'années, exigent l'installation de dortoirs dans les usines, comme au paradis des travailleurs.

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour la restauration du capitalisme si l'on osait, si l'on ne craignait pas la désaffection des masses un peu plus désabusées chaque jour.

A. I. T. DEUXIEME UNION REGIONALE C. N. T.

Travailleurs Parisiens

Vous viendrez nombreux entendre la voix de la C. N. T. au

GRAND MEETING DE CLARIFICATION SYNDICALISTE

qui se tiendra le VENDREDI 6 DECEMBRE à 20 H. 30

Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton
(Métro : St-Michel ou Odéon)

sous la présidence du Camarade Pierre BESNARD.

ORATEURS

E. JUHEL

Secrétaire de la C. N. T.

A. MIRANDE
8^e U. R. Toulouse

P. LAPEYRE
8^e U. R. Bordeaux

Un représentant de la S. A. C.

SUEDE

MALSAND
M. L. E., C. N. T.
parlera en espagnol

Bernardo POU
Sous-Secrétaire de l'A. I. T.
pour l'Europe Occidentale

Un représentant du Mouvement Anglais

Ce document fait la mise au point sur une campagne de diffamation et de calomnie. Nous appelons l'attention des travailleurs du monde entier pour que personne ne soit ni dans l'erreur, ni dans l'équivoque :

La seule organisation qui représente et incarne l'esprit de la C. N. T. est le mouvement libertaire espagnol C. N. T. en France, et les groupes exilés qui se rallient à ses décisions.

Nous poursuivons ce compte-rendu d'information du M. L. E.-C. N. T. en France avec cet autre document : *La liberté du peuple espagnol sera l'œuvre de lui-même.*

Le M. L. E.-C. N. T. en France, une fois de plus, a fixé sa position contraire à toute collaboration gouvernementale, à toute revalorisation de l'Etat, à toute intervention ou coopération à n'importe quel gouvernement espagnol, convaincu de l'inutilité de cette intervention; il a fixé sa position en confiance de tout ce qu'est la C. N. T. et le M. L. E. et ceux qu'il représente ; le M. L. E.-C. N. T. en France, conscient des réalités politiques économiques et sociales dans le monde a fixé sa position à la lumière de toute son expérience et parce qu'il sait que la pression est nulle dans une intervention au gouvernement et en collaborant avec l'Etat, il n'est pas possible de faire tomber Franco et la Phalange.

Pour libérer le peuple espagnol, et faire face aux manœuvres qui, de l'extérieur et de l'intérieur, agitent les chancelleries des grandes nations, les entreprises capitalistes les plus rapaces de la finance internationale et la complicité de l'intérieur de l'Etat avec tendance à la suprématie politique et économique pour s'approprier les richesses du sol et du sous-sol espagnol, le plus vital des centres de production pour dominer un peuple qui veut être libre et qui le sera malgré tout et contre tout.

Nous savons par expérience que l'insurrection prolétarienne est celle qui détermine les positions politiques, celle qui décide en dernier ressort de la situation d'un pays, même compte tenu des déterminismes économiques.

Voici la justification théorique de la position anti-étatique qui ne signifie pas une inhibition de coopérer avec toutes les forces antifascistes pour faire tomber Franco. Il y a plus, cette question porte en elle la noblesse tant de fois reconnue à la C. N. T. qui n'a jamais failli à ses accords et, en tant que révolutionnaires, conclus avec des gens conséquents.

Nous croyons que la lutte contre Franco et contre la phalange, la lutte internationale contre le fascisme doit se faire en accord avec nos tactiques d'action directe et révolutionnaire, en organisant la conspiration et l'action insurrectionnelle pour laquelle le M. L. E.-C. N. T. en France ne mesurera aucun effort et mettra tous ses hommes et ses ressources à contribution pour obtenir ce but, en travaillant dans ce sens avec les autres secteurs et organisations antifascistes tout en exigeant le concours de ceux qui ont l'obligation de prêter au peuple espagnol les moyens dont il a besoin pour se soustraire au joug qui l'opprime.

Nous croyons que cette action doit précéder les Etats et les puissances à se disposer résolument à en finir avec le régime de terreur et d'ignominie qui martyrise le peuple espagnol et doit chercher une solution pour en finir avec Franco et la phalange. Nous savons que cette action porte en elle le futur et l'immédiat politique et social de l'Espagne et qu'il convient pour l'atteindre, de mobiliser toutes les ressources, toutes les forces et toutes les possibilités qu'il peut avoir.

Devant la crainte et l'indécision des Chancelleries et de l'Etat pour affronter le problème espagnol d'une façon résolue, l'action virile et intelligente sur le terrain des réalités pratiques, la lutte active sur le propre sol espagnol doit contribuer à accélérer une solution capable d'en finir avec le fascisme le plus éhonté en Espagne.

Pour l'Espagne et la libération de son peuple, nous appelons à la réflexion tous ceux qui ont pu être influencés par la littérature et les agissements irresponsables fait sans se préoccuper du mal qu'il produisait au bloc granitique du M. L. E., contre lequel jusqu'à cette date se sont écrasés tous ceux qui prétendaient l'émettre.

PPour les propres intérêts de notre peuple, que personne ne défend et interprète plus généreusement que la C. N. T. et le mouvement Libertaire Espagnol, nous demandons à tous de réfléchir, à ceux surtout qui ont pris une position contraire aux règles et aux principes de la C. N. T.

Pour l'Espagne et la liberté de son peuple, Debout tous... Redoublons nos efforts et nos énergies, démontrons au monde que nous sommes les continuateurs dignes de ceux qui forgèrent les premiers liens de solidarité en constituant l'Association Internationale des Travailleurs.

La tradition du mouvement espagnol

(Suite)

Monsieur le Président,

Pour l'Espagne et la liberté de son peuple, revendiquons une fois de plus les principes et les tactiques de la *Confédération Nationale du Travail et du Mouvement Libertaire Espagnol*, convaincus que ceci est le chemin unique qui peut conduire notre peuple et tous les peuples vers la réalisation de leurs aspirations comme masse exploitée et comme hommes.

Pour le Comité National M.L.E.-C. N. T.

Le Secrétaire.

LA RESISTANCE INTERIEURE LA FORCE

LE PEUPLE ESPAGNOL

Monsieur Martinez Berrios, Prés. de la République Espagnole, Mexico.

Nous avons l'honneur de joindre à cette lettre, pour que vous en preniez connaissance, la copie de la lettre que nous envoyons à cette date à M. José Giral, Président de la République Espagnole, en expliquant les causes pour lesquelles le mouvement libertaire espagnol et la C. N. T. ne peuvent se considérer comme faisant partie du gouvernement ni y être représentés par les Compagnons José Leyva et Horacio Prieto, ni par aucun autre compagnon puisque le mouvement libertaire espagnol et la Confédération Nationale du Travail n'ont été consultés dans leur ensemble pour en décider et qu'un

Congrès régulier en Espagne n'a pu, non plus, prendre de décision à ce sujet.

En portant à votre connaissance la lettre ci-jointe, le mouvement libertaire C. N. T. en France affirme une fois de plus sa volonté irréductible de faire tomber Franco et sa phalange et d'assurer sans compromis d'aucune sorte avec le gouvernement et l'Etat le maximum de liberté, de bien-être et d'indépendance pour le peuple espagnol.

Communiqué pour tous les effets et conséquences. Nous vous saluons attentivement.

Pour le Comité National

M. L. E.-C. N. T. en France

Le Secrétaire.

Monsieur José Giral, Près du Gouvernement Espagnol, Mexico.

Monsieur le Président,

Par mandat express de la réunion plénière du Comité National du M. L. E.-C. N. T. en France, tenue à Toulouse du 20 septembre jusqu'au 2 octobre 1945, nous vous transmettons l'accord sur la collaboration ministérielle de la C. N. T. et dans n'importe quel gouvernement.

L'accord est le suivant :

La réunion plénière du Comité National se faisant l'interprète des accords du Congrès des Fédérations locales du M. L. E.-C. N. T. en France, tenu à Paris, qui a réaffirmé les tactiques et les principes de la C. N. T. et du M. L. E. considère que ni la C. N. T. ni le M. L. E. ne peuvent être représentés au gouvernement avant qu'un Congrès régulier du mouvement en Espagne ne prenne cet accord. Même si la détermination du Comité National et de l'organisation en Espagne est celle de participer au gouvernement Giral et d'avoir au sein de ces gouvernements des camarades, avec la charge de ministre, le M. L. E.-C. N. T. en France déclare que ni la C. N. T. ni le M. L. E. en France ne peuvent se considérer représentés dans le Gouvernement et n'accepteront aucun compromis gouvernemental qui peut être fait au nom de la C. N. T. ou du M. L. E., ni aucune responsabilité dérivant de cette participation gouvernementale.

Le M. L. E.-C. N. T. en France, en affirmant les moyens propres d'action et de solidarité avec les autres secteurs ; partis et organisations en lutte contre le franquisme, poursuivra cette lutte jusqu'à la fin victorieuse en restant éloigné de toutes responsabilités de gouvernement. Il ne ménagera aucun effort pour consolider la liberté du peuple espagnol en intensifiant, autant que possible, leur aide au peuple d'Espagne.

La réunion plénière conséquente avec ce qui a été approuvé au Congrès des Fédérations locales de Paris, à l'unanimité, décide de faire connaître cette déclaration publiquement.

Agréer, Monsieur le Président, nos salutations.

Pour le Comité National : Le Secrétaire.

La C.N.T. à l'action chez Unic à Puteaux

Les ouvriers de chez UNIC par leur combativité ont acquis quelques avantages supplémentaires de 5 francs de l'heure en plus des 25 %. Devant la montée du coût de la vie et la misère régnant en maîtresse dans les foyers, les ouvriers s'étant concertés ne comptant que sur eux-mêmes, décident de demander de la rallonge à la direction. Ayant prévenu, les délégués au nombre de 3, ceux-ci vont trouver le patron (un camarade de la C.N.T. et deux de la C.G.T.). Re-train habituel : nous vendons nos camions à perte, nous ne pouvons rien donner, nous réfléchissons.

Compte-rendu devant les ouvriers qui ne sont pas contents.

Les délégués de la C.G.T. convoquent la commission exécutive de la section syndicale Cégétiste qui promet d'appuyer la revendication ; retour à la direction avec les délégués des différents services, qui promet pour le lendemain une réponse qui sera négative.

Effervescence dans l'usine, la section syndicale de la C.N.T. décide d'appuyer de toutes ses forces le mouvement spontané venu de la base. Débrayage complet de toute l'usine à la rentrée de l'après-midi, retour à la délégation comprenant les 3 délégués qui avaient commencé les pourparlers, plus les délégués des usines A, B, C, D de la section UNIC, car il y a 5 usines séparées chez UNIC et un camarade délégué de la C.N.T. La direction au complet réunie en conseil nous reçoit, discussion orageuse pendant 3 heures, mais devant la combativité des ouvriers rassemblés dans la cour, la direction cède en nous donnant 5 fr. de l'heure de prime de vie chère à valoir sur les

augmentations futures. Gain bien minime, nous retournons devant les ouvriers, qui n'acceptent pas une première fois. Nous retournons devant la direction et enfin promesse nous est faite d'être large à l'avenir, les ouvriers décident de reprendre le travail pour le lendemain matin.

Mais entre temps, coup de téléphone à la section locale C.G.T. Consternation, tempête : comment, les ouvriers ont fait grève sans leur permission ! Sabotage de la production, manœuvre, convocation des C.E. des usines environnantes pour blâmer cette grève anarchiste ; chez Saurer entre autre, mais devant les questions des ouvriers demandant si les ouvriers de chez UNIC devaient rendre les cent sous obtenus ils n'insistèrent pas.

Le lendemain à midi au réfectoire, le porte-parole de la section locale C.G.T. parle de la grève qui aurait pu avoir des conséquences graves et convoque toutes les organisations syndicales de l'usine et tout le personnel syndiqué ou non à venir à la réunion le Vendredi à 17 heures. Plus de 700 personnes se pressaient dans le réfectoire, au micro plusieurs camarades de la C.N.T. et de la C.G.T. prirent la parole ; un camarade de la C.N.T. notamment indique que notre jeune centrale appuiera de toutes ses forces ce mouvement spontané venant de la base, de même que si la C.G.T. faisait une grève revendicatrice et révolutionnaire elle serait toujours à l'avant-garde de l'action, il donna un aperçu de ce que voulait la C.N.T. Et devant la position réformiste et capitularde de la C.G.T. les éléments syndica-

listes avaient dû la quitter ; chose inhabituelle, pas un murmure dans la salle, au contraire. L'homme de confiance de la C.G.T. vient faire un discours provocateur en nous traitant d'Hitléro-Trotskyistes, de grève provocatrice et en indiquant que l'échelle mobile c'était la misère pour tous y compris les classes moyennes. Il indiqua également que la C.G.T. était révolutionnaire, mais c'était pour combattre le fascisme ; mais que maintenant il n'en était pas de même, il prononça des paroles de haine contre certains adhérents de la C.G.T. qui avaient appuyé le mouvement, la salle en était écaillée, après avoir bataillé la veille contre le patron, il fallait encore batailler entre nous. A la fin de la séance il présente une motion condamnant cette grève provocatrice, la salle unanime se leva laissant le porte-parole des bonzes syndicaux de la C.G.T. à ses élucubrations.

Bonne journée pour la C.N.T., qui a démontré que les ouvriers par l'action directe pouvaient obtenir des résultats concrets, contrairement à l'attitude de la C.G.T.

La section syndicale C.N.T. UNIC Putaux.

Chez les dessinateurs

S'il est normal d'être syndiqué dans le bâtiment et la métallurgie, il n'en est pas de même dans différents métiers d'art qui se trouvent placés dans des conditions tout à fait particulières.

Dans ces métiers le travail s'opère de deux façons ou patronal ou artisanal. Pour le premier le patron est

tenu d'observer les contrats collectifs qui sont souvent en retard sur bien des professions.

Le créateur est un technicien, mais les éléments de sa création l'obligent non seulement à œuvrer matériellement, mais aussi intellectuellement. Les dessinateurs créateurs, ou les dessinateurs simples, sont souvent les victimes des catégories de salaires prévues par la loi. Le patronat tendant toujours à rétrograder le travail exécuté.

Par l'emploi de petites mains d'élèves sortant des écoles d'art appliqué, le patronat réalise de copieuses bénéfices, ceci pour les dessinateurs pour tissus et publicitaires.

Pour le côté artisanal surtout dans la publicité, la corporation des dessinateurs n'est pas organisée, on pourrait même dire qu'elle ne veut pas s'organiser sur le terrain du travail d'une manière tangible.

En 1936 seul un contrat collectif avait été accepté par l'Agence Havas. Le patronat de la publicité qui pendant la guerre avait mis un pétain de deux mètres de haut dans ses bureaux de l'avenue de Villars, a organisé des syndicats à sa dévotion.

Il existe aussi quelques amicales, malgré de multiples appels, le dessinateur se croit en dehors du circuit du travail, on pourrait le penser.

L'artisan dessinateur travaille seul, à son compte, libre, il accepte souvent du travail à des prix dérisoires n'étant pas contrôlé pour ses heures de production et de prix, il est obligé de présenter plusieurs idées qui sont à même d'être refusées, et pour compenser son manque à gagner il fait de longues journées. Le patronat, encore une fois, bénéficie de ces situations.

Il est nécessaire d'en finir avec ces pratiques, par l'organisation de la profession et le contrôle des dessins achetés à l'extérieur.

Dans le contrat collectif des dessinateurs pour tissus, il est interdit d'acheter des dessins au dehors. Pour la publicité on peut chercher un moyen analogue.

L'artisan sera tenu de respecter les prix de bases, de plus le patron devra fournir à tout moment les prix payés à l'extérieur. Il pourrait être nommée à cet effet une commission de contrôle syndical.

Il faut que les artistes créateurs, comme les autres, comprennent qu'il n'y a pas de privilèges, que le syndicat est l'arme la plus efficace envers un patronat de combat comme celui de la publicité.

Les syndicats de dessinateurs sont trouvés noyés dans les fédérations d'industries de la C. G. T., nous ne comptons pas. Eh bien ! cela ne peut continuer, préparons donc la lutte au sein de la C. N. T. libre de toutes attaches politiques. C'est sur le terrain du travail, par des revendications appropriées à nos métiers que nous réussons à imposer des salaires correspondants à nos travaux et à nos besoins.

M. DIMANCHE.

Permanences, convocations, communications

2^e UNION REGIONALE REGION PARISIENNE Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.

Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.

Bois-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.

Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.

P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.

Libre, Papier, Cartons, Textile, Alimentation : Mercredi et Vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Produits chimiques, Cuirs et Peaux : Samedi de 15 h. à 18 h.

Intercorporatif : Tous les jours.

SYNDICAT DU BOIS-AMEUBLEMENT

Section locale des 11 et 12 Arrond.

Les adhérents et sympathisants sont informés qu'une permanence est tenue tous les vendredis à partir de 18 h. 30, Café des Colonnes, 170, faubourg-St.-Antoine.

TRANSPORTS

Réunion de la C. E. tous les 3^e dimanches de chaque mois, au siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

COMITES INTERSYNDICAUX

15^e ARRONDISSEMENT Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers. Les camarades du 15^e sont invités à se faire connaître, au siège de l'U. R.

20^e ARRONDISSEMENT

Permanence tous les jeudis de 18 h. 15 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville. Chez Gatti.

SAINT-DENIS-LA PLAINE

Permanence les 2^e et 4^e dimanches de chaque mois, 5, Impasse Boise.

GOUSSAINVILLE

Permanence les 2^es et derniers dimanches du mois, de 10 h. à 12 h., Hôtel de France, Goussainville.

ARGENTEUIL

Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES

Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GROSLAY

Le 1^{er} dimanche du mois, café du Centre, à Groslay (S.-et-O.).

3^e UNION REGIONALE

DIJON

Permanence : les mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30, Café de l'Union, place des Cordeliers.

4^e REGION

CLERMONT-FERRAND

Pour la C. N. T., s'adresser 37, rue G.-Clemenceau.

5^e UNION REGIONALE

BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6^e UNION REGIONALE TOULOUSE

Permanence tous les jours de 18 h. à 19 h., Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard.

Tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., au siège, 71, rue du Taur.

8^e UNION REGIONALE

BORDEAUX

Nos permanences : *Syndicat des Métaux*, tous les lundi et jeudi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; dimanche de 10 h. à 12 h.

Bâtiment, tous les mercredi et vendredi de 18 h. 30 à 19 h. 30, le dimanche de 10 h. à 12 h.

Employés, tous les mardi et samedi de 18 h. 30 à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. à 12 h.

Les permanences du soir sont tenues Bureau 27, 1^{er} étage.

Le dimanche Bureau 15, Bourse du Travail, rue Lalande, 42.

A toutes nos permanences vous trouverez l'Action Syndicaliste, le Libertaire et un service de Librairie.

SYNDICAT DES METAUX C. N. T.

L'assemblée générale du Syndicat du dimanche 1^{er} décembre est renvoyée ultérieurement en raison du Congrès de la C. N. T.

9^e UNION REGIONALE

LA ROCHELLE

Permanence 32, avenue Guilton, La Rochelle.

LIMOGES

Les organisations sont en formation. Dans le prochain n^o de L'A. S., les jours, heures et lieu de permanences seront indiqués.

10^e UNION REGIONALE

NANTES

Réunion Générale le 1^{er} dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse.

LAVAL

Permanence de 20 h. 30 à 22 h. Bar Rennais, rue des Béliers, Laval.

12^e UNION REGIONALE

ROUEN

SYNDICAT DES EMPLOYES Permanence tous les samedis, de 14 à 20 heures, salle Pupin, Café, 50, rue Saint-Nicolas, 1^{er} étage.

13^e UNION REGIONALE

LILLE

Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, pour les syndicats suivants : Métaux, Textile.

INTERCORPORATIF

Pour l'envoi de fonds, utiliser le chèque postal. Octave Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Maré-en-Barvaul, C. P. Lille, 1523-03.

VALENCIENNES

ROUBAIX

33, rue des Récollets.

AULNOYE

63, rue d'Avelghem.

17^e UNION REGIONALE

LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue de St-Jean au fond de la cour, 1^{er} étage.

19^e UNION REGIONALE

MARSEILLE

Permanence : tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 h., et le dimanche de 9 h. à midi (adhésions, cotisations, renseignements. Artistique-Bar, Cours Joseph-Thierry.

AVIGNON

Permanence du Syndicat des Employés d'Avignon tous les mardis de 18 à 19 heures ; samedis, de 10 à 20 h. 30 ; dimanches, de 10 à 12 heures.

Pour les ouvriers boulangers : mardi et dimanche.

Bar de l'Hôtel de Ville, salle du bar.

22^e UNION REGIONALE

ALGER

Permanence : Bar de la Cigogne (Arrêt Nelson), le mercredi de 19 à 20 heures ; le dimanche matin de 10 à 12 heures.

Correspondance Intersyndicale C. N. T. 6, rue du Roussillon, Alger.

DANS LES METIERS D'ART COMMENT ON EXPLOITE LES JEUNES !

Le profit étant la raison d'être du capitalisme, il en résulte que pour maintenir ce profit, tous les procédés d'exploitation sont bons pour tous les patrons petits ou grands.

Je veux parler des dessinateurs pour étoffes et papiers-peint et de leurs cadets, les débutants. De ces jeunes gens ou jeunes filles, qui sortent des Ecoles d'Art où pendant trois ans au minimum, ils ont reçu une formation artistique appliquée à l'industrie.

Service de Librairie

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10e) Pour les commandes et envois de fonds, s'adresser à Doussot (René), 9, av. de la Porte-Chignancourt, Paris (18e) C. C. P. 5046-35 Paris

En raison de l'augmentation des prix des éditions dans les librairies, les camarades passant des commandes doivent tenir compte des nouveaux prix indiqués ci-dessous :

NOS LIVRES

Table listing books and prices. Columns: Title, Au siège, Franco. Includes 'L'Éthique du syndicalisme', 'L'Enl'Aide', 'La Véritable Révolution Sociale', etc.

NOS BROCHURES

Table listing brochures and prices. Columns: Title, Au siège, Franco. Includes 'Anarcho-syndicalisme et anarchisme', 'Le Syndicalisme et l'Etat', etc.

Le Gérant : Eugène JUREL. Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

DANS NOS RÉGIONS

un essai de 15 jours, une production vendable. On exige de ces débutants contre un salaire de : 6.300 francs, passible des retenues, assurances sociales, impôt cédulaire, 1, 2 ou 3 croquis par jour que le patron "revendra" au moins 2.500 francs.

LES VRAIS RATS D'HOTELS ?

Il fut un temps où l'on dénommait ainsi une certaine catégorie d'individus chargés par la P. J. de s'assurer des situations sociales des locataires de meubles. Ceux-ci agissaient pour leur patron : l'Etat républicain.

TOULOUSE

Un Meeting des Métaux Samedi 23 Novembre s'est tenu dans la salle du Conservatoire le premier meeting public et contradictoire organisé par le syndicat des métaux.

Cette réunion a été un succès, alors que les métaux de la grande C. G. T. ont obtenu un échec sérieux lors de leur dernier meeting qui, malgré la présence d'un grand ténor appelé SEMAT, a réuni à peine une centaine d'auditeurs.

Aux Cheminots syndicalistes

Les cheminots syndicalistes du pays sont convoqués à la CONFERENCE NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU RAIL. Celle-ci se tiendra le VENDREDI 6 DECEMBRE toute la journée à Paris, salle du Pavillon (1er étage), 65, Boulevard de la Villette (Métro : Colonel Fabien).

AUX ESPERANTISTES

Vient de paraître le N° 5 de « Sensatano », bulletin d'information en espéranto, organe du Comité provisoire de l'Internationale des J. A. En vente 22, rue Ste-Marthe, Paris (10e), pour les commandes, s'adresser : Albert Grillat, 24, rue Grange-aux-Belles, Paris (10e).

nous, venez à notre syndicat des métaux et ensemble nous étudierons tous les problèmes qui nous intéressent, ainsi que tous les moyens d'action pour obtenir nos revendications.

SYNDICAT UNIQUE DES EMPLOYES D'AVIGNON EN VAUCLUSE LA C. N. T. EST UN RASSEMBLEMENT DE VIEUX LUTTEURS ANTIFASCISTES

Dans une réunion organisée par la C. G. T. avec le concours de son secrétaire général Henri Raynaud, il a été reproché au groupe départemental de la C. N. T. d'être le ramassis des vichyssois et des hitlériens.

Tous les autres membres sont des antifascistes de longue date qui continuent à lutter contre l'oppression sous toutes ses formes.

AH, LES BONNES POIRES...

Ainsi s'expriment « dans leur for intérieur » les politiciens de tout acabit qui réussissent encore à faire croire au père Noël par leurs promesses.

Propos d'un passant

Une drôle d'"ampoule"

Il ne s'agit nullement de la petite tumeur formée par la sérosité épanchée entre le derme et l'épiderme. C'est tout simplement le titre de l'organe des cellules communistes de la cristallerie.

« L'Ampoule » s'est donné pour tâche d'éclairer, sinon d'éblouir, voire même d'aveugler ses lecteurs.

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

Marcel Paul à la Production Industrielle, qui a nationalisé le Gaz et l'Electricité et jeté sur le marché une grande quantité d'articles utilitaires.

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

ses qu'ils savent ne pas pouvoir tenir auprès de leurs... bonnes poires... d'électeurs. Faut-il qu'ils en aient une couche, ces votards qui continuent à perpétuer l'esclavage en se forgeant leurs propres chaînes.

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

« L'Ampoule » n° 7 du mois d'octobre, il est révélé que : « Notre Grand Parti Communiste se présentera devant les électeurs le 10 novembre avec un bilan prodigieux dans tous les domaines :

N'est-ce pas une preuve que vos élus vous prennent pour de... bonnes poires... puisque le ministre du Ravitaillement d'alors, M. Pineau, a dit : il ne faut pas hésiter à restreindre la consommation des produits exportables.

Alors, que voulez-vous de plus ? N'est-ce pas assez clair ? et les scandales 1946 (après tant d'autres, Stavinsky, Haneau, Suez, Panama, etc.), sont-ils pour vous inciter à élire de... grands électeurs... ?

Continuez la tradition, de beaux jours vous attendent et les trafiquants de... bonnes poires... sauront les pressurer, puisque vous ne voulez pas convenir que :

L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. GENRENCUNE.

22e UNION REGIONALE UNION LOCALE D'ALGER SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL

Lettre aux travailleurs algérois

Le mardi 22 octobre, l'un de nos camarades allait trouver Estellé, le secrétaire administratif de la Bourse du Travail et, après lui avoir présenté le récépissé du dépôt à la Mairie des statuts du Syndicat Interprofessionnel, lui exprimait le désir d'obtenir une salle pour le 25 octobre. Estellé, en possession de la liste des membres du Bureau et d'un exemplaire des statuts du S. I., accédait de bon gré à cette demande.

Le jour de la réunion, le camarade Estellé se présente chez le camarade Doukan, membre du S. I., et lui remet la lettre suivante :

Alger le 25 octobre 1946 Le Secrétaire Administratif de la Bourse du Travail d'Alger.

au Camarade Dukan Président de la Séance de Constitution du Syndicat Interprofessionnel de la Ville d'Alger.

Camarade, Il vient de m'être notifié par le Secrétaire du Conseil d'Administration de la Bourse du Travail d'Alger, que je devais vous interdire de tenir votre réunion de ce soir, 25 courant, pour le syndicat (section C.F.R.A.) et ceci pour les raisons suivantes :

1° Parce que votre adhésion n'a pas été sanctionnée par la Commission exécutive de la Bourse ;

2° Et que, d'autre part, il n'est pas indiqué que votre organisation comporte diverses sections corporatives.

J'ose espérer que vous ferez le nécessaire pour aviser les camarades qu'ils doivent renvoyer leur réunion à une autre date, ceci pour éviter toutes frictions entre travailleurs salariés.

Avec l'assurance de mes meilleurs sentiments, Le Secrétaire Administratif, Estelle.

Ainsi, le jour même de la réunion (et en cela il montre le profond dédain qu'il professe pour les camarades de la C. N. T.), tracts imprimés et diffusés, convocations envoyées, le secrétaire du Conseil d'Administration de la Bourse du Travail Navarro nous fait interdire la salle.

Alors qu'en nous l'accordant, le camarade Estellé ne faisait rien de plus que ce qu'il faisait avec tous les syndicats régulièrement constitués et reconnus, le secrétaire général se rappelle au sujet de l'adhésion d'un syndicat de la C. N. T. qu'il existe une commission exécutive.

Il estime la constitution de sections corporatives irrégulières alors que celles-ci ne sont pas assez importantes pour être constituées en syndicats.

Il faut croire que le grand Manitou de la Bourse du Travail n'était pas tant que cela convaincu de la force de ses arguments d'ordre administratif, puisqu'il a jugé nécessaire de faire utiliser par son sous-ordre des arguments destinés à devenir frappants.

Ne fallait-il pas mieux, en effet, envoyer la réunion « afin d'éviter les frictions ». Qu'en termes à peine déguisés on laisse entendre aux adhérents de la C. N. T., désirant à bon droit tenir leur réunion, qu'on les empêcherait au besoin par des frictions certainement énergiques.

Les camarades de la C. N. T. étaient présents le 25 octobre à l'entrée de la Bourse du Travail.

Après s'être fait insulter dans la rue et s'être aperçu que les éléments qui auraient pu les soutenir avaient été refoulés par le service d'ordre cégétiste, renforcé pour la circonstance, ils ne jugèrent pas utile de tenir la réunion devant une véritable bande d'énergumènes.

Voilà où c'en est, camarades de la C. G. T. Ceux entre les mains de qui vous avez abandonné votre sort, ceux qui vous conviaient à voter pour une constitution où il est dit que : « Tout travailleur adhère au syndicat de son choix », interdisent la Bourse du Travail, utilisent des menaces à peine déguisées contre des camarades qui estiment que le syndicalisme ne se confond pas avec le programme politique de ces apprentis dictateurs au petit pied qui s'intéressent plus à leur référendum et à leurs élections qu'à vos revendications.

Travailleurs de la C. G. T., pour forger vous-mêmes l'arme qui vous émancipera, venez assister à la réunion que donne dimanche matin, à 10 heures, à la Cigogne (arrêt Nelson), le Syndicat Interprofessionnel.

Pour le Bureau : Le Secrétaire de l'Union Locale.

P.-S. — Cette lettre, envoyée à tous les quotidiens (sauf « Alger Républicain » qui ne nous imprime pas nos communiqués), n'a été publiée nulle part ; les adversaires en apparence irréconciliables tombent d'accord devant le danger d'un syndicalisme destiné à mettre un terme à leurs sales combines de traitres à la classe ouvrière, ou d'agents inavouables de la bourgeoisie.

Coups de patte

AH ! QU'ON EST FIER DE VIVRE EN CE SIECLE DE PROGRES

Quelle fertilité doit être la nôtre de vivre en une telle époque ! L'art de tuer fait des pas de géant et nous voilà loin de l'époque où les hommes ne possédaient en fait d'armes que des masses en pierre ou même plus tard des boulets de canon en même matière !

Maintenant il n'est plus question que de bombes atomiques ou bien de bombes microbiennes.

La prochaine guerre — qui n'est pas loin si l'on en juge par l'attitude des antagonistes (U. R. S. S. et Anglo-Saxons) — se fera à coup de peste, de choléra et autres gentillesces.

Les peuples se récrient d'abomination parce que, paraît-il, au printemps 1945, l'Allemagne hitlérienne mettait au point la guerre bactériologique et, en même temps, ils baillent d'admiration devant le génie des inventeurs américains qui, eux, auraient dès maintenant réussi cette mise au point.

Il y a de quoi être fier ! PAHDEVELOUR.

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE à 14 heures

Salle des Jeunesses Républicaines, 10, Rue Dupetit-Thouars
(Métro : République).

MATINÉE RÉCRÉATIVE

AU PROGRAMME

- 1° Le chansonnier André TESSIER dans ses œuvres.
- 2° Le violoniste X.
- 3° Le chansonnier Robert MY dans ses œuvres.
- 4° Germaine MARCYL dans son répertoire.
- 5° Le chansonnier René VERMONT dans ses œuvres.
- 6° Le chansonnier Robert GÂMELIN, dans ses œuvres.
Entr'acte au cours duquel sera tirée la tombola
- 7° Le chansonnier Gaston GASSY, speaker de la « Vache Enragée » dans ses œuvres.
- 8° IBERIA, dans son répertoire en français et en espagnol.
- 9° Le chansonnier Pierre STILL dans ses œuvres.
- 10° Annie DANCLOS, dans son répertoire.
- 11° Le poète-chansonnier beauceron Maurice HALLE dans ses œuvres.
Le piano sera tenu par le professeur Nicole RATTE

Vu l'importance du programme
le spectacle commencera à 14 h. 30 précises.

ATTENTION. — La matinée se tiendra à bureau fermé. Se munir de billets à l'avance. 3 billets de la tombola donnent droit à une entrée.

Morticulture légale

Le 10 juillet 1913, le parlement votait une loi prescrivant les mesures d'hygiène et de salubrité dont les ateliers doivent être nantis par les employeurs. Depuis cette date, bien des discours ont été prononcés sur l'insociabilité des patrons, sur l'étiologie de la race et sur la santé publique, on a même créé des ministères chargés de rechercher les améliorations sanitaires dont la population et les travailleurs ont grand besoin. Mais, en dépit des flots d'éloquence, la question n'a guère varié : l'hygiène et la prophylaxie industrielle, à peu de chose près, sont ce qu'elles étaient il y a 40 ans, sauf pour les grandes entreprises où l'on s'est efforcé de satisfaire les textes de loi plutôt que d'appliquer des mesures préventives répondant réellement à leur objet.

C'est ainsi qu'encore maintenant nous voyons dans la métallurgie, pour ne parler que de cette industrie des scaphandres exécutant leur travail à l'air libre ou dans des cabines saturées de poussières avec des scaphandres archaïques, amenant l'air insuffisamment, tandis que les aspirateurs fonctionnent mal, quelquefois pas du tout ; des polisseurs travaillant dans des ateliers sans air et sans clarté, sans installation de captation des poussières ; des mouleurs au sable qui connaissent les mêmes déboires que les précédents, aggravés généralement par la température qui règne dans les fonderies. Nous pourrions parler des peintres au pistolet, des dégraisseurs au « trichlo », et de bien d'autres, mais ce serait allonger la liste inutilement, puisque tous les ouvriers exécutant des travaux insalubres ont des moyens ou des appareils de production rudimentaires ou inefficaces. L'échec que connu l'application de cette loi est la conséquence des combinaisons politiques pour ménager la couche importante d'électeurs que constitue les petits industriels et les faconniers. Quand de ces derniers étaient pénalisés par l'inspection du travail, le député se chargeait de faire annuler l'amende qui le frappait. Par la suite, se rendant compte de leur impuissance, beaucoup d'inspecteurs du travail devinrent passifs, laisserent les choses dans l'état où elles étaient.

Les patrons pour justifier leur carence invoquent l'hostilité des ouvriers à travailler avec des appareils de protection qui les gênent. En réalité, c'est parce que là où ils existent, ou où ils ont existé, ils étaient peu pratiques, peu maniables, conçus pour ne pas encourir les admonestations de l'inspecteur du travail en faisant preuve de respect de la loi, mais non pour assainir les ateliers tout en permettant à l'ouvrier de travailler dans des conditions de sécurité normales.

Pendant ce temps la silicose-sclérose et la tuberculose fibreuse fournissaient sans arrêt son lot d'épaves humaines à la camarde, pendant que d'autres bronches dilatées, poumons durcis de poussières incrustées, attendaient leur tour dans les sanas.

Les organisations corporatives menèrent une propagande active pour faire cesser cette situation lamentable, sans rencontrer d'échos et d'aides suffisantes des organisations syndicales auxquelles elles étaient rattachées. Encore moins des pouvoirs publics. Aujourd'hui elle est pire que jamais. Depuis la guerre, nous assistons à une multiplication des faconniers, favorisés par le manque de matières premières pour les travaux de grande série. Dans la plupart des cas en s'ap-

provisionnant en matériel et en matières premières au marché noir ou en achetant des bons-matériaux. Quelquefois, et le plus souvent, pas d'assurance sur les accidents de travail, pas d'assurances sociales, pas de prélèvement sur l'impôt cédulaire — on ne saurait le blâmer pour cela — et l'hygiène totalement inexistante. Ils trouvent des ouvriers plus facilement qu'ailleurs, en leur majorant les salaires proportionnellement aux charges qu'ils n'ont pas à supporter. L'ouvrier s'imagine y trouver son compte, alors qu'en définitive il fait un réel cadeau à son patron, ancien ouvrier parvenu au rôle d'exploiteur sous prétexte de se libérer du patronat. Le plus piquant de leurs affaires, est qu'ils trouvent le moyen d'acheter au marché noir ce qui leur faut pour faire travailler, mais pas pour préserver la santé de leurs ouvriers.

Il est vrai, et les patrons ne manquent pas d'en faire état, que la silicose et la tuberculose d'origine professionnelle sont, dorénavant, couvertes par la loi, qu'elles sont réparées au même titre que les accidents du travail. Rendez-vous compte d'une consolation pour l'ouvrier qui travaille dans une de ces professions malsaines, qui attend, à l'hôpital ou au sanatorium que la maladie ait fait sa triste et macabre besogne, de savoir qu'il est indemnisé, lui et ceux qu'il laisse. Non, vraiment, c'est ridicule et odieux. Ce n'est pas d'indemnité, qu'il s'agit pour lui, mais de vivre.

Pour nous, il s'agit de réparation et de prévenir le mal.

Or, rien ne changera tant que nous aurons des incapables pour trouver des solutions au drame de la vie et du travail, qui prennent des décisions en fonction des nécessités électorales et qui comme Croizat, en plus de ces préoccupations, ne veut voir que l'effet et non la cause.

Ce que nous voulons, c'est qu'il soit interdit l'ouverture de nouveaux ateliers de ces professions si les appareils de protection ne sont pas installés, si l'hygiène n'a pas droit de cité. Le tout vérifié par l'inspecteur du travail accompagné d'un délégué syndical compétent.

Pour les ateliers en activité, dépourvus de ces installations, les employeurs doivent être frappés d'une forte contribution pécuniaire et spéciale jusqu'à ce qu'ils se soient mis en règle avec la loi. L'argent prélevé ainsi serait destiné soit à une caisse de solidarité professionnelle, soit aux caisses de sécurité sociale.

Il n'y a pas de raison que la morticulture soit encouragée et que la société en fasse les frais, encore moins à ce qu'elle soit légalisée par une législation dont l'incohérence frise la complicité.

ROTOR.

ATTENTION !

Le vendeur qui, pendant le mois de décembre

aura diffusé le plus

D'ACTION SYNDICALISTE

recevra une

superbe miniature

peinte à la main

sur Ivoirine

montée sur broche aurifère
gracieusement offerte par la
Coopérative Ouvrière ATA

B.D.I.C

L'Action Syndicaliste

URGENCE DE LA CRÉATION D'UNE VÉRITABLE ORGANISATION SYNDICALISTE PAYSANNE

La C. G. A. actuelle n'est donc pas une vraie organisation paysanne ? Non ! parce que, tant qu'il existera un prolétariat agricole, il n'y aura pas de paysannerie organisée : qu'en pensez-vous, mes camarades ouvriers de toutes les régions agricoles ? Vous êtes mieux renseignés que quiconque, et pour cause de ce que la C. G. A. a fait

pour vous de réel, de concret.

Que devrait être la C. G. A. ?

Pour vous, syndicalistes purs, elle devrait être l'organisme révolutionnaire de défense et de reconstruction d'une paysannerie authentique, la fédération des syndicats d'exploitants (étant bien entendu que la condition prolétarienne doit être abolie avant toutes choses,

cette abolition étant le premier acte révolutionnaire). Elle ne devrait pas être « coiffée », ouvertement ou de façon occulte par des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de la vraie paysannerie. C'est de la base que doivent sortir ses dirigeants, les techniciens sont des conseillers, mais là doit se borner leurs rôles.

Tout d'abord une « erreur » a été commise dès la fondation de la C. G. A. provisoire (toujours et plus que jamais provisoire, nous en sommes convaincus). « On » a confié aux maires le soin de présider à la fondation des Syndicats d'exploitants ; ensuite, il y aurait beaucoup à dire sur la désignation des bureaux (dont la plupart sont encore en place). Le plus souvent, le « président » du Syndicat communal fut proposé par le maire : le tour était joué ! Naturellement, les ouvriers agricoles furent tenus en dehors de l'organisation dans un syndicat ad hoc, formé de la même façon, mais « contrôlé » par la C. G. A. Ne vit-on pas aussi des marchands de bestiaux, les pires ennemis des paysans, « présider » aux destinées de certains syndicats ! Etouffez-vous après cela que les syndicats locaux manquent de dynamisme...

Dans ma commune, il y eut trente-neuf votants sur cent soixante-huit exploitants ? Pourquoi ? allez le demander aux paysans du lieu, et d'ailleurs ; la vérité est qu'ils n'eurent pas confiance, dès les premiers instants, et aussi et surtout une grande ignorance de leurs propres intérêts dans certaines régions. Pour fonder une véritable organisation syndicale, il faut avant toutes choses que la confiance règne à la base ; il faut encore que la sourde jalousie qui règne entre paysans cesse d'exister ; il faut ensuite que les exploitants de la commune ou d'un centre intercommunal s'entendent pour reconnaître certains des leurs comme susceptibles de remplir les conditions requises pour faire un bon secrétaire de syndicat (et non un « président » : ce n'est pas un honneur, mais une lourde charge) ; posséder une solide instruction primaire, une honnêteté à toute épreuve, avoir la confiance quoi... Il y a pas mal de linge sale à laver dans les campagnes...

Il y eut encore une autre « erreur » de commise : celle de la formation des syndicats sur la base de la commune rurale administrative actuelle ; la plupart des communes sont manifestement trop faibles numériquement ; mais ceci fut voulu délibérément pour justifier la conservation et le développement des grosses coopératives, trusts départementales gérées par des « techniciens », c'est-à-dire en dehors du contrôle réel des cultivateurs.

1° Qui ? et que représente la C. G. A. ?

2° Qui procure les fonds pour la propagande ?

3° Quels sont ses buts (avoués ou inavoués) ?

Nous voudrions connaître les dessous de la formation de la C. G. A. pendant l'occupation, à la Libération, et depuis la libération.

La rumeur paysanne accuse la C. G. A. et son organe la *Libération Paysanne* de représenter les gros propriétaires fermiers et les « industriels » de la terre.

Il apparaît donc que c'est une escroquerie intellectuelle de présenter la C. G. A. comme une organisation démocratique paysanne.

Est-il vrai que les fonds proviennent des sources précitées : capitalisme foncier, trusts des engrais et des machines agricoles ? et des grosses « coopératives départementales » ?

De ce qui précède, nous pouvons inférer que les buts cachés de l'organisation sont de briser le syndicalisme paysan sous le couvert d'une pseudo-défense de ses intérêts. C'est un crime qui se perpétue contre la paysannerie française avec l'appui officiel du ministère de l'Agriculture. Trahison ou incapacité ?

Nous savons pourquoi un barrage occulte a été dressé contre certains militants trop sincères ou trop éclairés, contre le syndicalisme pur, en fin de compte.

Nous connaissons aussi certaines liaisons et collusion avec les dirigeants de la C. G. A. et les politiciens.

Ouvriers agricoles et paysans, qu'attendez-vous pour vous organiser solidement, afin de balayer des organisations paysannes les hommes du Capitalisme et de la Synarchie. BÉZARD.

Les fédérations de la C. G. T. font de la préparation militaire

Depuis que la C. G. T. est passée sous la coupe du Parti communiste, un certain nombre d'innovations ont été faites dans les organisations confédérales.

C'est ainsi que, par circulaires N° 82/46 et 87/46, en date du 5 novembre 1946, l'Union des Syndicats de l'Alimentation de la Région Parisienne informe ses syndicats qu'un concours pour la formation d'aides-monteurs d'éducation physique et sportive aura lieu le 15 janvier 1947 et un autre le 5 octobre 1947. Cette circulaire indique les conditions d'inscription, le lieu d'organisation des épreuves, la date et la durée des stages, les conditions de séjour au Centre et incite les jeunes à se faire inscrire nombreux à ce concours qui offre, à chaque session, un chiffre de 1.000 places, avec de nombreux avantages de toutes sortes.

La seconde circulaire est encore plus précise. Elle demande aux Secrétaires de section de faire la propagande nécessaire pour faire accéder la préparation militaire et précise que la circulaire 87/46 devra être affichée.

Il est dit notamment de perfectionner au plus haut point l'entraînement physique. Il est prévu 150 heures de travail (?) par an, en 43 semaines, soit 3 heures 1/2 par semaine.

Et, à nouveau, la circulaire fait ressortir les avantages de la formation pré-militaire, à savoir :

Aux jeunes. — Equipement gratuit : espadrilles, maillot, culotte ; 10.000 bourses pour les camps de plein air, de montagne et de nautisme de la Direction aux Sports ; l'étude, le choix de l'arme, permissions supplémentaires.

La circulaire ajoute : la préparation pré-militaire est un fait, l'ordonnance du 29 avril 1945 la rend obligatoire et elle est divisée en deux parties : 17 à 19 ans, préparation physique, sous le contrôle du Sous-Secrétariat de la Jeunesse et des Sports ; de 19 à 20 ans, service pré-militaire proprement dit, sous le contrôle exclusif de l'armée.

Naturellement, la préparation militaire est d'intérêt national. Elle permet de réduire le temps de service et de réaliser, de ce chef, des économies, de maintenir dans la production le plus grand nombre possible de jeunes, d'utiliser des jeunes au plus haut degré dans le cadre des plans locaux de sécurité.

Bref, l'Union Syndicale de l'Alimentation, et sans doute aussi les autres organisations confédérales, sont devenues les agents de recrutement pour la préparation militaire. A droite par quatre, serongnieugnieu ! Tête droite, pour saluer votre futur chef de gouvernement : Thorez, le fils du peuple, celui qui a foutu le camp en 1940, vous savez bien.

Et maintenant à la prochaine bonne votre, les amis.

Premier Congrès Constitutif de la C. N. T.

Le Congrès constitutif de la C. N. T., s'ouvrira le Samedi 7 Décembre à 9 heures et se poursuivra le Dimanche 8 et le Lundi 9 Décembre.

Ces assises se tiendront, salle Susset, 206, Quai Valmy. Métro : Jaurès. L'ordre du jour étant très important et excessivement chargé, les délégués des organisations sont invités à prendre leurs dispositions pour être présents à l'heure.

Nota. — Les Secrétaires des Syndicats sont invités à faire diligence pour retourner au siège la partie du mandat qui doit faire retour à la Confédération.

L'Unité de la C. G. T. n'est plus qu'une fiction

(Suite de la 1^{re} page)

Ne voulant pas être en reste, la S. F. I. O. qui, depuis la Charte d'Amiens, en avait à peu près respecté les tenues, a, à son tour, constitué des groupes socialistes d'entreprises, lesquels, sous couvert de contrebalancer l'influence des cellulés, tendent exactement au même but que celles-ci : domestication du syndicalisme ouvrier au profit d'un parti politique, de sorte que l'on voit dans les entreprises les militants s'inquiéter beaucoup plus de l'adhésion de tout nouveau salarié à l'une ou l'autre obédience politique, qu'au syndicat.

Les buts politiques étant devenus les seuls moteurs de l'activité des syndicats ainsi politisés on assiste à des manœuvres perfides tendant à discréditer les militants qui se refusent à la domestication, voire à faire échouer les revendications défendues par eux.

Dans les réunions syndicales il n'est plus possible d'exposer son point de vue si l'on n'est stalinien ou SFIO ; dans les entreprises tout est mis en œuvre pour empêcher les militants non inféodés aux partis dits « ouvriers », de détenir des postes de délégués du personnel ou des mandats syndicaux. On va même jusqu'à monter des cabales contre eux pour essayer de les priver de leur gagne-pain. C'est l'inquisition sur le plan politique.

Les représentants des syndicats de la C. F. T. C. jouissent d'une plus grande audience auprès de nos politiciens du syndicalisme que les militants éprouvés de la C. G. T. qui se refusent à la domestication politique.

Dans de telles conditions il est compréhensible que ces camarades quittent la vieille C. G. T., même si ils y possèdent de vieilles et sérieuses amitiés, même si c'est pour eux un cruel déchirement.

En outre, ils constatent avec angoisse la désaffection/des travailleurs pour une organisation ainsi politisée : désaffection qui se traduit par un abandon pur et simple. Pour réagir contre ce courant qui vide vos organisations au seul profit du patronat, ces militants tentent de regrouper les

salariés dans une centrale syndicale indépendante de tous les partis et de toutes les sectes. Ils essaient de rallier chez ces camarades l'idéal syndicaliste et l'esprit de lutte qu'une politiqueillerie sans vergogne a complètement annihilés en eux.

C'est pourquoi loin de les désapprouver, on ne peut que les louer d'oser ainsi se refuser à une unité de façade qui leur apparaît plus néfaste qu'une scission véritable.

Du reste n'existe-t-il pas déjà au sein de « votre » unité une scission de fait ? N'y a-t-il pas séparation profonde entre les éléments stalinien et les tenants du parti socialiste ? N'y a-t-il pas également séparation effective entre ces deux courants et les camarades qui entendent n'être, dans le syndicat, que syndicalistes ?

En fait nous sommes persuadés à la C. N. T. que votre fiction d'unité est néfaste au mouvement ouvrier et qu'une nette brisure entre les syndicalistes et les politiciens ne pourrait que rendre service à la classe ouvrière en lui montrant nettement où sont ses défenseurs.

Enfin, tu dois bien être persuadé que les militants de la C. N. T. ne sauraient se désintéresser de l'action revendicatrice des travailleurs et que, chaque fois qu'une revendication est posée, chaque fois qu'une lutte s'engage pour l'obtention d'avantages au bénéfice des salariés d'une entreprise ou d'une corporation, notre organisation est aux côtés des travailleurs en lutte et se met entièrement à leur service.

Ce ne sera jamais de la C. N. T. qu'émaneront des demandes de sanctions contre des grévistes, comme on l'a vu récemment de la part des stalinien de P. T. T.

Jamais non plus on ne verra des militants de notre mouvement manœuvrer pour faire échouer les mouvements revendicatifs des salariés en lutte.

Secouez l'emprise politique, revenez à l'action directe du syndicalisme ouvrier contre le patronat privé ou étatique et vous nous trouverez à vos côtés.



22, Rue Sainte-Marthe, Paris X'

Organe de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'A. I. T.

L'Action Syndicaliste

NOTRE CONGRÈS

COMPTE RENDU DES DEBATS
DU CONGRÈS CONSTITUTIF
7, 8 ET 9 DECEMBRE

A l'ouverture de la première séance, le président donne connaissance de différents messages de solidarité d'organisations françaises et étrangères. Après que Rotot en fait adopter l'organisation des débats, Juhel développe le rapport d'activité. La présence des délégués à ce congrès démontre que le bureau, la C. A. et les militants du pays ont travaillé activement, pendant les six mois écoulés, pour le développement de la C. N. T. Il indique que pour « L'A. S. » les syndiqués ne font pas tout ce qu'ils devraient pour sa diffusion et termine en demandant aux délégués de prendre, pour l'avenir, des décisions viriles qui fassent de la C. N. T. une puissante centrale syndicale.

Le Marc, administrateur de « L'A. S. », développe le rapport financier du journal. Il porte à la connaissance des congressistes que beaucoup de dépositaires oublient de régler les envois, ce qui crée, pour la trésorerie du journal, un découvert qui risque de le faire sombrer.

Toulouse, Bordeaux, P. T. T.-Paris, Alger interviennent dans la discussion. Besnard demande l'extension de la presse à la librairie et propose le changement de titre du journal. Après cette discussion, Le Marc propose la nomination d'une commission de cinq membres chargée d'établir un rapport en tenant compte des différentes propositions. Sont désignés : Peyrissaguet (Limoges), Lapeyre (Bordeaux), Jammes (Toulouse), Darsel (P. T. T.-Paris), Giraud (Bâtiment-Paris).

Après avoir disjoint le rapport d'activité la partie ayant trait au journal, ce dernier est adopté à l'unanimité.

La commission désignée rapporte ce qui suit :

Trésoreries indépendantes pour la librairie, le journal et le bulletin. Augmentation du timbre confédéral avec ristourne de 2 fr. pour la presse, dont 1 fr. ira au journal et 1 fr. au bulletin intérieur. Ce dernier sera servi gratuitement aux adhérents. Provisoirement, les 2 fr. iront au journal, jusqu'à ce qu'un C. C. N. décide de la parution du bulletin. Ces propositions sont adoptées par le congrès, qui décide en outre la création d'une commission du journal composée d'un administrateur et d'un rédacteur, d'une commission de la librairie, composée d'un administrateur et d'un responsable à la vente et aux achats, d'une commission du bulletin, composée d'un administrateur et d'un rédacteur. Ces six responsables formeront la commission confédérale de presse et librairie. Le congrès décide également de prendre pour le journal, le titre « Le Combat Syndicaliste ».

Doussot développe le rapport financier. Une commission de contrôle, composée des camarades Noël (Toulouse), Le Bihan (Rouen), Perrissaguet (Limoges), est désignée pour la vérification des comptes. Le rapport de cette dernière indique la bonne tenue des comptes et le rapport financier est adopté.

Le rapport international est développé par Besnard, qui expose les raisons qui nécessitent au plus tôt une conférence des bureaux occidentaux de l'A. I. T. Bernard Pou, secrétaire de l'A. I. T. pour l'Europe Occidentale, complète l'exposé de Besnard.

Le rapport, ainsi qu'une résolution s'y rattachant, sont adoptés à l'unanimité.

Le Congrès Constitutif de la C. N. T., après avoir entendu la lecture et les commentaires du rapport international ainsi que les explications fournies par le représentant de l'A.I.T. et de son bureau occidental, déclare qu'il est pleinement solidaire de l'A.I.T. et de toutes ses centrales nationales, dans leur lutte pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire international.

Il affirme, en outre, sa volonté inébranlable de participer à cette lutte avec toutes ses forces et tout son cœur. Il assure les Centrales sœurs et plus particulièrement celles qui souffrent encore sous la botte fasciste comme l'Espagne et le Portugal, ou incomplètement libérées comme l'Italie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, ainsi que les prolétariats balkaniques et Baltes de sa solidarité entière.

Cependant, il considère en premier lieu que son devoir le plus impérieux consiste à aider la C.N.T. Espagnole à libérer son pays du joug de Franco et tous ses efforts tendront vers ce but.

Ensuite, il joindra ses efforts à ceux de la C. N. T. Espagnole pour débarrasser le Portugal de Salazar et l'Italie de l'occupation alliée, pour constituer le bloc latin des pays occidentaux et établir entre ces pays un synchronisme d'action qui doit s'étendre à toute l'Afrique du Nord et jeter les bases nouvelles de l'action de l'A. I. T. dans tous ces pays.

Enfin, le Congrès demande, pour étudier cette situation en commun et arrêter les tactiques nécessaires, la réunion le plus tôt possible du bureau occidental qui devra lui-même envisager à très bref délai un congrès extraordinaire de l'A. I. T.

La C. N. T. est définitivement constituée

CONSTITUÉE provisoirement en Centrale Syndicale après la Conférence syndicaliste des 4 et 5 Mai dernier, la C. N. T. après 7 mois d'activité, vient de tenir son Congrès Constitutif, les 7, 8, et 9 Décembre, et de donner à notre Organisation son état-civil définitif.

Désormais, la C. N. T. Centrale syndicale française, adhérente à l'Association Internationale des Travailleurs, fait partie des sections nationales de cette dernière et mène, aux côtés de ses sœurs, la lutte pour l'affranchissement des travailleurs et joint ses efforts à ceux des mouvements syndicaux de tous les pays, pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire.

Le Congrès tint ce que les militants attendaient de lui. Après le Meeting qui eut lieu le vendredi 6 Décembre, aux Sociétés Savantes, où parlèrent avec nos amis Mirande, Lapeyre et les représentants de la C. N. T. d'Espagne du Bureau occidental de l'A. I. T. et de l'A. I. T. elle-même, il était visible que la cause était entendue ; il était certain que le Congrès, comme le Meeting serait un succès.

La matinée du samedi fut consacrée à l'examen du rapport d'activité, du rapport international, au cours duquel se produisirent les interventions fort remarquables des représentants de l'A. I. T., de la C. N. T. d'Espagne et du Bureau Occidental de l'A. I. T. ; la discussion du rapport financier fit ressortir une bonne situation matérielle. Le tout fut approuvé par l'unanimité des délégués.

L'après-midi, la séance commença avec la discussion des statuts confédéraux, gros morceau de l'ordre du jour, avec l'orientation syndicale. N'étant point terminée pour l'heure du dîner, la discussion fut reprise après et continua une partie de la nuit. Cependant, les congressistes durent convenir à un certain moment de cette discussion que des points très importants exigeaient, pour être traités convenablement, que l'on procède à l'examen de la Charte de la C. N. T. Ainsi en fut-il décidé.

Le dimanche 8 fut la grande journée du Congrès. La matinée fut consacrée à la discussion du rapport sur la paysannerie, élaboré par le camarade N. Bézard, qui le commenta largement à la tribune et sut intéresser très vivement les délégués. Une résolution qu'on trouvera ci-inclus résumé ce rapport dans ses grandes lignes et fut adoptée par le Congrès.

La discussion appela ensuite l'examen des rapports de Bordeaux et de Limoges, sur les heures de travail et les Comités d'entreprise, qui furent joints à ceux fournis par la C. A. provisoire et discutés en bloc.

Tous ces rapports dont la discussion emplît la séance du matin et celle de la soirée jusqu'à six heures, furent adoptés avec certaines modifications. A noter que le Congrès, après un ample échange de vues, se prononça contre les Comités d'entreprise.

Il estima que les Comités d'entreprise ne sont que des organismes de collaboration de classe, dont le prolétariat ne peut rien retirer, tandis qu'au contraire, il donne les moyens,

par la présence de ses représentants qualifiés, aux capitalistes chefs d'entreprises, d'utiliser toutes les connaissances des travailleurs.

En outre, la non-communication des bilans et comptes d'exploitation, ainsi que le secret qui les entoure, ne permettent pas aux ouvriers de se rendre compte de la marche exacte de leur entreprise. Pour toutes ces raisons — et beaucoup d'autres secondaires — le Congrès préféra s'en tenir au Contrôle syndical de la Production, revendication syndicale complète, qui n'a besoin, pour s'exercer, que de la mise en œuvre des moyens à la disposition du syndicat, sans aucune collaboration avec le patronat. Il convient de préciser ici que le Contrôle Syndical de la Production va du droit de regard du syndicat dans l'entreprise jusqu'à l'expropriation et la prise en charge des Entreprises par les travailleurs, pour le compte de la collectivité, par la syndicalisation de toutes Entreprises occupant plus de 50 ouvriers et employés.

Après cette chaude discussion, le Congrès procéda à l'examen de la Charte de la C. N. T., par un débat passionnant sur l'orientation du syndicalisme. Ce document figure dans le compte rendu analytique des débats. Il sera tiré en brochure avec quelques autres documents essentiels que nos militants ont besoin d'avoir fréquemment sous la main.

L'accord s'étant fait sur un texte précis, après une discussion en somme assez courte, les statuts revinrent à l'ordre du jour, et, cette fois-ci furent achevés.

La séance du lundi matin fut consacrée à la constitution des Fédérations, pendant que parallèlement, siégeait le C. C. N. qui nommait le Bureau, comme la veille le Congrès avait désigné la C. A. Après avoir examiné différentes questions de son ressort, le C. C. N. fut déclaré clos et, l'après-midi, la séance terminale du Congrès commença. Elle fut close à 18 heures, après quelques paroles de remerciements et d'encouragement du représentant de l'A. I. T. et de la C. N. T. d'Espagne. Le siège du prochain Congrès fut fixé à Toulouse.

En résumé, malgré toutes les difficultés d'organisation ce Congrès fut matériellement, un succès. Sur le plan moral, la jeunesse de nos militants domina l'insuffisance des connaissances d'une partie d'entre eux et nul doute que le courage, la persévérance, leur tempérament de luttards ne compensent largement l'insuffisance actuelle et que, bientôt, aguerris sur ce terrain comme sur les autres, ils ne forment des cadres solides et décidés pour mener la C. N. T. au combat social et la faire triompher.

L'ACTION SYNDICALISTE.

NOTE IMPORTANTE

Tout ce qui concerne la trésorerie confédérale doit être adressé désormais au camarade Feillet (Marcel), 115, boulevard Voltaire, Paris (11^e). C. C. P. 5674-65 Paris.

Pour l'envoi de fonds concernant la librairie, utilisez le chèque postal. Auguste Le Marc, 22, avenue Foch, Saint-Mandé (Seine). C. C. P. 5506-36 Paris.

Oui ! nous sommes Fédéralistes

Certains camarades appartenant à notre organisation sont venus nous dire à différentes reprises que la principale difficulté qu'ils éprouvaient pour recruter de nouveaux adhérents c'est que la C.N.T. est une organisation anarchiste. S'il en était ainsi, elle ferait double emploi avec la F.A. ce qui serait un luxe bien inutile pour les militants.

La F.A. est spécifiquement anarchiste, tandis que la C.N.T. s'adresse à tous les travailleurs sans distinction de tendances ou d'opinions.

Ceux qui viennent à nous ont quitté la C.G.T. Ils avaient pour cela leurs raisons. Toutes ces raisons peuvent se résumer en quelques mots ; ils en ont assez de n'être que de simples cotisants, ils veulent aussi avoir droit à la parole et prendre une part active à la vie de leur syndicat et à celle de leur organisation toute entière. C'est justement cette faculté qui leur est acquise dans notre C.N.T.

S'il y a, toutes proportions gardées, beaucoup d'anarchistes parmi nous, c'est parce que leur premier souci c'est justement de ne pas souffrir une déclaturation de n'importe quelle étiquette et même quand ce serait d'une étiquette anarchiste. Et les anarchistes étant partisans de la plus grande liberté possible, ne pourraient, à moins de se déjuger et de se renier eux-mêmes, exercer une autorité quelconque sur leurs camarades.

La C.N.T. française est fière de se proclamer la sœur de la C.N.T. espagnole. Elle emploie les mêmes méthodes et poursuit le même but. Or, dès le 19 juillet 1936, si la C.N.T. espagnole avait nourri les desseins ténébreux que l'on prête à la C.N.T. française, elle pouvait facilement surtout en Catalogne et en Aragon interdire aux partis politiques de se reformer. Ce fut tout le contraire qui se produisit et c'est à l'ombre de son drapeau que les partis politiques renaquirent, y compris le parti communiste qui peu de temps après devait tenter de la poignarder dans le dos.

L'autre dimanche, le camarade E. Maine accompagné de quelques amis syndicalistes de Carrière-sur-Seine vinrent nous trouver dans le but de regrouper tous les véri-

tables syndicalistes autour de leur journal « Bien être et Liberté ». Ces camarades prétendent rester à la C.G.T. parce qu'ils pensent pouvoir y faire de la meilleure besogne. Croient-ils sincèrement que nous avons formé la C.N.T. tout de go et sans prendre le temps de réfléchir ?

Qu'on ne m'accuse pas de m'écartier de mon sujet ; nous sommes fédéralistes. La C.G.T. aussi était fédéraliste à ses débuts. Et c'est justement pour cela que les politiciens purent s'y infiltrer en s'appuyant sur la base de cette organisation.

Dès la mobilisation en 1914, Briand renonça au carnet B. car il avait trouvé mieux ; il mit les principaux militants de la C.G.T. secrétaires de bourse, de fédération, etc, en suris d'appel. C'est à dire que ces militants restaient en fonction au lieu de se rendre sur les lieux du casse-pipes et c'est ainsi que nombre d'entre eux, par crainte du casse-pipes mirent beaucoup d'eau réformiste dans leur vin révolutionnaire.

D'autre part, immédiatement après la guerre, la C.G.T. qui n'avait jusqu'alors compté que 500.000 membres au maximum, vit affluer vers elle près de trois millions de travailleurs. Ceux-ci dans leur grande majorité ignoraient à peu près tout du syndicalisme. Cette masse amorphe n'était pas difficile à manœuvrer, les politiciens de tout acabit s'y employèrent de leur mieux. Leur tâche était facilitée par le fédéralisme qui présidait à tous les échelons de la C.G.T.

Nous n'avons pas à expliquer ici ce qu'est le fédéralisme chose qui a été faite assez souvent dans ce journal et que ne cessent de répéter nos militants. Nous nous bornerons à rappeler pour l'intelligence de cet article que dans le système fédéraliste toutes les décisions prises, toutes les directives envisagées, doivent partir d'en bas, de l'ensemble des syndiqués, allant des organisations locales jusqu'aux régionales et de là jusqu'à la centrale. Cette dernière n'est qu'un centre de coordination qui assure des relations suivies entre les différents syndicats et leur permet de prendre des décisions d'ensemble.

(Suite page 2.)

AUX CAMARADES DU C. E. T. E. S.

Au lendemain du Congrès constitutif de la Confédération Nationale du Travail, les camarades du C. E. T. E. S. ont cru bon de publier dans l'« Action Sociale », sous le titre : « Aux camarades de la C. N. T. », une citation de Enrico Malatesta, que nous reproduisons :

« Je veux aujourd'hui comme hier que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier.

« Je ne demande pas de syndicats anarchistes qui légitimeraient tout aussitôt des syndicats socialistes, démocratiques, républicains royalistes ou autres, et seraient tout au plus bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinion, des syndicats absolument neutres. »

Malatesta était anarchiste. L'intention du C. E. T. E. S., en le citant, était sans doute de souligner, auprès de la C. N. T., qu'elle ne doit en aucune manière être sous la tutelle d'une organisation étrangère à son sein — fut-elle anarchiste.

Nous n'avons pas ici à nous préoccuper si Malatesta serait ou non d'accord avec l'orientation de notre jeune organisation ; mais il se trouve néanmoins que nous approuvons pleinement le contenu de cette citation en ce qu'elle insiste sur la neutralité qui doit être celle du syndicat ouvrier.

Le fait d'adresser spécialement « aux camarades de la C. N. T. » une citation de ce genre est un moyen comme un autre de contester (sans le faire ouvertement) que notre Confédération soit exempte de toute influence extérieure.

Or, c'est précisément pour sauvegarder la neutralité des syndicats — donc des travailleurs dans l'action syndicale — que fut créée la C. N. T. Seule, cette neutralité — à l'égard des partis, de l'Etat, des sectes philosophiques et du patronat — peut donner au mouvement syndical la vigueur nécessaire pour vaincre tout ce qui peut s'opposer aux revendications immédiates des travailleurs comme à leurs aspirations lointaines.

Mais puisque — c'est le C. E. T. E. S. qui nous le rappelle en citant Malatesta — les anarchistes tiennent tant à cette neutralité, qu'aurait donc à craindre d'eux le mouvement syndical ? Et que pourrions-nous objecter de sérieux à des militants démissionnant ainsi l'indépendance du syndicalisme ?

L'« Action Sociale » serait-elle donc tellement en désaccord avec ce point de vue, elle qui, dans le même numéro où elle cite Malatesta, publie des pages de Pierre Kropotkine ?

Mais le C. E. T. E. S. n'en est pas à une contradiction près, lui qui, si soucieux de neutralité syndicale quant il s'agit de la C. N. T. (ce en quoi il a raison), trouve naturel, pour le syndiqué, de rester affilié à cette officine des partis et de l'Etat — à cette auxiliaire du patronat — qu'est la C. G. T. !.



Résolution N° 1

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de statuts confédéraux dont Toublat est rapporteur. La discussion fut longue et passionnée. Nous ne la résumerons pas ici en raison du manque de place. Le projet de statuts, modifié par le Congrès, paraîtra incessamment en brochure. Les camarades voudront bien s'y reporter.

Le camarade Bézard commente ensuite son rapport sur la condition paysanne. Après différentes interventions, le rapport et une résolution s'y rattachant sont adoptés. En outre, le Congrès décide l'édition d'une brochure traitant de la question.

Le Congrès insiste auprès des syndicats de la C. N. T. sur la nécessité et l'urgence d'une liaison revendicative entre les ouvriers agricoles et les ouvriers industriels. Il ne peut y avoir de véritable transformation du statut social sans un concours réel et actif des couches paysannes qui connaissent comme les ouvriers citadins, la dure et arrogante exploitation du capitalisme foncier, industriel et financier.

Les luttes revendicatives du prolétariat des villes auront aussi plus de chances de réussite si elles sont comprises des exploités de la terre, si elles ont leur sympathie et sont soutenues par eux.

Dans la période révolutionnaire, la solidarité de la paysannerie doit avoir son complément naturel par l'intégration de l'économie agraire dans une économie rationnelle distributive et fédéraliste, grâce à la mise en gestion par les paysans pauvres des grands domaines fonciers et l'adhésion volontaire des petites exploitations sans salariés à une organisation communale qui réalisera la collectivisation des biens et des produits de la terre.

A cet événement, la C. N. T. doit se préparer et préparer le monde paysan. Elle doit s'efforcer de grouper les ouvriers agricoles dans des syndicats, en opposition avec les seigneurs de la terre, adversaires irréductibles de leurs intérêts, en axant leur mouvement sur les contradictions inconciliables de classe.

Parallèlement, et pour une date plus lointaine, organiser les petits exploitants n'utilisant aucune main-d'œuvre salariée, en organisations distinctes en se rapprochant des ouvriers agricoles groupés au sein de la C. N. T.

Dans un cas comme dans l'autre, les organisations devront reposer sur des principes fédéralistes, contrairement aux organisations similaires des représentants du capitalisme agraire.

Pour atteindre ces buts, le congrès recommande la constitution de commission paysanne au sein des U. R., afin de poursuivre l'étude des revendications spécifiques des couches paysannes et de vulgariser notre position sur ce problème ; l'impression de brochures de vulgarisation qui permettrait de répandre dans le monde paysan, les solutions que nous préconisons, sous le contrôle de la C. N. T. de s'efforcer de détourner la masse paysanne des organisations qui ont frauduleusement capté sa confiance en faisant pénétrer dans ces dernières, les éléments d'information susceptibles de nous faire connaître.

Résolution N° 2

Le rapport sur les salaires et heures de travail, établi par Jacquelin, est divisé en deux parties. Celle concernant les salaires est développée par Rotot, qui préconise l'application de l'échelle mobile des salaires, avec instauration d'une monnaie intérieure. Différents délégués s'élèvent contre cette conception, arguant que les syndicalistes n'ont pas à travailler au redressement du capitalisme.

Nouvel (Produits chimiques-Paris) défend l'instauration d'une monnaie de consommation. Le Congrès désigne une commission de résolution sur cette question.

Les débats se continuent sur les rapports de Bordeaux, Comités d'entreprises et de Limoges. En ce qui concerne le premier, le Congrès décide à la majorité que les membres de la C. N. T. ne peuvent participer aux Comités d'entreprises. Il en est tout autre en ce qui concerne les délégués ouvriers.

La résolution présentée par Nouvel sur la monnaie de consommation est repoussée par le Congrès. Après la suppression du passage concernant la monnaie intérieure, la première partie du rapport Jacquelin, défendue par Rotot est adoptée.

La deuxième partie, concernant les heures de travail, est développée par Jacquelin, qui démontre la nocivité des longues journées et conclut en indiquant la nécessité de la diminution des heures de travail.

Dimanche apporte des précisions sur le rapport présenté par le Syndicat des Industries et Métiers d'Art-Paris, se déclarant partisan de mener la lutte pour l'instauration des 32 heures.

Une résolution concernant salaires et heures de travail est adoptée.

Résolution N° 3

Le congrès après étude des rapports relatifs aux salaires, coût de la vie et diminution des heures de travail considère :

Que pour harmoniser le standard de vie du producteur avec la hausse nécessaire des prix, il y a lieu

de pratiquer l'échelle mobile des salaires avec rétroactivité, permettant ainsi aux salariés d'avoir l'élasticité indispensable au maintien du standard de vie des travailleurs ;

Que dans les conjonctures présentes et tenant compte d'une part de la modernisation de l'outillage, et d'autre part de la déficience physique consécutive au rationnement alimentaire il y a lieu de porter la durée du travail hebdomadaire à 32 heures.

Il s'engage à faire le maximum de propagande et d'agitation pour la réalisation de ces revendications.

L'orientation syndicale est présentée par Besnard. Besnard déclare que les jeunes syndicalistes doivent faire partie de la laïque et non des principes. Il indique que la charte de Lyon lui semble supérieure et demande la discussion sur cette dernière. Métaux-Paris demande des précisions sur l'organisation des consommateurs. Employés-Paris réclame la discussion de l'orientation en se basant sur la charte d'Amiens. Toulouse et P. T. T.-Paris sont d'accord avec Besnard.

Le rapporteur répond qu'il n'y a pas de discrimination à faire pour les jeunes syndicalistes dont la formation est dans les principes et que la charte de Paris est la copie de la charte de Lyon, avec quelques modifications.

Après un vote par mandat, le Congrès opte pour la discussion de la charte de Lyon. Une commission est désignée pour mettre un texte debout et en rapporter devant le Congrès. La charte adoptée par le Congrès paraîtra en brochure incessamment, les camarades s'y reporteront.

Le Congrès passe ensuite à la nomination de la nouvelle C. A. confédérale qui est composée de 15 membres et de 5 suppléants pris dans les syndicats de la région parisienne.

La séance matinale du lundi 9 est consacrée à la constitution des fédérations et à la tenue du C. C. N.

Ce dernier, conformément aux statuts adoptés, procède à l'élection du bureau confédéral, administration et rédaction du journal et administration de la librairie.

L'après-midi, fin d'examen des statuts. Sur le timbre solidarité, dont le prix de vente aux adhérents est fixé à 10 fr., 5 fr. iront à la caisse fédérale de solidarité et 5 fr. au U. R. ou syndicats, suivant les décisions des U. R.

Pour les adhérents individuels, le Congrès décide de porter leur cotisation à 30 fr.

Dans les questions diverses, le principe de la création d'un insigne est adopté.

Mirande (Toulouse) donne connaissance du travail accompli dans cette localité sur le plan coopératif. Il expose les conceptions des camarades sur l'organisation coopérative.

Rapport Toublat, sur la possibilité d'une synthèse entre le syndicat d'industrie et les nécessités de métier. Devant le manque de temps restant aux congressistes, ces derniers décident de reporter la question devant les syndicats afin qu'elle soit solutionnée au prochain C. C. N.

La tenue du prochain Congrès est fixée à Toulouse.

Les camarades Bernard Pou, représentant de l'A. I. T. et Maisand, de la C. N. T. espagnole, saluent le Congrès au nom de leurs organisations.

Après adoption, à l'unanimité, de la résolution finale, le Congrès est déclaré clos.

Résolution N° 4

Le Congrès de la Confédération Nationale du Travail, réuni salle Sussat, 206, Quai de Valmy, à Paris, les 7, 8 et 9 décembre 1946, après étude des rapports qui ont été discutés ; affirme que le syndicalisme révolutionnaire ne doit apporter aucun effort à la continuité du régime capitaliste. Il affirme à nouveau que, seule, la transformation sociale, par la révolution, apportera la libération totale et définitive du prolétariat. En conséquence, tous ses efforts tendront vers ce but.

Considérant que les travailleurs doivent défendre quotidiennement leurs conditions d'existence, le congrès précise qu'il est indispensable et urgent de faire aboutir pour leur assurer un moyen permanent de vie décente la pratique de l'échelle mobile des salaires avec effet rétroactif.

Qu'il y a lieu en outre, de supprimer l'impôt cédulaire, survivance de l'état de guerre dont la disparition était prévue, le congrès demande en outre l'abrogation pour les travailleurs, de l'impôt sur le revenu qui spolie la classe ouvrière, en assimilant les salaires aux revenus capitalistes, d'assurer aux vieux travailleurs qui ont apporté une longue vie de travail à la collectivité, une retraite égale au salaire moyen départemental et, à la charge du capitalisme qui a profité de leurs efforts.

Les invalides du travail étant victimes du capitalisme au même titre que les invalides de guerre, le congrès demande que leur retraite invalidité soit égale aux salaires moyens de leur profession.

Considérant en outre que la formule à travail égal, salaire égal, est toujours d'actualité, demande que les femmes bénéficient du même traitement que les travailleurs masculins.

Le congrès demande la suppression pure et simple du décret de Vichy sur l'embauchage et le débouchage, avec le retour à la li-

berté du travail, que les élections des délégués ouvriers s'effectuent selon les modalités prévues en 1936, en conséquence, il demande l'éligibilité sans distinction de sexe et de nationalité aussitôt la période d'essai terminée, la révocabilité des délégués à tout instant par Assemblée générale du personnel et l'éligibilité des candidats condamnés pour action syndicale.

Les contrats collectifs liant les employeurs et leur personnel, nous indiquons que dans les périodes instables, les salariés n'ont aucun intérêt à leur application.

Le congrès déclare que les syndicats appartenant à la C. N. T. participeront à toute grève revendicative avec les conceptions et les méthodes particulières au syndicalisme révolutionnaire.

Le Congrès s'élève contre les prétentions de la C. G. T. visant à monopoliser les droits syndicaux, malgré et en désaccord avec sa position prise lors du vote de la constitution reconnaissant la liberté syndicale.

Le congrès élève une protestation énergique contre l'autorisation préalable et le muselage des journaux, réclame le retour à la liberté totale de la presse.

Le Congrès s'élève contre la préparation militaire préconisée par la C. G. T. pour asservir selon des méthodes fascistes, la jeunesse et la préparer à l'holocauste sanglant, profitable au capitalisme, contre la nouvelle guerre qui se prépare, sous prétexte de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il affirme en outre, que la paix étant à l'ordre du jour des peuples, tous les pacifistes qui sont encore dans les geôles, soient immédiatement libérés.

Enfin, le Congrès se déclare partisan de la communication directe entre les peuples et demande l'adoption d'une langue internationale.

Le Congrès se sépare en décidant de faire le maximum d'efforts afin de faire triompher toutes ces revendications.

VIVE LA C. N. T.

VIVE L'A. I. T.

Un Congrès Postal pour rien !

Le syndicalisme se suffit à lui-même, vérité qui a pu être constatée au Congrès de la C. N. T. où les délégués se sont engagés à continuer à batailler pour un syndicalisme indépendant et l'action directe pour l'amélioration de notre sort dans l'immédiat, sans pour cela abandonner la lutte pour la suppression définitive de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Par contre, au Congrès de la Fédération postale de la C. G. T., la situation est tout autre.

Après quelques critiques par une fraction de la minorité, le rapport financier a été adopté à l'unanimité (où va l'argent?) et le rapport moral adopté également à une forte majorité (que sont devenues les déclarations faites pendant la grève).

La minorité étant séparée elle-même en deux fractions, Piccot a pu déclamer avec juste raison, faisant allusion aux déclarations de Bardin, qu'avec de tels hommes il était certain de pouvoir s'entendre.

La conclusion que l'on tire de ces deux Congrès est, d'une part, la résolution formelle de l'entente pour réaliser un idéal commun où il n'y a pas de majorité ni de minorité et, en face, des appels désespérés à l'unité, mais où chacun manœuvre pour conserver la place ou l'enlever au petit copain.

Voilà où le microbe politique a conduit la C. G. T. en général et la Fédération postale en particulier.

En ce qui concerne les décisions qui devaient être prises : reclassement de la fonction publique, modification aux statuts, ces messieurs sont arrivés à un accord.

Pour le reclassement qui devrait être fait pour le 1^{er} janvier 1947 on en reparlera — grève générale bien entendu, mais cela pourrait gêner notre nouveau gouvernement, aussi la minorité ne criera pas de trop pour la modification des statuts et la dite minorité étant représentée au bureau fédéral, l'entente sera possible.

Quant aux adhérents, eux, la patience étant leur qualité maîtresse, ils continueront à patienter et constateront qu'il n'y a rien de changer, à moins que définitivement dégoûtés ils abandonnent cette cour des miracles dont le principal est d'avoir pu pendant si longtemps herner les cochons de payants, en l'occurrence les adhérents.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LA C. N. T.

Sommes reçues du 11 novembre au 14 décembre

- Phelouzat (Montluçon), 16 fr. — Malines (Nantes), 21 fr. — Mignon (Marquén-Barceul), 40 fr. — Moizo (Rennes), liste n° 259 : 200 fr. — Brun (Marseille), liste n° 42 : 500 fr. — X (Paris), 500 fr. — S. U. B. (Paris), liste n° 262 : 310 fr. — Permanence Paris, liste n° 263 : 775 fr. — Lente (Paris) liste n° 171 : 150 fr. — Ba'allé (Bordeaux), liste n° 252 : 540 fr. — Collecte à la fête du 1^{er} décembre (Paris) : 1.566 fr. — Malines (Nantes), 24 fr. — Daussoy (Paris), liste n° 200 : 411 fr. — Brun Marius (Marseille), liste n° 19 : 300 fr. — Chaussy, 20 fr. — Les amis de Pissos, 175 fr. — Oliver (Alger), liste n° 26 : 600 fr. — Osoc Srahi (Grand-Combe), liste n° 210 : 535 fr. — Syndicat des Transports (Paris), liste n° 199 : 470 fr. — Permanence Paris, 1.530 fr. Total de la présente liste : 8.665 fr.

Les Travailleurs du Rail s'organisent

Le 6 décembre, la conférence nationale des cheminots s'est tenue à Paris.

Toutes les régions S.N.C.F. étaient représentées par des militants jeunes et actifs, bien décidés à défendre parmi les travailleurs des chemins de fer le syndicalisme révolutionnaire, représenté dans ce pays par la C. N. T.

A l'issue des travaux de cette conférence, la Fédération des Travailleurs du Rail a été constituée et ses statuts ont été adoptés à l'unanimité.

Sans tarder, ils seront déposés et notre Fédération aura une existence légale et surtout active et revendicative.

De la discussion toujours courtoise — fait tout à fait rare présentement à la C. G. T. — il ressort que les délégués étaient entièrement d'accord sur les principes du syndicalisme libre et indépendant de tous les partis, sectes et gouvernements, convaincus, par l'expérience acquise, que ce syndicalisme, chez les cheminots, sera capable de remonter le courant actuel, en groupant d'abord les éléments actifs, décidés à faire de notre Fédération C. N. T. une organisation avec laquelle il faudra sous peu compter.

Un cahier de revendications logiques, justes a été mis debout et sera diffusé sans tarder dans les milieux cheminots.

Semaine de 40 heures, paiement des heures supplémentaires en attendant. Congé annuel d'un mois, jours de fêtes compensés.

Comme au Métro, primes de fin d'année totales, que nous considérons après tout, comme notre dû, avec suppression des douzièmes de retenues dans la plus grande part des cas.

Toutes ces revendications seront traitées, comme il convient, sur la base essentiellement syndicaliste par notre Fédération C. N. T., qui, malgré la conspiration du silence, qu'elle brisera, inquiète déjà la Fédération C. G. T.

Nous avons eu connaissance d'une lettre du secrétaire de la région ouest du syndicat des cheminots de Châteauleu-Loir, qui nous apporte la preuve que nous sommes dans la bonne voie.

On a l'air embêté dans la maison d'en face. Il y a de quoi, en effet : les cheminots en ont marre du syndicalisme politicien.

Le plus en plus, ils renâclent et s'en détachent. Demain, ils refuseront de rester sous la houlette des manitous cocos « Légion d'honneur » et, dans un geste qui les honorerait, ils rentreraient dans la Fédération des Travailleurs du Rail adhérente à la C. N. T.

LE SECRETAIRE FEDERAL.

Ohé le Métro

Vous êtes de plus en plus nombreux, qui, dégoûtés de ce syndicalisme qui n'a plus que le nom, mais qui fait si bien l'affaire des politiciens qui sont à la tête du syndicat cégétiste.

Les uns se demandent ce qu'ils feront à la prise des cartes 1947.

Ils ne se sont pas encore déterminés, et réclament tous les jours une organisation syndicale en dehors de la politique. Et ils lorgnent vers la C. N. T., mais n'ont pas encore franchi le Rubicon. Nous espérons qu'ils n'attendront plus pour faire le pas nécessaire.

D'autres, déjà nombreux, décidés à faire quelque chose (car il faut faire quelque chose) ont, adhéré à la C. N. T., ayant brisé définitivement avec les politiciens, convaincus de la justesse de la conception du syndicalisme libre et indépendant.

Et au lieu de perdre leur temps dans des palabres toujours négatives, écœurés de la tenue de la dernière assemblée générale, où la minorité subit les insultes des prétoriens staliniens, ils vous font un appel que vous entendrez :

La C. N. T. est votre maison syndicaliste où, librement, vous luttez pour vos revendications sans subir les insultes et les calomnies des chefs syndicaux.

Car à la C. N. T., le syndicat est libre et repousse, comme le choléra, l'intention politicienne.

LAPINEC.

Où ! nous sommes Fédéralistes

(Suite de la page 1)

Si ce même système existait encore au sein de la C.G.T., il nous serait possible en parlant de la base, de remonter le courant. Mais les politiciens ont pris leurs précautions. Et tout en ayant plein la bouche des mots : Démocratie syndicale, ils ont fait réussir à instaurer un système oligarchique dans la C.G.T. aux lieux et place du fédéralisme primitif.

Qu'on ne crie pas à l'exagération, nous l'avons bien vu lors de la grève des linotypistes et de celle des P.T.T. Bien mieux, je trouve dans le n° 2 de « Bien être et Liberté » dont il est parlé plus haut, que la Fédération des P.T.T. a demandé au ministre, des sanctions contre les postiers coupables d'avoir fait la grève!!!

Est-il possible à des véritables syndicalistes de rester plus longtemps dans une maison pareille ? Pour nous, la question est résolue depuis longtemps.

Cependant, je demande à nos camarades d'ajouter encore un mot à cet article. Cela fera tiquer peut-être quelques uns de ces syndicalistes qui persistent à rester dans la C.G.T. Mais le lecteur jugera. Voici.

Vous êtes syndicaliste et vous êtes resté dans la C.G.T. Un jour, sur le chantier où vous travaillez, vos « camarades » de la C.G.T. chassent à coups de boulians un travailleur dont le seul crime est d'être affilié à la C.N.T. Que faites-vous ? Si vous ne déchirez pas votre carte C.G.T. à la barbe des agresseurs et ne vous proclamez pas solidaire du camarade persécuté, vous n'êtes plus fédéraliste. Vous n'êtes plus des fédéralistes. Vous n'êtes plus le véritable syndicaliste révolutionnaire.

Les forces éparses du syndicalisme ne peuvent se regrouper qu'au sein de la C.N.T. A la C.N.T. chacun a le droit de dire son mot, de critiquer et de poser des questions. C'est ce qui donne à notre jeune centrale une vie intense. La C.N.T. reste fidèle à la charte d'Amiens, elle n'est inféodée à aucun parti ni à aucune secte, la C.N.T. est fédéraliste comme l'était autrefois votre C.G.T. pourrie.

Trencoserp.

Afin que nul n'en ignore

Afin que nul n'en ignore quelques camarades savent que depuis deux ans, je travaillais avec un certain nombre de personnes extérieures à notre mouvement, mais le touchant d'assez près en général, à mettre debout un vaste mouvement des Consommateurs et que celui-ci avait pris le titre de Confédération Générale des Consommateurs.

Nul ne peut contester l'utilité ni la valeur de ce groupement qui permettait de le concours des organisations de producteurs, d'enserrer totalement tout le problème économique dans son ensemble.

Cependant, alors que tous les concours auraient dû être acquis à une telle constitution, nous eûmes le regret de constater que, pour des motifs divers et sans doute aussi suivant des mots d'ordre précis, toutes les organisations qui auraient dû avoir à cœur de signer l'acte de naissance de la « Confédération Générale des Consommateurs », à l'exception de la Fédération Nationale des Coopératives de Production, adoptèrent une attitude hostile à notre égard et s'opposèrent soudainement à notre activité, en même temps que certaines d'entre elles attaquèrent, comme elles savent le faire les dirigeants provisoires de la C. G. C.

Comme bien on le pense, je ne fus pas épargné. Loin de là. Ah ! Victor Hugo avait bien raison lorsqu'il disait : « Si j'étais accusé d'avoir volé les tours de Notre-Dame, je commencerais par prendre la fuite. » Je ne la pris point, mais, pour couper court à tout, je donnai ma démission de Secrétaire Général à l'Organisation de la C. G. C. qui d'ailleurs entre temps avait commis la faute, impardonnable à mes yeux, de participer à la campagne électorale et de publier dans certains journaux des dessins recommandant aux électeurs de voter pour les candidats partisans des mesures courageuses pour « assurer la défense du pouvoir d'achat. »

La Confédération Générale des Consommateurs, dont le caractère essentiellement apolitique est garanti par ses statuts, a commis une erreur en agissant ainsi. Je me suis séparé d'elle le 7 Novembre dernier, après y avoir dépensé des mois d'efforts et pas mal d'argent.

Ceux qui voyaient en elle un concurrent dangereux seront peut-être tranquillisés par mon départ. Quant à ceux qui croiraient encore persister dans leurs infectes calomnies, je les informe que ma riposte, s'ils m'y obligent, ne sera pas gratuite.

Pierre BESNARD.

UN RÉGIME DE FOLIE

Il y a du blé en France, mais notre pain est rationné et impropre à la consommation;

Il y a du vin en France, mais nous buvons de l'eau;

Il y a de la viande en France, mais les travailleurs ne peuvent s'en procurer;

Il y a des pommes de terre en France, mais on attend les gelées pour les vendre plus cher.

Devant cette situation, que décide le gouvernement politique de ce pays? Quels moyens envisage-t-il pour assurer la distribution rationnelle de ces produits?

Il se propose d'importer du blé, du vin, de la viande et des pommes de terre qu'il paiera avec les devises qu'il se procurera en exportant nos propres produits.

Sans doute, en contrepartie, autorisera-t-il nos producteurs, qui se refusent à nous fournir notre subsistance, à exporter au prix fort les produits qu'ils ne veulent nous vendre? Quelle gabegie! quelle pagaille!

Notre meeting fut un succès

2° Union Régionale

Profitant de la venue, au congrès constitutif de la C. N. T., de militants de province et de l'étranger, l'U. R. avait organisé le 6 Décembre, un grand meeting de clarification syndicaliste.

Ce dernier fut un succès. La salle des Sociétés Savantes était abondamment garnie, lorsque le président, notre vieux camarade **Pierre Besnard**, ouvre la séance. En quelques paroles il indique pourquoi les syndicalistes révolutionnaires ont constitué la C. N. T., et donne connaissance du congrès constitutif de cette dernière.

Il passe ensuite la parole au camarade **Mirande** secrétaire de la 6° U. R. Ce dernier avec son timbre puissant, sa voix prenante, fait le procès des manœuvres cégétistes et montre le travail néfaste des politiciens dans le mouvement syndical. Il fait un vibrant appel, pour que les hésitants rejoignent la C. N. T.

C'est ensuite notre camarade **Malsand** représentant du M. L. E. C. N. T., qui entretient l'assistance dans sa langue maternelle. La salle est attentive, et nos amis espagnols, nombreux au meeting, saluent d'applaudissements l'exposé de leur militant.

Paul Lapeyre, de la 8 U. R., avec ironie et sarcasme fait le procès de la société capitaliste et montre que les contradictions du régime actuel, mène le capitalisme à la ruine. Pour transformer le régime, il faut une organisation syndicale puissante par sa volonté et la valeur des éléments qui la composent. Cette organisation est debout, c'est la C. N. T.

Notre camarade **Bernardo Poi**, sous-secrétaire de l'A. I. T., fait avec fougue un tour d'horizon international, il rappelle les événements d'Espagne en 1936, et démontre que la C. N. T., loin d'être abattue par la dictature de Franco et de ses complices internationaux, est plus florissante que jamais et que sa jeune sœur la C. N. T. de langue française doit devenir aussi vaillante qu'elle, si les travailleurs de ce pays ne veulent pas subir le sort des vaillants lutteurs espagnols.

C'est notre camarade **Juhel**, qui tire les conclusions de cette première manifestation publique de l'U. R. parisienne. Il se félicite de celle-ci et indique que les militants sont décidés à en poursuivre le cycle. Il donne connaissance des méthodes draconiennes employées par les pontifes cégétistes, surtout dans l'industrie du Bâtiment, pour chasser des chantiers les adhérents de la C. N. T. Il fait appel au renforcement de cette dernière, ainsi qu'à la reprise des méthodes d'action directe pour que les syndiqués de la C. N. T. aient leur droit au travail, et les travailleurs le libre choix de leur organisation.

La séance est levée dans l'enthousiasme. Nul doute que nos prochaines manifestations auront du retentissement.

Bonne soirée pour le syndicalisme révolutionnaire et la C. N. T.

Chez Berliet Venissieux

Sous le titre « les oiseaux malfaisants » a paru dans « Contact », n° 21, journal des usines Berliet, un article attaquant la C. N. T.

Ceux qui écrivent cet article nous font l'effet de ne pas bien connaître l'A. B. C. du syndicalisme; puisqu'ils découvrent l'Association Internationale des Travailleurs, qu'ils savent que l'A. I. T. est la première internationale syndicale et que les autres qui suivent ne furent que des caricatures de celle-ci et fut sabotée par les grands manitous; car elle seule peut mener le prolétariat vers son émancipation totale, en dehors des politiciens et des fromagistes du syndicalisme.

La C. N. T. ne veut pas la nationalisation des entreprises, mais leur socialisation totale; une gestion vraiment ouvrière, non pas comme celle de chez Berliet, qui n'a d'ouvrière que le nom, la preuve? la répartition des bénéfices faite au prorata des salaires, et ce avec l'approbation de la C. G. T. qui, au contraire, aurait dû s'élever contre de tels faits.

Les adhérents de la C. N. T. veulent faire du syndicalisme au seul profit de la classe ouvrière, mais non pas au profit de quelques-uns, ainsi que le fait la C. G. T. Ils veulent faire disparaître les injustices d'où qu'elles viennent. Ils veulent abolir le capitalisme, que le capitalisme soit privé ou capitaliste d'Etat.

Quand aux tracts en question, cherchez bien, peut-être que vous en trouverez très près de chez vous.

Pour les hommes au nom d'oiseaux « à la forge », leur nom est celui d'un oiseau qui détruit les parasites, et les faits et gestes de ceux qui l'accusent nous rappellent singulièrement ces rongeurs qui s'installent dans les fromages et ne veulent plus en sortir. Si, comme dans « Madame Angot », il est fort en gueule, les signataires de

DANS NOS RÉGIONS

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL AUX OUVRIERS CLERMONTOIS

Camarades! Depuis longtemps déjà vos organismes syndicaux, par leur platitude inconcevable et leur passivité devant les représentants de la classe des exploités patronaux, dont l'audace augmente à mesure que votre pouvoir d'achat diminue, se sont avérés incapables et impuissants à résoudre les différents problèmes revendicatifs qui agitent actuellement le monde ouvrier. Mieux encore ils ont admis sans broncher, que d'anciennes revendications soient remises en discussion. C'est ainsi que, dans certaines industries, la C. G. T. pour ne pas déplaire aux ex-ministres staliniens et aux politiciens de tout acabit a accepté le principe de la révision des 40 heures et la mise en application du travail du dimanche. Il faut que ce soit « dérisoire! les asservis de la C. F. T. C. qui protestent contre cet état de chose, alors que leur position réformiste et conciliante se prête mal à une semblable attitude. La C. G. T. est devenue, par suite de ses convulsions internes et de ses reniements successifs, une organisation de collaboration de classe, où la police se trouve représentée. Camarades Clermontois! ouvriers des métaux, du gaz, du bâtiment, employés de l'Etat et fonctionnaires miséreux, vous tous les exploités de chez Michelin, Bergougnan et consorts, votre place n'est plus à la C. G. T. Vous le savez bien du reste, puisque la plupart d'entre vous ne cotisent même pas à leurs syndicats. C'est cependant une profonde erreur que de rester dispersés. Le dégoût et l'indifférence n'empêchent pas le capitalisme de se montrer agressif, bien au contraire, ils font son jeu. En juillet, la grève des postiers a obtenu chez nous un succès magnifique, ce qui nous prouve que l'esprit combattif des travailleurs n'est pas mort à Clermont. Aujourd'hui la C. N. T., définitivement organisée dans votre ville, relève le drapeau du syndicalisme révolutionnaire d'Amiens. En dehors de toute ingérence des partis, contre le bureaucratisme syndical, en collaboration avec la puissance C. N. T. espagnole, pour l'échelle mobile des salaires et la stabilisation des prix, elle vous invite au combat dans ses rangs. Vive le syndicalisme de Criffuelhès et de Pelloutier. Vive la lutte des classes.

Pour le bureau provisoire : A. LAMELA-G. RICHARD.

Toute la presse syndicaliste, pacifiste et libertaire et la correspondance qui s'y rapporte devra être envoyée, pour Clermont et sa région, à la responsable désignée par les organisations existantes et dont voici l'adresse : Mlle Jeanne Moreau, 9, rue de l'Ange, Clermont-Ferrand. Aucun autre camarade ne répondra à ces questions.

17° REGION LYON

Sous la présidence du camarade Favolle, du Syndicat des Métaux de Saint-Chamond, les syndicats formant la 17° région se sont réunis le dimanche 1er décembre.

Favolle propose à l'assemblée de discuter immédiatement le rapport sur l'orientation syndicale, car, dit-il, c'est celui qui nous intéresse le plus pour le moment. Puis il donne lecture de ce rapport. Commentant la charte dite de Paris, il dit que c'est une modification à la charte d'Amiens de 1906 et de Lyon (1926), mais que, dans l'ensemble, elle peut être acceptée telle qu'elle est.

Puis il lit une lettre du camarade Pumas du syndicat des employés de Bourg, s'excusant de ne pouvoir assister à la réunion, mais, dans cette lettre, il apporte quelques suggestions de ses camarades sur la charte dite de Paris, demandant un peu plus de clarté au paragraphe 4 de la dite charte. Le camarade Prost, du Textile, pense que, malgré les quelques imperfections, je suis, dit-il, comme le camarade Favolle, nous pouvons la voter telle qu'elle nous est présentée. Ce qui est adopté.

Sur le rapport sur les comités d'usines, c'est le camarade Lagrange qui a le premier la parole. Je combat, dit-il ces comités d'entreprises institués par la C. G. T., car, d'après leurs constitutions et leurs attributions, ne sont d'aucun intérêt pour les travailleurs, mais sont au contraire de bons auxiliaires pour le patronat; jusqu'à aujourd'hui, ils ont fait preuve de leur incapacité à défendre les travailleurs; pour ces raisons, je suis contre ces espèces de comités d'entreprises.

Prost, du textile, dit que dans son usine, les patrons n'ont plus besoin de s'occuper du travail, c'est le comité d'entreprise qui s'en occupe.

L'article de « Contact » nous donnent l'impression de connaître à fond la tirade de la Calomnie du « Barbier de Séville », rôle représentant un jésuite de qui ils ont pris des leçons. Si les outils ont obtenu satisfaction, ce n'est qu'après avoir débrayé malégré les ordres contraires de leurs dirigeants C. G. T. tristes, et s'être fait traiter de fascistes et autres « comme les camarades postiers il y a quelques mois ». Tout cela parce qu'ils réclamaient leur droit à manger.

Mais, au fait, « Contact » est un journal réservé aux ouvriers des usines Berliet; nous ne comprenons pas que l'Union Syndicale de la Métallurgie vienne pondre dans ses colonnes; elle a assez d'autres journaux à sa disposition.

Les attaques calomnieuses contre la C. N. T. proviennent de celle-ci tape juste et gêne les dirigeants de la C. G. T. dans leur farfouerie. Raison de plus pour continuer et intensifier notre propagande.

Ouvriers de chez Berliet, adhérez à la C. N. T.

Un ouvrier C. N. T. de chez Berliet.

pour lui il est contre. Favolle s'élève aussi contre ces comités d'entreprises qui sont juste bons à servir les intérêts des patrons, au détriment des travailleurs. On vote contre les comités.

Un camarade espagnol vient annoncer que le groupe de la C. N. T. espagnole de Lyon va disposer pendant un mois pour toute la région lyonnaise d'un film sur les réalisations obtenues pendant la révolution espagnole. Ce camarade déclare qu'il serait utile qu'un accord se fasse entre la C. N. T. française et le mouvement libertaire pour la diffusion de ce film, à seule fin qu'aux séances de projection, il y est le plus de monde possible. Les camarades espagnols se chargent de trouver les salles à ce sujet. Les camarades étant d'accord, un délégué de la C. N. T. française et un camarade du mouvement libertaire se mettent en rapport avec les camarades espagnols. Le camarade Lombard propose la tenue d'un meeting de la C. N. T. avec la C. N. T. espagnole et un délégué de Paris, la date du 29 décembre a été retenue sauf en cas de désaccord avec Paris.

19° REGION MARSEILLE

La C. G. T. et les Bolcheviks

Les syndicalistes communistes doivent propager les idées communistes au sein des groupements syndicaux, afin de les gagner à la cause communiste.

Cette propagande doit s'exercer par tous les moyens : il faut être prêt à tous les sacrifices et même — si cela est nécessaire — employer différents artifices, la tromperie, les méthodes illégales, le silence, la dissimulation de la vérité, ne serait-ce que pour pénétrer dans les syndicats, pour y rester, et développer, à tout prix, dans leur sein, l'activité communiste.

Est-ce assez clair? Qu'en pensez-vous, camarades qui continuez à vivre l'espoir de voir la C. G. T. redevenir une organisation de lutte de classe.

Oui ou non, les Staliniens qui la dirige font-ils le jeu de Moscou. Allez-vous continuer encore longtemps à faire le jeu de ces politiciens qui se prétendent syndicalistes et pour lesquels le syndicalisme est un moyen d'arriver à leur but (après avoir abréuvé de mensonges pour obtenir vos suffrages et vous trahir ensuite).

Le syndicat des produits chimiques ne confirme-t-il pas cette duplicité au service des Staliniens lorsque, en son nom, il est écrit : Au nom de ses

Chez les mineurs de Gardanne

La Fédération Locale de Gardanne, de la Confédération Nationale du Travail, communique à tous les camarades mineurs et à tous les travailleurs en général, les faits particulièrement affligeants occasionnés par le patronat et la complicité de ses laquais :

Deux camarades de la C. N. T., Figuerola Joseph et Moya Alphonse ont été révoqués sans motif. Le premier, ayant été soi-disant trouvé couché et le second, ayant refusé de travailler. Ce qui est absolument faux d'après le témoignage de divers camarades.

De pareilles mesures prises à l'égard de ces deux compagnons, rappellent étrangement les méthodes fascistes et les principes chers aux régimes totalitaires. Même en acceptant la culpabilité de ces deux camarades, leur motif ne prévoit pas un renvoi. Prenez connaissance du fameux statut des mineurs. Il est dit entre autre sur le dit statut en matière de mesures disciplinaires : 1° L'avertissement ; 2° L'amende ; 3° La mise à pied ; 4° La rétrogradation ; et ce n'est que 5° La révocation.

Des membres de la C. N. T. se sont empressés d'accourir au devant de ceux qui vantent si hautement les qualités du statut, afin d'en faire appliquer les principes pour les deux cas mentionnés ci-dessus. Les résultats furent nuls. Donc, le statut n'est pas respecté par le patronat ; et ceux qui le considèrent comme une victoire ouvrière se sont avérés incapables de défendre ses articles les plus élémentaires.

La Fédération Locale de Gardanne et la C. N. T. lance un cri d'alarme à tous les travailleurs conscients : syndiqués ou non syndiqués. Ce n'est que par l'union de tous les travailleurs et par leur action énergique, que l'on pourra faire un barrage à ces mesures répressives. Et non en attendant l'aide des dirigeants de la C. G. T. qui collaborent avec le patronat. Car il est impossible de soutenir la production en régime capitaliste et de défendre les ouvriers en même temps. C'est donc aux travailleurs de faire respecter le statut s'ils ne veulent pas que celui-ci ne soit qu'un vulgaire bout de papier tout juste bon à se torcher le cul.

Aujourd'hui, deux camarades de la C. N. T. sont licenciés. Demain c'est n'importe quel ouvrier, syndiqué ou non, qui peut être frappé de cette odieuse façon, au gré de messieurs les patrons. Il faut espérer que la solidarité ouvrière n'est pas morte et que l'esprit de camaraderie ne soit pas un vain mot. Si

10.000 adhérents, le syndicat des produits chimiques de Marseille s'élève avec force contre la décision du Conseil des ministres envisageant la dissolution du conseil municipal de Marseille (dans lequel siégeaient des Staliniens).

Et la C. G. T. ne fait-elle pas le jeu des politiciens, en prenant position pour le référendum, ne trahit-elle pas ceux qu'elle a chargés de défendre, en assurant le gouvernement de son soutien? car l'Etat (ou gouvernement) pour les syndicalistes révolutionnaires (qui font la raison d'être de notre jeune C. N. T.) n'est qu'une concentration d'intérêts capitalistes dont il est nécessaire de hâter l'effondrement.

Nous dénonçons à l'Etat qui nous gouverne, la possibilité d'établir une juste balance entre les intérêts multiples et complexes qui s'agitent dans notre pays; sa constitution, ses bases en font le défenseur des droits bourgeois contre lesquels nous sommes en lutte; il est l'organisme de domination d'une classe adverse, il représente les formes surannées du passé adaptées aux temps présents.

Basé sur le respect de la propriété individuelle, l'Etat ne peut être qu'un ennemi pour la classe ouvrière.

Nous ne visons nullement à réaliser une transformation politique qui ne pourrait apporter aucun changement dans la situation des salariés, mais une transformation économique (au gouvernement des hommes nous voulons substituer l'administration des choses, en donnant toute l'économie aux syndicats et toute l'administration sociale aux communes).

Nous voulons remettre, entre les mains des producteurs, les instruments de production pour que chacun, travaillant selon ses forces, puisse consommer selon ses besoins.

Cette lutte, nous ne la menons pas en dédaignant, dans les assemblées délirantes, des représentants, nous la menons dans nos organisations syndicales, en élevant le niveau moral des travailleurs (moral atrophié par les politiciens) en créant une conscience de classe, puisque : L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes.

SCANDALE ?

Les cheminots ont pu lire dans la « Tribune » du 1er décembre, sous la signature de Clot, responsable de la délégation fédérale à la région de la Méditerranée, un article dithyrambique sur la création de cette fameuse région.

Propos d'un passant

Le chameau et les bâtons flottants

Le premier qui vit un chameau s'enfuit à cet objet nouveau
Le second approcha ; le troisième osa faire
Un licou pour le dromadaire...

En relisant cette fable de La Fontaine, je ne peux m'empêcher de penser à cette « circulaire » que j'ai reçue le 15 Décembre du « Comité d'initiative pour l'union fédéraliste du syndicalisme indépendant ». Cette circulaire était signée de Toublet qui, en cette pénible circonstance ne manque pas d'utiliser ses titres d'ancien secrétaire de la C. G. T. S. R. et de la C. N. T. et d'ancien membre du bureau administratif de l'A. I. T. pour faciliter son « opération ».

Ainsi certains athlètes en mal d'exhibition, bombant le torse et exhibant leurs décorations sportives préalablement astiquées, font étalages de leurs titres aux regards des niais qui ont du temps à perdre et de l'argent à dépenser.

Approchez, approchez ! Il ne manque plus que cent sous et on commence !

C'est sans doute parce qu'il croit qu'en France le ridicule ne tue plus ou qu'il est intimement persuadé que le tremplin de la bêtise humaine est encore en bon état et parfaitement utilisable que notre athlète a décidé de ne pas attendre davantage pour se manifester.

Je lui reconnais une certaine connaissance de ce que certains appellent « la tactique » et d'autres « la combine », mais cela ne saurait suffire à me persuader de la pureté de ses intentions, ce qui n'implique de ma part aucune suspicion de malhonnêteté à son égard, mais la simple conviction de l'incohérence de ses idées et des actes qui en résultent.

N'est-il pas incohérent de se déclarer anarchiste partisan d'un fédéralisme syndicaliste apolitique en s'opposant pas « tous moyens » à ce que des anarchistes soient investis de fonctions syndicales sous

l'appel de notre Fédération Locale restait sans écho, à cause de l'ignorance et de l'indifférence de plusieurs ouvriers et de la docilité de certains autres, que les travailleurs sachent, qu'il reste un groupe de récalcitrants, indignés et révoltés, qui continue la lutte contre l'injustice sociale.

Pour la Fédération Locale :
Le Secrétaire : ANSON.

On sait de quoi il retourne : à partir du 1er janvier, la Région Sud-Est (l'ancien P.-L.-M.) est coupée en deux à St-Rambert d'Abion, la partie sud devenant une nouvelle Région autonome. Le but? Décentralisation et simplification, l'opération devant se solder économiquement par un bénéfice. Or, voyons ce que cela donne au départ?

Décentralisation et simplification : trois arrondissements qui jouissaient d'une certaine autonomie passent sous la coupe de la direction nouvelle installée à Marseille. L'activité de ces arrondissements sera dirigée et surveillée de Marseille, au lieu de l'être de Paris. Sur la carte cela peut donner l'impression d'une formule plus souple ; pratiquement, il y aura toujours autant de paperasses. Une véritable décentralisation aurait dû consister tout simplement à augmenter l'autonomie de chacun des arrondissements considérés.

Bénéfice : il ne devrait pas y avoir de créations d'emplois nouveaux, le personnel nécessaire à la Méditerranée étant prélevé sur le Sud-Est, désormais tronqué.

Or, pour commencer, on a nommé naturellement un directeur nouveau et ce nombreux chefs de service et cela se traduit par le bilan suivant : fonctionnaires hors statuts : — 2; Méditerranée + 12. Pas mal; n'est-ce pas? Et je ne parle pas des lampistes!

Mais ce n'est pas tout. Il faut un bâtiment pour loger ces hauts fonctionnaires et leur suite. Il n'en coûtera que 800 millions. En attendant, ces messieurs prendront place dans un grand hôtel qu'il va falloir aménager à grands frais.

Et pour loger les agents déplacés à Marseille? Qu'à cela ne tienne : 800 autres millions suffiront à bâtir des immeubles. Mais, comme ils ne seront prêts que dans deux ans, on replâtrera en attendant un hôtel borgne pour 14 pauvres petits millions. J'en passe et des meilleurs. Mais n'allez pas vous figurer, mes camarades, que tout cela sera perdu pour tout le monde. Pas pour une haute personnalité ayant des attaches sanguines du côté du Ministère et qui trouvera là une bonne petite sinécure, en tout cas.

Pas, non plus, sans doute, pour certains autres. Le citoyen Clot prend soin de nous en avisant : quatre membres « éminents » du secrétariat de la Fédération ont participé à la commission gouvernementale qui a accouché de cette trouvaille et l'annonce que la Fédération ne ménagera aucun effort (ceux des cheminots, naturellement) pour que l'expérience aboutisse à de bons résultats.

De bons résultats pour bibi, cocos et compagnie, bien entendu.

Un scandale? Pas même!

prétexte qu'ils sont investis d'un mandat dans leur propre organisation idéologique baptisée pour la circonstance « secte philosophique ». Où est la secte ? Où est le sectaire ?

Suivant cette conception tels postes ne devraient être confiés qu'à d'autres militants apolitiques, c'est-à-dire à personne car la militance ne s'exerce qu'avec la politique et les politiciens. Il est vrai que certain Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, il est bien possible que certains militants apolitiques fassent de l'anarchisme sans s'en douter.

Si notre équilibriste prétend que le vocable anarchie est aux masses ce que l'épouvantail est aux moineaux, on se demande pourquoi il revendique si haut la qualité d'anarchiste qui devrait logiquement cacher. On peut se demander aussi pourquoi il relate que c'est sur l'intervention de Bouyq que le vote « extorqué » la veille par ses soins était le lendemain remis en question. Son imagination débordante lui faisait quelque peu boussuler la vérité.

« La conception normale du syndicalisme de ce pays », selon ce bon apôtre est apolitique sans militants politiques, c'est-à-dire qu'elle se déclare apolitique et utilise la collaboration de militants politiques qui ne s'avouent pas tels. En clair, cela signifie qu'il comprendra tous les laissés pour compte de la C. G. T. supplantés par les staliniens. Le journal de ce mouvement s'appellera « L'Action Directe ». Il est été plus logique de l'appeler « L'Action de Grâce ».

Tout cela est comparable aux bâtons flottants :

On avait mis des gens au quai,
Qui voyant sur les eaux de loin cer-
tain objet,
Ne purent s'empêcher de dire
Que c'était un puissant navire,
Quelques instants après l'objet de-
vint brûlot.

Et puis nacelle, et puis ballot,
Enfin bâtons flottant sur l'onde.
J'en sais beaucoup de par le monde
A qui ceci conviendrait bien :
De loin, c'est quelque chose ; et de
près, ce n'est rien.

Le Passant.

Le Gérant : Eugène JUBEL.

Imprimerie Spéciale de l'Action Syndicaliste.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

RELEVEMENT DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE...

Un décret du 9-11-46, paru au « J. O. » du 10-11-46, fixe les nouveaux tarifs des allocations de chômage à dater du 1-11-46.

Table with 4 columns: PARIS... SEINE et communes de S.-et-Oise assimilées à PARIS (1), Communes de plus de 15.000 habit. et communes de S.-et-Oise non assimil. à PARIS (1), Communes de plus de 5.000 habitants, Autres communes. Rows include Chef de ménage, Conjoint et personnes à charge, etc.

(1) Conformément au classement du Code de la famille.

RELEVEMENT DU SALAIRE LIMITE

Un décret du Ministre de la Sécurité Sociale en date du 7-10-46 porte, à dater du 1-10-46, le salaire limite servant de base au calcul des cotisations maximum de 120.000 à 150.000 francs.

En conséquence : Si le salaire est réglé par trimestre, les cotisations doivent être calculées sur 37.500 francs.

Si le salaire est réglé par mois, les cotisations doivent être calculées sur 12.500 francs.

Si le salaire est réglé par demi-mois, les cotisations doivent être calculées sur 6.250 francs.

Si le salaire est réglé tous les 14 jours, les cotisations doivent être calculées sur 5.750 francs.

Si le salaire est réglé par décade, les cotisations doivent être calculées sur 4.125 francs.

Si le salaire est réglé par semaine, les cotisations doivent être calculées sur 2.875 francs.

Si le salaire est réglé par demi-journée de travail ne dépassant pas 5 heures, les cotisations doivent être calculées sur 285 francs.

Si le salaire est réglé par heure, pour une durée de travail inférieure à 5 heures, les cotisations doivent être calculées sur 75 francs.

RELEVEMENT DU MAXIMUM DES INDEMNITES JOURNALIERES MALADIE ET MATERNITE

A dater du 1-11-46, le maximum des indemnités journalières de maladie et de maternité, qui était de 150 francs, est porté à 200 francs.

De même, ce maximum qui était de 200 francs pour les assurés bénéficiant d'indemnités journalières égales aux 2/3 du salaire de base (1) est porté à 270 francs.

En ce qui concerne l'allocation mensuelle de l'assurance de longue maladie, l'allocation mensuelle maximum, qui était de 4.500 francs, est portée à 6.000 francs à dater du 1er novembre 1946.

DES HONORAIRES MEDICAUX TARIFS

De nombreux changements s'étant produits dans les remboursements des honoraires médicaux des 5 départements (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Oise), nous donnons ci-dessous les nouveaux tarifs de remboursements avec leur date d'effet afin de permettre à nos camarades de mieux connaître leurs droits.

Remarques : la zone I de Seine-et-Oise comprend les cantons suivants : St-Germain-en-Laye, Maisons-Lafitte, Poissy, Meulan, Nantes, Argenteuil, Montmorency, L'Isle-Adam, Ecouen, Gonesse, Aulnay-sous-Bois, Le Raincy, Villeneuve-St-Georges, Boissy-Saint-Leger, Corbeil, Palaiseau, Longjumeau, Sevres, Versailles, Marly-le-Roi.

Les honoraires indiqués dans la colonne « Tarifs bruts » ont été acceptés par le Conseil des Médecins, ceux-ci doivent s'y conformer et ne les dépasser que lorsque la situation financière de l'assuré le leur permettra.

(1) Les assurés ayant au moins 2 enfants à charge ont leur indemnité journalière portée aux 2/3 de leur salaire de base à partir du 31e jour de la maladie.

Table with 6 columns: Seine, S.-et-Oise Zone 1, S.-et-Oise Zone 2, S.-et-Marne, Eure-et-Loir, Oise. Rows include Consult., Visite, Vis. dim., Vis. nuit., Pratique cour., K (chir.), Indemnité kilom.

L'Action Syndicaliste

CONSOUMMATEURS...

SYNDIQUEZ-VOUS !

Parmi les formules nouvelles qui éclosent en cette époque cruciale pour l'avenir de l'humanité, il en est une qui connaît une certaine vogue : c'est l'organisation spécifique des consommateurs et usagers.

Formule très heureuse d'ailleurs, et dont on peut s'étonner qu'elle n'ait pas été lancée plus tôt.

C'est sous la forme syndicale, naturellement, que nous, disciples des Proudhon, Pelloutier, Sorel et autres pionniers des temps héroïques, que nous concevons cette organisation.

L'idée remonte aux années qui ont précédé la dernière boucherie, et sauf erreur de notre part, c'est Georges Valois qui la lança dans son journal *Nouvel Age*.

Dès 1938, il existait des syndicats de consommateurs dans plusieurs régions de France, et l'auteur de ces lignes participait alors à ce genre d'action, comme il continue de le faire aujourd'hui encore.

En 1944, le mouvement reprit au grand jour, avec une ampleur accrue : cette année, fut créée à Lyon la C. G. S. C. (Confédération générale des Syndicats de Consommateurs). Elle groupe actuellement des syndicats de Provence, de la vallée du Rhône, du Centre, de l'Est, du Nord et de la région parisienne.

Un peu partout, des formules plus ou moins apparentes se faisaient jour : notre C. N. T. a songé à se doubler d'une C. N. C. ; dans le M. L. N. la question fut mise à l'étude ; le C. F. T. E. S. parle d'une C. G. C., etc.

Quelle action efficace, aux yeux de révolutionnaires authentiques, une Confédération des Syndicats de consommateurs peut-elle avoir ?

1° Elle doit proclamer le droit à la vie pour tous, sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité, de race. C'est l'antithèse même du droit du profit, base de la société capitaliste ;

2° Elle doit réclamer comme lui appartenant le droit d'organiser toute la répartition des biens consommables et la jouissance des biens d'usage. Par exemple, elle proclamera que l'armée, ne devant être qu'une force de dépense d'usage social, doit être placée sous le commandement des usagers, ainsi que toute police. L'Etat se trouvera

ainsi dépouillé de tous les instruments qui en font un monstre omnipotent ; 3° Mais la revendication fondamentale sera la suivante : tous les usagers seront co-propriétaires dans l'indivision de tous les moyens de production et tous les services publics, de tous produits et matières premières du territoire national (continental et mondial par la suite).

Sans attendre que ces buts suprêmes soient atteints, ce qui ne se fera pas sans des luttes ardues, la Confédération des consommateurs a comme tâche immédiate de faire baisser le coût de la vie, en exerçant sur les marchés, sur le commerce et la production, un contrôle vigilant et efficace, qu'elle devra imposer au besoin.

Parallèlement, le syndicalisme des producteurs exercera son action dans le sens d'une amélioration des salaires. Pris entre les deux branches d'une pince impitoyable, le capitalisme crévera, devra abdiquer, ainsi que son suppôt et corollaire l'Etat.

Une autre tâche capitale et immédiate du syndicalisme des consommateurs est d'organiser sans tarder dans chaque village, dans chaque quartier de ville, le magasin central de distribution, avec ses diverses sections. Des coopératives d'un nouveau genre, à créer de suite, en seront les embryons : coopératives de répartition alimentées par des coopératives de production sous le commandement des usagers.

Mais, hélas ! il ne semble pas que tous les champions du syndicalisme des consommateurs aient une vue d'ensemble aussi nette. Des divergences profondes existent.

Certains, de tempérament étatique et autoritaire, verraient d'un bon œil une organisation centralisée, sous le commandement d'une poignée de « chefs » qui, eux-mêmes dépendraient... mettons des trusts ou de la synarchie, ce qui est tout comme.

D'autres voudraient noyer le poisson : ils tendent à créer des syndicats de consommateurs de viande, des syndicats de buveurs de vin, etc. Ils éviteraient ainsi toute action commune et s'arrangeraient pour faire se battre les amateurs d'andouille et les friands de boudin.

Enfin, disons que la C. G. S. C., déjà nommée conçoit toute l'économie placée sous le commandement du besoin, donc des consommateurs. Elle considère (avec raison à mon sens) que l'homme est appelé, de par le progrès technique, à être le moins en moins un travailleur et de plus en plus un consommateur.

Les partisans de l'économie aux producteurs voudraient que les consommateurs leur soient subordonnés.

D'autres, comme le C. E. T. E. S. voient un dualisme producteurs-consommateurs, mais sans doute ne se rappellent-ils pas, qu'en matière économique, les dualismes qui se neutralisent appellent le bonapartisme, le règne de l'Etat qui tire sa raison d'être de l'arbitrage devenu nécessaire entre deux forces égales et antagonistes.

Ajoutons, pour être complet, que le capitalisme, les trusts, semblent avoir fourré leur groin dans le domaine qui nous occupe. Il y a gros à parier que plus d'une Confédération des consommateurs éclora pour mieux mystifier et duper ses adhérents et surtout pour démantibuler les syndicats déjà existants et axer dans une juste direction. Déjà des ombres suspectes prennent corps, mais nous sommes prêts à arracher masques et oripeaux à ces cadavres ambulants.

Voilà, camarades, du pain sur la planche. La lutte sera dure et il faudra veiller au grain.

Etudiez la question, et en avant pour l'action.

René La VOGUE, Secrétaire-adjoint d'un Syndicat de Consommateurs adhérent à la C. G. S. C.

ABONNEMENTS :

Ordinaire, 12 N° : 55 Fr. Soutien, 12 N° : 100 Fr. Ordinaire, 24 N° : 110 Fr. Soutien, 24 N° : 200 Fr. S'ADRESSER à Auguste LE MARC 22, Avenue Foch. — St-Mandé, Seine C.C.P. 5506-36, Paris.

LISTE DES NUMEROS GAGNANTS A LA TOMBOLA DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE

Tous les numéros se terminant par 145 et 241 gagnent un livre *La Véritable Révolution Sociale*, par 668, un stylo ; par 688 et 919, un livre *L'Éthique du Syndicalisme*.

Les numéros 805 gagnent un tableau de H. Geuffroy ; 0750, 3 couteaux à dessert ; 0821, 1 couteau de table manche noir ; 0833, une paire de grands ciseaux ; 0019, une broche avec perles ; 1034, un couteau de poche 3 lames ; 1045, une série de 3 couteaux table manche noir ; 1154, un rasoir mécanique ; 1311, un jeu « Ici Radio Maquis » ; 1300, 2 tableaux du camarade Artiglia, encadrement du Syndicat du Bots-Ameublement ; 1539, un livre *M. Poincaré* ; 1700, un camera de « Rabret » ; 2025, un livre *La Sagesse qui rit*, de Hon Ryner ; 2049, un paquet de gris ; 2111, un superbe briquet ; 2215, un paquet de gris ; 2227, une corne à chaussures ; 2372, un petit couteau ; 2474, un tableau de Geuffroy, Un Paysage ; 2514, un paquet de cigarettes ; 2532, un couteau de table manche noir ; 2581, une broche miniature, paysage ; 2618, une gravure *L'Aurora* ; 2628, un scier de Le Marc ; 2667, un livre *Petit Bonhomme* ; 2724, un livre, *Culture Proletarienne* ; 2751, un livre « miniature portrait » ; 2916, une gravure *Le Chemin* ; 3031, un couvert à hors-d'œuvre ; 3034, un appareil photographique ; 3076, une broche *Un Chat* ; 3160, un jeu d'échec de Snaappe ; 3399, une broche miniature « portrait » ; 3411, une gravure *Provoocation* ; 3422, un livre *Docteur Universelle* ; 3670, un paquet de cigarettes ; 3753, une parure boucle d'oreilles et broche ; 3993, une broche *Un Bouquet* ; 4148, un vélo ; 4305, un livre *Dieu et l'Etat*, relié de M. Bakounine ; 4356, un paquet de cigarettes ; 4459, une paire de petits ciseaux ; 5201, un livre *Culture Proletarienne* ; 5424, un couvert à salade ; 5411, un superbe serrurier offert par le Syndicat des Employés ; 5528, un livre *La Mort Casquée*, de F. Parmentier ; 5542, un briquet ; 5547, un superbe briquet ; 5562, un tableau (Alexis Roumant) ; 5665, une broche *Limoges Fleurs* ; 5678, un bon pour nettoyage complet ; 5697, un livre *Premières conséquences de la guerre*, de Gustave Le Bon ; 5719, un couteau de camping ; 5884, une gravure satirique ; 5969, une broche avec perles ; 6119, une broche *Une Girafe* ; 6509, un filet à provisions ; 6606, un cache-col ; 6727, un couteau à dessert lame ronde ; 6732, un couteau de cuisine ; 6779, une glace ; 6883, une broche *Éléphant* ; 6963, une bouteille de Martini ; 6993, un tableau (*Sous Bois*), de Dimanche ; 7004, un volume relié *Dieu et l'Etat*, de Michel Bakounine ; 7114, une broche *Tête de femme* ; 7129, un couteau de poche une lame ; 7169, un couteau de poche 5 lames ; 7362, un livre *Leçons de Morale de la guerre*, de P. Gaultier ; 7395, un tableau *Paysage*, de Dimanche ; 7498, une corne à chaussure ; 7775, une gravure *Sa Majesté La Famine* ; 7787, une broche miniature fleurie ; 7816, une broche *Camée* ; 7838, un briquet ; 7982, un couteau de table manche noir ; 8020, une broche *Marine* ; 8186, un livre *La Douleur Universelle* ; 8334, un couteau de table manche bois jaune ; 8374, un livre *La vérité au Conseil de guerre* ; 8392, *Les Meskines*, de Rotot ; 8511, un roule-cigaretes avec un paquet de gris ; 8540, Souteneurs Sociaux ; 8630, une broche faïence bleue ; 8644, un briquet ; 8260, une statuette ; 8960, un livre *Docteur Universelle* ; 8969, un livre *Docteur Universelle* ; 8985, un tableau de Boucoiran ; 9003, une broche *Feuille avec perles* ; 9036, un tableau *Jarry* ; 9115, une broche *Un Poisson* ; 9120, un couvert à hors-d'œuvre ; 9235, un livre *Dieu et l'Etat*, relié de Bakounine ; 9245, un peigne de poche ; 9349, un paquet de cigarettes ; 9480, un livre *Le Calvaire du Mineur* ; 9590, un livre *Monsieur Poincaré* ; 9972, une broche *Miniature fleurie* ; 9580, un livre *Docteur Universelle*.

Coups de patte

PUNITION OU RECOMPENSE

Les amateurs d'émotion électorale ne savent comment faire pour intéresser les « citoyens » à participer à la foire électorale.

Dans un quotidien du soir on pouvait lire récemment deux « lettres » de lecteurs qui proposaient : l'un d'infliger une majoration d'impôt de 500 francs à tout électeur n'ayant pas fait son devoir ; l'autre de distribuer des cigarettes à tous ceux qui voteront.

Evidemment les deux moyens auraient des chances d'amener davantage d'électeurs devant les urnes. Reste à savoir ce qu'ils mettraient dedans ?

Car il serait facile, pour éviter l'amendé, de mettre un bulletin blanc, de même que l'envie de recevoir un paquet de cigarettes pourrait inciter quelques indifférents à faire de même.

Il nous est avis qu'il faudra trouver autre chose pour éliminer les abstentionnistes !

L'idée géniale, ô combien, du correspondant proposant la distribution de cigarettes à la sortie des salles de vote me rappelle qu'au cours de l'autre guerre — ce fut sans doute pareil lors de celle-ci — l'assistants dans un hôpital militaire à une semblable distribution à la porte de la chapelle à la sortie de la messe.

Un vieux prêtre, infirmier volontaire s'étonnait alors en voyant un certain nombre d'enragés fumeurs qui s'abstenaient de la messe et de la distribution et leur distribuait alors son propre tabac.

L'auteur de la proposition a-t-il pensé qu'il pourrait y avoir des abstentionnistes qui préféreraient — même en étant grands amateurs de tabac — se priver de cette « récompense » ?

Permanences, convocations, communications

2° UNION REGIONALE REGION PARISIENNE Permanence des Syndicats

Employés, Industries et Métiers d'Art : tous les jours.

Métaux Bâtiment, Transports : tous les jours de 18 à 19 h. 30.

Bots-Ameublement : Mercredi et samedi de 18 à 19 h. 30.

Services Publics Fonctionnaires, Travailleurs de l'Etat : Mardi et jeudi de 18 à 19 h. 30.

P. T. T. : Mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30.

Livre, Papier, Cartons, Textile, Alimentation : Mercredi et Vendredi, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Produits chimiques, Cuirs et Peaux : Samedi de 15 h. à 18 h.

Intercorporatif : Tous les jours.

SYNDICAT DU BOIS-AMEUBLEMENT

Section locale des 11 et 12 Arrond.

Les adhérents et sympathisants sont informés qu'une permanence est tenue tous les vendredis à partir de 18 h. 30, Café des Colonnes, 170, faubourg-St-Anoine.

TRANSPOITS

Réunion de la C. E. tous les 3e dimanches de chaque mois, au siège, 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10e).

CUIRS ET PEAUX-PARIS

Réunion générale le samedi 11 janvier, à 15 heures, au siège, 22, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville). Ordre du jour : compte rendu du Congrès. Cotisations 46. Renouvellement du bureau. Questions diverses.

COMITES INTERSYNDICAUX

15° ARRONDISSEMENT

Une permanence va fonctionner au 34, rue des Bergers. Les camarades du 15° sont invités à se faire connaître, au siège de l'U. R.

20° ARRONDISSEMENT

Permanence tous les jeudis de 18 h. 15 à 19 h. 30, 241, rue de Belleville. Chez Gatti.

SAINT-DENIS-LA PLAINE

Permanence les 2e et 4e dimanches de chaque mois, 5, Impasse Boise.

GOUSSAINVILLE

Permanence les 2e et derniers dimanches du mois, de 10 h. à 12 h., Hôtel de France, Goussainville.

ARGENTEUIL

Tous les samedis de 16 à 18 heures, 42, rue de Paradis à Argenteuil.

ASNIERES

Tous les jeudis à 20 h. 30, 154, avenue d'Argenteuil à Asnières.

GROSLAY

Le 1er dimanche du mois, café du Centre, à Groslay (S.-et-O.).

3° UNION REGIONALE DIJON

Permanence : les mardi et vendredi de 18 à 19 h. 30, Café de l'Union, place des Cordeliers.

4° UNION REGIONALE CLERMONT-FERRAND

A l'issue d'une réunion tenue récemment dans notre ville, la C. N. T. a été définitivement constituée dans la région. Une permanence sera assurée dès la parution de ce communiqué, les mardi et samedi, le 19 h. à 21 h., au local 9, rue de l'Arge. L'ancienne permanence provisoire de la rue Georges-Clemenceau a cessé d'exister. Les camarades désirant obtenir des renseignements sur le mouvement et ne pouvant momentanément se déplacer, peuvent d'ores et déjà écrire au camarade Alexandre Lamela 10, rue des Vieillards, à Clermont. Pour les demandes d'adhésion, se faire inscrire à la permanence où un camarade se tiendra à la disposition des intéressés les jours et heures indiqués ci-dessus.

Le responsable provisoire : Georges RICHARD.

5° UNION REGIONALE BEAUCAIRE

Tous les dimanches de 10 à 12 heures au siège, Bar du Casino.

6° UNION REGIONALE TOULOUSE

Permanence tous les jours de 18 h. à 19 h., Café-Hôtel Saint-Sernin, rue Saint-Bernard.

Tous les dimanches, de 10 h. 02 à 12 h., au siège, 71, rue du Taur.

8° UNION REGIONALE BORDEAUX

Nos permanences : Syndicat des Métaux, tous les lundis et jeudis, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; dimanche de 10 h. à 12 h.

Bâtiment, tous les mercredis et vendredis de 18 h. 30 à 19 h. 30, le dimanche de 10 h. à 12 h.

Employés, tous les mardi et samedi de 18 h. 30 à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. à 12 h.

Les permanences du soir sont tenues Bureau 27, 1er étage.

Le dimanche Bureau 15, Bourse du Travail, rue Lalande, 42.

A toutes nos permanences vous trouverez *L'Action Syndicaliste*, le *Libertaire* et un service de Librairie.

10° UNION REGIONALE NANTES

Réunion Générale le 1er dimanche de chaque mois, Café de l'Europe, Place du Commerce. Les autres dimanches, permanence de 9 à 12 heures, même adresse

CHATEAU-DU-LOIR

Les camarades désirant adhérer à la C. N. T. sont invités à envoyer leurs adhésions par écrit : nom, profession, adresse, à notre camarade Henri Bagatskok, secrétaire général de l'Union Locale C. N. T., Goulard, Château-du-Loir (Sarthe).

12° UNION REGIONALE ROUEN

SYNDICAT DES EMPLOYES

Permanence tous les samedis, de 14 à 20 heures, salle Pupin, Café, 50, rue Saint-Nicolas, 1er étage.

13° UNION REGIONALE LILLE

Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, pour les syndicats suivants : Métaux, Textile.

INTERCORPORATIF

Pour l'envoi de fonds, utiliser le chèque postal. Octave Duhamel, 19, rue Fouquet-Lelong, Maréq-en-Barwul, C. P. Lille, 1523-03.

VALENCIENNES

33, rue des Récollets.

ROUBAIX

63, rue d'Avelghem.

AULNOYE

S'adresser au camarade Ortel Serge, 11, rue Gabriel-Péris.

17° UNION REGIONALE LYON

Tous les samedis de 15 h. 30 à 19 h. Le dimanche de 9 h. 30 à 11 h. 30, 60, rue de St-Jean au fond de la cour, 1er étage.

19° REGION MARSEILLE

Permanence : tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 h., et le dimanche de 9 h. à midi (adhésions, cotisations, renseignements. Artistique-Bar, Cours Joseph-Thierry.

Pour tout ce qui concerne la trésorerie, s'adresser au camarade Canqui (Joseph), 13, cité de la Verrerie, Pont-de-Vivaux, Marseille.

Pour tout ce qui concerne le secrétariat : Brun (Marius), 256, route Nationale, Saint-Louis, Marseille.

UNION LOCALE C. N. T. AVIGNON

Permanence : Bar du Mal Assis, 36, rue Carrière. Mardi et jeudi de 18 à 19 h. Dimanche de 10 à 12 h.